



THE UNIVERSITY OF CHICAGO LIBRARY





BIBLIOTHEQUE

DES

ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME

FASCICULE SOIXANTE-QUINZIÈME

LOUIS XII ET LUDOVIC SFORZA

(Avril 1498 - Juillet 1500)

PAR LÉON-G. PÉLISSIER



MONTPELLIER. - IMPRIMERIE CHARLES BOEHM

Digitized by Google

LOUIS XII ET LUDOVIC SFORZA

(8 AVRIL 1498 — 23 JUILLET 1500)

TOME PREMIER



- RECHERCHES DANS LES ARCHIVES ITALIENNES

LOUIS XII ET LUDOVIC SFORZA

(8 AVRIL 1498 - 23 JUILLET 1500)

PAR

LÉON-O. PÉLISSIER

ANGIEN ÉLEVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPERIEURS
ANGIEN NEMBRE DE L'ÉCOLE PRANÇAISE DE ROME
CHARGÉ DE COURS S'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE MONTPEUTER

TOME PREMIER



PARIS

LIBRAIRIE THORIN ET FILS

ALBERT FONTEMOING, Successeur

LIBRAIRE DES ÉCOLES PRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME DU COLLÈGE DE FRANCE, DE L'ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE ET DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES 4, AUE LE GUFF, 4

1896

230.7 .5 .74



Lendit.

Google

61168

A MON PÈRE

ì

326274

- Google

AVANT-PROPOS

L'histoire de la conquête du Milanais n'a guère été faite encore qu'avec de médiocres documents; presque tous ses narrateurs se sont bornes à suivre la tradition des chroniqueurs contemporains, souvent mal renseignés et inexacts. Or les éléments d'une connaissance plus précise, plus approfondie de cette histoire nous viennent de ceux-là mêmes, états et souverains, hommes de guerre, hommes d'état, diplomates, qui l'ont faite ou qui l'ont vu faire. Les archives italiennes du xvr siecle ont conservé les traces authentiques de leurs actes, les documents les plus sûrs et les plus précis sur leur vie, leur rôle politique et leur caractère. Elles fournissent, depuis le milieu du xve siècle jusqu'à la fin du xvi°, à l'histoire de la diplomatie française et italienne, alors partie si importante de l'histoire générale, les matériaux les plus sol des de ses constructions théoriques et de ses analyses. aussi nécessaires à qui voudrait systematiser les règles encore mal connues de la diplomatie que pour suivre dans la moindre negociation le plus humble secrétaire de la plus petite cour italienne. L'étude de ces documents doit, me semble-t-il, devenir l'objet primordial des historiens de la diplomatie franco-italienne: il faut en substituer les données aux assertions plus ou moins vérifiables des chroniqueurs et des annalistes, aux raisonnements trop souvent subtils et vagues des théoriciens politiques du Seicento.

Aussi bien est-ce presque exclusivement avec l'aide de ces textes, édits ou lettres de souverains, delibérations de seigneuries ou arrêtés administratifs, et surtout avec les dépêthes des ambassadeurs et des agents diplomatiques italiens qu'a éte composee la presente etude.

La description detaillee et l'examen critique des differents fonds que j'ai consultés à Gènes, Turin, Milan, Venise, Mantoue, Ferrare, Modene, Bologne, Florence, Sienne, Pise, Lucques, Rome et Naples, m'entraineraient à de trop longs développements qui alourdiraient encore un travail d'un poids déjà considérable; cet examen sera mieux placé d'ailleurs en tête du recueil des pieces justificatives de cette étude, que je publierai plus tard, et que je regrette vivement de ne pouvoir donner dès maintenant (1). Je me norne done ici à quelques indications generales.

C'est à l'Archivio di Stato de Milan, hériter des archives de la chancellerie de Ludovic Sforza, que je devais naturellement chercher, et que j'ai trouvé les documents les plus nombreux et les plus importants. Ils m'out eté fournis en grand nombre, non sans difficulte grâce au manque de tout inventaire, par ce Carteggio generale qui est à Milan le Mare-Magnum de l'histoire diflomatique viscontee-sforzesque. Le Carteggio ou correspondance génerale renferme tout ce qui reste des lettres, depêches, balletins, avis, estratti el summari adresses à la chancellerie ducule par les ambassadeurs mitanais d'Italie et d'Europe, par les commissaires ducaux, capitaines, châtelains et autres officiers du Milanais, par des princes, des cardinaux, des grands personnages milanais ou etrangers; des lettres privers arrivées par intercept ou par suite de circonstances diverses dans ses bureaux ; des minutes. souvent en tres mauvais etat, de lettres adressées par les ducade Milan, soit aux souverains etrangers, soit à leurs propres ambassadeurs ou à leurs fonctionnaires. Les documents y sont classés, sans grande précision, par ordre chronologique, et remplissent, d'avri. I 198 à août 1499, quarante portefeuilles





⁽¹⁾ À la fin de mon travail, j'ai placé une table chronologique des pieces justificatives, qui donners un aperçu de ces documents et qui servira à établir la correspondance avec ce tutur recueil.

(rartelle 844 à 884), de septembre à décembre 1499, un seul (cartella 885); la série fint avec la domination sforzesque, et manque completement pour l'année 1500. Deux series, en voic de formation et d'aitleurs dénuées, elles aussi, de tout inventuire, ont été détachées du Carteggio generale; la serie Potence Sourane, destinée à grouper les documents relatifs aux divers souverains nationaux ou étrangers du Milanuis, et la série Potenze Estere, qui recevra peu à peu tous les documents interessant les états italiens ou européens avec lesquels Milan a eu des relations aux divers temps de son histoire. La première ne m'a donné que quelques documents d'interêt anecdotique et privé pour l'histoire de Ludovic Sforza; elle fait à peu près complètement defaut pour l'époque de Louis XII. La seconde et le Carteggio m'ont fourni des minutes de lettres de Ludovic Sforza nu Pape Alexandre VI, à l'empereur Maximilien d'Allemagne, au duc de Ferrare, au marquis de Mantoue, aux Seigneuries de Venise et de Florence ; les minutes de ses dépêches à ses ambassadeurs Herasmo Brasca, Agostino Somenzi, Marchesino Stanga en Allemagne et en Suisse, Galeazzo Visconti en Su sae, l'évêque Cristoforo Latuada à Venise, Maffeo Pirovani, Cornelio Nibbia en Savoie, Paolo Somenzi à Florence et en Sayoie, Conradolo Stanga à Mantoue, à Rome et à Naples, Taddeo Vimercati à Florence, Cesare Guaschi à Sienne et à Rome, Tranchedino à Bologne, Casati à Naples, et les lettres beaucoup plus nombreuses encore de ces diplomates; des minutes de lettres de Ludovic Sforza à son frère le cardinal Ascanio, à sa niece la comtesse de Forli : les lettres de ses commissaires provinciaux, surtout Fortana, qui gouvernait Génes avec les frères Adorni, et Lucio Malvezzi, commissaire d'Oltrapo, qui fat le plus brillant défenseur d'Alexandrie ; celles enfin de son genéralissime Galeazzo di San Severino, pour ne citer ici que les principales. La série Trattati, detachée elle aussi du Carteggio Generale, contient quelques textes importants pour l'histoire des relations de Ludovic Sforza avec Alexandre VI ot l'Allemagne.





Les registres ducaux de Ludova Sforza ne contiennent, pour la dernière période de son règne, que des actes d'intérêt privé, sans importance pour l'histoire générale. Par contre, les debris de registres de Lettere missive donnent quelques documents importants sur l'administration de Ludovic Sforza à son retour à Milan.

A Venise, toute l'histoire diplomatique de ce temps est dans les registres Secreti Senato ; ils contiennent les délibérations politiques des Pregadi, les instructions et les lettres aux ambassadeurs, si minutieusement composées. Les deux registres XXXVII, XXXVIII renferment tous les documents politiques importants pour la politique venitienne de 1498 à 1500; le registre Senato terra XV, pour le même temps, contient aussiquelques pieces importantes. Malheureusement, les lettres des souverains étrangers et la correspondance des ambassadeurs vénitiens avec la Seigneurie de Venise ont ete detruites dans le grand incendie des archives de la Republique, en sorte qu'd ne reste rien de la correspondance de Louis XII et de Ludovic Sforza avec le doge Barbadico, ricu des lettres de Lippomani, ambassadeur vénitien à Milan, ni de celles de Stella, Loredam, Trevixam, Dolce, ambassadeurs ou résidents en France et à Milan, et seulement quelques débris de celles de Foscari, le successeur de Trevixam en France. On y supplée par les analyses tres développées de ces depêches qu'a conservees l'infatigable compilateur Marino Sanuto, dont les Diarii sont réellement le Carteggio Generale de Venise pour le premier tiers du xvi* siècle, et méritent d'être consultés presque toujours avec une entiere confiance.

Un singulier hasard a reuni à la Bibliothèque Marcienne, a Venise, deux series de documents diplomatiques fort importantes pour l'histoire des relations de Ludovic Sforza avec l'Allemagne et le Saint-Siege, la correspondance considerable du nonce Cheregati avec le pape Alexandre VI, et les papiers de Podocataro, secretaire du cardinal Julien de La

Rovère (qui d'ailleurs ont pour les questions ici traitées un bien moins grand intérêt).

L'étude des archives des états secondaires de la péninsule avait pour moi moins d'importance : elle a été d'abord abregée par la pénurie des documents ; à Naples, les archives diplomatiques de la dynastie aragonaise n'existent plus (1); à Pise, je n'ai relevé que de rares documents ; à Lucques, la série ambascerie présente une lacune pour les années 1496-1502 (2). Mais à Sienne et surtout à Florence, j'ai pu consulter des correspondances diplomatiques très intéressantes. A Florence, les Lettere esterne alla Signoria (Reg. xxxiv-xlii, 1498-1500) et aux Otto di Balia m'ont fourni l'importante correspondance de Cosimo de' Pazzi et P. Soderini, ambassadeurs en France des l'avenement de Louis XII jusqu'à son arrivée à Milan, de F. Soderini, évêque de Volterra, et F. Pepi, ambassadeurs près Ludovic Sforza, celles de Manetto Portmari, de Gualteroti et Lenti, ambassadeurs à Milan et en France en 1500; les lettres de Ridolfi, ambassadeur florentin à Venise m'ont permis de contrôler les affirmations de Latuada. A Sienne, j'ai vu les séries Balta, deliberazioni (40 à 42), Lettere della Balia (347-349), Lettere alla Balia (422).

Parmi ces archives secondaires, Ferrare et Mantoue doivent une importance spéciale à ce que leurs ambassadeurs à Milan et ailleurs ont éte beaucoup plus des nouvellistes que des diplomates. À Modène, ou les archives des ducs de Ferrare sont presque intactes, j'ai vu les séries suivantes : Minutario cronologico (lettres d'Hercule d'Este à Ludovic Sforza et à Louis XII), cancelleria ducale, lettere di principi esteri ; Regesto





⁽¹⁾ Les registres collaterals ne m'y ont tourni que de rares pièces sans importance. Du reste, au rebours de ce qui se passe dans les autres archives italiennes, où la compusisance est poussée aux plus extrêmes limites, on semblait prendre à tâche, à Naples, à l'époque où j'y al passé, de décourager les travailleurs.

⁽²⁾ Je ne dis rien tei de Gênes ni de Turin, car j'au employé les documents que m'ont fourzie leurs archives dans des publications antérieures. J'ai conculté au ministère des affaires étrangères à Paris la collection « Gênes », qui contient une bonne analyse des documents originaux de l'Archivio di Stato génots.

del Re di Francia culta cusa d'Este (tettres de Louis XII); Carteggio diplomatico estero (1498-1500) (lettres de Ludovic Sforza); Dispecci degli ambaiciatori Francia (1470-1795), documents des ambassades de Borso da Correggio et de Nicolo Bianchi (juin-août 1498), ambassade de Giovanni Valla (mars 1500); Milano (ambassades de A. B. Costabili, de Seregoi, de N. Bianch, etc.); Carteggio diplomatico estero (avis et extraits communiques par la chancellerie milanaise).

A Mantoue, j'ai consulte, dans le merveilleux Archivio Gonzaga, le Minutario ermalogico de François d'Este, et les depêches de ses ambassadeurs en France, à Milan et à Rome Les depêches et les actes politiques des souverains n'ont ict qu'une importance médiocre, proportionnelle d'ailleurs au rôle historique de ces petits etats, mais les mantouais Brognolo, Capilipi, Antimaco, d'Atri, Rozono, comme les ferrarais Costabili, Seregni ou Bianchi, ont éte des témoins intelligents et exacts des evénements contemporaius; ce sont, en l'absence de documents directs suffisamment abondants pour tonte la période militaire de la lutte entre Louis XII et Ludovic Sferza, les depeches des ambassadeurs mantouans et ferrarais qui permettent d'en faire une histoire detaillée (1).

Ce n'est que dans de rares exceptions que j'ai employé ici les chromqueurs, inedits ou imprimés, dont les données sont justement suspectes si elles différent de nos textes, et nègligeables, pour le récit des faits tout au moins, si elles y concordent (2). De même me suis-je abstenu, pour m'allèger de



⁽¹⁾ Les documents diplomatiques français sont aussi rares pour l'histoire du règue de Louis. XII que les documents Italiens nont nombreux. C'est dans les collections ancientres du fonds français de la Bibnothèque Nationale que leurs épaves sont aujourd hut rémites ; its sont presque tous relatifs à la partie postérieure du regue. — J'ai le régret de n'avoir pu preadre connaissance de que ques lettres importantes du chartrier de Thouars. M. le duc de l'a Trémoulle, après mien avoir offert des copies à prix d'argent, en a donné communication à une autre personne, et mia ensuite reluit l'autorisation de profiter de son offre. J'ai su, du reste, que ces papiers n'ont pas l'intérêt qu'il leur attribue.

⁽²⁾ Aussi une bornerat-je à signaler let la Storia du Milano du médecia Arluno, qui nété temoin des lattiqu'il reconte et fort capable de les apprécier justement, et la bizarre Historia bellorum, Italicorum du 170p crédule Geronimo Borgia.

tout le poids des intermediaires, de citer les ecnyains modernes et d'instituer des discussions critiques des opinions anterieures. Je n'ai voulu faire ici qu'un recit fonde tout entier sur les informations, absolument contemporaires des évenements et aussi sûres que possible, que nous présentent les documents diplomatiques.

Cet ensemble de documents (1) m'a permis, je crois, sinon de renouveler, du moins de modifier profondement les idées sequises sur le caractère de l'expédition du Milanais : quant a ses causes, en mettant en lumière l'étroite unon de Ludovic Sforsa avoc l'Allemagne, ils montrent le double interêt qu'avait pour Louis XII la ruine de ce seul adversure ; pour ses

(1) J'a: publié plusieurs sèries de documents rintieus relatifs aux aunées 1416-1500, dans des travaux dout on me permettre de ester ici les titres : Documente sur la première année du règne de Louis III (Paris, Leroux, in-8", 78 pp., 1890), Documents pour l'histoire de la domination française thurse Milanata (1499-1513); Toulouse, Petvat, XXI 371 pp. 4891. Hild otherjus Maridionale, Il^a série, tom. I.) Un registre de lettres miseix en de Louis XII. (Rome, Ph. Luggani, in-9, 31 pp., 188), extrast des Mélanges d'Archéologic et d'Histoire, tom. XI), La liesse Potenze Savrane Lodovico XII, à l'archivio di Stato de Milan, I pp (dans Revue des Hiblistheques); L'entrés de Louis XII a Milan Per nosse Lefranc-Vauthier, in 12, (Moutpelher, Firmin et Moutane, 1891) . Prois registres de lettres durales de Louis XII mun archives de Milan, (Paris, Leroux, 80 pp., 1892); Nouvellistes italiene a Parig an 1400, nor 15 pp. (Bulletin de la Société d'Asstoire de Paris, 162), Decuments sur les remnons de Louis XII, de Ludwic Sforza et du marquis de Manione de 1498 à 1500 (Paris, Leroux, in-8°, 97 pp., 1894). Documents pour l'histoire de l'établissement de la domination française a Genas (1498-1500), (Génas, gr. 10-2°, 222 pp. 1894.) Done was Notes cialcannes d'Histoire de France, j'ai aussi insèré plusieurs documents sur cette époque. 1 Louis XII et ins privoèges de la Bretagne en cour de Rome, 11. Lettres roddites pur in conquête du Milanais par Louis XII - III-M. Yriarte et l'evêcné de Cette , VI. Protanio de l'orvi et stat de la France en 1490 ; XIII. Lettre de Louis XII à la Bergaeurie de Bianne pour (ut nobfier son avinoment (1400), XV. Trois relations our la situation de la Prance en 1400 et 1499 envoyées par Ludoste Morse au dur de Verrare. Se cours du présent travail, je renvois à des documents de cette nerre actuellement sous presse, Bans les Note staliane sulla storia di Francia que public l'archivis Storico de Florence ont para: I. dua lettera di Luigi di Montpeneter e altri documenti che vi si riferiocono (1400–1499). III. Informatori italiani in Lume nel 1496. IV. Gli Inviciati agenti milanesi a Saluzzo (1499). - Le reciped des pièces justificatives ici annouses paraîtra sous la titre Louis XII et Ludons, hjurat, Ducamente. Les deptiches de l'ambassedour lecrarate Seregui ne peroni pas comprises dans ce requeit.



episodes, ils expliquent les véritables causes de la chute de Ludovic Sforza, le caractere reflechi de sa retraite en Allemagne, ils montrent comment les deux campagnes et les deux conquêtes du Milanais n'en font en réalité qu'une seule, comment cette conquête fut complexe et se poursuivit simultanément contre Ludovic Sforza, contre les Lombards, et contre les institutions milanaises; et, quant aux conséquences de cette guerre, ces documents en font voir toute l'importance internationale et européenne. Ce sont là les points sur lesquels a porté mon principal effort et que j'ai le plus cherche à établir, plus d'ailleurs par la citation des documents et le simple exposé des faits que par la discussion des opinions contraires. plus soucieux d'aboutir à des resultats sinceres qu'à de brillantes formules, toujours étayé, quand même je ne les cito pas, de ces textes originaux qui « seuls », comme le disait Brequigny a Laporte du Theil, « pouvent garantir de la seduction des conjectures.»

L'abondance de ces documents et l'intéret intrinsèque de la plupart d'entre eux ont donné à mon étude une ampleur considérable, que certains pourront meme trouver démesurée; (encore l'ai-je dégagee de tout developpement dans les parties non centrales de mon sujet (1) et ai-je bien tailé même dans celles-ci.) C'est que, je l'avoue, le détail individuel dans l'his-

(1) Ces développements out été ou seront repris dans des mémoires subsidialres. La politique du marquis de Mantous pendant la lutte de Louis XII et de Ludovic Sforza (1498-1500) (Le Puy, Marchemou, In-8+, 88 pp., 1892, Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux), complété par Les relations de François de Gonsague, etc., notes additionnelles et documents, pp. 53 à 95 (1893, même requell), Les amies de Ludovic Sforza et leur rôle on 1493 1499 (12 pp. Revue historique, 1892), L'ambassade d'Accurse Mayneer. & Venue (juin-novembre 1490, Toulouse, Privat, 19-8*, 100 pp. 1894, Annales. du Midi, tom. V-VI); Le trasté d'alliance de Louis XII et de Philibert de Savore en 1499, (Montpether, in-\$* 1 8 pp. 1893), La politique de Trivulee au début du règne de Louis XII (Paris, iu-8°, 45 pp. 1894); Sopra alcuni documenti relativi all' alleanza tra Alessandro VI e Luigi XII (1498-1499). (Roine, R. Societa Romana di Storia Patria, In-8, 189 pp. 1895); Note sur les relations politiques de Louis XII et de Cottignola. Rome, in N. 9 pp., 1895). — Je publierai dans un brei delai deux memoires importants sur L'ambassade de Herasmo Brasca en Allemagne et vat La mission de Marchesino Stanga en Allemagne (avril-aoùt 1499).



toire du xv° et da xvr° siècle italien ne me paraît pas moins important ni moins curieux que les grands évenements, et je crois que le simple exposé de ces négociations confuses et tortueuses, de ces opérations militaires, si singulières ou si hasardées, de ces émeutes et de ces révolutions, est une contribution utile à la decouverte encore inachevée des mœurs et des ames de la Renaissance, à l'histoire de ce principe individualiste qui a fait l'Europe moderne.

En terminant, je suis heureux d'exprimer de très sinceres remerciements a MM. Lavisse et Lemonnier, qui out bien voulu me donner, au sujet des proportions de cette étude, d'excellents conseils, à MM. Casanova, archiviste de l'Archivio di Stato, à Florence, Davari, préfet de l'Archivio Gonzaga à Mantoue, Malaguzzi-Valeri et Ramazzini, archiviste et sous-archiviste à Modène, au regretté Ghinzoni et à MM. Adriano Cappelli, Porro, Maspes, archivistes à Milan, au vénerable comte Soranzo, bibliothecaire de la Marciana, a MM. Omont, Auvray et Coudere, de la Bibliothèque Nationale, Lefranc et Stein, des Archives nationales, qui m'ont diversement aide dans la préparation de ce travail; et le meilleur de ma reconnaissance va a mon excellent maître, M. Gabriel Monod, à qui chaque jour me fait mieux ressentir tout ce que je dois.

LEON-G. PELISSIER.

- Google

Orig UNIVERSIT 1 6

LOUIS XII ET LUDOVIC SFORZA

INTRODUCTION

DE L'IMPORTANCE DE LA GUERRE DU MILANAIS DANS L'HISTOIRE D'ITALIE.

La guerre du Milanais de 1499, fait principal et caractéristique des relations de Louis XII et de Ludovic Sforza, qui se termina, en donnaut à la France une province, par la chate de la dynastie Sforza et la ruine du duché de Milan, n'apoint encore été l'objet d'une étude spéciale Il ne semble pas cependant, bien qu'elle ait été courte et qu'aucun grand fait militaire ne l'ait signalée, qu'elle mérite ce dédain, ni, qu'à s'en tenir aux informations sommaires transmises par les chronique irs du xvi siecle aux historiens modernes, on la connaisse suffisamment. Si en effet les documents contemporains no modificat pas sensiblement, encore qu'ils l'enrichissent, le detail de cette histoire, outre que « ce n'est point perdre son temps que de chercher à pénétrer plus avant dans la connaissance exacto d une époque ou de préciser avec plus de rigueur les détails de quelque grand évènement de la vie nationale (1)», le caractere même et l'importance qu'ils montrent qu'a eus cette guerre dans l'histoire d'Italie aussi bien que dans l'histoire de France, justifient assez l'étude que j'essaie ici de lui consacrer.

(1) Coville, Les Cabochiens et l'ordonnance de 1443, Introd pag x.

L. P., tom, L.

ŀ



I.

Si dans l'histoire de Feance, ainsi que le montrera l'examen, qu'on lira plus loin, des causes de cette guerre, la conquête du Milanais fut quelque chose de plus qu'une simple « gui rre de magnificence's, si elle est une piece in portante dans l'histoire. de la tradition politique de la monarchie et dans la suite de la formation et de l'expansion territoriales de notre pays, -- elle est bien autre chose auss, dans l'histoire d'Italie qu'un épisode intéressant de chronique régionale. - encore qu'un fait qui a determiné pour quiuze aus les destinces d'une province telle que la Lombarcie, ne seratt-il rien de plus, ne fut point negligeable; elle est autre chose qu'un renversement de tyranme. qu'un chasse croise le souverains ; c'est un des rares événements qui, entre la riort de Laurent le Magnifique et le couronnemen, de Charles Quint à Bologne, alent, par leur valour propre et leurs antécédents, donné pour quelques années sa direction al évolution historique de l'Italie

La fiu du xv' siecle et le debut du xv' sont en effet pour l'Italie une-epoque de vérit ble dissolution poutique. La varieté des formes historiques que le genie de la Renaissance à viviliées ou renouvelees dans il hante du xv' siecle, les manifestations dissemblables et contradictoires de la vitalité que l'individua hisme a répandre dans les régions les plus desheritées et les cités les plus obscurés, cutin la personnalité de quelques heros, dont la numultueuse apparition encombre ou absorbe leur époque, ent brisé l'unité de cette histoire, l'importance démesurée de certains épisodes en a ruiné, harmonie, la multiplicité des centres historiques en a dispersé et emiette l'intérét. Bien rares sont les faite qui marquent des points de répère dans le laby-rinthe qu'est l'histoire, si touffue et si confuse, de ce temps

La guerre de Louis XII contre le Milanais est un de ces faits. Elle marque le point le fepart d'une periode dont son progres determine et circonscrit l'amplitude su elle n'a rempli que le second semestre de 1499 et les quatre premiers mois de l'aunée 1500, l'aunée 1596 en avait vu la préparation et les présides, dans la formation de cette triple affiance conclue, en 1499, entre la Prance, la republique de Venise et le Saint-Siège, en réponse a l'autre triple à fiance qui, parallele à la Ligue italienne, mais indépendante d'elle, unissait depais quel jues anuées le duc de

Milan, Ludovic Sforza l'empire d'Allemagne et le royaume de Naples. Cette alliance se prouva et se fortifia par l'issue même de la campagne que son existence avait rendue plus facile et plus sure ; elle rempli, et domina de ses effets l'Italic pendant les années suivantes, et ses conséquences s'en sont prolongées presque jusqu'aux deraiers mois de l'ainée 1503. Quelles négeciations amenèrent le signature des traités entre la France. Venise et le Baint Sièce, on et verra le détail plus loin ; il suffit ici d'en marquer los dates innuales; c'est au début même du regne de Louis XII que les Venitions entrent en coquetterie avec le nouveau roi : cest le 4 mai 1598 qu'est designée l'ambassade envoyée par eux en France, c'est du milieu d'octobre que date le premier projet précis d'alliance, les premières ambasnades échangées entre le pape et le roi sont du même temps, et les négociations franci-pontificales commencen, à Paris le 22 juillet; des le mois d'août 1498, les principales conditions de l'alliance entre la France et les deux grands états de la peninaule se trouvaient examinées. Bien quelle n'ait été declarée entre Louis XII et la Seigneurie qu'au mois de janvier 1499, entre Louis XII et le Saint Siège qu'au mois de mai 1490, bien qu'elle n'ait pris qu'en juin sa forme et son ampleur dé initives par la publication des noms des puissances alliées, confédérées ou simplement amies et achérentes des trois parties principales. ce n'est pas de l'échange des instruments de chancellerie, c'est des angagements sincères contractés pendant 1 été de 1498 qu' l faut dater l'existence de la ligi e pour la conquête du Milanais. - Et, bien que le refroidissement incontestable des relations franco-vénitionnes au retour offensif de Ludovic Sforsa, en février-mara 1500, et la politique indépendante du Saint-Siège pendant la même époque, aient dont é heu a quelques historiens de croire que l'alliance s'était dissoute aussitét après l'installation de la France à Milan, il est sisé cependant de suivre son existence pendant les années survantes. Qu'elle ait survecuà la chute définitive de Ludovic Sforza, c'est ce que prouve l'entente dos trois puissances au siyet des rebelles ou des émigrée milanais, la livraison du cardinal Ascanio Sforsa, parexemple, à Louis XII par Venise, avec le consentement facite du Saint-Siege; c'est ce que prouve la correction de la politique vénitionne au moment ou les troupes combinées de la France et de César Borgia commencerent la campagne des Romagnes. et le concourt militaire et pécuniaire donné à la Beigneurie par le Pape et la France pendant la guerre contre « le Turc », ét

notamment a l'attaque de Mitylene a la fin de 1501. Cette guerre, qui fut desastreuse pour le commerce et la puissance coloniale. de Vemie, l'empécha, il est vrai, de prendre une part bien active. aux entreprises combinees de Louis XII et de Cesar Borgia, mais non point de les seconder par sa diplomatie. Pour les deux autres confédérés, malgre les limites momentagément phonsees. a l'ambition de Cesar Borgia, par les obligations de Louis XII. envers ses autres allies italieus, malgré l'intervention du roi, hostile a la politique pontificale dans les affaires de Plorence et de la maison Orsini, une parfaite entente ne cessa d'exister dans la plupart des questions. - et elles furent nombreuses. - que souleva pendant ces années la juvenile ambijion de César Borgia; le 25 juin 5001, A exai dre VI s'associait à l'expédition francause contre Naples en publiant une bulle qui privait le roi Frederic de sa couronne, et, le 3 aout 1502, Louis XII concourait à l'entréprisé du baint-8iege contre les vicaires pontificaux des Romagnes par le prêt d'une petite arinée de trois cents lances. Ce n'est que l'année su vaute, en 1501, que cette triple alliance tendit a se dissoudre. Divers ayimptômes moutrent que, délivré du danger turc, lanquiet genie de Venise commença a sefatiguer 1 être depuis si longtemps l'allie de la France la Seigueurie esquissa une centative de rapprochement avec l'empereur Maximilien, pendant la guerre franco-espagnole dans le napolitain, les gouverneurs ve rittens de Train, de Monopoli, de Brindisi, d'Otrante, observérent une cracte neutralité; dans le registre lu Conseil des Pregadi, les lettres au roi de France, les proces-verbaux des audiences données à ses ambassadeurs se font de plus en plus rares : la solution des incidents de frontière, assez fréquents sur l'Adda, devient plus difficite. D'autre part, les défai es des Français dans la guerre de Naștes commencerent a inspirer des doutes au Saint-Siege et à son capitaine général Cesar Borgia, sur la puissance reelle, le son allie et sur la durée de l'influence française en Italie. La protection accordee par Loius XII au comte de Pitignano, la restauration a Sienne sar Louis XII de Pandolfo Petrucci, accrurent son mécontentement. Des le mois de juin 1503, il cessa d'obeir aux ordres des genéraux français. Le hasard hâta le dénoncment de cette situation. Alexandre VI mourut le 18 aout 1503, et avec luidisparaimait sa politique, bientôt apres, Jules II, quoique elucomme ami de la France, il augura une politique exclusivement. stalienne et pontificale. On pout donc constater en 1503 les dermera et plus fointains effets de la conquête du Milanais, cette



année marque bien le terme de la triple alliance de 1499 et la fin de la période historique que la guerre du Muanais a déterminée : c'est un groupe de six années qu'elle délimite, espace de temps appréciable dans l'incertitude et la confusion de cette période de l'histoire d'Italie.

La durée d'ine ligue entre deux états nalieus et une puissance. étrangère ne constitue pas, par le seul fait de son existence, - n'y ayant rien de plus fréquent que ce genre d'alliances dans les annales de la Henaissance, — une période spéciale. L'alliance pour la guerre du Milanais fait exception a cette règle, pour avoir été le fait capital et directeur de l'époque où elle a'est produite. l'évenement en raison duquel tous les autres sont arrivés. Au lieu que beaucoup d'autres ligues du même geure n'ont intéressé que quelques-uns des états de la péninsule et qu'un petit nombre de faits, celle-ci a eu pour conséquences un changement complet du groupement politique des étais italiens, et de profondes révolutions dans l'histoire interne de chacun d'eux. Des que commença a s esquisser, menace et préface de la guerre, la Triple alliance, des que les projets de Louis XII relativement au duché de Milan furent soupçonnés en Italie, une diplomatie inquiete et fiévreuse commença a s'agiter dans tous les petits états. Les plus éloignés comme les plus voisins du duché menacé, petites principautés ainsi que grandes républiques, comprirent qu'entre les deux partis qui se formaient toute indifférence était impossible; qu'entre la vieille albance de Maximilien, de Naples, et de Ludovic Sforza, et la nouvelle ligue franco-vénéto-pontiticale, il fallait se décider, choisir un patron et, l'ayant choisi, smivre jusqu'au bout sa fortune. Toute leur finesse s'employa dés lors a resoudre cette question : quel serait le vainqueur dans la guerre imminente. Jamais intentions, paroles, préparatifs des grandes puissances, ne furent plus espionnés, leurs forces respectives plus minutieusement évaluées, leurs dispositions à l'égard des tiers plus commentées. Les Capilupi les Brasca, les Lattuada, les Costabili, et tous les sous-Machiavels des petites chancelleries multiplièrent les dépêches, les mémoires, les rapports; puis se mirent en route les ambassades de Génes et de Bologne, de Florence et de Turin, de Lucques et de Sientie, on alla solliciter la protection royale ou ducale. Si tous les étais ne se prononcerent pas ouverlement, si quelques-uns gardérent une neutralité extérieure, il n'en fut pas un qui, dans le secret de son conseil, restat en dehors de l'un ou l'autre des deux camps. Dès le mois de juillet 1499, la géographie politique



de la peninsule était renouveles : pour la premiere fois peutêtre, depuis la chute de l'empereur Frederic II, le même fait historique se réperentait à la fois dans toutes les parties de l'Italie.

Ce n'est pas seulement cette cohésion géographique que l'altrance de 1499 et la guerre du Milanais out donnée à l'histoire contemporaine de l'Italie. Les destinées de la périnsule toute entière, de 1499 à 1505, en dépendent paus ou moins. Bien qu'il n'y ait pas de sen apparent entre la guerre de Venise contre les Tures, entre la guerre des Romagnes et l'espédition de Naples, bien qu'il semble y aveir contradiction entre l'alliance de la France avec la république de Florence et la permission donnée à Gésar Borgia d'attaquer cette ville, tous ces événements disparates peuvent se classer en trois groupes également rattachés à la Triple alliance : , execution du programme de la Ligue, le rapprochement vers la France touté par les anciens alliés de Ludovic Sforza, la lutte des confedérés de la France contre ces nouveaux veuus pour a assurer plus sûrement ou plus exclusivement les bénéfices de lour alliance.

La guerre entreprise par la lique franco-vénitienne n'était pas fine avec la capture et l'emprisonnement de Ludovic le More D'autres expéditions avaient été projetées et inscrites dans les traités qui liaient les trois puissances pour la conquête. du Milanais. Bi les hostilites entre la Seigneurie et le Grand-Seigneur recommencent en 1499, et al, après une attaque manquee des Tures contre Corfou, agres une victoire navale de Nicolo-Pesaro, une floutille française est adjointe, des 1501, aux galeres. de Grimani et prend part jusqu'en 1503 aux hosult às, c'est que Louis XII s était engage à secourir Venuse dans son interminable lutte contre les Tures. Si les républiques de Plorence et de Pise ancharnent dans une querelle sans cesse rouverte, c'est que Louis XII avait promis aux Florentins l'asservissement des Pisans. Si la guerre entre les Napolitains et les Franco-espagnola d'abord, puis entre les Espagnols et les Français, désole pendant deux aus les provinces meridionales, c'est que la conquéta ou royaume de Naples était un des huts secrets de l'alliance. pour la Conquete du Milanais, corroborée par le traité de Grenade. Enfin toutes ces campagnes, ces expéditions, ces faits d'armen, ces intrigues où intervient le Saint-Siège en la personne de César Borgia, cette su lu d'agressions couvre les Bforzade Pesaro, les Riario de Forli, les Manfredi de Faenta, les Petracci de Sienne, dont la succession, en apparence illogique.

remplit cette période, que sont-ils, suoon la longue suite des engagements pris par Louis XII de former une souverancté au fils d'Alexandre VI? — Et là où ne se manifeste pas directement la politique des rois de France, ce fut la nécessité d'instituer des relations pacifiques avec le nouveau maître du Milana.s qui domina tout : la trabison du marquis de Mantoue à l'égard de Ludovic Sforza, la partactive qu'il prit à la campagne de Naples, le martage d'Alphonse d'Este avec Lucrèce Borgia, la révolution florentine qui porta au ponyoir Pier Soderini, les négociations savantes et humbles des Pisans et des Siennois avec le Cardinal d'Amboise, Beaumont ou Ligny, l'indécision de l'attitude de Bentivoglie à Bologne, sont dans une étroite dépendance de la triple alliance pour la conquête du Milanais Et, moins directement sans doute, c'est aussi son influence qu'on retrouve dans les causes profondes des guerres entre Sienne et le Saint-Siège et des conflits des républiques toscanes entre elles, dans les motifs de la Confédération de la Magione contre le duc de Valentinois et du massacre de Sinigaglia, dans tant d'actes plus ou moins politiques qui sont autant de formes du désir exaspéré qu'avaient les Italiens, ne pouvant miner cette triple alliance, de s'y faire une place: comme si la conquête du Milanais eut déchaîné dans la péniasule une jalousie frénétique d'asservissement. Si fortement a cette alliance agi sur la politique individuelle des états italiens que les événements qui remplissent leur histoire jusqu'en 1503 ne peuvent s'expliquer si l'on ne determine d'abord dans quelle proportion elle en est la cause.

II.

Annsi donc, par son action sur tous les événements historiques de cette période de six années, c'est la conquête du Milanais qui est la principale cause de la transformation profonde que subit l'Italie entre 1498 et 1503, et dont le trait le plus frappant est la disparition de tout droit public. Je dis la disparition : quelque grande que fût en effet la confusion de l'Italie dans les dermeres années du xv' siècle, cette confusion était plutôt dans les événements et les idées que dans les institutions. Tiré en effet, par la féodalité de l'Italie impériale du haut moyen âge, le xv' siècle italien avait réussi à discipliner les éléments de désordre qui étaient en lui, et à se créer une existence à peu près régulière, dont, parmi les luttes particulières des princes et des républi-

ques les lois fondamentales restatent respectées. La premiere de ces lois essentielles était la division de l'Italie en plusieurs etais, division traditionnelle et conforme à des différences ethusgraphiques réclies, a certaines nécessités géographiques évidentes, dans le Nord Onest survivaient les vieux états féodaux, plus français quataliens, la Savoie, les marquisats de Saluces et de Moniferrat, au Nord Est la puissante république venitienne, marche de l'Orient, dans un nolement dedaigneux; au centre, l Itabé des seigneurs et des communes , le duché de Milan, le duché de Ferrare, le marquisat de Mantoue, la république de Bologne, les republiques toscaues, Pise, Lucques, Sienne, Florence, heritiers les uns des anciens Gibelins et les autres des Guelfes, puis quelques pe its clais nés de démembrements posterreurs, le marquisat de Massa, la seigneurie de Prombino, les principantés des Apennins; sur les deux versants des Apennins s étendait le domaine de Saint-Pierre soumis, soit directement au Saint-Siege, soit à ses vicaires. Au Sudile royaume de Naples. opposait sa masse compacte, mais merte, a 11 alie du Nord, st morcelée mais si vivante - Dans ce nombre fixe et déterminé. dietats, les formes politiques étaient stables. L'éphémere création de la république Ambrosienne a Milan fut la dernière révolution positique importante du xy siecle. Depuis sa disparilion. Milan s'était résignée à la tyrannie des bforza, comme Bologne a celle des Bentivoglio. La république de Venne offrait un bel exemple d'évolution progressive d'institutions traditionnelles, jamais discutées, toujours ameliorees tienes oscillait. quasi régulierement de la reconnaissance de la sugeraineté nulanaise à l'affirmation de ron indépendance. Florence avait accepté la dictature elégante et discrete des Medicis. La monarchie napolitaine et le regime theorisatique de l'Etat de l'Eglise. n étaient plus ou n'avaient jamais été comhattus — A la stabilité des constitutions a ajoniait, dans les états princiers, celle des maisons reguantes a Milan, les Storia avaient fait renouveler. par i Empire les droits qu'ils prétendaient tenir par alliance dos Visconti. Les Gonzague régnaient aussi paisiblement à Mantoueque les Este a Ferrare. La puissante maison d'Aragon avait triomphé définitivement a Naples des prétentions des Angevins. les Bentivogho a Bologne, les Médicis à Florence, les Baglioni a Perouse, les Manfredi, les Montefeltre : les Malatesta, regnaient ou gouvernaient paisiblement. - Les rapports entre ces étais étaient réglés par une loi, plus instinctive d'ailleurs que refléchie, qui maintenait entre eux une certaine et régulière proportion

de puissance. Venise defendait volontiers Pise contre Plorence, et Florence secourait Forli contra Venise Le duc de Ferrare, trop proche voisin des Vénitiens, était l'allié ordinaire de Milan, et le marquis de Mantoue se rapprochait au contraire de la Seigneurie Lemême principe d'équilibre séparait ou rapprochait les unes des autres les républiques toscanes, les grands états enfin, Milan, Florence, Rome, Naples, s'alliaient généralement deux à deux. - L'Italie ainsi constituée était essentiellement italienne. Depuis le regne de Henri VII de Luxembourg, au miliou du xiv' siècle, elle s était sonstraile à l'autorité impériale; le dermier empereur qui fût venu en Italie, Maximilien, n'y avait fait que passer. Depuis l'échec definitif des prétendants angevius au trône de Naples et la révolte des Génois contre l'autorité de Charles VII. la France n'était plus intervenue, pendant longtemps, dans les affaires italiennes que par sa diplomatie, et l'expédition de Charles VIII a'avait été qu'un orage sans leade main. La maison d'Aragon n'avait pas installé avec elle a Naples. l'influence de l'Espagne, La papauté, depuis la fin du grand schisme, n'était sortie que deux fois, avec Calixte III et Alexandre VI, des mains des Italiens; encore l'oncle, comme le neveu Borgia, s'ils étaient restés profondément espagnols de caractère et d'entourage, avaient-ils été par leur politique tout italiens.

De ces éléments politiques réguliers que restait il au moment où expire l'alliance pour la conquête du Milanais! Fixité des étate, stabilité des gouvernements et des maisons princieres, équilibre italien, italianisme de l'Italie, tout cela a disparu, emporté par les orages que la politique de Louis XII et de ses allies a déchaines sur l'Italie. Le nombre et les limites des états ont changé : Venise a conquis une partie du Milanais, une partie des Romagnes, elle a quelque temps occupé Pise; elle songe à l'annexion de Ferrare et de Mantoue. Florence a conquis, perdu et reconquis les villes et les territoires de la république de Pise et jusqu'à Pise elle-même. Le royaume de Naples, détruit, reconstitué, partagé entre deux conquérants, n'est plus provisoirement que le champ de bataille de deux armées ennemies. La république de Bologne a perdu des parcelles de territoire. Le Milanais est morcelé - Dans les constitutions, mêmes bouleversements le duché de Milan a cessé d'exister. La république de Génes a passé de la domination. milanaise à celle de la France. Pise s'est vue gouvernée tour a tour par un podestat venitien, par un prefet impérial, par un capitaine français, enfin par une commission florentine. Flo-



rence a abattu le gouvernement des Medicis pour acclamer la democratic invistique de Savonarole, mais il n'est bientôt reste de ce regne du Christ qu'une inscription - Christus regnat. Christiis imperat - gravée sur le palais de la Seigneurle. Et aux impetueux élans de ce mome illuminé, les Plocentins, lassés. du genie, substituent le gouvernement terre à terre de l'honnéte et me dros re Sodermi. Les Romagnes ont passé des divorses tyrannies, de leurs viraires au despotisme uniforme, du duc de Valentinois. Naples a subi tour à tour une conquête française, une terrible réaction aragonaise, une nouvelle conquête francoespagnole. - Des maisons regnantes qui florismient en 1492, combien subsistent en 1503 y Pindolfo Malatesta a fin Rimini, et Constantin Armiti a été banni du Montferrat. Les Médicis ont vit pider leur palais, britter leurs collections, trainer dans la poussière les palle de leur écusson L'un, Pier, intrigué à Venise, l'autre, Giovanni, dejà cardinal, futur pape, voy 130 en France. et en Allemagne. Les derniers princes d'Aragon, les meilleurs de lette race, on trouve en France ou en Espagne une captivité. dorée, mais qu'ils savent étornelle. Les Vitelli sont morts sous la bache des Florentins on sous le lacet de César Borgia, et le cad tyre d'Astorre Manfredt a été trouvé un matin sur la borge. du Tibre, - étranglé. L'île d'Ischia a réuni, pendant l'été de 1501, autant de princes detrônes que Cambide en fera asseoir a sa table pendant le carnaval de Venise; c'étaient Béatrice d'Aragon, veuve de deux rois, Isabelle, veuve du duc Galéas Sforza, Frederic d'Aragon, roi de Naples, sa femme et leurs enfu is. Cette brillame maison des Sforza, qui avait provigné dans toute l'Lahe, est exilee ou prisonnière, Giovanni Sforza a fui Pesaro et la haine de César Borgia, en a abritant a Venise. sa co isine Catarina Sforza a, moins heureuse, été la prisonnière de Cesar au Vatican, avant de se réfugier à Florence Isabelle. d Aragon a ete deponi,lee du dache de Barr, apres l'avoir eté de colunde Milan, Son his est captif on France, a be quelque part en Touraine. Une sœur de Ludovic, la duchesse de Savoie, Bona, est dans la misere a Lyon, son frere le cardinal Ascagne est retenu à la cour de France, ses fils, abandonnés de tous, dennés de tout, errent dans les châteaux du Tyrol, jouets des caprices politiques de l'empereur. Ludovic le More enfin est étroitement gardé dans le donjon de Loches, et en religant le seul livre qu'il ait pu emporter de sa Libreria de Pavie, - la Divine Comédie. — il songe sans donce qu'il n'en sorura plus pour revoir les étoiles que la mait seme sur le lac de Garde et ces

grottes de Sermione chantées par ses poètes, et les beaux cygnes blancs qu'il aimait à voir s'ébattre dans les fossés du châteat de Porta Giovia. - Ruiné par ces catastrophes de princes et d'institutions, l'équilibre italien n'est plus qu'un souvenir. L'expédition de Charles VIII, provoquée par le Saint Siège et le duc de Milan, et qui, en ruinant Naples, en affaiblissant Florence, avait laissé Ludovic le More et Venise tout puissants en Italie, en avait commencé l'ébranlement. La guerre florentino-pisane avait achevé d'exténuer ces deux republiques au profit du Saint Siège et de Venise. Le duché de Milan venait d'étre détruit à son tour, victime de l'exces d'ambition de son duc. Le royanne de Naples avait disparu. Sur les raines de tous ces états s'é event seuls la Seigneurie de Venise et le Saint-Siège, qui desormais n'ons plus, en Italie, de contre-poids italien et entre qui la lutte est déjà engagée. Jamais l'Italie n'a connu pire anarchie et, dans l'anarchie même, pire instabilité. De tous ces désordres, la conquête du Milanais par Louis XII avait été, sinon l'unique, au monis l'une des principales causes.

HI.

Mais tout en provoquant l'anarchie politique en Italie, l'alliance pour la conquête du Milanais y avait aussi réalisé une sorte d'équilibre. Dans l'histoire des théories historiques, son importance n'est pas moindre que dans l'histoire proprement dite de l'Italie Car, à la considérer relativement à l'évolution des idées politiques, cette période de six mois présente ce caractère exceptionnel que, pour la première fois depuis la fin du moyen âge, une sorte d'équilibre s'est réalisée entre les différents systèmes politiques qui, plus ou moins conscienment, dirigeaient le développement et l'action extérieure des divers élats italiens.

Après que la paissance effective de l'Aliemagne eut disparu de l'Italie et que l'unité impériale eut fini à Naples sur l'er la-faud de Conradin, au morcellement infini de la péninsule en seigneuries et en communes indépendantes ne tarda pas a suc céder un mouvement inverse, lendant à une réorganisation politique de l'Italie par l'agglomération et la fusion des états, et, au delà, à l'unification de l'Italie Les esprits les plus purs et les plus élevés du xive et du xve siècle s'étaient préoccupes de donner à l'Italie un droit public, Mais les théories des tribuns

comme Cola di Rienzo, des philosophes comme Pétrarque, ne ressemblatent guero aux systèmes pratiqués par les souverains. Les traditions de gouvernement de ces états ne se formulerent jamais bien nettement, et les historiens se sont souvent mépris sur leur caractère. Pour n'en ester qu'un, celut qui a été longtemos en France l'historien classique de l'Italie, Sismondt a essayé, au début de sa narration de la ligue de Cambrai en 1509, de les expliquer. Mais les définitions qu'il donne de ce qu'il appelle le principe du droit héréditaire, le principe des fraites et le principe de l'intérêt national sont singulièrement confuses et incompletes et d'ailleurs faussées, comme l'ensemble de son œuvre, par ce rationalisme juste-milieu et génevois qui fait le fond et la faiblesse de son talent. Il est plus conforme à la verité de l'histoire de reconnaître pour théones directrices de l'évolution italieune le système de la commète et de l'unité. le système de l'équilibre et enfin celui de l'intervention étrangere.

Ce n'est guere qu'au unitieu du xive siecle, après les vaines et rédicules descentes de Henri VII en Italie et la constatation de l'impuissance politique de Louis de Baviere, que les princes italieus, révant d'operer, chacun à son profit, l'unité nationale, voilurent faire des conquêtes systematiques, et que leurs guerres civiles eurent pour motif, non plus comme dans le haut moyen àge, la défense de leurs libertes, mais des acquisitions territoriales. La Papanté et les dues de Milan se distinguerent parmi les puissances conquérantes.

Les Visconti, le farouche Azzone d'abord, puis Matteo II, Bernabò, le second Galéas, eurent biei tôt change leurs pouvoirs judiciaires en une souveraineie territoriale lombarde, en même temps que le cardinal Albornoz restaurait i autorité pontificale dans le patrimoine de Saint-Pierre, Jusqu'a la fin du xv' siècle, tandis que Venise trouvait dans le Levant l'emploi de sa force d'expansion, les papes et les ducs de Milan se maintinrent fideles à cette politique, voyant comme terme de leur effort une domination étendie, ceux ci dans le bassin du Pô, ceux-la sur les deux versants des Apennins. Les derniers Sforia continuérent en ce sens la tradition des Visconti. Galeas Marie obtint de Génes la reconnaissance de sa suprematie et porta ainsi son domaine jusque sur la Méditerrance. Ludovic, a la veille de sa ruine, ne cédait rien de son ambition, et essayait de transformer son titre de duc de Milas en celui de roi d'Insubite. - De même, quand les grands copciles et la fin du schisme eurent



rendu au Saint-Siege un peu de cette dignité et de cette autorité morale qu'il avait compromises en de si étranges aventures, les papes du Mécénat reprirent, en le réduisant à des proportions moins vastes, mais en lui donnant des bases plus solides, le rève de théocratie de Grégoire VII et d'Innocent III. Eugène IV. essava de profiter des autes des Aragonais et des Angevins et des difficultés soulevées par la succession de la reme Jeanne. pour annexer le royaume de Naples. Sons Sixte IV, la fomination pontificale commença à se raffermir dans les Romagnes: le neveu du pape essaya d'enlever Plorence par surprise. Avec Alexandre VI, le Saint-Siege commença la reconstruction définitive de son pouvoir temporel dans les Romagnes. A cesystème de conquêtes, qu'aucun élat italien n'eut jamais la force de mener a bout, la sagesse des republiques et des puissances de second ordre opposa instructivement celui de l'équiabre. De même que dans le haut moyen âge le besoin d'équilibre avait expliqué la longue rivalité maritime de Gènes et de Venise. puis l'alliance presque constante de Venise avec Pise contre Plorence, de même il expliqua au xy siecle l'attitude modéraarice de Florence, de Venise, parfois de Naples, dans les conflits que soulevaient les ambitions personnelles des tyrans ou des condottiers. Peu s'en fallut, a l'époque de la république Ambromenne, en 1447, que les Florentins sussent realiser cet équilibre d'une manière durable, en proposant de maintenir et de reconnaître la regublique a Milan, de partager la Lombardie entre Venise et Milan, de contrebalancer ces deux puissances par Florence e le-même et de Ler ces deux étais par une ligue. protectrice de leurs libertés reciproques et de l'inciependance. italienne. Maie, ce projet digne des grands Albizzi, l'eloquente conviction de Neu Capponi ne put l'imposer même au patriousme de Laurent le Magnifique, qui lui préféra un equilibre real determiné et dont sa mort amena immédiatement la ruine. Apres lui, Florence, égarée par le prophétisme de Savonarole, absorbee dans les discordes civiles entre Palleschi et Pazzi, caus une querelle provinciale avec Sienne et Pise, se désintéressa presque absolument des affaires générales de la péninsule. Le système d'equilibre ne trouva plus qu'en Venise un défenseur serieux. C'est pour le maintenir contre Charles VIII qu'elle forma contre ce rei sa grande ligue, c'est pour le protèger contre la prépondérance que Ludovie Sforza avait plise dans cette ligue qui olle traita avec le roi Charles VIII d'abord, puis avec Louis XII.

L'erces de misere produit en Italie par les guerres du you' siècle avait fait naître, à la fin de ce même siècle, une autre theorie politique. De même que dans un municipe divisé par les factions, timelles ou Gibelius, noirs ou plancs, popula grasso ou popolo minuta appelaient un jurisconsulte étranger aux fonctions de podestat, afin d'assurer sinsi une équité relative à la justice. civile et criminelle, ainet los en vint, pour maintenir dans I Italia cetto paix que les Italiens se sentalent incapables de defendre, à l'appel aux pu ssances étrangères. Ce rôle de juge et de gendarme, le Baint Empire, au sorur de la querelle des investitures, était trop détesté pour le jouer, l'Aragon trop faible. et plus tard trop absorbé dans seu affaires de Naples. Il semble naturel au Saint-Siege, aux communes du nord, à Florence même, de a adresser au juge de Vincennes, au roi saint Louis. Son autorite morale a certainement contribué pour beaucoup à l'idée. et au succes de cette politique d'intervention atrangere. Même sous Charles VI, même sous le roi de Bourges, les Italiens a imaginerent toujo iris le roi de Prance, riégeant dans la majesté des fleurs de lys et dans l'impartialité descritéressée de se justice. Dans leurs appels au roi de France, il y a toujours l'idée d'un protecteur tres grand et très bon, dégagé des passions et qu'ils invoquent comme justicier et comme arbitre. Contre cet instinct ne prevalut jamais la tendance gibeline de l'appel à l'empire. Auxvastecle surtout, entre la faiblesse de l'Empire sous Prédérie III. et la puissance de la France sous Charles VII et Louis XI, I hésitation de fut plus possible. Aussi est-ce vers Astr et Paris que vont les Angevins exiles de Naples, les cardinanx chassés du Bacré College par la crainte du lacet ou du pouson, les Mediciafugitife, les Genois bannie, et Julien de la Rovire, et Trivulce.

Tels sont les trois systèmes, qui, représentés par des états puissants et des hommes de génie, étaient en présence en Italie en 198 et 199. Tous les trois se trouvent réunis dans la ligue pour la conquête du Milanais, et c'est cette rencontre même qui la disting le des confédérations antérieures. Dans la ligue de Lodi, dans le traite de Montitz-les-Tours, dans la confédération de 1462, pour ne rappeler que les plus célebres des actes diplomatiques du xy* siècle, les puissances alhées avaient en des doctrines similaires, et en simissant elles voulaient seulement mettre au service de leurs doctrines une plus grande force matérielle. Ici au con raire, des puissances à vues analogues se trouvent dans des camps opposés, et les alliés apportent, dans la mise en commun de leurs interets et de leurs forces, des principes contradictorres. Dans la ligue inspiree par Ludovic et placée par lui sous le protectorat de Maximilien, on trouve le roi de Naples, uniquement soucieux de maintenir la balanco des étata dans l'Italie meridionale pour se sauver d'Alexandre VI. Dans la ligue dirigee par la France, on trouve a côte du pape. avide d'agrandusomenti territoriaux. Venise, désirense surtout de limiter la puissance de Ludovic Sforza. Cos theories adverses se tolérerent saus se nuire et a'amirent, en quelque sorte, pour se limiter : que leur bonne harmonie ait pu durer six ans. qu'elle ait survecu si longtemps à la satisfaction des appétits pur l'avaient formée, que - lorique la Seigneurie de Veuise et la France se rencontrérent sur les bords de l'Adda, la France et le Saint-Siège dans les cultures toscutes, le Stint-Siège et Vomise autour ces citadilles romagnoles, ayant annexe, al sorbé. réduit à l'impuissance ou detruit les communi conemis dont la défaite avant jusque alors servi de présente à leur union of les territoires de plure a burs appetits. - une brusque mesintelligence it ait pas alors é late entre eax, - on voit, par cet extraordinaire accord entre ces theories, que le importance partieuliere dans l'histoire génerale des idees politiques en Italie, en retirent la période en question et la guerre par of olle débuta.

Cette prolongation de l'accord entre des confédérés que leurs interêts naturels devaient, selon le cours ordinaire et l'ordre commun de la politique, diviser les uns des autres, quelles en furent les causes? Ce ne fut certes pas le respect des trailés : le respect de la fo. jurce n'était pas genéral en ce temps, et le droit public, quelles que soient sur ce point l'opinion le Sismondi et la doctrino qu'il prête, arbitrairement d'ailleurs, aux Vénitiens, n avait pas encore de bases solides. Ce n'est pas non plus la ouscience de l'intérêt national qu'il y avait pour l'Italie au maintien de l'équilibre : personne ne songeant à l'intérêt national dune nation qui n'existait pas encore Encore moins etait-cole desirde procurer quelque soulagement aux populations affamées, décimées par la continui é des guerres, puisque la maintien de la Triple alliance n'était pas pour empecher ces guerres de continuer, puisque la présence des troupes n'étai. pas moins nursible au pays on temps de paix que durant la guerre, puisque, du reste, les maltres de la paix et de la guerre senares du contadio remagnol, du bouvier latin, du vigneroi, lombard pur l'avance de deux siecles de culture intellectuelle et sociale, ignoraient ou meprisaient ces misères de leury sujets. pe vova it, de la guerre, que le pittoresque, et, des batailles, que l'héroïque, oubliant le prix des victoires dans les pompes triomphales que leur improvisaient les Léonard ou les Mantegna, distraits des horreurs de la vie réelle par la vision idéalisée que leur en donnait le génic jeune encore et vigoureux de la Henaissance. — La seule cause du maintien de cet équilibre et de cette alliance fut la supérionité que donnaient à l'un des allies sur les deux autres la conquête du Milanais et la prépondérance qui en résultait pour lui sur toute l'Italie.

IV

Conséquence obligée de cette anarchie, réalité quelque temps cachée sous le couvert de l'équilibre des puissances, et bientôt démasquée, suite naturelle de la conquête du Milanais bien plutôt que de l'expédition malheureuse de Charles VIII, la domination étrangere grandit alors et s'installa en Italie.

Le malheur de l'Italie, qui a pesé sur toute son histoire, a été que ses origines et ses conditions politiques ont paru la destiner à être dominée par les autres états de l'Europe. Considérée. depuis la fondation de Charlemagne, comme partie intégrante de l'Empire, sa possession sembla d'abord la consequence de la possession de la couronne impériale. Siège de la Papauté, puissance internationale et élective, elle eut à subir l'intervention des états de l'Europe dans les crises périodiques de cette puissance même Demeurée féodalement morcelée, tandis que les états modernes sortaient ailleurs de la féodalité, ces Etats a peine nés, et en vertu même de ce droit de la force sur lequel ils étajent fondés, la jugérent une proie facile. Si, jusqu'a la seconde moitié. du xv siècle. l'Itabe échappa a leurs convoitiscs et redevint indépendante, l'ébranlement que la mort de Laurent le Magnifique causa au système d'equilibre national dont i, était le modérateur le fit bientôt apparaître plus menaçant que jamais. car ce n'étaient plus des principes, c étaient des intérêts et des appetits qui guidaient vers ses plaines les armees étrangeres, A la fin de la période de la conquête du Milanais, l'Italie italienne de 1498 était devenue une Italie internationale, le champ de bataille de l'Europe Sous prétexte d'attaquer ou de secourir tel prince ou telle République, ce furent leurs propres querelles. (querelles auxquelles l'Italie était le plus souvent étrangure l' que les puissances vincent y régler. La guerre du Milanais ne fut en partie pour Louis XII qu'une facon indirecte d'atteindre



et d'affaiblir Maximilien. La guerre de Naples n'est qu'un épisode de la rivalité naissante des rois de France et d'Espagne Et ce n'est pas express(ment Naples on Venise que les Turcs viennent attaquer sur l'Adriatique ou dans le Frioul, c'est de l'Europe chrétienne qu'ils commencent, par la, la conquête Mais bientôt, apres avoir tranché dans la péninsule des affaires exténeures à l'Italie, les princes prirent goût à ce champ toujours prêt pour de belles batailles, ils en rapportérent, avec un facile butin, le souveuir nostalgique d'un soleil plus brillant et d'une vie plus douce : ils tenterent d'y établir d'une façon durable leur domination ou leur influence. - Dans les années qui mivent l'alliance de 1499, les trois grandes puissances interviennent toutes, en verlu de principes differents et avec des succes divers, dans l'histoire d'Italie. Ce fut au nom du droit mpérial oublié ou viole que Maximilien tenta de rétablir en liable l'influence de l'Allemagne, ce fut aussi pour dun nuer l'éclat de la puissance française et sa prépondérance Deja il avait vii son expédition contre Pise avorter misérablement faute d'argent et le couvrir de ridicule; en 1512, il teuta de prendre de cet échec une revanche diplomatique, il envoya le marquis Hermes Sforza et le prévot de Brixen revendiquer a Florence les prérogatives de ses prédécesseurs, annoucer l'intention d'aller se faire couronner à Rome, réclamer de la republique une contribution de cent mille francs. La republique si affaiblie ne daigna prè er nulle attention a de tels projets. Mais qu'importe? si insignifiants qu'ils fussent, ils attestaient cenendant ches Maximi ien l'intention de rendre un rôle à l'Allemagne dans les affaires de la peninsule. - Ce fut aussi pour limiter indirectement l'influence française que l'Espagne s installa à demeure en Italie, non monts que pour satisfaire son ambition. Les développements territoriaux que sa situation geographique lui refusait sur ses frontières, elle les chorcha au dela des mers. Ferdinand le Catholique eut l'adresse de se faire proposer par Louis XII la conquête en commun du royaume de Naples. Or sait par quelle suite de perfidies il expulsa son allié de leur commune conquête, ches dénoterent chez lui, avec une rare absence de scrupules, le dessem formement arrête de s'établir en Italic. La tenacité que Gouzalve mit a defendre Barletta avec une poignée à Lommes, la patience et l'empressement des Espagnole a renouveler leurs armors a mesure qu'elles étaient disperseus, prouverent les efforts que nouvait faire l'Espagne pour readset ses dessems. Aux mains L P., tom I.

de Ferdinand le Catholique, le royaume de Naples était devenu en juin 1503, le solide point d'appui de sa politique envahissante

Les poissances qui tentaient ainsi de limiter ou de détruire l'antorité et la domination françaises en Italie étaient encore loin de leur but , la conquête du Milanais avait donné à la France. en Italie, une situation prépondérante, elle avait ravivé l'autorité morale que de tout temps le roi de France y avait eue Louis XII était dans les imaginations populaires le souverain mepuisablement riche, maltre absolu de son royaume, des souvenirs du moyen âge et de ses poemes chevaleresques le representaient comme un roi de la Table Roude au milieu de ses palazins. Rien d'autre part ne frappait plus les esprits cultives que de voir les princes les plus puissants et les plus réputés de l'Italie mis par Louis XII sur le même pied que ses capitaines, que de le voir designer pour représenter la France. aupres de la République de Venise un simple genti-homme, M. de Beaumont, un magnitra, subalterne, Accurse Maynier La-France stait pour tous les ffahens le pays juste et hospitalier qui. dans les luttes politiques, cans la guerre même, savait respecter. les intérêts privés ; la France était toujours la puissance protectrice et sage que Savonarole avait invoquée pour châtier les scandales de la cour de Rome, que Pise avait appelée pour mainteur ses libertés, et Louis XII apparaissait comme l'arbitre de la paix de l'Italie.

Pour assurer cette souverameté territoriale et cette autorité. diplomatique, les armées de Louis XII pronienzient à travers toute la péniusule l'honneur est effroi du non français. Pendant ces cinq années (1499-1503), les expéditions françaises se multiplierent. Trois cents lances et quatre mille Suisses commandée. par Yves d'Alègre et le baille de Dijon aiderent l'armee du Saint-Siege à prendre, en octobre 1499, Imola et Porli, et, au printemps de 1500, Pesaro et Faenza, ce fut l'artillerie française qui renversa les murs de la citadelle de Forli, ce furent les soldats français qui firent prisonniere la vaillante femme qui la defendant, la comtesse Catherine Sforza. Une autre campagne entreprise pour restituer aux Florentins Pise, que les traités leur assuratent, conduisit en Toscane les troupes françaises. En 1501, un déploiement plus imposant de forces, mille lances et quatre mille suisses, six mille gascons sous d'Aubigay, trois cents lances et deux mille hommes de pied sous d'Alegre, une autre armée sous le baille d'Occam, une flotte de vingt vaisseaux bretons provençaux genois, portant une armée de débarquement.



de 6,500 hommes et commandes par Philippe de Ravenstein, annonca l'intention de Louis XII de faire contre Naples une expédition sériouse et definitive, qui reussit en effet Pendant les deux années 1502 et 1503, les armées françaises firent en mourement dans le royaume de Naples, remplissant l'Italie du long nego do Barletta, de leurs marches incessantes dans la Calabre, ies plus cheva eresques épisodes; dans toute l'Italie on admirale combat des onze, -- onze Espagnols contre onze Français, ou quatro França's soutinrent pendant six heures Leffort de leurs. assaillants au complet et laisseren, la victoire indécise ; dans toute l'Italie fut célébre le duel de Bayard et de Sotemayor, Auss., malgré ses revers lans le Napolitain, ne doutait-on pas encore de la puissance militaire de la France, tant avait été profonde l'impression produite par le suc de la Rocca d'Arazzo, le pillage de Tortone. l'enlevement de Forli, la devastation de Capque, et toute l'Italie. visitée et ranconnée par les écossais de d'Aubigny, les Suisses de Trivulce, et les gascons de Robinet L Italie comprenait qu'il ne s'agissant plusica d'une suzerameté d'influence ou d'une conquête. éphémere, mais d'une installation gouvernementale methodique et réfléchie. La jugerent impossible de résister à Louis XII et s'estimèrent heureux de se deguiser à eux-mêmes leur vassalité. sous le nom d'alliance Jamais Louis XIV n'exerca en Italie. parcille influence. Le régime napoléonieu seul y installa tlussolidement notre domination, encore fut-il moins exclusivement français que la domination de Louis XII. Four rumer celle-ci. et non sans lutte, il n'a falla rien moins que la conféderation de toute l'Europe. La période que détermine dans l'histoire. d'Italie la conquête du Milanais pourrait donc sappeler mileux encore que période de la triple alliance on de l'équilibre stahen. - période de la Domination française, si l'on voulait indiques d'emblée l'importance qu'a eue dans l'histoire de l'Italie et des idées italiennes l'œuvre ébauchée à Paris en 1498. continuée à Venuse et a Rome, finie dans les plaines iombardes en 1500 par ces collaborateurs, inconscients et indignes, de la destanée qu'étaient les apres marchands patriciens de Venise, les évêques de César Borgia, et ces conseillers du roi, qui ne vovaient au dela des Alpes que des chovaux de race, les faucons privés, les ducats somants et trébuchants à se faire donner ou à aller prendre.

Ainsi pour son importance propre, pour la grandour de ses résultats dans l'histoire génerale de la politique italienne, la conquête du Milanais merite tout a fait d'etre et idice. Ajoutons

que son histoire n'est pas sculement celle d'une suite logique d'evenements, d'une abstraite mêlee didées. Ly enfermer, ceperal, meconnaître la vraie plysionorne de cette. Renaissance. que Burckhardt a si justement caracterisée par le progres et le triomphe de la idividualisme, de cette époque ou les homnies n'agissent pas consciemment en vertu de théories, préconçues, mais inventent leurs théories pour couvrir leurs passions et justif er leurs actes , ou bien loin qu'ils soient entraînes par des courants analogues a ces idées-forces qu'on a démelées daus I histoire de notre siècle, c'est leur volonté qui façonne et modele. les événements. - Cette histoire est aussi l'histoire des hommes. qui ont fait ou qui ont subi-la conquéte du Milanais, ce sonteux surtout que montrent les documents qui restent de la foule. redevenue anonyme des gens celebres des années 1499 et 1500. Pour les voir vivre et agir, tout en suivant surout l'étude des évenements, il faut » introduire, tautôt au conseil des Pregadi, a la suite de Marino Sanuto, tautôt dans le laby nothe des charibres du Vatican, dont le chanoine alsacien Burchard a fait les honneurs avec une sincérité familière, et dans ce grouille d aventuriers espagnols, français, allemands, sarrasins, italiens même, qui composaient l'armée de la Sainte Eglise et la maisonprivee du Saint Pere. Les lettres des chancelleries de Perrare, de Mantoue, de Malan, nous ouvrent les chambres et les conseils de la Corte Vecchia et du Castello de Vilan, avec leurs diplomates fina et clairvoyants, impuissants a prévenir les évensments qu'ils prévoient, avec leurs soldats de parade, leurs gentilshommes prudents et egoistes ; les registres de Louis XII et du Senat nous montrent ces puissants patricieus qui s'accommodent de la servitude de leur patrie noyennant, donations et privileges, qui se font payer jusqu'aux trahisons qu'ils pourratent commettre; et les registres Panigarola nons font descendre, avec les trompettes de ville, du Brole, to sur la place d'Arenga, à tous les carre ours de Milan, parmi le popolo minuto, attentif-Surtout any degreeements doc rol et aux prohibitions municipales, parmi ce peuple amoureux de politique et de tumulte, jusqu'aux femmes et aux enfants, et prêt all enthousiasine presqueen même temps qu'à la revolte Chroniqueurs et diplomates, tous calla nous font revivre les grandes journées de cette guerre, la fonse groudante et affolce dans les rues de Milan, aut la piaria. San Marco, qui nd viem cut les nouvelles du ceaup you violente. par l'armée frai gaise dans les Corpi saiti et les bourgales «e-Lombardie.

De cette fou e vivante, mais inconnue, de comparses, se détachent quelques figures intéressantes dont l'action la été visible dans les grands événements d'auldelà les monts, entre 1499 et 1503. Les Prançais de l'armes de conquête subtrent eux mêmes cette influence de l'individualisme : les capitaines cesse-ent d'être les soudards quelconques, tons pareils entre eux, qu'ils étaient au temps de Charles VIII, ils eurent, comme Ligny, comme Raventiem, des plans, des idées politiques, des ambitions personnelles. Entre tous apparaissent le cardinal d'Amboise, figure froide et fermée, homme de loi pour le service de Louis XII, homme d'argent pour le sien propre; Julien de la Rovère, qui prépare de loin les trames de son ambitieuse perfidio tout en fergnant de survre et de seconder la politique de Louis XII; puis c'est Gian Giacomo Triulz., comte de Melzi, Castelarquate et Pézenas, maréchal et lieutenant général du roi. par dela les ments, dent l'orgueil, la partialité, la viriù ébianlerent si rapidement l'œuvre, puis la fortune militaire. Sur les marges de cette histoire se profilent Savonarole, qui n'a puque la pressentir,- la sagesse sceptique d'Alexandre VI ayant debarrassé la ville de Botticelli et de Donatello de ce puritain furieux et iconoclaste, au moment où Louis XII remplacait le roi jadis célebré par lui, - Machiavel, obscur secrétaire de la république florentine, en mission à Forli durant les négociations. de Ludovic Sforza avec la comtesse Catherine, - Cesar Borgia, qui prélude par sa figuration dans l'armée française à ses premiers débuts de conquerant. Les documents ne nous les laissent ici qu'entrevoir. Par contre, c'est en pleine lumière qu'ils nous montreilt, et en éclairant jusqu'au fond leur cœur, quelques-uns des principaux personnages italiens de ce drainé et de toute cette époquel: François de Goniague, Ascanio Sforia, Alexandre VI et surtout le malheureux duc Ludovic, qui en fut, en somme, le héros le plus sympathique N'eut-elle pas eu d'autre intérêt que de montrer dans toute l'énergie de leur activité ces grands hommes, de procurer une connaissance plus exacte et plus ressemblante de ces exemplaires en âmes de luxe de 1 dalien pendant la Renaissance, la conquête du Milanais serait par la même justifiee, et l'histoire ne devrait point en paraltre superflue.



p gitized by Google

Or gina from wNivERSITY OF CHICAGO

LIVRE PREMIER

LES CAUSES ET LA PRÉPARATION DE L'EXPÉDITION DU MILANAIS

CHAPITRE PREMIER.

LES CAUSES DE L'EXPÉDITION DU MILANAIS.

La guerre contre le duché de Milan, la ruine de Ludovic Sforza, la conquête de la Lombardie, furent, dès l'avènement, la constante préoccupation, l'idée directrice de la politique de Louis XII. Bien que seize mois environ se scient écoulés entre la mort de Charles VIII et le début de la campagne contre le Milanais, rien, dès ce moment, ne fut moins douteux que cette campagne même; Louis XII ne négligea rien pour montrer combien elle lui tenait à cœur (1), il manifesta en toute occa-

(1) Les laits ci-dessous et un grand nombre d'autres non moine significatifs sont rapportés par les ambassadeurs et les Italiens résidant en France, dans leurs lettres ou dans les Avvisi di Francia, dont je ne signale ici que les principaux. Lettre an cardinal de la Rovère, Vincennes, 9 mai 1498 (Milan, Carteg Gen.), lettre de Lucio Malvezzi à Ludovic Sforza, 19 août 1498 (Documenta sur la première année du règne de Louis XII, p. 51), lettre de Neri Capponi à son frère, Paris, 20 août 1498 ; le même dit encore (25 août) que le roi voulait commencer la guerre aussitôt après son mariage « lacto questo passo, si pensara a cosa di Mitano », même opinion dans une lettre de l'évêque de Pazzi (Paris, 22 sept.), avec cette restriction que Louis XII serait p'at-être arrêté dans ses projets par la craînte de Maximilien « perché lo teme tacito. » [ep. cit., p. 38]; Marino Sanuto, II, 175, lettre de l'ambassadeur vénitien à Rome, 30 nov 1498, citant le mot de Buzardo; - lettre d'Alberto Inviciato, Alexandrie, 30 nov 1498, [op. cit., p 52], lettre de T Vimercati, ambassadeur milanais à Florence, 30 déc. 1498 [op. cit., p. 60], Marino Sanuto, II, 190, lettre de Lyon, 25 nov. 1498, lettre anonyme, Nice, 15 oct 1498 [op. cit., p. 46], Marino Sanuto, I, 1080 lettre de l'ambassadeur vénition en France, 12 sept. 1498; ibid., nouvelles fourbies par Zuam Dolce vers le 30 juin 1498, I, 1008, ibid., II, 42, nouvelle de 11 oct. 1498; ibid., Il. 52, nouvelle du 14 oct. 1498 (toutes les deux données par Trivulce à Z. Dolce.)



sion sou desir de faire cette guerre, et les circonstances semblerent s'accorder pour lui permettre de le manifester plus librement.

Dans la circulaire par laque le il notifia aux puissances la mort de son prédecesseur et son accession au trone, Louis XII prit a la fois le titre de roi de France et celui de que de Milan (1). Des les premiers jours de son regne, malgré l'isolement diplomatique presque absolu dans lequel Charles VIII lui laissait le royaume, malgré les embarras intérieurs inséparables d'un triple changement, de dynastie, de souverain, et de personnel gouvernemental, il manifesta hautement son hostilité contre le duc de Milan. Il laissait des lors dire qu'il « n'avait en tête que les affaires d'Italie », et chargeait Trivulce d'en informer Ludovic Sforza. Il declarait qu'i, aimerait mieux « avoir le duché. de Milan pour n'y vivre ensuite qu'un an plutôt que de vivre toute une vie sans le duché » ,2,, - mot quelque peu emphatique et recherché qui fut fort colporté et commenté en Italie 11 demandant des renseignements à Trivulce sur les diverses villes lombardes , il se fit envoyer par lut une carte de la Lombardie. « La question du Milanais, écrit, le 20 août 1498, le banquier florentin Neri Capponi, absorbe l'esprit du rois, et les ambassadeurs vénitiens notent la marche envahissante de cette passion, dont les effets deviennent de mois en mois plus visibles la fin de juillet, il menaçant de faire jeter a la rivière les ambassadeurs milanais s'il s'en présentait devant lui (3); en septembre, il passait pour « volenterusimo dell' impresa di Milano » (4), en novembre, on répetait encore qu'il n'avait « fantaisie que des choses de Milan » (5), et la duchesse de Bourbon, sa vieille ennemie, faisait dire a un espion milanais



⁽¹⁾ Mantoue, Archivio Gonzaga, E xix-3. Milan. Donato Preti au marquia. 28 avril 1498 «[li predicto re] pare che sia molto disposto ed inclinato a questa impresa de Italia, e pur chei se retene ancora et volo retenere il titulo del duchato de Miliano, del qual al continuo se ha per il passato intitolato. Gredessi che quantunche ii sia cossi inclinato el presente, ogni modo il sara de fare assai nanti che l'habia stabilito quello regno, per esser cosa grande dove besognara molto tempo, prima che al tutto habia fermato in pede a

⁽⁷⁾ C'est l'archevêque d'Arles, Necolo Buzardo, qui rapporte cette parole Sanuto, II, 195, Rome, 30 aovembre 1698. Cl. sur de personnage, Correspondance Historique et Archéologique, I (1894). Cibo ou Buciardo pag. 51

 ⁽³⁾ Ariso di Parigi, 30 ju liet 1498.
 (4) Marino Sanuro, Diamii, I, 1088.

⁽⁵⁾ Id., Bid., II, 190. Lettre de Lyon, 25 novembre 1498

que - Louis XII persistait dans ses mauvaises dispositions contre le duc.» Il en arriva à n'appeler plus Ludovic Sforza que « Monsieur Ludovic », de même qu'il n'appelait que « Don-Frédéric • le roi Frédéric de Naples (1) S'il ne commença pas immédiatement l'expédition qu'il projetait, ce fut, soit par égard pour la reine Anne, qui y était défavorable (2), soit surtout parce qu'il voulait mettre son royaume « en ordre » avant le passer les A.pes et tout préparer pour que l'entreprise fût aussi « gaillarde » que possible (3). Les longues et indécises reflexions que lui prête Ariuno ne semblent guere l'avoir fait hésiter, au moias sur le principe de l'entreprise (4).- La majorité de son entourage était animée des mêmes dispositions que lui-même : le cardinal d'Amboise, son principal et plus écouté conseiller, en était partisan convaincu ; le mécontentement ou la froideur d'une partie de la noble se à cet égard venait sirtout de la crainte de voir augmenter encore l'economie royale ou de subir le contre-coup de nouveaux impôts; mais on annonçait que le roi de Naples aurait bientôt « dans le dos » un « o irs plus furieux » que ue l'avait été Charles VIII. Marino Sanuto, judicieux et fin observaleur, écrit en mai 1498; « Il faut retenir cette maxime que le nouveau roi de France est absolument ennemi du duc de Milan et qu'il prétend occuper son duché, qui, dit-il, lui appartient de droit. Aussi garde-t-il les titres de roi-

- (i) Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag. 52 et suivantes.
- (?) « Il craignoit de la mécontenter parce qu'elle était contraire à texpédition du Milanais et qu'il vou ait l'épouser », dit l'avis qui mentionne ce bruit (Paris, 30 juillet 1498). Nombre de gens, comme l'auteur même de cet avis, attribueut aussi à l'avarice de Louis XII son hésitation à commencer la guerre.
- (3) Marino Sanuto, Learer, I. 1906 Lettre de Dolce Turin, 30 juin 1498 Documents sur la première année du regne de Louis XII, pag 31 (19 noût 1498) «La dispositione de la marsta dei Re affirma essere om 100 de neguitar l'impresa de Italia »..., et plus tota « nui volemo passare in Italia e se non lo facemo adesso à per volere fare la Impresa piu galiarda e più fundata » Voir aussi pag. 60 (3 décembre 498) Mantone, Arch Gonzaga, B. xix 3 Lettre de Donato Preti, 28 avril 1498, citée page 24, note 1.
- (4) Milan, Bibl. Ambrosienne, A. 114, Inf. Arluno, Storia di Milano: Cum muita versaret pensitaretque diu accum quantae difficultatis provinciam subiret, rursus animadvertebat pravatidas dissulentia Italia vires assiduo regulorum certamine confligentium attenuatis, et quanquam non ignoraret versatiles repetitisque consilus alternantes ex occasione in diverso relapsuros principes venetos nec ipsum Italia diu participem futurum, quod adjacentia Gallicani regni potentia suspecta res sua iercat ... »



de France, de Naples et de duc de Milan » (I) - Aux paroles s'ajouteut les actes, et les événements se chargent d'apprendre au More la verité sur les sentiments de Louis XII Des incidents de frontière, habilement préparés ou exploités (2), ne tardent pas a éclater entre Astr et le duché de Milan. Trivulce prétend avoir a se plaindre de certains barons vassaux de Milan (3), des gens de Spigno, Pruneto et autres villages, coupables d invasion à main armée sur le territoire astesan, d'occupation de plusieurs villages, et d'encouragements donnés aux rebelles astesans de Cortemiglia. Les envahisseurs avaient emmené ces rebelles cher eux avec le butin fait sur l'Astesan, les gens de la Roccheta avaient mis garnison dans le château astesan de Porhto et avaient, eux aussi, attaqué les Astesans, les gens de Spigno avaient assassiné des individus de Montaldono, paisibles voyageurs. Trivulce adresse une protestation contre ces violences au co i missaire Malvezzi, et, sans en attendre l'effet, commence des represailles, il ruine les portes et une bonne partie des murs de Cortemiglia, met à sac la ville basse et prend le château. Un échange de trompettes et d'explications a lieu entre Trivuice et Malvezzi. Malvezzi réclame pour luimême la charge de châtier les Milanais (1), s'il en est de coupables, promettant de s en assurer par une enquête, comme dans le cas inverse ce serait la charge de l'rivulce, et, n'ayant que peu de troupes disponibles, ne sachant comment résister à une attaque possible des Français, garde à sa disposition les troupes du marquis d'Incisa Trivulce voulait seulement effrayer les Milanais, sans commencer d'hostilités aussi propose-t-il à



⁽¹⁾ Marive Ranuto, 1, 254, mai 1498. Lette prétention du roi de France à la possession du titre ducal inquétait Ludovic Sloras. Il voulut (aire examiner la question juridiquement et demandant un duc de Ferrare, au début de juin, tous les documents qu'il pouvait avoir que fusient de nature à l'éctairer, Modène, A. d. S., B. 13; Lostabili au duc de Ferrare, 3 juin 1498. Essendous expedito de consultare quale aiano le ragione che se pretenda haver la maestà del Re di Franza is questo illustriasimo domin o, lo Illustriasimo aignor duca me las comesso que valando, e prima che intra la commissione della fana, le manda a la E. V., azu che informato che la pe havera il signore Boiso la, lo possi mandare al viagio suo in Franza.

⁽²⁾ Il faut tenn compte cepe iduit de la pari que la personnalité de Trivulce ambitume et egoiste, a eur dons ces divers in identa Lf. La politique de Trivulce au début du regne de Louis XII (Revue des Quest Hist., 1984)

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Carteggio Generale Trivulce à Malvezzi. 30 mai 1498 Ce document et les trois suivants sont imprimés dans La politique de Trivulce au aébut du règne de Louis XII.

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S. Carf. Gener., Malvesst & Ludovic Storza, 31 mai 1490.

Malvessi un accommodoment au aujet des troubles qui pourraient ultérieurement survenir entre leurs sujets (1) : les agresseurs, que ce fussent les Milanais ou les Astesans, seraient passibles d'une amende de 200 écus, et, s'il y avait mort d'homme dans la bagarre, d'une amende de 500ecus. Ce contrat est accepté et signé par les deux gouverneurs. Mais peu apres, les gens de Trivulce le violent, attaquent les gens de Spigno, en tuent un, coupent les vignes et commettent d'autres mélaits. La commune de Spigno avertit Malvezzi de ces violences, en demande réparation grand fut l'embarras de Malvezzi : soutenir Spigno, c'était s'exposer à une querelle, et peut-être pis, avec Trivulce, et ce n'était vraisemblablement pas ce que voulait Ludovic Sforza : l'abandonner, c'était manquer à son devoir de protection et donner un mauvais exemple. Malveixi s'en tita en replâtrant tant bien que mal la situation , mais il prévoyait des ce moment des dangers plus graves pour la sécurité publique, si des mesures sérieuses n'étaient pas prises pour empêcher les Astesans de tourmenter ces « pauvres mesquins », d'une façon qui apitoyan sur eux Malveszi. - Un marchand milanais, établi à Asti et place sous le protectorat français, fut séquestre au commencement de juillet par un officier milanais, Boccalino da Mantoa, et le fait donna lieu à une réclamation diplomatique entre Trivulce et Malvezn (2). - En juin, Louis XII refusait de recevoir un agent diplomatique que lui avait adressé Ludovic Sforza (3). A la fin de juillet 1498, il écrivait à Trivulce, en termes propres, «de faire savoir a Ludovic de Milan qu'il avait fait la paix avec la Bourgogne et l'Espagne, et qu'il n'avait par conséquent plus aucun souci en France» (4) : paroles comminatorres, dont la portée ne devait pas échapper au duc. La treve entre Louis XII et l'Empereur, annoncée a son jour le 29 juillet



⁽¹⁾ Milau, A. d. S. Cart. Gener., Malvezzi & Ludovic Storza, 18 anul 1498.

⁽²⁾ Ibid. Carl. Gener., Malvezzi & Ludovic Siorza, 10 juillet 1498.

⁽⁵⁾ Had. Pot. Est. Savoia Maffeo Pirovan au duc de Milan, 16 juin 1498. L'ambaxana italica quate non è admissa dal Re secundo la relatione dei Lucchese è quella di V Ex., ma epso, per mazor modestia, non la voise declarare nel suo summario. » Cette brutalité était d'authit plus frappante que Ludovic Sicura ne se départait pas de sa correction officielle vis-à-via de Louis XII et de sa politesse ordinaire à l'égard des Français; le là juin précisément, il accorde un libre passage en Milanais à M. d'Entragues.

⁽⁴⁾ MARINO SANUTO, I, 1924, 28 juillet 1498. Louis XII disnit que Ludovic Sforza trouverait sans doute cette nouvelle pire que celle de son couronnement passifique.

1498 a Milan, redoublait Peffe, de cette première communication (i).

Le plus grave et le plus significatif de tous ces actes fut la rupture officielle de la treve qui, depuis la fin de l'expédition de Charles VIII et les faits de guerre postérieurs au traité de Verceil, regissait les relations de la France et du duche de Milan. Vers le 20 juin, Trivulce, avec un petit corps d'hommes. d'armes, envahit le territo re milanais aux confins d'Asii, y fit assez de mal et notamment enleva un château appartenant audue de Milan. C'était un acte d'hostilité déclarée, accompar par un lientenant du rot de France contre le duc de Milan (2) Cette dénonciation de la treve, des licta della trema, excita une profonde émotion, en même temps qu'une vive curiosité, en Italie On chercha à pénétrer l'intention de Trivulce : les uns dirent qu'il avait agi avec le consentement et par la volonté des Vénitiens ; les autres qu'il n'avait fait là qu'un coup de tête ; à Venise, on vit dans cet acte l'exécution d'un ordre du roi, mais Latiuada fint cette opi non pour erronee. Quelle qu'en fût la cause, « la chose, dit justement Sanuto, donnera de quoi refléchir au duc de Milau . Ludovic Sforza apprit la nouvelle à Sonemo, et ne sachant ce que signifiant ce debut d'hostilites, donna ordre a ses troupes, sous les penses les plus séveres, de se réunir dans le voisinage d'Asti, à Alexandrie della Piglia et de s'y tenir prêtes à tout évenement. Cette « desdicta della frequa : lui donnait fort a penser, son ambassadeur à Turin, Pirovani, envoya des espio is a Asti pour decouvrir la vérité (3). Mais Trivulce, apres avoir produit son effet d'angoisse ou d'inquietude, ne fit aucune difficulte pour fournir des explications, plus ou moins sincères d'ailleurs. La duchesse de Savoie Ini envoya un secrétaire, Jacques Langlois, pour l'interroger. Trivulce l'accueillit fort correctement, protesta vivement de sessentiments de respect et de devouement pour la duchesse, déclara qu'il ne lui eache, ait jamais aneane action importante, s'il ne lui avait point annonce cette desdicia della tregua, c'est-

⁽¹⁾ Mantoue, Arch. Gousaga, E. xix 3. De Preti, ambassadeur à Milan, au marquis de Mantoue

⁽²⁾ Caronicon Venetum, pag 55 (julu 1498). Milan, A. d. S. Cart, Gener Lettre de Saluces, 21 juin 1498. Ibid., Lettre d'Odone d'Incisa au duc de Milan, 18 juin 1498. Ibid., Pot. Est. Venezad, 21 juin 1498, Lattuada au duc de Milan. — Marino Sanuto (l. 197, 21 juin 1498) situe sur le territoire génois ce château enlevé par les troupes de Trivules.

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Pot, Est. Sapora, Pirovani su due de Savole, 20 juin 1498.

qu'il n'y avait attaché aucune importance actuelle (i . Il l'avait falte de son propre mouvement, sans avoir reçu aucun ordre du roi, mais pour sa commodité personnel a. La trève contenait en effet un article portant que la dénonciation devait préceder de huit jours le début des tostilités. Par la dénonciation qu'il venait de faire, il se mettait en mesure de pouvoir commencer sans délai toute expédition que pourrait lui ordonner ultémeurement le roi. Trivulce protesta d'ailleurs n'avoir encore reca du roi ancun or ire de ce genre, ne vouloir faire aucune « novità ». mais il reconnut avoir demandé a Louis XII quelques renforts pour répondre à l'envoi de deux cents hommes d'armes fait par Ludovic Sforza à Alexardrie pour garder sa frontière Sur quelques objections de Langlois, qui lui dat notamment que cet acte lui donnerait la responsabilité de l'avenir, Trivulce commença un long discours résumant tous ses griefs, vrais, exagérés ou faux contre Ludoviu Sforza (2), La conclusion en était que, pour le moment il ne devait ni ne voulant commencer la guerre ; mais toutes les a ténuations, les excuses, la retraite du gouverneur d'Ash, étaion on somme peu de chose auprès de co fait grave : la rupture de la trève entre la Flance et le duché de Milan, c'est-à-dire la déchration la plus formelle, officielle et définitive, des intentions hostiles de Louis XII. - Catte pensée d'expédition contre Milan grandit de jour en jour dans l'esprit duiroi : bientôt il envisagia les moyens à employer, la tactique, la méthode qu'il aurait à survre ; il en causa avec des Italiens ; dans une conversation avec Jean de Gonzague, où il « se deboutonna », il atmonca qu'il ferait traiter avec la plus grande criante la première place qu'il prendrait, pour décourager les autres de la résistance, a d'autres it déclara qu'il voulait une belle bataille, «une journée»; s'il é ait victorieux, il poursuivrait son entreprise; «s'il était battu et qu'il dût revenir sur ses pas. il se serait du moins contenté en donnant une fois carrière à sa haine, on faisant une solennelle demonstration contre son mortel ennemi (3) . - Dans les relations des contemporains. que ce soient les ambassadeurs vénitiens ou les espions milanais, on'elles aient été écrites à la cour et sur des témoignages directs, ou bien en province, à Lyon, a Asti, sur des informations grossies ou détormées par la légende, - partout apparaît



Milan A. d.S. Pot. Est., Savoia. Pirovapijan due de Milan, 21 juin 1498.
 J'ai exposé plus longuement celle affaire et produit les principaux documents et ce discours dans La politique de Trivulce, etc., pag. 12.

³⁾ Documents sur la première année du regne de Louis XII, passim

avec évidence que l'expedition contre le duché de Milan a été la première pensée du regne de Louis XII.

Cette idée, formulée avec tant de netteté, affirmée avec lant de vigueur, n'est pas née, caprice passager, fantaisie royale, dans l'esprit du duc d'Orleans devenu Louis XII et jaloux de rivaliser dans une expédition outre monts, plus brillante et plus heureuse, avec son prédécesseur et rival Charles VIII. C'est une étrange erreur que de prétendre y voir une déviation, une des plus dangereuses aberrations de la politique française (1). L'expedition contre le duche de Milan s'explique et se justifie par les raisons les plus diverses et les plus sérieuses, les plus étroitement liées à la grande crise de l'histoire d'Europe au xve siècle. Ces causes sont à la fois politiques, dynastiques et personnelles.

١.

CAUSES POLITIQUES DE L'EXPÉDITION

La raison fondamentale de l'expédition du Milanais fut une raison politique: la nécessité pour la France, à la fin du xvº siècle, de continuer vers le Rhin et au delà des Alpes le développement de son unité territoriale, de son influence, de sa politique traditionnelle; la nécessité de détruire, en Ludovic Sforza, la puissance du prince que son habileté personnelle, ses alliances et ses richesses, sa prépondérance directe ou indirecte, rendaient, tant en Allemagne qu'en Italie, le plus dangereux ennemi de ce développement.

§ 1. - La tradition politique française en Italie et Ludovic Sforza.

Quand Louis XII monta sur le trôt e, il y avai, un demi-siècle environ que, depuis l'expulsion définitive et to ale des Anglais hors du sol français, la monarchie avait repris, soit à l'intérieur, soi, à l'extérieur, sa politique traditionnelle d'agrandissements territoriaux. Cette politique, il semble que ce soient le traité de Verdun et les partages carolingiens, qui, en rejetant la France bien loin à l'ouest des frontières de la Gaule, lui en

1 (Albert) Sorbie L'Europe et la Révolution française, 1, pag 261.



aient assigné l'orientation et le but, l'expansion vers l'Est, la marche simultanée vers le Rhin et les Alpes, puis au dela. Guerre et diplomatie, procédes financiers et procédures juridiques, la monarchie mit tout en œuvre pour remplir ce programme, si intimement lié a son existence qu'elle en était parfois presque inconsciente. Philippe-Auguste, Philippe-le-Bel, Charles V, en furent les grands ouvriers au moyen âge; après la longue et cruelle interruption de la guerre de Cent aus, Charles VII, Louis XI, Charles VIII, l'avaient repris et continué avec une sagesse inégale et un succès divers. Peu importe d'ailleurs quelle en ait été l'crigine, cette double tendance de la politique française apparaît à toutes les périodes de l'histoire du moyen âge

C'est de la fin du xur, du début du xiv siècle, que date l'entrée de l'Italie dans la zone d'action et d'attraction de la politique française, il L'influence de la France y fut introduite et développée par les Papes, quand Charles d'Anjou vint recevoir la couronne de Naples enlevée aux Hohenstaufen, se mit a la tête du parti guelfe et devint l'arbitre de l'Italie ; après lui, son fils Charles de Valois, avec le titre de defensor ecclesie, chassa de Florence les Gibelius, parmi lesquels était l'Alighieri, et y fonda l'influence franco-gue.fe. Si Louis IX n'avait autorisé qu'à regret son frère à accepter les offres d'Urbain IV, Charles de Valois était l'instrument de Philippe le Bel. C'est avec Philippe le Bel que la France commença en tant qu'état à s'intéresser aux affaires italiennes (2), et que l'Italie devint pour elle plus que la grande route de Jerusalem ou de Constantinople et qu'un marché toujours ouvert de conquêtes territoriales, d'apanages pour ses princes et ses aventuriers. L'importance donnée depuis ce règne aux affaires d'Italie s'explique aisément obligés de veiller sur les intérêts de leurs parents et de leurs vassaux, parfois amenés à les combatre pour empêcher des puissances rivales de trop grander, les rois de France furent forces à une surveillance constante de l'histoire de la péninsule. Par suite des lois de la transmission des fiefs, ces droits

⁽¹⁾ Dans la composition de ce premier chapitre, résumé à grands traits de l'histoire des relations franco-italiennes au XIV et au XV stècle, je n'ai pu, comme pour les autvants, consulter les sources originales. Je me borne donc à renvoyer d'une façon générale aux ouvrages qui m'ont foarni les éléments de ce chapitre et auriont à ceux de Mit Delaborde, Cipolla, Fau con de Maulde et Dufreane de Beaucourt.

⁽²⁾ DELABORDS, L'Expédition de Charles VIII en Italie, pag. 4.

el ces interets de certains princes français devinrent les droits. et les intérets du roi : de la un motif perpétuel d'immistion, D'autre part, Philippe le Bel ou tout au moins ses conseillers semblent avoir songé à que complete transformation des conditions politiques de l'Italie. Pierre Dubois, qui peut-être fut souvent l'interprete des pensées intimes de sou maître, révultde substituer la France aux droits temporeis du Baint-Siege, movemnant une forte pension faite aux Papes ceite cession aurait douné au roi, -- sans parier de la suzera.neté de l'Angleterre, de l'Aragon et de la Sicile, - Rome et les Romagner, ensuite on aurait obtenu de l'Empire l'abandon de la Lombardie, dût-on y installer par la force la domination française. De res utopies de Pierre Dubois, il faut surtout retenir qu'a l'idee de possessions territoriales obtenues par voie héreditaire se joignit des ce temps l'idée de possessions territoriales obtenues directement par la conquete (1) - Enfin un événement capital. s'accomplit sous ce regne : la translation de la papaute a Avignon. L'abandon de Rome par les Papes dia de l'Italie le seul ponyoir universel qui y subsistat, le seul qui jut, sans exciterencore de défiances na provoquer de dissensions, se mettre a la tête d'une action commune de to it le pays. Le Saint-Siège devenu, a Avignou, par force le protege, par av mpathie le client de la France, les états romains abandonnés a la gérance de legats souvent incapables et a la merci des aventuriers, l'Italie perdit le dernier symbole de son unité, et ses états, plus que jamais isolés, furent d'autant plus accessibles à l'influence ctrangere et surtou, a celle de la France. De plus, ayant, par la force même des choses le caractere et le rôle de protecteurs de la papaute, - protecteurs parfois assez tyranniques, les rois le France devenaient, par le fait même, les mediateurs obliges des autres puissances aupres du Saint-Siège, - et le Saint Siege et uit, malgré son éloignement de Rome, resté souverain de Home, suzeram de Naples, et chef du parti Guelfe, les Italiens eurent souvent a recourir au souverain Français. - Ainsi des Philippe le Bel, on voit se poser, soit en theorie, soit en fait, les quelques grands principes qui gouvernent pendant deux siecles toute l'histoire de la politique française en Italie : conservation des droits feodaux au profit des maisons françaises qui en heritert, essais de conquetes et de dominations territoriales, patro-

⁽i) DRIABORDE, op. cit. BOUTABIC, La France sous Philippe le Belpag 411; Pierre Dunois, De recuperatione terre sancte, édit. Lauglois.

nat particulier de certains états, politique générale d'arbitrage ct de médiation. Avec toutes les diversités qu'ont pu créer les circonstances, les caractères particuliers des princes français ou italiens, l'action rivale des autres puissances européennes sur l'Italie, les conditions politiques de la France elle-même, la régression enfin de l'influence italienne en France, — ce sont toujours ces quelques graides idées qui expliquent et résument l'action politique de la France du xive au xvie siècle. Je n'ai point a suivre ici, dans tous leurs détails, les évolutions si complexes, si confuses parfois de ces deux siècles de politique française en Italie, avec les mille épisodes dont un exposé complet serait à peu près impossible, et il me suffira d'en rappeler les grandes lignes et d'en rattacher les faits les plus caractéristiques aux principes ci-dessus énoncés.

Toutefois il convient de distinguer d'abord, dans cette suite de deux siècles, deux périodes bien tranchées, dont la division, ai elle ne modifie pas ces principes dans leur ensemble, ne laissa pas que de marque sur leurs applications. Ces périodes sont limitées par la restauration, sous Charles VII, de la monarchie française, qui, de feodale qu'elle était restée, même après Philippe IV et Charles V, devient décidément monarchique au sens classique et moderne du mot. A cette transformation du système d'état français correspond, par l'établissement de services diplomatiques plus réguliers et, en certains endroits, continus, avec la conscience de la solidarité de tous les états, des réciprocités d'influences et d'intérêts, la premiere apparition dans l'histoire d'Europe de ce qui est devenu plus tard l'équilibre européen, apparition vague encore et confuse. Avant cette évolution, les sociétés métiévales sont surtout occupées encore de leur progrès interne et ce leur organisation : c'est l'àge féodal; apres, c'est sur les rapports extérieurs des étals que les nouvelles sociétés semblant se fonder ; c'est l'époque diplomatique de l'histoire du moyen Age.

La politique italienne de la France varia dans ses procédés selon ces diverses périodes. Dans la première, elle donne lieu moins à une action politique continue qu'à une suite d'actions politiques individuelles: Philippe VI reprit les projets de sou grand oucle, il acquit du roi de Bohème des droits de souveraineté sur Lucques (1), essaya d'obtenir du pape la cession,

⁽¹⁾ Paris, Arch. Nat., J. 432, 6 et 7; publiés dans Du Puy. Traites fouchant les droits du roy, pag 69 et 70 de l'edition de 1670.

L. P., tom. I.

a son frère le comte d'Alençon, d'une partie de l'état pontifical,ce a quoi il ne réussit d'ailleurs pas, en quelque étroite tutelle qu'il tint Jean XXII, et encore qu'il fit de cette création et de ceile du royaume d'Arles pour le duc de Normandie la condition de sa croisade. Au roi Jean s'adresserent successivement Florence, pour dénoncer les envahissements (1) et les méfaits de l'archeveque de M.lan, les Viscont., Jean Galéas et Bernaho, pour demander à son autorité la consolidation d'un pouvoir fondé sur leurs violences, et qui l'obtinrent, moyennaut un donde 600,000 florins et le mariage de Jean Galeas avec isabelle de France (2) Sous Charles V, en 1379, le duc Louis d'Anjoureprend à son profit l'idee de constituer pour un prince français un royaume destine à faire contre-poids dans le nord de l'Italie. a celor de Naples, réclame la fondation du royaume d'Adria. puis essave de conquerir l'héritage de sa cousine Jeanne de Naples (3). Sous Charles VI, un simple capitaine d'aventuriers gascons, Bernardon de la Salle, le fameux Chicot, jone un rôle capital dans les débuts du grand schisme : c'est à sa protection. que le conclave des mécontents d'Anagui doit de pouvoir ôlire. Clement VII, et eing aus plus tard, c'est sa protection qui empêche la vente d'Urbain VI à son rival (4). En même temps Louis d'Orléans crée par son mariage avec Valentine Viscontiles droits de sa maison à la possession du cointé d'Asti et ses droits éventuels à la possession de Milan (5). Louis II d'Anjou se fait reconnaître par Alexandre V comme roi de Naples et fait en Italie une expédition dont la victoire de Roccasecca ne suffit. pas à faire un succes; après lui, Louis III et René d'Anjouvont successivement tenter, avec le même insuccès, la conquête du royaume de Naples, alors occupé par la dernière souveraine de la race des Durazzo, Jeanne II. Le dauphin Louis, - le futur Louis XI, - se rattache encore à cette longue suite de politiques ambitieux en s'engageant dans de vastes négociations et des dessins compliques, et en se faisant nommer par Eugene IV, gonfalonier de l'Eglise (6 Mais, depuis la fin du xvr. siècle, à côté de ces interventions princières et particulières.

(2) DELABORDE, op. cif., pag. II

(4) Bud , Les Gascons en Italie, pag. 107 aqq.

(6) DELABORDE, op. cit., chap. I & V.



⁽¹⁾ RINALDI, Annales coclesiastics, V., pag. 525.

⁽³⁾ P. Dunnitt, Le royanne d'Adria (dans Revue des Questions Aistoriques, XXVIII, pag. 50).

⁽⁵⁾ FAUCOA, Le marrege de Louis d'Orleans, passem.

nous voyons en Italie le roi de France personnellement engagé (depuis l'annexion de Gênes au royaume en 1395 et bien gu'elle n'ait pas été durable) (I), dans les affaires territoriales de la peninsule et obligé a une interventien armée dans ses conflits politiques. En même temps et par une conséquence naturelle, les appels des puissances italiennes ne sont plus seulement des actes isolés, d'un caractère feodal, comme les offres d'hommages, les demandes de concession de secours, les appels contre l'indocilité d'un vassal ou les abus d'un suzerain, qui se produisalent à l'époque précédents : ils deviennent une série continue de rapports : tous les étais considérent la France comme un élément de leurs combinaisons politiques. D'autre part, le roi de France n'hésite pas à faire à son tour appel au concours financier, militaire ou moral des princes italiens, - non seulement à celui des papes, qui gardent dans l'histoire générale de l'Europe au xve sucle ce caractère de souverains universels qu'ils ont perdudans l'histoire de l'Italie à la même période, — mais aussi à celui des Visconti, des Este, des autres princes : c'est ainsi qu'il employant le duc de Savoie pour métager un rapprochement entre la couronne et les princes bourguignons, qu'il obtanait en 1421 et 1423 des levées de troupes lombardes, qu'il signait avec Filippo Maria Visconti le traité d'alhance d'Abhiategrasso, et ne croyait pas le payer trop cher de l'abandon de ses prétentions sur Génes. Cette politique de réciprocité de bons offices et d'alhances sur le pied d'égalité avait de grands avantages pratiques dans les circonstances critiques que traversait alors la France, mais elle avait le tort de diminuer le rôle traditionnel du roi. A ne plus voir en lui qu'un chef d'état ordinaire, les Italiens devaient en effet cesser de le considérer comme le protecteur et médiateur par excellence (?). - Ces exemples suffisent à montrer l'évolution aubie par les relations franco-italiennes jusqu'au milieu du xvª siecle.

Avec le traité de Montils-lex-Tours commence l'âge diplomatique de ces relations de la France et de l'Italie. Ce n'est pas qu'il n'y ait eu apparavant des négociations, parfois même tres délicates et scabreuses, entre la France et les états italiens, mais ces négociations n'avaient eu qu'une valeur et qu'une durée temporaires. Pour la première fois, l'acte du 20 février 1452 créait au de à des Alpes un système politique durable; il

⁽¹⁾ DELABORDE. op. cit., pag. 28

⁽²⁾ Id., op. cit., chap. II, pag 30 à 35.

substata pres de quarante ans. Il y eut désormais dans les péripéties de cette politique passionnelle, si feconde en surprises et en intrigues, une doctrine politique, ou, ai le mot semble tropfort, une tradition fixe qui décida du groupement ultérieur des états italiens des alliances favorables ou contraires à la France. Ce système fut la triple alliance conclue entre la Prance, Milansous François Sforsa, et Plorence sous Cosme de Médicia, les conséquences a en développerent librement dans la seconde motté du xvi siecle. Delle en effet dérivent les nouvelles conditions de la politique française : tandis que précédemment le roi de France avait soutenu les princes de sa famille et leurs droits ou leurs prétentions en Italie depuis ce moment il y eut sciseson entre les intérêts des princes et l'intérêt du roi. Dans le traité même, Charles VII exprimant le vœu que « les difficultés qui touchaient les princes de son sang et autres en Italie fussent bientôt accomodées ». Il s'opposa, comme l'écrivait Acciajuoli, à l'entreprise que le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, souteurs par le Dauphin, préparaient contre François Sforta (1), Il envoya a son secours le gouverneur d'Asti. fit lui-même des démonstrations militaires contre le duc de Savoie. Cette alliance donna en même temps un caractère précis à l'action française en Italie, qu'elle limita : ce ne put être désorma a qu'una action, diplomatique ou militaire, indirecie, destinée a servir moins la France elle-même que ses alliés. Elle fit la grandeur des maisons Medicis et Sforsa, et leur fut ai nécessaire que, pour l'avoir rompue, l'arriere petitals de Cosme fut chassé de Fiorence et le fils de Sforza mourut prisonnier au donjon de Loches. Comme l'avait dit François Sforza, « l'état tombard ne pouvait subsister que par l'appui de l'empire ou de la couronne de France : (2). C'est pour aider à l'établissement des Sforsa que Charles VII envoya en avril 1453 René d'Anjou combattre en Lombardie, et c'est la brillante campagne du jeune prince qui amena la conclusion de la paix entre Milan et Florence d'une part, et Venise de l'autre (3). De cette alliance provient aussi un changement d'attitude chez les politiques italieus, un refroidissement marqué, quoique aussi



⁽I) Lettre d'Acciajuoli à Biorza, Paris, Bib. Kat., Ms. Ital., 1585, fol. 237-235, ap. Delaborde, pag. 31.

⁽²⁾ Le mot est cité par Busus, Die Besiehungen der Mediceer su Frankreich, pag 61

⁽³⁾ Votr, sur le campagne du Rot René, Delaborde, op cel , pag 53-55, et surtout Lecoy de la Marche, Le Rus René, tom. I.

tien déguisé que possible, à l'égard de la France. Sûrs en effet de leur fortune depuis 1452, ayant reussi par le traité de Lodi du 9 avril 1454 entre Venisc et M lan, par l'adhésion, à ce traité, de Florence, de Bologne et de la maison d'Este le 30 sout, du pape et du roi de Naples en 145a, à pacifier l'Italie et à fonder la confédération italienne (1), François Sforza et Cosme de Médicia comprisent que le roi de France, médiateur et arbitre, pouvait aussi devenir maître, et que l'indépendance italienne était menacée par son protecteur même aussi Francois Sforza se rapprocha-t il d'Alphonse de Naples, malgré les reproches que lui adressa Charles VII sur ce double jeu assez perfide, « attendula conflance que nous avions és choses que vous aviez souventes fois escriptos et fait dire » (2) - En revanche, l'alliance de Montils-lez-Tours fut utile à la France par un côté: en obligeant les rois à défendre les droits de François Sforza et à respecter. ceux de ses alliés, elle leur interdisait de soutenir les proteintions de la maison d'Orisans sur Milan et de la maison d'Anjousur Naples : l'affaiblissement de ces maisons royales, toujours mélées aux intrigues de la noblesse, souvent ennemies déclarées du pouvoir royal, était aécessaire à la monarchie. Il fut utile à Chartes VII de pouvoir occuper en Italie Jean de Calabre et le Dauphin, de les éloigner ainsi de la France avec la certitude qu'ils n'y reviendraient pas plus puissants. Plus tard, Louis XI s'allia aux Bforza pour priver de leur concours éventuel la ligue du Bien public, avec Ferrante pour ruiner la puissance de Jean de Calabre. - L'action française en Italie, dont telles furent désormais les conditions, varia d'ailleurs avec les différents regnes: Charles VII fut trop occupé par la restauration monarchique pour prêter une attention soutenue aux affaires d'Italie; il y intervint le plus souvent en protecteur, parfois non sans hauteur, et parfois sans comprendre les finesses auxquelles il se beurtait. Louis XI, au contraire, habitué des sa jeunesse aux intrigues des diplomates italiens, trouve toujours un attrait particulier aux choses d'outre monts : n'ayant, en matière de polibque extérieure, que des aspirations plutôt que des principes arrêtes, son seul dessein fut à vrai dire de s'affranchir de tout ce qui les génait ; son inquiétude d'esprit, sa mobilité d'idées fixes, sa prédilection pour les voies tortueuses, le portaient à i'en remettre au hasard du choix des moyens. Dans les combi-

(I) DELABORDE, op. cif., pag. 60-62.

⁽²⁾ Lettre citée par Delaborde, pag. 67, sans indication de provenence.

panone de la politique italienne, ou il apportant un certain dilettantisme, il avait affaire a des partenaires dignes de lui , l éprouvait, semble-1-1, un réel plaisir intollectuel à se voir tout à coup angagé dans une trame de politique dont les fils avaient été emmèles adroitement et à son meu ; aussi ausvit-il avec attention et, grace à sa finesse, avec fruit les questions italiennea. Le gouvernement de Mes de Beaujeu continua sa tradition, mais ne fut point assez habile pour latter contre des adversaisres tals que Ludovic le More ou Laurent de Medicia , aussi son rôle en Italia fut-il moins actif et moins subtil. -- Mais l'action de la France, pour avoir varie avec ceadivers regnes, il en fut pas moins très fréquente et tres complexe. Le traité de Montilz-lei-Tours avait réuni étroitement Milan, Plorence et la France, Apres de longues négociations entre blorza, qui fondait alors 🚓 puissance ducale, Cosme de Medicie, qui élevait sa tyrannie, et Vemise, qui, jalouse des deux puissances precitées, essaya longtemps de les désunir, et qui, craignant les talents de son ancien général, chercha d'abord à se debarrasser de lui, et provoqua jusqu'à neuf fois et toujours vainement des attentats contre lui. la paix de Lodi fut la consequence naturelle de ce traité. El e fut bientôt rompue par le reveil des haines et des rivalités qu'avaient assouples un momont la lassitude générale et la peur du « Turc ». Apres une mutile tentative de Sforza et de Cosnepour s'entendre avec le roi de Naples, les deux grands tyrass. reconnurent l'impuissance totale de la ligue et se rapprochérent. de Charles VII. Louis XI berria de cette attuation. Savone et Ast, étaient encore françaises à son avenement , à Naples, Jeinde Calabre soutenait toujours la lutte , il a agentait de faire trionpher non plus sculement les droits des Asgevius, mais centmêmes de la France. Louis XI ne chercha point cependant de conquétes territoriales en Italie, mais seulement une suprématie morale et la possibilité d'y avoir des lai les contre ses enuemis. Ce ne fut que pour éprouver la fidélité de la Triple alliance. qu'il fit mine d'abord de vouloir souteuir Jean de Calabre. reprendre Gênes, forcer Sforza à se declar er pour ou contre lui. interessor Pro II à la cause angevine par la promesse du retrait de la Pragmatique Mais bientôt, sous la pression des difficultés que lui créait la lique du Bien public et sur les irstances de Cosme, il opéra avec Fr. Sforza un brusque rapprochement, sutvi en 1463 le tres longues et importantes négoriations. qui tendaient tout uniment au partage de la jeoinsule (1). Bien-



^(!) DELABORDE, op. cit., ch. IV.

to, il accrut le nombre des points stratégiques de sa diplomatie, entra en négociations avec le roi de Naples, à qui il laissa mettre à mort sans protestation Piccinino et avec qui il s'allia contre Jean de Calabre , avec Pierre de Médicia, à qui il proposa. la cession de Lucques et son concours contre Venise; puis il se posa en protecteur du jeune Galéas, successeur de Pr. Sforza ; il protèges la ligue de 1467 entre Florence, Mi.an et Venise, et lui gagna la bienveillance pont.ficale. Ainsi, à mesure et peutêtre parce qu'il abandonnait la poursuites des prétentions territoriales, il obtenzit l'établissement de sa suprématie. Cette ligue était la ligue de Lodi renouvelée, mais cette fois sous l'inspiration de la France et non plus contre elle il y voyait réaliser le programme qu'il exposait des 1462 aux ambassadeurs florentins: conclure avec Milan et Florence une paix perpétuelle ouverte à toutes les puissances qui voudraient y entrer. Cette paix perpetuelle était une servitude déguisée. Florence et Milan, à qui manquérent alors Cosme et François Sforsa, s'y resignérent. Ventse demanda l'appui du roi, Perrante lui-même, malgré ses talents politiques, n'osa se poser en ennemi déclaré de Louis XI. Aussi, malgré les intrigues de Pierre de Médicis et de Galéas, qui essayerent de se liguer avec les révoltés francais, au lendemain même de son humiliation à Péronne, Louis XI, qui ne possedant plus un pouce de terre en Italie, y était aussi puissant qu'aucun roi de France ne l'avait jamais été (1).

La grande querelle de Louis XI et de Charles le Téméraire affaiblità peine l'influence française, mais elle eut son contre-coup air le groupement des États italiens; Venise, Rome et Naples s'allièrent aux Bourguignons, Florence resta fidele à la France. Galéas, à Milan, tenta de jouer tour à tour les deux adversaires, et son nom se trouve mêlé d'une façon suspecte aux intrigues de Charles le Téméraire, malgré la vigueur de ses protestations quand il vit son nom figurer parmi ceux des alliés de Charles, peut-être Louis XI l'avait-il chargé d'espionner pour son compte, sous couleur de le trahij (2). Par coutre Laurent de Médicis resta le charge d'affaires de France en Italie;

⁽I) A la mort de Francesco Siorza, par exemple, il annonce qu'il pread sous sa protection la veuve et le fils de «son oucle hen a mé» le duc de Milan, et affecte une attitude de véritable protecteur, comme celle d'un suzerain. A l'égard d'un jeune vassal. Voir sa lettre aux Florent as, datée d'Oriéacs. B avril 1466.

⁽²⁾ DELABORDE, op. cif., pag. 83 à 96, 100 à 102.

c'est à lui que l'on demandait, comme Bessarion, des renseignements sur les dispositions du roi, comme Galéas une recommandation pour rentrer en France : c est lui que Louis XI chargeaut de suivre et de aurveiller ses négociations à Rome et à Naples. Les états restés alliés à la France avaient pris le bonparti , les défaites de Granson et de Morat, la mort de Charles le Téméraire, ruinèreut le parti bourguignon Les négociations artifrançaises auxquelles avait donné lieu en 1474 le renouvellement de la triple alliance iomberent d'elles-mêmes, ce fut un benu speciacle de bassesse politique et de lacheté. Frédérie de Tarente, candidat à la main et à la dot de Marie de Bourgogne, atandonna Charles le Téméraire sur le champ de bataille : Yolande de Savoie demanda à traiter avec Louis XI; Galéas Sforza lui envoya, le 1^{ee} août 1476, un ambassadeur officiel, P. de Pietrasanta. Venise aigna un traité avec lui. Au fond, malgréles manifestations de joie et les félicitations officielles, le senfinient intime des Italiens devait être analogue à celui des convives de ce banquet donné pour célébrer la bataille de Nancy et que nous décrit Commines, « et scay bien, dit-il, que moi et aultres prinsmes garde comme disneroient et de quel appetit ceux qui estoient en cette table, mais à la vérité ung seul par semblant ne mangea la moitté de son saoul, je ne scay si ce fut de joie ou de tristesse » (1). La rivalité le Louis XI et duduc de Bourgogne leur avait permis d'opposer quelque temps l'influence bourguignonne à l'influence française ; ce le-la disparue, celle de l'Empire étant d'ailleurs depuis longtemps évanoure, la seconde resta triomphante, et l'Italie demeura divisée en deux groupes. Rome et Naples au sud, au nord la ligue des treis états sous la direction de Laurent de Médicis, tout acquisà la France. De cet antagonisme résulta une nouvelle augmentation de l'influence déjà toute puissante de Louis XI (2), car, de la naquit, à la suite de la conspiration des l'azzi, destinée à ruiner le pouvoir des Médicis, une ligue dirigée contre Laurent par le Pape, son neveu le comte Riario, le roi de Naples et Fréderic d'Urbin contre cette ligne, Laurent, à peu pres abandonné par les Vénitiens et les Milanair, dut faire appel à Louis XI set cet appel fut le préserte d'une aouvelle intervention; il n'en fut pas le seul motif, à celui-ci s'en ajoutèrent d'autres plus personnels : la pensée de se préparer de futurs

⁽f) Commynus, V, X., iom. III, 73 (4d. Dapont), ap., Delaborde, op. cif. pag, 100.

⁽²⁾ DELABORDE, op. cif., ch. V, passim.

all.és en ménageant les adversaires présents, le désir déjà manifesté, par un vague projet de réunion d'un concile, de limiter la puissance pontificale, le plaisir de se venger des Pazzi, qui soudoyaient les gens de guerre de Maximilien, l'orgueil de paraître en Europe l'arbitre des souverains et de prouver, comme il le faisait déclarer par ses ambassadeurs, que la «monarchie de la religion chrétienne consistait véritablement en sa personne». L'ambassade de Commines, accueillie non sans inquiétude par l'Italie, tant pour l'importance connue du missionnaire que pour l'importance supposée de la mission, marqua ce triomphe politique de Louis XI.

En Savoie, Commines proposa une alhance avec le duché de Milan ; à Milan, il tenta une réconciliation entre Louis XI et la duchesse Bonne : a Florence, il s'associa à la protestation de la Seigneurie contre l'excommunication lancée par le pape. Dantres ambassadeurs français allèrent, de décen.bre 1478 à janvier 1479, à Milan et à Florence et donnerent de si grandes assurances de dévouement aux Florentins que le chancelier de la Seigneurie les appelait « bons anges royaux » en les comparant aux anges du ciel. Cette intervention de Louis XI ne réussit pourtant qu'à demi, et pour deux raisons, la duplicité même du roi de France, qui ne s'employa pas avec un enuer dévouement à la conclusion de la paix (au moment où il faisait ces belles promesses à Florence, il traitait avec Naples). l'intervention de Maximilian d'Autriche, qui ne voulut pas laisser l'empire disparaître de la scene italienne et qui provoqua d'abord la résistance du pape aux négociations, puis l'échec de l'arbitrage tenté par Louis XI entre l'Église et Florence. Plus beureux deux ans après, l'ambassadeur de France, Palmier, intervint comme intermediaire officieux entre Ferrante et Laurent de Médicis, et décida le roi de Naples à faire bon accueil à son ennemi et à avoir avec lui cette émouvante entrevue dont les deux hommes d'état sortirent alliés. Un nonveau groupement des puissances eut lien : Venise s'allia avec le pape, et Piorence et Naples formérent une contre-lique. Louis XI, vieilli, assista avec indifference à cette transformation de l'équilibre italien : avec une indifférence égale, il assista au marchandage éhonté des influences de ses conseillers, qui se disputaient les états rivans. Toute sa politique fut de tenir la halance égale entre les groupes et, comme partout, de diviser pour régner. Quand le projet de croisade de 1480 lui fit craindre que Ferrante ne devint le chef des états italiens réunis contre



le ture, il forma un projet de contre-croisade. A la mort de Mahomet II, quand les rivalités de Djem et de Bajazet, affaiblissant la puissance turque, fortificrent Venise, il s'agita contre la République. Puis la guerre de Ferrare, en 1482, lei épargna même la peine de chercher des motifs de discordes pour l'Italie. A peine eut-il le temps d'y intervenir ; les ambassadeurs vénitiens venus pour lui demander sa médiation le trouvérent mortellement atteint par la maladie, et c'est de son lit de mort que, sur les sollicitations de François de Paule, il envoya des ambassadeurs aux belligérants. Ces négociations finirent avec lui Les puissances n'attendirent pas l'arrivée des ambassadeurs de Louis XI pour terminer la guerre de Ferrare par le traité de Bagnelo (7 août 1484).

Avec le nouveau règne et la régence, le prestige du gouvernement français baissa un peu; la legation du cardinal Balue (!). - honoritiquement reçu malgré les répugnances qu'éveillait ce nom de légat, inseparable dans les idées du temps d'impôts ponlificaux et d'« évacuation de la pécune par mulete chargée d'or et d'argent » (2), et renvoyé à Rome comme ambassadeur de France, - venast de prouver la faiblesse de ce nouveau pouvoir; aussi les menaces aux Florentins de Sixte IV, qui tentait de leurfaire évacuer Génes en leur représentant la colère de la France, restatent-elles sans effet; aussi Ludovic le More répondant-ilpar de vaines dénégations et des promesses banales aux remontrances d'Anne de Beau ou sur le traitement qu'il infligeait à la duchesse Bonne (3). - Autre preuve que l'influence diplomatique de la France était en décadence, des interventions particulières avaient lieu de nouveau en 1465, Anne de Beaujeu accordant troupes et aubaides à René II de Vaudémont pour combattre le roi de Naples, contre qui se soulevaient ses barcus et intriguait toute l'Italia (4). La tentative du jeune prince n'eutpas de sustes : après l'ambassade envoyée à Rome par Atne-

^() DELABORDE. La légation du cardinal Balue en 1684 et le Parlement de Paris (Bulletin de la Societé d'histoire de Paris, sanée 1884, pag. 36-51).

⁽²⁾ de nost les états généraux de 1484 qui protestent ènorgiquement contre les légats « qui ont donné de morvellleuses évacuations à de povre royaume et von t l'en monur les muiess chargés d'or et d'argant, » (Massella, Journal des Élats Généraux, éd. Bernier, app., pag. 671).

⁽³⁾ Ibid., ep. vit., liv. II, ch. I, pag. 173. La situation de la malheureuse House de Savoie ne fit qu'empirar , au début du règne de Louis XII elle était rélugiée à Lyon et dans une compléte minère.

⁽⁴⁾ Bird., pag. 178-165.

pour plaider la cause de René (f), en présence de l'attitude hostile à Roné prise par le cardinal Sforza et Laurent de Médicis. après de très longs pourparlers et de vives altercations en plein consistoire entre ses partisans et ses adversaires, au moment où René, arrivé à Lyon, préparait son entrée en campagne, le pape fit la paix avec Ferrante et la fit faire à Ferrante avec ses barona. D'autre part, Anne de Beaujeu eut à protèger le marquis de Saluces contre le duc de Savoie, recut son hommage, et dui envoyer à sa défense Ymbert de Batarnay et le gouverneur du Dauphine Philippe de Bresse (2). Puis les barons napolitains, fuyant les cruautés de Ferrante trouvérent un asile à la cour de Prance. Un peu plus tard, René II s'étant mélé aux intrigues duigées contre elle, la régente voulut lux enlever son principal allié en s'emparant de Gênes; elle prit en main les intérêts de la duchesse Bonne pour créer des embarras à Ludovic Sforza. et ceux du marquis de Saluces contre le duc de Savoie. Dans la plapart de ses teniatives, Anne de Beaujeu se heuria à l'hostilité de Laurent de Médicis : ce fut grâce à fui, sous son influence fort secrétement employée, que Gênes fut livrée au duc de Milan, que l'affaire de Saluces fut trainée en longueur jusqu'au moment où la mort du duc de Savoie empêcha de la poursuivre plus longiemps; mais Laurent de Médicis mit une telle adresse à cette politique, el sut si bien menager sa situation personnello, ses intéréts dynas iques, ceux de la banque florentine de Lyon, qu'on le considéra jusqu'à la fin comme un allié de la France - Ainsi l'action politique française, si puissante et si simple sous Louis XI, était allée se compliquant et saffalblissant de jour en jour sous la régence (3).

Charles VIII commença heureusement, avant que l'influence française eut completement disparu d'Italie, son règne personnel, et il reprit avec un incomparable éclat la politique d'intervention traditionnelle des rois de France en Italie. Il la reprit en y employant toutes les ressources de sa diplomatie, qui fut longtemps heureuse, en conduisant lui-même une helle armée contre Naples, en entrant en victorieux dans la capitale des princes aragonais, qui s'étaient toujours montrés les plus réfractaires à l'influence et à la pénétration françaises. Son expédition

^(!) C'ent l'embassade de M. de Feucon (DELABORDE, pag. 130 sqq).

⁽²⁾ Sur cette affaire, voir spécialement la thèse de M. de Mandroy, Ymbert de Batarnay, seigneur du Bouchage. Paris, 1886, in 8

⁽³⁾ Cl. DELABORDE, op. cit., liv. II, ch. II, Le déclin de l'influence de Madame de Beaujeu.

est trop com ue et a été trop souvent racontes pour qu'il soit nécessaire den resumer ici, même sommairement, l'histoire. Elle attesta, et c'est tout ce qu'il nous importe d'eu retenir. la continuité de la tradition politique de la monarchie en effet, et bien que l'on fame d'ordinaire remonter a Charles VIII, avec le début de la trop fameuse prétendue pérsode des guerres. d'Italie, la responsabilité de la deviation de la politique extémeure de la France, elle ne doit qu'à un certain aspect tout extérieur et superficiel, le caractère d'opposition aux actions politiques autérieures qu'on lui attribue trop souvent. Elle doit cette apparence aux intentions du roi Charies VIII, à sa présonce personnelle dans la peninsule, au prophétiame qui precédason expédition. - Pour Charles VIII, l'expédition en Italie n'était pas son objet a elle-même elle ne devait être que le prélude de cette guerre contre « le Turc », qui fut l'idée dominante de sa vie comme la perpétuelle préoccupation de son rival-Maximilien. Cette idée naissait chez lui d'un réel et sincere état d'enthu siasme, elle était aussi une suprême conséquence. du monvement des crossades, dont le champ s'était singulièrement déplace et dont le but final avait été rétardé; tout ainsi que la conquête de Constantinople mait devenue le préliminaire. de celle de Jérusalem, l'invasion de l'Italie était devenue la première étape de la conquête de Constantinople. Charles d'Anjou était devenu maître du royaume de Naples au moment où le dernier emperene latin de Constantinople était renversé. par Michel Paléologue, et avait obtenu de Beaudoin de Courtenay. la cession de ses droits à l'empire d'Orient et a la suzera. ueté. des seigneuries latines existant encore en Grece et en Mores; il avait acheté les droits du dernier roi de Jérusalem a une petite-fille de Jean de Brienne et avait fait prendre possession d Acre et recevoir l'hommage des birons de Syrie par Roger de San Severino Son fils, Charles de Valois, gendre de Beaudoin de Courtenay, fut reconnu comme empereur d'Orient par Bosiface VIII. L'un et l'autre réverent sans doute la fondation d'un pouvel empire latin d'Orient. Les héritiers des droits des Angevins, qui le furent aussi de leurs prétentions à la couronne impérsale, enrent a reconquérir leur royaume de Naples avantde songer à des conquêtes en Orient. Taut que les droits angevins furent aux mains d'une famille féodale, il ne put guère èire question de croisade. Mais quand le roi de France est recueilliavec les drois angevins sur Naples i héritage des prétentions de Charles d'Aujou sur Byzance, on vit Charles VIII, person-



nifiant en lui seul les trois époques de la croisade prendre les tures de roi de Jérusalem et d'empereur d'Orient en même temps que celui de roi de Naples et montrer par la le véritable but de sa politique. Les pieuves de la sincérité de ce projet abondent, et l'opinion contemporaine s'en fit l'écho. Charles VIII au surplus ne faisait que répondre à cette tradition européenne, qui, depuis le moyen âge, voyait dans les rois de France les libérateurs désignés du Saint-Sépulcre. Il n'était pas jusqu'à Louis XI qui, sans nulle conviction politique en cela, n'eût déclaré à certaine ambassade florentine qu'il esperait qu'e un jour son fils trait avec la noblesse et la chevalene française combattre le détestable Turc et les autres infideles, défendre et accroître la foi catholique. ».

Charles VIII, des son enfance gonfalonier de l'Église, était sincérement convaincu que ce rôle de libérateur des chrétiens d'Orient lui était réservé, et qu'il devait commencer son œuvre par la guerre de Naples : « Pour myoulx et plus aisément faire, nous deussions recouvrer et mettre en notre obéissance le royaume de Nanles qui est assis sur la frontière desdits infideles», et il présenta réellement l'expédition comme une guerre contre les Turcs aux assemblées de la noblesse, du clergé et des bonues villes du 17 mars et 7 avril 1494 et aux diverses puissances. Ce caractere de croisade était ai bien accepté par les contemporains pour l'expédition que ce ful tout naturellement avec le Turc que le vieux roi Ferrante de Naples s'allia contre Charles VIII. A peine l'installation à Naples achevée. Charles VIII commence ses préparatifs de croisade: des son séjour à Casal, - qui n'avait pas été une simple marque de bienveillance donnée au marquis de Montferrat,—il avait examiné avec l'oncle de celui-ci. Constantino Arniti, de la famillo des Comnène, et qui avait encore de nombreuses attaches en Serbic, en Macédoine et sur le littoral de l'Adriatique, les movens de produire un soulévement des populations chrétiennes de ces régions. Il y eut même commencement d'efécution : des préparatifs furent faits à Venise en grand mystere, - car il fallait se defier des sympathies de la Seigneurie pour les Turcs ; les chrétiens d'Épiro s'agitaient, déja Constantino Armiti avait pris la mer et croisait devant la côte turque, quand la mort inopinée de Djem obligea Charles VIII à renoncer à son entreprise. Mais son intention survécut à cet échec ; la ligue de Venise était déjaconclue qu'il demandait em ore à Alexandre VI une entrevue on its pourraient s'entendre sur la question

tunque La croisade contre Constantinople, ce fut la grande idée qui l'emporta et le soutint d'un bout à l'autre de l'Italie.-Le malaise mystérieux dont souffrait l'Italie au commencement de 1494 contribua aussi à donner un caractère exceptionnel à cette expédition. Le siennois Tizio a conservé dans ses mémolres l impression de cette augoisso universelle , des présages néfastes : éclataient partout : sinistres conjonctions astrologiques, enfants chantant la nuit des litanies lugubres, oiseaux d'espèce inconzuovolunt autour du campainle du palais public, un pélemn porteur d'une croix de bois s'arrêtant au miheu de la campagne déserte pour menacer Sienne, images saintes qui se couvrent de aueur. apparitions de géaute armés dans les airs! Les religieus, effrayés par la demoralisation de l'Italie, par la corrugtion épouvantable de la cour romaine, annonçaient l'arrivée d'un vengeur venu d'outre-monts, les franciscains encourageaient Charles VIII. François de Paule, qui avait baptise le fils ainé. du roi, était le plus pressant, et les Italiens le considérérent comme le principal conseiller de l'espédition. Le plus éloquent de ces prophetes, Savonarole, annonça pendant douse ans le grand bouleversement qui châtieral: I Italie: des 1486, il prophétisait à Brescia la venue d'un conquérant; en 1492, il avait sa fameuse vision de l'épes, à Florence ses prédications devinrent plus terribles encore, et ses prélictions plus exclicites. -De même que la venue de Charles VIII, sa victoire, la rapidité avec laquelle ce prince si jeune et « si povrement pourveu » remporta tant de succès sur des princes si sages, si riches, si expérimentés, furent expliquées par une protection de la Providence, Jean Palmier, malgre son seas de la réalité, dit : « Vous entendez, comme Dieu grâce, le rovaume est gagné, et que à Dieu, non à autre, en est la louange et la gloire. . - Enfin la présence personnelle de Charles VIII à la tête de son armée a denature la physionomie de cette espédition, elle fut surtout une œuvre de diplomatie et de politique, et à cette œuvre le roi-(bien que son action personnelle ait été plus grande que quelques una no l'ont dite), n'a capendant pris qu'uno part médiocre ; mais son attitude chevaleresque, beluqueuse et galante, l'a mise en relief et, en touchant l'imagination populaire, en donnant nameance à une légende, à fait méccunaltre les dessoussément et positifs de l'entreprise de Naples. Ce qui frappa l'esprit public. ce fut avant tout la facilité avec laque le s'accomplit cette marche de Charles Vill, de Grenoble à Turm, à Asti, à Casal, à Pavie. 1 Pise et jusqu'à Plorence , l'armée avança presque sans coup-



férir ; à part le combat de Rapallo et quelques rencontres avec le duc de Calabre dans les Romagnes, elle atteignit paisiblement la frontière napolitaine, les châteaux qui eussent pul'arrêter au confluent du Liris et du Sacce, que l'on jugeait très forts et très favorables à la résistance, se rendirent tous à l'exception d'un seul, Monte San Giovanni, dont la prise couta à l'armée une quarantaine d'hommes ; au delà de Garigilano, même absence de toute résistance, les seigneurs de l'armée a endossaient même plus leur harnais de guerre. A Naples, les deux châteaux, l'Œuf et Castello nuovo, se rendirent également presque sans résistance, et la soumission du royaume fut toute spontanée. Au retour, pendant une retraite à travers les territorres de tous les états italiens ligués contre lui, Charles VIII put aller impunément de Narles au Taro sans être inquiété; de Fornoue à Asti, malgré la retraite devant une armée ennemis encouragée par l'opinion qu'elle avait d'avoir récemment vaincu. Charles VIII n'eut pas un homme tué : cette rareté, ce manque presque absolu de faits militaires dans cette guerre de conquête, était assez singulier pour être remarqué, et le fut. La scule grande bataille de la campagne, il fatto d'arme del Taro, que nous appelons Fornoue, prit par contraste un aspect hérolous. — La présence de Charles VIII, qui contribua beaucoup, par la terreur qu'il inspirait, à cette absence de batailles, et par sa vaillance, à la traversée victorieuse de l'armée italienne à Fornoue, donna aussi à cette campagne un caractere de solepnité grandiose par la pompe de certaines entrées faites par lui dans les villes qui se soumettaient, par l'accueil enthoustaste que lui fit Pise comme à son libérateur, par son entrée par la breche dans Florence toute converte des armes de France. par les cérémontes faites en son honneur par Alexandre VI à Rome, par les fêtes continuelles, - visites d'églises, visites des cercles de la noblesse, tournois, processions. — célébrées dans Naples pour le jeune souverain. Charles VIII joignait en effet au goût de sou père pour le réel de l'autorité celui des fêtes fastueuses et des appareils éclatants qui en sont les manifestations extérieures : jamais intervention française en Italio n'avait eu cet aspect de magnificence. - Jamais aucune interrention n'eut un caractère aussi marqué de galanterie et de paillardise. Le jeune mari de la jalouse Anne de Bretagne avait le eœur tendre, et la surveillance des femmes de service, « intendantes et lavandières », dont la reine l'avait eutoure, ne le genapoint. Autant il mit de soin à maintenir une stricte discipline

aur ces matieres délicates,— et le témoignage de Landucci, sen suspect de partialité, prouve qu'il y réussit.— autant il s'accorda a lui-même, et a Lyon déjà, presque sous les yeux de as femme, de libertés, sur le champ de bataille de Fornoue, un soldat venttien ramama un curieux album, que l'historien Benedetti à vu, et qui contenait les souvenirs de ses maîtresses ou de ses passades: la fille de la duchesse de Melfi à Napies, Lenora de Marsano, est une des plus célebres. La diffusion du mai napleux, qui fut la conséquence de cette campagne trop amoureuse, suffit aussi à la distinguer des interventions positiques antérieures. Mais ces élements superficiels qui constituent la singularité de cette expédition étant éliminés, elle apparaît bien au fond comme la suite de la politique de Louis XI et de Charles VII

Ainsi l'ou constate l'ancienneté et la persistance d'une politique d'intervention française en Italie. De Philippe le Bel à Charles VI et de Charles VI à Charles VIII, cette politique n'a jamais cessé de se développer, de se perfectionner, de s'organiser, et, — en admettant même que l'on conteste la légitimité de seu principe de départ, — de se errier son droit par deux siecles accomplis d'existence. Parmi toutes les formes complexes et varices sous lesquelles se présente cette action politique (et leur variété même n'est pas saus en rendre quelque peu confus un expose sommaire), il en est quatre qui prédominent tour a tour et qui en sont comme les types principaix, tous quatre se retrouvent dans l'expédi ion de Charles VIII comme dans les périodes antérieures

Il faut citer d'abord le système de médiation et d'arbitrage Né aux origines memes de notre intervention en Italie, représenté par des faits remarquables, mais exceptionnels, au xive siècle et au début du quinxième, il avait trouve son application constante à partir du traité de Montils-lex-Tours, date capitale dans l'his oire d'Italie. A ne considérer ici que les grands faits, nous voyous la politique de médiation s'exercer depuis cette date trois fois d'une manière utile pour l'Italie, glorieuse pour la France, d'abord à Lodi en 1454, puis en 1467, lors de l'alliance de la France avec les trois états du nord, essin en 1478, quand toute i Italie accepta plus ou moissa la suprématie morale de Louis XI et cette espèce d'hégémonie qu'il ambitionnait en Europe. La mission de Commynes, celles des ambassadeurs de 1478 de M. de Faucon montrent la France agissant en Italie comme que véritable suzeraine. Les espirts a habituaient des

deux côtés des Alpes à cette intervention comme à un fait normal; il suffit pour le constater de rappeler le mot du doge sur Charles VII: « C'est le roi des rois et nul ne peut rien sans lui », et la sympathie avec laquelle on répétait celui de Louis XI sur lui-même: « La monarchie de la religion chrétienne consiste en ma personne ». Ce caractère de médiateur et d'arbitre, Charles VIII le garde au plus haut degré dans son expédition: il intervient dans les démètes de Ludovic le More et du Piémont, termine ceux de Gènes avec Jean Galéas Sforza, règle ou tente de règler ceux des Florentins et des Médicis, ceux de Florence et de Pise; c'est en protecteur qu'il reçoit les ambassades de Lucques, de Florence et de Sienne; il sert d'arbitre entre Alexandre VI et Ascanio Sforza. Il tente, mais avec moins de succès, des négociations pour dissoudre la lique de Venise.

La acconde forme de cette politique est le patronat particulier des états : la France n'en avait pas obtenu de moindres résultats. Ce protectorat, elle l'avait longtemps accorde à la maison Visconti et à Francesco Sforza : depuis l'avenement au pouvoir de Ludovic le More, la famule Sforza avait à peu prés rompule pacte de Montila, et survait une politique active et personnelle, avec qui et non plus sur qui devrait compter la France. - Une république au contraire était absolument sous la domination morale et matérielle de la France : des le regne du roi Jean, Florence avait invoqué son secours ; en 1389, elle avait montré son dévouement à Charles VI, en lui offrant des possessions territoriales dans la péninsule, chaque nouvelle seigneurie prétait serment de fidélité au roi de France; et les lys d'or sur champ d'azur se voient encore peints à côté du lys rouge sous les voutes du Bargello. Jusqu'au xvr siècle les Florentins se réclamérent de ce patronat traditionnel et se dirent « vrais et loyaux français.«Aussi l'intervention de la France est-elle constante en faveur de la Seigneurie et des Médicis Cosme, en 1451, faisait dire a Charles VII : « Votre seule royale autorité pouvait nous défendre contre quiconque voudrait nous attaquer », et il « laissait à sa divine prudence le soin de choisir » le anoyen de pour voir au salut de Florence, la suite de cette ambassade fut le traité de Montils-lex-Tours. Plus tard, c'est certainement à l'intervention répétée de la France que Laurent de Medicia dut, apres la conspiration des Pazzi, la conservation de satyrannie, et Piorence celle de sa liberté. -- Sous Charles VIII, ce fut également au profit du Milanais d'abord, puis de Florence, que s'exerça cette politique de patronat, quoi qu'elle se fut L. P., tom. L.

singulierement compliquée dans l'un et l'autre état. Dans le Milanais, le titre ducal était en la possession de Jean Galéas Sforza, man le pouvoir aux mains de son oncle Ludovic le More, duc de Bari; celui-ci voulait supplanter son neveu : il y avait done une double politique à suivre, avec Ludovic Sforza et avec Jean Galcas Ludovic etait, au jugement de Commynes, «un homme tres sage, mais crainful of scuple quand il avait peur ». Il n'a gué-e eu pour motifs de sa politique que la peur et l'ambition. Et octobre 1490, Ludovic envoya un simple secrétaire, Eneque Brasca, demander le renouvellement de l'aucienne lique conclus avec Louis XI, et, après quelques hésitations du roi, sur les instances des conseillers royaux, il l'obtiut en octobre 1491. movement quelques concessions et l'admission dans cette alliance de marquis de Moutferrat. La rupture de Charles VIII avec Maximilien, à la suite de son mariage avec Anne de Bretague, le désir d'empécher un rapprochement entre l'empereur et Ludovic Sforsa, resserverent cette alliance, une ambassade futenvoyée à Milan en janvier 1492, et le traité fut definitivement signe, le 24 janvier, malgré l'avis des astrologues. Ludevicy était nommé, a côté du duc Jean Galéas, comme son « oncle. curateur, seutenant et capitaine genéral», mais, n'étant pas sor des intentions de Charles VIII a son egard, il voulut avoir un traité spécial entre le roi de Prance et lui, et finit par obtenir du meins son admission personnelle dans la ligue entre Charles V II at Milan II avait orgina donner on i extrement. mais ce fut lui au contraire qui fut irrésistiblement entralpé à la suite de cet allie qu'il prétendait conduire. Il dut accepter les propositions royales quand l'entreprise sur Naples fut décidée. il ne réusiit pas, le traité de Senlis n'ayant pas été durable, à neutraliser I un par l'autre Charles VIII et Maximilieu, et il dut s'abandonser à la politique française, d'ailleurs, il se se défendait que grace à l'appui de la France coatre les intrigues de ses pombreux ennemis, surtout contra calles de Pierre de Médicis et de Louis d'Orléans. Ce pro ectorat, traversé par queiques refradissements, dura jusqu'au jour où faidevic devant, par la grâte de Maximilien et la mort inopinée de Jean Galeas. duc de Mi au Des lors, sourdement et en secret d'abord, puin au grand jour, il chercha a le secouer, et s'allis tour à tour à Maximil en, à Ferdinand d'Aragon, et enfin à la ligue de Venise, e est en cette question du maintien ou de la disparition. du protecterat français que se résume l'histoire des relations de Ludovic le More et de Charles VIII. - La même question eut-



une égale importance dans les relations de Charles VIII et de Florence. Là aussi, la jeune roi se trouvait en face d'une situation beaucoup plus complexe que no l'avait connue Louis XI. Tandis que la tyrannie de Laurent de Médicis av sit été acceptée. par la plupart des Florentius, celle de Pierre fut, des le principo, boaucoup plus discuiée ; sa puissance fut énervée par des dissensions entre lui et ses cousins Giuliano et Lorenzino, à la tendance florentine, toujours sympathique à la France, il prétendait de plus opposer et substituer sa préférence personnelle pour Milan; cela aussi ébranla son autorité, le procurateur Lorenzo Lenzi ayant osé dire que la résistance au roi de France. pourrait bieu causer la ruine de la ville. On sait comment après de tardives négociations avec la France, un mouvement populaire le renversa et l'obligea à fuir. Charles VIII se trouva aussitôt en butte, tout a la fois, aux propositions du gouvernement républicain et à celles du parti de Pierre de Médicis, qui aspirait à reprendre la dictature ; il était en même temps sollicité par les Pisaus, dont il reconnut et promit de défendre la liberté recouquise. Malgré les intrigues de Pierre de Médicis, les ambassades de Savonarole, de Buondelmonte et de Ruccellar, de l'évêque Soderini et de Capponi déciderent Charles VIII à s'entendre avec la république. Le jeune roi, après son entrée a Florence, le 26 novembre, reconnut l'indépendance de la cité, mais obtint la révocation des éd.ts d'exil et de confiscation prononces contro Pierre de Médicis; lui-même devrait maintenir aupres de la Seigneurie un agent qui prendrait part à toutes ses délibérations. L'influence française, appayée sur celle de Savouarole. restalt donc aussi puissante que jamais à Florence; la lutte même deadeux partis qui se disputaient la protection de Charles VIII. en affaiblissant la république, facilital, encore l'établissement de cette suzeralnoté. Co qui on viciait l'autorité, c'étalent les circonstances on elle naissait : la surerentation des esprits était grande; les Florentins ne purent comprendre que Charles VIII na partagedi pas lei re rancunes passionnées, le courent secrétement favorable au tyran et cherchèrent à tous ses actes des intentions cachées et des dessous hostiles; la présence même da roi, parfols si violent et si impolitique dans ses discours et ses actes, cello de l'armée, a disciplinés et si réservés que fussent les soldate, eurent auss, le tort de faire trop sentir date la vie quotidionne le poids d'une suscraineté rendue jusqu'alors tolérable par l'éloignement. Savonarole fut le prenner à conseiller à Charles VIII de sortir de la ville. Alors ces dissentiments passa-

gera dispararent avec leurs causes. Une réciprocité d'intérêts a menager consolida le protectorat français. Flerence ne pouvait oblenir la restitution de Pise que de la bienveillance du roi, et le rot ne pouvait a assurer que par des ménagements les subsides. qu'il attendant de Plorence, le protectorat subsista pendant toute la durée de l'expédition, attesté par plusieurs échanges d'ambassades, et Florence fut la seule puissance italienne qui n'adhéra pas à la ligue de Venise; aussi Charles VIII exceptat-il les Florentins des mesures de rigueur qu'il redonna, au leudemain de Fornoue, contre les Italiens établis en France; un nouveau trané, le 76 août, leur assura la restitution de Pise ; ea revanche, als encourgrent bravement le danger d'une nouvelle excommunication pontificale. Ainsi le gouvernement de Charles VIII avait su conserver et renforcer la vieille tradition d'alliance qui existait entre les deux états; ce fut la une brillante application du système de protectoral.

Les projets et les tentatives de possession territoriale directe, fondée uniquement sur le droit de conquête apparaissent surtout dans les premiers temps de cette politique deux fois séculaire. En 1379, Clément VII avait constitué, pour le duc d'Anjou, le royaume d'Adria, qui comprenait les provinces de la marche d'Ancône, de la Romague, du duché de Spolète, de Massa Trabana, avec Bologue, Perrare, Pérouse et Ravenne, et qu'il ne s'agissait plus que de conquérir; en 1393, le même projet fut repris, sans plus de conséquence. Au siecle suivant, la constituțion d'états stables dans la peninsule rendant de pareils desseins désormais impossibles, les rois se bornerent à revendiquer souvent, et, moins souvent, a faire valoir des froits de suseraineté dépendant de la couronne, ceux, par exemple, sur le marquisat de Saluces, droits acquis avec le titre de dauphin du Vieuzois. Philippe VI avait acheté du roi de Bohame des droite sur Lucques, qu'il cèda à Florence et racheta ensuite : mais la couronne ne se soucia jamais de les faire valoir, sauf peut-être un instant en 1398 sous Charles VI. A diverses reprises, Genes. appartint a la Prance la première fois ce fut par un don volontaire fait, délibérément et du plein gré des citoyens, pour s'attirez la protection immédiate de la France Cette premiere occupation. fut uphémère, mais elle se renouvela, en 1458, Pier de Campofregoso remit la souvernincié de Génes à Charles VII, qui lui donna pour gouverneur Jean de Calabre et la garda jusqu'en 1461, force alors de l'abandonner, il rennt Savone, qui ne cessad'être française que quand Louis XI la rendit aux Genois,

en les donnant au diable. Mais les droits de la France sur Génes étaient ainsi créés, et ils constituerent un élement important dans la suite des combinaisons de la politique française, Ainsi le principe des conquêtes territoriales et d'acquisitions nouvelles était presque abandonné Charles VIII ne le reprit pas: à peine peut-on regarder commo une application de ce principe la politique suivie, en 1492, à l'égard des principautés subalpines, les souverains français cherchaient depuis longtemps à étendre leur influence sur les états italiens limitrophes pour s'assurer le libre passage des Alpes et créer une zone de petits états inféodés, au moins moralement, à leur politique. Louis XI et Charles VIII réussirent à imposer le patronage de la France au duché de Savoie; le gouvernement de Charles VIII amena le marquis de Saluces à se déclarer vassal du Dauphiné; le marquis de Montferrat se mit, personne et biens, sous la protection du roi, et la restitution de ses places occupées par les Milanais prouva presque aussitôt toute l'efficacité de cette protection.

La sauvegarde des droits féedaux des diverses maisons du sang de France, ou de ceux que la maison de France avait hérités de ces familles éterntes, fut toujours un précieux et utile élément, le plus uule peut-être et celui dont l'emploi eut les plus graves conséquences matérielles, de l'action politique française en Italie. Ces droits étaient ceux de la maison d'Orléans sur le Milanais, (dont il sera parlé plus loin en détail), et sur le comté d'Asti, qui, ayant formé la dot de Valentine Viscouti, fut immédiatement remis au duc Louis d'Orléans et ne cessa jamais d'être administre pour le compte de sa famille (sauf une courte période où les Astésans se confièrent à François Sforza, pour être défendus contre le duc de Savoie), - et ceux de la maison d'Anjou sur Naples Les droits angevins provenaient : de l'adoption de Louis d'Anjou, frère de Charles V, par sa cousine Jeanne 1, dernière héritière de la premiere maison capétienne d'Anjou. - de l'extinction, en la personne de Jeanne II, de la famille de Charles de Durazso, qui avait succédé à Jeanne I. extinction qui donnait une nouvelle valeur aux droits des descendants de Louis d'Anjou, - de l'adoption de Louis III d'Anjou par Jeanne II, et du testament de Jeanne II en faveur du frère de Louis III, mort sans enfants, René d'Anjou de roi René) qui se trouvait ainsi réunir, par hérédité, les droits de la première maison capétienne d'Anjou, et, par adoption, les droits de la branche de Durazzo. Si les Orléans, dont la maison fut longtemps privée de son chef par la longue captivité du ducCharles en Angleterre, furent presque toujours dans l'impossilulue de faire valoir leurs droits, la revendication des d'oits angevius par Naples avait au contraire été l'un des grands moyens d'action de la France en Italie, pendant le règne de Charles VII, on vit se multiplier les expeditions et les projets d espédition de Louis III, de Rone d'Anjon, de son fils Jean de Calabre, sous Louis XI, dont de parcelles tentatives auraient contrecarré la politique et qui les empêche, Jean de Calabre et René II n su continuérent pas moins à servir d'épouvantails au roi contre les princes aragonais, enfin, sous la régence de Madame de Beaujeu, une nouvelle tentative de René II, se produnit encore contre Forrante. En 1486 et 1496, Anne de Benujou consentit, pour des raisons de politique intérieure (surtout pour s'assurer l'appus de Reué de Vaudemont dans la Guerre Foile, ensuite pour garantir à son mari la possession de la Provence), a accorder son concours au jeune prince pour la conquête. de Naples Los trop courtes dominations des divers princes angevins avaient d'ailleurs laissé à Naples d'excellents souvenirs : Louis III et sa femme Isabille avaient eu une réputation légendaire de bonté. Jean de Calabre et son ains Piccinino. y avaient tellement frappé par leurs prouesses l'imagination populaire, que les Napolitains attendirent longtemps le retour de ce prince valeureux, fut-ce avec le concours des Tures Le terrain. étau ainsi préparé pour un nouvel essai de domination Ce fut Charles VIII qui le tenta. Il avait hérité de son père les drous angevius, cèdés a la couronne de France par les testaments. de René d'Anjou et de Charles du Maine; des son avenen ent. il reprit à son compte la poursuite le ses droits. Renouvelant l'ancienne tradition des batailles preidiques de Charles V. II fit composer par un computriote d'Etienne de Vesc. Liénard Baronnat, un traité affirmant les droits de la couronne sur Naples. et sur la bible , il se montra toujours fort soucieux de mettre enlumière la légitiquié de son entreprise, de la rattacher à une revendicatio i des auciens droits dela maison d'Aujou ; eu (494). en faisant rignifier au pape son « vouloir et intencion de ladite. entreprise », il joignit à son ambasside deux délégués spéciaux, l'evêque de Fréjus et mai re Beneft de Satut-Moris, chargés d'exposer a Alexandre VI les moufs de son expédition, qui étaient de « reconquérir ce qui lui appartenait de droit », et il priait le pape de refuser l'investiturs au fils du roi Ferrante (1).



Alexandre VI no tint d'allieurs pas sompte de cette priere et donna. l'investiture à Alphones d'Aragon.

Puis il fit déclarer à Lyon, en mars 1494, par une commission tirée du Parlement de Paris, ses droits sur Naples aussi bien fondés que ceux qu'il avait sur le royaume de France lui-même; le premier effet de cette déclaration officialle fut la protestation du procureur royal Christophe de Carmonne contre les titres de roi de Sicile et de comte de Provence que s'arrogeait le ducde Lorraine : d'ailleurs, dans cet acte, la mention du comté de Provence n'était qu'un prétexte à mettre en cause le royaume de Naples. Charles VIII prit a assitôt les noms de « roi de Sicile et de Jérusalem », titres des rois de Naples depuis Charles d'Anjou. Le 17 mars, il fit déclarer par une assemblée de seigneurs et de prélats, que le roi Alphonse n'avait aucun droit au trône de Naples, que ce trône lui appartenait au contraire à lui-même, comme roi très chrétien ; ainsi que le chanceller l'expliqua, par cette solennelle déclaration, le roi voulait faire connaître qu'il défendait une cause juste en entreprenant cette guerre, qu'il ne pourrait y renoncer sans charger sa conscience et s'exposer à tous les mépris. Le 7 avril, dans la séance d'ouverture des états, le député Palain de Pournechal exposa longuement les droita du roi à la succession des souverains Napolitains. L'ambassadeur Denis de Vicarie fut chargé d'une protestation evenmelle, au nom de Charles VIII, roi de Sicile et de Jérusalem, contra l'investiture d'Alphonsa d'Aragon. Alusi le côté juridique de l'expédition fut mis particulièrement en lumière dans la déclaration de guerre. A Naples même, Charles VIII fit demander de nouveau au pape l'investiture de ce royaume, montrant bien par la qu'il considérait l'occupation de Naples, beautoup moins comme une conquête nouvelle que comme une rentrée en possession de son patrimoine. De même, ce furent ses droits héréditaires qu'il fit valoir, le 22 novembre 1497, quand M. de Clérieux et Du Bouchage signérent en son nom, à Alcala de Hénarés, un trané de partage de la monarchie napolitaine avec-Ferdinand le Catholique - Les droits des Orléans sur Milan eurent ausai leur rôle dans la politique de Charles VIII, mais un rôle en quelque sorte négauf. Le roi ne s'en servit que pour peser sur Ludovic le More, en lui promettant de ne les faire pas valoir et d'empêcher qu'on les fit valoir. - L'emploi des droits de succession fut le plus usuel des procédés diplomatiques le Charles VIII.

Ainsi la politique d'intervention française en Lalie avait ses procédés, ses systèmes plus ou moins houreusement appliques, mais appliqués avec logique et par tradition. L'expédition le

Charles VIII, avec son apparence d'héroïque chevauchée et de guerre folle, n'en était qu'un épisode, et, ai son échec définitif compromit gravement l'œuvre antérieure de la diplomatie française, elle n'en était pas moins, par son principe, conforme au genie de cette tradition nationale. Si puissamment gravée dans les esprits, si profondément entrée dans les mœurs était cette politique, que l'influence française survécut à cet échec même à la retraite de Naples, à la bataille de Fornoue, à la trève du 25 février 1497: Charles VIII sembiait avoir complètement renonce à ses projets sur l'Italie que les puissances italiennes recouraient encore à lui et recommençaient à le solliciter vaguement de tenter en Italie de nouvelles entreprises: le pape entretenait avec lui une correspondance secrete, les Vénitions songeatent à s'unir avec lui contre Milan, les souverains espaguols lui proposatent une action commune contre Naples; il semblait en janvier 1498 qu'une nouvelle expédition fût prochaine, il y aurait peut-être en pour alliés le pape, Maximilien. Ferdinand d'Aragon. - Ainsi, tel avait été le développement régulier des traditions politiques de la France, l'action ininterrompue de ses principes et de ses procédés d'intervention, que, même après que défaite, le roi de France pouvait rapporter d'Italie autre chose que « des gloires et des fumées». Mieux encore que des faits positifs, la persistance, toute vague et impuissante qu'elle ait été, des relations franco-italiennes après la retra te de Charles VIII, la sourde et confuse circulation dans la vie italienne d'un courant français, montrent la force de ce principe. Et l'on ne peut contester, après cette suite d'exemples qui remplissent deux siecles de notre histoire, la réalité et la légitimité de ce fait historique . l'existence traditionnelle d'une politique, tendant par des moyens précis et dans un intérêt général, à établir la domination française en Italia.

§ 2 — La tradition politique française en Allemagne.

Le Saint Empire Romain entra, plus tôt même que l'Italie, dans l'horizon de la politique française. La France n'était pas là, comme à l'égard de l'Italie, en présence d'etats indépendants et rivaux les uns des autres, impuissants par leur exiguité territoriale et leur faiblesse à avoir une politique extérieure active, condamnés d'ailleurs par leurs origines, — nes qu'ils étaient du démembrement et de la dissolution du royaume lotharingien



d'Italie-, à la vassalité ou à la recommandation envers les grandes puissances et qui s'exposaient tout entiers, indépendance et territoires, dans les guerres qu'ils avaient à soutenir. L'Empire était au contraire un état vaste, constitué, formant, en théorie tout su moins, un corps organisé, gouverné par un empereur que nommait un collègé électoral , il était composé de princes et de villes, possesseurs de territoires plus ou moins étendus, détenteurs d'une puissance plus ou moins graude. Dominant, par une suscraineté effective, les pays qui, dans le démembrement carolingien, avaient formé les regions septentrionales de la Lotharingie, cet état avait, comme la France, une force interne de progrès et d'expansion qui le poussait à rayonner hors de ses frontières, à l'Occident comme au Midi et à l'Orient, et à tenter la reconstitution à son profit de l'empire de Charlemagne, Tradition légendaire du gallicisme, si l'on peut dire, de Charlemagne, vieille croyance à la suprématie française, politique de principes, politique de conquêtes territoriales, tout portait donc la monarchie française à une lutte inévitable envers l'Allemagne. Suggérée par un profond et mystérieux instinct, avant que la raison d'état la conseillat, commencée des Hugues Capet, contiquée à travers mille péripéties et sous taut de formes diverses qu'elle n'est point terminée encore, tous les historiens s'accordent à reconnaître en cette politique le but fondamental et naturel. l'objet capital et légitime des efforts de la monarchie ; tous y voient un de « ces rapports mystérieux qui se posent à l'origine des nations, et dont se dégagent ensuite les lois de leur histoire = (1). Il est donc inutile ici et aussi bien seraitil impossible, d'en donner même un résume (2). Il suffira d'en indiquer rapidement les principaux procédés, et comment les questions de progrès territoriaux impliquées dans cette politique étaient posées au moment ou Louis XII monta sur le trône. - Les rois de France tenterent d'acquérir par désignation pontificale, par élection des princes d'empire, par lésignation à titre de rois des Romains, la couronne de l'empire pour euxmêmes ou pour tel ou tel prince de leur famille : Pierre du Bois rêve pour Philippe le Bel la couronne impériale « qui a été

⁽¹⁾ Sonet, L'Europe et la Révolution française, 1, 215.

⁽i) Je renvoie de prétérence aux deux mémoires de M. Altred Leroux, Recherches et Nouvelles recherches sur l'histoire des relations politiques de la France et de l'Allemagne. Pour la période non encore étudiée par M. Leroux, il faut recourir à l'ouvrage de M. Zeller, à l'Histoire de Charles VII de M. de Beaucourt, pour ne citer que les livres principaux.

transférée des Grees aux Allemands en la personne de Charlemagne », et qu'il souliante que le roi rende héréditaire en 🗱 maison, quitte à compenser aux électeurs la perie de leur dignité par des sécularisations; il consent cependant que le roiabandonne a l'un de ses frères le trène d'Allemagne. Bien des rois, entre Philippe le Bel et François I", ont repris et parfois poursurvi ce chimérique projet, qui plus tard tenters l'orgiteil de Louis XIV et enivrera jusqu'au vertige le génie de Bonaparte.-Les rois de France tentérent de paralyser la paissance des empereurs par des alliances particulieres avec les électeurs et les villes d'empire, avec les vassaux situés hors des terresproprement allemandes. - Ila con:lurent des alliances avec eux, soit contre leure annomie du Johors, soit contre ceux du dedans, et se les tirent paver par des cessions de suscrainciés, de privilèges, de droits ou de territoires. - Mais, en Altemagne comme en Italia, ca fut auriout par la revendication de leure. droits de suserat soté et de succession que procédérent les rois de France. Cette politique les conduceit tour à tour et les instaliaen Flandre, en Lorraine, en Provence; c'est aurtout dans la région du nord-est, vers le Rhin, qu'elle leur fut utile, et que l'application en fut d'ailleurs commode : « rien nétait plus flottant et p.m incertain que la frontière du Saint-Empire vers les marches de Lorraine : les villes impériales étalent suspesdues en quelque sorte entre l'Allemagne et la France »(1). Les conseillers des rois affectèrent de mettre surtout en lumière l'aspect juridique de ces conflits. A la cour de Charles VII, on ne parlait, « en s'allant heurter contre les Allemagnes, qui est chose si grande et ai puissante qu'il est presque incroyable », que de « revendiquer les anciens droits de la couronne de France. sur tous les pays situés en deca de Rhin », et ce fut la déclaration, en termes presque textuels, que fit le dauphia Louis en 1444 on entrant on Alsace : il se présentait, dit-il, « pour revendiquer les droits du royaume des Gaulois ». Charles VII luimême, quand il somma les villes d'entre Meuse et Vosges de reconnaître son autorité, fit valoir qu'il venait « donner provision et remede à plusieurs usurpations et entreprises faites sur les droits de ses royaume et couronne »; et comme, pour lui resister. Meiz excipait de ses privileges, ce furent les légistes qui discutérent ces privilèges, déclarerent que la ville avait été pendant longtemps sons la souveraiseté française, et le prési-



⁽l) SCREE, L. Europe et la révolution française, I, 255.

dent au Parlement, Jean Raboteau, qui fit savoir aux Messins que le droit du roi pourmit se prouver « tant par shartes que chroniques et histoires » (1). Sous Louis XI, la question de la succession de Bourgogne donna anissance à un grand nombre de revendications et fut matiere à un déploiement inusité de procedures. Les provinces qui formaient l'héritage de Charles le Téméraire manquaient en effét d homogénérié et a élaient mitachées entre elles que par sa domination même . les unes relevaient de la France, les autres de l'Empire. Louis XI réclama la Bourgogne, duché et comté (dont les états, à Dijon et à Dôle. finirent, sous la pression des troupes françaises, par reconnaître et admettre ses prétentions), les villes de la Somme, les places de l'Artois, engagées jada à Philippe le Bon ou à Charles le Téméraire et dent la réversibilité à la couronne ne pouvait faire aucun doute; il réclama la Flandre et l'Artois, quoique elles ne fussent pas des apanages, en vertu de l'hommage dù à la couronne. « Il envahit partout alléguant en chaque lieu un droit différent » (2) ; à Abbeville, il invoqua le retour à la couronne par estinction de la ligne masculine , à Arros, « le moyen de conflecation »; en Bourgogne, la garde noble ; le Hainaut et d'autres terres d'empire, jui n'étaient point sons la suzeraineté française, furent occupés comme nantasement préalable : on les restituerait plus tard, s'il y avait lieu. Louis XI songea quelque temps à régler toute la question en mariant le dauphin et la princesse Marie de Bourgogne fills unique et héritière de Charles le Téméraire : mais sa mauvaise foi et sa duplicité politique firent échouer se projet. Le mariage de Marie avec l'archidue Maximilien d'Autriche, le 19 août 1477, fut un grave échec et une grosse complication pour la politique française.

Co n'était plus désormais, en effet, à des vassaux plus ou moins puissants, plus ou moins appuyés par l'empire, que les rois de Franco alaient scheurter dans leur marche vers l'est, qui s'était peu à peu réduite à la reprise des provinces bourguignonnes; c'était à l'Empereur lui-même, intervenant nou plus seulement comme suzerain, mais comme puissance territoriale et comme représentant de la maison de Bourgogue. Pendant près de vingt ans, la polaique d'annexion et d'expansion vers l'est eut en Maximilieu un redoutable ennemi, qui, soit influence de sa jeune femme, soit esprit politique, vit dans les rois de



⁽¹⁾ Cas divers textes sont chie par Borel, op. cst., I, 255,

⁽²⁾ Sonut, op. cit., I, 257.

France des ennemis permanents et héréditairen. La politique française fut, des lors, entravée, souvent vaincue, souvent trompée, mais elle ne cesse pas de poursuivre, avec une merveilleuse ténacité, la solution a son profit de la question de Bourgogne. Aussitôt marié, Maximilien obligea, par ses observations, Louis XI à cesser ses injustes attaques contre les domaines de sa femme, à signer une trève à Lens , puis il lui présenta, au su et des terres impériales indûment occupées, des réclamations qu'il fit appayer par l'empereur Prédéric III, et il obtint la cession de Cambrai et du Hainaut en juillet 1478, par la trève d'Arras. La Prance perdait du terrain. Heureusement la mort. prématurée de la jeune duchesse Marie, le 27 mars 1482, en faisant passer ses domaines personnels aux maias de son jeune fils Philippe, agé de quatre ans, lui fournit l'occasion d'une éclatante revanche : Maximilien ne put faire admettre na tutelle nur son fils par les états de Plandre et de Brabant qu'en acceptant un conseil de tutelle, et qu'en se résignant à traiter avec Louis XI. La paix d'Arras, du 23 décembre 1462, sembla terminer le différend au profit de la France, à qui furent cedes le duché de Bourgogne, comme flef masculin, et la plupart des autres territoires qu'elle revendiquait, comme dot de la petite princesse Marguerite. Alle de Marie et de Maximilien, flancée au dauphia Charles, comme Marie l'avait été quelques années plus tôt.

Maximilien ne se resigna pas a cette rude défaite diplomatique. Employant tous les moyens, favorisé par son entente avec l'Angleterre et l'Espagne, favorisé ainsi par l'ouverture de la succession de Bretagne et les complications qui s'y produisirent, son attitude devint si menagante que le gouvernement français no résigna à acheter sa neutralité : les conventions de Francfort. et de Plessis les Tours (27 juillet, 30 octobre 1488) la ui firent payer ther : la France s'obligeaut à renoncer à toute intervention armée en faveur des Flamands, - clause contraire à toute une portion de sa politique traditionnelle —, à reconnaître la tutelle de Maximilian sur son fils et a lui promettre son appui pour rentrer dans cette dignité ; le gouvernement eut même I humiliante faiblesse de lui offrir la presidence du congrés qui replerant la succession de Bretagne - Cette limitation d'influence ne suffit pas encore a Maximilien , l'intérêt majeur de la réunion de la Bretagne amena le gouvernement français à défaire l'œuvre du traité d'Arras. Le traité de Senlis, du 23 mai 1493, restitua à Maximilien la dot de sa fille, les comtés d Ariois, de Bourgogne, de Charolais et de Noyou, et promit de

rendre à l'archiduc Philippe, à sa majorité et en échange de son serment d'hommage, Hesdin, Aire et Béthune, que la couronne gardait jusque-là en séquestre. Mais la France revendiquait aussi quelques petites places, et la clause de la restitution des villes de Picardie lui réservait une occasion de remettre en question le traité de Senlis tout entier. Ainsi la politique d'intervention dans les provinces de l'est ne cessait pas d'être pratiquée: il semblait qu'elle vint de subir, à l'avenement de Louis XII, un mouvement de recul et une suite d'accidents malheureux, mais, même pendant la campagne d'Italie, elle était restée une des préoccupations essentielles, sinon de Charles VIII, au moins de son gouvernement.

§ 3. — L'influence de Ludovic Storza en Italie et en Allemagne.

Les deux courants politiques qui portent la France, l'un vers l'Allemagne, l'autre vers l'Italie, et qui circulent dans notre histoire, souvent voisins, quelquefois confondus, ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et n'ont d'ailleurs rien de contradictoire. Les relations de l'Allemagne avec l'Italic étaient trop complexes et trop fréquentes, la dépendance féodale des états italiens trop marquée vis-a-vis de l'empire, les souvenirs des anciennes interventions impériales en Italie, si souvent dévastatrices, encore trop vivants, les empereurs s'étaient enfin trop servis de l'Italie nour consolider leur propre domination en Allemagne. - pour que l'établissement de la France en Italie et le progrès, quel qu'il fût, de son influence, ne fût pas une diminution de la puissance impériale. - Et d'autre part tout abaissement de l'empire sur le terrain allemand diminuait par contre-coup son influence dans la péninsule, mettait en décadence l'esprit gibelin et relevait d'autant le nom français. Par des moyens différents. l'une et l'autre de ces politiques d'intervention avaient un but identique : loin de s'exclure et de se nuire, si lon considère l'ensemble de l'histoire de France, elles étaient faites pour se compléter l'une par l'autre.

A l'avenement de Louis XII, cette double politique avait réuni contre la France plusieurs ennemis. Le principal et le plus dangereux de tous était le duc de Milan, Ludovic Sforza. En Italie, il était devenu prépondérant; en Allemagne, il était un des principaux inspirateurs de Maximilien.



La préponderance de Ludovic Sform en Italie (1) était certainement faite, pour une bonne part, de la profonde décadence qui atteignait les autres états de la péninsule ou de l'impulsance politique à laquelle ils étaient réduits ; mais elle était due aussi aux talents réels du duc de Milan, et à l'opinion même, supérieure à ces talents, que l'Italie s'en était formée ; et elle l'était enfin à la situation diplomatique exceptionnelle de Ludovic Sform vis-à-vis de la France et de l'Empire.

L'expédition de Charles VIII, les événements qui l'avalent suivie, avaient morniement et materiellement bouleversé la péninsule. Des cinq grands états qui y avaient autrefois formé. la ligue italieane, il n'en était presque aucun, sauf le duché de Milan, qui a en fût sorti brisé ou meurtri. - Le royaume de Naples, qui, sous Ferrante, avait balancé l'importance de Florence et l'inflience de Laurent le Magnifique, avait été ruiné par l'invasion française : tout y était à refaire; la dynastie aragonaise y tenta une restauration. Ferdinand II avait pu renarer à Naples, servi par la trabuson des Colonna, qui abandonnérent pour lui le parti français; aidé de Gontalve de Cordone et des troupes espagnoles, il soumit ou reçut la capitulation de la plupart des villes du royaume et essaya de consolider son pouvoir en ralliant les barons angevins, les aucieus partisans de la France, il proclama une amnistie générale, disant « Je suis Perrante. Si vous êtes coupables, messieurs les barons, d'injure ou de rébellion contre mon père ou mon steul, c'est envers moi que vous l'êtes, et je vous pardenne ». Cette amnistie fut bien accuei lie. Mais la jeune roi Perdinand mourut prématurément à 25 ans, le 7 octobre 1496, et fut remplacé par son oncle Feder, co d'Altamura. La sagesse et les talents de celui-cine lo servirent pas mieux que sa « cartú » n'avait servi » Ferrandino » La néo-domination aragonilise resta toujours précaire dans le royaume déchiré par les deraiers épisodes de la guerro étrangère, par la guerre civile et l'occupation espagnole, et ruiné. Les Français et leurs partisans avaient tenu la campagne jusqu'à la fin de 1496, en 1495, Virginio Orsini campait cons les Abruzzes et la Capitanate, Montpensier à Loreto, dans le district de Sant'Angelo , en avril 1496, les Français possédalent encore les Abrusses et la montagne de Sant'Angelo; en



⁽¹⁾ Tous les sièments du tableau entrart de la situatiba de l'Italia erat empruntés à VIIIABI, hiscoló Macchinesti, et à Capoula, Storia dede Signoria Baliana.

juin 1496, Montpensier, assiégé dans Atella, dut conclure une trève de trente jours devant durer jusqu'au 20 août, qui se changerait en capitulation s'il n'était pas secouru dans ce mois. Il s'engageait en ce cas a quitter le royaume avec ses lieutenants, d'Aubigny et autres. Il n'attendit pas le délai fixé pour exécuter sa promesse. Mais Gaeta, Taranto et Rocca Guglielma. restaient encore aux Français. La dernière de ces places, Gaeta, ne capitula que le 19 novembre. Ensuite les Orsini et quelques barons continuérent encore les hostilités. À la favour du désarroi général, les Vénitions envoyèrent une floite sur les côtes napolitaines, et, en garantie d'un subside qu'ils promirent d'accorder. à Frédéric, malgré l'hostilité du pape à toute idée de diminution de l'état dont il était auxerain, ils se firent abandonner Brindisi, Otranto et Trani. Tarente se donna à eux quand la garnison française en scrtit, le 9 octobre 1496; mais les Vénitiens n'esèrent pas la prendre et refusérent cette dédition. Les troupes espagnoles de Gonzalve de Cordoue, quoique alliées de Naples, n'étaient guère moins dangereuses; elles étaient à peu prés maîtresses en Calabre, où Gonzalve venait de faire isolément une campagne. L'Espagne espérait que le royaume lui reviendrait quelque jour : aussi voyatt-elle avec aigreur et avec mécontentement l'avenement de Prédéric d'Altamura. Rufin le préfet de Rome, Jean de La Rovere, frére du cardinal, occupait la petite place de Sora. Les troubles et les révolutions du royaume l'avaient ruiné , les opérations militaires avaient empêché la transhumance pendant plusieurs années : les revenus du royaume avaient diminué de plus de moitié. Forrante I" en avait tiré jusqu'à 700,000 ducats, le roi Prédérie n'en avait plus que 300,300.

A Rome, Alexandre VI était dans une situation difficile et dangereuse : sa politique perfide pendant l'expédition de Charles VIII, sa broutle avec Ascanio Sforza, lui avaient fait perdre de son influence. Dans la campagne romaine, il avait à lutter contre les Oraini et leurs partisans, qui le battirent completement à Soriano le 26 janvier 1497; il s'en vengea en excommuniant Virginio Orsini; mais pour éviter une trop longue durée des hostilues, il consentit à traiter Pour venir à bout d'Ostle, il dut en faire faire le siège par Gonzalve, et l'operation dura du 19 février au 14 mars. Il trouvait de redouables ennemis dans le cardinal Julien de La Rovère et son frère : il priva le premier de ses fonctions de vice-chancelier de l'Église et le second de la préfecture de Rome. La « question de Savo-

narole », qui arrivait en 1497 à une période aigué, le troublait et l'occupant beaucoup : la prédication de ce moine forcené se liant pour lui à la crainte d'un concile et d'une réforme de l'Église. dans son chef et dans ses membres. Ses rapports étaient tres tendus et difficiles avec les Sforia : en décembre 1497, il fait dissoudre, pour impuissance, le mariage de Giovanni Sforta avec sa fille Lucrere, le 14 juin 1498, le duc de Gandia étant mort assassiné. Alexandre VI était su mai disposé pour Ascanis-Sforsa à ce moment qu'il lui attribua tout d'abord ce enme : ces soupcons et le précédent diverce montrent ce qu'étaient alors les relations du Saint-Siège avec le duc de Milan Alexandre VI était également en froid avec Naples à cause de ses projete de famille. Quant à Venise, d'anciennes difficultés territoriales, non encore résolues, avaient depuis longtemps aigri les relations entre elle et le Saint-Biège. Le pape se trouvait ainm à peu pres réduit à l'impuissance diplomatique.

La République florentine était encore plus déchue : elle s'était isolée du reste de l'Italie en refusant de participer à la ligue de Venise et en demeurant l'alliée de Charles VIII ; mais elle a avait tiré aucun profit réel de cette alliance pour sa politique même en Toscane. Pise avait été vendue aux Pisans par d Entraignes, moyenaant vingt mille ducats et par une véritable trahison dont Charles VIII n'était pas complice; Sarsana fut aussi vendue aux Génois pour treate mille ducats. Le seul avantage de cette alliance pour Florence fut l'aide que lui donna la France contre Maximilien, pendant le siège de Livourne, que la flotte française obligea l'empereur d'Allemagne à abandonner. Mais Florence restait dans un isolement presque absolu : l'empereur Maximilien s'était déclaré contre elle et lui avait signifié. avant son expédition en italie, d'avoir à reconnaître la suzeraineté et l'autorité de . Empire. La guerre de Pise avait recommence avec une nouvelle vivacite, puis elle continua avec les lenteurs et la mollesse d'autrefois , la lutte nétait pas assez vive pour se terminer rapidement par la victoire de l'un des adversaires, elle était asses importante pour épuiser peu à peu ci paralyser les forces de la république. La luite militaire se compliquait d'une lutte diplomatique, à laquelle prenaient part toutes les puissances de la péninsule : Florence acceptait sans honte dêtre, au meme rang que Pise, l'objet de leur protection ou de leurs intrigues. Elle était réduite à cette impuissance par le drame de son histoire intérieure : depuis leur expuision, les Medicis, dont les partisans étaient encore nombreux, multi-

phaient les tentatives pour tentrer dans Florence; la plus importante fut celle de Pierre de Médicis, qui, avec cent cinquante chevanx-légers réunis en pays siennois, se présenta le 26 avril 1498 au monastère de San Gaggio, mais qui, personne n'ayant remué, dut se retirer. Cette course amena des recherches à Florence et l'exécution de plusieurs personnages convaincus de complicité avec les Médicis, entre autres le vénérable B. del Nero, Pucci, Lorenzo Tornabuoni, Niccolò Ridolfl et d'autres : le chef de la république. Valori, dut se moatrer impitoyable pour leur trahison; mais cette truauté nécessaire envenima encore les divisions des partis : - ces divisions politiques n'étaient que la conséquence et l'écho des divisions morales de la république et de la domination de Savonarole : les luttes des piagnoni et des pallesche devaient continuer jusqu'apres l'avenement de Louis XII, et elles absorbaient la meilleure part de l'activité et de la vie intellectuelle de Florence, dont elles ruipaient à demi la prospérité matérielle et économique. Florence n'était plus qu'une puissante de second ordre.

Venise et Milan restaient les seules puissances encore capables d'une politique active dans l'Italie ainsi bouleversée ; mais Venise n'avait pas tiré de son initiative antifrançaise tous les fruits qu'elle pouvait en attendre ; après sa victoire diplomatique de la formation de la Ligue, apres son triomphe de Fornone, elle s'était vue peu à peu réléguée au second plan par Ludovic Sforza. Le traité de Verceil, entre Ludovic Sforza et Charles VIII, fut pour elle une première défaite d'abord, parce qu'il fut conclu sans sa participation; ensuite, parce que la sérénissime république y était absolument oublice , enfin, parce qu'un article établissait que, si les Vénitiens n'avaient pas adhèré à la ligue dans les feux mois, le duc de Milan aiderait le roi de France à conquent les terres qu'ils possédaient dans les Pouilles. Venise, amsimise à l'écart, sentit aussitôt l'impossibilité où elle était d'agir seule ; elle refusa, pour ne pas se compromettre, d'accepter les capitulations de Trani et de Barle ta, puis elle fit des propositions de paix à la France, qui furent repoussées par le cardinal de Saint Malo, comme insuffisantes : c'était décidement un échec pour Venise, elle regretta de n'avoir pas, aussitôt après la bataille de Fornoue, offert à Charles VIII son alliance et une action commune contre Ludovic Sforza. La république subit un nouvel échec dans sa politique à l'égard de Maximilien; après avoir fourni seize mille ducats pour sa part des frais de l'expédition impériale, la république déclara qu'il

L. P., tom. L.

aurait mieux valu éparguer cette invasion à l'Italie et envoyer. l'empereur faire campagne ailleurs, en France notamment ; elle tenta, par l'envoi en Allemagne de l'ambassadeur Foscari, d'empecher la guerre, mais elle n'y réuseit pas. Aussi fut-elle d'une grande froideur pour Maximilion, durant l'expédition même ; elle mit tous les retards possibles à envoyer ses subsides ; elle ue s y décida qu'apros une lettre opergique de l'empereur et de vives représentations des autres puissances à l'ambassadeur Foscari : alors elle s'exécuta, et, le 15 septembre, envoya à Maxinulion dix mille ducate par Grimani et M. Ant. Moroeiui ; elle fut même obligée de promettre, de plus, use part contributive a l'entretien de la flotte destinée à opérer contre Florence. Mais elle se dispensa, autant qu'elle le put, de tenir ses engagements et laissa l'emporeur manquer d'argent. D'autre part, elle prit contre Florence une attitude hostile et militante qui lai nuisit plus qu'elle ne lui profita et qui aboutit à une guerre véritable ou les aucces furent partagés, qui devait être interminable, et cui devait finir par la brouiller avec le duc de Milan : Ludovic Sforza ne voulait pas laisser la République devenir trop puissante, - « lo son geloso de mio stato, disait-il », - ot il se rapprocha de Florence. Entin, Venise jalousait Ludovie, a cause de la protection qu'il accordait au duc de l'errare et au marquis de Mantoue, a cause de la faveur dont Ascanio Sforta sourssait encore aupres d'Alexandre VI. Cette guerre contre Florence était le germe d'affaiblissement de la République vénitienne, et la cause de son infériorité à ce moment en face de Ludovic Sforza.

Tandis que tous les autres états de l'Italie étaient ainsi affaibils, soit par les consequences de la guerre de Naples, soit par leurs crisée interieures, soit enfin par leurs rivalités politiques, Ludovic Sfoiza avait reussi à s'emparer de la dignité ducale à Milan, et à faire du Milanais la puissance prépondérante de la peninsule. Fils de Francesco Sforsa, condamné par sa naissance au rôle obscur et louche de cadet, il avait réussi après la mort de son frère Galéas, a arracher la régence du duché de Milan, pour le compte de son neveu Jean Galéas, a Bona de Savois et au favori de celle-ci, l'administrateur Ciero Simonetta, en 1490. La régence n'était dans les plans de son ambition que la préface de son règne personnel. Il sut les réaliser rapidement, servi par une duplicité très habile, mais très cynique, qui lui valut bientôt la reputation d'un grand politique. Il sui dissimiler d'abord son jeu, affecta un grand dévoucment a son neveu Jean Galéas, et,



malgré l'intérêt qu'il avait à ce que ce neveu u eût pas d'hér.tiom, il le laissa se marier avec la petite-fille du grand Ferrante, babelle d'Aragon, I, renoussa, avec une indignation blen feinte, les consoils, ou du moins les instauations, des ambassadeurs florentins, d'enlever à son neveu à la fois son duché et sa femme, qui, disait on, ne l'avait été que de nom. « Un tel acte, dit-il noblement, me rendrait infâme ang your de tout l'univers », et il demanda et obtint l'investiture impériale pour son neveu, sous le nom duquel il continua à gouverner pendant quatre ans. Mais quand une mort inopinée, et, d'après certains témoignages, provoquée, ent fait disparaltro Jean Galéas le 21 octobre 1494, Lodovic Sforza était muni, depuis le 5 septembre, d'une bulle d'investiture pour lui et ses enfants, au détriment de son peut peveu Jean Galéas Mario, auquel était abandonnés une pension dedouze mille ducats. Maximilien s'excusa comme il put d'avoir. manqué on cette affaire à son serment de ne jamais reconpaltro un prince qui posséderait son état par trabison. Ludovic alouta, à sa fourberie vis-a-vis de son naveu, une fourberie à l'egard des Milanais , il ne montra pas son investiture , demanda au peuple de proclamer le joune fils du défunt, mais se fit sollicuer par ses partisans, dans une habile muse en scène, de prendre la couronne pour lui-même, comme étant, dans les curconstances entiques où se trouvait le duche, le plus capable de la porter. Il se laissa vaincre par leurs prières, - et fit enregistror par devant notaire l'investiture impériale. Les réclamations de la famille dépossédee ne fure it point écoutees ; la dot de Bianca Maria calma les scrupules de Maximilion qui sujet de la spoliauon de Jean Galéas Marie Le pape et le roi de Naples, quoique celui-ci fot allié par mariage a la branche aluée déchue, reconmirent presque aussitôt le nouveau duc ; le second fit même solliciter son intervention apprès de Charles VIII. Ludovic le More était au comble de la prospérité ; de la princesse Béatrice d Este, qu'il avant épousée en 1491, peu après le mariage de son neven, il avait doux file qui assurment l'avenir de sa dynastie. Son ambition fut des lors d'être roi d'Insubrie, de Ligurie ou de Lombardie ; le titre lui était indifférent, pourvu qu'il acquit la dignité royale qui assurerait sa suprémaire de rang parmi les princes de la Léginsule.

Il voulait aussi la realité du pouvoir et de l'influence. Dés le début de son gouvernement, il intervint comme médiateur dans les querelles des étais italiens et agit comme leur projecteur : en juillet et août 1490, il se géra en projecteur de la Savoie; en



1532, il reprit le même rôle via-a via du marquisat de Salucei, et s'atura des demandes d'explications de la France, il favorisa l'accord entre Ferrante et le Saint-Siege, pour éviter une intervention française. Il fut servi par la mort d'Innocent VIII et de Ferrante, et suriout par celle de Laurent le Maynifique. L'alliance franco-milanaise de 1491 le mit au premier plas, d'abord par l'importance qu'elle donnait réeltement au duché, et aussi par la renommée que lui valut en Italie ce succes diplomatique. Son admission personnelle dans la lique franco-milanaise, le 29 avril 1492, ne fit qu'accroître son influence. Il était des lors le souverain le plus puissant de l'Italie.

Il s'en montra le politique le plus actif, le plus audacieux, le plus adroit à modifier ses plans et son attitude suivant les événements. En 1492, a l'avenement d'Alexandre VI, il préconisait une alliance de toutes les puissances italiennes, en vue de l'obédience à rendre au souveau pontife, et qui eûtété un premier pas vers la confédération générale. Ensuité il jugea plus avantageus. de fonder sur un appui extérieur sa domination en Italie, il avait, non sans perfidie, dissimule a l'Allemagne son alliance avec la France ; il essaya d'avoir des alliances simultanément avec les deux nations eunemies : il offrit cent mille ducats a Maximilien, en échange de l'investiture du Milanais. Le gouvernement français, qui ne se souciait pas de voir son alité fournir à un adversaire les movens de continuer la guerre, lui fit des observations : Ludoyic S'orza mit alors toute son habileté a louvoyer enire la France et l'Allemagne, a se servir tour à tour de lune et de lautre. Le 22 avril 1493, il renssit à obtenir une alliance de vingt-cinq ans de Rome et de Venise contre Naples, et il sut en rester le principal moteur ; puis il profita de l'accord étable à Seulis entre l'empereur et le rot de France pour négocier avec Maximilieu la délicate question de l'investiture. qu'il demanda pour lui-même et qui lui fut promise, le 24 juin 1493, gràce al habileté d'Herasmo Brascha; le finesse instituante de Béatrice d'Este reussit à faire accepter ce succès de la République de Venise.

La décision prise par Charles VIII d'attaquer le royaume de Naples créa au duc de Milan une situation difficile, mais il n'hésita pas longtemps: il accepta l'alliance; un refus n'aurait pu que le brouiller avec le jeune roi sans le réconcilier avec le roi de Naples, son adhesion servait ses projets d'ambition personnelle, en lui assurant la complicité, on du moins le silence de la France, dans le renversement de Jean Galéas, elle lui assurait



en même temps une domination indiscutée dans la péninsule Enfin il y avait dans cette alliance de quoi flatter son gont d'intrigue: il prévoyait un double jen à jouer entre les Français et les Italiens; il espérait mettre un retard à l'entreprise. Il voulait faire intervenir Maximilien dans les résolutions de Charles VIII, afin de compliquer un peu la mise en train de ses projets. Personne n'attacha plus d'importance que lui à l'entrevue de Maximilien et du roi de France : le concours de l'Allemagne à cette guerre lui permettrait d'enrayer l'action de Charles VIII si elle devenait trop menaçante ; aussi envoya-t-il Galeazzo di San Severino en ambassadeur aux deux princes tour à tour, pour les disposer à cette entrevue ; il répandait en Italie l'opinion que leur rencontre était due à son initiative. D'ailleurs il y avait une grande intimité et une parfaite analogie de vues entre Maximilien et Ludovic. Le duc faisait dire à l'empereur qu'il était bon que le roi de Naples fût abaissé,mais qu'il ne fallait pas laisser le roi de France conquérir le royaume; il se proclamait tout dévoué à l'empereur, dont il prétendait rétablir l'ancienne autorité en Italie, et faire-le plus glorieux empereur qui eut jamais été ». Il laissait entendre qu'il voulait faire de lui un empereur d'Italie.

Il s'en fallait, et de beaucoup, que Ludovic Sforsa fût, comme il se l'imaginait peut-être, ou du moins comme il le prétendait, le directeur et le maître de la politique européenne, mais il réussiesait à le faire croire en Italie. Dans sea rapports avec les puissances italiennes, le duc de Milan étala plus que jamais son pouvoir et son crédit. Il se posa en défenseur de l'Italie contre les prétentions des souverains étrangers, mais il modifia incessamment son attitude : « Cet homme est un protée », disait de lui Alamanni. Il se perdait parfois dans ses intrigues; tout en prétendant défendre l'Italie, il trioruphait de voir Charles VIII dans la péninsule : «C'est moi, disait-il en neptembre 1494, qui l'ai amené, et je le menerai encore plus loin.» Il fut le meilleur ami et le plus solide appui du roi de France dans la préparation et aux débuts de sa campagne, et il prit une part active à la formation de son armée. Les égards de toute nature que lui témoignait le roi, la préférence qu'il accordait souvent à ses conseils, la demi-disgrâce dans laquelle il tenait, pour complaire à son nouvel allié, son cousin le duc d'Orléans, tout contribua à grandir encore Ludovic Sforza dans l'opinion publique et dans la sienne propre.

On connaît la volte-face qui survit : le duc de Milan, s'étant

assex vite aperçu que les victoires françaises étaient pour luimoins utiles que dangereuses, abandonna Charles VIII. Après avoir rappelé les contingents milanais des armées de Toscane e de Romagne, le 13 novembre 1434, il commença, des le moisde décembre, à parter de former contre la France, une ligue des panssances italiennes et de l'Espagne. Il ressaisit ainsi la direction de la politique générale de la péninsule, et, à part-Florence, la domina plus que jamais, à tutre de libérateur de I Italie Le premier, il avait compris la nécessité de conclure cette alliance sans perdre de temps, et le même jour qu'il faisait sonner les cloches, en algue de jois officiel e, pour l'entrée des Français à Naples, il annoncait aux ambassadeurs des états italiens cet événement comme une « mauvaise nouvelle » Aussi bien, des le 1º avril 1495, fut signée la nouvelle lique dont il

était l'inspirateur.

La troisieme phase de sa politique, si l'évolution par laquelle elle débute ne prouva chez lus pas beaucoup plus de scrupules. que la précédente ne le mit pas moins en relief; elle lui rréaune situation encore plus excentionnelle et plus privilégies. en prenant l'initiative de la ligue stalienne, il était devenu en quelque sorte, en face du gouvernement français, le représentant de l'Italie, en prenant l'initiative d'un traité avec-Charles VIII, il devenait le médiateur désigné pour les négociations ultérieures et pour les relations futures entre les deux pays. Aussi, après la bataille de Fornous et pendant la guerre. mêma de Novare, commenca t-il, par l'entremise de son agent Cattaneo, des pourparlers avec Commynes; ils aboutiront le 16 septembre à une trêve, et, peu après, le 9 cétobre, fut siguée la paix de Vercell, le duc de Milan y abandonnait complètement ses alliés, plus qu'à toute autre puissance sa teabison fut sensible a la République de Venise, qu'il s'engagenit à combattre, dans le cas d'une attaque de la France contre elle Ludovic Sforza restait, des lois, le seu prince italien ayant. des relations pacitiques et diplomatiques à la fois avec les divers États italiens, avec la France d'autre part, et aussi avec l'Allemagne et les souverains espagnols. Cette dernière trahison, que l'on admira, non sans indignation, faisait de lui sans conteste le plus puissant des princes italiens, et de sa cour le centre futur de toutes les intrigues, des négociations inter-itadennes qui remplissent les confuses et complexes années suivantes Fort de l'appur de la France, Ludovie Sforza commence. par tenir tête aux puissances qui protestent d'un commun accord. contre le traité de Verceil, par résister à Maximilien lui-même, qui rappelle aux Génois leur « ancienne et indubitable » dépendance de l'Empire, les somme de se détacher du duc de Milan, etordonne à celui-ci de rentrer dans la Ligue. Fort de sa suprématie en Italie et de l'appui de a Ligue, qui, virtuellement, eriste toujours, il nargue la France et n'exécute pas le traité de Verceil ; il commue a autoriser le nolis des vaisseaux génois tant pour l'Espagne que pour Naples, il refuse la livraison des otages promis pour garantir la fidélité de Génes, le paiement des sommes dues à Louis d'Orléans, il discute le traitement infligé au comte Francesco Sforza. Fort enfin de l'alliance de l'empereur, c'est pour l'étaler en quelque sorte devant toute l'Europe et en intimider la France, dont il pouvait craindre un retour offensif, qu'il décide Maximilien à sa vains et ridicule campagne d'Italie. Menacé, au princemps de 1496, d'une nouvelle expédition française sous le commandement du duc d'Orléans, il fait front bravement, montre la plus grande raideur et la plus parfaite insolence envers Trivulce, tente de s'assurer le marquis de Mantoue, intrigue en Suisse pour détacher les cantons de l'alliance française, et il a la gloire d'être combattu ou menacé, de pair à pair, par le roi de France. Pins le 10 mars 1497, une trêve impose à toutes les puissances un désarmement général, et Ludovic Sforsa triomphe bruyamment. Ainsi, sur les ruines des nutres puissances italiennes, et grâce à leur chute même, son pouvoir avait grandi jusqu'à lui donner l'illusion d'êtra l'égal en puissance du roi de France et de l'empereur d'A.lemagne. A travers toutes les variations de sa politique, il en était arrivé à une bromlle définitive avec la France, et il était moralement le maître de la politique italieune. Ce n'était pas la marque d'un orgueil excessif que de faire représenter comme il fit, dans une fresque du Castello de Porte Giovia, l'Italie sous les traits d'une reine vêtue d'or et ornée des attribute de ses villes, et de se faire perindre lui-même sous les traits d'un écuyer maure s'avançant pour soigner la parure de la noble dame. Le progrès même de la politique française, parallèle à celui de la politique italicane, avait abouti à investir Ludovic Sforza de ce rôle de chef des ennemis de la France en Italie.

C'était Sforza encoro que la politique française rencontrait en Allemagne, et qui lui barrait le chemin des accommodements pacifiques et des solutions diplomatiques, qui excitait contre elle l'ambition, la cupidité, tous les instincts de chevalerie mal comprise qui flourissaient dans l'esprit mal équilibre de

Maximilien - Saus doute l'empereur etait par lui-même un ennemi détermine de la France, de tout temps il avait manifesté son hostilité de la façon la plus éclatante envers elle; Avec lui la lutte seculaire de la France et de l'Allemagne avait pris un carectere nouveau, c'était l'Empire qui s'y était fait l'agresseur. Des qu'il avant en à discuter avec Louis XI le reglement de la succession de Bourgogne, Maximilien avait faitapr el aux armes, le siège de Térouanne, la victoire de Guinegate. avaient montré la tenacité de sa haine et la valeur de son arinée : pum il avait teuté ce que tous les encemis de Louis XI avaient tour à tour essayé sans succes, une coalition; il avait obtenu des troupes du roi, d'Angleterre en 1480, il avait mis une évidente. mauvaise foi à refuser toute solution définitive de ces longs démélés, à repousser tous les arbitrages, y compris celui du pape, à nier la compétence judiciaire du parlement de Paris en matiere d'apanages, à renouveler indéfiniment les trèves. Après la rude défaite diplomatique qui avait été pour lui la paix d'Arras. de 1462, il ne desarma point; a peine Louis XI, était-il mort et des qu'il vit le gouvernement d'Anne de Beaujeu aux prises avecles princes mécontents, des qu'il eut lui-même rétablison autorité. en Flandre, il éleva contre le gouvernement français des plaintes, plus ou moins fondees, contre l'appuiqu'il prétendait qui avait. été donné à Bruges et à Gand révoltées, contre la façon dont s'élaient faites les restitutions stipulées par le traité d'Arras : il voulut, sous prétente de veiller aux intéréts de sa fille, la petite. princesse Marguerite, la future reine de Prance, exercer une influence dans le conseil, et demanda l'éloignement de Madame de Beaujeu Associé comme coadjuteur à l'Empire en 1486, il finit. apres une longue suite de nouvelles recriminations,par envoyer. un héraut porter un défi au conseil. Sur la fière réponse du gouvernement français « qu'on se souvenait que la France avait donné des lois à l'Allemagne, mais qu'on n'avait pas mémoire. que l'Allemagne en eut jamais donné à la France», il recommença la guerre, en jurillet 1486, et, de nouveau, par la prise de Térouanne. La nouvelle coalition des mécontents, en 1487, l'associa à sea protestations; il lui envoya des troupes qui combattirent à Saint-Aubin-du-Cormier, mais, dans le nord, la guerre languit sans profit pour l'Empire. La mort du vieux duc de Bretagne, le 9 septembre 1488, l'appel que lui adressérent les consenlers, hostiles à la France, de la jeune duchesse Anne, luipermirent d'intervenir encore contre le gouvernement français Il put former enfin, avec l'Angleterre et l'Espagne, sous prétexte



de sauvegarder l'indépendance de la Bretagne, la ligue tentée depuis at longtemps, et il en fut le plus ardent fauteur. Voulant empêcher à tout prix la réunion du duché à la couronne, sous quelque forme que ce fût, il brigua la main d'Anne, à peine âgée de douze ans. La mésaventure qu'il éprouva à Bruges, où il fut retenu prisonnier pendant tout l'hiver de 1488, et où il ne recouvra sa liberté qu'en renonçant à la tutelle de son fils, l'enragea encore davantage contre la France, à qui i, attribua la responsabilité de cette rébellion. Son attitude devint si menacante que le gouvernement français, n osant briser la coalition, se résigna à acheter sa neutralité. Mais Maximilien continuait à ne point négocier de bonne foi: tout en acceptant les humiliantes concessions que lui faisait la France, il envoyalt son confident W. de Polhaim épouser la jeune duchesse Anne par procuration. Cette alliance aurait porté au plus haut degré l'influence de Maximilien en France, elle atteste la vigueur de sa haine. Mais Anne de Besujeu rendit à l'empereur habileté pour habileté et insulte pour insulte; en moins d'un an, tandis qu'il guerroyait en Hongric, elle fit annuler lemariage allemand de la jeune duchesse, occuper le duché, maria Anne à Charles VIII, renvoya sans cérémonie Marguerite d'Autriche à son père, en protestant que la première violation du traité d'Arras était du lait de l'empereur. Cet acte mit le comb.e à la fureur de Maximilien, qui convint avec ses deux alliés d'attaquer la France par toutes les frontières. Anne sut de nouveau rompre cette coalition, mais Maximilien, cette fois encore, se résigna le dernier à traiter, il fallut lui rendre la dot de sa fille, l'Artois et la Franche-Comté, par le traité de Senlis du 23 mai 1493, et laisser presque reconstituer cette puissance territoriale de la maison de Bourgogne que le traité d'Arras avait en partie détruite.

Maximilien ne désarma point encore; après avoir laissé Charles VIII s'engager dans l'expedition contre Naples, après avoir laissé supposer quelque temps qu'il aurait une entrevue avec lui dans une ville de l'est, entre Dijon et Besançon, et avoir reçu en ambassade La Trémoille et l'archevèque de Reims, il se refroidit peu à peu envers lui: le projet d'entrevue dut être abandonné. Maximilien vit avec une mauvaise humeur croissante les succesitaliens de Charles VIII et lui redevint complé ement hostile. Le 17 janvier 1495, il envoya une ambassade à Venise pour conclure une alliance avec la Seigneurie, il demanda le passage pour alier se faire couronner à Rome, et au besoin pour chasser les Français d'Italie, il entra saus difficulté dans

la quintuple alliance du 31 mars 1495. Maximilien, partout hostile, cherchait maintenant à ruiuer l'influence de la France on Italia comme il l'avait abattue sur le Rhia. Charles VIII et faisait des illusions, en pensant qu'une lettre suffirait à retenir. Maximilien : cette lettre, c'est-a-dire la révélation aux Vénitiens des anciens projets de l'empereur contre leur république, ne l'aurait point detache d'une alliance qui répondait si completement à ses passions profondes. Il failut vite en tout ces renoncer au moindre espoir de s'entendre avec l'empereur ; en juin, il avait proclamé son intention do se meure en personne à la tête d'une armée qui trait chaseur les Français d'Italie ; il exhibait aux ambassadeurs vénitions un parc de soixante pieces. d'artillerse destances à cette campagne , il lour découvrait son plan de guerre con re Charles VIII. leur offrait une part dans le partage prochain de la France, Boulogne sur la Manche, Marneille et Nice sur la Méditerrande. L'année suivante, il ennoncast a grand torrige son intention d'envahir la Provence par la Riviera, tandia que les princes allemande entreraient en Champagne et en Bourgogne. Il semble difficile d'admettre qu'il ait eu une semeuse intention de sallier avec Charles VIII pour que « culz deux ensemble felesent leurs besongnes en Italie », quand le roi de France récommença à songer à une campagne en outre-monts : cette opinion de Commynes est contredite par toutes les déclarations de Mazimilien. Se haine contre la France n'avait fait que s'accroltre avec le temps

Mais ce pe pe furent pas seulement le caractere même de l'empereur, sa jalousie, la crainte de voir grandir déineaurément la Prance, qui développèrent cette inimitie belliqueuse, ce fut aussi l'influence de la diplomatie de Ludovic Sfersa, des relations politiques et des relations d'amitié que les deux princ es nouérent par necessité, et entretairent, moitié par sy mpathie, moitié par precaution, dans les dernières années du xv° siècle. -- Ces relations avaient commencé quand Ludovic Sforta demanda à Maximilien l'inveguture du duché de Milan, elles étaient devsnues plus étroites par le mariage de l'empereur avec la mièce de Ludovic , la negociation de ce mariage avait été l'œuvre éudiplomate milanais Herasmo Brasca, qui avait su triompher des renugnances des princes et des électeurs de l'empire contre l'union de leur souverain et d'une descendante en ligne bâtarie des Visconts, « car du côté des Vicontes», ainsi que le disait Commynes, « y a neu de noblesse ». Mais les surupules de Mailnulien avaient été endormis par l'éclat séducteur de l'énorme



somme de quatre cent mille ducats, dot constituée de la fiancée impériale, aubains mespérée pour un prince besogneux et dépensier, et qui valait bien une investiture avec une mésalliance. Avec Branca Maria s'implanta à la cour d'Allemagne toute une colonie milanaise; l'influence personnelle da Ludovic Sforsa, qui no se confondit pas avec celle de l'impératrice, fut représentée et soutenue par ses ambassadeurs, par literasino Brasca en première ligne, qui acquit promptement, et par divers moyens, une grande influence sur l'esprit de Maximilien et sur celui de sos conseillers, par Giovauni Cotts, par Agostino Someusi, et par quelques Allemands bien choisis, comme Pierre de Trieste.

La sincérité de cette alliance était fondée sur le besoin que les alliée avaient l'un de l'autre . Ludovic Sforsa dépendant de Maximilien par la suzerameté que l'Empire révendiquait sur la Lombardie, et que, loin de la discuter, les Sforza proclamment, car alle était le base et l'origine de la légitimité de leur pouvoir , et Maximilien, à son tour, à attenuait que de Ludovic les copieux subsidea que la pauvre et défiante Allemagne lui refusait tropsouvent. La garantie de son droit en tout temps, des secours ambitaires en temps de guerre , voila ce que Ludovic demandait à Maximilien. Maximilien lui réclamait, toujours, de l'argent . il so fit payor l'investiture et le marrage, il se fit payor la campagne en Italie, il se fit payor ses lémonstrations périodiques d'hosulité contre le roi de France. Il aut habilement faire croire à Ludovic Sforza qu'il désirait pour sa part la paix avec la France, qu'il no restait en état d'hostilité avec elle que pour complaire aux Italians ou général, à Milan en particulier, et malgré le désir upanime des princes de l'Empire, que par conséquent, c'était aux Milanais a payer des frais de guerre, ou tout moins des armements qui n'étaient continués que pour eux. Il s'efforça en même temps de convamere Ludovic Sforsa que son apput soul maintenait le trône ducalen Lombardie Il disait, par exemple. a l'ambassadeur vénitien Foscari, le 8 août 1496 : « Maintenant que le royaumo de Naples n'a plus rien à craindre, je n'ai plus de motifs d'aller en Italie. Mais si pourtant le roi tentait un coup de main contre Milan, le duché courrait un grand péril, à cause du mécontentement univeriel de la population ». Mais, il se hâtait d'ajouter qu'il aimerait mieux perdre la Bourgogne que la ser la France s'étendre en Italie. Il se vantait d avoir déja, et dans des circonstances moins pressantes, dépensé, pour la libération de l'Italie, prés de doux cent mille flurins, en pe privant parfois du nécessaire. - Ludovic Sforsa ne cossait,



d'autre part, de lui représenter de quelle importance la liberté de l'Italie était pour la sécurité de l'Atlemagne; il voulait lui persuader que le roi de Prance, une fois le duc de Milan vaincu, n'aurait plus ensuité aucun frein qui l'empéchat de se jeter sur l'Empire, que l'Empire perdrait en lui son principal banquier; que la puissance de la France n'aurait plus de contre-poids ea Italie; que la suprématie féodale et l'influence de l'Allemagne y seraient par le fait même ruinées. Ludovic pressait d'ailleurs Maximilien d'attaquer la France chez elle; une campagne es Bourgogne et dans le Nord obligerait le roi de France à garder ses troupes chez lui et le détournerait de toute pensée d'expédition en Italie. Ces arguments furent présentés à Maximilien par les ambassadeurs de Ludovic Storsa, avec une incroyable ténacité, pendant les six années qui séparérent les deux expéditions françaises.

Arnsi l'alliance milano-allemande était étroite : elle se marqua par la campagne de Maximilien en Italie, qui fut décides surtout par l'entrevue de l'empereur et du duc à Linz, et par l'offre que fit celui-ci au premier d'une subvenuoq mensuelle de guarante mille ducats pendant trois mois ; ce fut Ludovic Sforza qui pressa Maximilien d'agir, et lui conseilla de ne point tenir compte du traité de Verceil, disant, pour excuser cette trabison, l'avoir signéuniquement pour obeir à la nécessité, ce fut sous son inspiration, - je ne veux pas dire sur son conseil précis, - que Maximilien disait avoir envie de donner à l'armée française un sauf-conduit pour Naples, sen sous-entendant à la française l'intention de ne pas observer sa parole. Ce serait un boncoup de filet, qui vaudrant hien une dépense d'un million. » Jusqu'à la fin du règne de Charles VIII, les deux princes garderent leurs attitudes respectives, l'un de protecteur l'autre de banquier. En 1495, Morello répondait, a Vigerano, au duc d'Orléans lui demandant si Maximilien aiderait Ludovic Bforia en casde guerre, « que non seulement il le secourrait, mais qu'il n'y avait pas le moindre doute qu'il ne vint en personne en Italie, avec toutes les forces qu'il pourrait rassembler en Allemagne, et qu'il ne consentirait, a aucun prix, à laisser anlever à Ludovic Sforsa un pouce de terre (1). Quelque temps apres. Maximilien émettait les mêmes vues dans une déclaration solennelle : il voulait entrer dans la Ligue italienne pour faire échouer



⁽¹⁾ Mileo, A. d. B. Cartegg. pener Extrait d'une conversation de Galenzan Blorza Viscosti avec Aiusso Morello, ambassadeur impérial, à Vigevano le 25 juin 1666.

Company (No. 1)

les tentatives de dissolution pratiquées contre elle par le roi!!). Il communiquait ce dessein à Ludovic Sforza d'abord, comme le plus intéressé au maintien de cette ligue. L'empereur insistait longuement sur les difficultés considérables que présenterait, du côté des princes allemands, la réalisation d'une alliance générale, sur la nécessité où serait l'Italie de faire des armementa suffisants, non seulement pour se défendre, mais encore pour porter la guerre en France; il offrait de fournir aux pr.nces italiens toutes les troupes de pied et de cheval qui leur seraient nécessaires, mais à leurs propres frais. Malgré toutes ces réserves, Maximilien conclusit, pour résister à la France, à la formation d'une ligue entre lui, les souverains espagnols et le duc de Milan (2). Il semblerait, d'après tout ceci, que ce fût Maximilien qui conduisit la politique des ennemis de la France ; en fait, il en allait autrement; Maximilien souhaitait que l'opposition restat pacifique; Santo Brasca lui ayant demandé son avis au sujet de la guerre à déclarer à la France, il répondit nettement que, quand même Venise et le duc de Milan lui donneraient tout ce qu'ils avaient d'argent, il ne commencerait pas une campagne. Il essaya plus tard, à vrai dire, de pallier cette déclaration : il avait voulu dire par là qu'il n'attaquerait pas la France sans le consentement des princes de l'Empire. Mais Santo Brasca maintint que ses paroles avaient été plus categoriques (3). Cet épisode montre bien que ce fut Ludovic Sforza qui dut presser et a.guillonner sans cesse l'empereur et laisse voir quelle apre ténacité il dut mettre à décider Maximilien à la guerre, quelle peine il eut à faire de l'empereur sa dupe et son instrument.

Il n'y réussit qu'à demi sous Charles VIII; son succes fut au contraire complet dans les tout premiers mois du règne de Louis XII, comme on le verra dans la suite de ce récit. Le spec-



⁽¹⁾ Milan, A. d. S., Traffat: Summario del rasonamento facto da la Massià. Cesarea alli oratori Hyspano e Milanesi in Ispruch a di 27 augusti 1497. Voir ce texte public dans L'Ambassade de H. Brasca en Allemagne.

⁽²⁾ Cette ligue sersit plus facile à former par les alliences existant entre eax, disait Maximillen, elle suppléerait à l'impulsance des entres états et lerait rester tranquilles les états mai disposés contre ses membres. — Cest l'alliance de famille à laquelle il faisait foi allusion qui, le 9 décembre 1497, motivait un service funébre solennel pour le priuse d'Espagne, célébré à Inspruch en présence de l'ambassadeur mitanais Herasmo Brasca (Milan, Cartegg. gener., tettre d'Herasmo Brasca).

⁽³⁾ Venise, Bibliot. Marcians, Correspondence du nonce pontifical en Allemagne, Cheregati, Brixen, 6 octobre 1497.

tau, pendant l'été de 1498, fut tel que, supposé que les idées d'expédition du roi de France n'eussent point été définitives des son avenement, il aurait été un motif auffissuit et légitime pour que Leuis XII attaquât le prince asses influent pour faire déclarer la guerre à la France par l'empereur, et asses riche pour l'entretenir. Pendant ces quelques mois, en effet, plus et misux encore qu'auparavant, Ludovic se révéla le grand agitateur de l'epinion autifrançaise en Allemagne, le plus redoutable promoteur de la guerre, le meneur de Maximilien. Il y avait intérêt, il y avait urgence à ce que la France se defit de lui. C'était, à vrai dire, l'allié de Maximilien et l'instigateur écouté de sa politique, autant que le plus puissant des princes italiens, que Louis XII allait attaquer en Ludovic Bforsa.

Pour tous les Italiens, admirateurs ou ennemis. Ludovic Eforza était l'incomparable souverain dont la sagesse, au sens qu'avait alors ce mot, ne s'était jamais démentie Le chroniqueur vénition, qui n'est pas tendre pour lui, s'écrie à son sujet : « Sache, è lecteur, que dans toutes ses actions et ses affaires, ses paroles et ses actes, dans tout le passé et jusqu'à ce jour, le seigneur Ludovic s'est gouverné avec une telle sagesse qu'il n'y a rien au-dessus! » Il était proclamé partout « lo plus sage souveram de la terre», et l'on disait qu'il tenait la guerre dans une main et la paix dans l'autre, « de tout le monde il était. grandement craint et comme vénéré » Le même écrivain le lons de son bonheur autant que de son habilete : « Presque toujours il est arrivé à réaliser ses projets, et, ce qu'il désirait, la fortune le lui à toujours accordé. Le seul défaut de cet homme était sa perfidie.» (1) - Les Milanais no mettaient point de réserverà leur admiration «Personne, dit Arluno (2), n'avait une égale réputation de prudence et de sagesse dans le maniement des affaires en ce temps-la. Il avait l'ame sublime et une capacita universelle. De l'aveu même de ses adversaires, personne



⁽i) La chroniqueur Vénitien anonyme de Muratori, qui fait cet éloge du due, écrit ces lignes en mai ou pain 1996. La loriume commençait à abandonner Ludovie, aussi met il cet éloge au passé, et ajoute-t-il en vénities sur de la bonne étoile de se patrie, queiques prévisions pessimiates . « Il ne tensit pes compts de la justice contre laquelle il sommettait besu-cosp de fautes. Et pour ce motif je suis très sur qu'il ne durere pas long-temps. Et Dieu veuille que se fin soit bonner en que je ne crois pas, »

⁽²⁾ Venise, Bibl. Marciana. LX. XVII, N., Jol. 74 et 78, Storia di Milana. Arieno trace en long et curiona portruit de Ludovic Sioran. Voir Louis XII et Ludovic Sioran. Documents, 1.

ne mania la chose publique avec plus de maturité et plus de poids. Quoi qu'il fit, il dépassoit l'attente publique . Et Arluno vante son luxe, son amour des belles cérémonies, des représentations theatrales, des arts libéraux, les encouragements qu'il donnant aux industries de luxe, à l'embellissement de Milan, il le lou e de sa justice, de sa bienveillance extérioure, de ses qualités privées. Il signale toutefols une disposition marquée à la colere, une tendance à la capidité e. à la rapacité (que corrigeait d'ailleurs son goût de magnificence), et sa lâcheté, sou mauque de sang froid dans le malhour (1,. Prince d'ailleure éloquent, au visage ennoblipar sa páleur calme, quoique déparé par les taches qui lui avaient valu son surnom (2); prince politique entre tous, profondement aceptique pour les choses humaines, autant que crédule aux réveries des astrologues (3), d'une perfidle cynique et courtoise, plus diplomate que guerrier de caractère, le plus remarquable des fils du grand Francesco Sforsa, le type le plus accompli du souverain civil qui eut paru en Italie depuis Laurent de Médicis, le plus dangereux pour l'influence française

(I) Il en douns mante preuve dans le première esempagne de Lombardte, par contre il se montre asses ferme après sa ruine.

(2) C'est l'opinion du médecin milanus Ariano, confirmes sur ce point par Borgin (qui est su genéral beaucoup moins sur at moins sutorisé), (De Bellis Malicia, IIv. III, fol. 46): « Et ut supra memoravimus, immanis dominandi libido Mauri, non sotum Stortianem domum, sed universam listiam, passumdedit, vaticinis patris obsecutus; hung Pracciscus pater, vir summus, puerum et ab oris habitu muurum appelistum, quod lugorio vatro maximeque pernicioso esse præviderat, suo ab conspectu nuoverat, vix in filli locum recepturus, quin etiam, pravum adolescentuli abinum fædosque mores executus, seepe quidem gamensque dixisse inter famil aces fectur, fore ut Maurus Biortianem aliquendo familiam funditus evertent »

(3) Outre ses astrologues atlitrés, el ceux que lu prétaient le marque de Mantous et le duc de Ferrare, il accueillait volontière tous les savants de cette espèce; une lettre de son ambassadeur à Naples, Casall, montre que les gens habiles tiraient volontière parti de cette faiblesse intellectuelle : Massaro Davit, bebreo, ringratie infinite volte la Extra Vir e la proga che veglia fare acrivere a il officiali de Barl che il observano el privilegio factoli per questo serenissimo Re, cum obligo de serviria sempra la tuta quella cose chel potra, è cum promessa de fare ira pochi mesi in queste cose de antrologia cosa che piacera a la Celestudiae Ventra, ataquale, parendo, potra fare mandare qui dele lettere directive a il officiali de Bari acio che gli possono dare (Milan, Cartegg, gen., è juillet 1498). — On peut rappeler lei l'aventure du fantòme de Galésia que j'al racontée ailleure d'après la narration d'Arluno lus-mème.

11.

LES CAUSES DYNASTIQUES DE L'EXPÉDITION.

La guerre du Milanais était en 1499 pour la France une guerre de raison et de tradition politique. Elle était aussi une guerre de dynastie, un héritage de famille. Depuis plus d'un siècle, c'était la première fois que la maison d'Orléans, montée sur le trône, se trouvait à même de rouvrir avec avantage, et, selou toute probabilité, de terminer à son profit une querelle séculaire. S'il sagissait pour Louis XII de continuer une politique traditionnelle de la France, il s'agissait aussi dans cette guerre de faire triompher les droits des Orléans à la succession des Visconti.

Il suffira ici de résumer la question, qui est suffisamment connue dans sen ensemble (li Jean Galéas Visconti, de son martage avec Isabelle de France, cut d'abord en 1366, Valentine, qui fut mariée en 1389, à Louis, duc de Touraine, ensuite duc d'Orléans, puis trois fils morte tous trois en bas âge. D'un second mariage, Jean Galeas eut deux fils qui vécurent. Il eut un fils naturel. Gabriello. - Jean Galeas mourut en 1402. L'assassinat fit dispara tre bientôt après lui son fils aine; son bâtard Gabriello fut décapité dans Génes révoltée : l'un et l'autre mouraient sans enfants : Milan passa aux mains de leur plus jeune frere, Filippo-Maria, qui gouverna dans une paix prospere Milan pendant nius de treute ans, mais qui n'eut de fils d'aucun de ses deux mariages ; il n'eut qu'une fille naturelle, Bianca, qu'il maria au grand condottiere Francesco Sforsa. A mesure qu'il avanca en âge, on se demanda comment se réglerait la succession milanaise : elle pouvait être disputee entre sa fille naturelle, les parents de sa femme de la maison de Savoie, et le fils de sa sour, duc d'Orleans; ou Milan pouvait, comme fiel en désherence, retourner dans les mains de l'empereur d'Allemagne.

Rien n'était plus incertain que le droit des Orléans au duché

⁽f) Voir seriout, outre l'ouvrage cité de Mouries Passon, M. Mant Rossison Dannestates, The claims of Orienne to Miles dans English histories i resolute, 1868, pag. 54, et Du Maulies, Histoire de Louis XII, tom I, thap. II, pag. 125-232.

de Milan, rien n'était plus équivoque et moins net que les actes qui servirent de base à leurs prétentions. - I. est d'abord fort difficile de préciser de quelle catégorie de fiels ressortissait le duché de Milan, et si les femmes y étaient habiles à succéder à défaut de mâles légitimes, c'était surtout la coutume qui decidant de la succession en ligne féminine, et la coutume provinciale modifiait incessamment la loi féodale, en Italie, c'est par les femmes que les Hohenstaufen avaient acquis le royaume de Sicile, que le marquisat de Montferrat avait passé aux Paléologue, que le comté d'Astrétait venu aux mains de la maison d'Orléana en 1387, et le revaume de Naples fut, à diverses reprises, occupé par des femmes. Par contre, dans l'Italie du nord, la distinction entre légitimes et illegitimes était devenue chose si rare que les fils arrivaient presque toujours en assez grand nombre pour empêcher toute prétention féminine de se produire. La coutume la plus générale était que la femme est habile à succèder, quand sa succession est prévue par l'acte d'investiture, et à moins qu'elle ne soit expressément exclue; on peut ajouter que cette mentiou spéciale et directe, soit dans l'investiture, soit dans quelque privilege subséquent, n'est nécessaire que quand il s'agit d'un fiel ordinaire, mais que, dans un fiel acheté, la fille est vraisemblablement admise à succèder de plano à défaut de mâles. Or Milan était certainement un fief impérial directement tenu de l'empereur, tenu par Fahnleben. ou hommage d'une banniere, et par suite réservé à la seule succession masculine. Bien que Jean Galéas Visconti ait déboursé. l'énorme somme de cent mille floring pour payer le titre et l'inventiture, il est certain que l'empereur n'entendait point donner au fief de Milan les privilèges d'un feudum emptum, car dans l'investiture de 1395, il n'a été fait mention spéciale d'aucun des enfants, masculin ou féminin, de Jean Galéas, et le duché est accorde sculement à lui et à ses héritiers, sur here les et auccessores: c'est ici que l'équivoque naît: car en Italie, où la loi civile se modelait encore sur les Pandectes, le terme précité comprenait certainement fous les enfants du possesseur. Cette équivoque redouble avec les actes suivants; car, en 1396 et en 1397, Jean Galéas se fit délivrer deux investitures contradictoires : la première, en 1396, fut demandée en un temps où l'on croyait à la possibilité d'une guerre entre Milan et la France, où la présence des Français à Génes inquiétait Milan, et où le duc voulait écarter de sa succession les enfants de Valentine Visconti : elle limita nommément les droits de succession aux trois héntiers mâles;

L. P., tom. I.

la seconde en 1397 fut, au contraire, demandée pour corriger la précedente ; la bataille de Nicopolis avait nécessité de la part de la France un rapprochement immediat avec Jean Galéas, comme ciant le seul médiateur possible entre la France et les Turca, et ce prince avait accepiù les avances de la France : la nouvelle investiture concedée par Wenceslas rétablit les conditions de succession sur leur aucien pied et donna le duché à Jean Galeas. et aux « descendentes et aucressores aut ». Ajost les actes qui auraient du définir la situation féodale du Milanais ne la définissatent nullement lies textes sont equivoques, et la nature du Milanais l'est suivir, en Allemagne, le fait que le fief était un Fahaleben, dependance directo de l'empereur et que la fille n avait requiaucun privilege special, aurait fait résoudre la question en faveur de la succession masculine exclusive, malgré la seconde investiture ; en Italie, le fait, resté douteux et vague, de l'investiture autorisait les heritiers de Valentine Viscouti à faire. valoir un droit qui empêcherait le duche de retourner à l empereur. Peut-être, au surplus, cette équivoque avait elle été volontaire de la part de Jean Galéan Visconit : il avait compié se servir, pour assurer sa propre suprematie en Italie, de l'effroiqu'inspirerait son gendre, il révait un royaume de Logibardie. pour lui, un royaume d'Adria pour Louis d'Orléans, il comptaix que les deux royaumes pourraient être réunis en une soule monarchie, ant par une spoliation ulterieure de son geudre, soit par une adoption, si see propros fits mouraient avant lui . Mais les calcula de Jean Galeas avaient été trompés, Louis d Orleans n avait pas été le passif instrument qu'il avait espèré ; il y avait eu un froid "ée! cutre eux de 1395 à 1397. Auent bien. pour se garder contre les prétentions éventuelles de la France, Jean Gatéas voulut-il peut-être main.cuir les restrictions de la los féodale, tandis que, pour se protéger contre les envahissements possibles de l'empire, il avait la sanction de la coutume. et l'ambiguité même des termes de l'investiture.

Supposons cependant l'équivoque résolue, au profit du droit des femmes à succeder au duché de Milan. Valentine Visconti pouvait-elle participer à ce droit? À l'époque de la naissance, son per en était qu'un des seigneum de Milan, ce ne fut qu'en 1372 que l'empereur Wenceslas le crea vicaire impérial en Milanais, ce fut par trahison et par violence, en emprisonnant son oncle Bernabo, en dépossulant ses cousins, qu'il établit son autorité, en 1387, au moment ou il rédigea le contrat de mariage de sa fille, il n'avait aucune autorité légitime sur Milan, et népouvait disposer

de ce qui ne lui appartenait pas. Quand, huit ans après, il eut régularisé sa situation vis-à-vis de l'Empire et que le duché fut à lui par droit féodal, un contrat signé autérieurement a cette régularisation pouva t-il être valable? L'investiture avaitelle un effet rétroscui de légitimation et de validation? Le cas était difficule et evidemment discutable. En demandant l'investiture, c'est-a-dire en reconnaissant l'autorité impériale, Jean Galéas avouait emplement le manque de valeur et la mullité de ses actes autérieurs. Mais, d'autre part, la validité des autres parites du contrat ne fut jamale mise en question, même par I Empire, - et lon peut en inferer que cet article aussi fut considéré comme valable. De plus ce contrat fut établi sous La itorité de Glément VII. L'original en est un lustroment donné par ce souverain pontife, le 27 janvier 1387, en faveur de Louis d'Origans et de Bertrand de Gasche, gouverneur de Vertus. comme représentant du pere de Valentine Visconti. Cet instrument est à la fois une dispense, Louis et Valentine étant cousins germains, un acte de transfert pour le douaire de la fiancée. Astr et ses dépendances, et la déclaration de son droit à succéder à son pere au cas où la ligue mâle directe serait éteinte. Ainsi le pape disposantici d'un fief imperial, acte qui on droit n'etait pas moins douteux. Cependant il y avait des précèdents : Naples et la Provonce avaient été trausférées de la même façon par investiture papale, imperio vacante, et, à l'epoque du mariage de Valentine, Clement VII avait declaré l'interregne impérial. Pendant le schisme, les leux papes rivaux s'arrogeaignt une égale capacité de régler les affaires de l'Empire, et il y avail, en 1387, trois personnes capables de conférer Milan a Jean Galéas Visconti : l'empereur Wonceslas, Urbam VI et Clément VII, qui avant donne l'investiture d'Asti a Valentine. Personne, malgre la qualité d'antipape de Clement VII, ne discuta la légalité des prétentions françaises sur Asti, qui ne fut accordé aux Orléans par privilege impérial qu'en 1413). Ces trois souverains furent tour à tour sollicités de confirmer la possession ducale des Visconti. Le contrat de mariage reconnaissait donc tres nettement les droits de Valentine a la succession du duché, mais la validité de ce contrat était douteuse.

Un autre acte fondait le droit de la maison d'Orléans : célait le testament de Jean Galéas Visconti. Le duc de Milan l'avait entouré des mêmes intrigues el contre-intrigues que le reste de sa politique : il l'avait fait et remanié ; il n en existe pas moies de trois variantes, et, la plus importante n'étant conservée que dans



un exemplaire non daté, il est difficile de savoir comment il finit par regler ses affaires. Le premier testament fut rédigé en 1397 et modifié en [40], il n y est pris aucune disposition en faveur de Valentine : le second, qui date probablement de 1397, confirme la princesse dans ses possessions antérieures et, prévoyant le cas où elle deviendrait venve et resterait sans ressources, lui réserve un entretien «suffisant et princier» dans le palais de sonfrere à Milan, et un donaire en cas de second mariage; clause suffisante pour confirmer sur ce point le contrat de mariage de 1387. Ces deux testaments furent connus par les contemporains. Il y en eut un troisieme qui leur resta inconnu, qui fat ignoré surrout par les héritiers de Valentine Visconti, et qui ne fut retrouve que cent ans plus tard environ dans les archives notariales de Milan, en 1496, Ludovic Sforza, possédé par la conviction que son grand-pere Filippo Maria Visconti devait avoir laisse un testament légnant Milan à sa fille Bianca, mère de Ludovic, fit faire des recherches à ce sujet par le jurisconsulte Giasone del Mayno. Del Mayno ne trouva rien concernant ce document supposé, mais il découvrit dans l'étude de Ser-Giovanni Domenico Oliari, notaire de Pavie, deux copies d'un troisieme testament de Jean Galéas Visconti. D'autres copies de la même piece étaient en la possession des moines de la Certosa de Pavie, de Manfredo da Osimo et du seigneur de la Mirandole. Del Mayno s'empressa de conseiller à Ludovic de faire disparaltre ou de « mettre en lieu sur » ces copies » qui » seraient de la plus grande valeur pour le duc d'Orieans. s pursque ce testament pourvoit à ce que, si les fils de Jean . Galéns meurent sans héritiers males, un des fils de Madame » Valentino succede au duché de Milau ». Le texte du testament était si nettement établi que Del Mayno, bien qu'il fût elegantissimo e celeberrimo legista, ne croyait pas pouvoir le faire annuler, «quoi qu'il pût trouver dans son cœur pour affirmer que le duc d'Orléans n'avait aucun droit pour obtenir quoique ce fût à Milan » Laidovic Sforza ne se fit pas répéter. la conseil, et les copies du testament de Jean Galéas Viscontiont disparu, mais il n'eut pas la sagesse de faire disparaltre aussi la lettre d'avectissement de Del Mayno; c'est par le témoignage de cette lettre que l'on connaît aujourd'hut l'existence de ce troisieme testament, et lon n'en connaît que ce qu'elle dit. C'est peu : c'est suffisant toutefois pour montrer que ce troisieme acte devait être franchement rédigé en favour de Valentine Visconti et fournir nue base solide aux revendications

de ses descendants. - Du reste ce troisieme testament ne doit pas figurer parmi les preuves du bien fondé des prétentions des Orleans, puisquals ne l'out na connu na allégue. Il peut bien montrer rétrospectivement la valeur de leur droit, mais non la bonne foi et la justesse de leurs réclamations, car ils ne s'appuyaient que sur les deux premiers testaments, beaucoup moins nets l'un et l'autre. - Une question se pose d'ailleurs au sujet de ces testaments , le possesseur du fief peut-il en disposer sans le consentement écrit de son suzerain? Comme pour la succession féminine, c'est la coulume de la province qui décide en cette matière. Dans diverses régions, elle autorise le feudataire à léguer librement En Allemagne, il y avait de plus une forte tendance à diminuer les droits de l'Empire au profit du feudataire. Ce qui s'y faisait impunément se faisait avec audace au delà des Alpes, et le duc de Milan, qui avait reçu sa principauté à titre de vassal, avait à coup sût la liberté d'en disposer comme un monarque héréditaire.

On voit dans quelle obscurité est enveloppée l'origine des droits de Valentine Visconti et de ses enfants au duché de Milan; ils reposent, en principe, sur l'exercice, par Jean Galéas Visconti, de droits qu'il n'avait que par abus, et, par Valentine, de droits que la coutume seule lui reconnaissait, en fait, sur des actes illégaux, irréguliers, ou contradictoires et équivoques. La validité du contrat et du testament est contestable; deux des investitures contredisent la troisieme, les investitures détruisent par leur silence les articulations du contrat, que les testaments ne précisent pas nettement. Rien n'était donc plus inconsistant et plus vague que la base des prétentions des Orléans à l'héritage des Visconti.

C'est surtout du contrat de mariage de Valentine Visconti, sanctionné par l'autorité pontificale, et, à tout prendre, le plus net de tous ces actes, que s'armérent les Orléans pour appuyer leurs prétentions. Ils furent d'ailleurs longtemps hors d'état de les faire valoir; le plus joune fits de Valentine Visconti fut envoyé en Angleterre en 1412, comme otage, pour garantir le paiement des dettes de son pére; en 1415, l'ainé, Charles d'Orléans, alla l'y rejoindre comme captif après la bataille d'Amncourt. Quand leur rançon fut payée, en 1440, par le duc de Bourgogne, Charles d'Orléans avait cinquante ans et Jean d'Angoulème en avait trente-neuf; leur troisième frère était mort; il leur était bien difficile de reconquérir une situation digne d'eux dans la France si changée: leurs domaines étaient



rumés. Jes Anglais en occupatent encore de larges portions dans l'Angoumois et l'Orléanais, au dela des Alpes, ils avaient perdu-Asti En 1422, en effet, voyant ses maîtres prisonniers ou morts, le comté d'Asti, pour defendre son autonomie contre les attaques, peu probables d'ailleurs, des Anglais, et les prétentions plus voisines et plus redoutables du Montferrat, avait demandé au duc de Milan, Filippo Maria Visconti, de le prendre sous sa garde, jusqu'à l'epoque où l'un de ses neveux reviendrait d'Angleterre, Filippo Maria y consentit voloniters; mals quand seaneveux le lui redemandérent, il fit la sourde oreille ; il y avait en effet installé Francesco Biorza comme gouverneur et comme son lieutenant, et colui-ci l'effrayait. Les princes d'Orléans travaillérent sans delas a la reconstitution de lours étais et a la restauration de leur maison : tous deux se manièrent en novembre 1440 ; Jean d'Angoulème époura en Bretagne Marguerite de Rohan, et Charles épousa Marte de Cieves, de qui devait naître, plusieurs années après, le futur Louis XII.

Les princes d'Orieans ne tardèrert pas à songer aussi a leurs possessions et aleurs droits en Italie, et, apres plusieurs lettres adressées anns aucun résultat à leur oncle, le duc Pilippo Maria, ils envoyerent à la tiu de 1442 seur demi-frère, l'habile Dunois, à Milan.

La revendication d'Asti était la moins importante des affaires qu'arail à traiter Dunois : la question de la succession de Milanpréoccupait davantage les princes. Filippo Maria Viscontin'avait point de fils; sa fille unique. Bianca, était illégitime: les fils de Valentine se considérateut donc comme les héritiers de Milan : mais ils n'étaient pas souls a attendre l'ouverture de cette succession. L'empereur visait la clause de l'investiture de 1395, établistant le retour de Milan à l'empire à défaut de mâles Jacopo Viscouti, cousin éloigné du duc, avait des prétentions. Francesco Sforza, gendre du duc, pensait que plus d une fois dejà, dans la maison d'Este et dans d'autres familles italiennes, un bâtard avait succédé a son pere, de preférence aux héraiers légitimes, et invoquait l'exemple de la reine Jeaune succedant en Sierle au soi Rebert, les princes de Savoie rappelment que Filippo Maria avait promis à son beau-pere et a son beau-frère, si aucun enfant ne provenant de son mariage, de leguer le M lanais au duc de Savoie. La confusion du droit feod d'et des lois de succession était alors telle en Italie qu'aucun de ces prétendants a hésitait à attribuer au duc de Milau le droit de disposer, par testament, don ou contrat, du duché,

qui en fait était un fle' impérial. Quand Dunois passa les Alpes en 1412, et que la question des droits des d'Orléans au trone de Milan prit ainsi pour la première fois un aspect pratique, le duc de Milan, décrépit à conquante-conq ana, était un homme doux et tirnido, harcelé par des craintes imaginaires, arrivé à ne plus voir d'autre motif d'action dans la politique contemporaine que le désir des princes d'hériter de lui. Aussi n'avait-il pas de meilleur plaisir que de ballotter d'intrigues en intrigues et de perplexités en perplexités les espérances de ses héritiers présomptifu. Personne ne pouvait se croire sur de recueillir sa succession. Francesco Sforza était l'objet de ses soupçons autant que de sa tondresse : vingt fois le duc avait voula se dégager de la promesse de lui donner en mariage sa fille naturelle, la mêrne semaine où il avait finalement consenti, il avait envoyé una ambassada officieusa offrir à Lionello d'Este la main de Blanca; néanmoine, le marrage avait eu heu en 1441, Branca avait apporté en dot les seigneuries de Crémone et de Pontremoli, sans compter la lieutenance d'Asti. Mais ce mariage n'augmenta pas les chances de Francesco Sform. Le due se renduit bien compte que son gendre, quoique flis d'un paysan, était l'Italien le plus remarquable de son temps par le courage et l'intelligence, son énergique vouloir attirait le vaciltant caprit de Pilippo Maria; le duc a imait d'ailleurs en lui le mari de sonunique et adorée enfant, et Agnese del Mayno, more de Bianca, la sculo fommo qui eut jamais réellement ému l'indifférent Filippo, employait pour son gendre toute son influence. D'autre part, le duc avait contre Francesco des soupcons et des craintes qui l'empêchaient de se décider en sa faveur. Quand il était dominé par ses défiances, il penchait pour les parents de sa femme, ces princes de Savoie qui, n'ayant d'autres droits que ceux qu'il voudrait leur donner, ne lui inspiraient aucune frayeur : d'autres fois, il semblait encourager les prétentions de son parent, ce Jacopo Visconti, dont l'origine, incertaine, était certainement illégiume.

A défaut de ceux-la, Filippo Maria choisirait-il pour héritiers les ducs d'Orléans, et donnerait-il par sa désignation une vigueur nouvelle à leurs droits? Filippo avait longtemps entretent de bons rapports avec la France; il avait quelque temps recherché la main de cette Marie d'Anjou qu'épousa Charles VII, et, de 1420 à 1427, les ambassades et les traites avaient été incessants. Mais divers incidents avaient alors modifié profondément les rolations du duc avec la France et changé ses

sentiments: la question d'Asti l'avait d'abord aigri; puis, les Génois lui ayant remis pour le garder prisonnier Alphonse d'Aragon (car ils croyaient trouver en lui, allié des princes angevins, un gardien tidele de leur adversaire), le charme personnel d'Alphonse avait puissamment agi sur l'indifférence capricieuse du vieux duc, qui, abandonnant les Anjou et la France, le fit roi de Naples. Des iors, ses relations avec la France avaient été beaucoup moins fréquentes. Dunois espéra les resserrer au profit des d'Orléans : il se flatta d'obtenir le même succes qu'Alphonse, sials il lui manquait la chaleur et l'enthousiasme qui chez le Napolitain avaient séduit le duc; sa rhétorique, élégante, mais froide et sceptique, n'obtint de Filippo Maria que de vaines promesses.

Ce fut en dehors de ceux qui avaient quelque raison de parenté, d'alliance, ou de droit, à être ses héntiers que Filippo-Maria voului prendre son successeur. Il songea quelque temps au dauphin Louis de France, et entretint avec lui des négociations dont le but demeure assez confus, il s'efforça surtout de le brouiller avec ses cousins d'Orléans pour paralyser les revendications de ceux-ci sur Asti ; il proposa de confier Asti à la garde d'un homme agréé a la fois par les Orléans et les Visconti, et, après un certain temps de séquestre, de le rendre su fils ainé de Valentine Visconti. Mais ces négociations délicates pe purent réussir : Pilippo Maria, quand ses ambassadeurs arrivèrent à Paris, constata que le dauphin était moins influent qu'il ne le pensant. Louis de France, tout en négociant avec lui, combinait d'autre part, pour régler sa succession, un partage de son duché avec le duc de Savoie et, subsidiairement, les marquis de Mantoue et de Montferrat et te duc de Ferrare. A la France étaient attribuées Génes, Lucques, Parme, Plaisance, Tortone, le sud du Pô et l'est du Montferrat; à la Savoie, Milan et la région au nord du Pô; au Montferrat, Alexandrie; le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue étaient pour le moment laissés dans le statu quo. Cette duplicité était chose ordinaire en ce temps le duc de Savoie, au moment ou il signait ce traité de partage du Milanuis, encourageait les Milanais à fonder sous sa garantie une république à la mort de leur vieux duc : Mantoue et le Montferrat, tout en s'entendant avec le dauphin de France pour une conquête en commun de l'Italie. s'engageatent avec Venise à s'opposer a l'invasion et à conserver. la paix. Tous ces traités resterent d'ailleurs lettre morte. En 1447, une ligue était formée entre le dauphin et le duc de Milan.

Le bruit se répandit même que le duc de Milan avait adopté Louis de France et voulait le faire son héritier.

Les intérêts éventuels et les droits acquis de la maison d'Orléans se trouvaient également lésés par ces combinaisons; pour la première fois, les intérêts des Oriéans se trouvaient es opposition avec les ambitions des Valois : ce n'était peutêtre pas involontairement que Filippo Maria Visconti les mettait ainsi en présence. Aussi l'indignation ne fut-elle pas moins vive chez les Orléans qu'en Italie. Avant la fin de février 1447, les princes de l'Italie du nord formérent une ligne contre la France et Milan; et les Orléans, assistés de Dunois, envoyerent à Milan, pour réclamer la restitution immédiate d'Asti, Raymond de Dresnay, bailli de Sens. Ils n'acceptèrent ni promesses vagues ni refus, et, le 4 mai, Asti leur fut restitué. Ainsi, pour la première fois, ils faisaient acte de prétendants d'une manière efficace et avec succès; ce n'était encors là, il est vrai, que revendiquer des droits incontestés et réels; mais l'occasion allait se présenter de faire valoir aussi les droits moins assurés.

Le duc Filippo Maria survécut en effet peu a ces negociations, après une maladie, qu'il traina, refusant de voir aucun médecin, travaillant à achever son testament, dans une chambre obscure de son palais, il mourut, le 13 août 1447. Ausmtôt les prétendants a'assemblérent cour prendre connaissance de ses dernieres volontés : la duchesse douairiers représentait à cette réunion les princes de Savoie, Raymond de Dresnay les Orléans. A distance, les Vénitiens, le marquis de Montferrat, songeaient à leurs propres intérèts; les Milanais méditaient l'établissement d'une république ; l'empereur déclarait que le fief de Milan lui faisait retour. Chacun des héritiers se croyait sur de la succession, tous avaient des promesses de Filippo Maria. Le testament était daté du 12 août, veille de la mort du duc. Il n'y était fait mention ni de sa femme, m d'aucun neveu ou autre parent. Le duc y nommait seulement sa fille Bianca comme héritiere pour ses biens personnels, erede particolare, et, comme héritier du duché, erede universale, le roi Alphonse d'Aragon. Un codicille supprimait même simplement la mention de Branca. Cette singulière résolution, dont les motifs sont restes mystérieux ou du moias incertains, bouleversait la situation du Milanais.

Les prétentions des princes d'Orléans devinrent alors une question de politique tout à fait pratique. Ils avaient d'ailleurs



la partie belle , le seul rival sérieus qu'ils eussent au point de vi e juridique, l'empereur Fredérie III, était hors d'état de faire. revivre par une expédition militaire les droits absolunient meprisés de l'Empire, et, d'ailleurs, les gibelins lombards se déclaraient, non pour lui, mais pour le comte Prancesco Sforza. Alphonse d'Aragon ne montrait aucune inclination à prendre les armes pour con juérir et conserver cet héritage inattendu. et bien qu'il se sut formé à Milan un parti considérable en sa faveur, personne, parmi les prétendants, pas même lui, ne semble en avoir tenu compte. Les Milanais profiterent de ce désarrol pour se déclarer république libre et se donner pour chefs un conseil. de principes libertatis; mais les villes du duché refuserent d obeir a une ville « qui n était pas plus noble qu'elles-mêmes » et prétendirent déclarer chacune son indépendance : p'étant pas toutes assez fortes pour assurer leur propre liberté, elles sedonnerent qui aux Vénittens, qui à la Savoie et à Génes, d autres aux Orleans, au Moniferrat ou à Ferrare. Ces diverses puissances firent souteure leurs droits par des armées. Les tivalitée des partie, Braccesche et Sforzesche, Quelfee et Gibelins, augmentérent la confusion. Dans Pavie, par exemple, les Guelfes se partagerent entre Venise, les ducs d'Orléans, le dauphin et le roi de France, les Bracceacht se déclarérent pour Alphonse d'Aragon, la Savoie et le Montferrat y eurent aussi leurs partisans, tandis que la grande masse des Gibelins se déclarait pour Francesco Morso, à qui la cué finit par se soamettre. Cetait un coup porté à la république ambrosienne, la scule autorité de fait qui existat encore en Lombardie, et les malheureux Milanais n'osèrent pas rompre avec Francesco. Sforza, qui, souverain à Pavie, continua à se gérer comme condottiere à Milan Entreteines, la France se disposait à faire valoir les droits des Orleans Charles VII écrivait le 3 septembre au duc de Savoie pour lui recommander la cause de son cousin qu'il appelait « duc d'Orléans, à présent duc de Milan par le dèces du feu due son onele, qui est naguere alle de vie à trepas» Ces revendications trouvaient un terrain favorable pour se produire : le duc de Bayone se déclarait saits force contreelles : elles avaient pour elles la vénération que le nom de France inspirant and guesfes lombards, exceptionnellement puissants dans ce moment de revolution, enfin elles s'appuyatent sur une armée sur-le-champ disponible. Le gouverneur d'Asu, Raymond du Dressay, commença la campagne pour établir a Milan la domination orleanaise. La partie occidentale du duché,



les petites villes de Felizzano, Solacio, Castellaccio, Bergolio, se soumirent, ainsi que plusieurs forteresses du pays alexandrin; Alexandrie et son territoire étaient terriflés par la réputation de cruaute de Raymond du Dresnay. Entretemps les partisans de l'indépendance milapaise ordonnaient à Francesco Sforza. condottiere de la république, d'accourir à son secours. Le rusé soldat lour conseillait la patience. «Au premier élan, disait-il, les Français sont plus que des hommes; mais ils sont prompts à faiblir et c'est alors qu'il faut les attaquer ». Mais Du Dresnay continuait la conquête de la Lombardie La République milanaise, dans ca détresse, demanda, le 1º octobre, aide et conseil à la Sengueurie de Venise, mais celle-ci lui déclara avant tout qu'elle ne ferait rien contre la France ni contre Génes : ainsi les Milanais n'avaient point d'aide à attendre d'elle contre les violences de Du Dresnay, les malheureux supplièrent alors Francesco Sforza de livrer bataille à cette audacieuse bande : la résistance devenait urgente : déjà les Français assiégeaient Bosco Marengo, dont la prise annoncait à breve échéance la perte d'Alexandric. Mais Sforza ne voulait pas se brouiller mutilement avec la France, et refusa de combattre. A la fin les Milanais réussirent à ramasser environ cinq cents hommes et les envoyètent vers Alexandrie ; les Français, d'abord victoricux, mais attardés sur le champ de bataille au massacre des vaincus, furent flualement battus le 17 octobre, Du Dresnay fut fait prisonnier : les restes de son armée retournérent en désordre à Asti, tandis que les quelques places qu'il avait prises revenaient à la domination milanaise. Ce fut quolques jours après ce revers, le 26 octobre, qui rumait tout espoir de aucces pour son entreprise, que le duc d'Orleans fit son entrée soleanelle dans la ville d'Asti.

Co voyage parut d'abord aux Italiens un fait de la plus haute importance. Les guelfes lombards, jusqu'alors orientés vers Veniso, se déclarerent pour le prince français, encore plus hautement que pendant la campagno de Du Dresnay. Charles d'Orleans arrivant fort des promesses de secours de la France, des ducs de Bourgogne et de Bretagne, du roi d'Angleterre. A l'entendre, il surait plus de troupes qu'il n'en voudrait pour son expédition, mais il espérait bien que toute expedition serait inutile : il somma la République de Milan de se soumettre a son due légitime. Les Milanais refuserant absolument d'accèder à cette invitation. L'emploi de la force était donc necessaire pour les amener à changer de sentiment : en décembre 1447,

Charles d'Orléans demanda le concours de Venise pour la réduction de Milan. Les Vénitiens, peu soucieux en principe d'introduire un prince étranger en Lombardie, préférérent cependant, si vive était leur haine contre Francesco Sforza, le doux et incapable Charles au soldat héroique et ambitieux qu'était son rival. Ils tergiverserent toutefois, payerent le Prançais de honnes paroles, d'avertissements contre les intrigues de Francesco Sforza : l'apparation en Italie de quelqu'un des corps auxiliaires promis a Charles les aurait déterminés à s'allier à lui sans plus rien attendre. Francesco Sforza ne pouvail lutter avec ses forces actuelles contre une telle coalition; pour avoir le temps d'en réunir de nouvelles, il demanda et obtint, de Plorence et de Venise, une suspension d'armes. Cette trève ne changea pas la situation. Charles d'Orléans continuaa attendre les renforts annoncés, et Venue à attendre qu'il les eut reçus. Le 9 mai, le duc d'Orléans demanda positivement à Venuse son concours effectif. La Seigneurie s'engagea a lui fournir un contingent important, aussitôt que ses auxiliaires de France seraient arrivés, et fit faire à la fin de mai 1446, une enquête à Asti, aupres du duc mênie, et à Turin, sur l'état réclde ses forces présentes et à venir. Mais Charles juges que ses affaires avançaient peu : les Vénitions faiblissaient, les Milanais lui refusaient tout acte d'obédience, en Franceon semblait l'avoiroublié; il comprit qu'il était préférable d'abandonner l'Italie et d'aller surveiller lui-même ses affaires : apres neuf mois de séjour à Asti, il repassa les Alpes, ramenant avec lui son amile poete Antonio Astesano, rapportant sans doute en France un premier souffie de renaissance. A peine y fui-il rentré, l'Italie oublia completement qu'elle l'avait considéré quelque temps comme le plus dangereux prétendant au trône de Milan. Le ducde Bavoie, dont les réclamations étaient de pure fantaisse et ridicules, prit sa place (1), eût-il risqué un grand coup, au lieud'émietter ses intrigues et de les embrouiller comme à plaisir, il avait des chances de devenir protecteur de la République



⁽i) Il prétendait que, lors du paiement de la dot de sa accur à l'ilippo Maria, l'ilippo avait promis de laisser son duché, a'il n'avait pas de fils, au dut de Savoie II est évident que cette promesse, à la supposer vrais, était sant valeur, puisqu'il avait ensuite légué son duché à Alphonie; et d'alleurs on voit difficilement comment il pouvait disposer par testament d'use propriété dévolue déjà à ses neveux par le testament de son propre père, et qui, d'après la loi féodale devait retourner au Baint Empire Romain.

ambrosienne. l'augace lui manqua. La suite confuse des intrigues italiennes remplit toute l'année 1447. - Entretemps, Charles d'Orléans avait repris ses projets d'expédition à Milan: en juillet, son cousin le duc de Bourgogne l'avait recommandé aux Vénitiens, qui avaient protesté de la loyauté et de la persistance de leur dévouement à l'égard du duc. Le 14 novembre. Charles d'Orléans fit sa rentrée en Italie, en déclarant sa certitude de l'alliance des ducs de Bretagne et de Bourgogne, en annoncant qu'il aurait, avant Noël, une armée en Lombardie. que Jean d'Angoulème négociait avec le roi la concession d'un corps supplémentaire de troupes royales, que Jacques Cœur était favorable à l'entreprise. Il écrivait: Dei gratia, omnia negotia Lombardie ad nos speciantia sunt in his presentibus optimo disposita. Noel passa, les armées ducales n'existaient encore qu'en idée : mais les illusions de Charles persistaient. Le réveil fut cruel : avant qu'il eût d'Asti une reponse à ses lettres, Milan était aux mains d'un autre, et d'un Italien; famine, misère, discordes, y avaient abattu les courages; les partis s'émiettaient; les citoyens se retrouvaient d'accord pour honnir cette misérable liberté, pseudony me de la guerre civile, masque de la ruine. Le jour où courageusement Gasparo Vimercati déclara que Milan devrait se donner à Francesco Sforza, les Milanais pensèrent se réveiller d'une longue folie, et ils acclamerent cette proposition Francesco Sforza entra dans Milan, le 25 février 1450, par un symbolisme grossier, mais saisissant, tous ses soldats étaient charges de pain. Il était maître de Milan. Gênes et Florence formèrent immédiatement avec lui une ligue défensive contre les Vénitiens, le duc de Savoie, le dauphin Louis et le roi de France. Le duc Charles d'Orléans n'y était même pas nommé parmi leurs adversaires.

Cette prise de possession, qui terminait tout, ne résolvait rien.
Même au xv° siècle en Italie, le droit du fait, s'il suffisait pour
conquérir, ne suffisait pas pour maintenir une domination.
A Milan une opposition se forma assez vite : beaucoup se tournaient vers le roi de Naples, successeur désigné du dernier duc,
d'autres vers l'empereur, un plus grand nombre vers Charles
d'Orléans. Hors de Milan, Francesco Sforza était hai ou craint, et
il le savait ; aussi chercha-i-il à assurer sa domination sur des
preuves écrites de son droit : il fit rechercher si dans les archives n'existerait pas quelque testament en faveur de sa femme;
on n'y trouva que celui de Jean Galéas Visconti en faveur de
Valentine Visconti. Cette découverte lui permettrait au moins

de se garantir contre des réclamations mieux fondées (1). La maison d'Orléans, si bon que fût en théorie son droit, perdatt en fait, par l'avenement de Francesco Sforsa, ses meilleuren chances d'arriver au duché de Milau Les princes le comprirent, et leur activité se ralentit En 1454, Alphonso d'Aragon, ny aut demandé à Ventse de continuer, dans un intérêt géneral, ses relations avec eux, Ventse répondit qu'ils étaient trop éloignée de Milan et trop lents dans leurs préparatifs. La République songeait de préférence, — car elle désirait non moins que le roi de Naples la disparition de Sforsa, — à employer le dau phin, et à lui proposer un partage du duché de Milan avec le duc d'Orleans. Le duc devant avoir Milan, et le dauphin Plaisai ce et le Tichese. Ce projet de collaboration était singuaier, car los deux princes ne s'aimaient guere.

Cette autre raison, en effet, paralysait les désirs des Oriéans, que leur maison se trouvait en butte à la haine du dauphia Louis: le programme de sa politique comprenait, pour l'avenir, la réduction à l'impuissance des maisons féodales et enparticulier de celle d'Orléaus, et, pour le présent, la formation d'un royaume comprenant le Dauphiné, Asti, le Ticmere, Plaisauce et la Ligurie toute entière, formation pour laquelle les Orleans ne le génment pas moins que Francesco Sforsa. Charles-VII, d'autre part, après avoir quelque temps soutenu les Orléans, n était lui-même allié au nouveau duc. L'avenement de Louis XII ne modifia pas cette attitude : il oublia ses ambitions et ses pré férences personnelles, et se fit, malgré son hostilité antérieure, le plus grand admirateur et l'ann de Frances co Bforsa. Des le 10 mai 1463, il voulait s'entendre avec Milan; en décembre 1163, il lui ceda les prétentions ou les droits de la France sur Génes; il prépara n'ème la cession de Savone, qui en droit appartenant au duc d'Orléans et non a la France, d'audacieuses negociations pour céder Asti a Francesco bforza durent s'airéter, les habitants déclarant leur volonté de rester sous la domi-

(i) Le 19 février 1452, il ordonne au notaire Oliari, archiviste ducal, de lui livrer l'original de ce testament. Après une longue réalitance, et des relus multiplica de lui montrer sutre chose qu'une copie de cet acte, Oliari dut s'exécuter, « sous peine de rébellion », mais après avoir exécuté et placé en tieu sur cinq copies de ce testament. Francesco Storsa le détruistt. Plus tard dans des recherches malogues, Ludovie Storsa, os la vu, devait rencontrer ces copies et les détruire aussi Cette suppression anéantment la mellieure base du droit des Oriéans, qui d'aitleure en avaient toujeurs ignoré l'existènce.



nation des Orieans. - Les Orieans ignorèrent d'abord cet abandon, ou n'y crarent pas : le 10 octobre 1465, ils envoyaient encore uno tres secrete ambassade à Venise pour preposer à la République une ligue, sous la direction du roi de France, entre elle, le duc d'Orléans, le comte d'Angoulème et le duc de Bretagne, pour la restitution de Milan à Charles d'Orléans Les Vénitiens connaissaient sans doute mieux les intentions réelles de Louis XI, ils savaient évidemment qu'il était trop tôt ou trop tard pour songer à déloger Sforza du duché. Ils répondirent, en protestant de leur amitié pour la maison de France, par un refus net de participer à une nouvelle attaque contre Milan. Les Orléans renoncérent alors à lutter pour la conquête de lour lidritage: Charles d'Orléans mourut dans l'année même, Dunois, lo plus habile politique de la famille, trois ans plus tard; leur héritier, le futur Louis XII, é ait encore en bas âge. Les circonstances assuraient par la de longues années de tranquille possession à la famille Sforza,

Mais la tradition survécut : la veuve de Charles d'Orléans, Marie de Cleves, qui entretenait un culte romanesque pour la mémoire de Valentine Visconti, ne laissa point son ills ignorer tes droits de sa maison, et les tentatives déja faites par son pere pour reconquérir le patrimoine maternel. En montant sur le trône de France, Louis XII connaissait quels droits au duché de Milan il tenait de sa grand mere, droits peut-être obscurs, incertains même à l'origine, mais tenus pour réels sans contestation, admis par beaucoup en Italie même, consacrés en tent cas par le sang versé pour les faire valoir, par l'honneur de sa maison engagé, sans succès, dans leur défense.

Ш

CAUSES PERSONNELLES DE L'EXPEDITION

De cette question dynastique Louis XII avait dejà fait une question personnelle. Avant d'être roi, il avait déja, par la diplomatic et par les armes, essayé de reprendre et de continuer avec un meilleur succès l'œuvre ébanches par son père. Il s'était déja trouvé en personne aux prises avec le dur de Milan. Ludovic Sforza; il avait echoué dans sa tentative, et le roi de France ne pouvait vraiment pas oublier l'injure faite ce jour-la au duc d'Orléans.



Quand Louis d'Orleans devint roi, il y avait environ quinze ans que, comme duc, il avait rouvert la querelle de la succession. milanaise. Il l'avait fait à la suggestion de Venise, qui, en janvier 1484, avait profité de l'ambassade d'Antonio Loredam a Charles VIII pour « expliquer en secret au duc d'Orléans quelles · bonnes chances il avait de recouvrer Milan qui lui appartient s de droit, et lui di re combien sen prétentions seraient favorisées » par les dissentiments actuels de Venise et Milan et par le » mécontentement des Milanais » Et quelques jours après, le 4 fevrier, le Conseil des Dix faisait conseiller au duc de conquerir rapidement le Milanais et lui offrait toute l'armée vénitienne pour cette entreprise le jeune duc prit ces propositions au sérioux, et ses juvémiles projets causérent quelque trouble à la cour de France. Mais les Vénitiens n'avaient en matiere de politique extérieure qu'un principe fixe, qui était de servir Ventes selon l'utilité présente, des le mois d'août, ils traitaient avec Sforza et abandonnaient sans plus de façons le jeune duc d Orleans. Pendant sept ans l'affaire du Milanais s'assoupit, ce calme devan durer autant que l'empreonnement du vaincu de la Guerre folle, dans laquelle l'avait joté, à défaut d'une expédition en Italie, son besoin d'action et d'aventures.

L'expédition de Charles VIII en Italie, en 1494, renouvela les espérances de Louis d'Orléans et lui fournit l'occasion et la moven de nouvelles tentatives. Il priceda le roi outre monta, commandant en chef les préparatifs militaires, amiral de la flotte destinée à écarter les Napolitains de Génes, mais il n'alla pas plus lois que la Lombardie : apres sa victoire de Rapallo. illut atteint, a Asti, ou il était retourné pour assister à un conseil de guerre, d'une fièvre quarte et dut rester dans son comté avec sa maison, au milieu d'une population qui lui était dévouée. Il se trouvait le plus proche voisin territorial de Ludovic Sforza. Les deux rivaux étaient d'ailleurs dans l'impossibilité de se comhattre, étant l'un et l'autre auxiliaires du roi, ayant eu des relations personnelles presque courtoises dans la préparation de l'expédition. Charles VIII, d'autre part, était venu en italie sur l'appel de Ladovic le More, comme son ami et son hôte ; preuve d'alliance qui semblait comporter un desaveu absolu des prétentions de son cousin au duché le Milan Néanmoins, et quoi qu'il put se dire pour se rassurer, l'accident qui retenait a quelques lieues de M lan son compétiteur le duc d'Orleans, était pour Ludovic une complication imprévue et dont il ne pouvait guere meaurer la gravité, car il ignorati peut-être les démarches



faites par Venise en 1483, auprès du duc d'Orléans, pour raviver le souvenir à demi effacé de ses droits, mais le danger était réel pour lui. A peine le roi de France commença-t-il sa marche vers le sud que Venise et Florence s'empressèrent d'intriguer avec le duc d'Orléans , le soir même où Charles VIII sortait d'Asti, un messager de Pierre de Médicis y entrait. On offrait aux Français Milan au lieu de Naples. Le duc d'Orléans suggéra lui-même que le roi se contenterait peut-être de l'hommage et d'un tribut pour Naples. Mais ces négociations, menées à l'insu du roi et difficiles, furent très lentes; à mesure que le succès de l'expédition s'affirmait, les demandes de Louis d'Orléans devenaient plus hardies, bientôt il réclama Milan aux Sforza Visconti, mais les offres des puissances italiennes diminuaient proportionnellement; elles avaient offert Milan au lieu de Naples : elles ne tarderent pas à penser que Milan même était trop, et se détachèrent vite de Louis d'Orléans.

Louis d'Orléans se disait maître légitime du Milanais; pour le peuple de Lombardie il était le dernier Visconti; Ludovic Sforza, qui avait greffé son usurpation personnelle sur l'usurpation de son père, sentit le besoin de régulariser sa situation. Faisant table rate de tous les droits acquis, de toute possession de fait et de toute transmission testamentaire, il admit que son père, son frère et son neveu avaient lésé le droit de l'empire en acceptant du peuple la souveraineté de Milan ; que par la même le duc actuel, son neveu, était déchu de tous ses droits pour forfatture, et il demanda à l'empereur Maximilien, comme un acte de sa libre grace, de lui conférer pour lui-même et ses enfants, le titre de duc de Milan, comme Wenceslas i avait fait pour Jean Galeas Viscouti. Ce à quoi consentit volontiers, movemment une somme de cent mille ducats, l'empereur, qui lui envoya sea lettres d'investiture le 5 septembre 1494. Le duc-Jean Galéas Sforsa mourut peu après, et Ludovic accepta provisoirement l'élection populaire au détriment de son petitneveu. La mort de Jean Galéas et l'avenement d'un nouveau prince redonnérent quelque popularité au duc d'Oricans, à Milan. Ludovic était peu aimé. la défense du petit prince dépossédé aurait pu être un excellent moyen pour la Prance d'établir sa domination dans le Milanaia. Les relations des Milanais avec les Français se tendaient chaque jour, et pour répondre par un coup d'éclat aux intrigues et au mécontente ment qui grouillaient autour de lui. Ludovic Sforsa publia le privilège impérial qui le créait duc de Milan.

L. P., tom. I.

La surprise fut à coup sur désagréable pour le duc d'Orléans. Son rival était maintenant nanti d'un titre ausei bon, sinon meilleur, que le sieu propre, car le diplôme de Maximilieu valait. celui de Wenceslas. Il ne restait plus qu'inne ressource à Louis. d'Orléans conquérir le Milanais, forcer l'empereur à révoquer le privilege de 1495 et l'obliger à confirmer celui de Jean Galéas Visconti. Ausai vit-il avec joie le moment de combattre celuien qui, comme Français, il voyait un traftre, et. comme Visconti, un usurpateur. Tout en préparant la guerre, il cherchaà reconstruire les titres juridiques et généalogiques qu'il avait à la possession de Milan. Sur ce point, personne dans sonentourage q'était grand clerc : ses secrétaires furent réduits a inventer. Leur chef. Nicolas Gilles, déclara que Filippo Maria. Visconti avait épousé une princesse française, Madame Bonne, fille du roi Jean, qu'il en avait en deux filles légitimes, dont l'aînée, Valentine, avait épouse le duc d'Orleans, et la deuxième, un baron breton, qu'il avait eu d'autre part une fille naturelle, Bianca, femme de Francesco Sforza , c était la plus claire de cesgénéalogies fantastiques. Mieux valait les délizouilles sur le champ de bataille. Le moment aurait été bien choisi pour use attaque: à Milan Ludovic était détenté a cause des impôts? de à des villes avaient des « pratiques » secretes avec le decd Orléans. Commines déclarait qu'il serait regu à Milan avec plus de réjouissances qu'à Blois même.

Une insolence provocatrice de Ludovic le More vint précipiter. les événements. Le 17 avril 1495, il ordonna au duc d'Orléans d abandonner Astret de repasser les Alpes avec ses troupes Louis résondit ficrement . « Cette place et les châteaux qui en dépendent font partie de mon patrimoine. Les mettre en d'autres mains, martir, abandonner mes propres domaines, c'est ce que je ne penserai jamais à faire. Alles dire a votre souverain que je sius prêt a combattre, et pour cela l'attendre les, ou marcher à sa rencontre I ai une commission du roi et j'ai l'intention de m'enacquitter » La commission du duc d'Orléans était d'attendre a Auti l'arrivée des troupes royales, et de ne compre la paix sous aucun prétexte, - cette rupture devant aux termes mêmes de la ligue de Venise provoquer l'attaque des coalisés contre l'armée. royale. Le duc d'Orieans l'oublia. Il déstrait trop une rencontre personnelle avec son rival, et se persuadait qu'il pourrait aigément assurer la possession de la Lombardie à la France. Il multiplia les demandes de renforts au duc de Bourbon «pour rendreau roi un service dont on parlerait loi gtemps»; bientôt il eut sone

ses ordres ging mille hommes de pied, quinze cents hommes d'armes, cent archets et deux pièces de canon. Il savast que Ludovic Sforza n'avait plus de quoi payer son armée et que le mécontentement s'exaspérait en Lombardie, ses intrigues avec les nobles des diverses villes lombardes l'informaient que tout était prêtpour un coup de main. Le 31 mai, à la faveur de la nuit, Jeande Louvain traversa la plaine lombarde avec vingt hommes d'armes, et le lendemain, au point du jour, se présenta à Novare devant la porte San Stefano, que lui livrèrent les Opicini, les Novarais l'acclamerent et la petite garnison sfotzesque se renferma dans la citadelle. Le 13 juin, le duc d'Orléans vint en personne occuper la place. Aussitôt Pavie et Milan lui offrirent de le recevoir : il aurait pu y entrer, s'il avait aussitôt prisl'offensive, sans laisser à Ludovic Sforza et à ses allies le temps. de réunir une armée i mais sa défiance envers les Italiens était. trop grande, il crut plus sage d'attendre l'artivée des troupes royales; de là l'échec de ses projets, avant que l'armée de Charles VIII cut pu le rejoindre, les Vénitiens avaient envoyé une garnison à Milan, desormais imprenable, blentôt le duc se trouva assiégé lui-même dans Novare, et, a son retour à Asil le 27 juillet, Charles VIII dut a'occuper de délivrer le duc d'Orléans, dont les soldats commençaient à mourir de falm, de fièvre et de misère dans la place étroitement bloquée. Il y eut alors dans l'entourage royal de tres grandes discussions : les capitaines déclaraient franchement toute bataille impossible contredes ennemis aussi nombreux, dans l'état actuel de leurs troupes, et estimaient qu'il fallait urer de Novare le duc par une capitulation; le conseil insistant au contraire pour un engagement immédial, et l'on accusa Briconnet d'avoir été gagné par le duc d'Orléans; l'indécision dura; ce ne fut que le 26 septembre. que le duc et son armée furent délivrés par traité; la garnison française était réduite à une poignée d'hommes : plus de deux mille soldats étaient moris de faim, et plusieurs, arrivés au camp, moururent de voracité. Cette capitulation et les misères qui l'avaient précédée ne terminérent rien et ne détruisirent pas les espérances du duc d'Orléans. Sa brillante et généreuse conduite pendant le siege et la famine de Novare. - il avait chaque jour envoyé la table ducale aux malades les hôpitaux, se contentant de la nourriture du soldat, - l'avaient rendu cheraux troupes : le jour même de l'évacuation de Novare, un corus de vangt mille Suisses arrivait au secours du roi : les jeunes capitaines voulaient recommencer les hostilités disant qu'avec cette

armée on pourrait conquerir non seulement Milan, mais toute l'Italie; mais, outre que les négociations pour la paix avaient déjà commencé, le bruit s'était répandu que les Suisses vou-laient profiter de leur nombre pour s'assurer de Charles VIII et de sa noblesse, les emmener en capitivité dans les Alpes et exiger d'eux d'énormes rançons; aussi le roi préféra-t-il renvoyer ces dangereux allies et conclure une paix définitive. Il promit d'abandonner la cause de Louis d'Orléans et de ne point l'aider à faire valoir ses droits ou prétentions sur Milau, pourvu que Ludovic Sforsa de son côté renonçât à ses prétentions sur Antiet payât au duc d'Orléans une indemnité de cinquante mille ducate,

Contresigné par le duc d'Orléans, ce traité aurait rendu impossible toute revendication ultérieure des héritiem de Valentine. Visconti. Louis d'Orléans ne le voulut point, Furieux de cet acte qui le depouillait et qui s'ajoutait à l'humiliation et à la défaits précédentes, il songes à reprendre la guerre pour son propre compte, embaucha une partie des troupes suisses, il allait. marcher sur Milan. Mais il n'avait pas l'âme asser féodale pour mener à bout son dessein : le cœur lui manqua, et il demanda le consentement du roi : Charles VIII lui refusa l'autorisation de violer le traité a peine conclu Le duc d'Orléans rentra donc en France avec le roi, mais ses projets de guerre contre le Milanais ne furent point abandonnés. Par un revirement inattendu, dû à la mort de son fils, et quand la qualité d'héri ter présomptif passa à son cousin, Charles VIII se décida ensuite à le seconder. Florence, restée, seule de toutes les puissances italiennes, fidèle à la France, offrait au roi pour chasser de Milan Ludovic Sforza, l'ailié des Médicis déchus, huit cents hommes d'armes et cinq mille hommes de pied. Le cardinal Julien de la Rovère, les Orami, les Bentivoglio, les Este, d'autres encore avaient promisdes renforts et des contributions. Trivulce devait conquérir Gênes pendant que le duc d'Orléans marcherait sur Milan. Ce fut alors, à la surprise de tous, le duc d'Orléans qui renonca à conduire cette expédition, ne consentant pas à la diriger en son propre nom, ne voulant partir que comme lieutenant du roiet sur son ordre expres. Charles VIII ne voulut pas le forcer a faire la guerre maigré lui, et, maigré les supplications des Plorentins, le projet fut abandonné. Cette volte-face inattendue a été expliquée par bien des hypothèses : il est probable que le duc, constatant l'état maladif du roi, ne voulait pas être eloigné de France au moment de la disparition de Charles VIII Maia.



tout en dounant des rangs à ses ambitions, il n'en sacrifiait aucune. Ainsi sa petite cour resta le centre des partisans de l'expédition d'Italie: les Italiens chassés du Milanais pour leurs opinions guelfes trouvèrent en lui un protecteur ; il s'enteurait d'Astésans; de Trivulce lui-même, le pire ennemi de Ludovic Sforza, il avait fait son lieutenant général à Asti.

A son avenement, Louis XII se trouva tout naturellement enveloppé dans ce réseau d'enthousiasmes militaires, de désirs de veugeances personnelles, de haines antigibelines. Il ne put oublier ni faire oublier qu'il avait combattu pour soutenir les prétentions de son père, pour achever son œuvre, qu'il avait souffert dans Novare et à Verceil de cruelles souffrances morales et physiques pour l'honneur de sa maison et de sa cause, qu'il avait été vaincu et humilié dans son duel contre Ludovic Sforza. Louis d'Orléans u'aurait pas été un homme de la Renaissance s il n'avait pas ressenti vivement les injures et les torts, s il n'avait pas eu des passions profondes et violentes. Ce n'est pas seulement la politique traditionwelle de France, ni la politique dynastique de sa maison qui l'ontpoussé à la guerre du Milanais: ç'a été aussi, sous l'impulsion mexorable d'une passion dominatrice, son cœur tout entier qui la révait depuis si longtemps et qui l'a voulue.



CHAPITRE II.

LA PRÉPARATION DE LA GUERRE DU MILANAIS. LA LUTTE DIPLOMATIQUE EN EUROPE.

A l'avenement de Louis XII, une expédition française en Italie contre Ludovic le More était donc pécessaire ; le projet en était, dés l'avenement, absolument arrêté dans l'esprit du nouveau roi. Il en commença sans délai la préparation tant diplomatique que militaire. Le duc de Milan, averti, des les premiers jours du règne de son conemi, de ce danger menaçant, ne tarda pas, quoiqu'il ne s'en figurat qu'assex mal l'imminence et la gravité, à essayer de se mettre en étal d'y résister, par ses négociations d'abord, puis par ses armements. Les uns et les autres remplirent les seize mois qui précédèrent le passage des Alpes par l armée française. Ce fut là une première, une véritable période de lutte où les deux adversaires s'attaquerent dans toutes les cours d'Europe et auprès de toutes les puissances d'Italie, où ils luitèrent d'habileté et d'énergie pour nouer le plus solide faisceau d'albances, pour s'isoler le plus complètement l'un l'autre, pour s'entourer des ressources militaires les plus efficaces. L'issue de l'expédition du Milanaisa, presque autant que de la campagne militaire proprement dite, dépendu de cette longue et délicate campagne diplomatique. Aussi importe-t-il de suivre pas à pas les deux adversaires sur toutes les somes, même les plus médiocres, de ce long duel.

Cette campagne diplomatique, c'est auprès de toutes les puissances de l'Europe que la situation politique générale exigeait qu'elle fût menée. À la fin du xve siècle, les intérêts des diverses nations on des divers etats se pénétraient deja trop et formatent un tout trop complexe, pour qu'aucun d'eux pôt ne point tenir compte de l'action des autres. Aussi les quatre grands états, l'empire d'Allemagne, le roi de France, le roi d'Angieterre, les souverains espagnols, se surveillaient ils avec jalousie. Leurs

négociations avaient eu, souvent déjà, pour objet indirect ou implicite, la péninsule italienne, où trois d'entre ces états avaient des intéréls a soutenir, des droits à défendre et une destinée à poursuivre, et qui semblait devenue le terrain banal de leurs ambitions, on avait vu Charles VIII obligé d'obtenir. avant de passer les Alpes, la neutralité et le consentement tacite de l'Angle.erre, de l'Allemagne et de l'Espagne, D'antre part, les divers états italiens, incapables de former contre un envahisseur, quel qu'il fût, une coalition durable et suffisamment forte pour le repousser, s'étudiaient à rendre impossibles les invasions, - quand ils n'avaient pas intérét à les provoques ou à les faire réussir, — et à balancer les unes par les autres les ambitions des forestiere : la politique de Venise et de Ludovic Sforza avait faill, armer toute l'Europe contre Charles VIII victorieux. Les dernières années du règne de ce prince n'avaient fait que resserrer et embrouiller encore les intérêts des puissauces: I obligation de s'assurer l'alliance, ou tout au moins la neutralité, des divers états n'en était que plus impérieuse encore pour Ludovic Sforza et pour Louis XII.

En 1498, a l'avenement de Louis XII, la situation diplomatique de la France en Europe était dissicile. Brouillé avec l'empereur Maximilien et avec l'archiduc Philippe, à cause des difficultes soulevées par l'interminable reglement de la succession de Bourgogne, divisé d'avec les souveraiss espagnois à cause de la protection qu'ils accordaient au roi de Naples, mal vu du roi d'Augleterre a cause de son alliance avec I Ecosse, le successeur de Charles VIII était à peu près isolé. Un diplomate milamus calculait qu'il lui faudrait au moins deux ans pour s'installer, obtenir de ses sujets l'obéissance nécessaire, et conclure quelque accord avec les souverains etrangers. Vers le même temps, au contraire, le duc de Milan entretenant auprés de Maximilieu d'Altemagne, aupres de Ferdinand et de Henri VII, des ambassa leurs habites, puissains sur l'espirt de ces princes et de leurs ministres, ses relations personnelles avec eux et leurs cours étaient excellentes. La lutte ne s'engageait pas dans des conditions egales. Louis XII l'entama avec courage et la soutint avec habileté.

I.

LES PUISSANCES OCCIDENTALES

§ 1. — L'alliance franco-anglaise.

L'isolement de l'Angleterre, peu préoccupée des affaires d'Italie et mal remise encore de la guerre des Deux Roses, empécha que la lutte y fût trop vive. Louis XII ne pouvait lui demander qu'une promesse de neutralité, mais non une aide effective; Ludovic Sforsa pouvait su contraire, en lui faisant espérer de nouvelles conquêtes sur le sol français, obtenir d'elle une attitude menaçante, une attaque qui détournât Louis XII de ses projets contre l'Italie ou une diversion qui les lui fit abandonner. L'Angleterre ne se laissait, dès ce temps, guider que par son intérêt, et le prouva.

Il n'y avait pas de représentation diplomatique entre la France et l'Augieterre, malgre, sous Charles VIII, l'accord durable entre les deux états. Louis XII, à peine roi, manifesta son désirde le maintenir : il notifia au roi d'Angleterre son avenement par le héraut d'armes Normandie, et dans cet acte il appelait Henri VII « son frere et alhé ». Les dispositions de Henri VII envers Louis XII n'étaient pas bienveillantes : son hostilité était entretenue par le milanais Raimondo Raimundi. Il la manifesta par la lenteur qu'il mit à répondre à cette communication, par sa tentative de profiter du changement de regne peur faire compre l'alliance franco-écossaise tentative dont il chargea le régident espagnol en Ecosse, Pedro de Avala (I). Cependant le gouvernement anglais ne soitint pas Henri VII. et, des les premiers jours de mai, une ambassade fut envoyée à Louis XII (2). Ludovic Sforza s'empressa de renvoyer Raimundi. à Londres pour essay er de conclure .ui-même une alhance avec Henri VII (3), et pour protester contre l'usurpation faite par

¹⁾ Milan, A. d. S. Potenze estere, Inghilterre, avia de Ralmondo, 5 mai 1496

⁽²⁾ L'opinion générale fut des lors que le roi d'Angleterre serait l'allié du nouveau roi comme de l'ancien.

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Carreggio generale, minute originale de l'instruction de Ludovia Sforza à Raimundi. « Volemo che tu faci intendere ad dicta Maesta che lo titulo del ducato nostro de Milano, quale se usurpa questo nuovo re francioso, como humo pur fatto alcuni duchi d'Ortiens, suoi proge-

Louis XII du titre de duc de Milan, « titre qui ne lui appartenaît en aucune façon, bien qu'il eût été porté par plusieurs de ses ancêtres : (1) Mais cette mission échoua, et Raimundi repassa peu de temps après sur le continent (2). - C'était avec la France que l'Angleterre s'alliant ; le mois de juilles fut rempli par un échange d'ambassades : le bailli de Senlis, M de Marmi, avait été envoyé à Londres et en était revenu très satisfait de l'accueil reçu; puis Henri VII avait à son tour envoyé à Paris comme ambassadeur un personnage « de grande condition » pour confirmer tous les articles et les conventions du traité existant entre lut et Charles VIII (3) Ce nouveau traité devait durer pendant toute la vie des deux rois et ne prendre fin qu'un au après leur mort (4). L'amitie entre les princes était alors si grande que les ambassadeurs espagnols usaient de l'influence anglaise pour faire aboutir leurs propres négociations en France, et Philippe de Valperge attribuait à la crainte de cette alliance l'hésitation qu'avait Maximilien à attaquer le roi de France eu Bourgogne (5) - Ludovic Sforza et Maximilien ne se découragérent copendant pas : au début d'août, au moment où une rupture décisive entre la France et l'Allemagne semblait imminente, Raimundi fut de nouveau envoyé en Angleterre 6), mais il reconnut vite qu'il ne devait esperer aucun succès (7):

nitori, in nessuno modo li pertene, et in questo te extenderal difusamente, menstrandoli tute le rasone che nuv te havemo dato in scritto,ne per questo voiemo che tale rasone siano publicate a presente..; che la sua Majesta sola, al judicto delequale citiniamo molto, intenda che la casa d'Orliena mai habbia dritto in questo nostro stato.»

(1) Ludovic Storza avait fait remettre à Raimundi un long mémoire contenant tous les «raisonnements» sur la question, qu'il devait développer oralement, mais qu'il ne devait montrer qu'à Henri VII. Ludovic tenait beaucoup à ce que le roi d'Angleterre, dont il appréclait miniment le jugement, sut que la maison d'Oriéans n'avait aucun droit sur son duché.

(2) Milan, A. d. S. Pot. Estere, Inghilterra, lettre de Rumondo Baimundi à Ludovic Storza, Londres, 20 juin 1498.

(3) Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag. 13 lettre de Ph. de Valperge au chancelier de Savoie, Paris, 16 mai 1496, ibid., pag. 16 : lettre du même, Paris, 14 juillet 1496.

(4) Ibid., pag. 22, lettre de Lorenzo Mozanica à Ludovic Siorza, Asti, 27 juillet 1498.

(5) Ibid , pag. 16, document cité ci-dessus note 3.

(6) Ibid., pag. 25, lettre de Giovanni Cotta à Ludovic Sforza, Fribourg, 5 août 1498. La lettre est signée aussi par Raimundi

(7) La rupture d'une négociation matrimoniale à longue échéance en re une fille de Heuri VII, encore enfant (« che non passa anni vui »), et le baron de Rohau en Bretague, et le projet de mariage, aussitôt formé, de cette Henri VII lui fit attendre quarante jours une audience (1) et fut beauconp moins bienveillant qu'à son premier voyage (2).

L'etat général de l'Europe et de l'Italie s'était modifié de telle sorte qu'une alliance anglo milanaise n'offrait pour l'Angleterre que des dangers, moins encore à cause de la rupture entre Ludovic le More et Venise qu'en raison des bruits répandus d'une confédération entre le Saint-Singe, Venise et le roi de France, et du rapprochement franco-espagnol qui l'effrayait encore davantage; Henri VIII avait un intérêt pécuniaire a son alliance avec la France qui lui fournissait de gros subsides (3) et payait de fortes pensions a plusieurs personnages de sa cour, — enfin l'Angleterre, « n'ayant besoin de personne », avait tout a gagner à se tenir à part, et en tout cas ne voulait pas éveiller les défiances du gouvernement français, avant d'avoir vu la France politiquement bouleversée (4).

Ce ne fut que plasieurs mois plus tard, en mars 1499, que le duc de Milan, voyant sa situation décréement compromise, fit une nouvelle tentative aupres de Henri VII 5,. Il fui demanda, apres avoir essayé de prouver que Louis XII in avait aucun droit sur le duche de Milan, son appui contre ce prince, qu'il devait lui-même considérer comine un ennemi personnel. A titre d'usurpateur du royaume de France apparteuant à l'Angleterre, il lui demanda sa fille en mariage pour son fils alné, le pent comte de Pavie, et requit, en marque d'amitié et d'honneur, l'ordre de la Jarretière pour lui-même. Le roi d'Angleterre répondit à ces demandes par un triple refus très sec et très net il ne pouvait ni ne voulait donner aucun ap, m'a Ludovic Sforza, ayant conclu avec Louis XII un bon traité de paix et d'adiance qui devait duier toute leur vie ; sa fille n'ayant que trois ans, il ne songeait encore à aucun projet de mariage pour elle, et, y

enfant avez le roi d'Écouse, n'eurent aucune influence sur les relations anglo-françaises. Raimundi capendan' a noté ces faits avec soin comme s'il y attachait quelque importance (Milan, A. 4. 8., Pot. Estere, Inghilterra, lettre de Raimundi à Ludovic Morza, du 17 novembre 1138 « l'inperoche la pratica de Monsignor de Rosno de Bartagna è al tutto extincta.»)

- (i) c Per non umbrezare el re di Franza. c (Milan. 1614., même document)
- (2) « Ne span è reuncita in li parlari tacti cum M Raymundo comi bene como faceva l'altra volta. » (Milan, ibid., id.).
- (3) a Del quale ne cava più denari cha dei passato e lo estima più a (Milau, thid., ad.).
- (4) Milan, A. d. S. Pot. Esterz, Inghilterra, lettre de Raimandi, 17 novembre 1498, à Ludovic Slorza
- (5) Manuso Sanuro, 11, 567. L'ambassadeur vénitien à la Seigneurie. Londres, 2 mars 1499.



sougeat-il, elle était d'une maison trop supérieure à celle des Sforza pour qui, acceptat sa proposition, enfin les statuts de l'ordre de la Jarrettére, ordre de première distinction fonde par le roi Arthur, obligeaient ses membres à se jurer amitié réciproque : par conséquent, Louis XII étant déja chevalier de l'ordre, Ludovic Sforza ne pouvait pas le devenir. Les ambas-sadeurs milanais furent congédiés des le lendemain de l'audience où ces demandes et ces réponses s'étaient échangées, et s'en allèrent, dit un vénitien, « fort peu satisfaits».

Ce nouveau rebut ne lassa cependant pas Ludovic Sforza. Au mois de jum 1499, il tenta de nouveau, par voie indirecte, un rapprochement avec le roi d'Angleterre, profitant du passage à Milan d'un ambassadeur anglais qui allait à Rome . it le reçut avec de grands honneurs et out plusieurs entretiens secrets avec lui. On en conclut à Milan que ce personnage, cavait quelque chose de plus a dire qu'un simple passante, mais le secret fut gardé avec rigueur, et l'on ne sut pas sul s'était agi entre eux des affaires de France ou de celles de Rome. Le duc de Milan avait encore vers le même temps un agent en Angle erre (i), mais son habileté fut impuissante contre le parti-pris que Henri VII mettait au service de son intérêt politique, et Louis XII put compter sur la non-intervention de l'Angleterre pendant sa campagne contre le Milanais.

§ 2. — Les négociations des Rois Catholiques avec la France et le duché de Milan.

La paix était plus difficile peut-être à rétablir entre Louis XII et les souverains catholiques (2). La question, toujours pendante, de la possession du Roussillon et de la Cerdagne, l'affaire, plus

- (!) Marino Sanuto. II, 804. Lippomani, ambassadeur vénitien près Ludovic Storza, à la Seigneurle, Milan, 6 juin 1499. Florence, A. d. S., Lett era agli Diec: della Balia, les ambassadeurs florentins près Ludovic Storza à la Seigneurle, Milan, !1 juin 1499 · · Qui è une oratore del Re d'in Ghilterra (sic), qualedicono va a Roma e vedesi in più congressi habauti coi Signore ha pratiche di più che de huomo che passi; non intendiamo quello si tractino; potrebbano esser cose per Roma o qualche intelligentia per le cose di Francia, perche anche questo Signore ha une huomo in Inghilterra.
- (2) Dans les documents diplomatiques italiens de ce temps, Ferdinand et Isabelle ne sont jamais mentionnés aéparément, en tant que souverains et dans les démarches officielles, et jamais sous leurs titres de roi d'Aragon et de reins de Castille, ils sont toujours désignés par les appellations de reali de Spagna ou de cattolici reale.



grave encore, de la succession de Navarre, étaient autant de motifs de dissentiments entre eux. La protection que les rois d'Espagne voulaient faire admettre qu'ils exerçaient sur le roi de Naples, celui-là même que Louis XII appelait Don Frédéric, celle qu'ils étaient sellicités par celui-ci d'étendre sur le duc de Malan son allié, leur dessein depuis jongtemps poursuivi d'intervenir dans les affaires italiennes, les disposaicut, moins encore que Henri VII, à une entente avec Louis XII.

A l'avenement de Louis XII, il y avait en France une ambassade espaguole, composée de trois diplomates, envoyés l'un parle roi d'Espagne, l'autre par les pays d'Espagne, le dernier par le roi du Portugal (1). Ferdinand le Catholique hésita sur la politique qu'il avait à suivre : il laissa un mois s'écouler avant de renouveler, conformément à l'usage suivi pour tout changement de règne, les instructions de ses diplomates. L'ambassadeur vénition en Espagne lui ayant demandé de recommander. an nouveau roi de France le maintien de la paix générale, Ferdinand refusa d'abord, disant que la chose lui paraissait inutile (2). Il déclara, en même temps, que la trêve francoespagnole se trouvait finie par le fait même de la mort de Charles VIII (3). Cependant les négociations engagées entre luiet Charles VIII continuérent avec le successeur de ce prince. L'ambassadeur vénitien renouvela et précisa sa demande; avant la fin d'avril, il souhaitait que Ferdinand chargeat ses envoyés d arranger avec Louis XII, dans l'intérêt général, un bon traitéde paix, et proposit sa médiation pour règler les difficuliés pouvant exister entre la France et la Ligue italienne, particuherement avec le roi Prédéric. Ferdinand trouva cette proposition raisonnable et promit d'agir en ce sens. L'ambassade espagnole en France reçut l'ordre de continuer les négociations en attendant son remplacement (4).

⁽t) Voir (Miles, A. d. S. Carteppio penerale) une sitre è Ludovic Storse, de 4 avril 1498, dont a signature manque.

⁽²⁾ Et d'autre part, il recommandait aux puissances de l'Italie de rester unles entre elles « nel principio de queste turbulentie francem ».

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Carteggio generale, lettre de P. Suardi, ambassadeur milanais à Ludovic Siorea, 24 evel 1498. Tolède

⁽⁴⁾ Mid., même document, Saurdi pensait que l'erdinand n'écrirait pas de si tôt la lettre promise à l'ambassadeur vénitien, précisément parce que la reine, toujours comultée dans les affaires politiques, n'avait pas asseté à cet entretien. Mala l'ambassadeur vénitien s'empressa d'expédier ou toute hâte un courrier « couvert d'or » avec mission d'arriver « volando » à Venise, d'où la nouvelle de l'intervention promise serait répandus partout.

Les souverains espagnols parurent un moment vouloir jouer ce rôle de médiateurs entre la France et les princes italiens, intervenir entre Louis XII et Ludovic Sforza, et sauvegarder en même temps les intérêts du roi de Naples. Le 5 mai 1498 (1), les représentants des puissances italiennes prinient Ferdinand et Isabelle de donner ordre à leurs ambassadeurs en France de travailler à l'établissement entre Louis XII et leurs maîtres d'une trêve, la plus longue qu'il serait possible, s'étendant au commerce de terre et de mer, comprenant tous les membres de la Lique italienne et le roi Frédéric, désignant nommément les Génois et les Malaspina, et interdisant à toutes les parties contractantes de donner asile aux pirales (2). Ferdinand et Isabelle acceptérent cette mission (3).

La nouvelle ambassade espagnole était arrivée à la cour de France vers la fin de juin 1498. Elle y fut bien reçue et bien traitée, et des ce moment l'on espéra l'établissement d'une bonne intelligence entre les deux états; au milieu de juillet, les perspectives d'accord semb érent un moment compromises, les ambassadeurs se retirérent, quittant Louis XII «en désordre». Les motifs de cette brouille subite étaient sans doute le grand nombre des demandes adressées au roi de France, par les ambassadeurs, tant les anciens que les nouveaux, et surtout la prétention émise

- (i) Milan, A d. S. Carteggio generale. Lettre de P Suardi à Ludovic Storza, 5 mai 1498. Un avis politique anonyme dit que la trêve demandée devait durer dix aus.
- (2) Précaution prise évidemment par Ludovic Storza en favent de la ville et du commerce de Génea, contre les corsaires provençaux et surtout marseillais, qui infestalent le golte. « Fare une tregus, dit la lettre de P. Buardi, più longa che se potesse, laquale tosse merchantile per mare et per terra, e non se desse recapito a pirati, cum inclusione de tuli li signori confederati et el serenissimo re Federico, specificando Genocal et Malaspini, Vers la même époque les souverains espagnols essayèrent d'infliger un échec indirect à Louis XII en poussant Maximilea à marier sa fille Marguerite, pour que l'espoir de ce mariage fût absolument perdu pour le roi de Frances (Venise, Bibl. Marciana, Cheraguti, nonce pontifical, lettre du 3 juillet 1438: Serenissimo Hispanis reges, ut mibl retultit corum orator, Casarem sollicitant ut Domina Margarita filla sua nuptul tradatur, quod etlain Casar optat ut ill'arum nuptiarum spe Rex Prancis frustretur, sed difficile erit sequalem sponsum invenire. »
- (3) Ile faissient très bon viasge aux Italiens, et surtout à l'ambassadeur milanais Landriano, général des Umiliati, frère du trèsorier de Ludovie qui fut assassiné par Simon Rigoni en soût 1499 (Milan, A. d. S. Cartegg. gener Lettre de Landriano à Ludovic Siorza, 14 juillet 1498). Celui-ci retourns à Milan vers le milieu de juillet, chargé des protestations d'amilié et d'allianos des souverains espagnols pour Ludovic Siorza.

par Ferdinand, en vertu de ses promesses aux états italiens, de réserver les droits du roi de Naples. Tout d'abord, Louis XII répondit à ces demandes par un refus tres sec Mais le gouvernement français comprit qu'il ne devait pas brusquer l'Espagne, dont il avait besoin | 1) Louis XII alla en personne, sous prétexte d'une chasse, rejoindre les ambassadeurs, qui déjà s'étaient éloignés de quatre milles de Paris. Il eut avec eus un entretten absolument secret, dans lequel fut vraisemblablement émise la première idée d'un pariage éventuel de la monarchie napolitaine, et les ramena à Paris. Le traité entre la France et l'Espagne fut signé le 31 juillet 1498 (2), sans aucune réserve en faveur du roi de Naples in du Pape II y était seulement dit que, m le Saint-Biege attaquait l'un des deux alliés, : autre ne serait pas tenn de venir à son secours, par dérogation au principe de la réciprocité de l'appui effectif (3). Ce traité fut publié le 15 août en France et en Espagne (4).

La partie, là aussi, était perdue pour Ludovic Sforsa. Les souverains Espagnols lui montrérent dés le débit d'août qui ls ne voulaient pas se brouiller avec Louis XII, par leur attitude dans l'affaire du titre du marquis de Mantoue, qui mettait aux champs toute la diplomatie milanaise (5). Ludovic Sforsa, pour contenter l'orgneil et l'impatience de sou trascible heau-frère, dont il voulait faire son condottière, av ait demandé pour lui à Ferdinand et Isabelle le titre de capitaine général des armées espagnoles en Italie, titre purement honorifique d'ailleurs. Les souverains d'Espagne réfuserent nettement cette conceision, en accompagnant leur refus de beaucoup de regrets, mais en déclarant

- (1) Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag. 16. Lettre de Valperge au grand chancelier de Savoie, là juillet 1496. Il vouluit « exceptuare » le roi de Naples.
- (2) Documents sur se première année du régne de Louis XII, pag. 22. Lettre de Paolo Somenzi, ambantadeur milanain à Florence, à Ludovic Storza, 7 août 1898. La nouvelle de la paix (ranco-espagnole arriva à Turin le 6 soût 1898 Milan, A d. S. Post. Est Savota. Lettre de Mafeo Pirovani, 6 soût 1898).
- (3) Un autre article stipulait la libre circulation par terra et par mer et le nécurité des sujets de chacus des deux rois dans les domaines de l'autre. Documents, etc., pag 28. Lettre de Pietro Suardi à Ludovic Sioraa, Saragonne, 15 et 16 noût 1498.
- 4) A Saragosse,où était alors la cour espagnole, le traité fut crié au son des trompettes sur la grande place de la vitte. Les ambassadeurs revincent en Espagne, comblés d'homoeurs et de bons procédés par Louis XII.
- (5) Párissum, La politique du marquis de Mantone, et, sur ce point àpécial. Documents sur la première année, etc., pag. 23, leitre de Pietro Suardi à Ludovic Sioria, Baragome, 3 noût 1498.

qu'il leur paraissant qu'on pourrait les blâmer d'avoir donné un pareil litre, alors qu'ils n'avaient point de troupes en Italie. La véritable raison de leur refus étant autre : ils ne voulaient pas, au cas ou Ludovic Sforza emploierait le marquis contre la France ou telle autre puissance, donner lieu à cette puissance de se plandre d'être attaquée par l'Espagne en la personne d'un capitaine général des armées espagnoles, et risquer de se trouver par suite engagée dans une guerre.

La conclusion du traité franco espagnol fut cependant annoncée avec ménagement à l'ambassadeur Suardi Ferdinand parut presque s'en excuser ; il d.t que, tous les membres de la Ligue italienne ayant deja envoyé leurs ambassadeurs au roi de France, chacun peusant exclusivement a ses intérêts personnels. quelques-uns ayant dejà conclu lours accords, il n'avait pas hésité à confirmer et à renouveler le traité d'alliance qui avait longtemps uni ses prédecesseurs à ceux du roi de France. Cette déclaration parut un peu seche a Suardi : il répliqua ironiquement qu'il ne doutait pas que Ferdmand n'eût agi pour le mieux des intérêts de la Ligue italienne, mais qu'il fallait cependant reconnaître qu'il avait été le premier des confédérés à envoyer une ambassade en France. La discussion ne pouvait d'ailleurs avoir aucune portée (1). Ferdinand le Catholique multiplia auprès du duc de Milan les protestations que ce traité ne porlerait préjudice à aucune des puissances de la Ligue italienne et particulièrement à lui (2).

L'événement montra bientôt quel genre de relations les souverains espagnols auraient dorénavant avec la Ligue italienne. Dans une audience que Suardi eut le 16 août, tout qu'il se borna à exposer les actes de Ludovic Sforza depuis son voyage



⁽¹⁾ Documents sur la première année, etc. Lettres de Suardi à Ludovic Siorza, 15 et 16 noût 1498.

⁽²⁾ Mantoue, Archivio Gonzaga, xix, R. 3. Lettre de Brognoio au marquis François de Gonzague. Cum protesta però che non havessa ad pregiudicare ad alcuno potentato de la liga, normando in specia il predicto illustrissimo algnore. Le secret le plus absolu fut d'ailleurs gardé vis-à-vis des états italiens sur la teneur de ce traité. Suardi se mit vainement en campagne pour le connaître exactement. Aussi les imaginations se donnérent-elles libre carrière. A Florence, on alla jusqu'à prétendre que le roi d'Espague avait offert sa fièle en mariage au roi de France, avec Perpignan en dot, et promesse de lui léguer la moitié de son royaume (Documents sur la première année, etc. Lettre de Paolo Somenzi à Ludovic Sforza, Florence, 7 2001 1498). — L'article retatif au Saint-Siège fut très diversement interprété l'ambassadeur espagnol à Venise essaya de tromper a son sujet l'évêque Latuada (Latuada à Ludovic, 10 septembre 1498).

à Mantoue au mois de juin, ses offres à l'empereur, son alliance avec François de Gonzague et avec les Bentivoglio, Perdinand répondit par des félicitations vagues, par des protestations banales de devouement au duc de Milan et als Ligne italiente; mais Suardi ayant porté l'entretien sur le traité franco-espagnol, Ferdinand ne dissimula pas que le traité comportait la réciprocité d'aide militaire en cas d'attaque d'un des contractants par une tierce puissance, et des garanties pour la liberté de commerce et de circulation, puis quand le Milanais, allant plus lun, interrogea Perdinand sur ses futures relations avec la Ligue stahenne et sur ses intentions en cas d'attaque de l'undes confédérés par Louis XII, le roi d'Aragon, tout en affectant beaucoup de rondeur et de bonhomie, se borna à des déclarations ambigües, dit n avoir pris aucun engagement de nature à nuire aux membres de la Ligue di à aucun d'eux, et, à la remarque de Suardi, à savoir que la confirmation de l'alliance avec la France lui semblait tout à fait contradictoire avec les bonnes. intentions qu'il manifestait à l'égard des princes italiens, il ne répliqua rien, sinon qu'une alliance n'empéchait pas l'autre (!)

Ce n'étaient là, et Ludovic Sforza ni son ambassadeur ne s'y trompaient, que des protestations orales. Les souverains espagnols se désintéressaient absolument, dans la pratique, des affaires d'Italie, us estimaient peu Ludovic Sforza, comme n'étant arrivé au pouvoir que par ruse et par des voies obliques; ils s'inquiétaient peu que Louis XII le détrônat. Cependant ils désiraient le maintien de la paix, pour éviter toute complication, et, sachant que l'alliance franco-vénitienne était une des ronditions essentielles de l'entrée en campagne de Louis XII ils s'efforçaient de la rompre. « Ambassadeur, direatils au vénitien Trevisant dans son audience de congé, dis a la Seigneuris de ne pas se fier aux Français : ils lui donneront de bonnes paroles et puis ne l'aideront en rien, conseille lui de grouper et de maintenir autour d'elle les autres puissances italiennes» (?).

Ne pouvant pas conciure d'alliance avec l'Espagne ni rompre celle qu'elle venait de former avec Louis XII, Ludovic Sforza essaya, vers la fin de décembre 1498, d'employer la médiation



⁽i) Documents sur la première année, etc. Lettre de Bunrdi à Ludovic. Siorza, 16 soût 1486.

⁽²⁾ Manuo Sanuto, Diardi, II, 211 Compte rendu de Trevisani (Trevitam) su Sénat de Vanise (Couseio de Pragadi), le 16 décrebre 1498

de Ferdinand pour obtei ir de Louis XII qu'il laissât comprendre le duc de Milan dans la paix ou la trêve que l'empereur Maximilien affait conclure avec la France Ludovic commença cette négociation par l'entreprise de l'ambassadeur espagnol Juan Clavero, mais elle échoua complétement (!).

Ludovic Sforsa faisait demander par lui l'intervention des souverains catholiques pour le rétablissement de la paix entre le roi de France, l'empereur Maximilien et les autres princes, leur intervention pour hâter le couronnement de l'empereur , il leur faisait exposer la politique vénitieune et les dangers qu'elle créait à ses voisins, la situation de son duché , il leur demandait des conseils sur la politique à suivre à l'égard du pape, enfin, il désirait savoir si, vu leur alliance avec la France, Suardi devait rester à Madrid ou retourner à Milan. Les souverains repondirent sur ces dermers points de façon à le satisfaire, réclamerent le maintien de Suardi comme ambassadeur, reconnurent la nécessité d'une action commune contre le pape, se déclarérent prêts a account Ludovic Sforza, en cas de besoin, annoncérent qu'après la solution de l'affaire de Pise, ils tâcheraient d'aider le roi Frédéric à reprendre les places occupées par les Vénitiens dans son royaume. Ils se dirent aussi très touchés de l'intérêt manifesté par Ludovic pour le couronnement de Maximilien, qu'ils lui avaient souvent eux-mêmes conseillé de célébrer. Mais sur le point éssentiel, le retablissement de la paix, leur réponse manqua trop de precision pour être satisfaisante. Perdinand conveit d'éloges cette idée d'une paix universelle, déclara s'y associer de tous ses désirs Il insista sur de fait que deja une trêve générale avait été signée et qu'il s'efforcerait de la faire transformer en paix définitive Et pour conclure, il faisait dire à Ludovic Sforza que l'affection qu'il portait aux rois d'Espagne serait recompensée, et que ceux-ci en avaient une égale pour lui. A cette declaration, Perdinand alouta quelques informations d'un caractere plus pratique, et révéla à Suardi (2) sor intention d'envoyer, soit en France, soit en Allemagne, des personnages considérables en ambassade, pour essayer de faire nommer Ludovic Sforza dans la trève alors négociée entre Louis XII et Maximilien. Mais co

⁽¹⁾ Documents sur la première année, etc., pag. 58. Extrait d'une tettre chiffrée de l'expagnol Juan Clavero au duc de Milan (27 decembre 1498.

⁽²⁾ Ibid., id., pag 56. Extract de lettre de l'ambassadeur Sount. à Ludovic Storen (26 décembre 1498).

L P, tom I.

n'etait là qu'un simple projet. Malgré les instances de Suardi et de Juan Claverio, il ne semble pas avoir été mis à exécution. Les négociations de Ludovic Sforza se prolongerent sans intérêt et sans résultat : il ne réussit pas à modifier le sentiment de Ferdinand d'Aragon, qui se désintéressa complétement de sa rivalité avec Louis XII et des conséquences qu'elle pouvait avoir. Loui de le défendre, il faisait conseiller par son ambassadeur à Louis XII, en juillet 1499, d'agir gaillardement contre Milan(i)

П.

LES ÉTATS DE L'EMPIRE

1 1. - L'alliance de Maximilien et de Ludovic Sforza.

La troisième grande puissance qui put intervenir, d'une façon nuisible pour les projets de Louis XII, entre lui et le duc de Milan, était l'Allemagne Maximilien était l'ennemi, trop déclaré et trop systématique de la France pour qu'on pût tenter d'obtenir de lui mieux que sa neutralité. D'autre part, l'intimité existant entre les cours d'Allemagne et de Milan, la communauté de leurs intérêts, devaient faire penser à Ludovic Sforza que, le moment venu où il aurait besoin d'un allié, c'est en Maximilien qu'il le rencontrerait. La parole rapportée par Aluisio Morello autorisait nettement cet espoir. Ce fut donc à obtenir de l'empereur d'Allemagne un concours effectif que le duc de Milan employa le principal effort de sa diplomatic.

Au moment de l'avenement de Louis XII, la partie semblant belle pour le duc de Milan; ses relations avec Maximilien étaient bonnes. Depuis la fin de novembre 1497, il y avait entre eux de fréquents échanges d'ambassades ; plusieurs habiles diplomates le représentaient en Allemagne: Agostino Somenzi, Gaspar San Severino, et surtout Herasmo Brasca, un de ses meilleurs conseillers; Maximilien était personnellement bien disposé pour lui; il écoutait volontiers les avis de Brasca; l'impératrice Bianca Maria était sa mêce et secondait l'influence mitanaise. Aussi semblait-il, aumois de juillet 1498, qu une entente parfaite s'établirait aisément entre l'Empire et le duché de Milan, pour



MARINO SANUTO, Diarri, II, 1050 Lettre de l'ambassadeur vénitien à la Seigneurie, Lyon, 22 juillet 1499.

une guerre décisive contre la France, guerre où le duc sourmrait l'argent, et Maximilien les hommos et les batailles Après de longues hesitations, entin convanicu par l'élogieure subtile. de Brasca que leur interêt commun était de neteur Louis XII en France et de l'occuper dans son Lovaume, vexé du rapprochement opéré entre le roi de France et l'archiduc, Maximilienavait commencé la guerre en Bourgogne. Mais le aucces de cette invasion ayant été médiocre, disputé, coûteux, sans resultats appreciables, l'esprit mobile de l'empereur s'en fatigua promptement. Brasca, revenu entretemps a Milan, ne put pas rafferintr à point la volonté belliqueuse de Maximilier. Après mille tergiversations et de trabauts pourparlers, Louis XII obtini une trève, mais qui resta assez longtemps incertaine el peu respectée. De retour à la cour impénale, Brasca trouva les visages changés. les cœurs refroidis, l'empereur ironique et presque menaçant : Maximilien reprochait avec ameriume a Ludovic Sforza, grief a domi vrai senlement, no lui avoir pas fourni assez d'argent en temps opportun. Il manifestait hautement l'intention de se désintéresser des affaires d'Italie, de ne plus faire inclure Ludovic Sforza dans les trèves ou traités de paix qu'il pourrait signer avec Louis XII Le duc de Milan avait à recouter des lors que la neutralité de l'empereur no donnat libre carrière aux Français Ainsi ces noufou dix mois avaient ele perdus pour lui: tous les résultats des negociations de Brasca, se trouvaient officiellement annihités, et l'année 1498 finissait par un écheccomplet de la politique milanaise en Allemagne.

Ce ne fut que durant les aix dermers mois avant l'expédition française que l'udovic Sforza put engager avec Maximilien des negociations profitables et conclure en effet une alliance avec lui. Vers la fin de janvier, quelques concessions du due commencerent à désarmer l'empereur, qui, de son côté, fit des semblants d'excuses au sujet d'une imperanence, très vivement ressentie par laidovic (1). Puis la sagesse l'emporta chez lui sur l'irritation et la rancune. Quand la nouvelle des négociations de Ludovic en France lui arriva, l'empereur craignit, ne connaissant pas la vainte réelle de ces pourparlers franco-milanais, un rapprochement, peut être dirigé contre lui, entre les deux



^(!) Ludovic Sforza a avais pas été informé officiellement de la nalassince de la fille de l'archidue. D'après Maximilien, cet oubli était le résul at d'un materitendu, car il avait cu personne donne a Mathieu Lang furdre positif d'en informer le due de Milau.

puissances. De la sa lettre du 10 février 1499, point de départ d'une periode nouvelle (1)

Cette evolution fut aidee par l'influence du parti milanais. L'impératrice Bianca Maria prit texte des aucces de Maximilien. (dans la guerre contre les Suisses) pour conseiller a son oncle de s'accommoder avec l'empereur, elle souhaitait qu'une juste appréciation de ces succes le fit redevenir envers Maximilien, ce qu'il avait été antrefois », et lui rappelait que tout dommage. arrivant a Maximilien aurait son contre-coup sur lui-même. Peu apres, en exprimant ses regrets de voir se dissoudre la · vieille et bonne union et amitié des deux princes » (3), elle offrait de s'employer a la restauration du bon accord entre eux. Pierre de Tries e, Mathleu Lang, Agostino Somenzi, travai.laient a cette reconcidation (3). Aussi Maximilien qui, selon le mot de Pierre de Trieste, était accessible aux « persuas,ons raisonnables), se familiarisa bientôt avec l'idee d'une alhance définitive. Il persévérerait d'autant plus dans ses nouvelles disponitions. qu'il verrait Ludovic lui en avoir plus de reconnaissance, et que Ludovic comprendrait micus qu'il avait en Maximilien souvrai refuge et son véritable protecteur, sans vouloir rechercher. ailleurs son salut». La traduction en boi italien de cet amphigours diplomatique était claire. le duc de Milan devait, pour obtenir l'alliance, donner de l'argent, et n avoir point de relations occultes avec la France. Pierre de Trieste ajoutait : opérer un vorsement immediat de vingt-ting mille ducats on gage de sesbonnes dispositions ulterieures.

L'empereur, s'il refusait encore à Ludovic l'autorisation d'adresser un ambassadeur à la diéte de l'empire, acceptait qu'Agostino Somenti lui fut renvoyé, pour expliquer à la diéte l'interminable affaire des droits d'investiture, et il prouva son apaisement enfehargeant Ludovic Sforta de faire négocier, par son gouverneur à Gênes, la restitution de l'argenterie impériale laissee en depôt et en gage entre les mains de Nicola Spinola quelques années auparavant (f). La guerre entre les Suisses et l'Empire, qui de l'aveu meme de Biauca Maria ne fut pas

⁽l) Doesing, II, 34.

⁽²⁾ Milan, A. d. S. Pot. Est Germania, Bianca Maria à Ludovic Storza, 16, 19 février 1499

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartege Gener. Pierre de Prieste à Ludovie Storza, 26 février 1499

⁽⁴⁾ Milau, A. d. S. Cartegy. Gener. Maximilieu à Ludovic Storra, Anvers, 24 février 1499

sans danger pour l'Allemagne, hâta sans aucun doute le rapprochement de Maximilien avec Ludovic (1). Celui-ci lui ayant exprime ses féticitations pour quelque victoire. Maximilien saisit l'occasion de renouer leurs relations personnelles, reconnut qu'il y avait eu entre eux un malentendu, et l'invita a lui envoyer quelqu'un (2) pour le débrouiller. Le trésorier Bontemps écrivait en même temps que l'origine de tout le mal était l'oubli de ces paiements s. souven, promis Le 7 janvier 1499, par l'envoi a Milan du secrétaire Pierre de Trieste, chargé de diverses commissions, par l'envoi en Allemagne de Marchesino Stanga (3), les relations diplomatiques directes recommencerent; c'était, fait remarquable, sur l'initiative de Maximilien qu'elles etaient reprises (4). L'expérience lui montrait

- (1) Milan, A. d. S. Pot Est Germania Binnes Maria à Ludovic Sierza, le tévrice 1490, 24 mars 1490. Sur les préparatifs de Maximilien pour marcher en personne contre les Suisses, voir Mantone, Arch Gonzaga, E, xix-3, Brognolo au marquis, 7 mars 1499.
- (2) Milan, tôt d'Maximilien à Ludovie Siorza, 28 tévrier 1499. Après l'avoir remercié de ses félicitations pour les victoires impériales, il ajoute, a Sed quia frustra et incassum fortuna ascunda offertur nisi Illa recto tramite et tapienti consilio ducatur, et inter nos et te, ut noviati, hactenus error quidam intervenent potes aliquos ex consiliarita tuis principalioribus (sec), in quos etlam nos confidere possimus, ad nos militere,... (et nous réuseirons) sie tamen quod omisso reliquam summam pecuniarum, sicut thesaurarius noster Burgundir Joannes Bontemps, pridie ad le scripsit, persolvas, Antverpix ultimo dis mensis februarii 1499.
- (3) Mantone, Arch. Gonzaga, Brognolo au marquis de Mantone, 10 mars 1499; et Milan, A. d. S., Cartegg. gener, dans une lettre du 25 mars 1499, Ludovia Sforza annonce à l'évêque de Brixen l'envoi, comme ambassadeur. en Allemagne de Marchesino Stanga « secretarium nostrum, quem oratorem ad serenissimum Dominum Romanocum regem designavimus, et qui post d'es festos Pasce iteringredicturs. Il le remercie en même temps des bontés qu'il a eues pour G. Cotta. Des lettres analogues de recommannation et de remerclement sout écrites au lieutenant impérial et au conseil d'Inspruch. Il les prie de plus : « Interim hortamur ac rogamus ut de rebus novis crebro certiores favere nos velinta — Ludovic Sforza ne manifeste d'ailleurs pas grand enthousissme pour cette reprise des relations : I se déclare prét à dépenser largément pour Maximillen, mais seulement épourvu qu'il retire quelque fruit de ses dépenses, et tout en craignant comme resultat ileal la perte de ses hommes et de son argent». Ce fui peut-étre le contre-coup de la mauvaise humeur causse pur ces exigences qui atteignit les protégés de Maximilien, comme Glova mi Brascu. Brasmo prit la défense de cejui-ci dans une lettre éplorée (22 mars 1499).
- (4) Maia ses exigences pécumaires recommencèrent en même temps; le 12 mars 1499, « in oppido Koch », Maximilien prévient Marchesino Stanga qu'il envoie à Milan Georges de Hohenberg, pour y acheter, en vue de la guerre contre les Suisses « nonsulla arma aique pectoralis ». Le Hohenberg



décidement l'athité de retrouver en Ladovic Slorza, a locco son un auxiliaire pouvant numébiliser les troupes vénitiennes, et, en tout cas, un banquier à coffres ouverts et inépnisables.

Les lors l'amilié renouvelée ne se dément plus entre les deux princes, - dans les conditions, cela s'entend, où elle pouvait exister entre eux. - et subordonnée toujours, chez l'un comme cher l'autre, au souci de feur intérêt. Les cinq mois qui séparecent l'envoi de Stanga en Allemagne de la chute de Ludovie. Sforza furent, d'une facon manterrompue, remplis par de lentes et monotones négociations, toutes dirigées vers ces buts connexes d'assurer a Maximilieu le concours financier du Milanais, et à Eudovie, sérieusement menacé, d'une attaque directe de la Prance, le concours moral et militaire de l'Empire. Il serait a coup sur fasti heux, et d'ailleurs presque impossible, de raconteren détail et au jour le jour ces négociations que ne varie plut aucun retour offensel de Louis XII, aucun caprice de Maximilien, et qui ne sont plus que les débats préliminaires d'un contratd association (1). Il suffiranci de les considérer d'ensemble. Dans cette courte période les relations diplomatiques entre l'Allemagno et le Milanati furent frequentes et suivies. Les envoyés itagens en Allemagne furent tres nonibreux , if y en avait a la cour jusqu'a trois en même temps , ils ffrent de nombreux voyages entre I Allemague et l'Italie ; aux ambassadeurs ordinaires. il faut ajouter les envoyés extraordibaires charges de missions speciales. A defaut d'Herasmo Brasca (2), Ludovic ciait représenté en Allemagne par trois bons diplomates, Agostino Somenzi, Ma chesmo Stanga et Giovanni Costa. Le premier résida le plussouvent à Lindau, à Fribourg ou à Constance, spécialement chargé des relations avec la diete : Giovanni Cotta, a Inspruch, assurant les communications avec le conseil impérial. Marchesino Stanga clait at aché a la personne meme de Mazzinilien. et le survait partont. Il faut mentionner aussi un compagnon de

e pecuniam reinquorum 25,000 ducatorum, quon Mediciani dux Petro Paulo de Jassiario factori Henrici Woulti Mediciani persolvet, ad comparanda arma 2000 florenos Remenses accepturos est ». L'alliance de la France avec Venna et la pape lui montrait la necessité de ne pas renter isoté en Europe-Mocène, A. d. S. Cancellerva ducale, Cartegy, diplom estero Maximilien à Ladovic Sicrea, Cologne, 29 mars 1759.

⁽¹⁾ Pour toutes les notes et références de ce chapitre, je renvole une fois pour toutes et d'avance à mon étude, La Mission de Marchesino Stanga en Altemagne (avril-sont 1499).

⁽²⁾ Apres la retraite de Brasca, les afforces inituatises furent dirigées presque jusqu'à la fin d'avrit par le conseiller impérial Pierre de Trieste,

Somena, Angelo de Fiorenza, Haimundo de Raimundi, envoye par Ludovic en Angleterre, mais souvent chargé au passage de commissions pour Maximilien, enfin Galéas Visconti, envoyé aux Suisses en juillet et août, el en rapports fréquents avec la cour impériale De plus, l'ambassadeur napolitain Francesco Delli Monti prêta souvent son nunistère au duc de Milan.

Désigné, au milieu de mars, comme successeur de Brasca, Marchesino Stanga était à Lindau le 18 mai. Il y vit l'empereur. et fut chargé d'importantes communications pour Ludovic Sforza, mais les manœuvres des troupes suisses et impériales dans la région rendirent son voyage de retour pénible et dangereux : il ne put rejoindre l'empereur, fut obligé de fuir précipitamment, et dut se réfugier à Inspruch. Ses négociations avaient pour but l'admission de Ludovic dans la Ligue de Sonabe; son ambassade se termina par une audience de l'empereur, qui, à cause de la « combustions della luna », ne put avoir lieu que le 10 juin (I); Agostino Somenzi resta alors seul en Allemagne, jusqu'au jour où le duc dut quitter Milan devant les Français, accompagnant sans cesse l'empereur, s'acquittant avec rele d'une mission de jour en jour plus délicate; pendant ce temps, à Inspruch, Giovanni Cotta s'occupait de la guerre helvétoimpériale, des fournitures de vivres à livrer aux armées de l'empereur, des paiements à effectuer entre les mains de ses trésoriers.

Maximilien, soit en vertu de ce principe que le souverain n'a pas à être représenté chez un de ses vassaux, soit surtout par économie, n'avait pas à Milan de résidents fixes; il se contenta d y envoyer à plusieurs reprises, en missions extraordinaires, directes ou indirectes, divers secrétaires ou diplomates, le plus souvent Pierre de Trieste, surtout en avril et en mai; en mai encore, un ambassadeur qui devait ensuite passer en Espagne, Luca Rinaidi.

La situation de ces diplomates, tant à l'égard desprinces qu'ils représentent que de ceux auprès desquels ils les représentent, est d'ailleurs assex mai définie, ils sont également les serviteurs de tous les deux, et ne font pas difficulté d'épouser tour à tour les intérêts de l'un et de l'autre. Maximilien, qui appelait Herasmo Brasca « consiliarus noster», emprunte Agostino Somenzi a



⁽¹⁾ De même, à son retour (20 juin 1499), il dut attendre plusieurs jours à Bellagio, sur le lac de Côme, pour éviter de rejoudre Ludovic Siorsa pendant la combustione della luna

Ludovie Sform et le charge mûme de sa correspondance avec le dur. 1) Ludovie Sform traite Pierre de Trieste comme soi conseiller, et celui-ci lui donne sans hesiter des conseils en contradiction directe avec les désirs de Maximilien.

Les diplomates inilabate trouverent à la cour allemande des auxilia res puissants et parfois dévoués. L'impératrice Blanca. Maria, sana avoir pour Ludovic Sforza de vife ientimenta de tendresse, mit toujours son influence au service de son oncle, du moins dans les derniers temps qu'il régna , elle fut jusqu'a sa chute un des auxiliaires sur lesquels Eudovic a le plus justement compte (2. Le 7 sout 1499, il écrivait encore a Agostino-Somenii « Me sara grato che faci opera che la serenissima. regina me vicemanda alla predicta Maestà, perche hora è tempo di ricognoscere i amore chella mi porta. Maximilien luimême, s'il n'eut écouté que ses sentiments personnels, aurait été l'ami du duc de Milon. Les ambassadeurs mi anais étaient traités avec plus de garde que les autres, admis a des conseils d'oùétait exclu le reste du corps diplomatique. Cette exception était une conséquence naturelle de la conception impériale du duché. de Milan , si ce duché faisait partie integ ante de l'Empire, sonchef avait, tout autaut que les ducs de Saxe on le Baviere, le droit d'assister aux conseils impériaux. Maximilien, enfiu, convaincu de la sagesse du précepte que donne aux Habsbourg le faineux proverbe « Tu, felix Austria, nube», aurait voulu reinarier le duc de Milan et commençait à faire des combinaisons matrimoniales pour le jeune comte de Pavie. Au nois de juillet 1499, l'erection du comte de Pavie en principauté fut une marque oclatante de l'amitié qui unissait L'idovic et Maximilien. Cependant, ma gre toutes ces demonstrations exterieures, l'empereur ne s'abandonnait pas Peut-être les demandes des ambassadoure milanais n'eussent-elles pas eu de prise sur cet esprit versable, at leur influence ne se fut doubles de celles de quelques consenlers, si ces conseillers n'oussent pas exercé sur lui «une persuasion raisonnable». Ces conseillers, Pier Bonomi. de Trieste, Maihieu Lang, le comte de l'urstemberg, qui tous, selon bianga, « jaisaient de belles diligences pour les affaires du duc de Milan », ne a y employatent pas par une conviction.

⁽¹⁾ Le leute est à citer : « Te hortamur magnopère et contentus sis ipsum Augustinum in servities nostris esse, et scriptis suis que ad te nostro nomine scribet, fidem indubitatam adhibera vella. »

⁽¹⁾ Patienta, Les amies de Ludavic Sforze, dons Revue Historique. 1991, janvier.

désintéressée, leur dévouement, qui « méritait recompense », était savamment entretenu par les ambassadeurs milanais ainsi, à son arrivée en Allemagne, Marchesmo Stanga avait offert à Lang cent florins, le 15 juin, il lui octroya une nouvelle gratification de deux cents florins; une antre fois, c'est un cadeau d'étoffes de velours qui est fait taut à Lang qu'à un autre ami, Hans de Consech. Et Pierre Bollomi recommande à Ludovic Sforza, en parlant de Furstemberg « de ne pas l'oublier. »

Ce grand déploiement de forces diplomatiques, les efforts de ce personnel dévoué aux intérêts du duc de Milan, ne produisirent cependant pas les bons résultats (que ce prince pouvait en attendre. Tant qu'il ne fut question que d'un concours moral, de demarches diplomatiques et de promesses plus ou moins vagues, Mazimilien parut tout dévoué aux intérêts de son « cher oncle ». Mais son dévouement s'atténua et chercha des excuses quand il fallut un concours effectif Pendan, la mission de Stanga, l'on avait discuté les conditions de l'alliance et de l'entrée de Ludovic Sforza dans la ligue de Souabe; l'alliance paraissait faite, et l'intimité était très grande en juillet et surtout en août; mais à mesure que les Français firent des progrès en Lombardie, les dispositions de l'empereur changerent, il ne fut plus question de l'alliance, et l'on ne parla plus que rarement de secours militaire officiel.

L'isole neut auquel il était menacé d'être réduit préoccupait beaucoup Ludovic Sforza, aussi l'une des demandes qu'il adressa. avec le plus d'insistance, à Maximilien fut de montrer qu'il considérait le duché de Milan comme partie integrante de l'Empire. et, dans ce but, de l'associer à lui dans ses actes diplomatiques. La premiere partie de cette demande n'avait rien qui pût déplaire à Maximilien : aussi déclara-t-il de toutes manières cette dépendance : dans une lettre du 10 février, il disait estimer qu'il était de son devoir de «veriler au salut et à la conservation de l'état milanais, lequel depend del Empire et de l'empereur. Le 21 mai. Marchesino Stanga rapporte un autre mot analogue. «L'état de Milan, on le sait, ne fait qu'un avec ceux qui doivent marcher derrière Sa Majesté. » Ludovic Sforza et ses agents multipliaient eux-mêmes les déclarations analogues pour fortifier de leur propre aveu la conviction de Maximilien. Le 24 juin Maximilien ayant dit qu'il préfererait attirer contre lui-même les Suisses plutôt que leur permettre d'attaquer Ludovic, Somenzi lui répond que le ravage de la Valteline par les Suisses serant en effet une honte pour l'armée imperiale, et que défendre les

états de Ludovic Sforza, c'était défendre ceux de l'Empire. La deperdence frodaie du Milanais à l'égard de l'Empire était donc acceptée à la fois par l'empereur et par le duc; ainsi, par suité, se trouvait établi le droit de celui-ci à être protègé par celui-tà, comme un vassal par son suicrain. Maximilien avait d'ailleurs prouve, par les remonstances hautaines qu'il avait adressees en ferrier 1400 au due Ludovie, qu'il premit au sérieux ses droits de suicrainoté

La premiere conséquence de cette dépendance était l'inclusion du due de Milan dans tous les actes diplomatiques de l'Empire, le suxerain ne pouvant négocier et traiter sans comprendre son vassal dans ses négociations et ses traités. Cela était de la plus hante importance pour Ludovic Sforza. En effet, il venatt d'encourager , conpereur a faire la guerre à la France et y avait contribué de ses deniers, la guerre était, il est vrait suspendue. m usia trôve franco-impériale a excluait millement la possibilité. d une nouvelle "apture; de mai en août 1499, il avait aidé l'Elmpure contre les Suisses et les Grisons , il n'ignorait pas qu'il avant a redouter une attaque des Vert tiens, aussi mal disposés pour lini que pour Maximilien. Aussi na sécurité devait-elle être gravelment compromise, si Maximilien, fairant sa paix particultor e avec la France, les Suisses et Venise, l'abandonnait seul à sest trois ennemis. Il tenait done à s'associer étroitement à la diplomatie imperiale. Stanga exprimait en termes très nels le programme de la politique exterieure ducale en disant à Maximihen, le 10 juin, « que Ludovic était fermement resolu à ne vouloir que la paix ou la guerre qui paraitrait convenable à l'empereur, qu'il avait repoussé et rejeté toutes autres négociations et pratiques pour obéir a sa volonté, et pour être avec lui dans tous les cas et toutes les circonstances » Ludovic devait d'autant plus tenir a convaincre Maximilien qu'une récente expérience lui avait montré avec que le desinvolture son protecteur l'abandonnerait sally trouvait avantage Enjurn 1499, Marchesino Stangaemportant, dans le mémoire impérial destine au duc, la promesse que « si l'empereur faisait la puix avec les Suisses, il ferait comprendre caus cette paix le duc de Milan comme prince de I Empire. . Les consenlers d'Inspruch, en juillet, pensaient que Maximilien aliant conclure un accord définitif avec la France, et qu'en même temps il reglerait les affaires de Ludovic avoc Louis XII Lu lovic demanda t, le 31 juillet, que l'empereur profiait des dispositions pactiques des Suisses pour conclure avec eux la paix ou au moins une trève, en l'y comprenant.



C'etait aussi au suzerain à régler les querelles de son vassal de là l'intervention diplomatique de Maximilien, en faveur de Ludovic Sforza, dans teutes les cours. Ce fut en somme la meilleure forme de l'appui qu'il donna au duc de Milan. Maltieureusenient pour Ludovic, les réclamations et les menaces impériales ne furent pas appuyées par une puissance imiliture suffisante, et personne n'entint compte. Toute la cumpague diplomatique, que, de fevrier en août 1499, Maximilien mena en favour de Ludovic, aboutit a un piteux échec. Ses efforts furent d'ailleurs dirigés avec intelligence combinés avec ceux de Ludovic Sforza, ils tendirent vers ce triple but d'empêcher la rupture de Venise avec Ludovic, de maintenir le marquis de Mantoue dans le parti milanais, et d'empêcher le duc de Savoie de s'allier avec la France.

Le secrétaire venition à Turin, qui était alors Zuam Dolce, écrivait des le 11 octobre 1498 à la Scignourre qu'il entendant dire que Lempereur ferait tout pour Milan contre Venise. Ce bruit acquit bientôt quel que consistance. Une mesure prise vers la fin du mors, sous l'inspiration de Herasmo Brascha, moi tra les scutiments de I empereur à l'égard de la Soigneurie. La défense fut publiée caus les cointés de Tyrol et de Trente qu'aucun sujet de l'Empire no pritde service à la solde de Venise ou du marquis de Mantone. Pendant les négociations de la république avec Lonis XII, et après la conclusion de let e traité d'alliance. Maximilien se trat sur la réserve, mais il se plaignait, au témoignage de Luca Rinaldi, que les Suisses lui fissent la guerre avec l'argent de Veinse. A mesure que l'alhance franco-vénitionne s'acceptua, les représentations de Maximilien deviarent plus energiques. En réponse au conseil que lui donnait Ludovie d'attaquer Venise avec le concours des Suisses, il prenait la résolution, au dire de Somenzi, d'attaquer la République par le Treutin et la Croatie. Enfin aux pronners jours d'aout, Maximilion envoya a Veiuse, en ambassaceur, Georges Hellecher, avec mission de menacer la république a'une déclaration de guerre si elle la commençait contre le duc de Milan. Les senuments de la nation allemande devenagent belliqueux a l'égard de Venise : le 7 août 1499, es régents et les conseillers d'Inspruch avaient grande cuvie de voir faire la paix avec tes Suisses et déclarer la guerre à la Seigneurie; ils affirma ent qu'on aurait contre Veinse des soldats sans les paver, que, sur l'espoir d'un riche butin, ils marcheraient spontanement, n'ayant rion à perdre que leurs lances, et les soldats disaient déja qu'ils voudraient aller à la Merceria auner les étoffes de soie a la longueur de leurs lances. Un faux bruit se repandat nieme qu'un capitaine était de la cho si pour descendre en pays venitien avec deux cents hommes de pied et cinq cents cavaliers. Ce qui était plus sérieux, c'était la mission donnée par Maximilien, a un ambassadeur espagnol, retournant en Espagne, de renouveler à la Seigneurie les menaces de l'empereur. Cotta, qui le rencontra a Inspruch, pensa qu'it taurait «partare gattardo» aux Vénatiens. Mais les menaces de Maximilien furent aussi impuissantes que les politesses de Ludovic a ébranler la resolution de la Seigneurie.

Les actes du marquis de Man one, qui tenait son hef de l'Empire, étaient par-la nième soumis au contrôle impérial. C'était le meilleur condottiere de l'Italie, et Ludovic, pour se l'associer contre Venise, lui avait fait conceder par l'empereur le titre de capitaine général, apres des negociations longues et penibles. Mais le marquis fit une brusque volte-face et se rapprocha pe la Seigneurie. Ludovic en appela alors au bras impérial. Son ambassadeur a Venise, Latuada, le lui avait aussitôt conseille. · Pent-être ne serait-il pas mauvais que la Majeste Impériale, dans ces circonstances qui constituent pour elle une injurie personnelle, recommandat au marquis sub piena privationis feudi et dignitatia, d'observer la foi due a Votre Excellence et de ne pas se mettre au service ni de cette Sergneurie in d'autres ». Le marquis de Mantoue ne croyait pas avoir commis un grandcrime, car, le 23 octobre, arrivait à Prisbourg en Brisgau un sienambassadeur , Brasca i sultiplia les instances a l'empereur pour obtenir que cet ambamadeur fut recu-comme le méritait la grandeur de l'erreur du marquis « Le 12 novembre, Maximilienremercia Brasca de lui avoir signale ce «finnultas italicus», et ordonna ensutte au maignis, par des lettres/sduces-jet «comminatoires», de renoncer a son projet, il traita avec une froideur. marquée cet ambassadeur, e. interdit aux Allemands de preudre du service a la solde du marquis. La severite hostile de l'empereur et d'autres causes amenérent bientôt apres le marquis à quitter Venise pour rentrer au service de Ludovic, puis il se renferma dans une parfaite neutralité. B. Bembo, annonçant audue de Perrare cette nouvelle volte-face du marquia, de « quelmerchodan's di Mantoa», l'attribue a l'influence de Maximilien

La Savoie était aussi un fles impérial, les tentatives de Manmilien pour maintenir à Turin l'influence milano-impériale y eurent encore moins de succès qu'à Mantoue. Les relations de famille entre la maison de Savoie, Laidovic bforza,



et la famille imperiale, ne prévalurent pas contre les intéréta évidents du duché : obligé de choisir entre Louis XII, qui, en échange du libre passage pour son armée, lui offrait des avantages positifs, et Ludovic Sforza, qui lui demandait de résister a Louis XII et de risquer sa ruine sans profit ni compensation, Philibert ne pouvait hésiter. Aussi les ambassadeurs de Maximilien n'obtinient-ils jamais de lui que de belles paroles en échange de leurs belles recommandations. Un avis de Turin à Venise signale, le 6 mai 1499, deux envoyés impériaux à la cour de Genève, le président de Bourgogne et le baille de Charolais et Bourgogne, venus pour engager le duc à «imiter l'antique fidelité de sa maison a lE mpire», celui-ci protesta de son propre dévouement, et les ambassadeurs s'en allerent très contents. Plein de bon voucoir pour l'Empire, au reste, quand cela ne contrariait pas ses intérêts, il envoya M de Meuthon négocier le retablissoment de la paix entre les Suisses et le Roi des Romains. Le mois suivant, les offres de la France devenaient . de/jour en jour plus beiles et plus tentantes : le duc de Milanly demander par Marchestto Stanga a l'empereur d'envoyer use ambassade au duc de Savore pour lui conseiller de repousser. kes propositions de la France. Maximilien y consentit et voulut d'abord donner ses instructions à ce même M de Manthon, qui, sa mussion finie, rentrait en Savoie. Mais, il ne parut pas assez emelanaise à Stanga, et l'on chercha un envoye qui fût plus agréable au duc de Etlan. A ce moment, du reste, Indovic croyant et annonçait a Maximilien que le due de Savoie était on excellentes dispositions envers eux. L'empereur renondait nu il avait en effet eu de lui de bonnes paroles, mais qu'il craignuit que «les encouragements continuels, les intrigues, les promesses et les artifices des Français et leur voisinage même, ne le portassent a quelque accord avec eux». Il ajoutait avec plus ou moins de conviction que le véritable intérêt du duc était de rester fidelo à l'Empire. : « Peut-être aurait-il quelques ennemis dans les circonstances actuelles , mais, s'il est en bonne intelligence avec l'empereur et le duc les trois souverains pourraient s'aider. et se défendre contre tout agresseur».

Ces illusions durérent peu le duc de Savoie s'accorda avec Louis XII, avec la restriction « sauf son honneur et son devoir», que Ludovic interprétait. « sauf sa dépendance de l'Empire ». Ludovic réclama alors, avec plus d'insistance que jamais, l'envoi d'un ambassadeur aupres du jeune Philibert. Le prévôt de Brixen, a qui Maximilieu avait laisse le choix entre deux missions a



Rome ou en Savoie, opta pour l'ambas sale de Savoie-mais malgréles prieres de Laidovic, ce ne fut pourtant qu'à la fin de juillet qu'il recat à Brixen les lettres de créance, les instructions et les frais de route nécessaires pour sa mission, avec l'ordre de passer. d'atord à Milan pour prendre les avis de Ludovic Cette ambassade n'eut agenn résultat et ne pouvait en avoiz, car Philibert, comme le reconnaissant le 17 aout Ludovic, a était « in futo facte Francese e col stato e colla persona : Une dernière tentative restart a faire. Maximilien la fit, sans doute mus grand espoir de succes. le 20 aout, il adressa au duc de Savote une longue lettre de récriminations et de menaces, le blamant avec vivacité d avoir accerté une altiance avec la France, lui membre du Saint-Empire Romain, et vassal de l'Empire . Aussi ne pouvous-nous assez nous étonner que vous ayez embrassé le parti français contre nous contre l'Empire et ses dépendances. Nous vous commandons et ordonnous, à peine de notre plus grave indiguation, de la perte des fiels que vous tenez du Saint Empirie et de la mise au ban de l'Empire, aussitôt les présentes lettres vides, de remoncer a cette coupable alliance, aux intrigues commenc des con ce le due de Milan, et an contraire, comme il sied a un bou et il le le prince de l'Empire, de vous apposer de tout voire pouvoir au passago des Français en Dalio - A supposos que le duc Philis. bert august consents a se rendre aux ordres exprintes ict, cette lettre avait outefois un tort grave, c'était d'arriver trop tard le 20 août 1499, l'armée française était déja en Italie, et la duc et le bâtard le Savoie y commandaient des compagnies

Maximilien intervint aussi en faveur de Ludovic auprès du duc de Ferrare et du marquis de Montferrat, auquel il envoyades ambassadeurs Celui qu'il adressa a Constantin Arn.ti, régent du Montferrat, fut précisément le prevôt de Brixen, qui passa par Casal, avant de se rendre a Turin et à Geneve. De même, il menaça longtemps le pape Alexandre VI d'une rapture diplomatique et même d'un schisme, s'il persistait a suivre le partifrançais, et il en vint jusqu'à une sorte de rupture En août 1499, un legat poutifical ayant été envoyé a lospruch pour r'occuper de l'accomn o lement avec les Suisses Maximilien fui fit donner Lordre par les regents de quitter l'Alternagne dans de mois, exajontant qu'il ferait donner des explications au pape par un agent a lui. Cet ordre fut regulavee ameriume, « hevuto amaramente ». mais le legat ne s y reu lit pas tout de sinte, donnant pour temporiser d'asses inchocres raisons. Il n'avait d'ailleurs aucune influence sur la population, qui le traitait d'espion papal, et qui



n'aurait pu «avoir une plus mauvaise opinion de lai». Maximilieu essaya aussi d'engager les souverains espagnols dans les intérêts de Ludovic Sforza, sans y réussir davantage. Il est évilent qu'il a essayé, sans succès, de créer dans les diverses cours d'Europe un état dépinion favorable au due de Malan.

Il tenta même de le protégor par voie diplomatique contre Louis XII: entreprise malaisce, vu les relations presque hostiles. existant depuis longtemps entre la France et l'Empire, et vu l'attitude de franc adversure gardée par Maximilien, malgre la trève de trois mois et son prolongement. Cette suspension d'armes ne modifia pas en effet les dispositions de l'empereur ; lui et Ludovic ne firent, jusqu'au mois d'août 1499, que s'encourager. a la guerre contre la France. Le 10 juin, Stanga supplie Maximilien de ne pas employer les ambassadeurs français a préparer la paix entre i Empire et les Suisses, « action qui serait contraire à son intérêt et à sa gloire. · Huit jours après, détait l'empe · reur qui conseillait a Ludovic une veritable provocation à l'égard de la France, le refus du passage par le Milanais aux ambassadeurs que Louis. XII envoyait à Venise : conseil que d'ailleurs. Ludovic se garda luen de suivre. Le 22 juin, Trivulce ayant fait sous main dire au duc de Milan qu'il ctait, au fond, de ses ainis, let Ludovic ne sachant trop s'il devait tenter de se reconcilier avec son grand ennemi, Maximilien Lencouragea a repousser toutes négociations, duant que Trivulce voulait assurément le tro nocrone fois de plus; que s'il savait ou pouvait trouver un moyen de ruiner l'Allemagne et le Milanais, il n'y avait pas à douter, selon lui, que le heutenant royal ne l'employât sans hésiter. L'emporeur avait mille fois raison en l'espèce, mais ce trait de clairvoyance n'en est pas moins caracteristique de sa haine envers la France. Amsi, pour Ludovic, il agissait, il s'affichait enennemi déterminé de Louis XII. - En fait, et depuis la trêve precedemment conclus avec la Brance, il n'avait aucune envio de rompre de nouveau avec Louis XII. Il reçoit, en mars, une ambassade française, et, quelque conseil qu'ait pu lui donnée Stanga, il accepte volontiers son intervention entre les Suisses et lui-mêmo. Le 24 mars, Enea Crivelli signale la presence a Berne d'un diplomate français allant et venant de la cour impenale à Berne, et il charge même le suisse Giovio Choas de surveiller et, autant que possible, de déjouer ses intrigues. Le 10 juin, une nouvelle mission française arrive en Allemagne, ayant pour but odiciel detablir un accord germano-suisse, ayant pour fouction veritable de transformer la trêve franco-allemande



en une paix défluitive. Devant ces envoyés de Louis XII., Maximilien ne veut pas montrer ses préferences ordinaires pour les Milanais, et il fait savoir à Ludovic Sforza qu'il recevra sou ambassadeur en même temps que les Français, mais qu'on n attendra pas son arrivée, sul est en retard, pour commencer. l'audience. Ces coquetteries avec la France n'eurent d'ailleurs pas de resultat, il fallut bien, quand la guerre franco-milanaise fut devenue imminente, en sout 1499, que Maximilien se décidat entre Louis XII et Ludovic Sforza, Il n'osa pas abandonner le duc de Milan, et il sembla resserrer son altiance avec lu., tout en attendant les évenements : le 1" soût, il écrivit à Louis XII une lettre tres menaçante : il lui ordonnait de renoncer a tous ges projets d'attaque contre Ludovic Sforsa, qui etait prince du Saint Empire, et qu'à ce titre il lui appartenait de défendre. · Que s'il y avait entre les deux princes quelque querelle ou d'iscussion juridique, c'était devact lui, comme roi des Romains et futur empereur, véritable et suprême souverais du duc et du duché de Milan, que l'ordre de la justice ordonnait de la régler . pour so part, at le roi de France avait quelque droit prouvé contrés le duc de Milau, il ne refuserait pas de lui faire pleine et entierel justice. » Il sommait le roi de lui repondre par le retour du courrier - En même temps, Maximilien renouvelait & Ludovic 1 Sforza ses protestations d'amitte, il lui promettait de venir en " personne a son secours, si en France passait en personne les " Alpee, et il lui annongait l'envoi en France d'une ambassade solennelle au nom de l'Empire, pour renouveler les sommations de sa lettre. (Cette ambassade, cont l'évêque de Worthe devait être le chef, ne partit point). Ludovic Sforza fut naturellement. enchanté de cette lettre et d'un memoire comminatoire envoyé en même temps aux Vénitiens. Il regretta pourtant que les menaces de represailles ne fussent pas plus nettes : « a l'endroit ou une réponse est demandée; jaurais désiré, dit-il à Pierre de Trieste, qu'il fût dit que, si les attaques de la France contre nous re cessent pas. l'empereur et le Saint-Empire agiront contre elle : cela aurait pu la faire tenir sur la réserve 8'il y a lieu d'ecrire au roi une nouvelle lettre, je demande qu'on n'oublie pas il ymettre cela» - La réponse demandee a Louis XII par Maximilien ne se fit pas attendre . le 2 septembre, le roi de France envoya à l'empereur un véritable manifeste. Il y déclarait que l'ordre de l'empereur lui avait paru déraisonnables a jureel omni ratione aliena rea », et, pour expliquer cette appreciation peu diplomatique, il reprenait l'histoire des droits de sa



maison sur le duché de Milan, depuis Valentine Visconti jusqu'à lui-même, et concluait que Ludovic Sforza n'était qu'un simple usurpateur. Quant a la proposition de Maximilien, de faire juger le différend par le tribuna, impérial, Louis XII la declina nettement en rappelant à l'empereur qu'il n'était pas seulement suspect de partialité, mais partie formellement déclarée pour son parent d'alliance, Ludovic Sforza. Pour lui, il avait l'intention de prêter serment, et sans aucun retard, au Saint Empire et d'accomplir toutes les obligations auxquelles le tenait la nature de ce fiel; son serment serait plus honorable et plus utile à l'Empire que cette prædonica et molenta usurpatio de Ludovic Sforza. Il se disait sur, pour terminer, que si les princes de l Empire, avec qui Maximilien prétendait avoir discuté les termes de sa lettre avaient connu la realité de ses sentiments et la vérité des faits, ils auraient été d'un avis tout a fait opposé à celui que leur prétait son correspondant. Cette lettre n'arriva du reste à l'empereur qu'après la nouvelle de la défaite et du départ de Ludovic Sforza il était alors trop tard pour y répondre par les armes. L'intervention diplomatique de Maximilien se borna à ces démarches, que leur caractère même frappait d'impuissance.

Maximilien essaya aussi d'intéresser l'Empire à la fortune du duc de Milan en sa qualité de prince du Saint Empire, il était asses naturel que Ludovic fut secouru par ses pairs. Bien qu'il y eut entre lui et les Allemands une vieille discussion d'argent toujours en suspens, et malgré les perpétuelles divisions du corps germanique, Maximilien ne trouva pas la une opposition trop accentuée. La mission de Stanga fut même, en grande partie, destinée a régler cet arrangement, dont la négociation, dirigée et présidée par l'empereur, remplit le mois de juin. Il ne s'agit d'abord que de déterminer les conditions de la fourniture des hommes que la Lgue de Sonabe aurait a prêter a Ludovic Sforza : la Ligue s'engageait à lui fournir quatre mille hommes à raison de quatre florins par tête, jusqu'a concurrence de cinquante mille ducats. Mais bientôt ce projet primitif se transforma, s'agrandit, jusqu'a un ventable traite entre la Ligue et Ludovic Sforza. Stanga en discuta les conditions dans une très importante audience le 10 juin. Les principales étaient : l'obligation à Ludovic d'empêcher le ravitaillement des Suisses; la prestation d'un contingent de six mi le fantassins italiens dans la guerre contre les Suisses; une contribution de quarante mille ducats. Le duc acceptait cette taxe, mais, vu l'importance de la

somme, il demandant à n'en payer que vingt-cinq mille le jour de la conclusion de la ligue, et le rests quelque temps apres, il offrait de remplacer les Italiens, soldate en général médiocres, par quatre mille Allemands. D'autre part il demanda quelques additions à ces articles : que la Ligue prit envers lui, en cas de guerre avec les Vénit, ens, les mêmes engagements qu'en cas de guerre avec la France, que, sous la denomination de Suisses, on entendit ausm les Grisons et le Valais; que l'Empire ne traitât pas avec les Suisses sans leur imposer la restitution au Milanais de la Val di Blegno et de la Val Leventina; enfin que les paiements qu'il aurait a faire se fissent à Milan-Mais Maximilien. n accepta pas ces propositions, il consentit seulement a co que le paicment de la contribution de guerre s'effectuat en deux versements. Apres cel entremen, Stanga, munt des plems pouvoirs de Ludovic, ayant demandé a Maximilien de signer cet accord, l'empereur, moins pressé, lui répondit qu'il avait auparavanta arranger cette affaire avec la Lique Mais il repoussanettement la proposition du duc de faire entrer aussi dans la Lague le roi de Naples : la ligue de Souabe admettait volontiere : Ludovic par egard pour Maximilion, « essendo reputato t'uno el'altro una cosa medesona», mais pigcait les clats papolitains. trop eloignés pour que l'alliance de leur roi pût être utile. -Les négociations entre Maximilien et les membres de la Ligne furent ensuite interrompues par un soudain revirement de landovic, dont les causes no semblent pas bien eclaireren. Le 31 juillet, il declara ne plus vouloir, au moins pour le moment, entrer dans la Ligue les Suisses, contre lesquels était alors dirigée et armée la Lique, étaient en ce moment, - au moins le croyat-il, - fort bien disposés pour lui, et il craignait, en s'unissaut a elle, de paraître les provoquer. Et pour que Maximilieune crut pas que ce refus avait pour cause le desir d'eviter le versement des subsides convenus, il soffrait a en verser une partie pour commencer la guerre contre les Venitiens, il se declarait prêt d'ailleurs a entrer plus tard dans la confédération. mais pour le moment « adesso trovandose un mezo de Francesi. e I enitiani, se terassimo anchera Sviceri contra noy, non credemo Josse a proposito nostro - Malgré de refus, Maximilien. n'en continua pas mouis ses demarches. Au début d'août, il réunit un grand conseil, auquel assistèrent les marquis de Brandebourg et de Baile, le représentant de l'archéveque de Mavence. les éveques de Worms, et de Constance, et d'autres conseiliers. imperiaux. On y conclut que l'empereur et l'Empire devaient



absolument, — omnino, — aider le duc, faire les préparatifs nécessaires pour faire reculer Louis XII et lui envoyer une ambassade avec un ultimatum (I). On y avait emis des vues très justes sur la politique de Louis XII et sur les conséquences possibles de son expédition; les résolutions prises étaient excellentes; mais l'Allemagne, pas plus que l'empereur, ne fit de demarches vraiment sérieuses. Cependant c'était déjà un résultat pour Maximilien d'avoir obtenu ces promesses en faveur de Ludovic.

Maximilien, toujours un peu chimérique, avait même songé à une autre manière de fortifier la puissance de Ludovic; c'était, on l'a vu plus haut, de le remarier. Une première tentative avait été falte en !498: il l'ii avait proposé de devenir le gendre du marquis de Brandebourg. En mai 1499, de nouvelles insinuations lui furent faites; Matteo Lang. dit un jour à Stauga, tout en causant. «Il faudra qu'un de ces jours vous et moi nous donnions femme à Son Excellence» Stanga comprit qu'on voulait par là tâter le terrain et répondit : «Je suis absolument sur que Son Excellence est décidée à ne pas se remarier, et je c vois qu'elle et, a fait vœu ». Maximilien se rejeta alors sur le mariage du jeune fils de Ludovic, le comte de Pavie, et proposa de le fiancer à la toute jeune fille de l'archiduc de Bourgogne. Les événements ne permirent pas à ces projets, qui n'étaient d'ailleurs qu'assez vagues, de se réaliser.

L'on voit ainsi en quoi consisterent les services diplomatiques que Maximilieu rendit à Ludovic ce fut une série de négociations malheureuses ou d'interventions maladroites pour lui conserver ses alliés ou désarmer ses ennemis. Il y avait certainement là de la bonue volonté, mais il fut fâcheux qu'elle n'ait éte m' plus energique, m plus dévouée.

Le plus clair bénéfice que Ludovic Sforza ait retiré de son alliance avec Maximilien fut le secours militaire que celui-ca loi promit, lui ilt longtemps désirer, lui fit cherement payer, et finit par lui donner, un peu tard, et quand il lui fut devenu à



^(!) Il y ent une longue discussion entre les conseillers : ils recomment d'un commun accord l'injure évidente et le danger considérable que concident l'Allèmagne et l'Empire si on lamsait un libre cours à l'entreprise du roi de France contre le dué de Milan, prince et membre dudit empire; on declara que, si fe roi de France devesait maitre du duché, on pouvait tenir pour assure que le roi des Romains n'obtiendrait jamais la couronne impériale; que meme l'Allemagne se pourrait plus rester siège de l'Empire, mais que l'Empire reviendrait à la France.

peu pres ioutile. - Il était depuis longtemps, facitement ou expressément, convenu qu'en échange des sommes considérables données a Tempereur par le duc, l'empereur fournirait au duc, en cas de guerre, un contingent desuné à renforcer les soldats italiens, de la valeur desquels Ludovic, non sans raison, se deflast. Ce n'est guere qu'en juillet 1 499, au mement ou la guerre. parut inévitable, que Ludovie se préoccupa sériousement de les réclamer. Le conseil d'Inspruch, à qui Cotta en parla d'abord, refusa de prendre cette grosse responsabilité. Ludovic s'adressaalors directsment a Maximilien: Augelo da Firenzo et Agostino Somenzi furent charges, en juin 1499, d'obtenir de l'empereur cina ou six mille fantassins et trois cents lances bourguiguonnes. Et cet èpisode suffit a montrer quel écart il y avait tonjours chez l'empereur estre l'imagination, toujours grandiose, et l'action, souvent mediocre ou impuissante : Maximilien les promit. Il s'engagea à fournir sur-le-champ eing cents hommes de pied, tires de Bourgogne et du comté de Parreite, deix tout prêts, et qui pourraient être rendus a l'vrée en vingtjours ; il promit de prendre à sa charge leurs frais de route jusqu'a destination , mais des leur arrivée en Italie et : la revue qu'on leur ferait passer, Ludovie leur payerait une solde de quatre florits par mois, il promit aussi de lever en Carinthie mille hommes de pied avec deux bous capitaines : ils se «mettraient en ordres à Trieste, ou Ludovie les ferait sasser en revue et leur paierait une solde de quatre florins par homme, ils se rendraient a Milan en huit jours, et y serviraient six semaines, ce lemps révolu, ils recevraient une nouvelle pave. pour laquelle ils serviraient de nouveau six semaines; après quot leur so de mensuelle leur serait payée régulierement. Les promesses lui routaient peu : il annonca que, de Bohême, il viendrait aussi mille hommes pavables, dans les mêmes conditions, mais il leur faudrait un mois pour arriver; d'autres, qu'oaaurait a une solde inférieure, seraient levés aussi dans les pays du Danube L'empereur promettait encore mille archeis picards et mille hommes de pied allemands qui venaient de faire aveclui à campagne de Gueldre et qui étaient deja en route pour venir en Italie, plus deux cents hommes d'armes, bien armes, avec quatre chevaux pour chacun, payés six floring du Rhin parcheval et par mois, et commandes par les capitaines Robert de Majone et de Vilerne. Le 25 juillet, Ludovic chargeart ses envoyés. de presenter sen remerciments à l'empereur pour toutes ses promesses, en exprimant la crainte que ces renforts, sauf les



Boliémiens, n'arrivassent pas à temps, aussi priait-il Maximilien de lui procurer, par un moyen quelconque, au moins quatre mille Allemands, taut à cause de leur valeur dans le mêtre des armes que parce qu'il lui importait beaucoup d'opposer des Allemands aux Français: « Anoi importa molto el nome dels Todeschi contra Francen . La réalité ne répondit qu'imparfaitement aux paroles. Ce ne fut que le 7 août que Maximilien envoyait à Ludovic le capitaine Heinrich Weispach, récemment revenu d'une mission en Hongrie, et, le 17 août, un petit corps de trois cents hommes arrivait à Tirano, ou P. Bilia allait leur payer leur solde; mais les troupes qui devaient venir par Ivrée n'étaient pas prêtes, et les autres l'étaient encore moins. Ludovic Sforza, plein d'illusions que la réalité ne put jamais dissiper, croyait cependant à leur existence, il portait la naiveté jusqu'à recommander que ces troupes ne prissent pas la route de Savole sans un sauf-conduit, demande directement au duc de Savoie par l'empereur, car on le lui refuserait à lui-même. Des affaires analogues remplirent juillet et août. Le 28 noût, Ludovic suppliait Somenzi de renouvelor ses instances auprès de Maximilien: il se disait prêt à payer seize mille cinq cents florins, reliquat du subside qu'il avait promis: « Dio volesse, ajoutait-il, che il fanti fussino così presto . Il ne vovait plus de remêde à la situation que dans la descente en Italie de Maximilien avec une armée imposante. Il offrait de remettre en ses mains Bormio, Tirano, Côme et la Valteline comme gages qu'il serant payé; une fois de plus, il lui représentant qu'il était aussi intéressé que lui-même a ce que les Français ne s'emparassent pas de Milan. Il est probable qu'il fut bien peu convaincu de la nouvelle que lui annonça alors Galéas. Visconti, nouvelle qu'il communiqua a toutes les villes du Milanais pour relever leurs courages abattus : l'arrivée de Maximilien en Italie avec trente mille hommes, tant Allemands que Suisses. Les quelques secours que l'empereur lui envoya ne purent empêcher que, cinq jours après l'annonce de ces trente mille hommes, i. dut quitter Milan. Le concours militaire de Maximilien ne le servit pas davantage que son appui diplomatique.

Le pen qu'il faisait pour Ludovic Sforza, Maximilien se le fit chèrement payer par son aide diplomatique et surtout par ses contributions fluancières. Pendant les mois que dura leur bon accord, il abusa de la détresse politique du duc de Milan pour tirer de lui le plus d'argent possible et le plus de services de toutes sortes.



Les recommandations individuelles adressées par l'empereur et l'impératrice à Lucovic Sforza pour leurs familiers, leurs courtisans, des femmes de service, des prêtres, soit à Milan, soit en cour de Rome, furent fréquentes: mais ce n'était apparemment pas là ce qui coûtait le plus au duc de Milan,

La diplomatie milanaise fut, aussi souvent que le duc luimême, mise à contribution par Maximilien: a diverses reprises, les ambassadeurs de Eudovic Sforza furout associés aux actes et aux emplois de leurs collegues impériaux - Pendant la guerre de Suisse, le duc fut appelé a rendre des services effectifs à Maximilien, et lui en rendit en effet de reels , dans cette guerre de montagnes, les troupes impériales furent, après quelques succes, arrètées par la nature meme du terrain de la lutte et par l'obstination de leurs ennemis. Les Suisses étaient du reste en secret soutenes par le roi de France, a l'instigation duquel ils avaient commence cette campagne, st par Trivulce, qui, le 12 mai par exemple, leur envoyant conquanto hommes I armes. Il était donc naturel que les deux adversaires de Louis XII s'unissent contre ses all és. Le concours ici prête a Maximilien par Ludovic fut de deux sortes : d'abord, il fourait des vivres à l'armée impériale et empêcha le ravitaillement des Suisses, puis il lui donna un appui diplomatique. - Le 16 mai 1199, il envoya par Bormio des fournitures a l'armée de Maximilien , le 23 mai, Maximilien réclamant un second envoi que, le 31, il envoya chercher on Valtelino. Un commissatre spécial, nommé Tominaso Brascha, avan été délégué par Ludovic à la surveillance de ces livramons de vivres et d'armes. Les envois étaient asses importants au début de juin, pour exciter l'attention du podestat venitien de Brescia. L'obligation d'empécher le ravitaillement des Suisses ligurait d'ailleurs aussi parmi les conventions du projet d'alliance, et était respectes Le 20 juin, une proclamation. de Ludovic Slorza autorisa l'exportation gratuile, «senza pagardacios, des vivres da is la Valieline, et l'interdit dans le paya des Grisons. Mais Ludovie, tout en subissant la necessité de prêter son concours a Maximilieu, ne voulait pas se brouiller. completement avec la Ligue Suisso, qu'il craignait d'avoir plus tard comme conemie. Aussi ne cessa-t il pas de conseiller a Maximilien de traiter Le 31 juillet, il expossit avec une grande franchise, à son ambassadeur Galeas Visconti, les motifs de ceconseil: «Si sa Majesté impériale se voyait si puissante et si bien fournie de troupes qu'elle put surement vaincre ses ennemis, nous lui conscillerions de continuer son entreprise, mais



nous savons que cela lui seran difficile, parce qu'elle n'a pas a ce point de vue tous les élements de succes qui lui seraient nécessaires : et c'est pourquoi mons lui conseillons de traiter, a Des juin, ou commença à diverses reprises des négociations; vers la fin de ce mois, les instances de Ludovic Sforza purent faire croire la paix prochaine : le 22 juin 1499, Maximilien écrit a Baldassare Pusteria que, se rendant aux priéres de Endovio Blorga, exprimées coit par ses lettres, soit par ses ambassadeurs et ses secrétaires, il veut bien user de clémence envers les Grisons, malgréleurs transsons, et leur accorder des lettres de grace; il leur proposait d'envoyer des ambassadeurs à une conference à Bormio avec ses représentants. Mais cette offre n aboutit pas. - Enfin Maximilien, lasse de cette guerre qu'il n'y avait pas de raisons qui finit, en vint a faire un appel direct à la médiation de Ludovic, et le pria ou iui ordonna d'envoyer un ambassadeur à Berne pour négocier un accordou une trêve, et aussi pour combattre l'influence de la mission française que Louis XII venait dy envoyer. Galéas Visconti fut chargé de ces négociations; mais, malgré son entrevue du 5 août 1499 à Schaffouse avec les capitaines suisses, ses efforts echouerent: le 10 août, Cotta annonçait la rupture des pourparlers. Ce ne fut que le 20 sout environ, qu'un accord définitif fut conclu. La diplomatie de Ludovie Sforta n'avait pas été étrangère à ce résultat.

Mais c'est surtout la question d'argent qui faisait de Ludovic un précieux auxiliaire pour Maximilien : le duc de Milan a été le banquier de l'Empire, qui a puisé saus compter dans ses causes qu'il semblait qui dussent être inspuisables. C'est Ludovic qui avait fait en grande partie les frais de la guerre de Bourgogne : il avait promis pour cela a Maximilien cinquante ou soixante mille ducats d'or; la monié de cette somme avait été payée pendant la campagne. Le 22 novembre 1498, Maximilieu réclamait un acompte sur le restant du, demandait le remboursement de mille ducats destinés au parement de ses ambassadeurs en Espagne, somme absorbée par les dépenses militaires, et la fin du paiement des soldes dues à M. de Vergy. Le 30 novembre 1498, Ludovic annonçait que Pierre de Trieste porterait des explications à Maximilien sur ce complément de paiement, et que les mille ducats seraient comptés à l'empereur, des qu'il aurant dit où et a qui il faliant les verser. Au mois de février 1499, Zuam Dolce annouce que Ludovic vient d'envoyer quinze milie ducate a Maximilieu, et qu'il avait convenu de lui fournir pour deux ans un subside annuel de dix mille ducats en temps



de paix, de lui donner en temps de guerre ce qu'il pourrait, Au mois de juin, Max milien avait besoin d'argent pour faire la guerre aux Suisses , c était le moment ou Ludovic demandait son admission dans la ligue de Souabe , l'empereur la lui vendit cher, en lui demandant quarante mille ducats pour sa part des frais de guerre. Ludovic accepta, mais demanda comme la somme était forte, a la pay er ou deux versements, l'un de viugt-cinq mille ducate immédiatement, l'autre je quinze mille après un certain délai, tous les deux a Milan, pour éviter les dangers des voyages de Milan en Allemagne. Maximilien accepta ces deux conditions, et le 14 juin 1439, dans ses instructions à Marchesino Stanga, formula unsi sa demande delimitive . « Sa Majesté demande au ducde Mitan de vouloir bien, vu les nécessités de la présente guerre, lui fournir un aubaide de trente-trois mille florius du Rh.n., dont il sera tenu compte au dit seigneur duc dans les payements qu'il aura a faire selon la teneur des articles de la Ligues. Le traité ne prévoit pas explicitement la conduite à suivre au cas où, l'argent versé, Ludovic n'entrerait pas dans la Ligue. Il y est dit seulement que, si la Ligue ne se conclusit pas, l'empereur devrait fouruir au duc deux mille soldats allemands payés pour quatre mois. Il est probable que cela était considéré comme une compensation suffisante. Le payement de ces quarante mille ducate s'effectua lentement. Les bruits les plus fabuleux circulaient à ce sujet à Perrare, le résident vénition Bembo entendant dire que Ludovic avait envoyé cent somante mille ducate au duc de Milan. Le 24 juin, l'empereur se fit montrer les lettres paientes de Ludovic contenant la promesse de payer les quarante mille ducats (ou trente-trois mille florins), la moitié dans la semaine. l'autre moitié dans le courant de juillet ; et il fit rediger aussitôt des lettres patentes autorisant la perception de seise mille cinq cents florins à verser par Baldansare de Pusterla. Le 28 juin, Maximilien écrivait à Ludovic Sforza une lettre de remerciements, ce versement prouvait, lui disait-il que Ludovic était vraiment le bon parent de Maximilien. Il y eut toutefois quelques difficultés pour le payement, qui ne fut pas effectué en entier, le à sout, il restait dù encore deux mille florins sur ce compte, les trésoriers de l'empereur n'avaient voulu recevoir que treise mille cinq cents florins, allégiant que le reste nétait pas en florins comme ils le voulaient, que les ducais perdaient de leur valeur en Allemagne, et que le transport serait trop incommode. Ludovic charges aussitôt bomensi d'informer Maximilien que les autres



treize mille cinq cents floring seraient envoyes a Inspruch entroles mains de Giovanni Cotta, d'où l'empereur pourrait les retiror avec plus de facilité qu'a Milan. — Le compte de l'armée de Gueldre s'ajouta à ceux-là, le 1" août, Ludovic avança à l'empereur neuf mille ducats pour l'entretien de cette armée, avec la promesse illusoire d'une restitution à la Saint-Martin. - A l'argent fourni sinsi directement à l'empereur, il faut ajouter les fonds envoyés à Somenzi pour payer personnellement les capitaines qui offraient leurs services au duc Somenzi, le 5 août, avait demandé deux mille florins pour cet usage, pour donner le même jour cent floring a Georges Vogel, qui allait mener trois cents fantassins en Italie, il avait été réduit à les emprenter au comte de Nassau. - On voit par la quelle quantité d'argent Ludovic Sforsa déboursa au profit de l'empereur et de l'Empire ; il paya près de cent mille ducats les quinze cents homnies que Maximilien lui fournit, - et lui fournit trop tard ! Et ces exigences eurent un contre-coup fatal pour le duc en Lombardie; pour remplir le trésor, épuisé par ce drainage impitoyable, il fallut établir à Milan de nouveaux impéts : les émeutes qu'ils provoquèrent hatèrent sans nul doute l'effondrement de l'édifice sforzesque.

Ainsi, privé de soldate par la lenteur de Maximilien, privé d'argent par sa cupidité. Ludovic eprouva le manque de solidité de cette alliance allemande, en quoi il avait mis le meilleur et le suprême de son espérance. L'alliance milano-impériale ne servit qu'à Maximilien. Il est alsé de discerner les causes de cette réciproque impuissance , la plus apparente est sans contredit la lenteur constante des négociations. En janvier 1499 quand Louis XII avait déjà traité conclu avec Venise, et qu'il était presque sur de la cour de Rome, Maximilien et Ludovic Sforza en étaient encore à se reprocher des payements non faits et des soldats non fournis plusieurs mois auparavant. Ce ne fut qu'en juin qu'ils commencerent à chercher un terrain solide d'alliance : mais il était trop tard alors. Cette lenteur d'action, outre le caractère même dos deux princes, eut pour motif leur com mune incrédulité à l'égard des informations politiques qui leur. venaient de France; ils étaient, Ludovic blorsa surtout, fort exactement informés des événements à'outre-Alpes; mais par une singuliere disposition d'esprit, le duc fut toujours porté à croire les renseignements optimistes qu'il avait d'autres sources, e. qui étaient géneralement faux, il acqueillait trop volontiers les nouvelles de prétendues méaintelligences du roi avec les grands seigneurs, duc de Bourbon ou duc de Lorrame. L'empereur



etait influence par la quiétude de son allié, aussi les deux princes ne mirent-ils aucune hâte à s'entendre. Une alliance a conditions égales était d'ailleurs fort difficile à réaliser entre eux : Maximilien comprenaît trop qu'il était le seul allié possible de Ludovic pour le ménager beaucoup, et Ludovic lui laissait trop voir qu'il ne comptait que sur son appui. - Enfin. malgré leurs promesses et leurs protestations, Maximilien et Ludovic n'eurent jamais, ne purent jamais avoir l'un en l'autre qu'une confiance tres limitée, car leurs trahisons étaient réciproques. Tout en disant a Maximilien qu'il ne voulait « faire qu'un seul état » avec le sien, Ludovic négociait en France ; tout en l'exchant contre Venise, il essayait de rompre à son profit l'alliance france-vénitienne, il refusait ostensiblement des vivres aux Suisses pour complaire à l'empereur, mais il leur faisait savoir sous main qu'ils pouvaient venir s'approvisionner dans le Milanais en toute sécurité. Maximilien, pour sa part, finassat, apres tant de belles protestations, par observer une indifférente et prudente neutralité. Ce manque de sincérité fut certainement une des causes les plus sérieuses de l'echec de cette alliance. Dans cette association de deux intérèts parcils, les égoismes n'avaient pas fusionné; quand ils essayerent de se her plus étroitement, il n'était plus temps de conclure une alliance utile : Maximilien le comprit et se résigna a laisser Louis XII attaquer, avec toutes les chances de succes, Ludovic Sforza, et à devenir ultérieurement l'allié de son ancien ennemi victorieux.

§ 2. — Le rapprochement de Louis XII et de l'Archiduc Philippe d'Autriche.

Que Louis XII eût pu obtenir de Maximilien la neutralité, qu'il l'eût, a parler plus exactement, réduit à l'observer, c'était déja un assez beau resultat. Mais la volonté impériale n'était pas toute puissante en Allemagne, et avant même de l'avoir paralysée, Louis XII avait su lui créer dans l'intérieur et sur les frontières de redoutables embarras, en la privant de quelques-uns de ceux qui semblaient ses auxiliaires naturels.

C'était de la Maison de Bourgogne qu'étaient sorties toutes les difficultes qui divisaient alors la France et la Maison d'Autriche. Elles n'avaient ete réglées que d'une manière imparfaite et provisoire par le traité de Senlis, conclu outre Maximilien et



Charles VIII. Depuis lors le gouvernement des Flandres et des portions de l'héritage de la duchesse Marie restées autrichiennes était passé aux mains de son fils l'archiduc Philippe. C'était à lui qu'appartenait, avec le soin de terminer les affaires encore en suspens avec la France, la possibilité de donner à son père l'empereur et à toute l'Allemagne la paix ou la guerre.

Quand mourut Charles VIII, I archiduc Philippe était en pourparlers avec lui au sujet de la restriumon des places de la Somme que le traité de Seulis avait conditionnellement laissées à la France : le duc de Clèves, pour le compte de l'archiduc, et le duc d'Orléans, pour la France, s'y employaient avec beaucoup de zele (!). La mort de Charles VIII modifia un instant ses intentions : il songea a attaquer la France du côte de Théronane et à reprendre ses villes de vive force. Il eut cependant la sagesse d'envoyer demander au nouveau roi s'il entendait lui restituer l'objet du litige (2) Louis XII lui répondit qu nyant éte heureux autrefois de lui servir d'intermédiaire aupres du roi pour cette affaire il ne pouvait, maintenant que tout intermédiaire etait inutile entre eux et qu'il était souverain, qu'être tres satisfait et fermementrésolu à lui restituer, dans son intégrite, et selon l'accord procedemment conclu, tout ce qui lui appartenait. Louis XII engagea en même temps l'archidue a venir a son sacre, ou à s'y faire représenter , ce serait une occasion de conclure un accord definitif. L'archiduc, qui u avait nulle envie de faire la guerre, fit un accueil empressé a ces propositions, et se fit représenter à Reims par quatre de ses conseillers (3).

Après cet échange de marques de bou vouloir, les négociations entre le roi de France et l'archiduc trainèrent. On peut en attribuer le raientissement à l'influence du duc de Milan, représenté en Flandre par plusieurs agents, diplomates ou consuls, Raimondo Raimundi, Agostino di Cremona et d'autres encore, par les ambassadeurs inflanais à la cour impériale, et a la pression exercée par Ludovic Sforza sur Maximilien, dans le sens d'une rupture complete entre la Maison d'Autriche et la France. Le 1^{er} juillet, les ambassadeurs de l'archiduc étaient toujours



⁽¹⁾ Milan, A. d. 8, Cartegg, gener Summario di lettere scripte da Bruges, a di primo di mazo, 1688.

⁽²⁾ Milatt, ibid., id. Lettre de Paolo Somenzi à Ludovic Storza, imjuliet 1498

⁽³⁾ Tormeill dit que le bâtard de Bourgogne étau chargé d'offrir à Louis XII « la personne et les biens » de l'archiduc et d'assister en son nom as couronnement.

en France, sans avoir rien conclu au sujet de ces restitutions de places, mais toujours cordialement traites. Louis XII déclarait, assurait-on, qu'il avait en l'intention de restituer les places à l'archiduc à la Saint-Jean, le 21 juin 1498, mais qu'en présence des armements faits par Maximilien en Bourgogne, sa dignité était intéressée à leur conservation ; des lors il se serait décidé à les garder, et se bornerait à abandonner à l'archiduc, « un es à ronger (1) ».

Le 14 juillet, M de Nassau, chargé d'affaires de l'archiduc. recut son congé. Il ne partit pourtant pas (2) Les négociations furent reprises avec plus d'activité : l'on trancha la difficulté décidement insoluble. Louis XII promettait de remettre à l'archiduc trois places situées en Artois sur la frontière de Picardie, et l'archiduc lui abandonnait le reste, l'archiduc promettait d'obtenir la retraite de Maximilien et de l'armée impériale concentrée sur la frontière de Bourgogne ; il s'engageait à ne pas résider ni réunir de troupes sur ses propres frontières; il jurait de rendre au roi l'hommage et lui promettait de mettre à sa disposition toutes ses troupes, s'il était attaque par qui que ce fût, sans en excepter homme du monde » Louis XII avait fixé la restitution des villes et places promises par le traité de Seulis au jour qui sorviait la prestation du serment et la retraite des troupes impériales hors de la Bourgogne (3). Le traité de paix fut signé le 22 juillet par Louis XII et M. de Nassau (4).

Vivement irrité, l'empereur, soit de son propre mouvement, soit sous l'influence d'Herasmo Brasca et des autres Milanais, voulut empêcher l'archiduc d'accepter ce traité. Il envoya à son tils le héraut Toison d'or, à M. de Nassau un courrier extraordinaire (5), et il se décida à commencer les hostilités,

- (1) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 33 La môme impression est indiquée aussi dans une letire d'Agostino di Cremona, du 25 soût 1498 (Documents sur la première année, etc., pag. 32) Ces lenteurs dans les négociations n'inquiétalent nullement l'opinion, on ne peussit pas que la guerre éclatét au aujet de ces places.
- (2) Documenta sur la première année, pag 16. Lettre de Ph. de Vulperge au grand chancelier de Savoie. Paris, 14 juillet 1498. On disait M. de Nassau très mécontent.
 - (3) Bid., pag. 18. Lettre du même au même, Paria, 22 juillet 1496.
- (4) Le traité fut remus le 10 juillet à Maximilien par le bérant Toison d'Or de la part de l'archiduc Philippe. La nouvelle du traité arriva à Trivuice à Asti le 27 juillet (Documents sur la premiere année, etc., pag 22. Lettre de Mozanica à Ludovic Sforza).
- (5) Le propre frère de sou maître des postes, que d'adleura Louis XII fit retenir.



pensant que Louis XII ne se flerait plus à l'archiduc, quand luimême lui ferait la guerre (1). Pour obtenir des secours de la diete, il déclara qu'il considérait cette paix comme un affront personnel, vu qu'aux termes de son contrat de mariage, étant usufruitier des états de feu sa femme, c'était à lui seul e. à nul autre qu'appartenait le droit de paix et de guerre (2).

La paix fut pourtant conclus Le 23 juillet, les doux princes attestaient publiquement leur bonne entente par une demande en commun au pape (3).

A la cour impériale, on affectait volontiers de croire cette paix instable et éphèmere (4 ; Ludovic Sforza, dont elle ruinait tous les plans, offrait cinquante mille ducats à l'empereur pour la rompre Maximilien restait fort bésitant tantôt il reconnaissait avoir accepté la paix, « y avoir mis sa signature avec de la mauvaise encre, mais que les envoyés de son fils avaient prise pour de la bonne encre tout de même »; tantôt il le mait ou essayait de discuter (5). L'archiduc passa outre et fit confirmer par ses ambassadeurs la promesse faite à Louis XII que, si Maximilien ne voulait pas retirer ses troupes du duché de Bourgogne, il l'aiderait à les en chasser. L'intérêt de l'archiduc à l'établissement d'une paix durable entre son père et Louis XII était évident, puisque Louis XII, dans leur accord, avait subordonné à cette paix la restitution de ses places.

Louis XII, qui tenait dans ses mains les gages de la paix, attendait sans impatience la conclusion définitive du traité. L'opinion en Flandre commençait à s'émouvoir : on y avait trouvé les

(2) Ibrd., pag 19 Lettre de Glovanni Cotta à Ludovic Siorza, Philipsbourg, 24 juillet 1492.

(3) Bud, pag 21 Il n'agissait d'obtenir la promotion du prévôt de Leyde, Elbuseden, un des conseillers de l'archidur, à l'archeveché vacant de Besançon.

(4) On prétendant que cette pars se réduirait à une trève de trois mois; que pour réduire les Bourguignons récalettrante les moyens parlitques ne sufficient pas à Louis XII, le trésorier de Bourgogue disant nettement que les nouvel es militaires qui venaient de Franche-Comté étaient trop bonnes pour que l'empereur restût les mains liées.

(5) Documents sur la première année, etc., pag 24. Lettre de Giovanni. Cotta à Ludovic Blorza, Fribourg. 5 août 1498



⁽¹⁾ Documents sur la premièré année, etc., pag. 16. Lettre de l'hippo Burgognono, la puillet 1491. Maximilien avait du reste une arrière-peusée : il voulait profiter du déstr qu'avaient les Bourguignons de faire la guerre (« spalla di fare novita ») pour y entraîner aussi les Flamands, et profiter des événements pour reprendre en main le gouvernement des étais de son fils, en se débarrassant de certains conseillers de l'archiduc qui lui étaient désagréables

conditions de la paix peu satisfaisantes, les places dont la restitintion était promise n'étant pas celles dont le traité de Senhis avait fait mention (i). Le roi ne traitait pas l'archiduc avec de grands égards ainsi il ne tint aul compte, au début de ses négociations avec Venise, d'une protestation que lui adressa Philippe contre l'occupation par la Seigneurie d'une partie des états héréditaires de la maison d'Autriche (2).

Malgré tout, nu le voyage de Philippe à la cour impériale en octobre 1498, ai le sejour de Maximilien en Flandre, d'octobre 1498 a janvier 1499, no modifierent les dispositions de l'archique L'archiduc envoya un nouvel ambassadeur à Paris pour protester de son respect à légard du traité précédent et de sa neutralité entre Louis XII et son père Il aliait même jusqu'à demander le secours effectif de la France si on essayait de l'obliger par la force à rompre cette paix. Fort des encouragements de Louis XII.l'archiduc résista à toutes les prieres commeaux menaces de Maximilien, qui dut quitter la Flandre sur cetéchec grave effort mécontent de son insucces (3) Peu de temps auparavant, l'archiduc avait manifesté son peu d'estime pour Ludovic Sforza, en le faisant prévenir par une simple lettre de la naissance d'un de ses enfants, et, la lettre n'ayant pas été cerité ou a étant égarée, en la excusant tres séchement et avec beaucoup d'impertinence (4).

Pour maintenir l'archiduc dans ces dispositions amicales, Louis XII envoya a Philippe d'Autriche une ambassade Le capitaine Robinet de Framezelles et Claude Seyssel partirent le 1 mars pour la Flandre; leur sejour se prolongea jusque vers le



⁽I) On trouvait que l'exécution du nouveau traité tardait à a effectuer; on venant à croire que, Maximilieu se retirât-il de Bourgogne, Louis XII garderait les places sous quelque prétexts. Au resis le paya restait assex indifférent à la peusee de se manque de foi possible. Documents sur la premiere année, etc., pag 32. Lettre d'Agostino de t remona à Ludovic Biorza, Bruges, 25 août 1498.

⁽⁴⁾ Documents sur la première année, etc., pag. 33 Lettre des ambassadeurs Florentins en cour de France à la Seigneurie de Florence (Paris, 17 septembre 1498).

⁽³⁾ Red., pag 64 Sommatre d'une lettre de P de Chatchon au trésorier de Bavole, 7 janvier 1499.

⁽i) Ludovie Slorza avait essayé de le ramener à lui en lui envoyant des présents et en lui faisant toutes nortes d'offices de services (Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 68, lettre du 18 décembre 1498). Plusieurs mois après, acceptant son humidiation précédente, il lui écrivait pour le remercier du bon accueil fait a ses présents et à son ambassadeur Francisco de Angono (17 mai 1499, Milan, ibid., Cartegg. gener.).

milieu de mai (!), et ils revinrent très satisfaits L'archiduc avait renouvelé ses déclarations d'amitié pour Louis XII, « que les consoils de son pere ne réussiraient pas, disait-il, à ébranler», il avait proposé une rencontre avec le roi de France dans une place sur les frontières de Bourgogne, il avait offert aussi de venir en France pour jurer fidébité au roi entre les mains du représentant que choisitait Louis XII D'autre part, il appuyant une demande de trève adressée par Maximilieu au roi de France, trève de trois mois qui devait durer jusqu'au commencément d'août, et que Louis XII secepta(?).

L'exécution du traité dejuitlet 1498 ent alors heu : Louis XII restitua à l'archiduc les places de Béthune, Aire et Hesdin. L'acto de remise fut accompli le 6 juin par Georges d'Amboise et M. de Lagny en même temps que le grand chanceher allait recevoir le serment de fidelité de l'archiduc pour la Picardie (3). Louis XII assurait ainsi la sécurité de ses frontières septen-

- (t) Mauro Saruto, Diaris, II, 558, l'ambassadeur vénition à la Scigneurie, Blois, 24 tévrier 1499. Documents sur la première année, etc.,
 pag. 67. Lettre anonyme de Lyon, 7 mars 1499. Main, A. d. S., Cartegg
 gener. Lettre de Petrobont à Ludovic Storza, Alexandrie, 17 mars 1499. —
 On avait cru à Venise que cette ambassade était destinée à la Seigneurie
 (Marino Sanuto, Diarii, II, 533, lettre de Zorzi, 18 mars 1491). On attribua
 ansat la prolongation du séjoni des ambassadeurs en Flaudre à des éthicultés qui n'existaient pas. C'est surtout Petroboni qui est l'écho de ces
 renseignements pessimistes erronnés. L'ambassadeur vénition a unique aussi dés le 26 avril le retour de Robinet, et cette nouvelle est prématurée
 à cette date. Entretemps le bruit d'une entrevue à Compiègne entre les
 deux princes circula avec persistance.
- (2) Documente sur la première année, étc., pag. 76. Lettre de Jean Guissard a Ludovic Slorsa. Marino Sanuto, li 714 et 720 L'ambassadeur vemieu a la Sergneurie, Blou, 6 et 15 mai 1499. L'archiduc avait traite les ambassadeurs français avec beaucoup d'houneur et leur avait donné de la vaisselle d'argent. Robinet, qui avait annoncé son retour pour le 6 mai, ne revint effectivement que le 12 du même mois.
- (3) Un secrétaire royal alla procéder à la même cérémonie en Bourgogne, et opérer la restitution de Dolen l'archidue. Marin) Sanuto. Diarin, II. 755. L'ambassadeur véultieu à la Selgueurie, 16 mai 1499. Milan, A. d. S. Cartegg. generale. Lettre de Somenzi à Ludovic Siorza. Turm, 16 juin 1499. Marino Sanuto, II, 777, Furin, 24 mai 1409. Documents sur la première année, etc., pag 70-71. Lettres de Lucio Malvezzi à Ludovic Siorza. Alexandrie, 12 et 15 juin 1499. Milan, A. d. S. Cartegg. generale, Lettre de Somenzi à Ludovic Storza. Genève, 18 juillet 1499. Tous les articles du traite de juillet 1498 étatent naturellement confirmés les Larchidue s'interdisalt formellement de prêter son concours à l'empereur pour ataquer Louis XII, et autorisait au contraîre le roi de França à lever en France et en Bourgogne les troupes dont il aurant besoin.



trionales; il privait Ludovic Sforza, qui du reste n'avait pas lutté directement contre lui auprès de l'archiduc, de la possibilité d'une diversion qui eût immobilisé loin de l'Italie une partie de ses forces, sinon son armée tout entière. Il privait Maximilien d'un allie puissant et surtout de la possibilité de prolonger les Jébats sur la succession de Bourgogne et le règlement du traité de Sealis; il lui infligeait en même temps, en détachant de lui, en son fils, un des premiers princes de l'Empire, une double et cruelle humiliation. Le contr-ecoup devait s'en faire sentir sur les affaires de Milan (!)

§ 3. - L'ambassade française en Hongrie.

A l'autre extrémité de l'Allemagne, le royaume de Hongrie, bien qu'il fit à peine partie de l'Europe, devait, dans l'état actuel des intrigues politiques, une importance réelle à sa situation géographique (2) Limitrophe à la fois des domaines de la maison d'Autriche et des états vénitiens, il pouvait inquiéter ou paralyser en partie l'effort, soit de Maximilien, soit de la Seigneurie. Ludovic Sforza ne paraît pas avoir aperçu l'intérêt qu'il pouvait y avoir pour lui à obtenir du roi de Hongrie une diversion contre la République de Venise. Louis XII fut plus clairvoyant. Des le mois de juillet 1498 (3), il entraît en négociations avec Mathias Corvin, en vue de la conclusion d'une



⁽¹⁾ Ne islaant pas iel l'histotre diplomatique de Louis XII, je n'al pas à Insister sur les diverses négociations engagées par lui avec les princes alternands. Il faut signaler cependant le traité conclu par lui avec l'électeur Paiatin du Rhin, dont l'all ance lui était précieuse à cause de la situation géographique de ses états. Louis XII s'engagesit à recevoir à sa cour le fils ainé de l'électeur, agé de quinze ans environ, à lui donner une pension de 800 livres tournois et à le traiter comme son propre parent. Un autre fils de l'électeur devait être envoys à l'Université de Paris pour s'y former « à la science et aux bonnes mours »; le roi lui promettait pour l'aventr un évêché ou une abbaye. Moyennant quoi l'électeur renonçait à faire valoir une créance de 72,000 livres qu'i àvait sur Charles VIII et Louis XII, et a remettre en vigueur le traité d'aillance qui avait existé autrefois entre Charles VIII et lui, ou un traité analogue (Paris, Bibliot Nationale Port Fontaneu, 152-153, foi, 272),

⁽²⁾ FRANKOI, Rapports di plomatiques de la France avec la Hongrie au commencement du XVI siecle, dans la Revue d'Histoire di plomatique, III, 2%. L'auteur ne dit presque rien de ce premier épisode.

⁽³⁾ Lettre de Louis XII au cardinal Orsin., de Mouains, 3 juillet 1498.

alliance par l'intermédiaire du cardinal Orsini (†). Déjà il avait chargé d'une proposition analogue un religieux hongrois (2). Il n'attendait qu'une réponse à cette première ouverture pour envoyer une ambassade en Hongrie. Il insistait beaucoup sur l'intérêt que Mathias trouverait à remplacer l'alliance de l'empereur, qui ne cherchait qu'à lui enlever son royaume, par celle de la France, qui serait absolument désintéressée. Il lui offrait, en cas de traité, un mariage avec une princesse du sang. Les pégociations aboutirent à la conclusion d'un traité d'alliance franco-hongrois et au mariage de Mathias Corvin avec une niece de Louis XII. Ce rapprochement avec la France entrafnait pour la Hongrie un rapprochement avec Venise et l'obligation de s'associer à la Seigneurie pour lutter contre l'invasion ottomane. Ce ne fut qu'a la veille de sa rupture avec la France que Ludovic Sforza s'en avisa et qu'il essaya de détacher la Hongrie de la ligue franco-vénitienne. Un projet d'ambassade milanaise en Hongrie fut ébauché vers le mi ieu d'août ; mais les événements militaires se préciniterent et rendirent cette ambassade impraticable autant qu'inutile (3).

§ 4. — La lutte pour l'alliance avec la Ligue Suisse.

Maîtresse des Alpes et des routes de communication entre l'Italie et cette Allemagne dont Ludovic Sforza attendait son plus ferme appui, la Ligue Suisse avait évidemment un grand rôle à jouer dans le différend franco-milanais. Les deux adversaires se disputérent avec une habileté acharnée son utile alliance ambassades, distributions d'argent, pensions, promesses, rien ne fut oublié par eux pour la gagner. Ludovic Sforza voulait, en se l'assurant, garantir la liberté de ses communications avec l'empereur; se réserver un inépuisable haras d'hommes de guerre; priver Louis XII de son meilleur marché de soldats, assuror à Maximilien la liberté de ses mouvements militaires, soit pour menacer la France, soit pour défendre le Milanais envahi ou attaqué. De son côté Louis XII voulait séparer Ludovic Sforza et l'Allemagne par une solide barrière, séparer

⁽I) Le cardinal Orsini, « protecteur » de la couronne de Hongrie en cour de Rome et ami de la France.

⁽²⁾ MARIND BANUTO l'appelle Jacopino Venante.

⁽³⁾ M. Sanuto, Diaris, II, 1107, 1138. Lettres de Lions, podestat véuitien à Grema, 17 et 22 soût 1499. — Le 22 soût, ce Moresani était encore à Misan et son départ était par ordre retardé de dix jours.

L. P., tom. 1.

l'Allemagne de Venise pour empecher la promière de retenir et d'immobiliser dans les Alpes les troupes de la seconde occuper Masimilien chez lui par la crainte d'une guerre centre les Suisses; delivrer Venise de la même crainte, en lin priver son adversaire des meilleures troupes de l'Europe et se les garder à lui-même. La complexité des intérêts mis en jeu explique suffisamment l'insistance de la France et de Milas.

Aussitöt apres son avenement, Louis XII envoya au agent secret aux cantons Suisses (1) . Il promettart que le nouveau ror neudrantious les engagements pris et payerantioutes les pensions promises par Charles VII, au moins pour la fin de l'année contante, en attendant de nouveaux arrangements (2) Cette ambassade u stait pas un acte de prutence mutile, car deja les Suisses se montraient disposés à user d'intimidation pour se faire payer les sommes promises ou dues par son prédécesseur ; une ambassode generale avait etc envoyée à l'empereur au nomde toute la Confederation, deja plumeura cantona, auxquela reatineat dus les arrerages de l'expédition de Naples et de la campagne de Novare, venateut de conclure avec l'empereur nu accord, par lequel, on echange de leur concours militaire, Maximilion's engageait a ne pas traiter avec la France sans qu'ils ne regussent satisfaction (3), le comte de Nassau levait dans les cantons six mille homines pour l'empereur, en leur donnant engarantie trois places de Bourgogne ; les Zurichon se montraient particulierement disposés à alter faire la guerre en Bourgogne contre le roi de Prance déjà ou annoncait la formation au profit de l'Empire d'une grande armée de la Confédération (i).



⁽¹⁾ Au moin d'nout 1469, il ouvoys à Genève le frère du builfi de Dijon, qui tiut cature duverte pour en rôler tous les Saimes qui voudraient prondre du service en France, des le 3 nout un grand nombre (1,000 det Raimmodt) étalent déjà enrôlés et le recrutement continuait (Documents sur les premuières aunées, etc., pag. 25. Lettre de Cotta, 5 août 1408).

⁽²⁾ Wilati A. d. S. Currepgio generale, Lettina Ludovic Sforza, signée «El-proposito di Bersa 5 juin 14ma (Louis XII et Ludovic Sforza, Documento 23).

⁽³⁾ Milan, A. d. S., Cartegg, gener., Ludovic Siora. à l'ambanadeur Moreson, Milan 23 juin 1494 (Louis Mil et Ludovic Sioras, Documents, 29). But , tettre de B. Chaico à Ludovic Storas. 5 juin 1493, d'après des remeignements provenant de Zarich et transmis par le marchend comasque. Paolo da tiervic. « Havere de com vistu levare da Zaricho gran numero de Alamani per audare à l'impresa de Borgogna contra el Re de Franza, permadendose com questa via indure el predicto Re à satisfarit de le pensione promesse, l'equale Sua Massià demostra non volera pagare.

⁽⁴⁾ Modène, A. d. S., Cancelleria ducale. Carteg. estero. Summario de ilebral capitali de Martolemes de Nari. 10 mai 1490 (Louis All et Ludovic Sforsa, Documenta, 18).

symptôme plus grave: le bailli de Dijon, Autoine de Bessey, agent ordinaire du roi de France en Suisse, se vit refuser par les Bernois un sauf-conduit pour se rendre à la diéte fédérale de Zurich (1) Quelque tomps apres, il faillit être massacré en repressultes du non-paiement des arrérages dus par la France (2)

C'était vers Ludovic Sforza que les Suisses se tournaient pour lors le plus volontiers. Le duc de Milan vit dans la mort de Charles VIII une occasion convenable de renouveler et de confirmer ses bonnes relations avec les cantons (3); déjà il était représenté à la diôte des Liques grises par un ambassadeur, Giulio Cattaneo(4). Il demanda aux Bernots la permission de leur en envoyer un à eux-mêmes, qui fut Giovanni Moresini. Les Bernots y consentirent et s'employerent à décider les autres cantons, surtout Uri, Schwytz et Unterwaldeu a conclure avec le duc de Milan des traités dans la même forme que le leur (5). En même temps que ces négociations générales, Ludovic Sforza conclusit des traités particuliers avec divers capitaines suisses : le 8 mai 1498, avec Georges Wiermann, chief de trois ceuts nommes, pour vingt-cimi florins par mois ; le 29 juin, avec

- (1) Maximillen leur avait enjoint de refuser absolument l'entrés de leur mys au bailit, et c'est cet ordre qu'ils avaient devancé, bien que les Aurichois en eussent avertis qu'Autoine de Besse, venait pour renouveler les anciens traités de Charles VIII avec les Suisses, preuve évidente de leur hostilité contre le nouveau roi
- (2) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 16 ; Documents sur la première année, pag. 16, Relation de Filippo Burgognono.
- (3) Milan, A. C. S., Cartegg generale, Ludovic Sforza à la république de Berne, 2 mai 1498, minute originale.
- (4) Milan, ibid., id. Lettres de Cattaneo à Ludovie Sforta, juin 1496, il a agrasait de l'exemption d'impôte pour la Vaile Misoleina, réclamée par les Grisons.
- (5) Milan, ibid., id., instructions de Ludovic Sforza à Giovanni Moresin qu'il envoie en Suísse, Milan, 14 juin 1498, minute originale. « Li Berneu se sono affatichuli continuamente, come sapete, per redure gli altri cautoni maxime Urania, Suit et Underwald, ad la signilatione di capituli cum noi net modo sono loro ». Bu judiet 1498, il y avait encure en Suisse un autre agent de Ludovic Sforza, appelé Bartolomeo de Mari. Le due ne put cependant traiter avec le canton d'Uri qu'après avoir consenti à une transaction au sujet de certains territoires disputes il dut leur abandomer la vallée de Bieguio et ne put se réserver qu'Abrasca. Cet abandon était consecti par Ludovic Siorza des le départ de Moresini, mats le 25 juillet, ce diplomate n'en avait pas encors tait parier aux gens d'Uri par les Bernois, ceux-es promettaient a cette date de laure renoucer Uri a la revendaction d'Abrasca.

Anselno de Cruala, chof de deux cents hommes (1). Le nombre des offres de service des capitaines suisses fut si grand que Ludovic, ne pouvant les accepter toutes et n'osant pas les repousser, prit le parti d'en renvoyer les auteurs à Maximilien (2). Cet empressement n'était au reste nullement désintéresse : les capitaines suisses attendaient de Ludovic Sforsa de hantes soldes; quelques-uns le consideraient n'ême comme le trésorier de Maximilien (3). Les cantous, de leur côté se faisaient payer leur alliance par des cessions, non de territoires, mais de privilèges juridiques et d'exemptions financières (4). D'ailleurs ils ne sacrifiatent pas leurs confedères, même les plus récents, même les Trivulce, à leur puissant alire le duc de Milau (5). Les avantages

- (1) M lan, A. d. S., Cartege, genere, acte d'engagement par Ludovic Siorza de ce capitaine. Aud nd Lettre de Lesare Porro, résident à Bellinzona, à Ludovic, 29 juin 1490.
- (2) Mian, séré, sel Lettre de Ludovic Sioren à plusieum aspitaines suisnes. 8 août 1498.
- (3) Milan, A. d. S., Pot. Est., Susseen, acts original par lequel un groups de capitaines de Schweits, Uri, Berne et Thurgone, et d'autres encors, réusis au «camp devant Coyae» en Bourgogue, donnent nouvoir à Ambronio Guglehwerge, leur mandataire, de réclamer à Ludovie fiforsa une somme de 10,242 florins à cux due par l'empereur Maximilien. Maximilien d'ailleurs feur donnait l'exemple.
- (i) Mazino Bantto, Diace. Il 168 29 novembre 1690 les ambamadeurs de la lique grise demandent à Ludovie de « mettre en liberté » (au point de vue flusicier) certaines Valiées limitrophes de leur pays.
- (5) Au moment même de l'avénement de Louis XII, des relations cordintes s'établicament entre les ligues suiteeu et Nicrolo di Misocco, qui, grace a la pomerasion du chiteau de ce nom avait des intérets communs avec elles. Minocco se rendit en Suisse au debut d'aveil par le Piemont et la Bavole pour éviter le territoire milarais. il devait auriver à Coire le 24 et 6 Misocco. le 27 avril (Milan, A. d. S. Carfegg, gener., lettres de Lesars Porro à Ludovic Storns, Bellineous, R et 24 avril 1898) ; il venuit demander sun fintenes d'appayer les demandes adressées par lui à Ludovir pour être mantil de 34 000 ducata, reliquat de diverses soldes dues par le duc à Trivalce (Milan, 1914). jettre de Balliumo a Ludovje Niorza. 21 avril 149 [Minorco est venu] - per haver adjute da quelti de la parte ad conseguire de la fix V, assai miliara de ducati, 34 000, di quali debba muer i reditore epuo II Jo. Jacomo de lo stipendio suo ad Figarolo, siquale adiato de la parte richiesto altre volte e atato recusato per non essere undato M. Jo. Jacomo de il fielo niuna volta ad zurare fra lorge. Lette demande uvajt ete mouvent facte deja nux Buigog par Trivulce et toujours repounde nous pretexte que al Trivulce ni son lieu étaient membres de la confederation. Missero arriva le 1º mai à Coire, y fut bien accueilli. par l'évêque, y reçui le serment d'hommage de ses vassaux de Misocco et de Sonza qui lui apporterent deux venax et une chèvre ; puis il jura ildélité à la confédération des ligues graces, et celles-es lui accordérent le droit de teur agu chàisan onvert on ferme a agu gre, taodia qu'amparavant il mait



immédiate ou futurs qu'ils rettraient de l'altiance sforzesque accrurent l'influence milanaise parini les cantons à la fin de 1498, plusieurs d'entre eux étaient absolument déc dés à s'allier & Ludovic Sforza.

Louis XII ne voulut pas laisser détruire l'influence française dans les cantons par les intrigues mitanaises : une ambassade solennelle, annoucée des le début de décembre 1498(1), et composée de Chrétien de Balasar, archevêque de Sens, et de Rigaud. d'Aurelle, bailli de Charires, fut envoyée en Suisse, en février 1409 (2). L'habileté des diplomates français fut grandement aidée par les circonstances : la guerre ayant éclaté entre les cantons et l'empereur, Ludovic Sforza était presque nécessairement contraint de sacrifier ceux la à celui ci; tout au plus pouvait-il tenter entre eux une réconciliation. Les Suisses, avec une parfaite aisance, se retournerent vers Louis XII; des la fin de février, tous, les Bernois surtout, manifestaient leur désir de servir le roi de France en Bourgogne Le 16 mars (3), les ambassadeurs français signérent avec les représentants des cantons à Lucème un traité que son préambule donna comme un simple renouvellement des traités anciennement conclus entre la France et les Suisses, comme une confirmation de cette alhance qui avant été si utile aux deux nations et qui devait leur assurer contre leurs communs ennemis une force

tenu de le laimer ouvert (Milan, sòsd sel Lettre de Porro à Ludovic Storza, 2 mai 1498. [Minocco fut] carecato prima et presentato bonorevolmente dal veschovo di Coyra, poi da il uomini de Minoccho e Sonza visitato e presentato di vitelit duy et una capra »; on dit que les bommes de « la liga grissa con liquati è confederato e giurato fidelta i hanno messo in liberta di lassare il castello de Minorco aperto e serrato al suo piacere). — Les Suisses se chargèrent de demander pour lui à Ludovic Storza l'exemption d'impôts pour la Valle Minolcina, et envoyèrent dans ce but une ambassatie à Milan, leur demande (Lit repousée le 16 juin par les conscillers B. Chalco, Andrea Cagnolo, Scipion Burbavara et autres « quali soleno intervenire al examine de le cose Alamanices (Milan, sòsd., id., note orig.). Ludovic modifia cette réponse et accorda aux ligues ce qui laisait l'objet de leur demande (Milan, sòsd., id. Ludovic à la Ligue, 24 juillet 1498. Voir quasi Rosaras, Intoria de J.-J. Travataso, 1, 306-307 et preuves, L., 251-254 (pièces 71 à 76).

(1) Manino Sanuro, Diarii, II, 198, Venise, 7 décembre 1498.
(2) Id., II, 481 Lettre de Doles, Turin, 22 févries 1499 (Doles se trompail d'ailleurs sur le but de l'ambassade qu'il croyalt destinée à Maximillen); 161d 11, 558. Lettre de l'ambassadeur vénitien à la Heigneurie, Blois, 24 févries 1499. On annouçait dès ce moment de prochains envois d'argent sux Suisses pur Louis XII

(3) Milan. A. d. S. Cartegg. ganer. Copie du texte du traité de Luceme. Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 110. très efficace». Louis XII promettait aux cantons appui et défense à ses frais paiement annuel, le jour de la Purification et dans la ville de Lyon, en mantere de pension annuelle, d'une somme de vingt mille livres, divisible en dix parties égales, soit deux mille livres pour chaque canton paiement, au cas où les cantons, ayant une guerre à soutenir, lui demanderaient un secours militaire que ses propres guerres l'empécheraient de leur fournir, d'une somme de quatre-vingt mille florins du Rhin, en quatre quartière et à Lyon, sans préjudice de la pension annuelle. Es retour, les Suisses prometaient au roi, pour ses affaires et ses guerres, le nombre d'hommes «qu'il leur serait possible et conventible de fournir (l)».

A cos clauses exclusivement militaires s'ajoutaient des clauses politiques. Chacune des deux parties s'engageait à faire nommer l'antre dans les trêves et les traités de paix conclus par elle. Si, comme les erconstances le faisaient prevoir, les Buisses so trouvaient engagés dans une guerre, Louis XII était tenu de déclarer la guerre à leur ennemi et de les aider. En revanche, les cantons interdisaient à tous leurs sujets de prendre les armes contre le roi de France et de le combatire, soit directement, soit indirectement; les cantons exceptaient de l'obligation de commune guerre le Saint-Stège, le Saint Empire et tous les étais avec lesquels ils avaient des traités, alliances ou engagements quel-conques. Mais il était spécific que cette réserve ne « appliquait pas au duc de Milan, et les cautons déclaraient « sans dol et sans fraude » n'avoir aucune confédération, alliance ni intelligence avec lui (2).

En vortu du traité de Luceine, Louis XII soutint les Suisses dans la guerre qui veuait déclater entre eux et Maximilien. Il avait tout intérêt à prolonger cette interminable lutte, guerre



⁽¹⁾ Cet ongagement était pris une conditions autvantes : le l'obligation cemult al les Suisses etaient cun-mêmes en guerre, mais dans ce cas le roi pouvait recruter des soldats individuellement dans les cantons. L'a Louis XII in atait pas tens de prendre à la solde les Suisses qu'il a aurait pas demandes lui-même. L'atout Buisse à la solde royale devait recevoir une solde mensuelle de quatre florme et deux, a commencer du jour on le soldat quittait sa maison; à le premier trimestre devait être payé d'avance, le premier tiers à Thurgovie ou à Lucerne, les deux aurres à Genève ou en tout autre endroit conventible, de les immunités et privitèges des troupes royales étaient stipulés pour les soldats suisses.

⁽²⁾ Seuls, les Bernois ne s'associérent pas à cette dernière déclaration la avaient sonciu recemment des traités avec Ludovic Storza, et, maigréle ur alliance avec Louis XII, vouluient en garder le bénéfice.

de montagnes, presque sans batailles et sans gioire, traversée de négociations confuses, coupées de trèves forcées par la difficulté des approvisionnements ou la rigueur du climat, plaie savamment entretenue au flanc de l'empire, trop bénigne pour que le malade voulût la cantériser et en finir, assez profotide pour l'irriter. Les premiers mouvements militaires des Suisses eurent lieu en jauvier 1499 (1), ce ne fut qu'au mois d'août suivant que les cantons accepterent la paix avec Max.milien. Pendant ces six mois de guerre, la luite diplomatique entre Louis XII et Ludovie Sforza en Suisse ne cessa pas un instant.

Louis XII prodigua aux Suisses des secours militaires et pécuniaires, non moins que l'aide de sa diplomatie (2), il le déclarait lui-môme officiellement le 26 avril 1 499 à Antonie Loredam (3). Le rétablissement de la paix entre Maximilien et les Ligues, dans l'espoir de pouvoir employer à son service l'influence et les forces des deux adversaires réconciliés, était au contraire le but de Ludovic Sforza des le mois de février, une ambassade milanaise parcourait les cantons dans ce but(4) Mais cette action diplomatique, bienfaisante quoique intéressée, était singulièrement démentie et génée par les actes que son désir de contenter

- (1) Les Suisses de la Ligue grise compicent officiellement avec Maximilien des le 25 janvier 1499, sous prétexte qu'il leur réclamant indûment des troupes qu'ils ne lui devaient pas (Marino Sanuto, II, 423 Turin, leure de Doice à la Seigneurie, 4 tévrier 1499). Les Suisses se rapprochérent alors de Venise, ennemie naturelle de Maximilien (chid., II, 474, Venise, 22 tévrier 1499).
- (2) Au début de mars, il autorise le comte de Misocco à conduire aux ligues grises un renfort de caquante hommes d'armes et de cinquante arbaiétriers à cheval; en même temps, il leur teit envoyer un subside de 1.500 flor.us par Trivulce, en mai, il leur envoie directement de l'argent et des pièces d'artillerie.
- (3) Milan, A. d. 8., Cartegy gener Lettre de D. de Petroboni à Ludovic Slorza, Alexandrie, 3 mars 1499. « Apresso me tra dicto como el conte de Misoccho se debe partire fra di 12 d'Ast et andare da la liga griza con cinquanta homini darme e balestrieri cinquanta a cavalo». Mais les troupes de Misocco n'étaient pas encore parties au milieu de mai Marino Sanuto. Diarit, II. 769. Lettre de Doice à la Seigneurie, Turin, 17 mai 1499; ibid., II, 553, lettre du même, Turin, 22 mars 1499, ibid., II, 678, 23, 25, 26 avril 1499, lettres de Loredam à la Seigneurie. Mitan. A. d. 8. Cartegy gener, lettre de Georgio Soprasasso à Ludovic Siorza, de Siou (Valais), 26 mai 1499. Marino Sanuto, ibid., II, 639, Venise, 16 avril 1499.
- (i) Ibid., 11, 481, Lettre de Doice à la Seigneurie. Turin, 23 février 1499. En moine temps qu'à la paix générale, il travaillait à la bonne entente des chets locaux entre eux en mars 1499. Jean Cotta essayait a réconciliation difficile de l'évêque de Coire et des régents d'Inspruck. Milan, A. d. S. Cartegg. gener., Giovanni Cotta à Ludovic Sforza, 10 mars 1499.

surtout Maximilieu imposait a Laidovic Sforza, le 6 mars 1499. l'empereur, dont les troupes venaient d'eprouver une sérieuse defaite, voulant réduire ses ennemis par la famine, pria péremptorrement le duc de Milan de former toutes les routes par les quelles les Suisses pouvaient s'approvisionner de victuailles ou de munitions, et le duc de Milan s'empressa de se conformer à cet ordre pen déguisé. 1) Peu de temps après, il envoya à l'empercur des subsides (2) il mit cinq mille hommes a Bormio pour repousser une agression éventuelle des Suisses (3), Mais la situation était difficile, car les Grisons, qui connaissaient ces trahisons de Ludovic Sforza, le menagaient, une fois débarrassés des Impériaux, d'aller se venger par l'incendie et la dévastation de Chiavenna (4). La Ligue grise se défiait tant de lui que, pour éviter une surprise ou une trahison possible, elle occupa le château de Conradin de Rozum (5). D'ailleurs, malgré les essais de parrification de Ludovic Sforza, la guerre helvéto-impériale se prolongeait, et, malgré son intervention en faveur de l'empereur, elle se prolongeait en faveur des Suisses (6).

(1) Milan, Joid., ad. Lettre de Maximilien à Ludovic Slorza, 6 mars 1499 e Ne res cibarie aut alia quecumque talibus hostibus nostris usui pertinentla adduct et advehi queant ». — Maximilien se déclarait « gravemento offeso ed insultato da la republica griggla. »

(2) MARINO SANUTO, II, 503. L'ambassadeur vénitien à la Seigneurie, Milan, 6 mars 1499. En avril Balbiant lui conseille de s'emparer de la Valle.

Bregalia.

- (3) Milan, A. d. B., Carteggio generale, Balbiani an duc. 1" avril 1499. (Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 94). Les femmes des Liques grisonnes avaient commencé à chercher un saile dans la Valle Bregalia, emmenant avec elles leurs bestiaux et emportant leurs biens les plus précleux : c'est alors que les Milanaisde la Valle di Chiavenna se portèrent aux les frontières pour venger d'anciens pillages opérés par les Grisons et piller à leur tour. Balbiant donna des ordres sévères pour empêcher toute agression de ses subordonnés contre les Grisons, mais li écrivit à Ludovic Sforza que le moment était favorable pour un coup de main. Marino Sanuto, Diarsi, II, 656. Lettre du vénitien Ca da Pesaro à la Seigneurie, Brescia, le 27 avril 1499.
- (4) (3) le document cité note précèd, « Il n'y avait pas es Suisse, det naivement Balbiaul, de plus maudites gess et de pires ennemis du duché de Milan ».
- (5) Il como andalt la principale des vallees de communication entre le Milanais et son ierritoire. Marino Senuto, ibid., II, 671, lettre du podestat de Bergume, 30 avril 1499.
- (6) À la fin de mars, l'armée suisse montait à 30,000 hommes environ, et les Remois avaient décidé de faire durer la guerre pendant toute l'année en engagennt ces troupes par petits paquets (Did., II, 572, lettre de l'ambassadeur véultien à la Seigneurie, Blois, 25 mars 1499). Maximilien furieux



Co fut ce moment que, sont pour intimuder Maximilien, soit pour encourager les Suisses, choisit Louis XII pour ratifier à Biois,

de cette prolongation de la visistance et se doutent que l'influence de la France a'y était pes étrangère, voulait recommencer la guerre contre Louis XII en Bourgogne (Bid., Il 533, lettre de Dolce à la Seigneurie, Turin, 22, mars 1400. Les Suimes remportèrent divers légers avantages par ce système, onlevèrent six étendards imperison à Respurch, prirent plus eurs châteaux voisiris de Constance, remportérent une victoire prés d'Ulm (Maring. Sanuto, IL 570, Vetras, ila colegio, 2 avril 1899) Benucoun d'Allemanda périrent novie dans est engagement. Après une suspension d'armes à eques de l'extrême froid (au début d'avril), des négociations s'ouvrirent, mais les Muimon réclamant le remboursement de leurs frais de guerre et la érmion de plusieurs piaces, les deux armées recevant chacune des renforts, surtout la leur, et Maximilles se montrant peu dispuet à cèder à leurs prétentions, riles furent vites intercompues, sur le conseil des évêques et abbés suisses. Marino Sanuto. Diarri, II, 627, Venina 9 aveil 1690, ibid., IL 627, lettrede Dolce à la Seigneurio, Turin, 17 avril 1499). Les Suisses d'attleurs hauanjent alocérement l'empereur (Sanuto dit énergiquement qu'ils a avaient pas « don enigue » envers Maximilien). L'armée suisse, avez ses rentorts, comptait un nombre de troupes considérable, les cautons crurent evoir terminé la guerre par leur v.ctoire de Constance, remportée vers la fin d'avril, sur une armée de doute mille hommes, et on les Allemands leur abandonnément le terraire aver treize mille hommes et plus de vingt pièces d'artiflerie, et movie de piesieurs engagements heureux, où en quinne journ les Impérieux perdirent, teut éompre, trois mile hommes. Fiem et surs de leur strofe, complant sur l'épouvante que leur som seul jetait parmi les Allemands, comptant sumi our le malame de l'Allemagne on les payants, disait-on, attendament leue victoire pour an rendre libres comme eux. Ils Syralent vouls Suir is guerre par une autre grande bataille. (Savado, 11-806et 670, lettres de Doice, Turio, 25 et 26 avril 1490. Le chiffre de quatrevingt, mille houmes, indiqué par Doice é après, une source qu'il n'indique pas, ent très venimemblablement exagéré. Becl., Il fait, lettre de Brescia, 🕏 aveil 1499 , Documente sur la première année du règne de Louis XII, pog. 75, lettre de Malvenni à Ludovic Biorza, 28 avril 1499 ; Marino Banuto, Il. 712 et 773, Venise in colegio, 14 mai, et Milan, 26 mal, lettre de l'amhousedour vénitien à la Reigneurie). Ils avaient treste huit mille hommes de pied la plus grosse part, trente melle, gardaent le pays, les montagues et surveillaient le comp laipérial , deux colonnes de trois mille et cinq mille hommes allaient déventer et brûler les valiées appartennut à la maison d'Autriche : par exemple, au début de mai, incursion dans la Vulle di Trinting, Main Maximilier faisait maturellement is calcul inverse. Il voulait mar cetto bello armito par la fatigue, la lamano, le manque de munitione, nachant que les Sulores n'avaient plus d'autres troupes à mettre en ligue, tandia que les miennes se renouvelaient sons cesse (1644 , 11 5.79 lettre de Roveredo, 16 avril 1490 , tênd - II., 712, lettre de Doice à la Heigneurie, Turin, 12 mai 1899). A la fin d'avril, l'empereur glia prendre l'étendard impérial à Cologne et réunit une nombreuse armée, quarante mille bommes de pied et treize mille chevaux. A voir l'armée ensemie comblet ses vides al aisément, le découragement commença à gagner les Cantons, qui demanet pour publier officiel emont, le traité de Lucerne (l) , il fut aussifot repandu et commente en Italie , l'article qui assurait aux Suisses la faculté de pouvoir demander en tout temps des subsides au roi, frappa beaucoup l'opinion; on aisura même que Louis XII avait envoyé son acean a la Confédération, pour qu'il figurăt sur les actes fedéraux a côté du sceau helyétique (2). -Les tentatives des agents inflanais, les accusations qu'ils adressaient aux embassadeure de Louis XII, de multiplier les «promesses vames» dans loseul but de détacher les Suisses de Ludovic Sform, les représentations de Tormelli, dont la bonne foi n'était pas monte suspecte que l'impartialité, n'empêchèrent pas la signature de luttive du traité d'alfrance (3) - Après avoir un moment conseillé aux Suisses, apres la victoire de Constance, du tenter des négociations «pour le bien général de la chrétienté». et (comme le remarquait finement Lordam), pour retrouver la libre disposition des troupes qu'il lui fallait pour sa campagne. d Italie, après le 1 avoir demandé de faire une trêve avec Maximilien jusqu'a l'envoi de ses ambassadeurs (4), Louis XII en revist a des idées franchement belliqueuses. Il envoya aux Suisses, au commencement de juin deux cents lances, huit pieces d'artilierie, des munitions, et vingt-six mille francs pour payer leur infanterie (5). Des délegués de Pribourg et de Zurich.

derent de nouveau contre Maximilien l'apput de Venise. (Sanuto, II, 746, Venise, in colegio, 4 mai 1499). Bientot les Allemands traitérent Venise en ennemie, en juin, ils cuvahirent son territoire, tuérent une dizaine de bergers et firent une prise de trois mille moutons qui étalent à la montagne (Marino Sanuto, II, 815, lettre de Feltre, 12 et 13 juin 1499)

(1) Documents pour la première année du régue de Louis XII, pag 77 Lettre de Guisoard à Ludovic Storra, 6 mai 1499 Les lettres patentes de Louis XII, annonçant la conclusion du traité « avet les magnifiques et puissants négueurs des dix cantons de l'illustre et astique confédération de la Haute-Alemagnes, présentaient cet acts comme un renouvellement d'une antique alliance

(2) Ibid., pag. 77. M. de Saint-Priest déclarait Louis XII absolument decidé à souteur les Suisses. Manno Sanuto, II, 870, d'après une lettre de Trivaice, 24 juin 1499.

(3) Milan, A. d. 8, Pot estere Suzzera. Lettre de T. Tornielli à Ludevic Biorza, Lucerne 8 mai 1499 Il les avertit de prendre garde que le roi de France se soucisit peu qu'ils gagnament sur l'Allemagne même un pollare, qu'il n'agistant oue dans son intérêt particulier, qu'une fois devenu plus puissant par feur side. Il teuterait de les vaincre à leur tour et de leur ôter leur liberté (Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 112).

(4) Marino Sanuro, II, 672 et 679, lettre de l'ambassadeur vénition à la Seigneurie, Blois, 23, 25, 26 avril 1499

(5) Milan, A. d. S. Potenze estere, Sucazero, lettre de Soprasamo à Ludovic



allèrent à Genève demander au duc de Savoie le libre passage pour ceste artillerie, et à Dijon et Auxonne en prendre livraison, en examiner l'état et en surveiller l'expédition en Suisse. Ils devaient aussi porter au roi les plaintes des cantons courre le duc de Milan, qui avait interdit l'importation des vivres sur leur territoire et solliciter l'envoi de troupes françaises sur les frontières milanaises (1).

Entretemps les relations politiques entre Ludovic Sforza et les Suisses étaient presque completement interrompnes; ils se refusaient à toute intervention dudue de Milan entre eux et l'emporeur, car le duc y me tait pour condition qu'ils deviendraient ses propres alliés (2). Une longue et monotone série d'incidents de frontiere, presque tous identiques et n'ayant pas, chacun pris à part, grande importance, maintenai, la mésintelligence et un trouble permanent entre la confédération et le duc de Milan(3). De son côté, Ludovic Sforza prenait les mêmes mesures defensives qu'il aurait prises dans un état d'hostilité déclarée contre les Suisses: myltiplicacion des officiers dans le hant Milanais, nomination de Cottino a la surveillance spéciale du lac Majeur, de Georges de Langosto et de Hannibal Balbiano a la garde de Chiavenna et de sou comté (4) ; ordre de faire un état de tous les hommes valides et en état de porter les armes, et des armes lo plus utilisables (5); interdiction de l'exportation des approvisionnements par la vallée de Bellinzona, « bouche par où se vide tout le corps du duché » (6); réunious de grands approvi-

Biorza, 28 mai 1499 Le document qui dit que Louis XII hésitait à envoyer des troupes aux Sousses «parce qu'ils savaient mai diriger leurs affaires» est sons doute mai resseigné.

- (1) Milan, A. d. B. Potenze estere, Savora, lettres de Somensi à Ladovic Siorza, Genève, 14 et 19 juin 1499 (Louis XII et Ludovic Siorza, Documents, 141, 142 et 143).
 - (2) Marino Saauto, II, 859, lettre de Dolce, Turin, 24 juin 1499
- (3) Citons, entre mille, des querelles entre les gens de Bormio et la Va tellae au sujet du respect par ceux-ci des privilèges des premiers, plaintes des Grisons contre la parcimonie avec laquelle les Milanals leur fournissaient des vivres et menaces de s'es procurer par la torce, incursions fréquentes des Suisses et des Grisons sur le territoire milanais. Milan, A. d. B. Carte 79, gent, pêt tion de Bormio, 10 mai 1499 et ibid., Balbiano à Ludovic Sloren 3 juin 1499 (Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 114 et 130).
 - (4) Ibid., Documents, 131
- (5) Ibid., Documenta, 132. Une note conservant une partie du résultat de cette enquête est conservée dans le Carteggio generale; elle signale 780 hommes « boni» dans le seul comté de Chiavenna.
 - (6) Milan, ibid., id. Ludovic Storza à J. Crivetti, commissaire à Beltin-



sionnements, d'armes et de munitions à Tirano, sous prétexte d'un voyage éventuel du duc de Milan pour se rendre à une entrevue avec Maximilien (1), puis défense de l'exportation du soufre, mesures douanières très séveres prises pour la visite des bagages des voyageurs, surtout suisses et allemands (2), enfin, organisation d'un système d'espionnage dans le pays des Grisons (3), il était sans doute malaisé de multiplier davantage les barmeres entre le duché de Milan et ses voisins du nord.

Louis XII, voyant avec l'été a approcher le jour de son entrée en campagne, ne negligeait rien pour developper l'influence française que servait si bien cette attitude si maladroite ou même hostile. En même temps qu'il fournissait directement par Trivulce de l'artillerie aux Suisses (4), il multipliait les ambassades destinées, non pas seulement a représenter d'une façon apparente son bon accord avec la confedération, mais aussi à diriger et à surveiller le recrutement des troupes qui lui étaient nécessaires. Après l'archevêque de Sens, le baille de Dijon, puis le marquis de Rothelin, enfin M. de Myolans, furent successivement envoyés en Suisse.

C'était la période pratique de son alliance qui commençait pour Louis XII, avec l'audience que le bailli de Dijon obtiut le

zona. Milan, 9 uin 1499. Documente, 136 — Ces mesures prohibit ves émurent les habitants de la Valdireno, qui voulurent par représables remir fave novité dans la Valla San Glacomo. Ludovie Sloras dut écrire à Balbiano de calmer ces inquiétudes pepulaires. Bien que la oécessité du moment l'obligent à restreindre la liberté de la circulation des blés et vivres, ses dispositions pour les habitants étaient toujours excellentes. Ludovie se enchait pas d'ailleurs que l'incertitude ou le plougeait l'action des Français étaient un des motifs de cette interdiction , les mauvaises récoltes dans le Montebriants, jadis un des gressers de la Lombardie en étalent un autre (Milan, têtal. Ludovie Sloras à Balbiano, 12 juin 1899. Mid., Documente, 180).

- (1) Marino Senuto, II, 434, 18 juin 1499.
- (2) Milan, A. d. S. Potenze estere, Suzzaere, Ludovic Sioras à Bulbiano, 26 juin 1490.
- (3) Mitan, têtel Cortege, gener., Balbiano à Ludovio Moras, 12 juin 1400.
 Il réciame la grêce d'un de ces espions, «pratico ed accorto a quel mestier» manacé d'une condamnation à mort par le podestat (mijanaia) de Morbagno.
- (4) Badino di Pavia annonce à Ludovic Sforza, au début de juin, une victoire remportée par les terisons, grace à de l'artificite à eux prêtée par Trivulce seulement pour cette bataille et qui devait lui être renvoyée immédiatement après (Leitre de B. de P. Tirano, 5 juin 1490, dans Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 133). Des espions vénitiens pretendaient qu'il y avait quinze cents Français dans l'armée suisse (Marino Sanuto. Di arti, II, 897 lettre de Roveredo, 5 juillet 1490).



21 juin de la diete fédérale de Lucerne (1). Après avoir manifesté. l'intention du roi de commencer incessamment la guerre contrele duc de Milan, Antoine de Bessey demanda à la diete l'autorisation de recruter une armée de quatre à cinq mille hommes que le roi de France enverrait a ses frais en Milanais. Mais une complication retarda l'entente à ce sujet; la diéte recevait en même temps un nouvel ambassadeur de Ludovic Sforza, Galeas Visconti, les deux diplomates rivaux, ajournés à huitaine, comparurent ensemble. Galéas Visconti présenta la défense ou les excuses du duc de Milan sur ses relations trop amicales avec l'empereur, et annonça une nouvelle et décisive intervention de Ludovic Sforza en faveur de la paix, en échange de laquelle il ne demandant à la Confederation que sa neutralité Cette communication fut froidement accueillie par la diéte. Les gens d'Uri déclarèrent sans ambages au bailli qu'il fallait commencer la guerre le plus tôt possible. L'échec de Galéas Visconti semblait donc assuré ; mais le prudent bailli de Dijon avertit néanmoins le cardinal d'Amboise de cette mission milanaise et de l'ambassade projetée en Altemagne, et conseilla de hâter le départ de l'archevêque de Sena. En l'attendant et en attendant qu'il apportat les six mille livres qu'il avait promises aux Suisses, le bailli de Dijon commençait ses opérations d'enrôlement. La mission de Chrétien de Salazar. eut, cette fois comme la première, un plein succès. Peu de temps après son arrivée, il écrivait à Louis XII qu'il trouverait en Soisse, en cas de besoin, les quatre ou cing mille hommes nécessaires (2). Louis XII no se contenta pas cependant de ses services; a la fin de juillet a lui adjoignit le maréchal de Bourgogne, marquis de Rothelin Cette nouvelle ambassade eut, aux yeux des contemporains, une énorme importance (3); on en fit dépendre le succes definitif des Suisses et celui de l'expédition de Louis XIV.



⁽¹⁾ Lettre d'un agent de Louis XII, Lucerne, 22 juin 1499 (Louis XII et Ludovie Sforza, Documente, 148)

⁽²⁾ Voir ces documents publies par Périssien, Cryptographie de Simon Cattaneo.

⁽³⁾ Milan, A d. S. Potenze estere, Savora, lettre de P. Somenzi à Ludovic Slorza, Genève, 23 juillet 1499 «Hogi se aspecta qua el marchese de Rotolino, marescial de Burgogua, oratore del Re de Francia che va atil Svizeri, non obstante che gli sia M de Sans. Qua e aviso somo M. Visconti è partito da Lucera per andare sila Cesarea Maestà e che ha da Sviceri havuto bona commissione de tractare la puce « Marino Sanuto, II, 1006, lettre de Dolce à la Seigneurie, Turia, 27 juillet 1499. — Florence, A. d. S., Lettere esterne, XXXVII, tol. 40, Lettre de Soderini à la Seigneurie, 23 juillet 1499. On donnaît à cette date pour motif à l'ambassade de Rothelia soit de « fare fauti », soit de « accordail col archiduca e l'imperio».

Entretemus avait lieu l'envoi de l'artillerie promise aux Suisses par Louis XII, en vertu du traité de Lucerne: Louis XII devait la faire conduire à ses frais jusque sur le territoire suisse avec tous ses accessoires, charrettes, poudre, chevaux, aiusi que tous les maîtres bombardiers (1) ; apres direrses péripeties, clie arriva au camp suisse vers la fin de juillet. En même temps, cu vertu des promesses faites par la diete à Antoine de Bessey. et à l'archevêque de Sens, le recrutement des troupes suisses pour le compte de la France acheva de s'organiser, il fut contrano quelque temps par des mosures restrictives prises pour endormir les défiauces de Ludovic Sforsa et de ses agents en Suisse et en Savoie (2) ; au début d'aout, M. de Myolans fut envoyé à Genove et dans le pays de Vaud pour le surveiller; et, des le 30 juillet, commisserent à passer à Genève, se rendant à Lvon ou en Dauphine, les Suisses enrôles, qu'attiraient au service de la France l'appat d'une soble certaine et la vision des grasses plaines de la Lombardie (3).

Pendant que s'executait ainsi le traité de Lucerne, la luite diplomatique s'exaspérait entre les puissances qui avaient interêt à la continuation ou à l'achevement de la guerre entre l'Empire et les Suisses. La suite de la guerre même avait bien modifié la situation générale et les dispositions des puissances. Après une période de succes qui avaient enorgieilli les Suisses jusque à l'insolence, — ils conseillaient aux Allemands de se mettre leurs cuirasses sur le dos pour protèger leur (uite(4), — les troupes de la confedération subtrent plusieurs revers, notam-



⁽¹⁾ Ce convoi descendit la Saune et remonta le Rhône accompagné depais. Lyon d'une escorte de 1,500 hommes, qui pénetre sur le territoire de Bavoie, menaçant les habitants d'une dévastation générale s'ils s'opposaient à non passage. Le duc de Savoie, ne pouvant s'opposer à cette violation de son territoire, lié d'aitleurs par son traité avec la France, finit par accorder aux delegués spéciaux de la confédération, envoyés à Genève, le libre passage: mais d'refusa la garantie qu'ils fui demanda ent que cette artiflerie ne leur seran pas enlevée ni ablinée dans le transit, soit par les Bourguignons, soit par d'autres. Arrivé à Genève, le convoi y fui retenu jungu au 18 juillet par l'occudement du pont d'arve et la chute d'una pièce d'artiflerie dans la rivière (Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 193).

⁽²⁾ Le bailli de Fribourg vint à Genève interdire la sortie de tout soidat suisse hors du territoire nous prétexte que la confédération avait actuellement hésoin de tous ses membres ; des précautions matérielles contre cotte émigration militaire furent même prises.

⁽³⁾ Milan, ibid., id. Leitre de Somenci à Ludovie Sforza, 1et noût 1890, et de Corneno Nibbia, (6 noût 1499 (Louis Affet Lud. Sforza, Documenta, 277).

⁽⁴⁾ MARINO SANUTO, II, 207

ment une grave défante à Corre, la flotille suisse, réunie sur le lac de Constance, bien armée et bien approvisionnée, fut détruite ou enlevée par les gens de Constance et des environs, qui massacrèrent environ quiuxe cents Suisses (1). Les cantons, decouragés, se montrérent tout à fait disposés à traiter.

Ludovic Sforza, saisissant cette circonstance favorable, envoya Angelo de Fiorenza à la diete de Berne (2), où étaient reunis les chefs de l'armée fédérale et où la tendance pacifique (3) s'affirma hautement, mais où les efforts du duc de Milan, finalement, échouérent : le 12 juillet, tous les cantons, sauf la Ligne grise, se prononcérent pour la continuation de la guerre, et une armée de vingt mille hommes se mit en marche vers Bâle pour combatire les impériaux ou ravaget ce qu'elle gourrait du territoire Allemand (4) Mais, rapportees par Galeas Visconti à la diéte de Zurich, les propositions pacifiques de Maximilien furent prises en très sérieuse considération, la diete offrit de se transporter à Schaffouse pour les continuer (5).

Toute conclusion de la guerre par l'influence de Lauovie Sforza oùt été faneste à la puissance et aux projets de Louis XII Aussi celui-ci essaya-t-il de conclure la paix entre l'Empire et la confédération (6), avec une exclusion rigoureuse du duc de Milan. Il n'y réussit pas, mais il put du moins la faire retarder

(1) Milan, A. d. S. Cartegg "gener., Lettre de Latinada à Ludovic Siorza Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 195).

(2) Milan, Mid., Patense estere, Savoia Somenzi à Ludovic Sforza, 18, uillet 1490 (Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 193). Marino Sanuto II, 897. Lettre de Roveredo, à juillet 1499. Le personnage passe le 9 juillet à Bassano avec une quinzaine de cavaliers (Ibid., II, 912, Lettre du vénitien, Lion, Bassano, 12 juillet). Ibid., II, 921, avis de Bergame, 15 juillet 1499.

(3) Ette devint assez forte pour inquieter les amoassadeum français à Venuse, Beaumont et Maynier, qui suppliérent la Selgneurie d'intervenir pour empécher la comobation de la paix. Marino Sanuto, ibid., II, 912, Venise, in colegio, 11 juillet 1499.

(4) Milan, A. d. S. Potenze estere, Savora, Somenzi & Ludovic Storza, Genéve, 18 juillet 1499 (Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 193).

(5) Milan, Bibl. Ambrosienne, Cod. A. 114. Arluno, Storea de Milano, pag. 107 v. Modéne, A. d. S. Cancell. Ducale, Notizie cul estratti. Die 25 julii 1499, in Zurigs Responsum datum per magnificos dominos confederatos magnifico el præstantissimo equiti domino Galeazio Vicecomiti ducali oratori (Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 212). — Milan, A. d. S. Carteggio gener., lettre de Moresno à Lunovic Sforza Sion, 2 août. Documente, Marino Sanuto, II, 973. Lettre de Barbaro, podestat vénition à Felice, 25 juillet 1490.

(6) Ariano dat nettement qu'il employa tous les môyeus pour empecher (es Suisses de s'enteudre avec Maximilies : « douativis pragradabus sol-

jusqu'au moment même où son armée fut complètement organisée et la campagne commencée. Un accord était désormais inoffensif, et les troupes disponibles de Maximilien ne pouvaient plus arriver en temps utile au secours du duc de Milan. Quant aux Suisses eux-mêmes, Ludovic Sforza n'avait rien a espérer d'eux leur ayant offert des approvisionnements et demandé leur concours militaire, ils répondirent qu'ils ne se souciaient pas de sa proposition de vivres, et qu'ils ne voulaient pas s'associer a un ennemi du roi de France et de la Seigneurie de Venise (I). Ce ne fut qu'individuellement que quelques capitaines Suisses prireit du service en Milanais (2). Officiellement la confédération était l'ailiée de Louis XII.

Le Valais, isolé du reste de la confédération helvétique ne survit pas sa politique, et subit absolument l'influence du ducde Milan. Louis XII ne paraît pas du reste s'être soucié beaucoup de l'attirer à lui Bien que les Schinner, qui possédaient quasi héréditairement l'évêché de Sion, fussent les obligés de Charles VIII (qui, l'année même de sa mort, venant d'abandonner. à l'évêque de Sion divers bénéfices possédés en France par le cardinal de Saint-Séverin) (3), ils étaient infécdés aux Sforza. Ce fut parmi les Valeians que Ludovic Sforsa trouva ses meilleurs soldats et notamment le capitaine Georges Soprasasso, qui agissait comme son véritable agent : il faisait, par exemple, portor aux soldate Suissos dejà arrivés en France la defense, proclamée par la diete, d'aller au service des princes étrangers . il essayant de débaucher les capitaines au service de Louis XII (4). Ludovic Sforza le chargea d'engager le plus possible de capitaines d'infanterie aux conditions que lui indiquerait Elea Crivelli, et de les lui expédier avant que l'interdiction du service à l'étranger fût définitive. Il finit par engager Soprasasso lui-

heitat Helvetion Rhetioogne in Grancem » (Mi au. A. d. S. Cartege gener-Lettre de Morenial à Ludovic Morza Siou. I noût 1499) Le bailli de Pribourg ansurait à Geneve que cette negociation avait ete confice au prince d'Orange par Louis XII. D'après Somenal, c'est sous l'influence de la « subornatione » accomplie sur eux par les diplomates français que les Suisses refusèrent de traiteraves Manimilian (Milan. A. d. R., Pot. Est. Savera. Somenal à Ludovie Biorza, 29 août 1499, Genève. Louis XII et Ludovie, Documents, 319).

- (1) MARINO SANUTO, II, 1185, Lettre de Bergame, 30 août 1499.
- (2) Voir plus loin chap V Les préparatifs m litaires de Ludovie Sforse.
- (3) Milan, A. d. B. Cortegg. Gener. Note du 8 avril 1490.
- (4) Mitan, that, id. Correspondance de Georges Soprasano et de Ludovic Storza, juillet et août 1499.



même. Malheureusement pour lui, là comme ailleurs, ce fut beaucoup trop tard qu'il se mit à l'œuvre : ces négociations des-tinées à lui assurer des troupes et l'alliance d'un pays qui par sa situation géographique pouvait gêner, des deux côtés des Alpes, une invasion française, c'était à la fin du mois d'août 1499 qu'il les entreprenait, tandis que les bivouacs de l'armée française s'allumaient déja aux portes d'Alexandrie et de Milan ellemême

III.

LB TURC

Un retard non moins impolitique empêcha Ludovic Sforza de se servir avec profit et succes de l'altiance la plus redoutable mu'il ait formée contre Louis XII. « Le Ture », ennemi commun de la chrétienté, terreur universelle de l'Europe, et surtout de l'Italie, était jusque alors resté en dehors du système européen et de la diplomatic naissante. Il fallait une singulière hauteur de vues et une rare hardiesse pour rompre avec la tradition et et demander le concours du sultan cont re une nation chrétienne Ludovic Sforza eut cette audace et cette habileté. Les possessions levantines et grecques de la république de Venise, sa domination sur les côtes orientales de l'Adriatique, l'exposaient la première aux dangers d'une invasion turque. Il était d'une sage politique pour le duc de Milan, à ne considérer que l'aspect matériel de la situation, d'essayer de faire opérer contre la Sérénissime république une formidable diversion. Ludovic Sforza commenca, au printemps de 1499, des négociations fort obscures et fort secrétes avec Bajazet. Il lui offrit deux cent mille ducats comme frais d'une expédition contre Venisc(f). S'il n'est nas démontre qu'il ait provoque les Turcs à la guerre, il sut au moins diriger contre Venise l'expédition qu'ils préparaient. Il s'en cachait soigneusement : le 15 mai, il affectait de dire

Google

L. P., tom. I.

u

⁽¹⁾ Marino Sanuto, II, 958, l'ambassadeur vénitien de Rome à la Seigneurie, 19 et 20 juillet 1499, et ibid., II, 912, in campo, 11 juillet 1499. — Ce chiffre de 200,000 ducats, si exagéré qu'il paraisse, est celui que donneut tous les documents indirects, les seuls auxquels ou puisse s'adresser, en l'absence de tout témoignage de premier degré. Au surplus, la somme n'est pas relativement trop forte, vu celles que Maximillen par exemple, extorquait de Ludovic Storza pour de moindres services. — Voir Rosmiqi, Istoria de Tribulzio, 1, 312 et II, 193-105, qui croît à la « culpabilité » de Ludovic Siorza

publiquement à l'ambassadeur de Maximilien à sa cour que l'empereur devrait se mettre a la tête d'une croisade, et il offrait un subside annuel de cinquan e mille ducats dans l'intérêt commun de la chrétienté (1). En de tels propos son hypocrisse était entière : il songeait en ce moment à envoyer à Constantinople, un ambassadeur, qui cut été Galéas Viscouti (2), pour presser l'armement et la mise en route de la flotte turque (3), et il attendait lui-même des envoyes du Grand Seigneur, pour lesquels i. faisait fabriquer de richts étoffes 4) : il prenait mille détours pour refuser au procureur de l'ordre de Rhodes de fournir à la flette des chevaliers des vaisseaux génois : la possibilité d'un débarquement de pirates provençaux sur la Riviera était l'honnête prétexte de ce refus (5). Mais, d'autre part, pour effrayer ses adversaires et surtout Venise, il laissait volontiers croire à son entente absolue avec le Saltan : il rèpé ait que les Turcs scratent plus tôt a Vemse que les Français a Milan(6). En realué, il ignorait prosque complètement leurs intentions et leurs mouvements. Dans l'intimité ses vœux pour le auccès de leurs ar nos étaient francs, le 18 juin 1499, il disait, devant l'ambassadeur mamouan Brognolo, qu'il voudrait être oiseau pour avoir. plus rapidement des nouvelles des progrés du Turc (7). L'été

- (I) Maxino Sakuro, II, 759, l'ambassideur vénitien à la Seigneurle, Milan, 23 mai 1499.
 - (2) Galeas Visconti revenut alors d'une mission en Toscane,
- (3) Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag. 77 Lettre de Guisoard, 6 mai 1490 les Tures ava ent déjà réuni une grande flotte, mais leurs projets avaient été retardés par le naufrage du vaisseau amirat et de plusieurs autres.
- (4) Manno Sanuro, II, 784, l'ambamadeur vénitien à la Seigneurie, Milan, 1º juin 1499.
- (5) Milan, A. d. S. Cartegg, gener. Lettre du cardinal Ascanio Sforza à Ludovic Sforza, 14 juin 1499. « Tochandoit però chel bisognava fusse in gran consideratione alla S. V. Il afornica in questi empt de le nave Zennese per le cose che vano inforno et maxime per le minaze de Francesi; atche epso procuratere rispone che non bisognava che la E. V. dubitame de questo, perche el prince de Aivernia, quale de presente dovea andare in aru o de e cose de Rhodi condursa cum se quasi tutti li maviti importanti di Francia, e per consequente la Excelentia Vostra veneria ad restare libera de le cose maritime de Francesia. On voit que le procureur de Rhodes se fut pas dupe du prétexte allègué par le cardinal Ascanio.
- (6) Manino Sanujo, II, 933, lettre de Dolce à la Scigneurle, Turin, 16 juil et 1499.
- (7) Mantoue, Archivio Gongasa, E., xix. 3. Lettre de Brognolo au marquis de Mautoue, Maan, 18 juin 1499: «De le cose dil Turcho non se intende



venu, il envoya en Onent plusieurs missions, sans que l'on puisse dire exactement ni quel en était l'objet précis, ni quelle influence elles purent avoir sur les réso utions du Turc : le fils du despote de Morce, neveu de Constan in Arnit, Fernando, d'une part, et de l'autre Ambrosio Buzardo de Pesaro avec un secrétaire du duc, se mirent presque simultanément en route en juillet 1499 (f) Ludovic Sforza recevait an-même des envoyés du sultan : un ambassadeur partit le 15 juin de Constantinople pour Milan (7). A Milan, on ne doutait pas de son alliance avec les Turcs ; les Milanais allaient répétant que « le Turc » taillerait de la besegne à la Seigneurie de Venise. Toutes les puissances faisaiert retomber sur lui la responsabilité de cette invasion : le pape Alexandre VI lui reprochait de l'avoir personnellement provoquée : « Je pense que le duc s'allierait au diable pour précipiter les événements » (3). - Louis XII se borna à fournir des vaisseaux à l'ordre de Rhodes pour combattre les Turcs, à Venise pour aider à sa défeuse, saus trop s'en préoccuper. Avant que l'invasion turque put le priver du concours des Venitiens, il espérait n'en avoir plus besoin, et peut-être n'était-il pas fâché, des ce moment, de voir diminuer la puissance de l'état avec lequel il partageait les depouilles de Ludovic Sforza

Commencée quelques mois plus tard, cette attaque des Turcs aurait pu paralyser les forces de Ventse, et lui faire perdre le respect de son traité avec Louis XII. Au moment où e le se produisit, Ventse était trop engagée dans l'action commune pour s'en pouvoir retirer. Le duc de Milan ne retira aucun profit de

son entenie avec le Sultan.

Autant la situation diplomatique de la France était manvaise à l'avénement de Louis XII, autant l'habileté de ce prince réussit à l'améliorer avant d'entreprendre son expédition contre le duché de Milan. Un an environ après son avènement, il avait

cosa alcuna da molti di in qua et pur questa matina la sua Exti ha ricordato con dire che voria essere un usello per potere intendere presto li progressi de li Turchi.

(1) Marino Saruto, II, 938; l'ambassadeur vénities à la Seigneurie,

M lan, 17 juillet 1499, et ibid., 11, 944, 22 juillet 1499

(2) *Ibid.*, H. 910, in campo, 10 juillet 1499, et H. 912, in campo 12 juillet 1499. On signalait en même temps à Rimini la présence non pas d'un ambassadeur ture proprement dit, mais d'un émissaire appe.é «Zorzi Schiavo.»

(3) Rad., II, 945. Lettre de Ltom à la Seigneurie Crema, 20 jui let 1499.

II 958, ambassadeur venitien à la Seigneurie, Roice, 19 et 20 juillet 1499.



reconstitué les alliances de la France en Europe : il s'était assuré par des traités honorables et avantageux la neutralité de l'Angleterre et de l'Espagne, si l'empéreur Maximilien restait son ennemi déclaré, il l'avait contraint à accepter une t êve qui se renouvelant chaque trimestre, il avait paralysé son mauvais vouloir en l'occupant d'abord par la guorre de Gueldre, puis par la guerre de Saisse; il l'avait enveloppé d'une ceinture d'états alliés de la France ; à l'Ouest, le patrimoine de l'archiduc Philippe, au Sud, la Confédération suisse, à l'Est, le royaume de Hongric. - Le progres de la France s'augmentait encore de la décadence postique du duc de Milan : successivement prive par Louis XII de ses anciens allies, il ne lui restait plus que l'amitié platonique et vacillante de Maximilien d'Allemagne, presque reduit à l'impuissance, et le concours problématique et maudit du Turc. Rarement plus belle situation diplomatique avait été plus promptement ruinée . L'indécision du programme, encore plus que la maladresse des agents, en avait été la cause. Louis XII, au contraire, fut admirablement servi par la violence et la fixite de sa passion politique; et l'on comprend que l'art qu'il mit à isoler aussi completement le duc de Milan en Europe ait excité l'admiration du Borentin Capponi: « Après avoir conclu des traités avec tous, dit-il des le 1º octobre 1498 il pouvait tenir pour parfaitement assurée la sécurité du royaume de Frances.

CHAPITRE III.

LA PRÉPARATION DE LA GUERRE DU RILANAIS (Suite).

LA LUTTE DIPLOMATIQUE EN ITALIE.

La Ligue de Venise et ses suites, la bataille de Fornoue, la retraite de Charles VIII, le siege de Novare et le traité de Verceil, avaient presque complétement ruiné l'influence française en Italie. Louis XII, à son avenement, se trouva en présence d'un pays presque entièrement hostile à la France et presque complètement dom.ne par le duc de Milan. Les quatre grands États de la péninsule, le Saint-Siege, la république de Venise, le royaume de Naples, le duché de M.lan contrairement à leurs habitudes, avaient fait trêve à leurs discordes ordinaires pour former une confédération dont la haine ou la crainte de la France était le lien, et son abaissement, le but ; la république de Florence, restée en dehors de la Ligue de Venise, s'épuisait en longe et vains efforts dans l'intermuable guerre de Pise, qui la reduisai, à l'impuissance en toute antre question. Seul parmi les confédérés, le duc de Milan avait conclu un traité de paix avec le roi de France, et s'était ainsi officiellement délivré de toute crainte d'un retour offensif de l'altre qu'il avait trahi. Sa paix avec la France, son alliance avec l'Allemagne, lui assiraient la prépondérance en Italie et sur ses confédérés même. Sit y avait eu, dans les dernières années lu règne de Charles VIII, une tendance de quelques états, de Rome et de Venise notamment, à se rapprocher de ce prince, sil avait pu former de nonveaux projets d'expédition, rien de toit cela n'avait cependant modifié dans la réalité la situation politique de l'Italie, et l'attitude respective des diverses puissances en re elles et envers la France. Le vaince de Fornoue (i) laissait tout à faire à son successeur.

(I) Bien que l'on considere généralement la hataille de Fornous comme une victoire pour l'armée de Charles VIII, ou ne saurait oublier que cette



Dans le morcellement politique de l'Italie, à la fin du xve siecle, les États réellement actifs et capables d'agir sur le progres général de l'histoire étaient peu nombreux : rares aussi, ceux avec qui avaien, à compter, dans ces projets de conquête en Italie dont elles commençaten: à prendre l'habitude, les uations étrangères. — Au Nord-Ouest, les États subalpins, le duché de Savoie, les marquisats de baluces et de Montferrat, plus frauçais qu'italiens, étaient absorbés dans des difficultés de régences. ou de minorités, prolongeant le moyen âge jusqu'en pleine renaissance, au Nord-Est s'isolait la puissante république vénitienne, partagée entre le souci de sauvegarder son commerce du Levant contre les Turcs et sa suprématie politique en Italie contre Mi an et Florenco. Au coutre, le duché de Milan avait demesurément grandi ; le génie du premier Sforsa lui avait assuré un rôle dans la politique européenne genérale, et la valeur de ses institutions, non moine que la force acquise, le lui conservant. A côte de lui s'et.olarent lentement, avec les courts arrêts que peut apporter à la décadence des états la sagesse des ind vidus, le duché de Ferrare, la république de Bologne, le marquisat de Mantoue, réduits à des combats sans grandeur pour une vie sans gloire et sans espoir de floraison. Dans la plaine toscane, Pise, Lucques, Sienne, avaient subi le même écrasement progressif de la part de leur puissante voisine la république de Florence, mais, moins heureuse que Milanaprès Francesco Sforza, celle ci n'avait pas su retenir sa puissance apres Lorenzo da Medic. , sa avée du gouffre mystique où avait failli l'entraîner le génie de Savonarole, tout son horison se limitait main, enaut aux morssons furnantes dans la campagne de Pise, et à ces collines détestées

Per che Pisani veder Lucca non ponno.

La papauté aussi avait quitté les longs espoirs et les vastes ambitions. Son action sur la politique générale, Alexandre VI semblait la mettre tout entière au service de la maison Borg a , mais son influence, quoique un peu diminuée déjà, restail encore à ménager. — Au Sud entin, le royaume de Naples, à peine délivré de l'invasion et de l'occupation étrangeres, pour

victoire eut précisement le résultat que voulait atteindre la Ligue de Venise une retraite précipitée et désordonnée de l'envahimeur vers les Alpes. Ce fut, at l'on veut, une victoire pour une heure, mais une défaite dans la derée totale de l'expédition.



tomber dans les difficultés lides à tout changement de regne et de dynastie, reprenait possession de lui-même, sous la menace. toujours imminente d'une nouvelle invasion sa masse seule lui conservant quelque importance politique - C'était pour le moment à ces quatre états, Milan, Vanise, Rome et, avec quelque sufériorité. Naoles, qu'appartenaient les destinees de l'Italie et les conditions dans lesquelles l'intervention étrangère pouvait se produire. Les autres, principautés ou républiques, n'étaient qu'un appoin, presque nul au point de vue politique, une force presque négligeable au point de vue mi itaire. Dans l'hypothese, d'ailleurs irréalisable, d'une ligue formée d'eux seuls, ils eussent été impuissants, même dans les questions et les luttes purement italiennes, à plus forte raison devant une puissance étrangère. Alliés à l'un des états italiens ou étrangers, ce n'est qu'exceptionnellement pour ainsi dire, et pour des raisons extérieures, qu'ils pouvaient lui être utiles . le marquisat de Mantoue, par exemple, pour les talents militaires de rrançois de Gonzague; les états subalpins, pour leur situation géographique. Aussi bien tinrent-ils une place relativement restremte dans les préoccupations rivales de Louis XII et de Ludovic Sforza: toute leur politique consista d'ailleurs, pour ceux qui a'estimerent pas la neutralité la plus sage des politiques, à se fatte payer le plus cher possible leur alliance. Le principal effort des deux adversaires fut dirigé vers les deux grands états qui partageaient avec Milan la direction politique de la peniusule, Venise et Rome

I.

L'AMBASSADE DE NICOLO ALAMANNI.

A l'avenement de Louis XII, il n'y avait pas de relations diplomatiques, au moins officielles, entre la France et les puissau ces italieunes. Le nouveau roi les reprit de la façon la plus naturelle du monde en leur faisant notifier son avenement, et rétabilit ainsi la possibilité de conclure des alliances plus ou moins intrimes avec elles. Après la diffusion en Italie de la nouvelle de la mort de Charles VIII, annoncée à Trivulce et à Constantino Arniti, par une lettre collective du cardinal de Reims, du chancelier Rochefort, de La Trémoille et de Liguy (1), Louis XII

(1) Milan, A of S., Potenze estere, Francia, 1498-.500, lettre de Rochefort, etc., à Trivulce, 7 avril 1498. Copie, - Le fait de la mort fut vite



notifia sen avenement à la plupart des puissances italiennes, à l'exclusion du duc de Milan, par des lettres particulières (f). Il le fit, a l'égard du Pape et de Venise, « en termes bienveillants et sans orgueil », disant au premier « qu'il voulai être le son fils de Sa Sainteié »,à l'autre « qu'il entendait confinuer la bonce et sincere amilia qui depuis longtemps existait entre eux», a tous les doua qu'a voulai: être leur ami (2). Les lettres de Louis XII furem portées à destination par un ambassadeur spécial, Nico o Alamann , charge de les « amplifier ». Il devait en même temas accomplit la même mussion verbalement augres de tous les souverains, princes ou républiques d'Italie qui avaient eu antérieurement des traités avec la France (3) al était porteur de lettres pour la république de Florence, le duc de Ferrare, le marquisde Mantoue, les Vitelle et les Orum, les républiques de Sienne. et de Luciues. D'une facen générale, il avait pour instructions de récon orter et d'encourager tous les ancieus clients de la France en Italie, de leur recommander la paix entre eux 4), il avait une mission particulière auprès de la Seigneurie de Plorence, tourhant les affaires de Pise, auprès du gouvernement. mencois, il devait insister sur l'utilité d'un accord ce Sienne. avec Venise (5). Au marquis de Mantoue, il devai, raspeler que

repandu, mais les causes restèrent auces peu connues en Italia. Donato Preti écrit le 13 avril 1698 : « El re è morto de une accidente del male ano epilecticho.delche lo seriese a trevelte, già molti giorni, alle Signoria Vostra emere infirmato» (Mautoue, Arcanero Gonzaga, E. MIX, 3 et Provant, le 14 avril 1695, dit que « la qualta de la morte del Re Karlo.... à che sua Maesta a à 7 del presente, che fu sabaro andò alla predica e stette auto tuto e di Alla sena gi vene ta tedispositione sua consista del male cadure, che qui se fice de santo Joanne che fu circa una hora de nocta, a verso la quatre bora ma sene « La lettre efficielle de Rochefort adique comme cause de la mort une « maiattia de poplesia ».

- (1) Con lettres furent écrites dans les premiers jours qui autérent l'avènement , elles arrivèrent à Bieune le 26 avril (Milan, A. d. S. Carings gener , l'ambéssadeur milanais à Sienne, à Ludovic Storza, 21 avril 1490)
- (7) Manteur, Arch Gorsaga B XIX 4. Dogato Pret au marquis de Marlous, Mantous. (Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 12).
- (3) Milan, A. d. S., Polenze esteré, Firenze, Somerni, J. mai 199, clettere directive a tutti il potenta le algoor, chi sono stati alla devotione di Francia.
- (4) Milan, Bud., id., Semenci à Ludovia Storna, Florence, 3 mai 1409 s'Afferna che il pred eto lle munda a confectar tuti il soi amici ha in Italia che vogliano stare de bona voglia perche epuo volo omnino venire aut mandare a racquistare el runne di Napoli ».
- (5) Voir Notes italiennes d'instoire de France. XIII. Lettre se Louis XII e la Seigneurie de Sienne pour lui notifier son avezement (498), pag à lettre d'e Antonius Marigo à Ludovic Storza, 12 mai 1498.





ce n'était pas sans profit que l'on rendait service à la couronne de France (1).

Nicolo Alamanni semble avoir voulu accomplir le plus rapidement possible ce voyage c.rculaire dans les états italiens. De Turio, où il eut un entretien avec le resident vénitien Stella, qui lui-même alfait comme ambassadeur en France, il envoyaà Venise, pour gagner du temps, les leures Je Louis XII par un courrier de Stella, et il partit en poste pour Florence. La curiosité de Lucio Malvezzi, commissaire duca, milanais, qui essaya de le faire causer le retarda à Alexandrie: ce fut de Bologne qu'il envoya au marquis de Mantoue les lettres de Louis XII, avec une lettre personnelle d'excuses, où i. lui donnait du caractère du nouveau roi un aperçu propre à lui inspirer le désir d'être son a.lié : « Dieu sait le bonheur des gens d'armes de servir sous un prince guerrier, valeureux, toujours fidèle à ses amis et à ses serviteurs . (2). - Alamauniarriva le 3 mai à Florence, et, reçu avec de grands égards, y est une audience solennelle de la Seigneurie le 8 mai; il y exposa l'objet de sa mission, tout en comblant de compliments les Florentins, dont le roi tenait grand compte, comme le méritait leur fidélné» (3) Après avoir rempli de même, mais plus brièvement, son office à Lucques et à Pise, il arriva le 11 mai a Sienne, où on ne lur fit pas grand accueil (4) et où al ne réussit pas à modifier l'opinion dominante, et de la se rendit à Rome, cù fimssait sa mission

Pendant qu'il faisait ainsi son tour diplomatique d'Italie, Louis XII euvoyait au pape Alexandre VI une ambassade par-



Voir Notes italiennes d'histoire de France, etc., pag. 3, lettre de N. A. au marquis de Manioue, Bologne, les mai 1498.

⁽²⁾ Ce voyage est connu par diverses lettres du Cartegg, gener de Milan, 1° de P.rovani, Turin, 1° mai 1498. A me è stato dicto che epso parlò secretamente al secretario veneto. 2° de Lucio Malvezzi, 5 mai 1498, Atexandrie. 3° de P. Somenzi, ambassadeur milanais à Florence, 3 et 8 mai 1498. 4° lettre de Ludovic Sforza à Somenzi 4 mai 1498. 5° de Guaschi a Ludovic, 11 mai 1498. Sienne. 6° d'Antonio Maria, Sienne, 14 mai 1498 (Milan, Poi. Est. Siena, 1498). Voir pour plus de détails et de références, la publication citée page 168 note 8.

⁽³⁾ Lettre de Somenzi à Ludovic Siorza, 8 mai 1498 «(Li Signori) de lequali (il Re) Lene gran concto secondo merita la fede loro, perche hanno a persuadersi che ne sarano restorati».

⁽⁴⁾ C'est un ambassadeur milanais qui le dit. Milan, Cartegg. generale, Pot. estera, Siena, Leltre de C. Guaschi à Ludovic Sforza, 11 mai 1198 Logé dans la maison de Nicolo Borghese, encemi de Ludovic, il l'encouragent à embrasser le parti du roi et à décider la ville a en faire autaut Horghese lui répondant au entrant dans ses vues.

ticulière d'obédience (I). Cet empressement s'expliquait par l'intérêt complexe qu'il avait à le métager

On ne doutait pas en France que ces ouvertures diplomatiques ne dussent être suivies de succes. Boit conviction, son politique, les courriers français qui sillonnaient l'Italie répandaient us peu partout cette naïve conviction, serviteurs inconscients de l'influence française, naîfs et humbles propagateurs de son bos renom à l'étranger foun deux, des le 5 mai, disait à un courrier ferrarais, rencontré à Heggio d'Emilia, que le roi aurait bientot fait de se mettre d'accord avec Venise et tous les autres souveraits d'Italie, excepté le roi de Napies et le duc de Milas (2) L'événément ne devait pas tarder à lui donner raison.

Le premier résultat de l'insolite mission de Nicolo Alamanni fut de troubler profondément les espeits en Italie. Elle inquiéta fort Ludovie Sform, qui y vit, non sans raison, une sentrée su scene de la France dans la politique italienne. Aussi cherchat-il par tous les moyens à savoir les buis secrets du voyage i Alamanni (3. Il s'inquiétait soriont de savoir si Alamanni devait aller a Pise. Les réponses d'Alamanni, étaient souvent vagues: le roi, selon lui, voutait passer la première année de son regue à rétablit l'ordre à l'intérieur de son royaume, sans r'en entreprendre. Parfois, pour augmenter les perplexites du duc de Milan, il répandant des nouvelles fausses, annonçant par exemple que le roi prenai, les Vitelli à son service avec une sol le de quarante mille cucals (4), ¡Le duc de Milan ne put que fort imparfaitement satisfaire sa curiosité. Aussi voului-il of poser





⁽¹⁾ Voir Philippina, Interne ad alcuni documents relativi ell'alleanne fra papa Alessandro VI et re Lu.gi XII, et ici-mbme, § 6.

⁽²⁾ Modéne, A. d. B., cearte Francia » Lettre de Gulelmino Cordeta su duc de Ferrara, Reggio, 5 mai 1496.

⁽³⁾ li demanda des laformations à non ambiassadeur à Turin, Maffeo Pirovani, à non commissaire d'Alexandrie, Lucio Malvezzi, à un de ses agents à firence « Antorio Maria », qui, lié d'a n tié avec l'enveyé français, obtins de ui quelques confidences. Mi an, A. d. S., Cartegg, gener., lettre de Malvezzi à Ludovia Siorza, 5 mai 1498. Les renseignements auni obtenus luren, communiquées Gênes, à Ferrare Milan, ibid., un accusede reception à Ferrare du Sommario de la vente de Maivezzi à Alamania, ibid., lettre de Ludovia Siorza, 4 mai 1498, où il recommande «investigar bene la venta d'Alamania Italia».

⁽a) Voir la lettre d'Antonio Maria, cube nota 6 et celle de Ludovic lui-même citée note 13. — Alamauni n'n-ait du resie aucane peine à faire croire que Louis XII - n'entreprendrai, rien - cette année-là : c'était l'opinion générale en Italie. Ausai le commissaire Malvezzi, à qui un capt-

politesse à politesse et ambassade à ambassade, et combattre Louis XII par ses procédés. A la fia d'avril, il envoya en tournée diplomatique le docteur en droit Bernardo Archinto : cet ambassadeur alla visiter à Forli Catherine Sforza et son fils Ottaviano. à Pesaro Giovanni Sforza, a Ancone les Magnifiques Anciens, à Bologne Beutivoglio. Archinto ne negligea pas d'aller rendre hommage aussi a cette autre puissance qu'était la Madone de Lorette et de demander son concoars en faveur de Ludovic (1). Cette mission ne paraît d'ailleurs pas avoir en de conséquences importantes, même pour les relations ultérieures de Ludovic avec les puissances terrestres. — L'ambassade francaise jeta d'autres princes encore, sinon dans la même inquiétudo, au moins dans un égal embarras. Le marquis de Mentouc alors en pleines négocia ions d'aliance avec Ludovic Sforza, resta perplexe, ne sachan, comment répondre à ces avances : sa femme dut demander conseil, par l'ambassadeur Costabili, à sonpère le duc de Ferrare (2). A Sienne, Pandolfo Petrucci, d'abord assez indécis, se décida a attendre les événements. A Naples, on pensa que la situation, encore peu claire, méritait d'être suivie avec attention (3).

Par contre, plusieurs étais envoyerent à Louis XII des lettres ou des ambassades de félicitations. L'une des premières, la republique de Pise, s'acquitta de ce devoir, qui était pour elle une nécessité, et dont le succes étaitson dermer espoir de salut. Dans la lettre qu'elle lui écrivit le 26 mai 1498, elle disait au roi de France que « le jour où elle avait appris son avenement avait

taine français, ignorant encore la mort du roi, annonçait le 10 avril 1493 que tout seruit prêt pour la guerre dans trois ou quatre mois, écrit-il eu apprenant la mort de Charles VIII, le 12 avril : « Molto bene veniva per questa nova ». (Milan, A. d. S., Pot. essere, Sanois, Malvezzi à Storza, Alexandrie, 10 avril 1498.)

- (1) Milan, Cartegg. gener., Lettre do B. Archinto, 80 avril 1498 : « Stamattina ho visitalo la Madona di Loreto, ed in la chiesa, ho facto dire settamesse et ad lo altere in expella de quella ho facto cantare una messa (etc.).
- (2) Modène, A. d. S., Exemplum litterarum domines marchinonisses ad oratorem Ferrariensem Mantous, 5 mai 1498. Voir une Note sur la politique du duc de Ferrare, Documents.
- (3) Milan, A. d. S., Cartegg, gener., Casati, ambassadeur à Naples, a Ludovic Siorza, 14 mai 1498. Ou apprend à Naples es conversations tenues par Alamai ni à Alexandrie : « A questo don fu dicto altro senon che per questo ancora non se posseva ben cognoscere quale havesse ad essere el stato de Franza, ma che era necessario che ogniuno aprisse molto bene li ogni in modo che se losse preparato a suto quello che pare aparegiarsi contra Italiani.»



eté aussi heureux pour cile que celu, où midée par Charles VIII, che avant renverse la tyranme florentine »; elle expriment l'espoir que Louis XII ne lui rétirerait pas sa protection avant que son indépendance, sa liberté et son repos ne fussent tout à fait assurés (1).

L'ambassade du duc de Ferrare, l'un des plus anciens et les plus cons auts al 16s de la France, eut un caractère plus desintéresse. Composée de Borso da Corregio, de Giacomo Teotiu, et d'une assez nombreuse suite (2) elle fui bien reçue à la cour de France, ou son sejour se prolongea jusque vers la fin de juillet : en les congédian. Louis XII du aux ambassadeurs qu'il pruit le duc de continuer à être toujours bon français comme il l'avait été précècemment, mais il leur fit sentir qu'il n'admetirait pas d'intervention étrangère, même officieuse dans les affaires de sa diplomatie (3). — itientôt, la leur suite, tous les princes et la plupart des républiques eurent des ambassadeurs sur la route de France : la So gneurie de Ve nes et le marquis de Mantoue, la ville de Gênes et la rejublique de Florence, le duc de Savoie et le pape, tous désireux également de s'asseurer d'ou soufficrait le vent avant de s'embarquer à nouvenu

⁽¹⁾ Pice. A. d. B., Reg. XLIII, lol. 20 v., die XXVI maij 1499 (St. pis.) [1496]: « al christianissimo Re di Francia », et fol. 23, die XXVII mait, « ad eu udem rhristianismmum regem Francia». On trouversie texte de ces deux lettres dans Louis XVI et Luderic Sforza, Documents, 20 et 21 (La deuxième ast une demande de libération d'un p san prisonnier en France).

⁽²⁾ Milan A. d. S. Carteggio Generale, Antonius Vicocomes à Ludovic Biorna, le 12 juin 1400.

⁽³⁾ Milan. A. d. S. Cartegg. Gener, Avis de Paris. 30 Juillet 1498 : c Como. al di nepranccipto em expedito l'ambasatore de Ferrara e como la Maestà. Renie in darii la dicentia, gir haveva d cto chel confortame el signor duca de Perrara ad perseverare bon francèse como era stato per el passato, cum dire che sua massià laiutera se gil mancarla punto, poisses bene persevorare in questo e co itorianne 8. Ex. ad desistere de pregare 8. M. che volesse admetere li ambazatori de signore duca de Milano, perche, se gli andaria o ne, regno suo git faria butare nella riviera --- Borso da Corregio, revenanti de Prance, arriva le 20 nout à Turin, où Pirovaul lui fit faire une réception poleunelle par les membres du Bénat de Bavole et lui fit donner un logemont honorable. Il sevuit repartir de Turin le 22 et, à son passage à Malan, informer Ludovic Morea des affaires de France (Milas, A. d. B. Pot. Est. Savora, Pirovai la Ludovie Morza, 21 aout 498) « El Signor Borso à arrivito hiernera qua, e per lo aviso mio lu incontrato da questi senatori, fu allogiato ancora honore/olmente, e gli sono facte se spese. Domatina partiraet per la via de Chrio et Asti fara transito per V. Ex., et persuadendomi che da lui quella sera istegramenie informata de le occorentie de Franza non duraro (atlea in significacii.

II.

LES NÉGOCIATIONS DE LA FRANCE ET DE MILAN AVEC LES ÉTATS STRALPINS

§ 1. - La lutte pour l'alliance avec le duc de Savoie.

Le duché de Savoie, à la 1n du xy siècle, sans compter encore parmi les grandes puissances italiennes, et laissé en dehors des combinations politiques qui rapprochaient on divisaient les uos des autres les états italiens, recevait de sa situation géographique, qui le mettait à l'écart de la politique générale de la péninsule, une grande importance dans les relations de la France avec ces diverses puissances: l'expédition de Charles VIII venait de le prouver (1) Aussi, dès les débuts de sa lutte diplomatique avec Ludovic Sforza, Louis XII essaya-t-il de s assurer l'alhance de l'état qui pouvait o ivrir ou fermer à son armée la route de l'Italie. L'habileté politique du gouvernement savoisien, les efforts de la diplomatie milanaise à Turin et à Genève, rendirent longtemps incertaine la conclusion de cette alliance. - A l'avenement de Louis XII, un nouveau règne venait aussi de commencer en Savoie, mais le successeur du Juc Philippe II, le brillant et chevaleresque Philibert le Beau. semblait tout occupé de ses plaisirs et laissait le gouvernement aux mains de son frère naturel René le bâtard de Savoie, de la duchesse douairiele Blanche, du chancelier et du trésorier de Savore, L'inflaence française et l'influence milanaise se trouvaient des ce moment en présence et en lutte à la cour de Turin La promière s'appuyait sur la parenté de la maison ducale avec la maison royale de France, et avec la maison française de Luxembourg (par M. de Ligny), sur les souvenirs de l'alliance conclue sous Charles VIII, sur les bonnes relations du duc et



^(!) l'ai donné toutes les indications des sources utilisées pour l'histoire les retations de Louis XII et Ludovic Siorza avec Philibert le Beau dans une étude sur Le traité d'altiance de Louis XII et de Philibert de Savoir en 1499 (m-8", 118 pag , Montpel ler, Ch. Boehm, 1893) dont je me borne à résumer ici les traits essentiels. M. Ferd Gabotto, dans son ouvrage Lo state Sabaudo da Amedeo VIII ad Emanuele Filiberto, tom. 111 (1496-1504), s'esclargement servi de ce mémoire, et n'a modifié que quelques détaits peu importants à ses conclusions

de la duchesse de Bourbon avec le jeune dut. Louis XII la confirma en faisant autoncer à la duchesie de Savoie, en même temps qu'a Trivulce, la mort de son prédécesseur, et en prévenant le duc qu'il serait heureux de le voir à sa cour. L'influence milanaise etait représentée à la cour de Turin par la duchesse douairière Blanche, par le tresorier Sébastien. Ferrier, et surtout par le « secrétaire » milanais Pirovani, qui avait pour mission d'intéresser le duc de Savoie au maintien du staticous en Italie et particulierement à la conservation du Juche de Milan, comme étant l'état le plus voisin du neu, le plus hé ausien par l'amité et les alliances de famille. La mort de Charles VIII fut une occasion pour Ludovic Sforia de renouveler à la duchesse de Savoie ses sentiments, d'alliance , son influence parut prépondérante à Turin et à Geneve : la duchesse Blanche communiquait a Pirovano les remeignements regus par elle de Prance ou de la cour de son fila, a ors au delà des A pes : elle se prétait à l'achat par Ludovic Sforsa de plumeurs gentilihommes et conseillers du duc, du grai d bâiard, qui reçut une pension de six cents écus, de M. de la Chambre, dont les relation; avec le duc de Bourbon pouvaient être utiles et qui en toucha einq cents la cour de Savoie autorisait un gentilhomme. savoluien à entrer, comme espion résidant en France, et moyennant finances, au service de Ludovic Sforas. Les préférences milanaises da la dochesse et de la cour se tralissaient encore dans l'affaire de la desdicta della fregua (1). Jana le reglement des intérêts de la duchesse Bona, dans i extrême froideur. avec laquelle on traitait le secretaire vénimen. Zuam Dolce. Rufin le trésorier de Savoie propesa à Ludovie Sforsa de s'employer avec la duchesse a sa réconciliation avec le roi de France, Le duc de Milan accueillit cette offre avec empressement. Rich ne semblait donc moins probable na moins assure, dans les premiers mois du regne de Louis XII, qu'une alliance franco-savoisienne.

Cependant Louis XII avait, des ses débuts, donné à la cour de Savoie quelques marques évidentes de ses dispositions bienveillantes. — Des avril 1498, pendant que le jeune duc était encore à se divertir dans le comté de Genève, le duc de Bourbon lui écrivit qu'il faisait son éloge à Louis XII. Au mois d'octobre, on amorçait à Genève l'arrivée d'un ambassadeur français Louis XII avait exprimé le désir de traiter directement avec le duc de Savoie, et avait fait prier Phuibert de s'adresser désormais pour ses affaires a Georges d'Amboise. Le jeune duc

et le gouvernement savoisien ne partageaient d'ailleurs pas absolument l'engouement de la duchesse pour l'alliance milanaise. Au début de juin, le duc envoya en ambassade au nouveau roi, pour le férienter de son avenement, l'évêque de Maurienne, grand seigneur bourguiguon, riche et magnifique, et le conseiller ducal. M. de Viri. Officiellement, l'ambassade était toute d'étiquette; mais elle avait en fait une haute portée politique. Elle prouvait que le duc de Savoie sub-ssait l'attraction de la France. D'autres incidents, de menus faits, le secret gardé sur cette ambassade même vis-a-vis de Ludovic Sioria, le renvoi successif par le duc de M. de La Jallerie et de M. de Chateauvieux, conseillé par M. de Viri, témoignent aussi cette volonté d'indépendance. — Ainsi, pour l'heure, le duc restait neutre.

La situation changea avec l'arrivée à Turin, au mois de novembre 1498 de l'ambassade française. Louis XII prit l'initiative d'une proposition formelle et positive d'alliance à l'égard du duc Philibert. Son ambassadeur offrit au duc et au bâtard de Savoie deux compagnies de cent lauces. Ces premières propositions furent déchnées. Quoique sérieusement mécontent de cet échec, Louis XII, à la demande des ambassadeurs vénitiens, pour qui l'alliance valuit bien qu'on oubliât une peti e humiliation, et sur le conseil de MM, de Trans et de Monteynard, consentit à renouveler ses offres.

Le duc de Savoie voulait avant tout conneltre les intentions positives de Ludovic Siersa. Des négociations tres actives et tres serrées s'engagerent entre son gouvernement et Maffeo. Pirovano; plusieurs ambassades fuient échangées entre Turin et Milan, et le gouvernement savoisien affecta toujours de déclarer très haut que l'alliance milanaise était son plus cher desir. Une première ambassade milanaise à Turin resta sans résultat. Ludovic Sforza gagna le mois de décembre sans avoir pris de décision. Le batard devenait menaçant, alleguant l'impossibilité de demeurer plus longtemps sans pension : « Nous suivrous le parti que nous montrera la fortune », disait-il » Pour moi, je me tiendrai désormais pour justifié à l'égard de son Altesse ». Le 15 décembre, le duc de Savoie envoya en ambassade à Milan le président du conseil de Turin, Besso Ferrier. son favori, et Jacques Langlois: ils avaient pour mandat de découvrir le fond de la pensee du duc, et de l'avertir qu'un amhassadeur savoisien. M. de La Chambre, était déja sur la route de France. Suivant la décision du duc, M. de La Chambre recevrait, avant même de quitter le territoire savoisien, l'ordre

de refuser poliment ou d'accepter les offres du roi. Après huit jours passés à la cour de Milan, du 21 au 25 décembre 1498, malgré de «grands colloque» è tres mystérieux avec le duc de Milan, les ambassadeurs savoisseus revinrent à Turin sans avoir réussi à faire accepter les propositions du duc Plumbert. Malgré cet êchec, le parti milanais resta plein d'espérances

Le duc de Savoie se re eta alors tout entier vers l'alliance française. Déja le desir de peser sur les résolutions de Ludovic Sforza lui avait dicté quelques manifestations atmables pour la Prance etpour Venise, dont la principale fuit autorisation donnée à Zuam Doice de présenter ses leures de créance. Les négociations recommencerent de plus be le après le refus de Ludovie Sforsa. - Un nouvel envoyé de la France, M. de Tero, récemment arroé a Turia, avec de nouvelles offres d'engagement pour le duc et le bâtani, et d'abord assez mal accueill., fut et suite mieux traité et prolonges son sejour Dantre part, l'ambassaneur fésigne pour se renure en France, qui n'attendait pour y pénétrer que la répense négative du duc de Milan M. de la Chambre, se mit en route La cour de Savoie ne dissimulait plus son hostilité contre le Moie. Pour se soustraire plus amément à l'influence du voisirage immédiat du Milanais, la conr de Savois, en plein hiver, passa les monts pour aller s'installer à Chambérs, Le 25 janvier 1499, Maffeo Pirovano retournait a Milan son depart était un signe visible de la défaite du paru milanais. Le 17 fevrier, le grand chanceller de Savoia avouait implicitement la conclusion de l'alliance entre le roi et le duc-

Les ambassadeurs savoisiens, La Chambre et le président d'Yvoire, reçus à merveille par la cour et le roi, avaient aisément me lé à bien leur mission. Un projet de traité d'alhance, dresse par les ambassadeurs de Savoie et les ministres de Louis XII, fut signé à Chateau-Reynaud le 22 février 1499. par Georges d'Amboise et La Chambre. Il comprenait deux catégories de conventions, les unes relatives à l'expédition projetés contre le luché de M.lan, les autres d'une plus longue portée. L'échange des paroles du cardinal d'Amboise et du maréchal de Gié gour le roi, du bâtard de Savoie et de Monsièir de La Chambre pour le duc de Savoie, devait servir de ratification audit trané. Un mois plus tard environ, le 18 mars, les ambassadeurs français charges de conclure le traite définitif. l'évêque de Saint Pol de Léon et le conseiller royal Richard le Moyne recurent eurs pouvoirs et partirent aussitôt pour la Savoie. Le but déclaré de leur mission était de « traiter, conclure et accorder cortains articles, traictés et acrords concernant le bienl'entre nous et de nosdits sujets » et d'une façon générale de renouveler l'alliance qui jusqu'au prédécesseur du duc actuel avait existé entre la France et la Savoie. Le duc feignit de les accueillir froidement : c'était une ruse destinée à tromper Ludovie Sforza. Les négociations furent menées très secrètement, on ne negligea rien pour les dissimuler au duc de Milan et même pour le tromper sur les vrais sentiments de Phil, bert de Savoie. On disait que Louis XII réclamit beaucoup du duc en vue de l'attaque contre le duché de Milan ; on assurait que le duc, tout en acceptant l'alliance française, reserverait sa fidélité envers le mi des Romains. Cependant, par le refus d'une pension de Maximilien, par l'abandon d'un château situé sur les frontières de Bourgogne, Philibert et son frère donnaient des gages à l'alliance française (I). Grâce aux précautions puses, grâce aux bruvantes manifes ations de sympathie du parti milanais en Savoic, Ludovic ignora jusque vers le milieu d'avril l'existence du projet de traité de fevrier. Quand il le connut positivement, et qu'il manifesta sa surprise au grand bâtard, en developpant toutes les raisons qui devaient faire pencher la Savoie vers Milan plutot que vers la France, et en joignant à ses démonstrations les termes échus des pensions qu'il continuait à payer au bitard et à d'autres seigneurs, le duc Philibert persista à lui donner le change, et le fit prévenir de ses mauvaises dispositions a l'égard des ambassadeurs arrivants. Ce ne fut que le 24 avril que le grand bâtard commença à lui découvrir l'amère vérité. Ludovic Sforza comprit la gravité de la situation. Ne pouvant plus lutter personnellement contre les progres de l'alfrance française, car il n'avait pas donné de successeur à Maffeo Pirovano, il voulut recourir contre elle a l'influence de l'Empire Pier Bonomi de Triesto fut envoyé à Genève par Maxim.liet pour rappeler au luc de Savoie ses devoirs envers l'Empire Mais on affecta de considérer son ambassade comme un témol-

L. P., tom I.

⁽¹⁾ Aussi annoaçait-on le prothain maringe du due de Savoie avec une princesse française de la maison de Bourbon, et son enrolement ainsi que celui de son frère le bâtard, parmi les genéraux français. (Milan, Cartegg. Gener., Conradus de Valle à Ludovie Storza, Casal Montferrat, 4 avril 1489). L'herius su é dieto quasi come so illes Signor duca de Savoya noa prendera plè la fiola de la duchessa vechia, come haveva primesso, ma prendera una francese de la casa de Burbon, et il sere Re di Franca da soido al predicto illustrissimo Signor duca per lauze cento e al bastarrio de Savoia per cinquanta, et al conte Manfredo Torate li per vinticinque, e tulti incienza veneno ad star resydenti ad Vencelli.

guage d'amitié et une démarche purement aonorifique de l'empereur : Bouomi arrivait trop tard.

Le 13 mai 1499 en effet, les ambassadeurs français, l'évêque de Saint-Pol-de-Léon et maître Richard le Moyne, signerent, avec Philibert de Savoie, le traite préparé à Paris par le cardinal d'Amboise et M. de la Chambre. L'ensemble du projet était conservé, mais il y avait d'importantes modifications de détail. Le 11 juin, le roi de France, en présence des principaux personnages de la cour, le cardinal d'Amboise, le marcchal de Gié. l'amiral de Graville, les éveques de Luçon et d'Alby, et de l'ambassadeur de Savoie, Claude de Ballanson, jura et promit, « sur son honneur et parole de roy », d'observer le traité signé et jure par son consinte due de Savoie le 13 mai precedent, et le il, promulguer scleme-llement. L'albance franco-savoisienne fut des lors un fait accompli.

Les ciauses du graité comprenauent des avantages, surtout militaires, fais par le duc de Savoie à Louis XII et ces concesgions pecunia reg faites par Louis XII a Philibert. Le duc de Bavole s'engageart à donner passage dans ses états à l'armés française en vue de la guerre contre Ludovir Sforza, a lui fourmir des sivres à un tarif détermine équitablement par deux commissaires, l'un français, l'autre savoisien , à lui fournir des guides de montagne et des logements, il autoritait pendant la durce de la guerre I armes française a circuler librement dans ses villes et pays en conservant toujours une exacte d scipline ; il autorisait ses propres sujets a prendre du service dans l'armée française; il interdisait l'entrée de ses états aux troupes du due de Milan. Le due de Savo e recevar le commandement. d une compagnie de cent hommes d'arn es a perpetuite et le commandement de cent hommes de plus pour la durée de la campague Il s'obligeait a fournir six coits hommes de cavalerie et deux mille homines de pied pour six semaines seulement, si besom était. Les capitaines de cestroupes devaient être « surs et fiables e au roi. En échange, Louis XII Jonnait au duc une pension annuelle de vingt-deux mille livres pour lui et une autre de dix mille livres pour le bâtard de Savoie. Il se chargeait de la solde de la compagnie de deux cents hommes, au tarif français, payable par trimeitre, le premier trimestre devant échoir au mois de juillet 1499. Il dominit une solde mensuelle de trois mille écus pour les contingents complémentaires. Le duc de Savore pourrait se servir de cos froupes levées pour le rei de France, en cas d'attaque de ses états par le duc de Milan ou ses



alliés après la déclaration de guerre. S'il rendait des services particulièrement importants au roi de France pendant la campagne, le roi de France l'en récompenserait convenablement. D'autres clauses réglaient les relations de la France et de la Savoie après la fin de la guerre. Les pensions de vingt-deux mille et de dix mille livres tournois seraient continuées au duc et à son frère leur vie durant, ninsi que la solde d'une compagnie de cent hommes; en cas d'une nouvelle guerre survenant, Louis XII recommencemit à fournir la solde mensuelle de trois mille écue. Le duc de Savoie serait compris dans toutes les ligues, confédérations et ailiances signées par le roi de France et réciproquement.

Toutes ces clauses avaient passé saus modification du projet à l'acte definitif. Mais divers avantages faits au duc de Savole dans le projet disparaissent du texte du 13 mai. Par le projet, le rol s'engageait à livrer au duc, dans les deux mois après la conquête, des lerres et seigneuries contigües aux états de Savoie pour une valeur de vingt mille ducats d'or, et au bâtard des terres pour une valeur de quatre milie ducats, terres qui appartiendraient à l'un et à l'autre en toute souveraineté et juridiction: cette clause est purement et simplement supprimée du traité. Bile devait être plus tard l'objet d'une négociation particulière. Du traité était aussi supprimée la promesse faite dans le pays par le roi au due de mettre jout ou partie de l'armée française à sa disposition pour reconquerir les terres de son duché indàment occupées par l'évêque et la république de Valais. En revanche, le duc était dispensé dans le traité d'avoir à mettre son cint à la disposition de Louis XII pour les convenances militaires et stratégiques de l'expédition; il étalt dispensé d'avoir à fournir des vivres à l'armée française autrement que pendant le premier passage ; il obtensit le maintien de sa seconde compagnie de cent lances même en temps de poix. Des pensions assez importantes étaient constituées à divers personnages de la cour de Savole, notamment à MM, de La Chambre, de Challais, Sebastica Ferriet, Laurent de Gourdon, Ame de Challes, Claude de Ballanson; elles s'élevaient à un chiffre total de huit mille livres tournois. Elies étaient officiellement destinéga à rendre ces « serviteurs et domestiques » du duc « alua enclins à faire service au roi. »

Enfin le dus de flavois avait fait insérer, dans le traité définitif, d'une façon incidente il est vrai, la réserve de ses devoirs envers l'Empire. Mais c'était la, pour ainsi dire, une clause de style et une concession de pure forme a l'adresse de Ludovie Sforza

La conclusion du trailé franco-savoisien terminait à proprement parler la luite si longiemps debattue à Turin. Pendant les quelques mois qui la séparent du commencement de l'expédition, ce le lutte ne fit que se prolonger dans des tentatives de médiocre Une situation politique nouvelle avait été faite par cet acte au duc de Milan. Le secrei fut observé a Turm encore plus rigoureusement qu'après la rédaction du projet, et Ludovie Sforza ne devina pas que les portes da Milanais venaient d'être livrées à son mortel ennemi. Cependant il singuiéta de raffermir en Savoie son influence, qui déchnait depuis le départ de Maffeo Pirovani (I). A la fin de mai, il envoya pour remplacer. celui-ci, qui n'avait pas eu de successeur, Paolo Somenzi. Somenzi fut si hien accueilli, tant à Turin qu'a Genève, et le trésorier et le bâtard cacherent si bien leurs sentiments, que Somenzi déclara à Ludovic Sforia qu'ils semblaient lui être dévoués : le duc affirma que jamais il n'avait consenu à accepter. les propositions de Louis XII relatives au duc de Milan. Le jour même, un ambassadeur savoisien alla remercier Ludovic Sforza de l'envoi de Somenai. Ce qui rend extrémement piquant ce heau discours du duc Philibert, c'est que le lendemain même du jour où il était prononcé, le roi de France publiait soleirnellement le traité du 13 mai. - Quant au grand bâtard, déterminé partisan de la France, telle était son inconscience ou son hypocrisie, que le jour même de son départ pour la France. il entra dans une violente colère en apprenant que le duc de Milan voulait (et cette intention paralt assez justifiée) diminuer sa pension.

Ne pouvant plus avoir de doutes sur la réalité de l'alliance du duc de Savois avec la France, Ludovic Sforza voulut du moins savoir jusqu'à quel point le duc Philibert s'était engagé avec ses ennemis. Il envoya à Turin Giulio Cattaneo sous prétexte de porter au duc ses remerciements. Le véritable but



⁽¹⁾ Comme il ne sogligent aucun appui, et qua s'alifeura sa superattion était grande, il offrait des ornements déglise (un paramento) au couvent des Augustius de Turio. Le prieur Ti adée l'en fit remercier par Cornelio Nibola, las promit de prier «per la tranquillita, augumento, «sablatione e gioria de la Excellentia sua », mais profits de la situation pour reclamer encere du duc « uno camino de quelli che hano lo ricamo a grope doro nolamento. « (Milaz. A. d. S., Pot estere, Savoia, C. Nibbia, à Ludovic Storza, 29 juillet 1499).

de sa mission était d'obtenir des renseignements nets et certains sur les intentions de Philibert, de savoir s'il servirait Louis XII comme chef de troupes seulement ou blen comme chef d'état. Le duc Philibert ne répondait rien de précis.

L'aveuglement de Ludovic Sforza était entier; il ne semblait pas comprendre quelle distance séparait ses prétentions d'autrefois des distinctions subtiles où il bornait maintenant ses humbles demandes le 14 août, il demandait encore le libre passage
pour sa cavalerie bourguignonne. Il essayait d'inquiéter le duc
de Savoie en annonçant la prochaine arrivée à Turin d'un
ambassadeur de l'Empire, chargé d'une con mission si précise
que le duc de Savoie, s'il la respectait comme l'exigeait sou
devoir, devrait s'absteuir de donner aucun secours aux Français.
Le contingent savoisien était déjà réuni à l'armée française, la
conquête du Milanais déja commencée, que Ludovic entretenait
encore une correspondance avec Somenzi et essayait même au
mèpris de sa dignité, de conserver quelques relations avec le
due de Savoie.

Le duc de Savoie cependant le traitait en ennemi, se moquait ouvertement de lui, disant, après la prise d'Annona: « Je m'étonne beaucoup que le due mon oncle laisse ainsi prendre ses villes sans faire autume résistance. J'en suis fâché jusqu'au fond du cœur, et je vous prie d'encourager Son Excellence à se défendre gaillardement, et à ne pas se laisser enlever tes états sans faire une belle defense » et Somenzi remerciait encore, — tel était son aveuglement ou sa platitude, — le duc de Savoie de ces marques d'intérêt.

Pendant ces dermers efforts de Ludovic Sforza, Louis XII avait continué par tous les moyens à accroître son influence sur le duc Philibert: il lui conseillait d'aller résider en Piémont pour qu'il fût plus facile à Trivulce de le surveiller et de négocier avec lui; il envoya un résident à la cour de Savoie, Maraffino. — Philibert faisait de son côté en toute occasion acte d'allié de la France, et la bonne harmonie ne fut troublée entre eux que par quelques rares incidents militaires (1).

Il se mit en mesure de tenir les engagements militaires pris par lui dans le traité. Pour assurer le bon recrutement de ses troupes, le duc de Savoie interdit à ses sujets de Savoie et du canton de Vaud de prendre du service de qui que ce fût. Le 7 août, le contingent savoisien était prêt. La circulation des



 ⁽¹⁾ Le plus grave de ces troubles fut l'œuvre de la compagnis de Gésar-Borgis.

troupes savoisiennes et françaises dans les passages des Alpes, notamment par le Mont Cents et par le Saint-Bernard, ne tarda pas à roadre difficiles les voyages des courriers entre Genève et Milan. Le 16 sont entia, le duc de Savois ordonnait la concentration generale de l'armée en Piemont. La guerre alluit commencer.

Ala fin de juillet, un nouvel acte avait encore remorré l'adiance des deux princes. Le due de Savoie avait reçu la commandement d'une seconde compagnie de cept lances, de deux mille hommes de pied et de six cents de cavalorie légère de plus, et il obtint le 29 juillet 1699 une confirmation sciennelle de la donation promise, sur les pays à conquêrir du duché de Milan, de terres centigües au duché de Savoie, pour su revens de viegt mille di cats pour le due et de pratre mille pour son feère. — Aussi l'imbassadeur que Maximiliet, à la requête de Ludovie Sforsa, envoya au duc pour lui interdire d'attaques un pritre membre de l'Empire, arriva-t-il décidément trop jard, et le malbeureux Somenzi, convainen de l'inutilité de ses efforts et de la perildie de ses adversaires, resta à Genève jusqu'a la les d'août, témoin impuissant de la ruine du duc de Milin.

12. - L'hommage du marquis de Saluces à la France.

Au sui du duché de Savoie, le marquisat de Saluces n'avait presque aucune importance politique. Cependant la politique des deux canemis vis-à-vis du marquis et la sienne même furent analogues à celle suivie avec le duché de Savoie. Le marquis de Saluces avait la réputation d'être un grand ennemi de Ludovie Sforza (I); cependant celui-ci entretenait à Saluces un secrétaire, moins diplomate peut-être qu'agent d'information, par qui il obtenait de précieux renseignements sur les actes iu roi de France (2. Dans la première quinzaine de mai, Louis XII fit prier le marquis de Saluces, qui relevait de maladie, de venir à la cour lui rendre en personne son hommage d'obéssance (3). Le marquis n'hésita pas à obéir à ect ordre à peine déguisé:

⁽¹⁾ Marcoue, Arch. Gonzaga E ana 3, Dunato de Pretis au marquis de Man que, 28 avril 1496.

^{(2) (}lu plutot toute une famille qui se partagenit ces fonctions délicaies. Voir Note italiane sulla storia di Prancia, IV. Les Invicati, agents d'information de Ludovic Sforza à Saluces.

⁽³⁾ MARINO SAMUTO, Diarii, I, 954, lettre du 13 mai 1498.

mais il ne voulut pas rompre ouver ement avec le duc de Milan et lui demanda ses ordres pour Louis XII (1). Ludovic Sforza sans essayer de dé ourner le marquis de Saluces de ce voyage en France, avait tenté l'en tirer profit en faisant du marquis son intermédiaire auprès de Louis XII, mais, pressé par le temps, il ne put lui donner aucune mission particulière (2). — Parti d'Italie le 12 juillet dans des dispositions peut-être bienveillantes pour Ludovic Sforza, impatiemment attenda et désiré a la cour, le marquis redevint promptement tout français (3). Louis XII le prit à son service avec le commandement d'une compagnie de cent lances. Son séjour à la cour de France se prolonges pendant tout le mois d'août. Il prit quelque influence sur l'esprit du roi (4).

Le rôle du marquis de Saluces sut d'ailleurs nul, à la suite de ce voyage qui sit de lui un allié et un capitaine de Louis XII. Il ne chercha qu'à consolider sa situation et à se créer des protecteurs auprès du roi, en mariant sa fille à un protégé ou allié de la France. En même temps, il révait des agrandissements territoriaux aux dépens du Montserrat : il somenta une conspiration pour l'assassinat de Constantin Arniti, qui le génait dans

- (1) Documents sur la premiere année du règne de Louis XII, pag. 12, Lettre de Maileo Pirovani à Ludovic Siorza, 27 mai 1498. Marino Sanuto, 1, 962, mai 1498. Voir ausai à Milan. A. d. S., Carlegg. gener., une lettre de la marquise de Saluces à Ludovic Siorza. 30 mai 1498, contenant des protestations d'amilià.
- (2) Milan, A. d. S., Potense Estere, Saluzzo, Maïso Pirovan, à Ludovic Storza, 12 juillet 1498 (le marquis partit le vendredi su vant) Modène, A.d. S. Cancell, ducale, Cartegg, diplom. Costabili, ambassadeur ferrarais, au duc de Ferrare, 10 mai 1498
- (3) Milan, A. d. S. Pot. Estere Savoia. Mañeo Pirovant à Ludovic Storza Turin, 23 juillet 1498. La rencontre qu'il fit à Lyon, à son aller en France, du cardinal de la Rovèro, en temi déclaré du duc de Milan et « tout vénitien», le contribua pas peu saus doute à ce changement.
- (4) Voir Notes stalteanes d'histoire de France, XVI. Rapports secrets au duc de Milan en 1468 Costabill annonce son retour en Italie dans les premiers jours de septembre (Mcdone, Bid. Costabili au duc de Feirare, Il septembre 1498). Les Florentins semblent sêtre servis de jui pour tenter de thanquier Louis XII de l'alian ce ventheane et le pousser à une alliance florentine. Le 12 janvier 1493, Neri Capponi déclare à Turin qu'il vient en I alia exprés pour demander au marquis de Salaces d'envover un homme à lui (et nominément Zarino d'Alad.o) pour dissuader le roi de s'entendre avec les Vénitiens et le pousser vers ses compatriotes (Documents sur la première année du reque de Louis XII, pag 64. Sommaire d'un rapport lait par Neri Capponi à Turin_i.



ses projets, mais elle ne réussit pas (1). Ludovic Sforza cessa de son cuté toute tentative pour detacher de la France le marquis de Saluces : mais celui-ci continua à lui fournir sur les affaires de Louis XII des reuseignements aussi complets et aussi amples que possible (2. Ce qui ne l'empêcha pas, finalement, de conduire un corps de l'armée de Louis XII contre le Milanais.

§ 3. — Les intrigues de Constantin Arniti

Si le marquirat de Montferrat n'était pae, quant au territoire, beaucoup plus considérable que le marquisat de Saluces, il tirait une importance politique bien plus grande des talents militaires et de l'habileté de l'homme qui le gouvernait. Pendant la minorité du jeune Guillaume de Montferrat, sa principauté était sous la domination de son oncle maternel. Constantino Armii, gree d'origine, ambitieux et adroit entre tous, autant pour lui-même que pour son jeune purille. Sentant l'independance du marquisat gravement compromise par les dangers d'une nunorité et d'un gouvernement étranger, il essayant de la sauvegarder par un savant système de bascule, en neutralisant les uns par les autres ses voisurs: le duc de Milan, le duc de Savore, le marquis de Saluces, et la France, que Trivulce représentant à Asti. Aussi Louis XII et Ludovic Sforza se disputérentils plus chaudement son alliance. - Une sympathic réciproque. le sentiment de certaines analogies dans leurs destinées de régents toujours un peu suspects d'usurpation, avait rapproché Constantin Armiti de Ludovic Sforza; quand Louis XII devint roi, ils étaien, étroitement alliés. Au mois de feyrier 1498 (3), sous la crainte des armements et des menaces d'invasion de



⁽¹⁾ MARINO SANGTO, 11, 591, Venise, 7 avril (499.

⁽²⁾ Modene. (b) d' Costabi i au duc de Ferrare, Milar, 13 juillet 1499 [Le due], me ha dicto questa mattina sentiral tento obligato a lo illes aignor marchene de Salucio, quanto a aluno altro emico che lai habia, per essere per la verita tanto pienamente advisato per suo mezo de il progressi di Francia quanto dire se possa.

⁽³⁾ Milan A. d. S. Pot Estere. Monferrato. Instruction à P. P. Varesino, Alexandrie, 19 février 1497 (ann et) il réclamait le droit d'occuper les diverses places que le marquis tenait en flet dans le Milanais, le droit de passage à travers le marquisat pour ses troupes et ses approvisionnements il demandait le retus de passage pour les troupes de ses ennemis, s: use armée, parlant par exemple d'Asii, tentait d'envahir le Milanais par le Novarese ou la Lomelline.

Charles VIII, Ludovic Sforza avait envoyé à Casal un ambassadeur, P.P. Varesino, pour conclure avec le Montferrat un accord militaire : le marquis de Montferrat demanda au duc de Milan une condotta pour lui et pour Constantin Arniti (i). Ludovic, malgré les très pressants avis de ses conseillers qui l'engagezient à l'accorder, se fit quelque peu prier. Enfin, il offrit au marquis une solde de quinzemille ducats (2), en temps de pala et de guerre indifférenment; moyennant quoi, le marquis le servirait de sa personne et de son état, et entretiendrait à la disposition du duc cent hommes d'armes et cinquante cavaliers legers; vu le jeune âge du marquis, son service personnel ne serait pas obligatoire. Constantin Arniti recevrait une solde de quinze mille ducats en temps de paix, qui serant doublée pendant la guerre; il s'engageait a servir personnellement avec cent hommes d'armes et trente cavaliers légers pendant la paix, avec deux cents hommes d'armes et cent cavaliers légers en tout (3). Alors des relations fort cordiales s'établirent entre les deux états (4). Mais les négociations de Ludovic Sforza ne tarderent pas a être contre carrées par celles qu'ebaucha Venise pour prendre à sa solde le gouverneur du Montferrat : la Seigneurie espérait qu'elle rénssirait, à defaut d'autre procedé, par l'intermédiaire du roi de France (5). Il s'ensuivit une période de marchandages où Constantin Arniti, se voyant plus recherché, n'hésita point, malgie la convention précédente avec le duc de Milan, à élever ses prétentions et finit par ne conclure avec perвиппе.

De son côté, malgré les tendances milanaises de Constantin

- (1) Mantone, Arch. Gonzaga, E., xrx-3, Modè 10, 1611d.Costabili au marquis de Mantone, 2 mai 1498. « Vi sono de quelli che moito stringeno da cosa ».
- (2) Ludovic Sforza semblait trouver modeste sa proposition, pulsqu'il priaît le marquis et le gouverneur de voutoir bien a eu contenter.
- (3) Document cité pag. 181, note 3. Je cross inutile de citer ici d'autres clauses de moindre importance.
- (4) Ainsi que le prouve une fréquente correspondance extre Ludovir Sforza et Arnéti, notamment une tettre d'Arnéti du 1º avril 163 (Mi an, Cartegy, gener). L'ambassadeur de Montferrat était soutenu à Milan par le parli des San Severine, qui s'associaiem sux jalousses du marquis et de son tuteur contre le marquis de Mantoue; ce fut sous leur impulsion que, le 10 juin 1498, cet ambassadeur chercha à l'ambassadeur mautousu, au bon Capilupi une quereile de préséance. Mantoue, Arch. Gonzaga, E xix, 3, Capilupi à marquise de Mantoue, 10 juin 1498.
- (5) Milan, A. d. S. Cartegg. gener., Fontana à Ludovic Sforza. 14 juin 1498 « o che quando non lo possa altramente havere, operara de haverlo per la via de re di Franza. »



Armiti, Louis XII ne negligeait rien pour l'attacher a sa politique. Il au fit annoncer en même temps qu'a Trivulce la mort de Charles VIII, en le priant de conserver sa fidélité au nouveau roi(1) La leuteur qu'Arni i mit à lui envoyer une ambassade de felicitations us le rebuta pas (2); il lui envoya le cardinal de La Bovere, et, bientôt apres, lui donna le collier de l'ordre, avec les diguités de chambellan et de conseiller royal (3) Linquiete inibition de Constai fin. Armi i ne se satisfaisait pas de ces marques d'amitié : en décembre 1498, il nous de subtiles intrigues avec les ambassadeurs vénitiens résidant en France. avec l'agent de Trivulce (i) Mais l'utilité de l'alliance avec le Mentferrat était trop grande pour Louis XII pour qu'il ne persévérát pas, malgré ceste atsitude assez louche et l'impopularité de Constantin Arniti, à vouloir le gagner. Il commença par luigarantir son maintien a la tête du gouvernement du Montferral, et la restitution des divers châteaux qui lui avaient été enlevés par Ludovic Sforia, il hii promit, cu cas d'une descente ca-Italie, Je respecter absolument tout le territoire du Moniferrat et de ny point loger de troupes, il lui promit enfin de l'argent, des troupes et de l'artillerte, en échange d'une promesse de service dans l'armée royale 5. Aussi, après l'envois Louis XII par le marquis de Zanino d'Annono 6, un traité fut finalement

- (1) Milan, A. d. M., Pot. cotere, Francia, Lettre sircu aire de Rochejori, Ligny, etc., à Trivulce et Arn ti pour amonter la mort Ja Charles VIII, 9 avril 1498.
- (2) Milan, A. d. S. Pot. estere Savota, Pirovani i Ludovic Roras, 30 juin 1696. A cette date, aucune ambassade du Montierrat n'avait encoré été envoyée en France, mans Masico assurait que l'ambassade était désignée et qu'elle avait retarde son départ pour voyager, plussurement, en compagnie de l'ambassade vénitienne . « De Monferrato non lie inteso se andarano o non ambassatori, ma so suppico ne stano tardato sin qui per acompagnarse cum la legatione veneta ».
- (3) Manisto Sanutto, Dierro, II, 31, l'amagnandeur vénitien en France à la Sengueurie 11 octobre 1490. Des négociations auralent commencé en vue d'un mariaga ultérieur entre le jeune marquis de Montferrat et la jeune fille de la duchèsse d'Angouleine, la future Murguerile de Kavarre.
- (4) Documenta sur la première année, etc., pag 60 : Taddoo Vimercali, ambanisdeur inflamas à Florence, à Ludovie Storza, 30 éécembre 1488.
- (5) Mamno Sanuro, II, 576, Dolce à a Seigneurie, 31 mars 1490 et 11 491, Urba io d'Albanda a la Seigneurie, 3 mars 1499 Constantia Arniti voulait d'ail eura entrer dans la I gue franço-végitienne.
- (6) Documents sur la première année, etc., pag 77. Lettre de Guinoard à Ludovic Storna, 6 mai 1499 Marino Sanuto, II, 559, 1 amanandeur vénutien à la Seigneurie, Blois, 10 mars 1499.



conclu, 1e31 mai 1499, à Châteauneuf du Loir (1) Le bruit circula que Constantin Arnili avait conclu, moyennant la promesse d'être ensuite maintenu sa vie durant dans ses fonctions do gouverneur, et de recevoir quelques territoires milanais, une alliance perpétuelle avec le roi de France (2). - L'alliance existait en effet : Louis XII envoya en juillet 1490 un représentant à la cour de Casal, M. de Mombray ; en même temps, il donna à Arnili une compagnie de cinquante lances avec un revenu de trois cents ducats assigné sur les rentes du Milanais, un corps de doux conte arbaletriore à cheval, enfin de l'artillerie, sous la conduite de Rogiano (3). Conformement aux engagements pris à son egard par Louis XII, Arniti refusa a Trivulce, en juillet 1499, de loger des gens d'armes sur le Montferrat (4). - La. roi de France et sea agents servaient d'autro part, en véritables alliés, sa politique matrimoniale. En juin 1499 il etait en négocistions avec le marquis de Mantous pour marter son neveu à une princesse Gonzague (5).

Depuis l'envoi de Zanino d'Annono en France, Constantin Arniti agit, dans sa politique officielle et estemble, en ennemi déclaré du due de Milan. Un des derniers actes où ils agissent d'accord est, le 5 mars 1499, le réglement de la juridiction de Felizzano (6). Cette place, propriété du Montferrat, était sous la suzeraineté du due de Milan : de là, d'incossantes querelles en matière de juridiction. Arniti ne daigna préter aucune attention

- (1) Voir dans L'Ambassade d'Accurse Maynter a Ventse, Appendice, les documents ou est décrite la cérémante de la ratification de ce traité à Casal, le 16 juin 1419.
- (2) Florence, A. d. S., Lettere esterne, XXXVII, les ambassadeurs à la Selgnourie, Milan, légisit et 1419. « Et interdeur che il signor Constinuino ha capituleto col illustrissimo Christiannelino la una conducta per sempre, con esser confirmato in quel governo.» Os prétendant même à Munn que le rol avait promis à Constantin une portion du territoire du Milanais.
- 3) Manino Sanuto, Dance, 11, 559, l'ambassadeur vénitien à la Selgueurie, Blois, 10 mars 1499, et Relations de France dans la Cartegg. gener. de Milan,
- (4) Voir La Cryptographie de Sumon Cattaneo, et M.lan, A. d. S. Cartego, gener., Andree da Capos à Ludovic Biorza, 13 juillet 1490: « Lo signor Constantino he stato a Gallano appresso la Ast, et hano fato uno graphe consiglio cum muser Johan Jaconio da Ticula (sic). Io undero e non tornero may the non veda cum la ogi mei ogni costa, avisando che tuta la gento che ho visto, fino a mo, son sono troppo bene in ordine ».
 - (5) Voir La Cryptographie de Simon Cattaneo.
- (6) Milan, A. d. S. Carlegg, gener. « Per questo non intendemo sit derogato a la superiorità e rasone nostre como su del directo de epso feudo »



à des représents ions relatives aux aitaques dirigées par les troupes françaises, au profit du Montferrat, contre divers châteaux du Milanais; il affecta une indépendance absolue et une hostilité complète à l'égard de Ludovic Slorza, au commencement de mai, l'agent indanais Jean Guimard pouvait même craindre son arrestation (1).

Le duc de Milan fit une derniere tentative de rapprochement dans les premiers jours de juillet: il dépêcha à Constantin Armiti et au marquis de Montferrai un personnage sans caractère officiel, un moine, Fra Arvangelo, pour leur offrir, une dernière fois, de devenir ses alités (2). Mais à la date oficile était faite, cette tentative ne pouvait présenter le moindre avantage pour le Montferrat, ni, partant, avoir le moindre succès.

Tout ce a quoi consentit Arnii, malgré sa rupture officielle avec le duché de Milan, ce fut a fournir des renseignements, parfois confidentiels et secrets, a Ludovic Sforza. At lui, at le marquis de Sali ces, ai Travilce lui-même, ne croysient,

(1) Documente our la première année, ste., pig. 77, Lettre de Jesu Outcoard a Ludovic Storza, 4 mai 1499. Araiti n'était pas moins agressif contre le marquis de Saluces, auquel à voulait laire un procès, en raison du conplot mensionné plus fimit (Marino Sanuto, II, 575, Turin, 31 mare 1499. Doice A la Bergneurie), et sontre le duc de Sancie, avec qui il est, en juin 1400, un Incident de frontières asses grave. Constantin Amiti ayant fait enlever quatre cents têtre de bitail mu Piémontain, coux-ci entevérent six individus de Montferrat. Constantio enveya un ambanadeur a Turin, prair exteniner. l'affaire avec le grand chanceller, set ambassadeur prétendait que les Pièmontais avalent le droit de moir our leurs terres le bétail du Montlercat, et qu'ils devalent reconnaître à la partie adverse un droit analogue. Il était très difficile d'accunger sette affaire, on araignait même qu'il n'y cût tê le début de queique conflit grave. M. de Grammont, ayant, en se temps là môme, été envoya en ambassade par le duc de Bavoss à Trivulor, on proyeit qu'il a agimuit de decider Trivulce à prendre parti peur la Bavole contre le Monsferrnt (Lettre de Dotce à la Suigneurie de Ventar, 3, 9 et 11, 11 juin 1309. Marino Banuto, II, 202, \$14).

(2) Milan, A. d. S., Per Extere, 1891–1880, a lostructio frateia Archangeli. a Bu voici un iragment important, a et quando vedesti rhei uteme su hone parote generale, voi li haveretta dire che non voicoto venere al conclusions effectuale, vi lama cum troppe caricho, face idovi parlare de una com et havando l'animo contrario a le parote, Quando unche vedesti, chei venezie ad monta de rinoiverni effectualmente, ve chiarcreti hene quello chei predicte nignore tonatantino voria particularmente per un, poi per lo illustramimo nignore marchene, e quali ob ighi voria fare per el alato, cum certificario che intendendo noi resolutamente lo intrinarco mo, retrovara que li effecti da canto noutro quali se devero expectare de proprio frate lo, ne er mancha rauc il musii e mezi de pute e accompagnara quello signer marchene honoratius mamente et ad proposito de ja securita di quello sinto.



chagissantains, commettre une trah. son envers le roi de France; ils ne faisaient que contenter chez un de leurs concitoyens ce goùt passionné d'information, cette currosité universellement en éveil qu'ils éprouvaient eux-mêmes, et qu'excitaient au plus haut degré les faits et gestes de Lonis XII. Soit par reconnaissance de ce service relativement important, soit plutôt par machiavélisme, pour le rendre suspect à la France et à Venise, Ludovic Sforza affecta de ne jamais traitor en ennemi le gouverneur de Montferrat (1).

Cette réserve du duc de Milan et ce qu'il y avait à certains égards de louche dans la conduite de Constantin Arniti ne manquerent pas en effet de le rendre suspect à quelques-uns, dans l'entourage de Louis XII. Pour se laver de ces défiances, Arniti redoubla d'énergie dans les manifestations de sa haine contre Ludovic Sforza (2°. Quelles que fussent au fond du cœur ses ambitions et ses préférences, il agit en allié, lui aussi, et en capitaine de Louis XII. Avec lui, comme avec le duc de Savoie, c'étaient les interminables temporisations et les subtilités de Ludovic Sforza qui avaient assuré la défaite diplomatique du duc de Milan.

Tout l'ouest de l'Italie étaitainsi dans la main du roi de France. Non seulement les routes du Milanais lui étaient largement ouvertes, mais c'étaient les contingents subalpins qui allaient les premiers les fouler pour se concentrer dans l'Astesan avec l'armée française. Sur ces âmes encore féodales de princes pauvres et besogneux. l'appât des concessions de territoires, des dignités militaires, des sacs d'écus avait été plus fort que le mirage ondoyant et lointain des promesses machiavéhques de Ludovic le More.

⁽¹⁾ Marino Samuro, II, 1996. Liora à la Seignaura de Venise, Crema 15 août 1499. Ainsi en pielne guerre, il se refusait à ouvrir les lettres d'Arniti à un podessat vénutien, surprises sur un esplon arrêté.

⁽²⁾ Il poussa de toutes ses forces le roi à commencer les bostilités au plus tôt, lui assurant qu'en deux mois la guerre serait finle; il lui consella de réunir toutes ses troupes à Rivol, et de tomber ensuite d'un seul choc sur Ladovie Storza pris au dépourve quant à lui, il promettait d'être le premier à attaquer Ludovie Storza.

III.

LA POLITIQUE DES PRINCES APPARENTÉS À L'UDOVIC SFORZA.

Au moment où commençait la graude chae de son régne, le due de Milan pouvait a attendre à trouver appui moral et matériel ches plusieurs princes dont il était, par la naissance ou le mariage, le parent : son union avec Béatrice d'Este, qu'il avait perdue après peu d'années de mariage, l'avait fait le gendre de He-cule d'Este, duc de Ferrare, et le beau frere de François de Gonzague, marquis de Mantone. Sa niece, la fille paturelle de son frere Galeus, Catherine Sforza était devenue, par son mariage avec un Riario, cointesse de Forli et d'Imola, et, pendant la minorité de son fils Ottaviano, restait maftresse de son comté : tous les trois avaient avec Ludovic Sforza des relations de bons parents. - Par un hasard, ces trois princes regnalent sur des états géographiquement rapprochés : le duché de Ferrare et le marquiest de Mantone étant voisine dans le bassen infériour du Pô, resserrés entre les territoires vénittens de torre forme, le duché de Milan, et la république de Bologne, et le comté de Fora peu éloigné, sur les rives de l'Adriatique au pied de l'Apen nin Aucun état de l'Italie n'était en communications plus aisées et plus ouvertes avec le duché de Milan : le Pô et la voie Emilieune étaient le tre grandes routes. Ces trois princes se trouvaient dans des conditions politiques analogues : feur ennesit continua était la Seigneurie de Venise, qui depuis longtemps révait pour les Este et les Gonzague le sort des tyrans de Vérone. ot de Paione, qui destinait a la côte italienne de l'Adriatique, le sort de la côte orientale, et qui déjà y avait pris pied dans les porte papolitaine contre les envahissements de cette infatigable ennemie, le duché de Milan avait toujours été leur soutien paturel. - De sérieuses raisons semblalent donc rapprocher de Lugovic Sforsa le duc de Ferrare, le marquis de Mantone et la comtense de Forli.



§ 1. - L'offacement du duc de Ferrare.

La mort de Béatrice d'Este, enlevée en pleine jeunesse en donnaut le jour à un enfant qui ne récut pas, n'avait pas rompu les relations d'amitié cordiale que son mariage avait créées entre Ludovic Sforza et la famille 1 Este. Une foule de faits l'atteste. l'empressement de Ludovic à communiquer à son beau-père les nouvelles politiques, la frequence de sa correspondance avec lui, les services personnels qu'il lui demandait, son zèle à lui communiquer les avis de Rome !). En mars 1408, le due de Milan avait mis en possession de l'archevêché de Milan le jeune cardrual Hippolyte d'Este, et il avait accompagné cette faveur de paroles tres flatteuses pour le nouveau prélat et très touchantes : ·Pour assurer la solidité de la puissance de ses enfants, il n'avait pas vu de mei leur moyen que de désigner de son vivant celui qui serait leur tuteur, s'ils restaient orphelins avant l'àge d'homme, et i, n'avait trouve personne plus capable que lui de remplir cet office (a.). Il appelant Sigismond c'Este en sejour a sa cour, et organisait pour lei des chasses 3). Un peu plus tard,

- (1) Tous ces faits nous nont commus par les lettres mêmes de Ludovic Storza à Hercule d'Este : les archives de Modene en out conserva chiquante et une pour les trois nonées 1408, 1400, 1500, adressées par le due de Missu au duc de Ferrare. Si elles n'ont pis toutes uce éga e importance historique, elles forment une preuve générale de feurs relations personnelles courfoises. J'en ai donné le catalogue analytique très détailés dans une étude sur les Resations de Francois de Gonzague, marquis de Mantone, avec Ludo-cie S/orza et Louis X/I, notes additionnelles, pag. 86-89, auquei je renvoie pour plus de rens-ignements sur celles de cas lettres qui seront citées sei Voir notamment celle du 25 évrier 1498.
 - (2) Lettre de Ludovic à Hercule Mila i, 7 mars 1498, c.tée ibid. pag. 88,
- (3) Lettres du même au même, 10 tévrier et 12 avri. 1406, etcen sind. pag 88. Siglsmond eut à Milan une indisposition assez longue, le 12 avril 1496, is c'en était pas encore bien débantané alusi que le prouve la lettre sulvante (Modène. A. d. S., Cancell. ducale. Lettere de Principi esteri.) Suscritiustriaimo cognato et tamquam fratri cherissimo domino Sigumondo Estensi. Ferrarie cito Illustriasime cognate et trater noster charlasime, cum grand ssimo piacere havemo inteso el megliora neuto de la Signoria vostra i cossi nui desideramo sentire che in into La sia libersia. Mediolani, XII aprilia 1499. Ludovicus Maria Siortia Anglus, dux Mediolani, B. Chalcus. Pendant son voyage à Genes, il fut es correspondance fréquente avec le cardinal d'Este. Modène, A. d. S., Cancell ducale, Lettere di Principi esteri, Milano, Exemplum litterarum ducis Mediolani ad cardinalem Estensem, 14, 16, 17, 18 mars 1498. Vois, ces lettres dans mes Dominente pour l'histoire de la domination française à Génes (1498-1500).



le prince Alphouse étant tombé malade, il envoyait un ambassadeur spécial. Marliano, s'informer de ses nouvelles (1). Cette sincère cordialité autorisait Ludovic Sforza à se croire implicatement l'allié du duc de Ferrare.

Mais le sage Hercule d'Este, déjà arrivé à l'age du repos, ctait beaucoup trop soucieux de sa tranquillité et de ses intérêts pour vouloir compromettre les uns ou l'autre dans des intrigues politiques ou dans des luttes trop chanceuses. Il etait l'ami et le consciller sympathique du due de Milan, mais il était depuis longtemps aussi l'allié de la France : il ne voulut pan sacrafier celle-ci à celui-là. Dès qu'il eut reçu la notification de l'avenement de Louis XII, il s'empressa d'envoyer au nouveau roi une ambassade de féliculatione. Citte ambassade, qui allait féliciter Louis XII, «roi de France et duc de Milan», prit a son passage à Milan les commissions de Ludovic de Sforsa, «duc de Milan», pour le roi de France : toute la politique d'Hercule d'Este se symbolise dans cette contradiction singuliere et dans ce désir de concilier les extrêmes les plus opposés. Le duc de Milan avait beaucoup applaudi à cette idée d'ambassade en France, qu'il trouvait « empreinte de la sagesse accontumée » du duc Hercule; li charges l'envoyé ferrarais, Borso da Corregio, d'une mission analogue a celle qu'il avait donnée précédemment au marquis de Saluces (2). Louis XII montra les meilleures discontitons pour le duc de Perrare, mais le pria de renoncer à toute intervention en faveur du duc de Milan (3). Le duc de Perrare sentit toute la force de cette recommandation très claire ; il comprit que la condition da maintien de son alliance avec la France était qu'il s'abstint de tonte ingérence dans les affaires de Louis XII. Il se conforma si bien à cette regle qu'en juin 198 Ludovic Sforss et François de Conzague lui ayant fait demander ce qu'il ferait dans le cas d'une descente des Français en Italie, il no voulut pas se risquer même à leur donner une réponse (4).

Le duc de Milau comprit des lors qu'il ne devait pas espérer une alliance véritable avec son ex-beau-pere. Il se borna à



⁽¹⁾ Lettre de Ludovie à Hercule, Milan 14 avril 1496, citée dans les Relations de François de Gonzague etc., pag. 18.

⁽⁷⁾ Modène, ibid., Costabili au duc de Perrare, 30 avril 1498.

⁽³⁾ Mileo, A. d. S., Cartegg. gener., Avis de Paris, 30 juillet 1498. Document cité plus haut.

⁽⁴⁾ Manino Santiro, Distrit, II, 786. Lettre de Donado, vicedomino vimitien à Ferrare, à la Seignourie, Ferrare, 2 juin 1490.

maintenur avec lui de bonnes relations pour pour de tenter de se servir , soit de sa diplomatie, soit, le cas cebéant, de son appui militaire. Il usa ainsi plusieurs fois utilement du duc de Ferrare et de ses relations avec loi (l): ce fint a sa demande que, dans l'interminable question de Pise, le duc accepta de ren lre un jugement arbitral entre les deux républiques de Venise et de Florence. Cet arbitrage était delicat La conclusion de la Lique frauco-véniteure avuit peu auparavant mécontenté et effrayé le duc de Ferrare, car il catignait que la vielle jalousie des Vénitiens à son égard n'arrivat à provoquer un refroidissement entre Louis XII et lui-même(2). Mais, bien que ses sympathies personnelles allassent plutôt vers les Florentins(3), it n'en laissa rien paraître Son impartialité refroid. L'eaucoup Ludovic Sforza à son égard, malgré les compliments officiels qu'il ne put se dispenser de lui adresser.

D'ailleurs, Ludovic Sforza n'avait pas encore complètement désespéré d'entrer en relations avec Louis XII par l'intermédiaire Ju duc le Ferrare (i). Au mois de septembre suivant, il ini demandait l'envoi en France d'un agent secret, tant pour traiter ses propres affaires que pour surveiller les ambassadeurs venitiens : mais il se heurta a un refus catégorique de Hercule d'Este. Hercule voulait bien envoyer en France quolqu'un, et nommément Nicolo de Bianchi, mais à titre officiel, comme ambassadeur, et non pas incognito, en espion (5). A la sinte de ce refus, les relations entre le bouu-père et le gen tre cesserent presque entierement pendant plusieurs mois.

Elles recommencerent quand Ludovic Sforza, décidement menace par Louis XII, demanda au duc de Fer are son cor cours

- (1) Modène, A. d. S. Cancelleria ducole, Lettere di Principi esteri, Ludovie à Herende de Ferrare, 21 juillet 1493 — La mission de Galéas de San Severino lut suivia peu de jours après pur celle de Piero Griffo (1674), le même au même, 1^{er} août (1498).
 - (2) Marino Sanuto, II, 482 Donado à la Seigneurie, Fei care, 25 tevrier 1420
- 3) Florence, A. d. S. Lettere estera ada Signoria, reg. XXXV.11, fol. 99 et 112 Lettres du duc de Ferrare, 13 et 20 juilles 1499, au suje de l'ensoi à Florence de deux mit e boulets de fer par le mastre artifleur Automo da Certaldo
- (4) Lettre de Ludovic Siorza auduc de Ferrare, 8 août 498 Loc. ett., pag 89. C'est saus doute dans l'espoir qu'elle parviendrait au roi de France qu'il adresse à Hercule d'Esle, le 8 août 1498, une ettre très vive de protestation contre la mauvaise opinion qu'avait de un le roi de France, à savoir qu'il poussait Maximilie i à la guerre

(5) Modène, A. d. S., Cancell, durale, B. G. Costab II au Juc de Ferrare, 18 septembre 1498.

L. P., tom. L.

militaire. A la fin de juin 1499, il le pria de lui fourair, dans lo cas d'uns invasion française, le plus d'hommes d'armes et de cavalerie lègere qu'il pourruit et de l'artillemeff); puis il réduis t sa demande a cinquante hommes d'armes sur les cent qui composaient la compagnie de don Fernand, puis il offrit de lui acheter quarante ou cinquante pieces de petite artillerie (2), le due de Ferrare consentit à lui fournir un peu d'artillerie. mais, pour les envois de troupes, il faisait la sourde oreille. imdovic Morza devenant de plus en plus pressant (3); et le 2? juillet, Hercula d'Este se decisa, non sans hésitations, à envoyer a Milan cing cents hommes, hommes d'armes, arbalétriers ou cay, hors legers de la compagnie de don Alphouse d Bate, sous la conduite de Giulio Taxon; une crise de mai francais sarvint a propos pour dispenser Alphonie d'Este de prendre le commandement de ses rounes, et son abstention entrainacelle d'un grand nombre de ses gen dishommes, qui, aux termes de leurs capitoli, a etaient tenus de servir en personne que sous son commandement personnel (4) De plus, Ludovic Sforza essay ift d'obteuir du duc de Fetrare un concours purement d plomatique: il lui demandan d envoyer Alberto Della Pignaa Ventse pour y surveiller les actes de l'ambassace française (5).

Ces manuauvres do due do Milan curent pour résultat de rendre Hercule d'Este suspect aux França s'et aux Venitiens. Deja les Venitiens commençaient à trouver l'attitude du duc cruda e gaiarda. Dans sa relation sur Ferrare, Bernardo Bembo disait, le 21 juillet 1490, aux Pregadi que la rupture entre Venise et Ferrare était imm nente (6). Le sage Costabili

⁽I) Florence, A. d. S. Lettere estere alsa Signoria, reg. M. Lettre de Francesco Soderini, evêque de Voherra, et de Francesco Pepi a la Seigneurie de Florence, Milas, 29 juin '498 a Questo Signore ha richiesto il Juca d'Ferrara che venendo Franzest vuole lo aiutt a sue spexe di più homini d'arme che pub, e così cavalt legieri, et in presente vuole circa 70 pesi d'artiglieria a Modéne, A. d. S., It, 14, Costabili au due de Ferrare, Milan, 29 juin 1499.

Modene, A. d. S. Cancell. Ducate, Costabili au duc de Percare, 5 et 8
juillet 1493.

³⁾ Ibid., id., 2) par et 1499. «Non trova ne pacente de tratos che se offerisca ad aintario, excepto la Signoria Vontra, che pure it ha imprestato le sue artiglierie.

⁽⁴⁾ Marino Sanuto, II, 955, Donado & la Seigneurie, 21 juillet 1499.

⁵⁾ Lettre de Ludovie Sforza au duc de Ferrare, 11 juillet 140; lec 104, pag. 88.

⁽⁶⁾ Manino Sanuto, 11, 942, B. Bembo devam la colegio, \$1 juillet 1430.

ne se méprit pas sur ces dangers; il encourages le duc à s'ententr à la plus stricte nentralité même à garder son artillerie à Ferrare Comme le disait très justement Hercule lui-même, la présence de cette artillerie à Milan ne serait que d'une faible utilité pour Ludovic Sforza, et le fait de l'avoir prêtée pourrait avoir pour le duc de Ferrare de graves inconvénients (1).— Mais l'abstention que conscillait Costabili n allait pas jusqu'au sacrifice des intérêts pécuniaires Ludovic ayant manifesté le dessein d'augmenter la condoita d'Alphonse d'Este, en lui donnant cinquante hommes d'armes de plus, et un accroissement proportionnei de solde. Costabili fut d'avis d'accepter cette augmentation, «co qui», disait-il, «ne pourrait être blàmé par personne(2)».

Le due de Ferrare se rendit aux conseils de prudence de son ambassadeur. Il refusa d'aller voir Ludovic Sforza à Milan, de s'employer pour lui personnellement en qualité de capitains général Alphonse d'Esteimita son père: les réclamations les plus pressantes de Ludovic Sforza à Costabili et a Alphonse d'Este de purent faire que cette compagnie fut mise sur le pied de guerre (3). — Le due de Ferrare s'absorba dans sa prudente et habile réserve Pour corriger aux yeux de Venise le mauvais effet de quelques unes de ses démarches antérieures, il crut devoir s'excuser denc pas se mettre auservice de la République, vu son grand âge et son unique sonet de se consacrer désormais aux œuvres de la religion et de la paix (4). Un des derniers actes caractéristiques de ses retations avec Ludovic Sforza fut la defense qu'il fit à son fils H.ppolyte, le cardinal d'Este, de servir personnellement dans l'armée milanaise Dévoué à son beau-frère,

- (i) Modène, A. d. S., Cancell. Ducale. B. 14, Costabili au duc de Ferrare, 24 juillet 1429 « Parme che la alle Signoria Vostre habia gran ragione a conservarse neutra e più che la puo, tenendo le artigliero sue per se, perche como soplentiasimamente la serive, qua potriano esser de poto junamento e a lei di grandessimo detrimento.
 - (2) Bid., id , Costabili au duc de Ferrare, 27 juillet 149.
- (3) M.M., i.d. Contabili su due de Ferrere, 21 juillet 1499 Don Alfonso me ha scripto che domant se incomincerano ad inviare le gentedarme sue ». — M Ian, A.d. S., Cartegg, gener. Ludovic à Costabili, Salme-Marie-des-Grâces, 3 août 1499. ibid., id. Potense estere Ferrara, 2 sont 1499. Alphonse d'Este à Ludovic Sform
- (4) Marino Sanuto, II, 976, Venise, in conscio, 29 ju llet .409. Son grandage et sa retraite de l'empéchaient pas de se livrer à quelques operations profitables à son domains comme l'échange de Sassuolo en Modelau contra la moitré de Carpi (Florence, A. & S., Lettere entere, XXXVII, Sodernu et Pepi à la Seigneurie, 23 juillet (199). «Il duca di Ferrara lu comprato la meta di Carpi da une da quelli fratelli e dato la cambio Sassuolo in Modenese,

lecardanal's etant fait fabriquer des armes de luxe pour combattre a ses cotes. Tout cardinal qu'il fêt, Hippolyte d'Este s'attira de ce chef une verte semonee de son père(1). «Qu'un prêtre a a mât, c'était offenser Dieu et appeter sa vengeauce; ses seules armes devaient être les prieres voilà ce qui serait de bonnes armes blanches, qui ne risqueraient pas d'être irrégulières. « Le jeune et bouillant cardinal refusa d'écouler les sages observations de son père. La crainte d'être compromis par la légereté de son fils augmenta encore la reserve personnelle du duc de Ferrare, et les commencements de la guerre, si malheureux pour Ludovic Sforza, le firent s'applandir davantage de n'en être pas sorti. L'affection tres réelle ju'il portait à son gendre ne se changea donc pas en une alliance effective (2).

🖠 2. — Les varianons diplomatiques du marquis de Mantoue.

L un des capitaines les plus habiles et les plus célebres de la fin du xy* siècle comparable et pe it-être supérieur aux Bagigui. de Perouse, a Paolo Vitelli, a Bartholomeo d'Alviano, à J -J. Trivulce, François-Marie de Gonzague doublait son pouvoir militaire d'une souverainete territoriale (3 .Situé entre les territoires de Venise, de Bologue, de Ferrare et de Milan, son étatétait constamment menacé de ses voisins : c'était le condottière qui devait faire respecter le marquis. De l'engagement de son armée, autaut que de ses succès, dépendaient son honneur et sa richesse. De la la politique, pour ainsi dire nécessaire, du marquis : s'ailier ou se vendre le plus cher possible à l'état le plus besogneux d'hommes et le plus riche, attendre les offres et provoquer les surenchères, et ménager toujours dans l'udversame actuel un bailleur de fonds futur. Après avoir été cassé par Veruse de son commundement, le 23 juin 1497, atteint a la fois dans son amour-propre et dans ses revenus, il entama des négociations avec la France, seduit par ses gros subsides, et



⁽i) Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 213.

⁽²⁾ SIGISMONDO DEI CONTI DI FOLIGNO, Istoria, II., 203

⁽³⁾ J'ai donné tous les textes et les rélérences pour les sources de ca chapitre dans trois articles. La politique du marquis de Mantoue pendant la lutie de Louis XII et de Ludor le Sforza (198-1500), Les relations de François de Gonzague avec Ludor le Sforza et Louis XII, notes additionnelles : (Laux les Annoles de la Faculté des Lettres de Bordeaux, 1802 et 1893), Documents sur les relations de Leuis XII, de Ludovie Sforza et du marquis de Mantoue de 1498 à 1500 (dans le Bulletin du Comité des Travaux historiques, 1893).

avec Maximilien, flatté de l'espoir de son capitanat genéral en Italie. Ludovic Sforza, intermediaire de celles-cl. se courrouça fort des premieres, et menaça à son tour le marquis de se brouiller avec lui. Pres d'une année s'ecou a ainsi, pendant laquelle le prestige du vainqueur de Fornoue diminiait chaque jour. La Seigneurie qui regrettant son renvoi, Ludovic Sforza qui peut-être l'avait provoqué pour en profiter, attendaient chacun que ses besoins d'argent le leur livrassent à meilleur compte

Il était encore en disponibilité quand Charles VIII mourul Louis XII ne garda pas rancune à François de Gonzague de la bataille de Fornoue. Il du notifia son avenement par une lettre conque en termes flatteurs et affectueux, qui fut un baume pour le cœur ulceré du marquis, et qu'il sempressa de faire connaître en Italie. Il fit remercier Nicolo Alamauno par Gio. Francesco Peschera Toutefois ce ne fut qu'en juin qu'il envoya une réponse à Louis XII, dans une lettre adressée le 21 juillet 1498 à sa sœur Caure de Gonzague, il motivait ce retard par le désir de faire porter la lettre par un « messager plus honorifique » qu'un simple courrier. La vraie raison en est probablement que la politique de Louis XII ne se dessinait pas encore assez nettement pour lui offrir une alliance utile, et que d'ailleurs il lui était plus avantageux de ne pas s'offrir.

Avec lui comme avec plusieurs autres, ce fut Ludovic Sforta qui prit l'initiative d'une alliance. Quand il voulut grouper autour delui des alliés militaires, des condot ieri, des soldats, le marquis de Mantone fui le premier auquel il pensa. L'ambassade de Louis XII lai avait fait craindre de le voir passerau service de son rival. La frayour lui fit mener et cenclure rapidement une négociation que l'economie lui conseillait de prolonger.

Les pourparlers commencèrent entre Ludovic Sform et Francois de Gonzague en avril 1498 Ludovic Sform proposait
seulement au manquis le titre de « capitaine général du roi des
Romains» François de Gonzague, qui connaissait la médiocre
tolvabilité de Maximilien, déstrait que le More intervint au
contrat, et lui accordat le titre de capitaine du duc de Milan.
Mais ce titre appartenait à Galéas de San Severino, que Ludovic
Sforma ne voulait pas mécontenter. Le marquis et surtout Isabelle d'Este n'y tenaient guère et préféraien, une augmentation
de solde. L'influence du duc de Ferrare, solicité par François
de Gonzague d'intervenir, pour faire accorder au marquis une
plus forte paye et un titre honorifique, fut efficace. Quinze jours
après, les deux parties étaient d'accord sur les conditions de la



condotta. Ludovic Sforza, obligé à accepter les conditions du marquis, perdatt la partie en beau joueur : 27 mai, dans une longue et int fue couserie avec Capilupi, il lui dirait : « Cette alliance, e est mon seul moyen d'assurer. Milan a mes enfants, De quelque facon que se meure, je mourras content, si se la me la tutelle de mes fils au ducce Ferrare, au marquis de Mantoue. et aux als du duc ; mais a parler franc, y ai plus confiance dans le marquis. » Et le vieux politique affectait un ai entier abandon, prodignant tant de pro estations, que le hon Capilupi en était tout ému: « Peu s'en fallus que tous deux ne pleurassent d attendrissement». Cependant les dernières négociations trafnérent en longueur Lo marquis, par une de ces brusques manirations qui lui disjont familières, se decida à uller les terminer. en personne : il arriva incognito a Milan le 30 mai. L'ontente fut facile: on laissa a l'arbitrage du duc de Ferrare, trois articles: la durée de l'engagement sans montion d'acres de beneplacite, la solde personnelle du marquis, le titre honorifique à lui donner. si l'empereur n'accordant pas celui de capitaine général de l'Empire. La jour même, le marquis ansonça à l'empereur Maximilian et au pape son alliance avec Ludovic Sforza. La jote de Ludevic Sforia était grande : « on l'aurait cru amoureux du marquie; il le calinuit comme une jeune fille». Tout Milan partageait sa joie. L'alliance était conclue en principe. Un voyage projeté de Ludovic à Mantoue en grande pompe devait la sanctionner solennellement

Mais il restait à régler plusieurs questions importantes, et les difficultée de detai, commenceront amoitôt. La question du tive. qui lui serait conféré préoccupait beaurouple marquis, qui alla demander conseil au duc de Foreire Ludovic Sform avait fait proposer tout d'abord à Frai cois de Gonzague le titre de capitaine du duc de Milan et de capitame d'un autre prince. Le marquis accenta d'abord en principe ces ofres, mais il voulait. que Ludovic lui promit, dans le délai d'un mois, le titre de capitaine de l'Empire et du duclié de Milau, ou de Milan et d'une lique, on de Milau et d'un autre prince (!) Ludovic Sforza, d'abord assez ému, protes a contre les demandes qu'en lui faieait, at conclut qu'elles au paraissagent impossibles a entisfaire; cependant, convaincu par les raisconements de Costabili, il finit par a engagerà donner au marquis de Mantoue, dans un délai de mix mois, un titre en commun avec Maximilien ou Fiorence, ou un autre intre « enfisant », al songesit en effet a créer une charge de connétable, comme il y en avait en France et à Naples. Le



3 juin, Capilopi fet envoyé à Mantous pour savoir si le marquis consentirait à traiter avec Ludovic sur ces bases et à recevoir les ambassadeurs de Milan Le marquis de Mantous accepta, en demandant une réduction de moitié du délai pour la collation du titre définitif et l'adjonction d'un titre milanais au titre impérial. Le 18 juin, J.-P. de Gonzague, J.-P. Stanga et Capilopi furent envoyés à Milan, porteurs d'un missage en ce seus. Costabili était tres mécoutent de ces marchandages qui faisaient surgir de nouvelles difficultés. Le 19 juin, Ludovic Sforza offrit de réduire à quatre mois le de ai primit f, et le marquis accepta cette réduction. Il ne restait plus qu'à proclamor officiel ement l'alliance

Le duc de Milan désigna pour cotto corémonie qui devait avoir lieu à Mantoue Gaspar de San Severino. Corradolo Stanga et Zoanne de Gallarate. La dérémente de l'alfrance fut celebrée le 24 juin, E le commença par la lecture du traite.

Le préambule de cet acte rappelait que le voisinage des états du duc de Milan et du marquia de Mantoue et leur bonté naturelle. avaient depuis longiemps créé entre cux des relations de parfaite bienveillance que les liens de famille deverent désormais renforcer la cordialité de ces rela ions et les transformer en une fraternité aprète et parfaite, et que le duc de Milan, voulant donner à toute l'Italie une preuve éclatante de sa conflance en la sincérité et la génie militaire de François de Gonzague avait docidé de le prendre à son service à des conditions honorables. et avant dans cotto intention onvoyó a Mantoue une ambassade de distinction. Ensuite étalent énumérées les conditions de l'alliance : le marquia, avec ses troupes, sen états et sa ville de Mantoue, entrait au service du duc de Mi au pour une période ne trois ans qui commencerant au debut le juin 1498, il promettait, pour toute la durée de son engagement, d'obsir fidelement et loyalement au due, d'avoir les mêmes alliés et tes ménica ennemia, il prenait le même engagement pour sea cousins et pour leurs possessions, jadis détachées du territoire du marquisat. Le marquis s'engageait i donner au duc de Milan et a son armée passage, logement, asile et vivres sur ses états et coux de ses cousins. Il promettait de ne conclure ancun traité ni aucune alliquee estensible ou secrete avec aucune puissance gans le su et le consentement du duc de Milan, jusqu'à un terme de deux mon avant l'expiration de son contrat. Toutes les places, châleaux bourgs, villes ouvertes ou forteresses que le marquie pourrait prendre appartiendratent au duc de Milan, avec les munitions qu'elles contiendraient, nais les prisonniers



et le botto en biens mobiliers loit par le marquis de Mantoue resteraient sa propriéte ; pour les ornoumers importants, les rançois se partigeraient entre le luc et le marquis, mais le marquis disposerait seul de ses parents, s'il arrivait qu'il y en eû, dans les armées ennemies et qu'i se fissent prendre. Le marquis ne donnerait pas asi e à Mantoue et dans le reste de son territoire aux gens que le due le Milan lui dénoncerait comme des rebelles et fugitils de ses étais ; mais les émigrés milanais fix es depuis lougtemps à Mantoue pourraient contraier dy habiter. Il ne pourrait engager comme capitaine ou homme d'armées aucun todividu étant au service du due de Milan, s'il n'était munit d'un coi gé régulier et réciproquement. Enfin il promettait de ne rieu faire par voie directe ou indirecte, ouver traient ou eu sec et, contre le une de Milan e, ses alhés pendant les premièrs six mois qui suivraient la fin de son eugagement.

En échange de ces promesses, qui mettaient le marquis de Mantoue da 18 une étroite dependance du duc de Milan, celui-cipromettait à François de Gonzagne une peusion annuelle de quarante mille ducats pour tout le temps de sa condotta : six mille dicats de iens on personnelle, trente mitle ducats pour entretenir troiscents hommes d'armes, et quatre mille ducats pour entretenir cent cheraux, le tout sans aucune retenue et amen bien en ten pe de paix qu'en temps le guerre, payables par frimestie en tout temps, sous forme de prêt, une moitié avant l'ouverture de la campagne, de façon à lui permettre de faire ses prepara ils militaires, et le reste par versements mensuels. On de inissait tempade querre celut où le marquis verrait se former sur la frontière du marquisat une armée de sept a buit mille homines d'armes, montrant des intentions menacantes contrelui. En ras d'attaque dirigee particuliereme il contre lui, le marquis était autorise à se consacrer uniquement à la défeuse de ses états sans envoyer ses troupes au dehors, et si l'attaque se produisait pendant une absence causée par le service du duc, a retourner dans ses états. Moyennant ces conditions, et d'autres ac ressures aur le passage, le logement et l'entretien le ses troupes, le marquis entretiondrait, en temps de paix comme en temps, le guerre trois ceuls hommes d'armes et cent hommes de cavalene legere, bier équipes et habiles dans leur metier. Le marquis ne seran tena a comminder lui inème ses troupes qu'entemps de guerrejet, penda it la paix un cas de revolte d'une grosse. vi le du duché de Milan. Dans aucun de ces divers cas, le marquis ne pourrait avoir à obéir a aurun capitaine général, sauf



au due lui-même mais il promettait de marcher toujours d'accord avec les autres capita nes de Ludovic Sforza. Si le marquis se trouvait avoir sous ses ordres des soldats du duc, il pourrait les commander comme le duc do Milan lui-même : s'il se trouvait employé dans quelque entreprise avec le heutenant ou le capitaine dural, ils scraien tous les trois sur le pied d'égalité. Le marquis acceptait d'aller trois ou quatre fois par an de dix à quinze jours chaque fois, à Milan pour conférer et délibérer avec Ludovic Sforza sur sa politique. Il s'obligeait, en temps de paixà mettre ses troupes trois mois par an à la disposition de Ludovic Sforza, à condition de les employer en Lombardie et a Génes, entre les Alpes et Bologne sauf le cas ou le marquis au rait des raisons sériouses de craindre une attaque contre son état. Eufin, « pour ne pas laisser sans honneur le marquis de Mantoue », le duc s'engageait à lui faire avoir, dans un délai de quatre mois, le titre de capitaine général du roi des Romains ou d'un autre souverain avec celui de capitaine ducal, ou bien, si c'était impossible, un autre titre equivalent propes à satisfaire le marquis.

Ces divers articles furent signés par François de Gonzague en son propre nom, par les trois ambassadeurs de Ludovic Sforza au nom du duc de Milan, en présence des conscillers les plus intimes du marquis, son capitalne d'infanterie legère, Enca Purlano, ses conseillers Tosabezzi et Georgio Brognolo, et son secrétaire Jacopo d'Atri, conte de Pianella. La cerémonie avait en lieu dans le Salon du Solcil.

A ces articles jubliés furent joints des articles secrets, relatifs aux villes de Vérone et de Vienne, aux pays d'Asola, Lonato, Brescia et Peschiera, qui appartenaient a ors aux Vénitiens, mais qui avaient été autrefois détachés du duche de M lan, et que la secrete ambition des Sform avrit toujours cté de reconquérir. Il fut convenu qu'au cas où le marquis, pendant une guerre entre Venise et le duc de Milan ou par un autre moyen is emparerait d'une ou de plusieurs de tes villes et de leurs territoires, elles seraient mises aupouvoir de François de Gonzague et de ses hériners, qui reconnaîtraient les tenir en fief de Ludovic Sforza; et que, moyennant cette cession, Ludovic Sforza serait dispense de donner, soit au marquis, soit à ses descendants, aucun des subsides ou des autres provisions pécuniaires specifiées dans le traité, tandis que le marquis resterait soumis à toutes les conditions anadites; si le marquis ne prenait que Vérone, la peusio i que lui devait le duc serait réduite seulement de moitie. En cas-



d occupation de Brescia, de Bergarie ou d'autres places, le duc de Milan s'engageait à faire restituer leurs biens aux personnées punies d'ent et de confiscation pour avoir pris le parti des trois marquis de Mantone, predecesseurs de François de Gensague. Il est aise de comprendre l'intérêt qu'avaient les deux parties contractan es a ne pas divalguer ces dernières conventions dirigées contre la République de Venise et qui rendaient évidentes les intentions belliqueuses de Ludovic Sforia.

Peu de jours après ses ambassaueurs, Ludovie Sforta se dingen à son tour vers Mantone, son voyage avait un double but: munifester publiquement su haute estime pour le marquis, remercier la marquise des neureux résultats de son habileté pontique. C'êt at les prendro i un et l'autre par leur van té. Tont le mois de juin fut employs par Isabelle d'Este aux preparatifs de la reception de Ludovie Sform les questions les plus autimes. I amemblement de sa chamare, la qualité de son vin preféré, les costumes a porter pour lui plaire, sont l'objet d'une correspondance minutiet se entre Capilupi et elle et, qui plus est, de graves delabér, tions entre Capilupi, le cardina, d'Este e l'intendant de Ludovie Sform, Vesconte.

L'ill férmre du duc de Milan et le programme de son voyage étaient déja fixes quand il faiblit y renoncer, vers le m hou de juin, et compre on môme tomps son récent traité. L'interminable et épineuse question du fifufo, qui avait été réservée jusqu'à l'expiration du délai convenu, en était la cause : le marquis se croy ait bemé par Ludevie Sforza. Il fallat une éloquante intervention de Coslabili pour calmer ses ai préhensions (1).

Le marquis se borna à demander à son beau-frère une promesse écrit e que dans un délai de quatre mois, il aurait reçu de lui le titre le « capitaine général di. Roi des Romains » ou d'un attre prince avec le sien propre. Le duc de Milan signa cette promesse, en ajoutant qu'a défant des deux titres réunis, il donnerait au marquis celui de grans counétable. Toutes les déficultés étant ainsi splanies le duc tit le 27 juin une entrée solennelle à Mantoue: il y passa plusieurs jours en répuissances, et versa au marquis le premier quart de sa solde, dix mille ducats.

Restait jour Lucovic Sfersa à faire ratifier par l'empereur le princijal article de la connotta de François de Gonsague, c'est-



⁽l) Pour les détails de cette péripétie, plus intéressante pour la paychologue du marquis que pour l'histoire, voir Le politique du marquis de Mentour

à-dire à obtenir pour lui le litre de capitaine général de l'Empire en Italie, titre que Maximi len semblait assez peu disposé à luiconcéder. Aussi est-ce à cette question qu'est en grande partie consacrée la correspondance de Ludovic Sforta avec ses ambassadeurs en Allemagne et Maximilien lui-même, lettres et supplications devienment de jour en jour plus pressantes. Les raisons apportées au débat par le due de Milan sont loujours d'ailleurs à peu pres les mêmes. l'intérêt qu'aurait l'emporeur à avoir le marquis pour albé en Italie. l'impossibilité où est le duc lui-même de conner à son beau-frère un titre suffisamment honorable. Ludovic Sforza avait stipulé un délai de quatre mois pour amener l'empereur à cette conclusion. Ce terme, partant du in jum, date de la signature de l'accord entre Ladovic Sforza et François de Genzague, cevait échoir le 1º octobre La nonexécution de cette clause à cette date rendait sa liberté au marquis.

Pendant ces quatre mois, le marquis de Mantoue s'appliqua à faire sentir à Ludovic Sforza que leur tra té n'avant rien encore de définitif. Sa poutique à l'égard de son beau frère fut assez flère et indépendante : en jun même, il fit ou laissa répandre le bruit que Venise avait recommence les négociations avec lui, et que la Songueume l'engageait à une défiance absolue envers le due de Milan.

Il se rapprocha ostensiblement de la France: dejà il avait voulu répondre à la mission de Nicolo Alamanno par l'envoi en France de Gian Pietro de Gonzague; mais il était alors en plein raité avec Milan, cette ambassa le n'avait pas eu de caractère polilique, et Ludovic Sforza lui-même l'en avait félicité comme d'un acte de courtoisie.Le 2 juillet 1498, il adressa au roi de France une lettre de félicitation pour son avénement, et le même jour une lettre amicale au graud bâtard de Bourbon. Un peu plus tard, il envoya à Louis XII un nouvel ambassadeur, Giancarlo Scalona. Bien que ce fût encore avec l'approbation de Ludovic Sforza, une arriere-peusce politique commençait à se mêler à ces démarches. Au res.e, cette oscillation vers la France masquait des tentatives beaucoup plus sérieuses pour se rapprocher de Venisc. Cette double feinte du manquis réussit comme il le désirait : le duc de Milan e. avec lui tous les mantouans partisans de l'alliance milanaise s'en effrayerent fort

Sur ces entrefaites, Maximilieu se Jecida a accorder au marquis de Mantoue le titre de son capitaine général en Italie, et, en même temps, Ludovic obienait du luc de Ferrare la renon-



ciation de son ills Alphonse au titre de lieutenant ducal en Italie. La patente do Maximilion arriva à Milan le 24 septembre. Le 26, le duc l'expédia a Mantoue par son conseiller Cesare. de Birago, Birago emportait des instructions tres détaillées. Il devait annoncer officiellement au marquis sa nomination, liuexprimer les félicitations : e Ludovic;ajouter, que «pour prouver la profondeur de son affection pour le marques, et bien que le don du titre impérial jui sufficant à lui seul pour signifier l'exécution de la clause, le duci le Milanu joignait le titre de son houtenant-général», enfin lui an joucer l'envoi du bâton, embleme. du ca atasat'unpérial, et de l'éte idant, embleme de la heutenance durale. Mais, apres le départ de Cesare Birago, Ludovicfut avisé par Brognolo que les titres de capitaine-impérial et de heutenani-général no contenieraient pas le marquis. Ludovic, tout en s'étonnant que le titre de capitaine-moérial ne suffit pas au marquis, « étant un de ces honneurs que de mémoire d'hommon'avait obtenu prince italian », consentit a lui laisser. le choix entre la lieutenance ou le capitanat ducal.

Il semblait que le marquis dut se tenir pour satisfait. Mais pendant ces quatre mois la rituation générale avait change. l'alliance franco-vénitienne avait recu, personne ne l'ignora t en Italie, un commencement de réalisation, les relations de Ludovic et de Maximilien s'étalent au contraire réfroidles l'experience venait de prouver au maiquis qu'il avait peu d'argent à attendre de l'empereur : la condotta de Milan devenaheaucoup moins brillinte. D'autre part, depuis le mois de septembre, sex avances a Verise, d'abord froidement reques, avaient trouvé meilleur acquell. La Seigneurie, fort occupée à protégér contre Plorence la liber e de Pise, songenit a envoyer. en Toscare le marquis combattre pour elle. Dans le conseil, le doge et la majorité lui étaient favorables. Il lui devenait plus avantage ix de repren les du service de la Seigneurie. La pensée d'une trahison murissait dans son espirit des les dermers jours de septembre.

Sa fourber e fut alors singulierement compliquée Le mercredi 3 octobre, il reçut Cesare de Binago, le remercia des titres qu'il lui apportait, surtout du titre milanais, mais sans manifester la joie et la satisfaction qu'attendait l'ambassadeur riflanais, et il l'avertit qu'il avait envoyé directement «a reponse à Ludovic. Catte attitude embarrassée donnades inquiétudes a l'envoyé milanais. Ce n'était point sans motifs.

La veille, en effet, le marquis de Mantoue avait écrit a son





ambassadeur a Milan, Brogiolo, « quapres appir atte ula pondant le terme convenu de quatre mois la collabon du titre promis, ce terme étant échu sans qu'il eût obtenu ce titre, il se considérait comme dégagé de toute promesse et était résolu à tout souffrir, plutôt qu'à faire le metier des armes sans le litre et les honneurs convenables à sa situation et à lui garantie par les traités. Le marquis donnait comme motifs de sa rupture le refus de Ludovic de le non mer capitaine-general et l'offre, insultante et derisoire selon lui, de la lieutenance ducale qui appartenait à son beau frere Alphonse de Ferrare Il chargea Brognolo de bien faire conslater par Ludovic qu'il avait attendu pour commencer à négocier avec d'autres puissances l'expiration du terme officiel (1). Saus perdre un jour, sans savoir si le duc de Milan accepterait ou non son interprétation, il profita de la liberte qu'il s'attribuait Des le 6 octobre, il envoya officiellement Jean de Consague offrir son servicos a la Seigneurie. Sans faire de conditions pour son litre et sa pension, il offrait d'aller combattre les Florentins pour le compte de Veuise, avec cent cinquante hommes d'armes, leux cents de cavalerie légere et quinze cents hommes c'infanterie Cette demarche eclatante ne laissait plus aucun doule sur les intentions apparentes du marquis de Mantoue.

Ludovic se sentit encore plus menacé dans ses intérêts par rette rupture qu'humilie dans son orgueil. Il refusa d'admettre l'interprétation dennée de leur contrat par le marquis, puis il essays des moyens comminatoires pour le ramener à lui; le 10 octobre 1198, il le menace, au nom de l'empereur, de le punir de sa trabison en lui enlevant son fiel parvoie juridique; le 13, il proteste solennelleme it devant l'ambassadeur mantoi an contre l'interprétation donnée au contrat par le marquis, et le déclare resnonsable des événements qui pourraient en résulter; le 14, il charge Herasmo Brasen de protester de même devantl'empereur, il demande que l'empereur declare le marquis déchu de son fief. lui interdise de prendre du service de tout autre souverain que lui et veu.lle bien delier ses sujets du serment de fide ité, le fail romat les relations diflomatiques avec Mantoue par le renvoi de l'ambassadeur Brognolo, malgré son estime pour la personne de cet au bassadeur; mais e la grandeur du crime



⁽i) En même temps il chargea Giancarlo Scalona d'une mission auprès de Maximilieu pour lai exposer sea guels contre Ludovic Sforza et just fler sa rupture.

du marquas, disait Ludovic Sforza à Costabili, lui rendait désormais sa présence intolérable» : le 20, pour donner une panetion matérielle à sa solère, il fait occuper les domaines de Castello Vescovato en Gremonais, possessions des comtes de Nuvolara, apparentés aux Gonzague. Enfla, le 21, il demande au Consoil serret, au Conseil de justice et à l'ordre des avocats de Milan une consultation sur la question de droit discutée. Dans cette demande, is disait très nettement que fouoiqu'il crât avoir le droit de se vonger du marquis, il voulait farce proclamer avant tout la sain cié de sa cause. Les arbitres conaultes devaient répondre sur les poluts sulvants, si cette trahison n était pas suffigante pour que Ludovic put accuser publiquement. la marquis de perfidie et de manquement à la foi jurée, si, en raison de cette trabisou, le doc ne devait pas refuser de payer. au marquis ce qui lui restait du des arrérages de ses anciennes soldes ; a'il n'avnit pas le droit de lui réclamer les dix mille ducate récemment versés en acompte de sa condotta actuelle . a il no pouvait pas rendre le marquis responsable de tous domniagos qu'il risquerait du chef de cette trabison; si onfin il p'avait par le droit de faire saiste et verser à sou trésor les les hiens que le marquis ou ses sujets pouvaient posseder dans le duché : et pour resumer, laidoric semandait à ses conseillem de lai indiquer tout ce que les lois écrites et la couturne l'autorisaient à faire contre la marquis et ses sujets pour connaître. apres four equitable sentence, quelle vole suivre pour venger cet outrage.

Ni les menaces de Ludovic ni les sages avis de Pierre de Trieste qui lui conveilla d'attentre pour prendre une résolution la décision impériale, n'empéchèrent le marquis d'opèrer son évolution vers Venise. L'astrologie et la superstition avaient été d'accord pour la lui conseiller. Le 8 octobre, le Sénat de Venise par 135 vois contre 36, delibéra de reprendre le marquis à son service. Le 20 octobre, François de Gonzague se rendit en personne à Venise et se jets aux pieds du Doge, en jurant de ne consacrer, lui, sa femme et ses enfants au service de la Seigneurie.

Le rapprochement du marquis et de Venise fit une profonde sensation en Italie. L'ambassadeur milionais Latuada écrit que « cette trabison ne peut avoir été Inspirée de l'Esprit Baint » et y voit «une inspiration de l'Angelus Sathane deguné en Angelus luciu». L'opinion générale fut cependant que sa trabison ne proliterait pas au marquis, et qu'il y lausserait « des plumes ».

François de Gonzague ne tarda pas, en effet, a voir qu'il avait



làché la proje pour l'ombre. Ven.se l'avant repris à son service, mais elle prit ses garanties : il ne recut d'abord qu'une assez faible solde, quinze mille ducats pour lui et ses hommes d'armes, plus la somme nécessaire pour réunir et équiper quatre mille hommes d'infanterie. Quant au titre de capitaine, on ne le lui donna pas immédiatemei f. Maie, par contre, comme la politique vénitienne était beaucoup plus pratique et plus précise que celle de Ludovic Sforza, dans l'acte même de son engagement il était spécifié qu'avec deux cent cinquante hommes d'armes, deux cents chevaux et trois mille hommes de pied, cont cinq cents escopettes, il devait se mettre aussitét a la disposition de la Seigneurie, et des le 24 octobre, l'ordre lui était envoye de se mettre en mesure de passer le Pô avec son armée pour marcher en Toscane. Mais François de Gonzague n'était nullement décidé à partir Très blessé des retards qu'on mettait à lui accorder son titre de capitaine, profondément vexe de se voir offrir le titre de «capitaine général» ou de «heutenant général» qu'il avait refuse de Milan, il envoya a la Seigneurie le 30 octobre, par son agent Antimaco, une espèce d'ultimatum. C'était risquer toute sa fortune d'un coup. La Seigneurie régondit très vivement à cette insolence. Une aélibération tres longuement et tres séverement motivée, dans laquelle on faisait sentir au marquis que ses évolutions antérieures justifiaient toutes les précautions quon pouvait prendre contre lui, se termina par une mise en demoure d'avoir à exécuter sans délai les ordres de la Seigueurie.

Les négociations trainérent enrore à Venise pendant quelques jours (!); mais le 6 novembre, les Pregadi refusant toute réponse précise à Antimaco, lui déclarerent «qu'il avait entendu tout ce qu'ils avaient à lui répondre », et que s'il voulait partir, il en était libre, Antimaco se tiut pour congedié. Après son départ, les Pregadi « diren, tant de mai du marquis qu'on ne pourrait dire pis du plus grand tristo du monde » (?) Des le le novembre, François de Gonzague avait avertir le provéditeur en rési-

⁽¹⁾ Quelques uns, dont Lauada pensèrent que Venise, maigré sa co ère, ne romprait pas avec le marquis avant de commute les intentions de Florence, et de savoir si le concours de François de Gorzague ne lumerait pas absolument nécessaire. Milan, A. d. S., Cartegg. Gener., Lolanda à Ludovic Storza, Venise, 3 novembre 1498 (dépêche chiffrée)

⁽²⁾ Milan A. d. S. Carreggy gener, Latunda & Ludevic Storza C novembre 1498.

dence a Mantone depuis son engagement de sos au entron de reprendre son indépendance et sa liberté d'action.

C'est qu'en effet, le titre de capitame général que la Seigneurie le refusait. Maximilien et l'indovic Sforzase montraient maintenant tout disposés à l'accorder au marquis de Mantoue. Au lendemain même du jour où Ludovic au demandait une déclaration de l'echeance contre François de Gonzague, Maximilien accordait acelui-ci le titre, si longuement desiré, de capitaine général de l'Empire en Italie et en même temps un étendard impérial Cette nouvelle, à peine communiquée au marquis, ébranta son dévoucment, trop fraichement reparé. Les lenteurs de Venise, comparces aux promesses de plus en plus magnifiques de son beau-frère, achevérent de le décider. Dés avant le 30 octobre, il avait fait dire secretement à Ludovic que, pour une augmentation de pension de dix mille ducais, il se remettrait avec lui. Ludovic avait accepté avec empressement.

Le 1" novembre au soir, Marchesino Stanga, l'habile diplomate milanais, envoyé pour la reconde fois a Mantoge, arriva à Crémone, où il se rencontra le soir même dans sa propre maison avec G. Bregnolo, armie peu de temps avant lui, qui lui exposa la situation : le marquis se déclarait plus que jamais esclave et fils affectionné du duc de Milan reconnaissant que e ce qui fui d'aff arrivé e ne le rendait pas digue de tant de bonté, mais disait qu'il s'efforcerait de la mériter à l'avenir. Mais il demandait au due que suivention immédiate de dix mille ducats pour restituer à la Seigneurie les sommes qu'elle lui avait versées, il protestait que, quand même Venise luioffrirait cent mille ducats, il les refuserait, pour rester toute sa vie au service de Ludovic. Après une courte hesitation, car le secret demandé pour son voyage lui fit craindre une ruse. Stanza accepta les propositions du manjuis, en réservant toutefois la question des cent mille ducats. Le lendemain, 3 novembre, la condotta lui conclue « à la louange et gloire de Dieu. de sa divine mère, de saint Ambroise et saint Angelme et de to de la cour trio aphale cèles e, et pour le bon'ieur des états des illustrissimes sugneurs due de Milan et marquia de Mantoue ». Aucune allusion ne fut faite a la rupture et a la trabison. de François de Conzagne. Il était dit soulement que le traité du 24 juin c'ait renouvele par les princes « pour exprimer mieux la grandeur et la projondeur de leur mutuelle affections. L'alliance était, en effet, confirmée sur les mêmes hases avec addition de quelques atticles, le due concedant au marquis le



titre de son capitaine général avec tous les honneurs et priviléges attachés à ce rang : la pension annuelle du marquis pour ses troupes et pour lui était portée à quarante mille ducats ; le duc de Milan promettait de faire obtenir le chapeau au protonotaire de Gonzague a la première promotion, et d'accorder à Enea de Gonzaga une solde pour cen, chevaux ; en échange, le marquis consentait à défaiquer des quarante mille ducats qu'on lui promettait les sommes payées d'avance à quelques-uns de ses hommes d'armes. Le marquis demanda que le traité fût tenu secret pendant sept ou huit jours, jusqu'an dépar, du provéditeur vénitien Foscarini.

Gette nouvelle volte-face du marquis surprit l'opinion autant que la première. L'indignation populaire fut grande à Venise 1). Le Conseil des Dix rappela Foscarini, en lui donnant mission de réclamer l'argent indûment touché par le traitre. Foscarini énonça son scutiment sous cette forme brutale: « Tous les conseillers du marquis sont des rufflans», et Alexandre VI félicita la République en ces termes: « Voità la Seigneurie debarrassée d'un grand fou». Louis XII exprima ses confoléances aux ambassadeurs vénitiens et menaça de châtier sévèrement leur ennemi commun: « It seta pris cutre nos deux états, et il donnerait la moitié de son territoire pour n'avoir pas commus cette faute». En Allemagne et à Milan au contraire, la réconciliation fut fêtée. Une mission de Giantarlo Scalona auprès de l'empereur out pour effet de consolider l'entente entre Maximilien et le marquis de Mantoue.

Les mois de novembre et de décembre furent remplis par l'échange des ambassades et par les cérémonies solenne, les qui devaient accompagner la signature du nouveau traité Gianpietro de Gonzague et Brognolo allerent chercher à Mitan le patement du premier trimestre de la solde du marquis, comptée a diter du 1° octobre 1498 et à raison de quarante mille ducats par ante de capitaine général du marquis dans la forme la plus solennelle possible », et Moianiga fit fouiller toutes les archives pour retrouver la patente jadis accordée au pere de François de Gonzague et s'en servir comme modèle. Des le 8 décembre, Ludovic Sforza avant choisi comme ambassadeur à Mantoue Galéas Visconti, qui devait se joindre à Erasmo Brasca, ambas-

L. P., tom. L

14



⁽¹⁾ Marino Samuro a raconté en detail les manifestations qui la tradai-

sadour de Maxim...co. Le duc avai, réglé minutiousement leur itméraire et un programme de préséance pour éviter les désaccords et les querelles personnelles (t). De grands préparatifs de fête gyaight êté faits à Mantour pour les recevoir. La remise des insignes eut lieu en forme privée le 19 décembre. Brasca présenta d'abord les patentes et l'étendard du rol des Romains, puis Galéas Visconti l'Atendard, les patentes et le > aton de findovic Sforza. La cérémonte s'effectua dans l'appartement même du marquis, en présence de la marquise, de l'évêque, du protonotaire et de quelques familiers. La cérémonie fut ensuite renouvelée en public, le 21 décembre, les armes de Venise furent supprimées de tous les éduires publies et remplacées par celles de Milan. Le 22, le marquis de Mantoue adressa à Maximilien. une lettre de remerciements. Le 26 décembre, pour corriger le mauvais effet produit peu -être par la médiocrité du premier versement effectué. Ludova Sforza coravit au marquis une lettre pleme de rassurantes promesses, et lui envoya divers cadeaux, en retour, le marquis de Mantoue offrit un cheval a son petit neveu le comte de Pavie. L'alhance entre le duc de Milan et le marquis de Mantone parut ainsi définitivement scellée.

Mais les prévenances de Ludovic Sforza ne pouvaient prévaloir contre l'esprit positif et intéressé du marquis. L'alliance france-ventienne fut proclames le 1" février 1499. François de Gonzague comprit qu'il s'était décidement trompé dans le choix de son aliance, et loute sa politique consista des lors à chercher un moyen d'échapper aux obligations que lui imposait sou traite, soit pour provoquer une rupture, soit pour se forger longiemps d'avance l'excuse d'avoir été un mauvais allié et pour ne pas se compromettre au point de rendre impossible toute nouvelle voiteface

Cette astitude d'altré malgré lui et récalcitrant se manifesta de plusieurs (açons : le marquis fit diverses tentatives de rappro-



⁽¹⁾ La remise du bi on de commandement et des étendards sursit lies is le lidément de leur arr vée. I rois cameriers du Juc Spurment dans l'escorte, portant l'un le béton, les deux autres les étendards. Bezauno Brusca, représentant de l'empereur, étant meins noble personne que tigless Visconti, représentant du duc, Ludovic Sforza établit qu'ils voyageraient écsemble jusqu'à Mastaria, mais que là Brusca prenérait deux beures d'avance, pour éconer au marquis le temps de lui faire une réception solemelle comma ambansadeur impéria. Galéas Visconti ne serait reçu qu'ensuite. Il est à noter que Ludovic fixait les haures du départ et de la réception de ses ambassadeurs, de façon à ce que l'entrée de Visconti sui lieu à l'heure déquegiée par « l'astronome».

chement et d'alliance avec la France et Venise (1). Déjà à la fin de décembre, le marq us avait eu le projet d'envoyer une nouvelle ambassade à Louis XII, mais gayait été avec les encouragements de Ludovic Slorza, qui l'avait prié de laire passer par Milan son envoyé Alessandro de, Baese, pour pouvoir lui donner lui aussi ses instructions. Des le mois de février, on constate des marques non équivoques du désir de se rapprocher de Louis XII : courto sies personnelles offre d'envoyer des faucons au roi, envoi d'un faucon à J .- J. Trivulce, envoi enfin effectué de I ambassalour Del Baese a Louis XII, hommage d'un cheva! au roi par le même ambassadeur. Cette mussion de Del Baeso cut d'ailleurs pour lai l'avantage de le mettre au courant, par des renseignements de visu et autorisés, des formidables préparatifs ou roi et de l'acharnement qu'i, y mettait, et de l'avertir . d'avoir l'œil ouvert, attendu qu'il fallait que le due se préparât à faire bonne contenance (1)»

Cette politique du marquis se traduisit, heaucoup plus nettement êncore, par la singuliere attitude qu'il adopta a l'égard de Ludovic Sforza. Il refusa aussi bien de tenir ses obligations militaires que ses obligations politiques. Invité par la duc de Milita à envoyer trois cents hommes de cavalerie légorosocourir Ravenne contre l'armée qu'y menait Pitighane, il refusa, sous prétexte que cette expédition detruirait le bel état de ses troupes, invite à commencer les hostilités contre Venise, il s y refuse non moins ne tement tant que le duc de Milan n'aurait pas commence la guerre lui-même.

Par contre, il se montrait J'une erigence rigenreuse pour les questions d'argent. Il lui était dû, pour cinq mois de service sous le régime de la première condotta, à raison de 40.000 ducats par un, 16.666 ducats; pour un semestre sous le regime de la seconde, à raison de 50 000 ducats par au, 25 000 ducats, au total, 43.416. On lui en avait payé, le 10 janvier 1499, soit a Mantone, soit à Milan, entre ses mains en outre celles de Brognolo, 39.217. Ludovie Sforia ne lui devait plus, comme reliquat de sa soide des quatre premièrs mois de 1499, que 4.199 ducats exigibles d'ailleurs seulement le 3 mai. Cepeneaut, des le 5 avril, le marquis commençait à adresser à Brognolo



⁽¹⁾ Sil faut en croire Latuals, pendent mêmels négociation du rapprochement avec Milan, en novembre, le marquis aurus encore hésitéet conservé des intrigues avec Venue. Louis XII et Ludovio Sjorsa, Documents, 65, et Mantone, Arch. Gonzaga, K. xv 3, Dei Basse un marquis, 18 mars 1490.

des rècrammations, declarait qu'il ne pouvait plus entreteur sa compagnie, que ses soldats se plaiguaient de ne pas recevoir l'argent.

Il savait néanmoins sauvegarder les apparences, et affectait de s'intéresser de tres pres à la politique de Ludovic Sforia. À la fin de mais, il le ressurait sur les resullats que pouvait avoir pour lui l'alliance de Louis XII et de Venise, car il était incertain qu'elle répondit aux intentions de ses promoteurs. Il lui communiquait les renseignements qu'il obtenait sur la politique des Vénitiens leurs relations avec les Turcs, la défiance que Louis XII avait pour eux, les estimant « gens de peu le valeur »; il lui conseillait de le prendre pour internédiaire dans ses négociations avec Louis XII (f).

Mais ces demonstrations toutes platoniques d'amitié n'aveuglaient pas Ludovic Sforzi sur le peu d'utilité véritable qu'avait. pour lui l'alliance du grand marqu's. Une nouvelle réclamation d'argent fit éclaier son irritation. Le marquis, faisant sonner haut l'envoi de cent hommes de cavalerie tégere en Toscane, luidemandait le payement de vingt mille ducate qu'il prétendait avoir avancés. Ludovic Siorea fit relever son compte, qui prouvaqu'il ne restait du au marquis que quatre mille ducats, et ensuite il se repandit en invectives contre son beau-frère : «Me preud-ilsour un enfant on un marmiton? Malgré toutes les avances, toutes les concessions honorifiques ou utiles qu'il lui avait faites, i mavait pas obtenu un signe de bon vouloir. Les centchevaux envoyés en Toscane ne valaient pas les trente trois mille ducats que le marquis lui coutait. Pour cette somme, il aurait guinze ceu a hommes a lui, qu'il pourrait employer dans toute l'Italie et même en France, si c etait nécessaire. Il prendrait des mesures pour empêcher le marquis de lui nuite. Brognolo refusa de transmettre ces propos a son maitre, et le due envoya au marquis un ambassadeur. Paul Bilia, pour lui exprimer de vive voix son mecontentement. Mais au resour. Bilia. peu perspicace ou facilement gagné, assura à Ludovic qu'il avait tronvé le marquis dans les meilleures dispositions à son égard. Cette opinion semble avoir été générale à Milan, où l'on paralt avoir attendu François de Gonzague vers le même temps. On préparait le Castello de Monsa pour le recevoir, et le



^(!) Plus 'ard, Ludovie lui demandait de se intre communiquer le plus de nouvelles de France qu'il pourrait, « car la commissemen des actes de nou aumentie ne peut que nous proiter pour agir nous-mêmes ».

duc voulait lu faire passer une revue générale de ses troupes. Ludovic, pour s'assurer plus surement le concours du marquis, voulut modifier la teneur du traité et préciser certains articles qu'il trouvait « trop étendus» ou trop vagues. Le 2 juin, il remit un ultimatum à Brognolo, il y déclarait son intention de régler une fois pour toutes ses affaires et les affaires du marquis; les modifications qu'il proposait étaient: it que le marquis, non oblige jusque-la d'envoyer ses troupes au delà de Bologne, y serait désormais tenu; qu'il appartiendrak au duc, et non plus au marquis, de décider quand l'état des affaires personnelles du marquis pourrait le dispenser de cette obligation. 2º que les troupes mantonanes préteraient un serment spécial de resterfidèles au duc même en cas de trahison, 3' que Maximilien luiremettrait une déclaration que François de Gonzague, en casde trabison, était inso facto déchu de son fief, et que cette déclaration scrait rendue publique à Mantoue peur l'instruction des gentilshommes du marquis. On trut que rupture imminente. Brognolo conseilla à son maître de tenter sa justification et d'apaiser la colère de Ludovic Sforza. Le marquis, loin de aujure ce conseil, répondit à Ludovic une lettre très digne, où il refusait de modifier les termes de sa condotta : il priait le duc de Milan d'expliquer clairement ses griefs, et demandait personnellement à Ludovic des explications catégoriques au sujet de ses intentions. Le ducde Milan ne répondit qu'en ajoutant une nouvel e exigence aux précédentes ; il réclama le serment des gentilshommes mantonans d'abandonner le marquis en cas de trahison. Comme le marquis ne cédait pas, ses recriminations devinrent violentes : «Jamus i, ne m'a voulu de bien. Aux Vénitiens qui cont remoyé, qui ont voulu lui couper la tête, il allait tous les jours faire des courbettes à Venise, et à moi, qui suis a le lui faire honneur jusque ches lui, il n'à jamais donné une marque d'amitié.» Au fend, Ludovie désirait tres vivement, plus vivement que jamais, vu les circonstances, un arrangement durable, et il tentait de le négocier par le moyen du duc de Perrare Celui-ci, de son côté, suppliait le ducde Milan de patienter et de garder le marquis de Mantoue comme allie, même sans conditions bien arrêtées « pour avoir, le caséchéant, moins d'ennemis ».

Ce fut dans cet état de brouille intime, le semi-rupture officielle que restérent les deux alliés depuis le mois de juin jusqu'au commencement de la guerre : le duc de Milan se disait prêt à accepter des conditions acceptables du marquis ou un arbitrage du duc de l'errare : le marquis sollicitait une intervention de son beau père, mais ni l'un ni l'autre ne faisant le premier pas, et l'alliance du duc et du marquis ne subsistait plus

que sur le papier.

C'était moins la perspective d'une nouvelle rupture avec Ludovic qui, dans la circonstance, avait effrayé le marquis de Mantour, que la crainte de se trouver sold pendant une guerre générale et de rester à la merci des Vénitique Il mémirali. depuis long-emps en effet cette rupture, dont Ludovic Sforas l'avait menace des le premier juit ; la situation de Ludovic étai; chaque jour plus compromise; il y avait chaque jour moins d'avantages et plus de dangere à être son allié Mais le marquie. avant de dénoucee l'alliance de Ludovic Sform, attendait, pour renouveler son coup de thétire du mois de governbre précedent, d'avoir combiné une nouvelle alliance. Une Jernière tentative d'intervention et d'arb trage dudue de l'erri re, accueillie sans enthousiaume par Ludovic Sforza, fut nettement repoussée. par le marquis de Mantoue ; celui-el comprensi, trop bien de que côte, dans la guerre qui se préparait, étaient les chances de victoire, pour conclure une alliance deficitive avec Ludoy e Sforza-Loin de consentir à donner des garanties au duc de Milan, ce fut lui qui, peu apres, repousse ses propositions et ses avances.

Sa nouvelle et définitive adiance, la marquis de Mantoue la chercha de nouveau du côté de Ventse et Je la France. Il n'osait pas encore s'adresser directement à la Seignourie, mais il capérait beaucoup, pour se faire reprendre et grâce, en l'appui de Louis XII, avec leg el, depuis son avenement, il n'avait eu en somme que de honnes relations, et à la cour de qui sa sœur Claire de Gonzague lui était une illiée naturelle et assez influente. Louis XII aimait beaucoup a maison de Mon pensier. ou cette princesse était entrée par son mariage, et il donnait en ce moment même une preuve de cette effection en autorisant les fiancailles de Suzanne de Bourbon avec un des fils de Claire, le futur cenné able de Bourbon. Au mo a d'avril. Louis XII avait rech fort honorablement un messager de Jean de Gonrague : le roi lui dit beaucoup de bien du marquis, fit un grand éloge de ses talents militaires, diclara qu' l'n'y avait pas en Ital e de meilleur. cap tame que lui. En jura 149, le marquis employa, pour négocier avec Louis XII, un exile napolitain, le duc de Ca antaio. and vivait à la cour de Prance, tandis que sa femme résidait à Mar toue , réparation qui amenait une fréquente correspondance sous laquel e la politique pouvait airement se masquer. Mais

Louis XII répondit qu'il ne ferait avec François de Gonzague que ce que voudrait la Seigneurie, et Ligny ajouta que le roi ne voulait pas déplaire à ses alliés vénitiens. — Le marquis essaya donc de se créer des intelligences à Venise même : en mai, quand les ambassadeurs Zorzi et Micheli, revenant de France, passèrent à Borgoforte, il envoya un secrétaire, Ptolomeo, leur porter ses souhaits de bienvenue et de bon voyage, et sa prière de présenter à la Seigneurie ses hommages de respect et d'amour. Les ambassadeurs accueillirent ses vœux avec bienveillance.

Toutefois, les négociations entre le marquis et la république de Venise ne commencerent sériousement qu'au passage à Mantoue des ambassadeurs que Louis XII envoyait à la Seigneurie. M. de Beaumont et Accurse Maynier. Le marquis les recut avec les plus grands honneurs le 24 juin. Il fut très probablement question dans leurs entretiens des voies et moyens de réconciliation, mais l'on ne peut faire sur ce point que des coniectures. Des leur arrivée à Venuse, toutefous, M. de Beaumont et Maynier s'employerent pour le marquis (1). Louis XII, dans un interêt militaire évident, entrait pleinement dans les désirs de François de Gonzague : il avait chargé Beaumont et Maynier de faire valoir à la Seigneurie l'avantage que la Ligueret.rerait de l'adjonction de cet allié. Il faissit bon accueil à un envoyé mantouan, Jamet de Nesson II demanda lui-même, à la Seigneurie par une lettre directe, de reprendre le marquis asasolde. donnant comme motifs les intelligences qu'il avait dans plusicurs villes du Maanais, surtout à Crémone, la valeur et le nombre de ses troapes, qui comprenalent treis cents hommes d'armes et six cents de cavalerie légère. Mais, tout en proposant cette alliance, il déclarait qu'il survisit sur ce point les préférences de Venise. Encouragé par l'appui de la France(2), François de Conzague ouvrit des négociations avec la Seigneurie par l'intermédiaire du médecin Zaccaria. Venise, no voulant pas déplaire à Louis XII, pardoona au marquis sa trabison : le 11, il faisait remercior la Seigneurie par Antonio de Roberti et Donato Preti et déclarait « se jeter dans les bras et le soin maternel de la



⁽i) Par une lettre du 17 juillet '499, il les remercle de leurs bons offices

⁽t) Florence. A d. S. Lettere esterne alla Signoria, XXXVIII. fol. 179. Ridolfi à la Seigneuric, 5 ju liet 1498 : - Il Marchese di Mantua al continuo tiene praticha di qua, e per quanto ritragho dovera fare qualche apanetamento con questa Signoria.

République, mettre en son pouvoir sa personne, son état, tous ses biens, y compris son ême », en exprimant le désir de faire à son service quelque belle chose qualche cosa rilevata». Mais telle était son astuce ou sa prudence que, même alors, étant déja d'accord en principe avec Venise, il restait en négociation avec Ludovic Sforza : ce ne fut qu'après l'entrée de François à M.lan qu'il eut le courage, on la sagesse, de choisir définitivement son parti : celui du plus fort.

§ 3. — L'alliance militaire de Catherine Sforza avec i udovicie le More.

Catherine Sforza, comtesse de Forli (1), se trouva par sinte de ses relations de famille, l'alliée naturelle du duc de Milan. Mais la médiocrié territoriale de son état, son éloignement du contre de la vic italienne, les difficultés particulières qu'étant femme et veuve, elle rencontrait if gouverner son comté et à commander son armée, les entreprises du Saint-Siege, de Venise, de Ferrare et des Manfred, contre son indépendance ou contre l'intégrité de ses possessions, contre lesquelles elle devait se défendre ou prévoir sa défense, la jeunesse de son fils Ottaviano Riario, les rivalités de ses capitaines : tout se réunissait pour fatre de cette altiance non pas un appui, mais une charge pour le duc de Milan.

Quand la lutte diplomatique entre Louis XII et Ludovic Sforza commença. Ludovic Sforza fournissait des troupes à Catherine contre la Seigneurie de Venisc, et lui promettait, au cas le démonstrations militaires des Venisiens, d'ajouter à ces troupes tout ce qui pourrait etre nécessaire à la défense de son état Aussi Catherine recourut-elle à lui dans toutes les inquiétudes et les mille difficultés que lui créa la politique pendant ces deux années (2). Sa situation était en réalité très criti-

⁽¹⁾ Toute cette question est exposée en détail, et beaucoup pus longuement que ,e ne puis songer et que je n'at à le faire icl, dans la belle et complète biographie que le sénateur l'ier Desiderio Pasolini a récemment donnée de Catarina Sforza (Lœscher, Rome, 3 voi in-8-).

⁽²⁾ Bile avait d'autant plus le droit d'être inquiète qu'en septembre précedent elle avait repoussé des offres très brillantes d'ailiance que lui avait faltes la Selgneurie de Venise (Mantoue, Arch. Gonsaga, E. zix-3, Brognulu nu marquis, Mi au, 18 septembre 1498) « Da Furli se hano lettere como quella lilustrissima Madous sta pur salda alla divotione de questo stato, se seu dal canto de Venetiani gui sono facte offerte grandissime. »

que, et, des le mois d'octobre 1498, elle pouvait avec raison écrire que «si elle était une femme d'un naturel peureux, elle aurait été chassée depuis longtemps de ses états».

Ludovie Sforza était aussi son protecteur politique et son chargé d'affaires auprès des autres états italiens et aurtout de la Seigneurie de Florence. Il intervenait dans ses démèlés financiers avec Florence, s'offrait à la faire payer de toutes ses créances par la Seigneurie, surtout essayait de calmer son indignation, toujours prête, au moindre incident, à éclater. Il s'efforçait d'autre part de rassurer sa nièce, sans lui dissimuler la gravité du péril, et tout en lui avouant que les Vénitiens tentaient tout « pour réussir », il lui conscillait « de bannir les craintes que les circonstances présentes pouvaient lui avoir fait concevoir »; il multipliait les protestations de dévouement, se disant prêt à engager, non seulement sa personne, mais son état pour la défendre contre Venise.

De toutes les raisons qui empéchaient Catherine Sforza de secourir effectivement Ludovic, une des principales était son engagement militaire avec Florence. En 1498, au moment de Lavenement de Louis XII, Ottaviano Riario était à la solde de la Seigneurie de Florence movennant quinze mille ducats. Sa condotta expirait à la fin de juin 1499, mais avec le bénefice d'un anno di beneplacito, c'est-à-dire qu'elle pouvait être renouvelée pour une nouvelle année au gré des Florentins, Bien que Riario fut assez mécontent de la façon dont ses patrons avaient tenu leurs promesses envers lui, et ne voulut « plus rien catendre », la comtesse se montrait au contraire très disposée à confirmer le beneplacito, mais elle voulait par prude ice laisser aux Florentina l'initiative de ce renouvellement d'alliance (I) Aussi nosait-elle pas trop insister dans ses réclamations pécuniaires. - Au mois de juillet 1499, quand Ludovic Sforza lu, demandait des troupes, elle ne pouvant lui en envoyer, étant encore en négociations avec la République de Florence et ne pouvant disposer de ses soldats sans le consentement des Florentius (?): elle envoya plusieurs agents à Florence pour presser la reponse de la Seigneurie. Celle-ci lui envoya à son tour en ambassade un



⁽¹⁾ VILLARI, Niccold Macchiavelli ed i mos tempi, 1, 325.

⁽²⁾ Voir Quelques documents inddits sur Catherine Sforza, et Piorense, A. d. S., Lettere esterne sila Signoria, XXXVIII, foi. 178, Catherine Sforza à la Selgueurie, Poril, Idjuillet 1409; « slando nui cum la compagnia nostra obbligata à la Exc. Reppublica Vostra, non li habiamo potuto determina amente respondere »

jeune secrétaire qui faisait ses premières armes diplomatiques. Nicolas Machiavel (1 : les Florentius étalent disposés à confirmer le benenfacito d'Ottaviano, sa islui accorder plus de dix mille. ducats de persion, et sars exiger de lui l'obligation personnelle. Catherine Sforza, mise au courant de ces demandes, réclama le temps de la reflexion; el o sut dissimuler parfaitement si elle penchait vera Milan on vera Fiorence, elle élait retenue dans sa tendance vers Milan par la situation difficile on elle voyait Ludovic, sans savoir de quelle résistance il était capable et s'ilscrait prudent de s'allier à lui. Cependant elle aut la loyanté, vraiment rare pour l'époque, de lui demander son avis sur la situation et sur le parti a prendre : Ludovic Sforza lui répondit le 22 juillet qu'il la remerciait vivoment de sa déference, mais qu'il la laissait absolument libre d'agir au mieux de ses intérêts. Cependant Catherine, après avoir été sur le point de conclure accord, so retira, disant qu'il valuit mieux pour elle n'adhérer à ce traité que si les Florentins s'engagement par écrit à defendre son état. Mac javel avait sur ce point des instructions précises et négatives de son gouvernement, il déclara qu'eil semblait mutile à la Seigneurie de prendre par écrit un engagement qui était gravé dans son cœur », et n'en retourna à Florence. Catherine Sforza, sons être dorenavant lide par un truité, resta cependant en bonnes relations avec la Seigneurie de Florence.

Au moment où les deux alties auraient eu besein l'un de l'autre, ils se trouvérent ainst dans l'impossibilité de se prêter le moindre appui En jui let 1499. Ludovie Sforza refusa a sa nièce vingt einq hommes d'armes et sinquante arbaiétriers qu'il lui avait antérieure nent promis, et elle-même lui refusa cinquante hommes d'armes et autant d'arbaiétriers qu'il lui demandait à son tour (2) Ainsi, c'est par une impuissance réciproque que se tradnisai, enfin cette alliance très sincère, au moisse chez Catherine, entre elle et Ludovic Sforza (3). La défante du due de Milan hiesa la comtesse de Porli exposée sans défense aux représailles lu roi de France et aux tentatives de

⁽¹⁾ Sur cet intéressant épisode, qui est malhauressement étranger à notre sujet, voir Yillari, op. sup. land., I, 325-329.

⁽²⁾ Les troupes auxiliaires étaient souvent une cause d'embatras pour es états à qui elles étaient prétées : Catherine en fit l'expérience.

⁽³⁾ Ludovic Storza avait refusé, maigré les conseils de Gasati, de se servir des troupes d'Achille Tyterti et de l'alliance de Catherine pour créer des embarras su pape dans les Remagnes et notamment à Cesena.

César Borgia (I), et la sympathie des Florentius éta t trop peu active ou trop peu efficace peur l'en sauvegarder. Quant au duc de Milan, loin de le servir eurien, cette alliance n'avait été pour lui qu'une cause d'embarras militaires et surtout diplomatiques.

IV.

LES NÉGOCIATIONS DE LA FRANCE ET DE MILAN AVEC LES RÉPUBLIQUES TOSCANEE ET BOLOGNE

Les républiques toscanes étaient en complète décadence à la fin du xv° siècle. Sienne, dans ses vallées aux horizons étroits, Lucques, dans les grasses plaines de la basse Toscane, avaient depuis longtemps perdu presque toute importance. Pase défendant non sans perne contre Florence les restes de son indépendance (2.

- (1) Plus genéreux avec sa plèce qu'avec ses autres ailiés, Ludovic conseilla d'ailleurs à Catherine, à la fin de juillet, de rester l'amie des Florentins,
- (2) Réduits à l'impulmance la plus complete par leur guerre contre Floreace, les Pisaus ne pouvaient être d'aucun secours ni à Louis XII, ni à Ludovio Storza. Aussi ne volt on pas que ni t'un ni l'autre de ces princes alent recherché leur all ance. Ils ne se servirent d'aux et des prétenducs négociations avec eux que comme moyen d'action sur Fiorence. Les Pisans, au contraire, muldplièrent les démarches pour obtente l'appul de l'un ou de l'autre : en anai 1499, its envoyèren dans ce but à Milan un secréte re, puis, en juin, une ambassade solennelle Dès la fin de mai, en effet, ils avaiest perdu à peu prés tout expoir d'une alliance avec Louis XII et se rejetalent entisrement sur Ludovic Storza Latuada le dit expicitement le 28 mai 1499 : « Da Pisa uno citadino di la sa coripto que ad un altro, como il messo mundato in Franza è ritornato, a nel riporte suo parera non poterse reponere molta. speranza. E pero credere chel sam necessano habiano refugio al primo fundamento, f. quale primo fundamento se dice esser la Excelientia Vostra a En juillet, ils ourent à Lyon un agent mystérieux auprès du rol de France. Piusieurs ambassades l'y avaient précède sans aucrès (Marino Basuto, II, 693, lettre de Milan, 5 mni 1409; ibid., II, 8.0, sa colegio, 17 juin 1409. Florence, A. d. S., Lettere estere alla Signoria, reg. XXXV.I. lettre de Lyon, 23 juillet 1499). - Quant à Lucques, blea que Louis XII y ait envoyé, comme aux autres républiques tosques, Nicolas Alamanni, il ne paraît pas s'être soucié d'elle ensette. Ludovic Storza était en relations d'aimit é avec elle, mais sons traité. Après la conclusion de la I gue franco-véaillenne, il lai fit dire de ne pas s'effrayer, al se détacher de ful pour cela parce qu'on réservant dans cette ligue une place honorable au duc de Milan; il lui demandait vers le même temps der logamen s pour tes troupes qu'il envoyalt er Toscane (Marino Sanuto, II, 512 . lettre de Bologue à la Se gneurle de Venise, 9 mars (499). Pise ni Lucques ne semblent a oir joué de rôle llans les relations franco-milanaises de cette periode.



Seule, la république de Florence pouvait avoir encore une politique à elle, quelque influence sur la politique générale de l'Italie. Mais elle était bien tombée depuis les jours glorieux où Lorenzo de Médicis était l'arbitre et le pacificaleur de la pénitable. Après le bouleversement profond qu'avait cause l'éloquence enflarimée et anti-sociale de Savonarole, toute sa vie semblait bornée au rétablissement de son autorite sur l'ise et au maintien de l'équilibre entre Venise et elle-même. N'ayant point d'intérêt direct au triomphe de l'un ou lautre des deux adversaires, n'en ayant point à une intervention spontanée dans leur lutte, la politique de toules ces républiques dut être toute passive et réservée, l'observation d'une neutralité qui n'exclusit pas les sympathies, mais qui empêchait les actes.

§ 1.- L'alliance de la république de Florence avec Louis XII.

La république de Florence, plus qu'aucune autre, se trouvait dans une situation particulièrement délicate dans le conflit de la France et de Ludovic Sforza, qui tous deux avaient été, étaient encore, ses allies, dont elle avait reçu des bienfaits et des services, de qui elle en attendait de nouveaux — Ses relations avec le duc de Milan etaient marquées à une familiarité cordiale ; elles étaient devenues plus étroites pendant la guerre de Pise, car Ludovic S oria aidait les Florentius, comme Venise aidait les Pisans, par esprit d'équilibre et aussi pour l'intérêt qu'il avait à voir s'affaiblir les deux républiques l'une par l'autre dans une guerre prolongée.

Apres avoir vamement tenté, en avril 1498, de rétablir la tranquillité à Florence en réconciliant Savonarole et Alexandre VI (1), Ludovic Sforza n'essaya plus que d'y maintenir son influence par des services de nature diplomatique: l'influence milanaise était représentée à Florence par Paolo Someuxi, homme habile, mais trop souvent réduit à l'impuissance par le manque d'argent où l'abandonnait le duc de Milan (2), puis par Taddeo Vimercati.



M lan, A. d. S., Potenze estere, Ferenze, Lettre de Taddeo Vimercati.
 Ludovic Storza, 4 avril 1495.

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Potenze estere, Firenze, Paoso Somenzi à Ludovic Sforza, 8 mara 1498 : i lui temande de l'argent » perche era reducto a termine che non poleva più comparire per la cipta per essere infentato da li eseditori, per luquale cosa como disperato mi era reducto a stare in villa » Au mois d'octobre, Somenzi, se voyant toujours dans le mèrae dénuement, en était malade et découragé, pour se procurer de quoi aller , sequià Plombino,

A Milan, les ambassadeurs florentins furent, a partir du mois de mai, Francesco Pepi, jurisconsulte savant, et Guidantonio Vespucci (1). Les relations étaient très cordiales entre le duc et la République (2). Ce fat lui qui prit l'initiative de remettre au duc de Ferrare l'arbitrage de la question pisane. D'autre part, la Seigneurie lui exprimait ses condoléances au sujet de la trahison du marquis de Mantous equi, lui semblati-il, et par quelque industrie qu'il essayàt de s'excuser, avait tons les torts du monde (3). A Florence, les questions de Pise, de la trève et de l'arbitrage, la discussion des intérêts de Catherine Sforza et de la Seigneurie, occupaient et preoccupaient vivement l'ambassadeur Vimercati Le 23 février 1499, il se dit «noyé jusqu'aux yeux dans les affaires» et se plaint avec vivacité d'être «abriti par ces cervelles hétérochtes (4). Leur intimite avec le duc de Milan était si

où il était envoyé pour une négociation il avait de metre un habit en gage «Jo mi trovo que maiato et disperato, per non havere el modo de poterm, substenture ; ne li giorai passati, quando lo andal a Prombino, fui necessitato impegnare una veste che lo havevo per andarvi.

- Milan, A. d. S., Carteg. gener., Lettre de Bomerai à Ludovic Sforza.
 mai 1498. Leurs lettres de créance sont datées du 4 mai 1498.
- (2) Milan, total., tal. Somenel & Ludovic Siorza, 18 July 1498 et 22 juillet 1496. En juillet 1496, Ludovic prête à Florence, pour ses besoins militaires, quinze mille ducats pour trois mois ; en novembre, il lei fournit de nouveau. trente mille ducats, refusant un prèt plus considérable «à cause des dangers que la politique française faisalt courir à toute .'Italia » Milan, sòsa., 1d. Ludovic Sforza à Taddec Vimercati, 29 novembre 1498. « Quanto al Imprestito de li denari li haveno risporto, che per la consideratione quale na convene I avere a la cose de Franca, non possemo per bora extenderne più oltra de 11 30000 ducati.» Le 1. octobre 1198, il lul envoys un corpa de troupes de deux mille bommes. Marino Sanuto, Dierii, II, 34, 11 octobre 1498. -Mais il y a contrad ction entre cet acte de Ladovic et l'ordre douné par lui a Bentivogilo d'intardire à ses fils toute chevauchée hors de son état au secours des Florentins, sous la menace de rétablic les Maivers, ennemis des Bentivoglio, à Bologne (Marino Banuto, 151d., 1, 1,065, fin 10út 1428). Il faut supposer ou bien qu'à cette decolère date Ludoric voulait ménager. Venise, ou bien qu'il ne voulait pas que Florence trouvat d'aide en dehors de lui.
- (3) Milan, A. d. S., Potenze estere, Firenze, Vimercati à Ludovic Siozza, le octobre 1490 : « Li pareva anchera a loro chel predicto marchese haveau tuti i, torti dei mondo, quantuncha cum cavillatione se aforzanse de excu-sare lo errora suo, ne elesa cio fo disto altre ».
- (t) Milan, A. d. S., Pot. Est., Firense (1401-1500). Vimercati à son beaupère B. Chalco, 23 février 14'9 : « Summerna ne .» facende An alli ochi » stracho da questi cervedi eterochiti (« ic), non so que altro serivere...» Ludovic Storza sulvait de si près les affaires florentiues qu'en avrit 1499 si envoya un autre ambassadeur, un Visconti, à Florence (Louis XII et Ludonic Sforza, Deciments, 105).



grande que les Florentins en vinrent à crandre d'être bannis. Ju royaume de France comme les Milanais eux-mêmes (1)

Cette intimité avec Milai, plus familière en quelque sorte que diplomatique in empécha bullomen. Florence d'entrer en negecrations tres etroitement suivies avec Louis XII. Aussitôt après le passage à Florence de Nicolo Alamanni et la notification de l'avenement du nouveau roi, la Seigneurie lui envoya une ambassade. Elle fut composée de l'évêque de Passi et de P. Soderiui, en leur adjoignit Lorenzillo de Médicis, qui, depuis quelques mois, résidait en France (t). l'ambassade fut reçue le 25 sout par le roi, avec heaucoup de solennité (3).

Ludovic Sform, a qui les ambossadeurs florentins avaient demandé un sauf-conduit (i) pour traverser le Milanais, essaya d'utiliser cette ambassade a son profit. Il fit demander a la Seigneurie (5) d'écrire à Louis XII et d'agir sur lui dans un sens pacifique, lui recommanda de hâter le plus possible le départ de ses envoyés pour qu'ils ne l'ussent pas devancés à la cour par les Vénitiens et peur qu'ils cussent le temps de prêcher au roi la défiance contre ceux-ci (6). Les Florentins suivirent le conseil de Ludovie Sforma. Ludovie accueil it les ambassadeurs à Milan avec beaucoup d'égards (7), et à Turns leur fit remettre secretement.

(1) MARINO BARUTO, Diarril, II, 628, Plorence 9 avril 1468.

(2) Mantoué, Arch Lionzago E., 202-3, Donato Prott, embanadeur à Milan, en marquie de Goussque, 12 mai 1430.... « Lorenzien che gia pin mest andò in Franza a Santo Antonio»

- (3) Jusqu'au milles de juin, ils furent eccupis par feurs préparatifs, le 25, ils autoriques deux départ pour trois jours plus sand. Un des ambienne-deux est signalé à Parme le 16 juillet (M lan, A. d. B. Correge, gener , le gouvernour de Pierme à Ludovie, 16 juillet 1496. Aid. Pet. Est , Pirense-Bomens à Ludovie, 15 et 25 juin 1490. Il a malheurous incident au commencement du juillet retards encors leur départ : la mort presque subite d'une domestique de floderini fit proire à un début d'épidémie : l'heuche al crodesa che la pests fusel scoperta in cass de Piero Soderioi per emergii morts uns serva sua de morte repent na, aondimeno se e traveto chel non à morta, ma à morta de altre malatia , pero epos Piero non restara de andare la Prançia per oratore insiette sou il Reverendo vescovo de Parzi , liquali se invierence fra quattre di menta manche , pero pregano Vostra Excellent à che si degri far prevedere util passe per il suo etate (Bilan, ibid., cal. Tipullet 1496, flomenzi à Ludovie).
 - (4) Lettre de Somenzi du 7 juillet 1199, aitée plus haut.
- (5) Milan, A. d. S., Pot. estere Firence, Somenii fi Ludovic Storm, I. mai 1498.
- (6) e Imprime vind epan Marstà che le son la per alcune modo a prestura fede a quello li manda a dire Venettani » (même lettra)
- (7) Milan, A. d. B., Cartegg Gener., Ludovic fiform & N. ..., minuse autographe, 33 juillet 1480.



par Maffeo Pirovane une lettre officielle et à Soderini des instructions secrètes (1).

Les ambassadeurs florentins arrivaient à Paris sans enthousiasme: Soderinià Turmavait dit à Pirovanoque s'il se gouvernaît avec sa sagesse et sa prodence ordinaires, Ludovic Sforza pourrait réussir en France. Ils étaient sans illusions aussi sur la manière de réussir à la cour et de s'y créer un parti. Cappont conscillait d'acheter trois ou quatre grands personnages : trois mille ou quatre mille ducals y suffiraient par an, et cela servirait non sculement aux Florentins mais à tous leurs amis d'Italie (?).— Le peuple florentin au contraire semblait tout disposé à s'allier avec la France (3).

La politique de Florence à l'égard de Louis XII fut dirigée par le désir de devenir son alliée en restant en bonnes relations avec le duc de M.lan, et à deux conditions, en empêchant l'établissement d'une extente entre la France et Venise Sur les deux points son échec devait être complet.

Louis XII reprochait à la Seigneurie sa cordialité de relations avec Ludovic Sforza, et il ne voulait point échanger l'alliance vénitienne contre celle de Florence (4). Aussi nien les relations de cette ambassade avec Louis XII subirent-elles le contre-coup des relations du roi avec les ambassadeurs vénitiens, plus froides quand la « pratica » ce Venise marchait bien, elles levenaient plus cordiales quand l'autre rencontrait,— et ce fut fréquent, — quelque anicroche Au mois de septembre, d'Amboise

- (1) Milan, A. d. S., Pot. estere, Sacora, Malleo Pirovano à Ludovic Storza, 27 juillet 1498. Soderiol promit de s'emplover pour Ludovic Storza si cétait possible, et de correspondre par chifire avec Malleo Pirovano, mais il oublia de lui donner la cief du chiffre
 - (2) Même lettre de Maffeo Pirovano.
- (3) On peut olter à ce propos une anecdote assez pittoresque et qui rappelle certaines sacéties de Pogge. Un fiorestin, allant à Paris avec sa temme, re acontre un individu qui revient de a cour il lui en demande des nonvelles, et surtout a Que iont les Vénitiens? Ils y sont bien vas et ont promis au roi de l'aider à reconquerir le Milanaia Et nous, reprend le Piorentiu, nous ferons mieux mous l'aiderous à prendre Milan, nous lui aménerons le doge de Venise par la barbe, nous lui livrerons Florence, les Florentius, nos biens et nus semmes pour en faire ce qu'il voudra, et moi le premier je lui conduis la mienne, comme vous voyez. Cette bouffonnerse dénote certainement le désir d'une alitance entre Louis XII et Florence, et le motif caché de ce désir, qu était l'abanmement des Vénitiens Dornments sur la première année du règne de Louis XII, pag. 30. Lettre le Lucio Malvessi à Ludovie Siorza, Alexandrie, 19 sont 1498.
 - (4) Même lettre de Lucio Malvetti.



en personne déclara aux ambassadeurs que, si la Solgneurie de Fibrence voulait accepter les conditions d'alliance offertes aux Venitiens et repousiées par eux. Louis XII romprait toute négociation avec les Vénitiens et conclurait au contraire l'alliance avec les l'iorentins. La proposition fut faite avec toutes les apparences de sérieux, puisque d'amboise exhorta les ambassadeurs à en référer le plus vite possible à la Seigneurie (1). Cependant ce n'était sans doute qu'une demarche destinée à exciter un peu le rélé somnoient des ambassadeurs vénitiens, car Louis XII entendait réunir le plus grand nombre d'alliés possible en Italie, mais nou sacrifier les uns aux jalousies des autres.

L'évêque de l'axu et Soderini fravaillaient de leur mieux à réaliser, emon tout le programme de leur Saigneurie, du moips Lalliance elle-même avec Louis XII. La conclusion s'en fit très longiemps attendre. L'évêque de Passi, suppelé à Florence au miliou d'octobre 1498, ne la vit pas (?). Louis XII, après la froideur des premiers temps, faisail « mille caresses » aux ambassadeurs florenting et affirmait que Pise resterait à leur. Seigneurie (3). En lialle, les amis de Jardovic Sforza criatent. céta à l'ingrat tude de Florence (4). Cette bonne harmonie se confirmant peu a peu : en janvier 1499, Louis XII soutenant déliberément Florence dans l'affaire de Pise, attitude d'autant plus délicate qu'il la prepart contre Venise son alliée, il proposait de se po-ter garant de la remise entre ses mains, comme sequestre, de la ville de Pise par la Seigneurie de Venise (5). Les Florentina étaient appuyés à la cour par le cardinal d'Amboise. mais sivement combattus par le comte de Ligny (6), mais i'in-



⁽¹⁾ Modène, A. S. B. Cancell ducale, B. 13. Contribil au duc de Forrare, 25 septembre 1491 « Da Rosno proprie è l'acto intendere ad apui oratori borentioi che volendoni deciarare il sui Signori per quello mode che se offerincono Veneciani, Sun Massia rompera la pratiche cum loru e concludera cum epul signori Fiorvatini stringandell a volere serivere volando a noi Signori » — Le arrice des poutes de Paris à Florence etak en effet d'une extrême célerité. La leneur des pouvoirs accordés par Venine à ses ambanandeurs lut portés de Paris à Florence en sing jours (même dépôche).

⁽²⁾ Documents sur la première année du régne de Louis XII, pag. 46, Intro du 15 octobre 1490.

⁽³⁾ Bud , pag. 46. Lettre da 30 décembre 1498.

⁽⁴⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Decuments, 71.

⁽⁵⁾ Les Plorentins reprochèrent au duc de Ferrare de ne s'intérment à la question pisane que pour les brou ller eux-n times avec Louis XII. Louis XII et Ludovie Sforza, Decuments, 72.

⁽⁶⁾ Mantiso Sabuto, II, 368, l'embaseadeur véniden en Prance à la Seigneurie, lé janvier 1480.

fluence de d'Amboise était des ce moment prépondérante : des le milieu de février, on annonçait qu'un ambassadeur français, allant i Rome, demandait à la Seigneurie le passage et des vivres pour les troupes françaises qui allaient rome en Italie (1).

En réalité, la jalousie de Florence contre Venise d'une part, de l'autre sonétat d'amitié pour le duc de Milan, retardaient louis XII et le cardinal d'Amboise de leur faire connaître les conditions de l'alliance franco-vénitienne. Le cardinal refusait absolument de les leur communiquer : « Cela ne vous regarde pas : l'article sur la communauté d'amitiés vous en exclut. » Il leur reprochait leur amitié pour Ludovic Sforza; pour entrer dans la Ligue, il fallait d'abord abjurer cette alliance. Les Florentins assuraient n'avoir aucune raison d'inmitié contre Venise, si ce n'est la question de Pise; mais l'inflexible cardinal répliquait que Louis XII ne voudrait jamais faire quoique ce fût contre la Seigneurie de Venise (2).

La conclusion de l'alliance franco-vénilienne fut d'ailleurs une nouvelle raison de retards dans les négociations franco-ilorentimes; les instructions des ambassadeurs les autorisaient à traiter avec la grance, mais non pas à entrer, eux troisiemes, dans une Ligue : pour continuer les négociations dans ce cas, qui n'avant pas été prévu, il leur fallait recevoir de Florence une nouvelle commission (2). Mais entretemps ils commucrent de savantes et complexes inliques dans l'entourage royal (4).

Louis XII, entin lassé de ces tergiversations, demanda à la Seigneurie, avec beaucoup d'insistance un acte écrit d'adlésion à la ligue franco-vénitienne, menaçant, si la Seigneurie lai était effectivement hostile, de garder prisonniers tous les Florentins résidant en France (5). Les ambassadeurs presses par Louis XII répondirent noblement que leur ville avait trop d'obliga ions à Ludovic pour consentir a « ce qui lui ferant du tort », et demandérent à en réfèrer à leur République (6). Ces tempo-

⁽a) Milan, A. d. S. Cartey, genera, Latuada à Ludovic Siorza. 18 fevr er 1499.

⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 559, l'ambassadeur vénitien à la Sergueurle Blots, 15 mars 1499

⁽³⁾ Voir le texte de Marino Sautio, cité note precédente.

⁽⁴⁾ MARINO SANUTO, II, 576, lettre de Lyon a la Selgueurie, 26 mars 1499.

⁽⁵⁾ Ibid., II, 633; l'ambassadeur vonttien à la Seigneurie, II avri 1499

⁽⁶⁾ Latuada & Ludovic Storza, 20 avril 1409 Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 102.

L. P., tom. L.

risations n'étateut, dans leur espoir, que le prélule de leur neutralité.

Le duc de Milan, copendant, ne pouvait voir sans inquiétuée négocies une alliance entre la France et Florence, andis que lui-même s'en tenait à un régime mai défini de sympathie et de courtoisie sans action (1. Au milieu de mai, il fit à la Seigneu-rie ses promières propositions formes, il lui offrait la restitution de Pise en son obéissance, en échange de son alliance contre la France, et de l'entretion à son service et contre la France de trois cents hommes d'armes et de deux mille fautassius (2)

Si Florence hésitait avant d'accepter l'alhance de Louis XII, elle ne mit pas moins de temps à répondre aux propositions milansises. Ba réponse fut vague et polic, n'engageait rien et ne comprome tait personne : elle lemandait, pour conclure, que Ludovic indiquêt les voies et moyens pour la restitution de Pise : e le-même chercherait en même temps les meilleurs moyens de lui être utile.

Le duc de Milan s'indigna de cette prodente repense s'emporta, déclara aux Florentins qu'ils avaient trop peur des Prinçais pour se déclarer jamais contre eux. Il etait d'aut int plus detian, a l'égard de Florence que celle-ci continuait et mulaphait ses armements et ses préparatifs contre Pise, et metrait en marche pour l'assurger Paolo Vitelli, si les Florentiis, enlevaient P.se. sans son aide, il a aurait plus de prise sur oux. Ausii fit-il le subtil calcul de faire avoir. Pise aux. Florentins, par un accorddicte par lui, ce qui les obligerait moralement à l'allier par reconnamente à leur bienfaiteur ; et d'autre part, il autorisa les Pisans à lui envoyer des ambassaceurs. Mais les Florentins. redoutaient une perildre de Ludovic, ils crarguaient, a ils se déclaraient contre les Français avant d'être nanns de P.se, de voir le siège de cette ville indefiniment prolongé par les intrigues de Ludovie et d'etre entrafaés a des dépenses trop fourées et sans resul at. Costabili suggéra que les deux puissances pour-



⁽¹⁾ Il emayait de peser sur la décimon de Florence en appayant sur la puissance de son allié Maximilieu. En mars, il faisait autooncer pumpersement à Florence la récimellation de l'archiduc avec l'empereur son père Louis XII et Ludovie Sforsa, Donumente, 93.

⁽²⁾ Marino Banuro, Diarri, II, 730, in colegio, 17 mai 1499 D'après les remequements arrivés à Ferrare et transmis par le vicedomino vénitien (1544, II, 786, 3 juin 1499), la contribution de Ferrare devait être de deux cents hommes d'arrares et 4.000 france.

raient se donner des garanties réciproques de l'exécution de l'alliance, mais Florence ne se pressa pas de donner une réponse celinitive au duc de Milan: il y eut des discussions entre ses ambassadeurs et lui, au sujet des affaires de Pise, des secours promis et non envoyés par le di c (l). Le duc leur fit en retour un grief sérieux d'une lettre censément adressée en Espagne par un résident florentin de Milan: l'anteur y manifestait le désir de voir arriver les Français pour « donner du travail » au duc de Milau : les ambassadeurs ajant demandé le nom de l'auteur pour fixer, selon l'autorité de l'ecrivain, la juste importance de cet incident, Ludovic Sforia refusa de le leur donner, et ils purent s'assurer que ladite lettre é ait purement imaginaire 2). Ils s'assurprent aussi que, malgré la raideur de son langage et la colère par où il espérait les mapressionner, Ludovic Sforza, au fond du conn. était fort troublé (3). Une lettre de la Seigneurie, concue en termes aimables et mocérés, vint a propos le calmer (4). En retour, le duc de Milan envoya à Pise deux ambassadeurs, Paolo

- (1) Florence, A. d. S., Lettere alli Direci di Balia. Les ambassadeurs florentina à Milan, 4 juin 1499, «Les dévolons» frequentes de Ludovic Sionza retardaient souvent les négociations « Hieri havemo quelle di V 8 de 26, 28, 29 passato, « per essere il Signore retracto à sue devotione, non potemo esser seco.»
- (2) Les srabamadeurs florentles à Milan, 15 juin 1499, Louis XII et Ludev.c Sforza, Documents, 144
- (3) Modène, A. d. S., B. 14 Contabili su due de Ferrare, 19 juin 1499 : Anchorche questo illustrissimo Signore habis par ato galiardo alla presenta de li oratori florentini, mentedimeno per quello she lo comprendo me pare pare chel sia tuto turbato.
- (4) Florence, A. d. S., Lettere alle Dieci de Balia, les unbassadeurs foccutina à Milan, 20 juin 1499 . Habiamo communicato col Signore Duca fi avvisi di Francia e le vostre lettere e parel che l'uno e l'altro habbi facto puono effecto, perche la lettera era a amorevole e doice che ha sessi contentato e satisfacio il signor e li al isi di Francia erane di natura che, ricercando provisione, fara più riconoscere e stimar il quilci. .- Remarquons, à propos de cea « avvisi di Francia » communiques si libéralement su duc de Milan que les ambassodeurs forentins étaient depuis longtemps coutsmiers de ces genérosités. Louis AII en fit même des remostrances à la Seigneurie. Les ambassadeurs rejeterent la responsabilité de l'indiscretion. sur lears collogues residant en France. Voir ibid. id., Lettere alli Dices di Balia, 25 juin « hora noctis secundá » . « circa la querela de la lettera di Francia, or accadde replicare che at chi era di cosca per S. Ex. facessi quel o buono officio che facciamo di qua no , queste querrie e suspiciore cesseriano, e che troverria che Vostre Elgarrie sono consuete communicare queste cose punzeso peù voten teri a Milano per li oratore loro che a Firenze a ducale, e che vogli reputare V. S. della solita bonta o ameno di tanto ingegno da sapers: justificare ...

Biha et Antonio-Maria Pallavicini pour tester de décider cette cité à se soumetire à l'arbitrage du duc de Ferrare (1).

Malgré ce rapprochement extérieur, il devenait visible que la Beigneurle ne serait jamais l'alliée de Ludovic Sforza : les 29 et 30 juin de Conseil ent des dél hérations aussi importantes que secretes sur l'onentation genérale de sa politique, et sur la réponse à donner à un cuvoyé spécial du disc de Milan, Antonio da Colle On D'en laissa rien soupconner officiellement a l'ambassadeur Vimercati. Mais un Florentai, ami des Milanais, homaiesago ot quelque peu un courant des affaires générales de la Republuque, et de cette question en particulier, lui dit le lendemain : · Ambassadear, je veux vous communiquer un secret dont la violation, ai on m'en anit coupable, peut me coûter la tête. Fartes savoir a votre maltre qual de fasse aucrin fo al sur nous, et qu'il n'espero pas ponyoir obtonir rien de ce qu'il demande, Lui fit-en, par impossible, la moindre promesse on ne la tiendra pas. · L'impression générale, telle que Vimercati la constatait pariout, était conforme à la revélation de ce Florentin: jamais la Seigneurie ne consentirait à un acte d'hostuité. envers la Prance, la majoraté avau la ferme intention de resterneutre. Vimercati pensait même que, si Louis XII les obligeait a prendre un parti, les Florentins s'efforceraient même alors de gagner da temps par l'envoi de nouveaux ambassadeurs speciaux, afin de voir dans l'interval e comment tournéraient les affaires de Pise, de la France et de Ludovic lui-même (2).

Ce fut, en effet, en ce sens que la Seigneurie de Florence répondit à l'envoyé spécial de Ludevie Sforia, Antonio da Colle. En même temps, elle essignit d'obtenir du duc de Milan, par l'intermédiure du duc de Ferrare, qu'il n'exigeât pas d'eux un engagement écrit tout en continuant à les aider autait qu'il pourrait. Ils répétaient qu'une fois Pise en leurs mains, ils servient pour Ludovie plus qu'il ne pouvait pensers, mais c'étaien, à de vaines parolos (3), comms le disait Vinieresti, qui s'en remettait à Ludovie de décider s'il vaudrait mieux pour l'Italie que Florence (ut maîtresse de Pise « Une fois debarrassée du frein de ce souri, ce peuple, comme un poulain sans bride, courrait au precipire pour son malbeur et celui de ses

⁽I) Modese, A. il. S., H. M. Costab b michie de Percael. 24 juin 1499.

⁽²⁾ Vimercatt à Ludovic Blorca, 1et juillet 1499, Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 154

⁽³⁾ Mid.

amis. • Il était évident que les Florentins seralent du parti ou plus fort. I). Déjà le peuple était tout entier par sympathie naturelle, acquis à l'alliance française. Un profond mystère enveloppart d'ailleurs les décisions ou plutôt les incertitudes de la Seigneurie. Ridolfi, ambassadeur florentin à Venise, interrogé par son collogie milansis Latuada, sil était vrui qu'il yeût un accord entre Florence et la France, répondit de bonne foi qu'il avait au contraire entendu parlei d'un accord entre Florence et Ludovic, mais qu'il ne croyait in l'un ni l'autre (2).

De toutes parts cependant, on consediait à Florence d'accepter l'alliance française. Les ambassadeurs français à Venise, Beaumont et Maymer, dans leur première entrevue avec leur collègue Ridolfi, l'it conseillèrent d'avertir immédiatement et de façon pressante « sea Seigneurs » de ne pas abandonner le parti de Louis XII, qui les avait toujours aimés et qui «tiendrait compte» d'eux; à «gir autrement, il pourrait leur mésarriver» (3). Ridolfi plaidait très vivement, et avec des arguments très positifs, la cause de l'alliance française (4). Pier Soderini, de son côté, ne cessait de la prècher, non seulement dans ses dépêches officielles, mais aussi dans ses lettres particulières à Corbinelli, à L. Leonardi : il enveloppart ses conseils sous des recommandations générales de prudence. « Du parti bon ou mauvais que

- (1) Florence domasit no surioux exemple do cette tendance presque à la même heure: les nouvelles du Levant ayant fait crandre une invasion turque qui ruinerait ou paralyserait Venise, les Florentins se déclaraient tous pour Ladovie Stores. Vimeresti à Ludovie Stores, 3 juillet 1499. Louis XII et Ludone Stores, Documents, 163
- (2) Lettre de Ridoit à la Segneurie, Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 169, Ridoit avait au reste de bonnes relations avec son collègue Latunda et parleit avec courtoisie du duc de Mitan; il se défend vivement de lui avoir reproché de faire faire un vilain métier à ses condottieri (esopra le parolte chel debe havere useto che quella habil facto puttanezare il capitanei so. ». Milan, A. d. S., Cartege gener., Latuada à Ludovic Storza, 10 juillet 1439. Vimercati (lettre a Ludovic Storza, 10 juillet 1439, Milan A. d. S. Potenze estere, Firenze, exprime la même incertitude). Cependant l'amillé pour la France à Pierence n'adiait pas encore jusqu'à (aire envisages tranquillement l'hypothèse née on ne sait d'où, d'une occupation de Pise par l'armée française
- (3) Latuada à Ludovic Storza 5 juillet 1499, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 166. Ridoth se rendait très blen compte que la Seigneurie de Venise aurait été ravie de voir Florence s'allier à Ludovic Sforza, de façon à rester, après la détaite, exposée aux représables des alliés. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 150 et 169.
- (4) Ridolf à la Selgneurle de Venise, 28 juin 1483, Louis XII et Ludovic Sforza, Doouments, 150.



vous allez premire, dépet d'le salut de la République», et il ajoutait : « Je vois que vous n'estimez pas ce roi autant qu'i lui semble que vous devriex l'estimer »

Louis XII voulait que Plorence « l'estimát » assez pour renoncer à sa neutralité et s'allier définiuvement avec lui. Le Biuillet, a la veil e d'entrer a Lyon, Louis XII demanda aux ambassadeurs florentius quelle étut la résolution de leur Seigneurie, tenouveluit sa menace d'arrestation de tous les marchands florenting d'Entragues, pour les effrayer, prososuit au roi d'aller secourir Pise (1). Au malieu de jui let, calbance franco-florentine semblait un fait adm s, quoique non en ore officiel. Ridolf., interrogé sur la conduite que tiendrait sa cité en cas de guerre, répondit que « la Soigneurie seruit certainement naviée de cette invasion, mais que son cœur était français. et qu'elle ne ferait rien pour altérer les sentiments de Sa Majeste. a sonégard»,?) Les partisans de l'alliance milabaise a égrenaient de jour es jour et perdaient tout leur aplomb : ils espéraient que si Ludovic Sforza pouvait résister heureusement quelques mois, Florence se mottrait sans hesitation do son parti, time guerre un peu prolongée devait forcèment, suivant les peliticions du temps, se terminer par la débandade de l'armée française et la défaite de Louis XII (3).

Après son entente définitive, quoique occulte, avec la Prance,



MARINO BANUTO, Diarri, II, 927, l'ambassadeur vén tien en France à la Bagneurie, Lyon, 8 juillet 1499.

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Carteg. gener., Latuada à Ludbvic Stowa, 16 et 19 juillet. 1499. Les embassadeurs français à Florence partagesient l'opinion domingate : a Emendo dicto atili oratori Francesi como Paolo Vitelli at deveva consure cum la Excelestia Vostra havendolo Plocentini licentiato, homdicto non crederio percie Firmitini sono bout francesi, como è noche Paolo. Vitelli. Un motif tout politique poussait d'alifears ence reomeutles Florestipe vers Louis XII. ils se sentaient menaces par les intrigues des Pisans à sa cour, surtout par la présence d'un certain Plero de Campigi la, personnage malta sant, artificieux et mistil » Florence, A. I. S., Lettere esterne XXXVII, Lettre de Lyon, 21 juillet 14% « Yol habiam scoperto questa macchina che li è venuto in questa corte l'etro da Campigilia, huomo notissimo e conventato per uno astuto e sottile tristo»,— Les partisans de la paix ne raccrochaient à toutes les brancies : ni, à Milan, en pariait savec modé ration a de la guerre i a le notaient, « De le cose franzese qui se ne parta lemperatamente e quello si creda habita a piacere». Florence, A. d. S. Lettere estere, XXXVII, fol. 190, lettre de Soderini-Pepi à la Seigneurie,

⁽³⁾ Vimercati à Ludovic Storza, 16 juillet 1899. Liure XII et Ludovic Sforza, Decuments, 139

Florence continua à faire son visage au duc de Milau, et le 24 juillet, elle le fit feliciter par Vimercati du peu d'importance des hostilités engagées par Trivu ce ; en même temps elle le comble de compliments au sujet de l'érection du comté de Pavie en principauté [1]

Le duc de Milan, malgré son aveuglement, finit par comprendre qu'il ne devait pas compter sur l'appui des Florentins : alors il se répandit en plaintes adressées, sous une forme vague et genérale, à la Seigneurie « Après avoir enduré mille peines en Italie pour le salut commun de la ligue et le salut particulier de chaque état, maintenant qu'il était dans un si grand péril, il se trouvait isolé et ne trouvait d'appui chez personne » (2). -An dernier moment, le 27 juillet il tentait un suprême effort, il usoire sans doute, en essayant de prendre par l'attendrissement les compatriotes de Machiavel. « C'est pour l'amour de vous, leur d.t-il, et pour avoir voulu vous secourir contre les Vénitions, que jen suis à cette extrémité. Aussi faudra-t-il, le moment venu, qu'a votre tour vous pensiez à m'aider et à vous a. len vous-mêmes pour ne pas devenir esclaves des barbares et des Vénitiens » (3) Gepencant il ne voulut jamais traiter les Florentins en ennemis (4).

La République de Florence n'avait voulu s'associer effective ment, ma lgre leurs avances m à Ludovie Sforza n. à Louis XII. Sa mentralité ne put assurer son repos et lui coûta une grande part de son ancienne puissance et de son autorité morale : elle se réduisait, par cette ténacité dans la non-intervention, à la condition d'une pu saance de second ordre Louis XII, qui avait peut-être voulu lui donner le rôle de Venise dans ses projets



¹⁾ Vimercati à Ludo ic Sionza, 24 et 25 juillet 1499, Louis XII et Ludovic Sionza, Documents, 289 et 218

⁽²⁾ Sodermi et Pepi i, la Seigneurie de Florence, 20 juillet 1499. ibid. Documents, 201.

⁽³⁾ Soderrol et Pepi à la 80 g sourie, 27 juillet 1499 Ibid., Documents, 216,

⁽⁴⁾ Florence, Ibid. id. Soderin et Pepl à la Seigneurie, 31 juliet 1498 à [Ludovie] ringratia del a congratulazione del principato ed investitura de figho et de buom successi contra Francesia. En revanche la réserve des Plorentins ivrita à Louis XII autant qu'elle attristait Ludovie Siorza. À la fin de juiliet, il avait un véritable acrès d'indignation contra la Seigneurie qui fut raconté jusqu'à florence, sans l'émouvoir d'aitleurs. Florence, ibid. ed. Ambassadeur florentin en France à la Seigneurie, Lyon, 27 juillet 1499.

«1) resente secretario è informats della mente del Re e di Romo ha saputo delle parole indicative di uno sommo sdegno ed ira conceputa contro a Vosire Signoria»

contre le Milanais, perdit en somme assez peu à n'être pas appuyé par elle Il fut plus nuisible à Ludovic Sforza de n'être pas secouru de ses troupes contre Venise ou contre le Saint-Siege, mais aux temporisations et aux incertitudes de la République, que le impulsion pouvait donner la politique si hésitante ellemême du duc de Milan!

§ 2. - La neutralité de la république de Sienne.

Reléguee dans ses collines paisibles, dans le contre même de l'Itilie, la république de Sienne n'avait aucun intérêt direct à une interveu ion cans la guerre franco-milanaise; elle était hors d'état d'ailleurs de fournir un appoint sérieux à l'un ou à l'autre des adversaires. Dans les premiers mois de (498, elle se trouvait, comme alliée de Venise, en lutte avec Florence (1). Le motif déterminant le son attitude politique fut l'ambition d'Alexan dre VI et le dauger que les projets du Saint-Siège faisaien: courir à son indépendance : le pape avait en effet a plusieurs reprises exprimé l'idée de déloger Pandolfo Petrucci de sa tyrannie pour le remplacer par son fils César Borgia (2). Les Siennois furent naturellement amenés à se rapprocher de Ludovie Sforsa contre le Saint-Siège, et par suite contre la France.

Ce fut à Sienne que fut le moins bien accueilli Nicolas Alamanni, l'ambassadeur de Louis XII. Son éloqueuce et ses raisonnements paraissent avoir échoué contre la fidélité de Petrucci et des Siennois au duc de Milan (3). Louis XII ne renouvela pas su demarche et les abandonna a leurs préférences. Peu après le pas-age à Sienne d'Alamanni, Cesare Guaschi, ambassadeur milanais à Sienne, avertissant Ludovie Sform d' « avoir l'œil ouvert » pour «assurer la conservation de cette République» et lui garantir « la projection efficace et bienveillante que méritait le dévoueu ent des Siennois euvers leur patron ». Les Siennois demandèrent à Ludovie Sforza l'opput de son influence





⁽⁾ Milan, Cartegg, gener. Lettres de Gusschi à Ludovic Storza, passim.
(2) Milan, thid. Cesare Gusschi à Ludovic Storza, 11 février 1498. Voir ce document dans mon étude Interne ad alcuni documents sulle refazione tra Aleisandro VI et Luigt XII, sinsi que d'autres renseignements complémentaires.

⁽³⁾ Voir ibid., § I, et l'article auque, j'y renvoie.

pour obtens une paix on du moins une trève avec Florence (1). La cordialité des relations des deux etats dura jusqu'à la chute du duc de Milan, Cesare Guischi, transfère de Sienne à Rome à cause de son habileté, se chargea de plusieurs négociations à la cour d'Alexandre VI au profit des Siennois et resta le conseiller de Pandolfo Petrucci et l'intermédiaire entre lui et les Sforza (2). Son successeur, Agostino Maria de Beccaria, continua sa politique toute amicale (3; de son côté Ludovic Sforza avant reçu solennellement à Milan, le 29 janvier (499, un ambassadeur siennois Antonio Venafro (4).

Cos bounes relations se prolongèrent, plus longtemps même qu'il n'arriva entre Ludovic Sforza et d'autres ctats. Toutefois, apres l'invasion française et les premiers revers, les Siennois se refroidirent, et il devint visible qu'ils n'avaient plus pour le représentant du duc la même considération. Beccarla mit tout son talent a paliter la vérité sur les évenements militaires, à tout montrer sous un jour favorable au duc de Milan. Mais Petrucci comprenait que l'agent milanais lui dissimulait la véritable situation (5). A mesure que a situation générale empiralt, les Siennois s'assombrissaient davantage: Petrucci feigiait «la plus grande ameriumo et le plus grand déchirement de cœur que put supporter un cœur humain». Le premier septembre fu. le dernier beau our des partisans du duc de Milan à Sienne: ce fut ce jour-là gu'arriva la nouvelle de la paix conclue entre Maximilien et les Gaisses; les politiciens milanais en attendaient le plus grand et le meilleur résu tat : déjà Petrucci et d'autres faisaient conseiller à Ludovic Sforza de décider l'empereur à descendre en Italie: mais co ne fut qu'un soul jour. Beccaria se

Lettre de Cesare Guaschi & Ludovic, du 11 février 1498, citée ci-dessus.
 Sienne A. d. S. Lettere alla Balia, 422. Lettre de Cesare Guaschi à la Seigneurie de Sienne, 14 avril 179 et passim, dans Intorno ad alcuni

documents, etc.

- (3) Ca Beccaria trouvait un collaborateur votontaire ca août 1499 dans un frère conventuel de 35 nt-François, portugues d'origine, Maitre Emmanuel, qui lui offrit aca services, soit auprès de la République de Sienne, soit en Espagne, où il avait, disoit-il, un certain credit aur les souversins catholiques. Mais il demandait avant tout qu'on lui donnât le moyen de faire le voyage. Ce diplomate marron pourrait blen n'être qu'un ingénieux escroc. (ependant Beccaria crut devoir en référer à Ludovic Sforza 33 lettre est a Bilan. A. d. 8., Pot. Est., Siena
- (4) Stenne, A. & S. Letterre alla Balca, 422. Venairo à la Scigneurie, 29 anvier 1499.
 - (5) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents. 293.



faisait si peu d'illusions sur ce qu'il pouvait désormais avoir d'influence à Sienne qu'il avait adresse à Lulovic Sforza et renouvelé une demande de rippel (I) — La sympathie des Siennois resta douc acquise à Ludovic Sforza aussi longiemps qu'il resta due mais dès ce temps-la el e lui fut parfaitement inutile

L'alliance de Bentivoglio avec Ludovic Sforza.

La République de Bologie, gouvernée par les Bentivogho, n'était pas moins monarce que Sienne par l'ambition du pape et de César Borgia, qui voyant d'uns le territoire bolonais le complément nécessa re de son futur duché des Romagnes. Contre les Borgia, les Bentivoglio s'appayerent naturellement sur Ludovio Sforza. Un autre motif les y ponssait encore : la peur d'être renversés par leurs ennemis Ma vezz., qui, exilés de Bologne, avaient trouvé une retraite et des emplois dans le duché de Milan, dont Ludovic Sforia les menagait fréquemment, et qu'il pouvoit, survant les circonstances, soutenir, et au besoin armer controleux (2). Aussi, autant pour conserver la tyrannie que pour souvegarder l'indépendance de leur République, furent ils des ailles resolus et fideles de Ludovic Sforza, a qui leur valeur militaire et l'audace de leur tempérament les rendirent fort utiles(3 Des le mois d'octobre 1498, les principales conditions d'un accord entre le dac de Milan et les Bentivoglio dialeut posées (4).

(I) Milai, Cartegy gener. Beccaria a Ludovic Storza, 1° septembre 499 — Le dut de Milau avait tente un capprochement avec le Saint Siège par l'intermediaire lu cardinal légat Borgia que Beccaria alla visiter en son nom à Sienne, mais il n'obtint rien (161d., 1d. Beccaria à Ludovic, 31 août 1499) — Beccaria est peut-être excusable de n'avoir pas été plus hobite. I venuit de perdre de la peste son petit garços

(2) En sout 1498, un des fits Bestivoglio, ayant voulu seavaleure » contre Florence, Ludovic Sforza menace con pere, s'il I'v autorise, de rétadir les Malvezzi à Bologne (Marino Sanuto, I, 1865 Venise, fin anût 1498).

(3) Il les tena i aussi par des mièrèts pécuniaires. Le 2 septembre 16%, Annibal Bentivoglio, ayant conclu un engagement avec les Vén tiens, Ludovic Slorza entra dans une colère éponyantable, se du trabi par le père et le ills, menaça de confisquer les revenus, quatre ou cinq mille ducuis, qua les Dentivoglio possédaient sur des terres du Milanais (Mantous, Archives Gonzaja, E xix 3 Bi ignola, ambassadeur a Milan au marquis de Mantouc, 2 septembre 1498)

(4) MARKO SANUTO, Diarri, H. 75. lettre de Milan à la Seigneurie, 25 octobre 1498.



Mais les Bentivoglio ne vou aient pas se livrer trop complètement à leur protecteur, et la Republique bolonaise ne tenait du reste pas à les soivre avenglément; aussi manifestent-ils leur indépendance à diverses reprises: ainsi le 23 lévrier 1499, G. G. Bentivoglio exprine au secrétaire vénilien sa suisfaction de la conclusion de l'alliance franco-vénilleune; peu après, il refuse de demander au Reggimento au nom du duc de Milan des cantonnements dans le Bolonais pour cinqueus hommes d'armes milanais (1).

G.-G. Bentivogho ne se tourna decidément vers Ludovic Sforza que lorsque le Saint-Siege fut devenu l'allis déclaré de la France, et qu'après avoir lui même tenté en vain, par l'intermédiaire du Saint-Siège, un rapprochement avec la France (2). Leur liaison fut alors serrée, consacrée par la présence à Bologne de deux ambassadeurs Tommaso Tornielli et Francesco Tranchedini, dont le rôle était prépondérant. La concession d'un contingent bolonais fut la grande affaire que les représentants du duc de Mitan eurent à débattre avec les Bolonais et les Bentivogho. Mais là aussi, ce ne fut qu'en présence a'un danger évident et imminent que le auc de Milan commença à agir.

Vers la fin de juilet 1499, on amongait i envoi à Milan de quinze conts fantassins, qui y recevraient six mois de solde (3), d'un corps d'arbalétriers soldés pour un tiers par Bentwoglio; mais au milieu d'acût, ces troupes d'étaient pas encote parties. Ludovie Sforza et profitait pour demander que Bentwoglio voulût bien leur payer le ir solde jusqu'a concurrence de six cents ducats au lieu de deux cents; qu'au moins ces troupes fussent envoyées jusqu'à Parme, où les officiers du due irment les contrôler et payer le complement des soldes (1). Alors les Bentivoglio mirent en route leurs troupes; la compagnie de contelmette d'Annibal Bentwog io partit le 14 août pour Milan sous le commandement de sou heutenant Carlo Grati; le 16, ce furent

^(,) Marino Sanuto, II, 482, Lettre du secrétaire vénitien de Bologne a la Beigneur e, 23 février 1499.

⁽²⁾ Mantoue, Archivio Gongaza, E. xix. 3. Bregnolo au marquis de Mantoue, 4 juillet 1499: «Qua se ha aviso che M. Znanne Bentivoglio ha mantoto ad i itercedere l'opera del pontei ce apresso la Maesta del Re di Francia, cua laquale dimonstra voleral accontlare.

⁽³⁾ Manino Banuto, II, 955, Lettre de Donado à la Scigneurie, Ferrire, 22 juillet 1499.

⁽⁴⁾ Louis XII et Ludevic Sforza, Documenta 265.

les troupes de Glan et d'Alessandro Bentivoglio, trois cents elmettra cheval et deux cents arbalétriers, qui les s'invirent (1).

Malgré ses succès diplomatiques, la situation de Tranchedino. à Bologue n etait rien moins qu'agréable 21 A mesure que les événements mulitaires se succédaient, pou glorie ax pour Ludovie. Sforsa, l'opinion publique lui devenant host le: et l'ambassadeur, lasses cana nouvelles officielles et certaines de Milan, ne savait par quel moyen la ramoner. Bentivogho et ses fils, sous prétexte de divertissements, s'étaient retirés à leur maison de campagne de « Bentivoglio » ils voulaient peut-être se soustraire aux tropfréquentes demandes de Tranchedino Ginerra Bentivogito seule restait absolument dévonée à Ludovic Sforza, et consentait encoro vere le unition d'août à l'il avancer quaire cente ducate pour le payement des arbabitriers envoyés a Milan Gependant l'ambassadeur ne perdait pas courage (3) : il recrutait à boncompte des soldats pour Ludovic dans los troupes licencides de l'expédition de Bibiena, il relevant le courage des partisans du duc de Milan: «Ceux-ci, écrivait-il a son maltre, esperent fermement que Votre Excellence, par une vigoureuse défense, remportera la victo,re et aura l'honneur de la campagne ». Mais son action était contririée par les maladresses et les brutalites de langage que le secrétaire bolonais à Milan apportait à l'envoides nouvelles militaires; toujours mauvaises, ces nouvelles épouvantaient Bologne. La negligence et la lenteur le la chancellerie milanaise à lai répondre achevaient de compliquer la nituation du maiheureux ambassadeur (4).



⁽¹⁾ Bologne, Bibliotees dell'archives de Stato, Chicardacol, Storia (Inkdile) de Bologne, III, pag. 402 (14 noût. 439) et 404 (16 noût 1499 : «Grov. Bestivoglio manda le sus genti d'arme e quelle di Allessandro il suo figliolo al duca di Milano: Jurono 340 elmetti a cavallo e 200 ballestreri a cavallo per guareggiare cum il re di Prancia».

⁽²⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 291 et 306.

⁽¹⁾ M lun, A. d. S., Carteggio generale, Tranchedino & Ludovic Storm, 24 noût 1498.

⁽⁴⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Dommenta, 305. Les preuves de cette incurie de la chancellerie milanaise affilée sont innombrables. Tranchedino réunit à Bologne des offic era et des caporels qui avaient juits appartem au cardinal San Severino : on néglige de lui faire savoir où il faut adressor ces froupes : pendant ce temps leus enthousiasme se refroidit, et elles en nerivent à terir de mechania propos contre Ludovic Slorza. Plus tard il transmet à Ludovic des offres de service de Julien de Médicia offrant de faire espionner Pitigliano et d'Alvisno, et Ludovic ne le charge de ses remerc ements qu'après un long retard (Milan, A. d. S., Cortegg, gener, Ludovic à Tranchedino, 27 soût 1499).

Gependant, Benávoglio rentra le 26 août à Bologue, rappelé par Tranchedmo a cause de la gravité des circonstances. Sa perplexité était grande. Il finit par consentir à autoriser son fils Ercole, mais lui seul, à l'exclusion d'Anmbale et de tous les autres , a servir Milan ; il refusa de se n éler de l'enrôlement des troupes de pied que demandant de nouveau Ludovic, et adressa ou renvoya Tranchedino; aux « contestabili » étrangers et bolonais pour s'entendre directement avec eux, il ne consentit qu'apres une nuit de réflexions à lui désigner trois des meilleurs contestabili, les deux cousins Teseo et Cesare della Corvara et Alessandro de Cassel, « tous les trois ayant la mine de vaillants hommes et de soldats expérimentés ». Tranchedino passa les demices jours d'aout à s'occuper de ces eurôlemente et des très mit utiquees difficultés financieres qui surgissaient à leur propos. Il paraît y avoir eu parmi ces troupes quelque enthoususme en laveur de Ludovic Storza (II. - Bentivogho fit donc œuvre d'allié à l'egard du duc de Milan, et, le dernier peut-être des princes italiens, il osa lui rendre sor-

Malhoureusement pour Ludovic, ces renforts et ces dévouements de la dernière heure ne lui servirent guère (2), et bientôt la chute du duc rompit sou. Iliance avec Bologne. Resté plusieurs jours sans nouvelles, Tranchedino apprit enfin, le 6 septembre, la retraite de Ludovic Sforza; il communique aussitôt la nouvelle a Gian Bentivogho; il écrivit ensuite une lettre de recommandation personnelle au gouvernement provisoire (3), tandis



⁽¹⁾ Louis XII et Ludovia Sforsa, Documents, 310, 3,2, 314.

⁽²⁾ I n «cannecher» bolonnis avai, offert à Tranchedino de n'entremettre en laveur du due auprès des condottiert vénitiens, Pitigliano et d'Alviano, Ladovie l'en remercia beaucoup, mais l'offre demeura muthe. Il en fut de même d'une ébauche de négociation avec Julien de Médicia (Milan, Cartegy, gener. Ludovie à Pingliano, 77 nout 1429). Quanto als offerto facts du epio cancellaro de fare bono officio verso noi, andando u a servire apresso el conte de Pitiliano et B. d'Alviano, recevemo piacera del bono animo et affectione quale demonstra portarne Com en sara grato chal facil cum effecto.

⁽³⁾ Louis XII et Ladovic Sforza, Documenta, 349. L'opinion publique faisait des vœux en faveur de Ludovic Sforza, et ne doutait pas que « ail s'aidait, le ciel ne l'aidat « Tranchedino transmettait ces bonnes paroles au duc de Milan, mais c'était un maigre encouragement (Milan, A. d. S., Pot. Entere, Bologna, Tranchedino à Ludovic Sforza, 21 août 1499) » « Haso il amiel ferms spersuza che Voura Bignoria siutandose vigorosamente reportara victoria e gioria, e, ad doverio fare, non gli deve manchara consigito, lorza ne animo, esseudo bon christiano et cattolico e cha ricognosca il boni suoi servitori »

que Bentivoglio demandait au nouveau pouvoir milanais de vouloir breu se rappeler qu'il avant toujours dépendu du duche de Milan et qu'il avant toujours obén à ceux qui avaient eu à lui commander. A l'alliance avec Ludovic, Béntivoglio substituai, donc, des le lendemainde son l'ipart, une a liance avec Milan et, des le 7 septembre, Carlo Brita rentrait avec ses troupes a Bologue (1).

Louis XII n'avait rien fuit, apres la mission d'Alamanni, pour disputer à Ludovic Sforza l'albance bolomise.

\mathbf{v}

LA POLITIQUE DE VENISE ET SON ALLIANCE AVEC LA FRANCE.

A la fin du XV° siecle, la Scignourie de Venise était un des quatre grands états italiens, l'un et peut-être le premier de ceux qui, ayant une politique positive et personnelle, pouvaient la suivre avec indépendance. Aussi, les relations de la France et du Milanais avec el c'ont-elles un tou, autro caractère qu'avec les autres puissances de la péninsule du premier jour au dernier, il est evident que cu ne sont pas des états protecteurs qui se disputent les services d'un etai protégé mais trois états traitant de pair à pair , l'initiative et souvent la conduite des négociations n'appartient pus aux deux adversaires ; il y a non pas soumission de Venise à une politique étrangère qu'elle choisit parmi loutes celles qu'on lui propose, mais coincidence en re sa pelitique personnelle et celle de l'allié qu'elle choisit.

§ 1. — Les relations de Venise et de Milan à l'avenement de Louis XII

Apres le raité de Verceil entre Ludovic Sforza et Charles VIII et le retour en France de celui-ci, l'amitié qui, au moment de la Samte Ligue, avait uni la sérémissime République au d'ic de Milan avait bien diminut ; elle faisait insensiblement place à une hostilité peu déguisée, quoique encore lateute et purement platonique la question de Pise acheva la brouille des deux anciens allies. Venise avait, d'ailleurs, parfaitement conscience de ce changement et n'était pas en paine de le motiver ; elle fit



Bologne, Bub. Arch. Stato. Gharatdacci. Storia di Bologna. 111, 7 septembre 1490.

présenter au Pape sur ce sujet en mémoire justificatif. Aux reproches de se pas se préter aux tentatives d'accommodemen. et aux négociations commencées par d'autres états, de plagir que dans son intérêt parliculier e, non dans l'interêt génerade l'Italie, elle répondait par la comparaison de sa conduite avec celle du duc de Milan depuis l'expédition de Naples : ce n'était pas elle qui avait appelé le roi de France en Italie; au contraire, elle avait mis ses soms les plus nabiles à retarder ou empêcher le départ de Charles VIII : quand, plus tard, les promoteurs nièmes de l'invasion française, craignant pour lours propres états. Lavaient in vitée à une action commune pour la defonse du Royaume de Naples, defense à laquelle ils étaient plus intéressés que Venise, elle avait cependant accepté sans hésitation de s'associer à eux ; ma gré les offres considérables de la France, c'est avec eux qu'elle avait traité; ce n'était pas pour elle, mais pour les confédérés qu'elle en était venue, après la prise de Novare e. de Tuscanella, a la guerre ouverte contre la France; ce n'était pas dans son intéret non plus qu'elle avai, contribué à la délivrance du royaume de Naples. Ou était dans tout cela l'interêt personnel de Vanise? Elle s'était bornée à demander une caudou pour l'argent qu'elle avait fourni à la Confedération en plus de sa contribution personnelle. Elle n avail rearé de la ligue ai acquisition de territoires, de places fortes. de villes, hi accrossement de revenus, mais sculement des risques et des depenses. De même la Seigneurie dans les memes conjonctures, detait employee pour le Saint-Siege, par feux fois elle avait contribué à la remise de Novare entre les mains du duc de Milan, « par pure charité et à grands frais », elle avaifait a Gônes de tresgrandes dépenses dans l'interêtgéneral de la Liguo, tonjours e le avait liberalement prêté son appai à qui le int avan demandé. Elle protegeait la liberté pisane pour éviter qua Pise retombat entre les nains des Flerentins ou des Francais. C'était toujoi es l'application du même system e d'équilibre et du même esprit de dévoucmert (t). En même lemps qu'eile presentait cette défeuse genérale. Verise jusufiait son attitude speciale dans la juestion de Pise Apres y avoir été engagée par ceux qui maintenant la lui reproch nent, la Seigneurie avait resolu de s'y tenir tant que les mêmes périls menaceraient, avec la liberté de Pisc, l'equiabre italien ; elle refusait d'admettre la proposition de Florence et de remettre Pise sous sequestre





⁽t) Louis XII et Ludova Sforza, Documents 2

entre les mains d'un tiers rien n'autorisait les autres états à lus donnes cette marque de défiance. Cette flere déclaration séums la presque unasimilé du conseil des Preguds s'elle signifiant, dans son ensemble, que Venuse se jugeait mal récompensée des services rendus à l'Italie; elle contenait comme une meusce d'aoler son actien du concert de la politique italienne, une affirmation de sen infépéndance à l'égard de Ludovic Sforsa et de se volonté de ne pus obéir aveuglement à ses anciens confédérés.

Mécouters de cette indépendance, Ludovic Sforsa essaya, tout en restant l'ailié officiel de Venire, de lui trouver des ennemis et de l'obliger de céder par force aux prétentions des Plorentins qu'e le ne voulait pas admettre. Il songea à une intervention de Maximilien contre Venire, à une aliance entre l'empereur et Forence, moyennant la restitution de Pise à sa rivale victorieuse, l'offre de larges subsides par Florence à Maximilien et l'entrée de Florence dans la Lique d'Italie (l). En même temps, il voulait mettre. Venire dans l'impossibilité matérielle de secourir Pise : le 22 avril 1498, il refusait le passage, à travera le duché, au capitaine vénitien Tommaso Zeu, conduisant à Pise quatro cents cettudiots, sous préteate que la mort de Charles VIII rendait cette expédition inutile.

Ce dermier ac e, autant que ce qu'ou savait des dispositions genérales de Luiovic Sforza, excita une certaine indignation à Venise contre le duc de Milan; on affecta é y voir la preuve de ses manyames intentions contre la Seigneurie, le résultat d'une pouvelle ligue secretement établic entre le pape, Ludovic Siona. Maximilier, d'Allemagne, le roi de Naples, malgré ses répuguances, les Florentins et qui aurait le marquis de Mantoue pour capitaine général. La réalité, c'est-a-dire le vif desir qu'avait Ludovic Sforza de voir Venise abandonner «l'entreprise de Pire ., sufficait pour monter les imaginations, pour faire croire al imminence d'una guerre. On se demanda si l'on contingerant les relations diplomatiques.Le départ de l'ambassadeur designe noor Milan, Domenico Pitani, qui allait y remplacer Lappomano, es arait deja tegu ses frais de voyage, fui suspenduquelques-uns envisageaient comme prochame la nécessité de rappele: Lippomano et defaire une demonstration militaire sur l'Oglio (2).



⁽¹⁾ Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 15. Contabili au duc de Ferrare 16 avril 1616, rapportant une conversation de Ludovic Biorza sur les affaires de Venisc.

⁽²⁾ Manino Sanuto, Diardi, I. 945 et 946. Venise, 22 avril 1498.

Loin de se modérer, Ludovic Sforia aggrava encore la raideur de son attitude (1); le 27 avril, il adressa a la Seigneurie une lettre de menaces et le protestation pour l'engageria abandonner Pise aux Florentins (2); le mecontentement des Vénitiens, que Latuada ne déguise pas, fut extrême. Ils déclaraient que, si Ludovic s'adressait jamais à eux, ils le feraient repentir de son refus de passage; en cas d'une guerre entre la France et le Milanais, sans souhaiter la victoire de la France, qui serait contre leur propre intérêt, ils le laisseraient se « débrouiller tout seul », un bon moment avant d'aller a son secours (3). Diverses vexations montrerent la mauvaise homeur de Ludovic Sforza contre Venise (4). Le mécontentement que l'attitude de Venise dans les affaires de Pise causait au due n'était un secret pour personne (5).

Cependant Ludovic Sforza affectant de rester toujours l'allié de la Seigneurie: tandis qu'à Venise on commençai, des tors a tranter son représentant Latuada avec défiance, à Milan, au contraire, l'ambassadeur vénution et ses gens avaient pleme liberté d'aller, de venir et de communiquer (6) Ludovic Sforza demandant à la Seigneurie d'aider, par Urbano de Stradalonga,

- (1) Ludovic Sforza desservait la Selgneurie auprès de Maximilien. L'ambassadeur vénitlen en Allemagne transmettait à Venuse ces paroles de l'empereur : «La Seigneurie n'a pas en Italie de plus grand ennemi que le duc de Milan». Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 15, Latuada à Ludovic Sforza, 17 mai 1498.
 - (2) MARINO SANUTO, I, 948. Venise, 27 avril 1498.
- (3) Louis XII et Ludovie Sforsa, Documents, 15, Latuada à Ludovie Sforza, 10 mai 1498.
- (4) En avril 1498, par exemple. Venuse voulant oblenir du pape une nomination à l'abbaye de Cerreto, et y employant plusieurs hautes influences, Ludovic Sforza essaie de faire échouer ce projet (Mi an. A. d. S., Cartegg. gener, Ludovic Sforza à Latuada, 29 avril 1498, réponse de Latuada, 3 mai 1498, 1 y a plusieurs lettres de Latuada sur l'affaire de l'abbaye de Cerreto, avrilmal, 1498); il ne respecte même plus les immunités diplomatiques : Lordre ayant éte donné d'empècher la circulation sain permis dans le Novarals, un courrier envoyé de Milan à Turin par Lippomano est arrêté pour n'avoir pas de marque d'identité d'er non havere altro segno che il cornetto.» Mautouc, Archivio Gonzaga, Exix 3, Donato Preti su marquis, 8 mai 1498).
- (5) Tra il duca e Venetiani è venuto sdegno grande per dette causa-(même lettre de Douato Preti).
- (6) Milan, A. d. S., Pot. Est. Venezia, Latuada à Ludovic Sforza, ill juin 1885 a A me non pare molto difficile che l'ambasciatore di questa Signoria possa intendere le cose se fano apresso a Excellentia Vostra perche cum il soi pratichano ogniuno senza rispecto, cosa che non possemo far noi cum questi qua dove ogniuno ce fage, dubitando non esser pigl ato insuspicione.

L. P., tom. I.

agent vénitien en Montferral, à la réconciliation du Milanais avec le Montferrat et Constantin Armiti; Latuada fit plusieurs démarches a ce sujet, aupres de la Seigneurie, mais sans résultat (1). Le duc affec ait avec la plus grande candeur de demander a Lippomano « pourquoi l'amitié entre Venise et lui semblait diminuer » (2). Il accorda, sans difficulté, le libre passage aux ambassadeurs envoyés en France (3).

Mais la réalité ne répondait pas aux apparences. Ludovic Sforza tendait à se détacher de la Seigneurie et à l'isoler par tous les moyens. C'est sur sen conseils que l'empereur Maximilien avait reclaméle rappel de l'ambassadeut venitien G. Pisani e, déclaré qu'il ne veulait pas en recevoir d'autre à sa cour sans l'avoir demande la Seigneurie avait par conséquent dù sui seoir au depart de Sébastien Giustiniani, ambassadeur désigné en Alleinagne.

Un dernier meident, d'autant plus significatif que tout le systemo politique de Venise a legard de la France y était impliqué, aggrava définitivement la brouille (i). Les confédérés avaient, du vivant de Charles VIII, commencé «Génos, au profit do due de Milan, des armements pour résister aux pirateries des Provençaux et aux courses du terrible valsseau La Louise. Apres l'avenement de Louis XII, Latuada demanda just umn entque Venise continuat à collaborer à ces mesures défensives et a montrer sea dispositions favorables and Genois. Co la quoi la Seigneume repondit que ces armements avaient été faits pour repondre aux desseins de Charles VIII, dont on connationit I hostilité contre l'Italie, mais que ce roi était moit et remplacé. que tous les souverains l'aliens affaient envoyer a son successeur des ambassades qui pourraient avoir de bous resultata : que Lon ignorait encere les cispositions du nouveau roi à l'égarddes états italiens; qu'avant de les connaître, la Seigneurie ne croyait pas teroir s'associer à une démonstration militaire tout à fait de nature à irriter le nouveau roi et à valoir de sa part aux Italians le reproche d'avoir armé contre lui saus motif et avant d'avoir connu ses sentiments. La Beigneurie faisait



⁽i) Milan, A. d. S. Pot. Est. Venezia. Latuada à Ludovic Storza, 12 inni-

⁽²⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. gener. Ludovic Storen à N. (minute d'un discours ?) 24 mai 1496.

⁽³⁾ Chronicon venefum, pag. 55 (mal 1498).

⁽⁴⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Decuments, 18. Latuaca & Lucovic Storga, Verise 12 mai 1498

remarquer de plus que, et les Géneis avaient réellement peur d'une attaque de Louis XII, ils n'auraient pas envoyé pour cinq cents ducats d'éloffes à la foire de Lyon et que ces étoffes n'y auraient pas été reçues librement, que et La Louise prenaît la mer, ce serait pour de simples courses de piraterie et non pour des actions de guerre régulières, et que, contre ce genre d'attaques, Gênes pouvait se protéger par sa propre flotte, sans donner la charge de sa défense a la Ligue. Ce fut en vaiu que Latuada repondità ce raisonnement serré. Venise ne contribua pas à cet armement dirigé contre la France. C'était là un grave symplôme qu'elle méditait un renversement l'alliances et une politique nouvelle.

§ 2. — La premiere ambassade véndienne à la cour de France.

L'avénement de Louis XII îui en avait suggéré l'idée et fourni l'occasion. La Seigneurie l'avait appris en même temps que la mort de Charles VIII par les dépêches de son résident à Turin, J.-P. Stella, et par la communication officielle que Louis XII avait chargé Nicolo Alamanni de lui remettre. La nouvelle avait été accueille, non seulement comme celle d'un événement naturel et attendu, mais encore avec plaisir tant à cause de la sympathic que le duc d'Orléans avait toujours manifestée pour la Seigneurie qu'a cause du crédit que La Rovère ami de la République, passait pour avoir auprès de lui. La Seigneurie songen immédiatement à reprendre avec le nouveau roi les relations diplomanques restées interrompues entre elle et la France (1) depuis le jour que Commynes avait quitté Venise.

Le 16 avril 1498, lans le conseil des Pregadi, les Savil di Consein et les Savil di Terra Firma proposèrent à la majorité d'envoyer le secrétaire Stella à La Rovere pour le remercier de la communication de cette importante nouvelle et pour lui temoigner la sausfaction de la Seigneurie à avenement du duc d'Orleans Stella aurait aussi pour mission de prier La Rovère de continuer à avertir la Seigneurie, « heure par heure », des nouvelles de France, afin que le gouvernement, après avoir reçu d'une façon absolument sôre la confirmation de ces nouvelles, pût prendre d'autres mesures pour exprimer publiquement



⁽¹⁾ Latunda à Ludovic Blorza, 5 mai 1492. Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 11.

ses sertiments. Cette proposition reunit solzants dix-hult voix, mais le conseiller Demenico Bollani et Autemo Grimani, saviodil conseio, demanderent e obhintent, par cent-dix-sept voix contre quatre, que, vu son importance, la discussion de cette question fût renvoyée a une date postérieure (1). Deux jours apres, le 18 avril le conseil des Pregadi reprit la question. Siellarecut l'ordre de prendre congé de la duchesse deualmère de Savote, sous prétexte que la Seigneurie l'envoyait sans délatau. due outre monts, puis de prendre le plus vite possible la route de France. Mum de lettres de créance, il se presenterait au rol, lui expermerait les felici ations de la Republique et le plaisir que lui avait causé son avenement. La conclusion de sa hamague serait que sa mission avant é.é votée aussi,ôt apres la récep ion de la nouvelle, pour manifester avec plus de zele a Louis XII les bonnes dispositions de la Seigneurie, mais qu'une anihassado solennelle lui serait promptement envoyée, pour satisfaire aux devoirs ce la République envers le roi. Les instructions de S ella l'obligeaient à demeurer ensuite à la courjusqu'à l'arrivée de cette autre ambassade, à s'y efforcer de mainteair le roi les manstres et l'enfourige royal dans les merlleures dispositions possibles à l'égard de Venise et à justifler en toute occasion la conduite antérieure de la Seigneurie à l'egard de la France. Avant de partir, Stella devait aller à Chivasso informer La Revere de la mission qui lui était confée, lui demander le secret pour quelques jours, et pour plus de surete, bien que la Seigneurie pensât un sauf conduit mintale, réclamer de lui, — faveur que La Rovere ne refuserant pas .— un de ses socretaires pour compagnon de route. Bufin l'ambassadeur, a'il rencontrait le cue Phi ibert au passage, en Savoie, devait lui ren lie une vis te officielle, et lui céclarer que le but de son voyage était de feliciter Louis XII de son avenement. Ces instructions, jui engageatent Venise dans une polit que de reconculation avec la France, furent adoptées par cen -quarante-

Une autre mission, ay int jour objet Trivulce, fut en meme temps confice à Stella. Les insolences de Ludovic Sforz, a l'adresse de Vonise inquiétaient la Seigneurio; d'autre part,

⁽a) Secretario nostro in Salaudià. Ci. L'Ambossade d'Accurse Mayater a Venue, appendice, pag. 74.

⁽i) L'Ambassade d'Accurse Maynier à Venue, app., pag. 75 ; — Marino Bassio, Diarii, I, 588, Venise, avril 1498. Latuada à Ludevic Sforza, 5 mai 1498, Louis XII et Ludevic Sforza, Documente, II.

certaines confidences de La Rovere à Stella, au sujet de Trivu.ce, lui laissaient penser qu'une enteite etait possible entre la Seigneume et le condottiere Stella fut donc chargé de prier La Rovère de pressentir Trivulce au sujet de cette entente éventuelle, en lui faisant secrétement entendre que la République avait toujours en pour lui beaucoup de sympathie et d'estime, et en lui proposant d'envoyer à Venise en secrétaire, muni de pouvoirs étendus chargé de faire a la Seigneume des offres de service honorables et acceptables, avec promesse que, si Trivulce ne montrait raisonnable dans ses propositions, la Se gueurie le serait aussi. Quelques sain di conseio auraient désiré que, vu l'importance de ces négociations avec Trivulce, l'envoides deux instructions fût différé jusqu'au lendemain, mais leur demande fut rejetée par cent quarante-six voix contre cinquante-cinq [1].

La bâtire expédition de ce secrétaire en France avait pour but de compenser la lenteur de la muse en route de l'ambassade solennelle, de traiter sans délai diverses questions qui réclamaient une solution rapide, et de tenir plus secrète la nouvelle politique de Venise. Malgré pourtant les recommandations de discretion de la Seigneurie, Stella fut le premier a ébruiter le but et le motif de son voyage. Il confia à Jacques Langlois, qui le repéta à l'ambassadeur milanais M. Pirovani, qu'aussitôt apresl arrivée d'une lettre de Venise qu'il attendait, et l'accomplissement d'une mission dont il était chargé aupres du duc Philibert, il partirait pour la France : « Il regrestant d'avoir à dire que le but de samission était de remedier iux maurals déportements dont Ludovic Sforia usait envers la Seignearie, et que dans quinze jours l'on verrait heaucoup de nouveau.» Il ajoutait qu'audemeurant Venise ne voulait pas la ruine de l'état milanais, mais seulement la reconnaissance de sesdroits (2).

Louis XII n'était d'ailleurs pas en retard de courtoisie avec Venise; dès le 20 avrit, it lui avait notifie son avenement par la lettre qu'Alemanni remit de sa part a ... P Stella ; la chose était d'autant plus remarquable que cette notification n'avait été faite sous cette forme qu'à deux autres étais de la pénir sule, le Saint Siege et la république de Florence. Cette lettre exprimait son désir de vivre on bonne intelligence avec la Seigneurie, qu'il y appelant sa achère amice. Cette lettre fit d'autant meilleur effet que, le jour

⁽¹⁾ Ven se, Secreta Senatus AXXVII, fo., 12, 18 avril 1498 (Marino Sanuto, Diarris, I, 948)

⁽²⁾ Chronicon Venetum, pag 52, mai 1488. Miffeo Pircvant au duc de Milma, 29 avril 1498, Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 8.

même de sa réception, l'ambassadeur milanais Letuada était venu, par ortre du due, notifier au Colegio, que l'empereur, mai disposé pour I Italie, avait récemment donné ordre aux ambassadeurs de l'ancienne ligue italienne de cosser de suivre la cour impériale Cette communication était destinée à effraver Venise : la lettre de Louis XII la rassura. Quand Latuada eut finison exposition, le doge se borna à lui répondre « Vous venez de nous donner de vos nouvelles ; bient it nous vous en donnerons de notre façon. « — A la lettre royale était jointe la déclaration, par Louis XII, que les marchands de tout paye pouvaient désormais circuler et négocier librement en France. La demande de la réciprocité de ce traitement à Venise pour les Français était une sor e d'avance faite à la Seigneurie par le roi de France (1)

Le voyage de J. P. Stella fut prompt et heureux. Malgré ses indiscrétions, il avait réussu a donner le change à l'ambassadeux milanais résidant à Turin. Pirovaiu s'imagina qu'il allait en Savoie pour proposer au duc Philibert la succession du marquis de Mantoue comme capitaine géneral des troupes vénitiennes, et s'empressa de prévenir de sa découverte la duchesse douairière pour qu'elle détournât Philibert d'une telle alliance. Ce nefut que par Latinada que Ludovic Sioria sut que Stella allait en Prance; encore lui laissa-t-on croire qu'il s'agissait d'une simple ambassade de félicitations. Stella put donc franchir sans difficultés les Alpes et traversa en toute hâte la Savoie, sans même prendre le temps d'une visite au duc. It annonçais en chemin le prochain passage d'une ambassade solennelle (2).

Le choix de Stella comme ambassadeur avant été motivé, non seulement par la proximité de sa résidence d'avec la France, mais aussi pir les relations qui avaient autrefois existé, entre Louis XII, alors duc d'Orléans, et lui La Seignourie ne se trompait pas en pensant que Louis XII en avait gardé le souvenir; il accueil it très bien S ella. Le roi était en déplacement dans les environs de Paris : il envoya au-devant de Stella un de sei maîtres d'hôtel et de nombreux gentilahommes, pour lui faire honneur. A peine fut-il arrivé, Louis XII lui fit savoir qu'il lui donnerait autience quand cela lui conviendrait. Aussi ôt intro-



⁽¹⁾ Chronicon Venetum, pag 49 (1498). Manno Sanuto, 1, 933, in colegio, 4 mai 1498; Chronicon Venetum, pag 50 (...mal 1498).

⁽²⁾ Louis XII et Ludevic Sforza, Documents, 2, Latuada au duc de Milan, 5 mai 1493; Sommaire de lettre envoyée au cardinal Julien de La Rovère, 2 mai 1698.

duit, il trouva le roi s'amusant avec ses gentalshommes. Louis XII se leva, marcha au devant de lui jusqu'au milleu de la salle, l'accola, l'embrassa, lui prodigua les marques de bienvenue. · Secrétaire, vous êtes le bienvenu en France ; nous sommes heuroux de vous toir. Comment va la Seigneurie Comment va le Doge ? . . - «Fort bien. Sire, et tout au service de Votre Majesté » Puis Stella présenta ses lettres de créance. Louis XII lut rapnela très familièrement leurs amicales relations d'autrefois. Ensuite, tous les assistants, à Ambouse excepté, ayant été congédies, il voulut, avant même le duer, connaître la mission dont était chargé le scerétaire Stella harangua le roi dans le sens que lui avait indiqué la Seigneurie, et termina ses félicitations par l'annonce de l'élection d'une ambassade chargée de les lui renouveler d'une facon plus solenne le. Louis XII se montra satisfait de cette harangue, rappela en termes pleans de bonté et de aympathie, son ancienne amitié pour la Seigneurie, «qu'il aimnit et estima t plus qu'aucun autre état en Italie», cellequ'il espérait désormais entretenir avec elle. Il se déclara enchanté de l'élection des ambassadeure, tout disposé à les bien recevoir, souhaita qu'ils arrivassent le plus tôt possible et en temps opportan pour assister à son couronnement. Il dit ne pas connaître Zorzi, mais au contraire connaître et aimer beaucoup Lore lam. L'audience se termina par le conseil de Louis XII à Stella de se rendre sans retard a Paris, pour éviter les incommodités que causeraient plus tard aux voyageurs le voyage de la cour et l'encombrement qu'il occasionnait. Stella quitta en effet la cour presque aussitôt après avoir rendu visite aux ambassaleurs espagnols et au due de Lorraine, qui le reçut cordialement, en lui demandant des nouvelles du Doge, qu'il avait jadis familierement connu (1). Dans ses autres entrevues avec Louis XII, J.-P. Stella commença a lui parler de la possibilité d'un rapprochement entre la France et la Seigneurie. Mais, après l'arrivée des ambassadeurs, il n'ent plus de rôle politique à jouer. Parti de la cour à la fin d'août, il arriva à Venise au début d'octobre, et le 11 octobre, il famait aux Pregadi la relation de son ambassade, insistant sur le désir qu'avait le roi de faire « l'entreprise de Milan », et citant cette parole textuelle de Louis XII : « Yous



⁽¹⁾ Chronicon Venetum, pag 54 (juin 1496). Marino Sanuto, I, 979. Lettre de J.-P. Stelia, 3 juin 1493. Latuada à Ludovic Storza, 5 juin 1493. Stelia n'exagère pas la bisaveillance de l'accuelt à jui fuit par Louis XII. Un messager de La Rovere, Pier Zoane, l'agent du marquis de Montierrat, Urbano, l'attestent également (Latuada au dur de Milan, 16 juin 1498).

lirez a la Segmentio que, si elle est avec moi elle n'a à redouter aucune puissance (I) ».

Tandia que Stella aunonçait a Louis XII la procha ne arrivée d'une ambasside solennelle, et que le roi manifestait son désirde la voir armver (2), cette ambassade se préparait a Venise Les ambassaceurs avaient Até élus le 4 mai 1498, par les Pregadi, c'étaient, dans l'ordre du scrutin : Nicolo Michiel, docteur et er ogador de comun. Automo Loredam et Hieronimo Zorzi, tous les deux anciens avogadori di comun, etrois dignissismes patriciens» Immediatement avertis de leur élection, ils demanderent une jour rée de reflexion pour accepter, et accepterent tresvolontiers la mission a è ix confiée Unimois s'écoula avant quion décidat le départ de cette ambassade : le 4 juin, les Pregade arreterent que les ambassadeurs devraient s'etre mis en route avant le 15 da mois, a peine d'amende; beaucoup de Vénitiens nuraient désiré qu'ils eussent été déja en chemin. Le 7 juin, la Seigneurie, ayant reçu des nouvelles de Stella, et sachant le bienveillant accueil que lui avait fait le roi, ne voyant plus de motif de retarder le départ de ses envoyés, leur donna une audience et leur enjognit de partir sans delai. Leur suite, vingt-cinq chevaux pour chacun, était prête et rassemblée à Padoue ; le custier di collegio le ir compia a chacun huit cents ducats. Ilsne partirent rependant que le 19 juin, après une audience délinitive de corgé de la Seigneurie. Le public ne connaissait nuilement la teneur et le sens de leurs matructions ; on croyalt savoir qu'elles ne contenaiest que des généralités destinées a continuer les relations de bienvenlance commencées avec Loui. XII (3). A Florence, on croyait cette ambassade chargée de



⁽¹⁾ Au commencement de septembre 1498, Stella et nes douse chevaux nout à Aiguelelle, il comptait arriver bientôt à Turin, il n'y arriva que le 17, étant silé voir d'abord La Rovère; le 18 asptembre, il ent une audience de la ducheme de Savoie, mais en présence de l'ambanadeur milasais, suise, plus discret qu'au départ, resta-t-il dans les généralités, sa controlant de cire que le roi faisait bon visage aux ambanadeurs vénitiens. Il ansonça l'intention de visiter Ludovic Sioria, comptant passer par Casal et par Milan à quitta Turin le 20 septembre pour Chivanno (Pirovant es duc de Milan, 3 septembre 1990). — La retation de Stella eut liru le 11 octobre 1990, « Dirai a la Signoria che hessendo inaleme con mi, non tema di niuna potensa » (Marino Sanuto, II, 38, 31).

⁽²⁾ Latuado a Ludovie Siorza, 16 juin 1498, Louis XII et Ludovie Sforza, Documento, 26.

⁽³⁾ Chronicos Venetum, pag. 49 (1498). Marino Sanuto, 1, 854, 4 mai 1498. - Venice, in preparit, soud. 1, 981, 4 juin, et 1, 987, 6 on 7 juin 1498. - Launda à Ludovic Sforza 13 et 18 juin (Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 26 et 28).

dire au roi que, s'il jurais de ne prétendre a rien de plus qu'au duché de Milan, la Seigneurie de Venise serait heureuse de lui prêter son concours, si besoin était, pour le reconquérir (1). — Un sauf-conduit avait été demandé à Ludovic Sforza pour les ambassadeurs et accordé par lui, non sans que cette libéralité étonnât les Vénitiens (2).

Il était fort naturel que le public ne connût pas les instructions données par la Seigneurie à ses envoyés (3) c'était, en effet, un usage constant de la république de ne donner à ses ambassadeurs d'instructions précises et de pouvoirs que jour par jour et pour des cas particuliers Michiel, Loredam et Zorzi ne requient les leurs qu'à Vérone elles avaient été délibérées le 25 juin (4).

Ces premieres instructions (réglaient seulement l'itinéraire des ambassadeurs par Milan, Casa, de Moniferrat, Asti, Chieri et Turin, et leur traçait la bgne de conduite à suivre avec le ducde Milan, le marquis de Montferrat, le cardinal de la Rovère, J -J. Trivulce, et le duc de Savoie, qu'ils devaient visiter au passage. A Ludovic Sforia, ils devaient déclarer que leur mission en France n'avait pas d'autre but que de complimenter Louis XII sur son accession au trône, hommage d'autant plus convenable que la République avant toujours entretenu avec la maison d'Oriéans et particulièrement avec le nouveau roi les meilleures et les plus bienveillantes relations. Si Ludovic Sforza mettait sur le tapis la question de Pisc, ils devaient répondre qu'ils en ignoraient, qu'ils savaient seulement d'une façon générale que la République n'avait jamais en l'intention de s'emparer de Pise, qu'elle n'avait voulu que la defendre, qu'au demeurant, la Seigneurie accepterait « le premier moyen honoranle » de terminerson différend avec Florence. Si Ludovic Sforza insinuait que la Seigneurie devrait proposer de moven, ils réporidraient qu'il semblait plus naturel qu'un tiers, moins engagé qu'elle dans l'affaire, prit cette initiative. La prececupation de



⁽¹⁾ Milan, A. d. S. Cartegg, pener., Paolo, Somenzi à Ludovic Siorza. 7 juillet 1498. « Se dice che la summa de l'ambasciata loro in Francia e che, quando quella Maestà gli vogli prometere de non volere altre che el stato de Milano, che la Signoria de Venetia è contenta de assentirit e de prestregli aluto a reaquistario quando bisagnassi.

⁽²⁾ Chronicon Venetum, pag. 55. Voir ci-dessus, pag. 244

⁽³⁾ Latuada le dit dans sa lettre du 19 juin 1498 à Ludovic Storza.

⁽⁴⁾ Manino Sanuto, I, 999, in pregadi, 25 juin 1498. Venise, Secreta Senatus, XXXVII, tol. 23.

la Beigneurie était visiblement de tromper Ludovic, tant sur sa postique en Italie que sur sa politique en France. Au marquis de Montferrat et a C. Arniti, ils devaient faire de grandes protestations d'amitié, de grands remereiements de ce qu'ile ava ent écrit en France sur le compte de la Seigneurie, mais als devalent, la anssi, presenter lei r'ambassade comme une simple mission de pot tesse. Ils t'avalent pas d'instructions particulieres pour la Bavoie Quant à La Rovere et a Trivulce, ils devaient sculement les remercier de leur appui auprés du roi. et leur présenter les hommages de Jévouement de la Seigneurie Cet uméraire avait le tort d'allonger la route des ambassadeurs parle détour sur Asti et Chieri Quelques membres des Pregadi, F. Foscarini, les deux Bollani, Domenico et Marco, Polo Barbo. proposerent en amendement d'envoyer les ambassadeurs « par le chemin, le plus court » de Milan a Turin, et de ne songer a visiter le marq, is le Montferrat, Trivulce et La Rovère que si une occasion favorable les leur faisait rencontrer en route. Mais ce con' e projet ne réunit que 38 adhérents, et le projet primital fut adopté par 153 voix (1)

Le voyage des ambassadeum s'accomplit sans contre-temps Ludovic. Sforza était absent de Milan quand ils y arrivérent le 30 pun Galeas Sforzo, avec lo Conseil et les magistrats de la ville, alla à leur rencontre jusqu'a Santa Maria del Paradiso, où ils c'étaient arrêtés pour entendre la messe il leur souhaita la bienvenue au nom du duc et les accompagns au logis qui leur était préparé dans la maison des Medicis. Les ambassadeurs voulaient repartir les le lendemain pour Vigerano. Il essaya de les décider a prolonger leur séjour à Milan, d'y attendre deux ou trois jours le retour du duc, en laissant repoter leurs chevairt. et en visitant les carioaités de la ville, « qui ne pouvaient manquer de les intéresser.» Les ambassadeurs, persistant dans leur projet, refusérent et lui demanderent de leur fournir deux bateaux pour aller jusqu'a Abbiategrasso. Le soir ent lieu une entrevue officielle entre Galeas et l'ambassade, Galéas annoucaaux Venntiens que le duc de Milan venait de prendre a sa solde le marquis de Maniolio; caux-ci firent poliment mine de s'en réjouir, se disant sors que cet engagement était contracté par de honnes raisons et cans de homies intentions. Ensuite ils s'acquistérent de la mission qu'ils avaient reçue à leur départ. Après





⁽¹⁾ L'Ambassade d'Accurse Maynier à Venuse, mp. pag. 77. Marino Sanulo, I, 999, in pregadi, 25 juin 1496.

avoir décaré qu'ils croyaient inutile de renouveler les assurances de l'amitié existant entre Venise et Ludovic, amitié «que les faits prouvaient suffisamment», ils dirent que leur mission avait pour unique but de féliciter le roi de son avénement, et qu'elle ne durerait pas plus de trois mois. Galéas répliqua en regrettant l'absence de Ludovic Sforza, « qui les privait d'une réception plus digne des deux états»; il promit de lui rapporter leurs déclarations, et exprima la certitude qu'en toutes leurs démarches les ambassaceurs songeraient aux intérêts et a l'honneur du duc de Milan. Après cet échange de serments diplomatiques, Galéas leur annonça que leurs bateaux ément prêts. Un officier roilanais, Conradino, présida à leur embarquement; les ambassadeurs, qui ne voyagement que pendant les heures fraiches, alièrent tiner à Vigevano(1).

Leur réception à Casal, non moins courtoise, fut plus sincérement enthousiante. Le marquiales reçut avec de grands hon neurs, la population les accueillit aux cris de « Marco ! Marco ! » L'une et l'autre étaient dévoués à Venise. A Asti, or le 10. avait envoyé un héraut d'armes à leur rencontre, J.-J. Trivulce les reçut avec des démenstrations flattenses d'amitié et de très grands honneurs. Sur le logement préparé pour eux, on avaitréuni les armes du roi, celles de Venise et les leurs propres. Lo soir, Trivulce leur offint une fête où pritent part « des demoiselles » (2)

A Turin, en l'absence du duc Philibert, le trésorier de Savoie les reçut, le l'équillet, «ben et amicalement», avec une nombreuse escorte. Ils visitérent la duchesse et eurent une conférence avec te secrétaire vénitien Dolce. Le 20 juillet, ils arriverent à la frontière française, à Pont-de-Beauvoisin. Ils y trouverent le hérant de France en costume d'apparat, qui les précèda ensuite pendant tout leur voyage (3). A Lyon, on n'alla pas à leur rencontre, mais toute la ville était aux fenètres « comme s'ils n'avaient jamais eu de guerre avec la France » Après trois jours de repos, ils partirent pour Paris, où ils espéraient arriver, e. où on les attendait, le 3(. Louis XII leur avait assigné pour loge-



⁽¹⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 32.

⁽²⁾ MARINO SANUTO, I, 1012, 10 juillet 1498; - Avvisi venuti di Ast de le cose di Franza, I s 2 giulio 1498.

⁽³⁾ Id., I, 1015, 14 juillet 1498, J.-P. Stella aux ambassadeurs, 30 juin 1498, thid., I, 1086, les ambassadeurs vénificus à la Seignourie, 23 juil et 1498 thid., I, 1029, les mêmes à la Seignourie, 3 noût 1498, thid., III, 1048, Avia de France, 26 juillet 1498.

ment les hôtels de Louis XI et de Chartes VIII et un traitement de cinquante francs par jour (soit vingt-cinq ducats), chose insolité en France, où l'on n'avait pas l'habitude de payer les dépenses d'aucun ambassadeur. Le voyage des ambassadeurs était retardé par les pluies et les manyais chemins. Ils armérent le 3 août à Paris, d'étampes, sous la pluie (1).

Ils arrivatent munis d'instructions pour leur première audience et plus le début des négoriations (2). La redaction de cesinstructions avait donné lieu a de nombreuses séances et a delongues discussions du conseil des Pregadi. Pallait-il, oui ou non, faire la guerre au duc de Milan? C'était en somme le fond de la question. Les uns penchaient pour l'affirmative : le manque d'argent faisait hésiter les autres. La plupart étaient d'avis d'attendre pour savoir ce que ferait la France, et estimaient que, si Louis XII voulait conclure un accord en vue de cette guerre. ce serait une bonne occasion de détruire la puissance du duc de Milan. Ce ne fut que le 10 juillet que les instructions furent votées. Elles contennient des dispositions relatives à la suite du voyage de l'ambamade, notamment a la visite de condoléance à faire, le cas échéant, à Moulins au duc et à la duchesse de Bourgogne. Mais la plus grande partie était consacrée aux premières. négociations à engager avec le roi et ses conseillers. Ils devaient demander sans délat une audience, présenter leurs lettres de créance, et adresser au roi les felicitations de la Seigneurie, en lui faisant un tableau de ses sentiments a la nouvelle de l'avinement de Louis XII et de ses actes depuis lors. La Seigneurie leur adressait, pour conclure aur ce chapitre, cette recommandation : « Plus vous vous étendrez et apputerez sur ce point que nous ne faisons qu'indiquer sommairement, en gardant votre dignité, plus vous vous conformeres à la verile et vous nous seres agréables ». La première audience devait être tout entière réservee à ces banalités. Des la seconde, audience



⁽¹⁾ Le Chronicon Vanetum parle de deux bamon chargés de les escorter dans tout le royaume (pag. 55).

⁽²⁾ Chronicon Venetum, pag 56, juillet 1498. Marino Banuto, I, 1012, 10 juillet 1498, an Prepada, et Venise, Secreta Senattle XXXVII, fol 36, dans t Ambassade d'Accurse Maynier à benise, app., pag. 79). Arluno ne a est pas soucié de rapporter la désail et l'évolution des conditions proposées par Venise, il dit tout simplement que les umbassadeurs devaient offrir nu roi la conquête du duché « si Liremoneus éticionis ipsos frui patiatur imperio et ad cubitos quadragints secundum Abdus ripam proterri fines suos non averseiur ».

privée et recrète, ils devalent exprimer le désir de la Seig leurie d'être et de rester toujours unie au Roi par une amitié et une alliance sincere et solide, et, si le roi repondait à ces ouvertures en parlant de la possibilité de conclure entre eux une alliance nouvelle, ils devraient se montrer satisfaits de cette proposition. déclarer que la Seigneurie en serait également satisfaite, et essayer par les moyens les plus habiles de cornaître les sentiments intimes du roi sur cette question. Cette instruction contenait d'autres recommandations accessoires : les ambassadeurs devalent demander au roi l'autorisation pour Trivulce de passer au service de Venise : le remercier d'encourager la Seigneurie à défendre la liberte de Pise, en lui faisant entendre que cette politique tournait à I honneur de la France, dont le precodent roi l'avait inaugurée et dont les ennemis étaient les mêmes que ceux de Pise; denoncer les communications que Lorentino de Médicas adressa t au duc de Mil maur les affaires de France. Ils devaient aller vanter le duc de Lorraine, la reine Anne de Brotagne «pour lui présenter les condoléances de la Seigneurie, si elle était toujours veuve, ou ses félicitations, si elle était deja remariée.» Il leur était récommandé de vivre familierement avec les représentants de La Rovère, de Trivulce et du Montferrat, d'aller visiter ceux de l'Espagne, de l'Angleterre et de l'Empire, mais de telle façon que Louis XII ne put pas en concevoir de soungons. Enfin, dermer article qui peint bien la politique méfiante et minut.eusement prudente de Venise, et Louis XII et ses conseillers parlaient des conditions des alliances autrefois conclues entre Venise et Louis XI ou Charles VIII, ils devaient repondre, pour n'avoir pas a s'y conformer dans l'éventualité d une nouvelle confédération, qu'ils n'avaient aucune idée de pareils actes, et que ce-actes avaient sans doute péri dans l'incendre du palais ducal. Ces instructions avaient éte volées par 113 voix. Un amendement, qui, en suppriman, une phrise sur le plateir que la Seigneurie aurait d'apprendre que Louis XII proposait une nouvelle all'ance, n'engageait pas aussi completement la Seigneurie, ne reunit que 90 voix et fut écarté. Il etait recommande aux ambassadeurs d'envoyer, le plus fréquentment possible, des nouvelles à la Seigneurie.

L'opinion publique s'anagina a Venise que l'altrance avec la France serait conclue immediatement puisque la Seigneurie la déstrait. Le 7 mai 1498, le doge écrivait a son ambassadeur à Milan, Lippomano, de refuser à Ludovie toute contribution à l'armement qu'il preparait pour la defense de Génes et que les



honnes dispositions du nouveau roi rendatent inutile (!) L'élection de l'ambassade avait fait penser que la République allait s'allier avec li France; on ; iin, on dies tiout haut que Louis XII. sétant mis d'accord avec la République, descendrait l'année aurvante en Italie pour conquérir le M.lanais et le royaume de Naples (2). A Rome, les Vanitiens se vantaient «d avoir de bons moyens de châner le duc de Milan», en le faisant attaquer d'un côté par Trivalce, au nom du roi de France, de l'autre par leurs propres troujes et de retablir sur le trône le fils de l'ancien duc mort, sous la tutelle de Trivulce et meyehnant le payement à la France d'un tribut de cent mille écas (3). Ils s'étonnaient, vu la hame qui livisait en ce moment leur Seigneurie et le duc. qu'on cut taidé si longiemps a renoucr ces négociations, ils proclamaient que cette alliance était le véritable but de leur ambassade en France. Ils parlaient des affaires politiques avecplus de liber é qu'a l'ordinaire - Officiellement, au contraire, la Seigneurie a efforçait de donner à sa politique un caractère pacifique. Quand le doge communiqua au corpe diplomatique le bon accueil fut par Louis XII au secretaire vénitien,les ambasnade are furent deconcertés, mais dirent tous que «tous les étais italiens étant membres de la même Ligue, les honneurs rendus a i un d'entre eux les jouchait touse, et qu'ils espéraient que eles resultats de cette ambassade tournerment au profit de la paix universelle». L'ambassadeur d'Espagne rappelant la maxime que, sun homme heureux se souvient rarement de ses annas ditque si Louis XII se rappelait ses anciennes relations avec Venise, c est qu'il devait y avoir intérêt Le doge répondit à tous les ambassaceurs que la Republique s'était toujours employee un bien de tous et qu'elle ne cosserait pas de le faire (4) --- La Seigneurie n'avait aucure illusion sur la sincérité des vœux des états italiens, elle-même no voulait que les tromper Lo-16 juillet, peur coiffer ses ambassadeurs et le roi lui-même sur les dispositions avec lesque les états accueitlaient le preimer debut ce leur projet d'alliance, « sur les agissements des



⁽¹⁾ Milan A. d. S., Cartegy, gener Le doge Barkadico à Espponiano 7 ma, 1498

⁽²⁾ Chronicon Venetum, pag 54, juin 1498

⁽³⁾ Milan, A. d. S., Pot. estere, Bologna, Copie d'une lettre de Aut. Bassigni à Giov. Bentivoglio, Rome, 26 juillet 1496, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 38

⁽⁴⁾ Manino Sanuto, I, 954, an pregadi, 4 mai 1498, et Louis XII et Ludovie Sforza, Decuments, 24.

autres puissances et les intrigues qui se madmuarent contre le roi», clie leur adressa la copie d'un bref d'Alexandre VI à l'empereur Maximilien où cette alliance était foit maltraitée (1).

§ 3. — L'attitude de Ludovic Sforza au debut des negociations franco-vénitionnes.

Ludovic Sforza apprit promptement, tant par une déclaration officiolle de la Seigneurie que par les depêches de Muffee Pirovani, l'envoi en France de J.-P. Stella. L'institudu de ce'te ambassade le surprit (2), il y vitune preuve éclatante des mauvaises dispositions de la Seigneurie, et Maffee Pirovani partagea son avis (3); d'après lui, les Vanitiens faisaient le calcul qu'une invasion française ou étrangère, quelle qu'elle fût, ne pouvait rien fonder de durable en Italie, mais qu'elle pouvait y détruire ; aussi voulaient-ils se servir des Français pour ruiter Ludovic Sforza, le réduire au même état que le roi de Naples et les Florentins, en profiter pour asseoir leur domination définitive à Pi e et dans les ports napolitains qu'ils occupaient, et gouverner ainsi toute l'Italie (1). En fait, men n'était plus vrai. La politique vénitienne allait devenir hostile au duc de Milan.

Cette hostilate latente ne changea d'abord rien a l'extériour des relations diplomatiques : il y a entre Latuaca et la Seigneune, entre Ludovic et Lippomano, échange de nouvelles politiques, communication de documents officiels 5); en juin 1198, le duc

(1) Louis XII et Ludevic Sforza, Documents, 36.

(3) Maffeo Piro ani à Ludovic Sloma, 6 mai 1498, Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 6.

(4) Maffeo Pirovani disait, dans la même fettre du 6 mai, que, si les Français étaient prodents et habites, il leur sernit facile de prendre Pise pour eux-mômes, et qu'alors le pian des Ventiens échouerait, mais les Ventières étoient tranquilles sur ce point, connaissant le caractère des Français pour une « natura aliena nat vero e rasone vole gradiero, »

(5) Communication a Lutuada de la repruse de la Sergueurie a Louis XII, le 5 mai 1498; communication par Lutuada de la nouvelle du seuvoi par

⁽²⁾ Il chargen Pirovani de s'informer des motifs de l'envo, de Stella de l'autre coté des A pes . « Te caricamo de sapere la vera causa de landata sua, laquate noi son credemo silper andare poi in Franza, et intenderal col novo Re, peroche mettendo Venezioni tutti li penseri soi et actione a facsi grandi la Italia et aspirando con ambitione immederata al a monarchia di epsa, non è ragionevole che debiano cercare de trark Francesi ne voler compagnia de chi è mazor e po piu de toro, che sara contrario a suoi designi.

de Milan annonce l'intention de créer Lippoutano chevalier « pour montrer publiquement en quelle estime il tier i la Sergueurie ». Il déclare avec une humilité assez étrange qu'il se conformera aux instructions de la Veune pour régler sa politique, « car il est le fils de la Sergueurie et il est convenable que le père admoneste le fils et lui fasse enfendre quand il manque en quelque chose a son devoir » (1). Latuada complimente le Doge à l'occasion de cette collation de chévalerie. Le doge se répand en granda remerciements. Tous deux échangent des protestations de dévouement, chacun jure avoir conscionce qu'il n'a jamais manqué à ses devoirs envers l'autre (2). Ni l'un ni l'autre n'en croyait un mot.

Ce fet sur linterminable question de Pise que Venise et Ludovic Sforza continuérent à s'aigrir et finirent par se brouiller. Le mois de juin fut rempli aux Pregadi par la lecture de mémoires du duc de Milan, par les récriminations de Latuada, ses querelles sur l'étiquette, les réponses et les protestations du Doge et de la Seigneurie Ludovic Sform avait vivement reproché a Espomaso la conduste de Venise dans les affaires pisanes. l'avait accusée le vouloir s'emparer de Pise, lui avait reproché l'envoi d'une ambassade en France, l'avait menacée des Turcs. C'est à ces reproches officiellement communiques à la Seigneurie que le doge répondit le 8 jain, dans une séance solennelle des Pregadi, en présence des ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Milan, de Ferrare et de Montferrat (3 : Latuada demanda qu'avant la lecture du memoire venitieu on donn'it connaissance. au corps diplomatique des accusations auxquelles il etait destine a repondre. il y eut un leger incident a propos de l'au-

Maximil en de l'ambansadeur von tien, le 25 moi 1490 (Milan, A. d. S. Cartegg, gener Laturda à Ludovic, sux dates).

⁽i) Marino Sanuto, Diaris, I, 164, fin mai 1496. — Modère, A. d. 5. Cancell, ducale, I 13 Contabili au dur de Ferrare, 14 juin 1496. « Per mostrare a totto il mondo che più che mai tentva hono compto de que lo illustrissimo dominio » et plus join a essendoli figliolo, è conveniente cosa chel pa fre lo admonisca e gii facia intendera nel maucha in cosa alchuna del degito neo, perche se emendara quando ne li facia intendere havere dato principio dal cante suo a cosa che habia ad alterare li amini tratoro » Lippomano commença par reloser est bonneur qu'il accepta ensuite à Venise, il en fut peu loué, soit parce que cette distinction ne semblait pas très honorable pour lus, soit à cause des relations algres du duc avec Venise, i opinien générale fut qu'il avait eu tort d'accepter.

⁽²⁾ Latuada à Ludovie Storna, 21 mai 1496. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 22,

⁽³⁾ Ibid., Documents, 25

thenticité du texte qu'on lut de la lettre du duc. Apres ces difficultés de procedure soulevées par Latuada, un secrétaire lut la réponse des Vénitiens au duc de Milan. L'essentiel en était «qu'il était faux que la Seigneurie oût l'idée de s'emparer de Pise; elle ne la secourait que pour desendre et sauver son indépendance , elle répétait, ce qu'elle avant toujours det, qu'elle s'associerait à tout expédient qui garantirait la liberté de Pise ; en conclusion, elle affirmait sa volonté de ne rien négliger pour sauvegarder cette précieuse liberté, et, en même temps que son désir de rester en bonnes relations avec le duc de Milan. sa ferme résolution, s'il manquait aux obligations de l'amitié, de lui répondre pari passu. Quant à l'envoi d'une ambassade au roi de France, l'amitié toujours professée par la Seigneurie pour le nouveau roi, avant même son avénement, en était un motif suffisant. Le passage important de cette lettre, nul ne s'y trompa, était la déclaration relative au caractère des rapports ultérieurs de Venise avec le ducde Milan. Aussifut-elle diversement accueille par le corps diplomatique : l'ambassadeur espagnol exprima quelques regrets qu'une telle déclaration fût devenue nécessaire entre deux etats allies ; les envoyes de Ferrare et du Montferrat s'associérent à ces regrets ; le Napolitain ne fit aucune reflexion. Latuada voulut teuter une justification du duc : «il avait parlé avec la sincérité ingèque d'un fils vis-àvia de son pere ; il s'était borne à dire que l'amitié de la Seignourie a son égard lui semblait moins franche que par le passé : il avait cherché la cause de cette altération, ne l'avait pas trouvée dans ses propres actes, avait demandé à la Seigneurie de la lui faire connaire, si elle-môme la comprenait mieux que lui ; la Seigacume n'avait pas voulu s'expliquer nettement : le duc, avec la même franchise, avait alors déclaré que ce qui faussait les relations de Venue avec lui, c était lour mésentente au sujet de la question pisane : la remise de Pise en liberté avait été proposée et decidée à Rome, par le pape et les autres membres de la Ligue, et seule Venise s'y etait opposée». Latuada conclusit que, cette affaire résolue, l'amitié des deux états redeviendrait aussi et plus intime qu'auparavant. - La réplique du dogo de ces observations de Latinada fut plus vigoureuse que nette : saprès tous les services qu'il avait reçus d'elle, Ludovic Sforza ne devrait pas avoir une telle défiance de la Seigneurie et lus prêter de si noirs desseins, tels que l'occupation de Pise pour avoir pied sur la Mediterrance, ruiner Génes et Jominer par la toute l'Italie; Venuse avait souvent repoussé des occasions L. P., tom. I.

de pareillesconquêtes; en reste, la Seigneurie était au fait des intrigues ergagées contre elle par le duc à Rome, en Allemagne (i), ailleurs encore. A ces intriques duralent, elle saurait non seulement se defendre, mais allaquers. - L'ambassadeur d Espagne établit alors le droit de Ludovic Sforza à exposer nullinguement les soupeons et les craintes qu'il pouvait avoir. Il ajonta quentre les deux affirmations aussi positives du dic de Milan et de la Seigneurie, rela ivement aux intentions conquerantes de Venise sur Pise, certiflees par lui, niées par elle, il deviat y avoir une sorte de compromis ou, d'arbitrage à établir, que c'était aux confédérés de se prononcer La-dessus le doge et le couseil l'interrompirent, pour repousser touts intervention étrangere dans cette affaire : la seule conclusion acceptable était de trouver un moyen de garantir l'indépendance pisane : Ludovic Sforza saurant, s'il le voulait, trouver ce moyen. -Personne in goula plus rien la discussion civit d'a lleurs assez mulife, puisque la lettre luc devant les Pregadi était déjà votée et envoyée à destination.

Cette lettre provoqua une replique le Ludovic Sforza à Lippon ano, et cette replique, une nouve le discussion, le 18 juin, dans les Pregadi, entre Latuada et le Doge (?). Latuada l'envenima d'abord par des discussions de pure étiquette ensuite on changea des protestations d'amitte et de bonnes dispositions; mais Venise maintenait sa résolution inébrablable de conserver la liberté aux malheureux Pisans qui jadis avaient lutté pour la liberté de l'Italie, elle repoussait le parti proposé par le due le Milan de s'en remettre au jugement des confédérés elle voulait qu'il indiquit lui-même la façon de garantir la liberté de Pise, Latuada lui renvoyait l'honneur de d'ender. Antorio Grimani, se levant brusquement, dit «qu'il ny avait qu'une solution a cette longue querelle, c'était de laisser Pise indépendante ou libre, « — «Est-ce l'était actuel de la liberté pisane, interrogea Latuada, que l'on veut assurer? » — On lui répliqua que l'on

⁽¹⁾ Venuse nignorait pas que c'était sous l'influence de Ludevic Siorza que Maximilien avait congédié son ambausadeur. Le doge avait reçu cette nouvelle apportée par Latuada avec un sang-froid parisit et d'un ton qui lui montra qui i n'était pas sa dupe Milan, A. d. S., Cartegg, gener., Lutuada à Ludovic Siorsa, 2) mai 1498, Louis All et Ludovic Siorsa, Documenta, 19.

— Le Chronicon venetum (pag. 52, juin 1498) assure que Ludovic fit écrire par Maximillen à la Seigneure une lettre de blame, sous prétexte que, Pise etan, ville impériale, ses affaites ne regardaient que l'Empire et l'empereur.

⁽²⁾ Louis XII et Ludquie Sforza, Documents, 28

catendait l'integrité de son territoire et la restitution de ses fruis de guerre. Latuada répondit que les Florentius preféreraient leur roine à un parcil part. Mais les Pregadi refuserent d'onvoyer d'autres instructions à leur ambassadour Lippomano.

Il était évident que de telles conditions ne seraient jamais acceptées par les Florentins et par Ludovic Sforza ; anssi l'opimon générale, à Venise com ne à Milan, était-elle que la guerre éclatorait forcément entre le duc et la Seignourie. Des le mois de juin. les relations entre eux étaient si « travadiate». les lettres adressées à la Seigneurie tellement mélées de « doice et amaro ., que l'ou disait a Milan que l'incée ne se passerait pas tranquillement : doja le duc demandant a ses officiere et aux chefs de famille le serment de ne livrer les places et les forteresses qu'a lui ou à ses fl.s (l) ; il se plaignait publiquement de la lettre de la Seigneurie du 8 Jain , il y avait repondu qu'il connaissant les intentions de Venise, qu'elles ne le faisaient point hésiter, qu'il saurait se défendre, ayant de l'argent et la faveur de toute l'Italie (2) : il affectant de ménager peu le résident Lippomano, négligeait de le convoquer aux audiences du corps diplomatique (3), lui faisait de petites availies : aiuri le 11 juillet, a une audience se présente un secretaire napolitain qui va pour prendre place au lang des secrétaires, laidovie lui enjoint de prendre se unce au-dessus de l'ambassadeur milanais, « car j'ai recu avis de Naples, dit-il, que vous êtes fait ambassadeur; sur quoi Lippomanoquitta brus juement la scauce(i) - Venise ne desirait pas la guerre avec Milan avant de s'être assuré l'alliance de la France, mais le sentiment populaire etait plus ardent que la Seigneurie, à la fin de juillet, tout Venise * était en mouvement »; tous parlaient de la guerre et de l'expulsion de Lulovic Sforza : tout l'espo r du peuple était au roi Louis XII, qui, on le savait de mille sources diverses, voulait vêtre tout vénitiem (5), et le chroniqueur anonyme sent vers ce momentun impérieux besoin d'expliquer et de justifier solennellement l'alliance de Venise avec la Francei6). «Crois, lecteur, que bien grands ont été les motifs et les noures qui ont force la Seigneurie à s'accorder

⁽¹⁾ Manino Sanuro, 1, 989, vers le 15 juin 1499, et I, 995-18 juin 1408

⁽²⁾ Chronicon venetum, pag 55, ju n 1498.

⁽³⁾ MARINO SANUTO, I, 1063; Lettre de Lippomano à la Seigneurie, fin août 1498.

⁽⁴⁾ Ibid., I, 1015, Lettre de Loppossano à la Seigneurie 11 junitet 1498.

⁽⁵⁾ Ried. 1, 089, et 1, 1025, fin juillet 1498.

⁽⁶⁾ Chrontcon venetum, pag. 56, fin juil et 1498,

avec la France pour faire et detruire le duc de Milan : car il eui mieux valu pour les Vénitiens avoir comme voisin un seigneur tel que le duc, plutôt qu'un aussi grand potentat que le roi de France. Mais les Vénitions, voyant Ludovic Sforza si traitre et contre toute raison, si hostile à leur élat, se sont résolus à venger ces injures » (1). - On rendaitle duc de Milan responsable, vu les mesures defensives qu'il fallait prendre de l'énorme accrossement des dépenses, qui atteignaient, en août, cinquante mille ducats par mors. La hair e contre Ludovic Sforza grandissuit beaucoup de gens, des sentembre, commençaient à parler du rappel de l'ambassadeur venitien de Milan et de l'envoi de deux provediteurs en Brosciana(2). Latuada allait beauconp moins souvent aux Pregadi que par le passe. Aux Pregadi, quand on prononçait le nom du duc, tout le monde tapait des pieds sur les bancs pour qu'en n'en parlat plus 3). Les deux étais échangenient des ecrits communatoires et des «paroles gaillardes» les préparatifs de la guerre de Pise allaient bon train de part et d'autre ; en un mot, selon la pittoresque expression d'un contemporain, entre les Vénitions et Ludovie Sforza s'était « congelée » une grande inimitie.

Mais la nouvelle de l'entre en négociations sérieuses de Venise avec Louis XII, des grands he meurs rendus en France aux ambassadeurs véintiens, « longa à penser» à Ludovic Sforza, le refroidit un pou a l'égard de l'affaire de Pise, e. l'arrêta dans la manifestation, jusqu'alors trop claire, de ses sestiments autiven tiens (4). Ce fut en juillet 1498 que commença ce changement d'al ures, il se mit a flatter les Venitiens pour regagner leur amilie, il declarait equ'ayant pour lui la Seigne irie, il n'avait i ien a craindre des Frinçaiss (à) Latuada tenait les mêmes discours a Venise, déconcertant ainsi ses interlocuteurs qui croyment une rupt ire imminente et la désiraient 6). Il préchait la concritation génerale . l'annonce de la conclusion de la paix entre Louis XII et l'archiduc et des restitutions de places qui ex-

⁽¹⁾ Les Vénutiens excomptaient aussi le mécontentement des aujets de Ludovie parmi les causes qui faciliteralent leur propre auccès.

⁽²⁾ MARINO SANUTO, I, 1057, Venue, fin nout 1498.

⁽³⁾ Rapport de P.-L. de Forli venu de Venise à Novare, 31 soût, Lours XH et Ludovic Sforza, Documents, 46

⁽⁴⁾ Chronicon Venetum, pag. 56, julo juliet 1498, Marino Sanuto, 1, 1.014 , lettre de Lippomano, Milan, 12 juillet 1498.

⁽⁵⁾ Chronicon Venetum, pag. 56.

⁽⁶⁾ Latunda a Ludovic Sforza, Venlue, 7 Juillet 1198, Louis XII et Ludovic Sforze, Documents, 34.

étaient la condition lui fournit le motif d'une harangue en faveur de la paix: «C'est un bon exemple pour l'Italie. Le roi de France a consenti à restituer ses places à l'archiduc pour procurer la paix. Si chacun en Italie faisait de même et se contentait de son bien, les guerres pourraient sapaiser, la tranquillité et la paix se retablir en Italie » (1). Ludovic Sforza écrivait a la Seigneurie des lettres aimables, faisait tout pour détourner Venise de l'accord avec la France : constatant chez elle l'intention de tout faire pour sa ruine, ce qui le meitait « de mauvaise, et très mauvaise humour», il se rapprochait de Lippomano. A mesure qu'il constatait les symptômes de l'alliance future, l'isolement où était laissé son ambassadeur à Venise, le bruit que Trivulce avait pris du service de la Seigneurie, la hâte de Louis XII de lui faire la guerre, son inquiétude croissait (2) Si la connaissance qu'.l avait de la prudence naturelle aux Venitiens, la certitude qu'ils ne lui déclareraient pas la guerre sans s'être procuré une solide alliance le rassuraient sur l'imminence du danger (3), il commença des lors a se préoccuper sérieusement d'un rapprochement officiel avec Venise : le 10 août 1498, il faisait dire à Lippomano par un de ses principaux conseillers, Bernardo Visconti, que « le moment était venu de faire un accord entre la Seigneurie et le duc » (4).

§ 4. — L'ambassale vénusenne en France et les premières négociations.

Les événements ne marchèrent pas aussi vite que le souhaitait l'opinion, et Venise ne resta pas maîtresse, comme elle l'avait peut-être espéré, de diriger à son gré les négociations avec la France. La premiere audience fut accordée aux ambassadeurs par Louis XII au début d'août, il les reçut, siégeant sur un fauteuil dressé sur un tapis de soie semé de fieurs de lis. Antonio Loredam entra en tête de l'ambassade, et Louis XII dit aussitôt en riant: «Questo eil nostro bon padre», puis il alia au devant de lui «avec es plus grandes démonstrations d'amitié du

⁽¹⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 39.

⁽²⁾ MARINO SANUTO, I, 1,024; lettre de Lippomano, 28 juniet 1598, ibid., I. 1,031, lettre de Lippomano, 16 août 1498.

⁽³⁾ Chronicon Venetum, pag 62. « targo partito ».

⁽⁴⁾ MARINO SANUTO, I, 1,031, 10 août 1498, lettre de Lippomano

mondes Loredam lut son discours. Louis XII l'écouta attentivement, les yeux fixes sur l'orateur, et, quand celui-ci soulevait sa barette pour saluer, il lui disaille « Mettez votre bonnet » (l). La cour de France est pour l'ambassade d'égales attentions pen iant les promiers temps de leur sejour, les ambassadeurs furent tout à fait chôyés (2).

Cependant les opinions de la cour se partagement quant à la probabilité de l'alliance : les uns n admettaient pas que la Seigneurie laissat le roi de France conquerir Milan et se résignat au voisinage d'une aussi grande puissance; d'autres pensaient qu'elle y consentirait dans l'espoir de récueillir le Milanais à la mort du roi, «qui n'avait pas d'enfants et n'avait pu en avoir d'au cune femme (3) Quelques-uns annonquent déja que la Seigneurie se réservait Crémone, son territoire, la Ghiara d'Adda, les étais de Mantone et de Ferrare (4).

A Venise et en Italie, quand on apprit les premiers faits et gestes de l'ambassaile, et surtout avec quelle implifique le roi avaltattendu l'arrivée des Ven tiens, les imaginations s'enflammérent. La nouvelle de la premiere aud ence, apportée en sept jours par le courrier tristofoléto (a), les transporta (6). La Seigneurie accentua sa froideur à l'égar l'eu duc de Milan et du roi le Naples, en refusant de communique à a leurs ambassadeurs les nouvelles, la réception flatieuse de l'ambassade vénitienne et de la paix franco-espagnole.

Plus que jamais, on crut l'alhance conclue. Un frere de Zora donnait le traite comme signé, une seule clause, la reciprocité

⁽¹ Marino Sanutto, I, .650, lettre des ambassadeurs à la Seigneurie. 11 août 1498. Les mois. «Mettes votre bounet», à une famil arité aussi caractéristique qu'étrange, sont en françois dans la fettre des ambassadeurs.

⁽²⁾ Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag. 38. Maffeo Pirovano au dur de Milan. 20 septembre 1499, d'après le rapport de J.-P. Stella.

⁽³⁾ MARINO SANUTO, H, 31, 11 octobre 1498.

⁽i) Had., H. 151, 7 et 15 povembre 1498.

⁽i) Cristofoleto, malgréses sorrante aus, était arrive en sept Jourg à franc etrier d'Etampes à Venise; il avait dépensé solvante ducats aur la route. Les ambassadeurs vénitiens lui avaient promis une prime de claquante ducats s'il arrivait en sept jours, et vingt-emq ducats pour le compte de la Seigneurie, s'il arrivait avant la réumon du conseil des Pregadi Marmo Sanuto, I, 1,045, 21 soût 1498)

⁽⁶⁾ Latunda à Ludovic Storza, 22 et 25 août, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 41, Marino Sanuto, Diarri, I, 1,048, deux textes à la date du 21 août 1498. Maffeo Pirovani au duc de Milna, 26 août 1498, Louis XII a Ludovic Sforza, Documents, 44.

des amis et descanemis, restait, solon lui à étabar(l). Le courrier Cristofoleto, arrive lo 21 aout à bride abattue, repétait à qui voulait l'entendre qu'en Franco tout le monde disait le roi et la Seigneuric d'accord contre «ce traître de duc». - En Italie, les bruits en circulation n'étaient pas moins positifs: Arluno affirme que, moyennant une cession de territoire le long de la rive de l'Adda, Vensse laissait au roi pleme liberté d'action (2). D'autres croyalest que Veniso avait promis son cancours au roi s'il voulait partager les états du Milanais avec elle, cu prenant le Pôcomme frontiere: d'autres, gu'elle avant demandé au roi la cession. du Milanais movement un lover annuel de deux centinille livros et l'occupation des meilleures places fortes en garantie. Le « prient de Lombardie» et Francesco Confaloniero assuraient que Louis XII confirmerant à la Seigneurie la possession de Borgame, de Crema et de Brescia, lui abandonnerait Pise et les ports napolitains, et l'autoriserait à conquérir Ferrare et les Romagnes (3). - Le seul Latuada à Venise s'efforçait de se convaincre que la ligue franco-vénitienne ne marchait pas : il disant que, su les choses à laient au gré de la Seigneurie, elle le crierait tres haut seion son habi-ude» : mais il ne réuss.ssait a tromper que lui al espérant aussi que Louis XII ne consentirant pas à un partage du duche, et que Venise, d'autre part, le laisseruit pas « les barbares se faire grands » en Italie, il croyait que ! alhance n'avait pour but que de diminuer la puissance du duc de Milan, mais non le la detruire (i) Entretemps, Pirovant, plus énergique que scrupuleux, proposait a Ludovic Sforza, de faire arrêter, pour savoir à quoi s'en tenir, les courriers vénitiens, qui d'ailleurs employaient les postes milanaises, et de saisir les lettres le Prance (5) ; en octobre, un courrier vénitien



⁽f) Latuada à Ludova Siorza, la septembre 1498, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 48.

⁽²⁾ Mitan, Bild Ambros B 79 Int., Ariuno, Storia de Milano, à la date

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Pot Estere Savota, Maffeo Pirovani à Ludovie Storza. 28 septembre 1498. Avvisi retracti del priore di Lombardia e de Prancesco Confajonero, die 17 septembre 1493 - Bisendo di loro aiulità, Sua Maesta li confirmara per adesso Bergamo, Bressa e Creina e il lassaria acquistare Perrara e le terre di Romagna, cum lassarii cliam Pisa e le terre hanno in lo regno de Napoli s.

⁽⁴⁾ Latuada e Ludevic Storza, 5 octobre 1498, Louis XII et Ludovic Sforza, Dominiente, 58.

⁽⁵⁾ Milan, A. d. S. Pot Est Savoia Pirovani ii Ludovir Sforza di septembre 1498.

venant de Génes fut arrêté à Lodi, mais le due n'eut pas la bardiesse de faire ouvrir les lettres qu'il portait (l).

Les négociations réelles allerent moins vite que les imaginations des Italiens ; il fallut presque immédiatement les suspendre à cause du manque de « pouvoire » des ambassadeurs. Le 18 août, les Vénitiens eurent une conférence avec quatre conseillers royaux, donx barons et deux évêques, qui leur exponérent la volonté du roi : « Louis XII voulait reconquérir non duché de Milau et son royaume de Naples, mais il désirant beaucoup plus vivement recouvrer Milan, qui lui appartenait de jure. Quelles étaient les intentions de la Seigneurie? Quel concours préterait-elle au roi ? « Les instructions des ambassadeurs portaient soulement, en cas de semblables ouvertures, d'en reférer a la République. Le lendemain 19, nouvelle audience : le roten personne leur demanda les intentions de la Seigneurie? Ils répondirent les ignorer, avoir fait demander instructions et pouvoirs à Venise. Louis XII reprit : « Arrangeons toujours l'alnance, le reste sera vite fait » - Les ambassadeurs expédièrent coup sur coup deux courriers à Venise (2).

Ges instructions se firent attendre pres d'un mois, jusqu'au 17 septembre. La situation ne pouvait changer dans ce temps-la. Le roi, laissant à Paris les ambassadeurs, fit plusieurs voyages. Au début de septembre, il songea même à aller en Normandie (3).

La suspension des négociations était très naturelle; elle provoqua pourtant besucoup de conjectures. Quelques-uns pensaient que Louis XII ne les reprendrait qu'apres l'arrivée de l'ambassadeur napolitain; d'autres, que le mauque de précision des Veintiens, les genéralités à quoi ils s'elaient tenus, l'avaient mécontenté Un Florentin paradoxal allait jusqu'a dire que leurs conférences avaient été plus utiles aux Florentins eux-mêmes qu'aux Vénitiens; d'autres Florentins écrivaient le 18 septembre « que les ambassadeurs vénitiens n'avaient plus qu'à s'en ailer, qu'ils n'avaient pas oblenu et qu'ils n'obtendraient pas de conclusion à leur affaires. L'archiduc d'Autriche, réconcilié avec Louis XII, intervenait d'autre part contre les Vénitiens, il priait le roi de France de se rappeler que la Sérénissime Répu-



⁽I) MARINO BANUTO, II, Lettre de Crema, Il octobre 1491.

⁽²⁾ M., I, 1.000, Lettre des ambamadeurs es France à la Seigneurie, 19-19aoni 1898.

⁽I) Milan, Cartegg. gener. Lettre de France (enouyme), 5 septembra 1490.

blique détenuit plusieurs provinces appartenant à l'empereur et faisant partie de son patrimoine. Les ambassadeurs pontificaux qui quitterent Paris le 17 septembre au matin, croyaient tout rompu. D'après eux, les Vénitiens étaient en défaveur, essayaient vainement de faire patienter le roi par de bonnes paroles; ils avaient à trois reprises reçu leur congé du roi. Tout cela était exagéré. Il est vrai cependant que des intrigues rivales commençaient à s'agiter autour du roi, que les ambassadeurs florentins l'assiégeaient sans relâche, qu'un envoyé de Milan était incognite à la cour; après le 15 septembre on attendit avec quelque flèvre l'arrivée du courrier vénitien (1).

Depuis l'arrivée du courrier Cristofoleto, les Pregadi avaient communée à s'occuper de la discussion des clauses de l'altimos avec la France. Quand la nouvelle de l'audience du 19 soût fut apportée à Venise par le courrier Travestino et qu'il faillut prendre une décision, les Pregadi tinrent des séances pendant quatre jours consécutifs du 2 au 6 septembre. Les plus distingués membres du Conseil firent des discours. Le plus grand secret fut observé sur ces délibérations. On savait seulement que deux opinions partageaient le conseil. Le dernier jour, les ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Milan furent mandés devant lui et consultés. Leurs audiences furent longues, surtout celle du Milanais. L'apres-diner, il y eut assemblée des Pregadi, la séance se prolongea jusqu'à dix heures du soir, et la question fut tranchée in nomine Domini. Le parti de l'alliance française l'avait emporté (2).

Le 6 septembre, sur la proposition de T. Marino et de L. Giustiniani, cai di quarantia, de la majorité des savit del conseso, et de Marco Zora, savio di terra firma, les instructions à envoyer aux ambassadeurs furent votées par 171 voix. Les diplomates fran-



⁽¹⁾ a Summario de avvist di Franza, 2t septembre 1496 a. Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 54. M lau, A. d. S. Pot. Est. Savoia, relation du secrétaire de l'ambissade postificale, Turin, 1º octobre 1496. Marino Sanuto, 1, 1.094, ambassadeur vénities en France, 18 septembre 1496. Documents sur la première année, pag. 34, 17 septembre 1496. — Latuada à Ludovic Sforza, 5 octobre 1496. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 56. Masseo Pirovani alluit même, quelque temps après, jusqu'à penser que tout ce que l'ou disait au sujet de l'alliance franco-vénitienne était une ruse de Veoise : a Non essendo mai più inteso altro de lu liga ira el re e Venetiani, io ma vido omne hora più confirmando ne sapientissimo parece de V Ex., che questo aviso sia proceduto da arte de Venetiani, a (Milan, A. d. S., Pot. Est., Sgooia, Pirovani à Ludovic, Išnovembre 1498).

⁽²⁾ MARINO BANUTO, 1, 1986, 3, 4, 5 et 6 septembre 1493.

caus avaient reproché aux. Vénit, em do a avoir que des instructions genérales. A cela la Seigneurie répondit que ses propositions le ligne étaient dest asses précises; que c était par respect pour le roi et pour lui faire honnour qu'elle n'avait pas fait de proposition ferme, les laissant ainsi la faculté de parler le premier et d'ouveir les avis, au cas qu'il eut quelque opinion particuliere a emotire, mais punqu'il demandait aux ambassulcurs de la faire committre leur commission, la Soignouris allait donc attaquer la question la première, en envoyant a conagents les pouvoirs anssi étendus que possible. Si le roi les interiogeant sur la manière dont Vouise envisageant le principe, la forme et la nature de l'alliance, us devaient répondre que la Republique atten fait avec impagence que Louis XII déclarat et exposit les clauses qu'il voulait inserer dans l'acte de cette confedération que l'on pouvait à juste titre dire dejà conclue et decidos dans leurs espriis , ils devaient essayer, par les moyens les plus habiles, de consultre d'une façon positive et précisé les intentions roya est S, le roi leur parlait du duché de Milan et de l'occi pation d', ce duché par ses troupes, ils devraient insimuer que l'Etal de Venise ctait limitrophe sur une longue étendue de territoire de celui de Milan, et que de ce voismage ponyaient parfois naître des confitts, qu'assurément taut que vivrait le roi, la Republique etait assurce de la plus parfaite securité, mais que néaunique il utait pradent de songer à l'avenir et de prendre des précau ions en vue des eventualités futures, et qui ils pensaient que le roi, comme il le leur avait deja fait dire par ses consoillers, résondrait cette difficulté par des incoures. convenables et justes. Ils devaient affirmer que la Seignourie de son côté ne ferai, que des demandes juates et raisounables. - Il était dit à la fin des instructions que les subassadeurs devraient employer au profit de la Seigneurie le credit du ducde Lorraine, et essayer de voir le roi seuls à seul (1).

Ces instructions étaient déja expedises quand la Seigneurio apprit le 8 septembre, par une lettre du 25 soût, reque ses ani-bassadeurs avaient fait après la première conférence, et les premières ouvertures qui leur avaientére faites par M. de Lagny, au sujet de la guerre contre le duc de Milau. Plusieurs saont du consulo et du terra firma proposere it de completer los instructions envoyces la veille par de nouvelles qui insisteraient, après





⁽I) MARINO SANUTO, I, 1076, 6 septembre 1498, Secreta senatas, 6 et 7 septembre. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 50 et 51.

avoir admis sans discussion le principe de l'alliance, sur la question de la guerre au duc de Milau. Pour éviter des leuteurs dans la suite des négociations, les ambassadeurs devratent recourir en particulier à Ligny, lui dire que la Seigneurie nonsculement p anderait pas Ludovic Sforza, ni no resterait neutre, mais qu'elle ne demandait qu'a marcher d'accord avec le roi de France, et à concourir dans la proportion qui lui paraîtrait nécessaire à la conquête du Milanais, mais, vu les exigences de la sécurite de Venise, les propositions faites à Marco Zorzi au nom lu roi par son familier Alessandro de Resti d'abandonner. a Venise les territoires et les villes au délà de l'Adda et de conserver la liberté de Pise, Venise Jemandait des garanties hounètes et raisonnables, et quand e le contaitrait les offres définitives de Louis XII, elle répondrait définitivement. Il était recommandé aux ambissadeurs de traiter directement avec le roi, Ligny et le duc de Lorraine, et dans le plus grand. secret. Pien p'était plus nécessaire qu'une ediscretion tactturne « et que le plus profond silence au succes de cetie négociation. Mais ce supplément d'instruction fut jugé mutile par la majorité des Pregad, et repousse par 115 voix e. 19 abitentions coutre 61 voix

Le 18 au matin, les ambassadeurs demanderent au roi une audience qui leur fut accordée pour lapres-midi même, et la, devant le roi et ses principaux conseillers, après les compliments d'usage, toujours longs et emphatiques, ils exposèrent en aubatance que la Seigneurie de Vent-e, destreuse de prouver par les fans sa bienveillance pour la couronne de France, venait de leur faire parveuir un pouvoir in amphisiona for qui de conclute. toutes sortes d'intelligences de confédérations, de ligues et d amities extre les dans étais ou plutôt un pouvoir, non pas de conclure à nouveau une allunce de ce genre car ils se persuadarent qu'elle était déjà contractée, mais de la continuer s offrant à ê,re les amis de sesamis et les ennemis de sos ennemis, a faire la guerre et la paix selon la plaisir du roi, sans en excepter prince ni état du monde, tant pour l'offensive que pour la defensive. « Cette Larangue une fois faite on bons termes, ils présentèrent leur con mission, dont fut donnée lecture et qu'or trouva rédiges en boanc et authentique forme et conque en termes honorables pour le roi » Louis XII leur répondit en termes courtois et leur promit une tres prompte réponse

Le roi et son conseil délibérérent longuement sur cette roponse des ambassaleurs. On conclut qu'on ne devant et qu'on



ne voulait ries terminer avec les Venitiens, avant d'avoir l'opimon et de congaltre la volonté du pape, a qui un courrier futexpédié avec crdre de revenir dans moins de guinse jours. Mais par un changement d'avis assez brusque, le soir même le roi rappela les Vénitiens, et leur dis qu'il acceptait volontiers la «ligue confédération, intelligence et amitié » dont parlait leur commission. Il renvoya au surlendemain la discussion des « détails» (1). Dans ces conferences, les propositions de Louis XII furent les surrantes : admission dans la Ligue et nomination et tête de l'alliance du pape, engagement de Venise de ne prêter aucun appui direct ni indirect au duc de Milan, possibilité pour le roi de demander le concours des Venitions pour son expédition, et, dans ce cas, promesse d'une récompense à lonner à la Seigneurie réciprocité des amis et des ennemis et promesse de chacun des alliés de secourir l'autre effectivement contre ses ennemis, ou du moins, promesse de Venise d'attaquer, dans un certain cas, le Milanais; concessions territoriales a Venise sous prétexte d'assurer la sécurité de ses frontières. - Ces propositions furent immédiatement transmises à Venise par des courriers du 19 et du 22 septembre.

Le conseil y répondit le 6 octobre : acceptation de l'accession du pape à la Ligue, destinée à lui donner plus d'autorité; renouvellement de la promesse de ne pas aider Ludorie Sforza et d'aider Louis XII; la promesse d'une récompense ne pourrait être aubordonnée à l'emploi des troupes venitiennes, maisdevrait être fute d'une façon définitive, refus d'admettre la réciprocité sous sa forme générale, étant donné que la grandeur. du royaume de France lui vant beaucoup de voisins et d'ennemis, et que la France est assex puissante, non seulement pour se defendre, mais pour attaquer; acce, tation de la clause de la réciprocité, en la spécialisant contre le duc de Milan , promesse de ne prêter de concours a personne contre Louis XII; introduction, pour le cas a pen prés sur oi Ludovic Sforza ferait attaquer la Seigneurie par quelque puissance et vraisemblablement par i Empire, d'une clause portant que Louis XII serait obligé de défendre Venise, enfin, rappel, sur le dernier article, de l'offre ante feure de la régio i jusqu'à l'Adda inclusivement. avec les villes et places sur les deux rives , cette offre avait été



⁽i) Documents sur la première année, etc., pag 33, les ambassadeurs floreutines la Sespaurie de Florence 17 septembre 1496. Pirovant à Ludovic Stores, Turin, 5 œtobre 1498. Louis XII et Ludovic Sfores, Documents, Sà.

antérieurement faite à Venise par Charles VIII en échange de l'appui que la Seigneurie offrait maintenant à Louis XII; Venise espérait que Louis XII ne diminuerait pas, qu'il accroîtrait plutôt les offres de son prédécesseur (i).

Il y avait, de plus, a régler une question accessoire sur laquelle Louis XII et Venise étaient en désaccord: le sort de Pise, que les Vénitiens voulaient qui restât indépendante, et dont les Florentins réclamaient la soumission, en se réclamant de l'appui de Ludovic Sforza et du souvenir de l'appui de Charles VIII. Au mois de septembre, on semble avoir pensé à une solution provisoire. Pise et les territoires plans occupés par les Vénitiens seraient remis en dépôt dans les mains de Louis XII et du pape. Le 12 octobre, Louis XII proteste de son désir de régler la question pisane pour calmer les Florentins et pouvoir «s'occuper tous ensemble après de l'affaire de Milan», et promet de ne rien faire qui ne soit à l'honneur de Venise (2).

Les négociations continuèrent ainsi longtemps : la question ctait tratée alternativement à Venise et a Paris, et subissait pendant les voyages, pourtant très rapides des courriers vénitiens des arrêts forces. Bien que le début des événements leur eut prouvé que c'était à Paris que se faisait la politique, les Vénitiens ne cesserent pas d'entretenir de bonnes relations avec Trivulce. Des le mois de juin 1498, Stella avait eu un successeur a Turin en la persoune de Zham Dolce. Ce secrétaire était beaucoup plus l'agent de la Seigneurie auprès de Trivulce qu'aupres au duc Philibert, qu'il n'alta pas voir à son arrivée et qu'il demeura fort longtemps sans avoir visité (3), au contraire, Maffeo Pirovani a noté ses fréquents voyages à Asti, en leur attribuant des motifs plus ou moins véritables ; il y alla notamment entre le 20 et le 25 sep embro, peu apres le passage à Turin de Stella revonant de France, on lia naturellement les deux faits ; on supposait aussi que Dolce ctait chargé de conseiller à Trivulce de faire « qualche novità » (4). - L anxiété générale croissait :

⁽¹⁾ Louis XII et Ludovic Sjorza, Documents, 57

⁽²⁾ Documents sur la première année, etc., pag 53. Lettre des ambassideurs florentinis, 17 septembre 1498. Marino Saouto II, 64, les ambassadeurs vénitions à la Seigneurie, Milan, 12 octobre 1498.

⁽³⁾ Venise, A. d. S., Secreta senatés, XXXVII, fol. 18, nomination de Z. Dolce (4 juin 1498).

⁽⁴⁾ Documents sur la première année, etc., pag 38 et 39, Piroveno à Ludovic Siorza, 20 et 22 septembre 1496. Milan, A. d. S., Cartegy. Gener. Maivezzi à Ludovic Siorza, 24 septembre 1496. « Quello chi sta residente in

le secret le plus absolu était gardé sur les negociations; les courriers qui passaient à Turin ne laissaient rien savoir de teurs depiches, des bruits fantastiques circulment, on lisait que les Venitiens et les Florentins s'étaient disputés en présence du roi (1)

Les delibérations du Sénat de Venise, prises le 6 octobre et communiquees le 7 aux ambassadeurs vénitiens, arriverent à Paris vers le 17 octobre. C'est entre cette date et le 3 novembre qu'eurent lieu les négociations tout-à-fait sériei ses. Les ambassadeurs envoient des nouvelles à Venise le 29 octobre et le 3 novembre, le projet lefinitif de traite y est coiclu le 5 novembre (2)

Louis XII repoussa comme macceptables les partis proposes, plus ou moins sérieusement, par Venise : division du Mi anaisentre les deux alliés avec le Pô pour limite, occupation totale du Milanais par Venise, moyennant un tribut annuel de deux cents mille duca s'et l'occupation des places fortes par la France. comme garanae. Louis XII déclara même avec un peu d'aritation aux Vénitiens « qu'ils demandaient trop», et qu'il était bien suffisant qu'ils eussent la rive gauche de l'Adda, Après plusieurs conferences, notamment l'une le 26 octobre entre les ambassadeurs, le Roi, d'Amboise, le chancelier, Du Bonchaige, l'autre le 3 novembre, entre les mêmes ambassideurs et les conseillers du roi assistés de Manfredo Tornielli et d'Opicino Caza, les deux parties so mirent d'accord sur les points essenticis(3). Les ambassadeurs envoyerent à la Seigneurie un projet, redigé en frangais, contenant les propositions royales : conclusion d'une paix perpétuelle entre Venise et Louis XII, avec faculté au Saint-Siege d'y entrer, abandon de Cremone à Venise en échange d'un subside de cent mille ducats. Venaient ensuite divers acticles litigieux, sur lesquels, avant d'aller plui loin, les ambassadeurs voulurent attendre la réponse de la Seigneurie, demande

Turino per la Signoria de Venecia è venuto in Ast per volera inducere M. Jo. Jacomo a fare qualche novita » Bt (1516), Pot. extere, Secons, 24-25 octobre 1498) « Chel accretario veneto non é mai andato ad visitare el duca che lama grande admiratione a tutti. »

⁽¹⁾ Decuments our la promière année, etc., pag. 39, même docum cité, note 27.

⁽²⁾ Manuro Santro, II 68 Dolce à la Seigneurie, 17, 27, 23 octobre 1490 ibid., II, 111, les ambassadeurs vénitiens à la Seigneurie, 29 octobre et 3 novembre 1494.

⁽³⁾ On trouvers l'expose très détaillé de ces conférences à leurs dates dans les Diaris de Marino Sanuto.

par Louis XII à la Seigneurie d'un corps auxiliaire de quinze cents hommes d'armes et quatre mille hommes de pied, Susses autaut que possible; promesse de secourir Venise et Maximilien lui déclarait la guerre; liberté au roi de faire entrer dans l'alliance le grand maître de Rhodes et les Florentins, et de se faire livier Pise, pour ôter aux Florentins tout prétexte de secourir Ludovie Sforza; obligation à Venise de lui fournir les cent mille ducats destinés à la solde des Susses pendant les six mois qu'il comptait que durerait l'entreprise, et promesse de payer lui-même teutes soldes supplémentaires. — Les ambusa-ceurs trouvaient ces diverses demandes raisonnables sans prendre sur eux de les accepter. Ces propositions furent communiquées aux Pregadi dans le plus grand mystère (1).

En même temps avait eu heu une discussion entre les ambassadeurs et le roi sur la valeur des territoires cédés. Le roi estimait le revenu du Crémonais a cent vingt mille ducats, les ambassadeurs à tronte-six mille sculement. De plus, les Vénitiens se plaignaient que le roi, en leur cédant la Ghiara d'Adda, se réservài Lecre, sur le lac de Côme à la sortie de l'Adda, Lodi, Cassano et Trezo sur l'Adda (?).

Louis XII personnellement ne tenait pas ou affectait de ne pas tenir beaucoup aux cen, mille ducats. « Nous nous arrangerons toujours» avait-il dit. Mais le chanceller avait fait inserer cette clause dans le projet de traité. Les ambassadeurs, craignant que leur refus ne fit tout manquer, n'avaient pas osé protester. Quelques jours après, après diverses politesses faites par la Seigneurie à Louis XII, ils revincent sur la question, le priant de ronoucer à ces cert mille ducats: « Bien, bien, répondit-il, nous entamerons ce chapitre une autre fois Je veux être avec la Seigneurie et l'on ne me séparera pas d'elle. Espérons qu'un jour nous serous tous l'accord ». Ces i égociations étaient toures fort secretes, et Louis XII ne voulait pas les faire connaître, même au pape, bien que sa place fût marquée dans la confédération (3).

Un peu effrayés de l'accueit que la Seigneurie pourrait faire à la demande des cent mille ducits, les ambassadeurs avaient retardé de quelques jours l'expedition du courrier Morgante ; il n'arriva à Ventseque le 12 novembre. L'emotion y était grande, car on l'y avait eru un moment intercepté. Le plus grand mys-



⁽¹⁾ MARINO SANUTO, II, 107, Venise, in Preparti, 5 novembre 1498

⁽²⁾ Heid., II. 111, Venise, 3 novembre 1498.

^{(3) 16} id., 11, 107, 5 movembre 1498, et 11, .50-151, 7 et 15 novembre 1498,

tere régna sur les documents dont il était porteur et leur contenu (1).

Les propositions royales ne fureut soumises au Conseil des Pregadt et discutées par lui que le 15 novembre : il y eut deux séances. l'une le matin, l'autre le soir ; celle-ci se prolongea jusqu'à une heure avancée, on reprit la délibération les jours suivants, et ce ne fut que le 21 que l'on put arriver à une conclusion (2).

L'heure était en effet solennelle pour la politique vénitienne, qui orientait d'un seul coup de barre, pour de longues années peut-être, la destinée de Venise. Aussi la décision à prendre fui-elle discutée avec acharnement. Bien que, pour mettre la question en deliberation, l'on eut profité de l'absence du doge, hostile à l'alliance, le Conseil des Pregadi se trouva divisé en deux fractions: l'une favorable à la France, l'autre ne voulant à aucun prix introduire les Français en Italie.

Le parti français proposa d'accepter, dans les formes suivantes, les atticles du projet acceptation de la communauté d'adiances, sous réserve qu'aucune des parties se noutrait favoriser les ennemis de l'autre, - clause dirigée contre une entente francoflorentine possible; acceptation d'une diversion à opèrer par la Seigneurle contre Milan, en cas de guerre entre Louis XII et Maximilien, sous réserve d'une attaque simultanée des deux parts, obligation pour Louis All d'un secours pécuniaire à donner à la Seigneurie, en cas d'une diversion tentée par Maximilien sur son territoire au profit du Milanais, après la proclamation de la ligue, - clause sur laquelle il était recommandé aux ambassadeurs d'insister, consentement à fournir le nombre de troupes demandees par Louis XII, sous réserve que les deux armees attaqueraient simultanément le Milanais, et que Louis XII fournirait lui-même quinze cents lances et six mille hommes de pied, nombre de troupes que Venise jugeait absolument nécessaire au succes de l'expédition , de plus, les ambasnadeurs devraient tâcher d'obtenir qu'il ne serait pas spécifie que ses troupes seraient suisses, pour éviter non pas tant la depense, que les guerelles entre les soldats de la même armée ; refus absolu d'admettre le grand-maltre de Rhodes dans la ligue



⁽¹⁾ Milan A. 4. S., Cartegg. pener., Letuada à Ludovic Biorsa, 29 novembre 1498. On peut en croire our sa secret Latuada, qui ne dut rieu épargner pour satisfaire sa curiouité.

⁽²⁾ Manieo Sanuto, II, 125, 129, 131, an Prepada, 15-16 et 17 novembre.

pour ne pas motiver d'hostilités de la part des Turcs: re'us de promettre au roi l'aide de la République contre Génes et une garnison pour cette place, — condition dont la Seigneurie tenait à ce qu'il ne fût men dit dans le traité; ordre aux ambassadeurs de remontrerau roil injustice de cette demande de cent mille ducats qui faisait retomber tout le poids de l'entreprise, argent et contingents, sur Venise, dans l'espoir que, vu les «charges lourdes et accablantes» qui pesaient déja sur la Seigneurie, le roi y renoncerait; demande de la cession des deux rives de l'Adda, conformément aux promesses autrefois faites par Charles VIII.

On proposait d'ajouter plusieurs articles généraux relatifs, les uns, aux rapports commerciaux des deux Etats, les autres, à des questions diplomatiques générales. Ainsi, après conclusion de la lique, chaque partie serait de droit comprise dans tous les traités faits par l'autre, et aucune ne pourrait conclure de traité de paix sans le consentement de l'autre. Pour terminer la querelle de Pise, la Seigneurie demandait (avant d'adopter l'avis du roi, partisan del entrée de Florence dans la ligue pour faciliter. les relations), qu'on laissa les négociations directes engagées par elle suivre leur cours , en cas d'echec, elle accepterait la proposition de Louis XII, se flant à la paroleroyale qu'ilne serait rien fait contre son honneur etses intérêts, et entendant par son honneur la parole donnée aux Pisans de sauvegarder leur liberté. et par untéré's les dépenses faites dans ce but. Louis XII promettrait de secourir la Beigneurie contre le Turc, qui était excité à l'attaquer par Maximilien. Ludovic Sforza et Florence.

Cet ensemble de réponses ne réunit que vingt-et-une voix. Une seconde délibération, proposée par M. Antonio Morosini, fut votée par 101 voix, elle ent lieu le lundi 21 novembre et se termina, sur une proposition nouvelle du même et de tous les savis de conscio et di terra firma, par le vote des mêmes réponses, adoptées par 143 voix contre 30 opposants et 10 abstentions.

Mais les Pregadi et la Seigneurie n'acceptaient ces cond tions qu'avec quelque nésitation, regrettant d'avoir été trop vivement poussés dans ce chemin nouveau, craignant peut-être d'avoir trop aisément cédé aux exigences de Louis XII. Ils s'en vengérent en adressant à leurs ambassadeurs une lettre d'une sévérité extrême : ils leur y reprochaient de n'avoir pas toujours été d'accord entre eux, de n'avoir pas communique assez fréquemment aux Pregadi l'état de leurs négociations, leurs opinions, la marche des affaires et surtout de n'avoir euvoye aucune lettre

Google

L. P., tom. L

entre le 7 et le 29 octobre. Ce blâme fut voté par 185 voix contre quatre

Les Pregadi avaient encore a s'entondre sur trois questions : la nationalité des troupes à fournir à Louis XII, la contribution de ceut mille ducats, la question des concessions territoriales. La discussion fut longue : trois avis étaient en présence : le premier ctant celut de M. Antonio Moromii, Lois de Molino et Giorgio Cornaro, qui voulaient conceder à Louis XIV un conangent de quatre milie suisses, refuser absolument toute contribution terr torisle, exiger la Ghiara d'Adda « citra et ultra Abduam », Cremone et le Grenonais ou au moins la plus grande partie des territoires au dela ce l'Adda. Les ambassadeurs devaient être autorises a conclure a cos conditions; ils devaient en referer à la Seigneurie si Louis XII persistait a exiger les cent mille ducats. Cet avis ne réunit que 80 voix contre 124. - Le consciller Barbo proposait de fournir au roi quatre mille suisses, de refuser la contribution pécuniaire, de demander les deux rives de l'Adda avec les quatre places importantes de Cassano, Lodi, Lecce et Trezzo; si Louis XII refusait de les céder, offrir de les acheter moyennant une contribution mensuelle de dix mille ducats, jui pourrait être prolongée sopt mois, ou moyennant una somme totale de cent mille ducats une fois payée, si le roi restait iuffexible : les ambassadeurs étaient autorisés a conclure à ces conditions. Si le roi exigenit les cent mille durais et ne voulait cependant accorder que la rive gruche de l'Adda, ils devraient en referer à la Seigneurie, mais, si la situation était. telle que le retard nécessaire pour recevoir la réponse de la Sergueurie dut amener une rupture des négociations et un rapprochement entre la France et Ludovic le More, les ambassadeurs pourraient conclure aux conditions du roi. Ce contreprojet fut repousse, mais par cinq voix sculement de majorile. Un troisieme projet, propose par les saun di conseto, Bragadino, Trevisano, Giov. Morostini, Leon Loredam et les sacti di terrafirma, Marco Zorzi et Hieronimo Orio, medifiait sur un nimplo detail la proposition Barbo: les villes de la Ghiara d'Adda. n'étaient plus nommément désignées : si le roi maiatenait ses propositions, les ambassadeurs prendraient le temps d'écrire à la Seigneurie, tout en continuant à mettre la plus grande cordialite dans leurs rapports avec le gouvernement français. Ce projet ne reunit que 27 voix (1).



⁽¹⁾ Venise, Secreta Scratús, 18 el 21 novembre, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 64.

Toute cette discussion fit en somme tres confuse. Besucoup d orateurs prirent la parole, surtout sur la question des acquisitions territoriales, entre autres Nicolo Trev. xain, sario del conseto, Marco-Autonio No osini, consuer et Paolo Barbo, sapio dil consero Quelques membres voulaientstipuler le rachat des places au lelà de . Alda, d'autres voulaient qu'on y renoncât; quesquesuna, craignant le méconientement de Louis XII, voulaient le traité a tout prix. La major, té proposait de demanter seulement quatre places au dela de l'Adda, sans que le refus de ces places dut être un obstacle decisif à la signature du traite. Polo Barbo et le procurator Lunardo Loredam évoquerent le danger d'une mynsion turque. Le doge demanda qu'on fit exactement specifier a quelle date il faudrait rempre avec Milan. Après trois jours de discussions, on finit, pour éviler la confusion des votes, par ne s'occuper que de la premiere serie d'artic es. Quelqu'un proposade surscoir a toute décision, pour avoir le temps le faire sonder. par l'ambassadeur à Milan les intentions de Ludovic Sforza : il no trouva point d'écho. Après de nouveaux discours do Beneto. Zustignam, d'Alvixe Bragadino, de Constantino de Prioli, de sier Nicolo Trevixam, de sier Marcantonio Morexi a, il fut décidé, a une tres grande majorité, d'accepter en principe les propositions du roi de France (1) — Le 21 novembre, la discussion fut rouverte, le dogo mit en question dans un long discours le principe même de l'alliance française à laquelle il était hostile : son avis fut ecarté, les orateurs des jours précédents reprirent la parole sur les trois alternatives discutées: cession par Louis XII des deux rives ou de la rive gauche de l'Adda, sans contribution pécumaire de Venise; casion des deux rives. movemban, une contribution de cent mille ducats : dans ce cas, plems pouvoirs aux ambassadeurs pour conclure ; offre de mensuantes de dix mille ducats pour le paiement des Suisses. ou de cent mille ducats pour les deux rives de l'Adda, mais en cas de refus, obligation aux ambassaleurs d'en referer à la Sergneurie. Les trois propositions, plus ce le qui avait été adoptée le 17, forent mises aux voix à minuit, le jour de Notre-Dame, le scrutin fut clos. La premiere proposition passait a une grosse majorité. On demanderait les deux rives ou la rive gauche de l'Adda sans contribution pecumaire, et si Louis XII insistait sur la question d'argent, les ambassadeurs en référemient à Venise, tout en continuant les pourparers. A l'unaumnté, on



⁽U) MARINO SANUTO, II, 105. In colegio, 21 novembre 1498.

décida ensuité de recommander à la mission vénitienne l'union, le caime et la prudence. Les Pregadi s'engagérent par serment à garder le secret sur cette délibération. La séance ne fut levée qu'à une heure du matin (I).

Entretemps ces leutes négociations continuaient en France; ou essavait de plus en plus de peser sur les malheureux ambassadeurs vénitiens, ils étaient sans cesse assaillis par les donneurs d avis Tous les grands du royaume leur conseillaient d'accepter. la condition des cent mille ducats. Le 21 novembre, Ligny les pressait de conclure sans plus hésiter en considérant que le roi leur abandonnait sun beau territoire»; et, sur une allusion de ses interlocuteurs à la demande « peu honorable» des cent mille. ducats, il feur repliquait vivement de n'y faire nulle attention, et les menaçait d'une entente entre la France et Florence (2). L'agent de Montferrat, Zamno de Annono leur donnait le même avis et leur montrait le roi de France prêt à s'entendre avec le duc de Milan (3). La Rovère donnait le même conseil le 14 décembre aux ambassadeurs, et leur laissait entendre que Trivulce préparait un traité entre Ludovic Sforza et Louis XII aux termes de cet arrangement, imaginaire et inventé pour effrayer les Vénitiens, Ludovic cédalt au roi Genes, tonte la Riviera. Tortone et Alexandrie, et un demi-million ou deux cent soixante mille ducats 4).

Les négociations trainèrent en France pendant les mois de novembre et de décembre. Les dépêcles des ambassadeurs venitiens, minutieusement analysées par Marino Sanuto, en donnent le détail quotidien et fastidieux (5). Enfin, le 14 décembre, Louis XII déclaraau cardinal La Rovere, pour qu'il le répétâtaux ambassadeurs que de l'avia de son cosseil, et peur pouvoir dire à son peuple qu'il faisant cette entreprise avec l'argent italien, il exigeait de Venise les cent mille ducats; qu'il donnait vingt jours aux ambassadeurs vénitiens pour se décider : qu'ensuite « îl savait ce qu'il aurait à faire » (6).

- (1) Marino Baruto, II, 105, in colegio, 21 novembre 1498.
- (2) Red , II, 107. Conversation cutre Ligary et les ambassadeurs, 21 novembre, 496.
 - (3) Phid., 11, 262, Lettre de Casal, 15 décembre 1498.
- (4) Ibrd., II, 262, 19 décembre 1495, ibid., II, 317, les ambassadeurs vénitiens à la Seigneurie, Chinon, 18-20 décembre 1496.
- (5) thid., 11, 23s, Lettres du 12 novembre au 9 décembre 1496. Chonicon venctum, pag. 66, novembre 1400
- (6) Ibid., II, 262, les ampassadeurs véuitiens à la Seigneurie, 19 décembre 1496.

La situation de l'ambassade vénitienne, parmi toutes ces tergiversations, était devenue pénible. Au début, les honneurs nleuvaient , i.a avaient quand ils voulaient audience du roi ; on défrayait leurs dépenses (1). Quand il fut acquis que leur sejour en France se prolongerait, ceste dermère politesse leur fut supprimée ; alors ils se ruinerent en frais ; ils durent, par économie et par incentiude de l'avenir, renvoyer une partie de leur equipage. Louis XII commençant à faire entendre contre eux de dures paroles: « Les Vénitiens sont des marchands : et en fait de marchandises, il leur convient de nous vendre des paroles Soit! Mais je n'en veux pas». Cependant il continuant à les traiter avec égards ; il les emmenait à ses chasses, et une fois Zorzi tua en sa présence un sangher (8) Les Vénitiens faisaient bon cœur à mauvaise fortune, affectant une grande intimité avec les agents de Trivulce et du Montferrat (3). Pour comble de malheur, ils se sentaient mal appréciés par la Seigneurie; la lettre de blame du 21 novembre les avait particulièrement navrés, ils y répondirent le 12 décembre par une lettre de protestation, se plaignant d'avoir été calemniés, affirmant que la plus parfaite union n'avait jamais cesse de régner entre eux (4).

D'autre part, des difficultés, étrangères à la question proprement dite de l'alliance, compliquérent en même temps ces négociations. La Seigneurie s'était émue de l'existence de pourparlers secrets entre Louis XII et Ludovic Sforza par l'entremise de deux personnages aussi équivoques qu'inconnus, le comte de Saint-Martin et J. de Pietrasancta, d'entrevues secrètes entre ces individus et le duc de Milan, à la campagne; elle ne s'était pas moins troublée des négociations engagees entre Alexandre VI et le roi de France au sujet de Pise, affaire dont le pape voulait que le règlement fût abandonné à lui et au Sacré Collège. La Seigneurie communique ce double sujet d'inquiétude à ses ambassadeurs, les chargeant d'une part de contrecarrer



⁽¹⁾ Latuada à Ludovic Storza, 3 novembre 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 62.

⁽²⁾ Manino Sanuto, II, 102, les ambassadeurs à la Seigneurie, 2 sovembre 1498.

⁽³⁾ Documente sur la première aunée, pag. 80, 3 décembre 1492

⁽⁴⁾ Marino Sanuto, II, 232, les ambanadeurs à la Bergoeurie, Chinon, 12 décembre 1498. Dans leur compte rendu, le 24 mai 1499 (Marino Sanuto, II, 750), les ambanadeurs se plaignirent vivement d'avoir réncontré peu de sympathies en Français : acuse de l'orgueil et du mauvais carectère des Français : Zorsi lui-même, quoique syant été une tots déjà ambasadeur, n'avait en qu'un ami véritable.

les projets pontificaux sans dependant en venir a une brouille, d'autre part, de savoir la verite sur le rôle de Saint-Martin et d'empêcher ses manœuvres diplomatiques de se prolonger — La Beigneurie s'inquiétait aussi de la demande faite par le Pape au roi de France de lui communiquer les articles de la ligne avec Venise avant de les signer, et elle pria Louis XII de rejeter cette demande indiscrete, «aitendu qu'il était inutile de comm 1niquer à des tiers des choses qui no regardaient que les intéressés » (1) Louis XII tranquillisa la Scigneurie sur tous ces points : il leur déclarà notamment, à propos des negociations de Saint-Martin, son refus absolu d'écouter aucun ambassadeur, quel qu'il fut, de Ludovic Sforza (?) - Un incident de piraterle, la capture par un corsaire français, dans les caux d'Otrante, de grappi et de larques ven tiennes chargées de blés et d'huiles, produisit encore quelque émotion et la Seigneurie se plaignit du manque de sécurité qui résulterait de pare.ls actes pour ses galères du Levant. Mais, bien que Latuada ait tenté de gonfler cet incident outre-mesure, il ne cemble pas avoir eu d'importance réelle dans la suite des faits (3).

Fatigué des lenteurs des négociations, Louis XII quitta Blois pour aller chasser, y laissant les ambassadeurs auxquels il av il. donné rendez-vous à Chinor (1), quand ils auraient du nouveu. à lui apprendre, lls s'y rendiren, a la fin de novembre, et le rol les y rejoignit ensuite ; chemin faisant, à Montrichard, il avait signé l'ordre d'expulsion du comte de Saint-Martin : c'était une marque significative de son bon vouloir pour la Seigneurie

Dés le lendemain de son arrivée, Louis XII donns aux ambassadeurs une audience à laquelle assisterent d'Amboise, le grandchanceller, Gié, Ligny. Opicino Cara. Après quelques propossévères sur le marquis de Mantoue, on aborda l'alfaire de l'aliance. Les Vénitiens communiquérent les propositions de Venise: l'abanden des deux rives de l'Adda à la Beigneurie, la renonciation de Louis XII à sa demande de cent mille ducats. D'Amboise les interrompit pour leur parler le Pise, ils aunoncerent la prochaine conclusion. I'un accord au sujet de Pise.



⁽¹⁾ Vanice, A. d. S., Secreta senatés, XXXVII, tol. 53 vs. Gratoribus nostrie in Francia.

⁽²⁾ Marmo Sanuro, 11, 150-151; les amazanadeurs à la Seigneurie, 7 et 15 novembre 1490.

⁽³⁾ Latuada à Ludovie Storza, 7 novembre 1498. Louis XII et Ludovie Storza, Documents, 62.

⁽⁴⁾ Documents sur la première année, etc., pag. 50, 27 novembre 1498.

L'audience, assez froide et courte, fut suivie d'une conférence entre les conseillers français et les ambassadeurs. On y rédigea, d'après un projet dressé par le grand chanceller, les articles sur lesquels les deux parties étaient d'accord : confédération perpétuelle, in nomine Dei, avec liberté au pape d'y entrer, communauté des amitiés, sans obligation de secourir les alliés de l'autre partie, et sans aucune mention spéciale d'obligations pour ou contre Gênes; engagement de Venise d'avoir aur pied quinze cents lances et quatre mille hommes, Suisses on non ad libitum, et engagement du roi, - après discussion entre les Français, qui ne voulaient pas déclarer le nombre de troupes qu'aurait Louis XII, et les Vénitiens qui voulaient qu'il en déclarât au moine autant qu'eux, - d'entretenir un nombre de troupes au moins rigourousement égal simultanéité des déclarations de guerre, conduite parallèle des opérations militaires, simultanéité des traités de paix, nomination des deux parties dans les traités conclus par chacune ; promesse de secours à la Seigneurie en cas d'attaque par Maximilien, sans promesse de Venise d'attaquer Milan en cas d'attaque de la France par Maximilien; accords commerciaux.

On aborda ensuite les points en litige. Sur la question de Pise, le cardinal d'Amboise proposa une trève générale, les Vénitiens déclarérent n'avoir pas de pouvoirs pour l'accepter, mais consentiren, éventuellemen,, en cas d'échec des negociations alors en cours, au dépôt de Pise entre les mains de Louis XII. - Sur les questions beaucoup plus importantes des territoires à céder et des subsides à fournir. l'entente ne put se faire Les Français refusérent toute concession territoriale aunplémentaire, insistant sur la valeur des territoires cédés qui valaient cent dix mille ducats de revenu : ils ne voulurent rich ceder sur la rive droite de l'Adda, ni même Lecce, quoi que située sur la rive gauche, parce qu'ils la considéraient comme étant la clef du lac de Côme. D'Amboise en colère parloit haut et disait : « Le roi est le roi, dans la guerre comme dans la paix ». Les ambassadeurs tenterent d'insinuer qu'il était indigne de l'honneur du roi de recevoir de l'argent : « Occupez-vous de l'honneur de la Seigneurie, cria Gié en colere, et la sez l'honneur du roi tranquille ». Les ambassadeurs déclarerent qu'ils en écriraient à Venise, «C'est inutile, répliqua d'Amhoise; puisque la Seigneurie refuse les cent mille duca s, rien de fait , et on leur refusa copie et communication des articles.

Les Vénitions ac se tincent pas pour badus, le lendemain



même, ils eurent, dans une nouvelle ancience, une nouvelle discussion d'argent. Louis XII déclara vouloir absolument cette somme de ceut mille ducats. Il protesta de son aunitié pour la Seigneurie, qu'i venait de prouver par le renvoi du comte de Saint-Martin et de l'ambassadeur napolitain , mais il menaça, si la Seigueurie lui refusait ce subside nécessaire aux besoins du début de son regne, d'écouter toutes propositions des autres puissances. Pour l'apaiser, les ambassadeurs sus promirent d'en écrire le leademain a la Seigueurie » l'aites vite, dit-il, et ayes promptement la réponse », les Vénitions demandérent un nouveau délaide vingt jours, - Craignant à être blamés pour ce demi-insuccès, les ambassadeurs, en transmettant à la Seigneurie l'ultimatum français, insisterent sur la pauvreté du trésor reval, direntqu'a leur avis la ligue ne se signerait que moyennant le versement des cent mille ducais, et qu'il était insense d'espèrer quelque chose de plus.

Les négocations furent de nouveau suspendues Louis XII demandant par intervalles aux ambassadeurs s'ils avaient recula réconse de Venise et déclarait ne vouloir écouter personne avant qu'elle arrivat. Cependant son attitude avait de nouveau changé : il multipliait les marques de bienveillance à l'égard. de la Seigneurie, déclarait «l'estimer plus qu'aucune autre puis» sance italienne, bien plus que le Saint-Sièges dont i, se se rapprochait que pour obtenir son divorce, après la défaite des Vénitiens à Casentino, il fit présenter ses condocéances aux ambassadeum par le majordome Malabayla, et Ligny offrit de se mettre avec six mille hommes a la disposition de la Seigneurie. Entretemps, e délai de vingt jours accordé par Louis XII s'était acheve et était dépasse; le 14 janvier, la réponse de Venise n'était. pas arrivée encore. Toute la cour se demandait anxieusement la cause de ces longa retards : on murmurait dejà que les Vénitiens n avaient eu d'autre but que de tromper le roi, sans aucune intention sircère d'alliance. Le mois de janvier finit dans cette attente. Les ambassadeurs vénitions avaient suivi Louis XII à Names pour les fêtes de son mariage. Il y avait la un tel encombrement qu'ils furent obligés de rester sur le bateau avec lequel ils avisent descenda la Loire et qu'ils ne durent un logement à terre qu'à la complateance d'Opicino Casa (I).



⁽¹⁾ Manino Sanutto, II, 316 (20 décembre 1490), II, 350, 14 janvier 1490, lettre de Doice. Turin, 13, 15 janvier 1490, II 347, relation des ambassadeurs, 24 mai 1490, sécd., II, 751, lettre de Prance, 31 janvier 1490, II, 448, lettre de l'amico fedel, Lyon, 14 janvier 1490, II, 346, l'ambassadeur en France à la Seigneurie, 5 et 16 janvier 1490.

Cependant l'ult matum du roi était arrivé à Venise le 21 décembre 1498, apporté par un courrier qui avait fait le voyage en sept jours (I). Les Pregadi se remirent pour la dernière fois à la discussion de l'alliance, et ils délibérèrent pendant neuf jours. La séance du 28 décembre fut particulièrement longue: on abordant la question des cent mille ducata : les Pregadi croyaient encore que le roi pourraitse contenter de dix mille ducats seulement; d'autres voulaient faire trainer les pourparlers jusqu'après la liquidation de la guerre de Pise, par l'intermédiaire du duc de Ferrare. Cependant on abandonna vite ces dernières illusions; on examina les divers moyens de se procurer l'argent nécessaire; on convint de constituer le total de cent mille ducats par la confiscation des deux tiers des sommes versées à la banque de Monte-Nuovo, environ quatre-vingt mile ducats, par un emprunt à la caisse des Procuraties (dépôts et biens des mineurs), par une souscription volontaire dans le conseil des Pregadi pour éviter de recourir à une taxe de décime supplementaire, et en se réservant le dmit de se rembourser de cette souscription sur les rentrées ultérieures des caisses de la République. Enfin le 31 décembre, on lut une dermère fois au conseil des Pregadi les diverses epinions des Sauti, et l'on décida définitivement d'accepter les conditions imposées par le roi de France (2).

Ces dernières lenteurs, ces suprémes difficultés n empêchaient pas qu'en France l'accord ne fût considéré comme conclu. Nert Capponi le disait à Turin dans les premiers jours de janvier 1499: «A moins qu'il n'y eût de nouvelles exigences, l'alliance était chose faite.» Hieronimo Zorzi dans sa correspondance familière, se montraitoptimiste. Quand on vit que l'article d'une contribution de guerre faisait une difficulté, on pensa que La Rovère interviendrait et tournérait cet obstacle, soit en l'aisant diminuer la somme, soit autrement (3). On resta cependant assez mal renseigné à blian sur la situation le 12 janvier, Brognolo écrivait que le roi de France était toujours aussi peu disposé à s'arranger avec les Vénitiens (4).

(1) Latuada à Ludovie Storra, 22 décembre 1498. Louis XII et Ludovie

Sforza, Documents, 70.

(3) Documents sur la première année, etc., pag. 62 et 64.



⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 285 Venise, in pregadi, 31 décembre 1498 (récit très détaillé). — Latada à Ludovic Storia, 28 décembre 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 71.

⁽⁴⁾ Mantoue, Arch. Gonzage, E xix 3, Brognote au marquis de Mantoue, 12 janvier 1499 : « Emendo le cose de Franza per quello che se intende, non meno indisposte alto assetto cum Venetianu».

Le 1" février, les ambassaleurs vénitiens, enfin munis de la réponse si attendue de la Seigneurie, eureat une audience avec le roi de France, seuls à seul (1). Ils firent survant leurs instructions, une dernière tentative pour faire exonérer la Beigneurse du éon des cent mille ducats, exagérant le danger ou les melaces d'invasion turque mettalent Venise. L'impossible lite ou elle était pour l'heure de trouver cette grosse somme, la nécessité d'insérer dans le traité un article relatif à l'invasion. turque. Louis XII hésita: « Nous en parlerons avec notre conseil, vous aures promptement notre répense, » Au sortir de l'audience, les Venitions ourent une entrevue avec La Rovère. qui leur promit ses bons offices, et qui eut, un offet le lence main, un long entretion avec Louis XII. Il essaya de réponcreaux récrimmations du roi, de justifier la crainte des Tures, expliqua les difficuliés faites au sujet des cent mille ducats par la nécessité de les employer a l'organisation d'une flotte destince a la défense commune de la chrétienté Louis XII menica. de tout interro ipre, d'attendre les ambassadeurs de Maximihen et du roi de Naples pour traiter avec ces princes. La Rovere déclara que les ambassadeurs ne pouvaient outrepasser leurs pouvoirs, quo les Vénitiens ne donnéraient pas les cent milleducats, qu'ils changeraient de politique : «Toute l'Italia sa metira. d'accord et fora une ligue. » - « Elle ne durera pas deux ans. « - · Oui, mais Votre Majeste no pourra plus faire son expédit on outre-monts, et avec trois cents mille ducate qu'elle dépensers par au, cette Ligue obligera Votre Majeste à en dépenser un militon pour se défendre contre Maximilien. » - Maigré ces pronostics perfides, l'opinion des conseillers du roi, l'évêque d'Albi, le chancelier. Du Bouchaige et autres, fut que Vemse devait donner les cent mille ducats , seul le cardinal d'Amboise. acceptait l'alliance, même sans cela, Louis XII prit, ou feignis de prendre, quelques jours de réflexion, menaça de renoncer à l'alliance, cisant qu'il aurait assez de soldats, reprochant sus Vénitions d'être les ennemis nés des gentilshommes. Les ambassadeurs reflechtrent de leur tôte, fintrent par se résigner aux exigences du roi, et cufto, le 9 février 1499, à Blota, fut signés la Ligue entre le roi de France et la Seigneurie, l'échange des serments solennels eut lieu le lendemain 10 ; le même jour, les ambassadeurs offrirent a Louis XII, au nom de Venise, soixante



⁽¹⁾ Marino Sanuto, II 449 et 450, les ambassadeurs vénitiens à la Beigneurse, 1º février 1429

faucons et cent fourrures de zibeline, d'une valeur de sept cents ducats, le soir, a huit heures, les ambassadeurs adresserent à la Seigneurie un résumé des incidents de la journée [1].

La nouvelle de la conclusion de la Ligie, envoyée le 11 et le 13 février de la cour à Lyon, transmise le 17 de Lyon en Lalie (2), arriva à Venise à la fois de France et d'Asti, par Trivulce (3).On recommanda, sous serment, aux Pregacile secret sur les conditions du traité jusqu'au jour de la publication, mais on en fêta la signature, le 19 février, à Venise, par de grandes rėjouissances (4). - La Seigneurie s'applaudissait d'autant plus de cette conclusion qu'alla avait craint longtemps que Louis XII ne se contenterai, pas de ses offres; mais sa jose n'était pas sans mélange : elle préférait, à tout prendre, avoir pour voisin, Ludovic Sforza, malgre toute sa perfidie, plutôt que le trop puissant roi de France, son nouvel ami : aussi esperait-elle que Louis XII no commencerat pas la guerre dans l'année même (5). Mais ce n'était qu'une ombre à sa joie. Le 20 février, le conseil écrivit à ses ambassadeurs en France de remercier le roi, la reine et le cardinal d'Amboise d avoir conclu l'alliance, de leur demander une direction sur la date et le mode de la publication du traité, d'annoncer les manifestations de joie célébrées à Venise Dautres lettres de remerciements furent écrites à Ligay, à La Rovere, a Trivulce. On doina au messager de Trivulce, arrive le premier à Veinse avec la nouvelle, un habit complet d'écarlate et vingt-cinq ducats (6)

- (1) Marino Sanoto, II, 522. Copia de capitoli di la legatra el christiamissimo re Ludovico XII, re di Francia, conclusi a Bles a di 9 febbraio 1498-1499. — Ibid., II, 455. Lettre des ambassadeurs vénitiens, 9 février 1499, et II, 453, autre lettre du 9 février avec le recit de la journée de la conclusion de l'ail ance entre Louis XII et les Vénitiens.
- (2) Note Italiane sulla storia de Francia, IV, Gie Invictate informators milanese à Saluezo, 1499. Les ambassadeurs florenties, qui transmettaient aussi ces nouvelles, disalent et croyalent que la majeure partie des conditions de l'alliance était incounce au vulgaire. Eux-mêmes donnent la teneur des articles du traifé, mais il y à quelques erreurs dans leurs affirmations.
- (3) Au moment où il reçut la nouvelle, Trivulce disait justement au serrétaire vânition de Turin que la négociation de cette alliance avait trop duré Marino Sanuto, 11, 340, Dolce à la Seigneurie, il révrier 1409. Ibid., 11, 453, Trivulce à la Seigneurie 16 février 1499.
- (4) Ibid., II, 455. Venise, 19 février 1499. Lettre de Latunda à Ludovic Sporza, 21 février 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 84.
 - (5) Chronicon Venetum pag 68, 10 fevrier 1499
- (6) Secreta Senatús, XXXVII, Louis XII et Ludovic Sforza, Doeuments, 83. Marino Sanuto, II, 457, Venise, in pregadi, 20 tévrier 1499.



La Seigneurie donna la plus grande publicité à la signature du traité. Le conseil des Pregadi en informa de vive voix les ambassadeurs d'Urbino et par des messagers ceux de Naples, de Milan, de Ferrare, de Pise et du Montferrat : ces derniers vinrent le jour même l'en féliciter. Des lettres furent adressées au Pape, aux ambassadeurs vénitiens à Rome, à Naples, à Pise et au camp vénition (1). L'ambassadeur à Ferrare alla avertir le duc Hercule, le 21 février ; il le trouva se rendant à une représontation dramatique organisée pour célébrer la visite à Farrare de sa fille Isabelle d Este, la marquise de Mantone. Le duc resta un moment interdit, puis il chargea Donado de remercier la Seigneurie (2). Les Florentins furent très vexes de la nouvelle ; Tommaso Capponi écrit : «Le pape et le roi de France ent délibéré de faire la Seigneurie de Venise, si l'on n'y prend garde, maîtresse de l'Italie. » et ailleurs : « Le roi de France a conclu une ligue avec les Vénitiens, sans vouloir rien considérer, Que Dieu veille à nos besoins! • (3). La conclusion de la Lague franco-vénitienne fut apprise à Milan le 21 février, le duc et le corps diplomatique furent très troublés: «ils faisaient bonne contenance, mais leur air dénotait leur inquiétude (4).

§ 5. — L'opposition de Ludovic Sforza à la ligue franco-vénitienne.

Tandis que s'opérait, — à travers quelles leuteurs et quel es incertitudes, on l'a vu, — l'événement politique qui devait consommer sa ruine, Ludovic Sforza montra une rare incapacité, faite de présomption, de mollesse, de folle temporisation, d'indécision, dans ses relations avec la Seigneurie de Venise : tantôt il l'irrita ou l'effraya par des démonstrations, personnel es ou indirectes, de mauvais vouloir, tantôt il ne fit que compromettre son autorité par des avances inopportunes ou trop humi-



⁽I) Marino Sanuto, II, 458. Venise, 20 tévrier. Tous les textes ci-demus se complétent les uns par les autres, sans se rapporter exclusivement à l'un des faits à propos desquels ils sont cités.

⁽²⁾ Ibid., II, 467, Donado a la Seigneurle. Ferrare, 21 février 1499. — Les Milanais fuoruscut: établis à Perrare acquellitent cette nouvelle avec les mêmes transports de joic que al l'on est annoncé la vanue du messis (ibid., II, 467, Donado, 21 février 1499).

⁽³⁾ Bid., II, 493, Donado à la Seigneurie, Ferrare, 4 mars 1499.

⁽⁴⁾ Ibid., 1, 1.014, 12 juitlet 1498, Lippomano & la Seignourie.

liées ou que l'on crut perfides. Ses relations présentent une longue et monotone série d'oscillations périodiques, allant des menaces de rupture aux marques les plus vives de sympathie.

Le commencement des négociations vénitiennes en France. comerdant avec la signature de la paix entre Louis XII et l'archiduc, irrita Ludovic Sforza au plus haut degré. On lui prèta des paroles amères contre les puissances de la Ligue italienne qui traitaient avec la France dans leur intérêt égoïste, sans souci des intérêts communs de l'Italie; il menaçait de «faire, lui aussi, un beau présent « à Louis XII, dont toute l'Italie serait étonnée (1) Les manyais rapports entre Venise et la comtesse de Forh accrurent la difficulté de ses propres relations avec la Seigneurie : à la suite de pirateries exercées par les sujets de Catherine Sforza sur le territoire vénitien (2), de représailles trop violentes des Vénitiens, le duc de Milan fit l'aire des remontrances à la Seigneurie de co qu'elle n'eut pas plus d'égards pour la comtesse de Forli, queiqu'il sût son parent, et lui fit déclarer par Latuada que « quand un état a quelque reclamation à faire à un autre, c'estamicalement et non pas les armes à la main qu'il doit la présenter. » La Seigneurie ayant envoyé un provéditeur sur les frontières du comté d'Imola, Ludovic Sforza dut, à la requête de la comtesse, alors privée de l'appui de son fils et de son armée, lui envoyer un corps de cent hommes d'armes et cent arbalètriers : il s'en expliqua avec assez de hauteur vis-à-vis de Venise, disant qu'a il espérait que les troupes vénitionnes n'avaient pas ordre d'attaquer, et dans ce cas les siennes n'avacet pas non plus d'instructions hostiles a la Seigneurie (3) ». Un peu apres, dans une cérémonie solennelle. devant tout le corps diplomatique, il adressa de vifs reproches a Lippomano au sujet de ces tentatives vénitiennes contre Forli, et surtout du dessein de la Seigneurie de provoquer une invasion française en Italie (4).

Mais bientôt il comprit l'inanité de telles récriminations et voulut profiter du premier arrêt des négociations en France pour

⁽I) Latuade à Ludovic Storza, 16 aost 1498. Louis XII et Ludovic Storza, Documente, 40.

⁽²⁾ Le délut de toute cette affaire fet un vol de chevaux se préjudice du condottiere vénitien J.-P. Manirono, qui furent emmenés sur le territoire de Forli.

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartegy, gener Ludovic Slorza à Latuada, 23 août 1498 (4) Modéne, A. d. S. Cancell. ducaie. B, 13. Costabili au duc de Ferrare, 2 septembre 1498.

un arrangement entre Venise et loi. Au début de replembre. Latuada communiqua a la Seignourie une lettre où Ludovic-Sforza proposait de règler tous leurs différends et offrait son amitié. aux Vénitions. Il s y plaignait du bruit répandu, que « certains » travaillaient à faire venir en Italie, contre lui, le roi de France, et des marches miliatires ordonnées par Venuse sur ses frontieres de l'Oglio. Le doge se borna à repondre à cette ouverture que, «vu les événements, Venise ne savait plus désormais à qui se fiere, et que l'intérêt de l'état venitien exigeait d'ailleurs ces monvements de troupes(1). Ludovic, abandonnant ses intentions. pacifiques, répondit le 4 septembre par un euvoi analogue vers l'Oglio des troupes du marquis Hermès, du comte de Melzi, et de F.-B. Visconti. La Seigneirie, cra gnant de voir commencer. les hostilites, y répliqua le 18 par l'envoi de troupes dans la Bresciana et vers l'Oglio (2) - Ludovic Sform en revint a la pristence miand il reçut de Turin le 27 septembre, des renseignements détaillés sur la réception et la première audience. des ambassadours rémitiens en France. Le 5 octobre, Latuada. tini un pouveau discours meifique aux Pregadi (3) il essava de les porsuader qu'il fallan rétablir le calme en Italie, renoucer aux tumultes de la guerre « par qui les états sont à la discrétion des capitaines et des soldats. » Il y eut une tres grande et tres violente discussion dans les Pregadi, à la suite de ce discours , les partisans, encore asses nombreus, de Lalliagre milanaise déclaraient qu'il fallait renoncer à toute expedition contre Pise, trouver un terrain d'accord, ne pas en veuir à une rupture avec Milan ut même troubler la paix avec Milan ni par l'alliance française ni autrement. Leonardo Grimani exposa avec entrain toutes les raisons qui militaient en faveur de l'alliance milanaise et de l'anion de l'Italie, sans plus songer auf «affaires de France », qui ne pouvaient qu'être tres perilleuses pour Venise, à cause du danger militaire ng rale par Latuada. Constantino Priuli, Antonio Trum, appuyerent ce discours. D'autres ouverrent des avis différents : tels Zorso Lornaro. l'avogador Pol Trevisani, Aluisi da Molin. On ne conclut rien, et le Conseil des Dix se demanda seulement s'il devait ou nonsevir contre les oraceurs et interruptours qui avaient echaige.



⁽¹⁾ Manino Bantuto, I, 1.070, Venine, in colegio, 6 ceptembre 1006.

⁽²⁾ Id., I, 1.000, vers in II septembre 1498; ibid., I, I 101, Venice, 18 septembre 1436

⁽³⁾ Latuada à Ludovic Siorza, 5 octobre 1498. Louis XII et Ludovic Siorza, Documente, 54.

des injures. Ce mouvement passager suffit pour que Ludovic Sforza, le 11 octobre 1498, interdit à ses deux commissaires sur l'Oglio toute demarche offensive contre Venise, et les autorisat seulement à le tonir minutieusement informé des évènements (1) Mais la présence des Venitiens sur l'Oglio l'inquiétait le 13 octobre il fit proclamer en Ghiera d'Adda plusieurs édits: l'ordre aux hommes engagés sous les divers condottieri d'aller s'inscrire chez son commissaire à Caravaggio, la défense de prendre du service à Venise sous peine d'êtro déclaré rebelle (2) Mais cette vellette de guerre ne dura pas.

Les nouvelles de France devenant de plus en plus favorables au traité franco-vénitien. Ludovic Sforza sentit le besoin de faire une nouvelle tentative d'y substituer un traité vénétomilanais : le 2 novembre 1498, le nommé Zuam Alberto montra au doge une lettre du duc de Milan qui demandait la paix, le doge se borna à répondre que la Scigneurie la déstrait aussi vivement que lui-même(3). L'affairen eut pas de conséquences. Le 7 novembre, Ludovic Sforza revint à la charge avec Lippomano-« Il serait temps de faire quelque effort pour rétablir une bonne et solide paix entre la Seigneuris et nous. Tous les princes doutre-monts sont en bonne intelligence, et nous autres en Italie, nous somnies divisés, nos deux états surtout, qui, par leur union, feraient laloi à tous les autres. Lippomano lui répondit par quelques généralités sans portée ; c'est ce que Marino Sanuto, d'après les Progadi, appelle répliquer (4) « très sagement ». La « douceur » de ces déclarations no trompa personne à Venise, où l'on savait que Ludovic Sforza connaissait les événoments de France. Mais le duc tenait à son idée, le surlendemain, au cours d'une promenade à cheval avec Lippomano, il lui demanda s'il avait transmis sa communication à la Seigneurie (5). La répouse se fit attendre, le 15, le 17, le duc demanda en vain à Lippomano s'il l'avait reçue; le 17 il lui dit : « Je n.'étonne que la Seigneurie ne vous ait pas répondu : je vous repete de nouveau que je voudrais m'arranger avec elle » (6).

⁽¹⁾ Manino Sanuro, II, 34, 11 octobre 1498.

⁽²⁾ Ibid., Il, 44, 13 octobre 1498.

⁽³⁾ Thad., II. 87, 2 sovembre, in colegio

⁽⁴⁾ Ibid., II, 108, 7 novembre, l'ambassadeur vénitien à la Seigneurie.

⁽⁵⁾ Bid., II. 114, l'ambassadeur vénitien à la Seigneurie, 9 novembre 498.

⁽⁶⁾ Ibid., II, 130 et 137. l'ambassadeur vénition à la Seigneurie, 15 et 17 novembre 1498. Ludovic Sforza Insistant d'autant pres qu'à ce moment H

Les nouvelles, d'aikeurs, de jour en jour plus défavorables pour lui, justifiaient son empressement. Un inconnu faisait savoir à Latuada, d'une faços romanesque, qu'Antonio Maria de San Severino prenaît du service de la Seigneurie. Latuada trouvait les esprits chaque jour plus excités à tout faire pour tirer honneur de l'expédition (1). A Gênes, des notables, Jean Spinola de Serravalle, Jean-Louis Pieschi, se déclaraient pour Venise contre le duc; le dernier voulait même mettre son gendre au service de la Seigneurie (2).

Le passage à Milan, au début de décembre, de l'ambassadeur vénitien Trevixam, qui revenait d'Espagne et auquel il fit un grand accueil, fournit au duc de Milan l'occasion d'une nouvelle tentative de rapprochement avec la Seigneurie (5) Ludovic Sforza déclara que ses sentiments pour Venise restaient invariables, mais que ceux de la Beigneurie pour lui s'étaient bien modifiés; que pour sa part il n'oubliait pas les services reçus, mais que, si les Vénitiens commettaient tel ou tel acte nuisible à lui ou à l'un de ses descendants, tel que l'occupation de Pise, il ne pourrait le supporter sans protestation; que la Seigneurie ne devait pas s'imagner que l'envoi d'une ambassade en France le troublât, qu'elle pouvait se rappeler, pour le jour où Louis XII conquerrait le duché, qu'elle en occupait indûment plusieurs bonnes villes.

Il se plaignit du seu de cas que la Seigneurie faisait de lul, du mauvais accueil fait à ses tentatives de réconciliation, vilipendées, laissées suns réponses. Des plaintes il en vint aux récriminations, puis aux menaces : « Quand je n'aurai plus d'autre ressource, croyes-le, ambassadeur, je donnerai Gènes au roi de France, Milan aux électeurs d'empire, je mettrai les Français et les Allemands en Italie.» Puis, s'interrompant, il dit avec chaleur : « Pour qui me prend la Seigneurie ? Me croit-elle huomo da exequie? » Trevixam répondit que le respect des convenances de langage, très grand à Venise, rendait invraisemblable que la Seigneurie l'eut jamais désigné par ce mot. — «Répétes ce mot au conseil des Pregadi et regardes autour de



croyait le traité france-vénitien déjà conc.u (Marino Senute, II, 141, 17 novembre 1498).

⁽¹⁾ Latuada à Ludovic Biorna, 10 novembre 1490. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 62.

⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 116; lettre de Génes, 5 novembre 1498.

⁽³⁾ Ibid., Il. 188, l'ambancadeur vénitien à la Beigneurie, Milau, 6 décembre 1480.

vous : celui qui l'a prononcé rougira » Trevixam, le voyant en colère, reprit : «Monseigneur, la colere et la raison ne vont pas ensemble».—«Mais si la colère est juste?»—« C est une opinion personnelles - Quand Trevixam rapporta cette conversation aux Pregadi, le 19 décembre, on interpella Latuada sur le sens à attribuer a ces propos de Ludovic. L'ambassadeur tenta d'excuserson maître et promit de lui en référer : ainsi cette démarche en vue de la conciliación tournait aussi contre le duc de Milan (1). — En février, il renouvelait encore ses protestations sur un ton plus pressant que jamais : le 8 février, Latuada déclarait en son nom aux Pregadi qu'il ne manquerait jamais à son ancien devouement flaal pour Venise, « qu'il voulait continuer à vivre dans cette condition » ; que tant que l'union de leurs états durerait, il ne craindrait rien (2); mais ces paroles étaient singulierement, et maladroitement, contredites par ses actes : le 18 février, il fi. congédier par le commissaire Fontana le secrétaire vénitien qui résidait à Génes (3).

Peut-être une dernière chance de réconciliation pouvait-elle s'offrir à Ludovic Sforza, peudant les pourparlers de l'arbitrage du duc de Ferrare dans la question pisane. Mais il ne sut que renouveler ses protestations, un peu monotones et humbles, de dévouement à la Seigneurie, de désir immense de l'union de l'Italie, que féliciter Latuada de ses efforts devant les Pregadi (4). Jamais une proposition positive ne sortit de sa chancellerie Ce fut pourtant son influence qui détermina le duc de Ferrare à accepter le rôle de médiateur, la Seigneurie de Florence à reconnaître l'autorité de l'arbitrage et à envoyer des ambassadeurs pour souteur ses droits. Ludovic Sforza aurait pu se

- (1) MARINO SANUTO, II, 188, même lettre; II, 211 et 225, récit de Trevixon au Colegio, 16 et 19 décembre 1498. Mantoue, Arch. Gonzaga, E, X.X. 3, la marquise de Mantoue, 6 décembre 1498. Louis XII et Ludonie Capitapi à Sforza, Documents, 66
- (2) fb:d., II, 430, Lippomano à la Seigneurie, 8 février 1499. S'il ent la bassesse de faire complimenter Lippon eno sur la condusion de l'alliance Pranco-Vénitienne par le genéral des Humiliati, il faut recommitre qu'il n'ent pas le courage de lu faire en personne ses compliments (Marino Sanuto, II, 481, Lippomano, 24 février 1499).
- (2) Mantoue, Arch. Gonzago, B, xxv, 3, d'Atri au marquis de Mantoue, Rome, 18 février 1499
- (4) Latuada ayant, le 7 février, renouvelé ses instances aux Pregadi pour les déciler à la paix, Ludovie, le II, le félicite de ses efforts, assaran, que pour sa part il y est tout disposé. Ludovie Sforza à Latuada, il fé-rier 149s. Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 77.

L. P., tom. I.

servir, a Venise, de cette double preuve de son influence podtique en Italie; il se borna à faire mettre en relief par Latuada son desintéressement et sa loyauté dans cette affaire (1). Le 14 et le 17 février, Latuada ent des auciences des Pregadi, où il ne fli que reparier des sentiments pacifiques du duc de Milan (2).

Apres le prononcé de la sentence (3). Ludovic essaya de n'enattribuer le mérite (i). Il recut l'ambassadeur Lippomano, lui déclara que ce jugement atlait inaugurer une ère de tranquillité pour i italie, tranquillité que, pour sa part, il respecterait toujours. Il saint aussi cette occasion de faire de véritables excuses à la Seigneuris : « si parfois ses actions avaient pare opposées aux intérêts de Venisc, c'est qu'il avait été contraint par une necessité supérioure à agir de la sorte, il lui en demandait pardon une fois de plim; il mettait son étai et sa puissance à la disposition de la Seigneurie pour toute éventualité 5). » Non content de ceste platitude, il la renouvela le 5 avril par l'envoi à Venue de deux ambassadeurs, charges des mêmes offres (6) ; [1] l'aggrava encore vers le 12 juin en renvoyant les ambassadeurs pissos que leur Beigneurie négligiait, intentionnellement ou non, de rappeler, montrant par cet acte brutal qu'il s associant complétement désormats à la politique vénitienne à l'égard de



⁽I) Ludovic Mora à Latuala, 16 tévrier 1490. Leuis XII et Ludovic Sforsa, Decuments, 78. Marino Sanuto, 11 440; én Prepadi, 14 tévrier 1400.

⁽²⁾ Ludovic offici même à Lippomano d'envover lui-même une embassate apociale à Venim pour collaborer avec le due de Ferrara. Lippomano lui fit comprendre que c'était toutile. Lependant, sous prétexte que la prénence d'Hercute d'Este à Venime donnerait à Latuada un surcroit d'eccupations, Ludovie Bforza y envoya un agent apécial. Ludovie Bforza à Latuada, 17 janvier 1499. Louis XII et Ludovie Sforza, Documente, 80.

⁽³⁾ Hautque, Arch. Gongasa, E. XIX. 3. Brognoto sa marqua, Mitan, 2 nvril 1899. L'urbitrage du duc de Ferrare excita à Venise, maigre les réserves de la Beigneurle, une joie très sincère et très justifiés. Le chrosiqueur aconyme (Jhr. Ven., pag. 71), éche de l'opinica générale, dit que, sans être mauvais pour les Pissons l'arbitrage fut le saint de l'état Véalities. L'impression produite au déhors fut favorable aux Vénitiens et à leur réputation de sagesse politique et de modération A Turin, on félicita la Beigneurle de trois choses d'avoir gardé la foi jurée aux Pisans; de n'avoir pas fait la guerre pour avoir Pise; de n'avoir pas mogé à ménager ses propres interêts (Marino Sanuto, II, 664, lettra de Bolce, Turia, 19 avril 1490).

⁽⁵⁾ Le 19 avril, il dissit encere à Lippomano en parlant de cet arrangement « Nous y arone la part convenable à un prioce ami de la part » Marino Saouto. Il 641, l'ambanadeur véniries à la Seigneurie. (3 avril 1400.

⁽⁵⁾ Magino Sanuto, II 576, Lippoinano a la Seigneurie, Milga: 2 avril 1400.

^{(6) /}bid., ad., mome lettre.

Pise (i). Mais toutes ces démarches, pour engageantes qu'elles fussent, avaient le grand tort d'être trop tardives; la ligue franco-vémilienne était signée et proclamée, et aux ambassadeurs de Ludovic Sforza, le Doge se borna à répondre avec une froide correction (savientusame, dit Sanute, témois oculaire), que « la politique de Venue serait conduite par les circonstances (2). »

Autant la part porsonnelle des ambassadeurs vénitiens à la conclusion du traité avait été grande, autant le rôle de Latuada. à Venise, dans la défense des intérêts milanais, fut mince. Il était desservi par son caractère sacerdotal, peu respecté dans la ville du monde qui a peut-être eu la politique la plus essentiellement laïque.Il ne l'était pas moins parson manque de dignité ; dans les discussions des Pregadi, il semblait toujours prendre la défense d'un accusé ou plaider les circonstances atténuantes, son attitude au sujet du rapport de Trevisam, le 19 décembre, en est la preuve ; il fut de même peu correct au sujet du passage à Venise de Brasca, l'ancien ambassadeur milanais on Allemagne, devenu préfet impérial de Trieste, qui, recu par les Pregadi, prononça quelques paroles maladroites au sujet de l'alliance franco-vénitienne : tandis que Ludovic enfaisait sen excusen à Lippomano, Latuada dénavous son collegue en Pregadi et s'efforça de pallier le sens de ses discours (3); de même, le 21 février, c'est en s'en excusant qu'il annonce à Venise le rapprochement de Ludovic Sforza et de l'Allemagne. Sa liborté d'action dans les grandes affaires était diminuée par le grand nembre de petites dont il était chargé, surtout en matière ecclésiastique: ainsi Ascanlo Slorza l'employait à réclamer des droits sur certains bénéfices qu'il possédait à « Terradi Puja », son cousin le général des Humiliati à recommander au Colegio un sien procès contre le Vénitien Hisropimo Lando, à poursuivre des hépélices (4) Sa netteté de jugement était



⁽¹⁾ Manino Saxuto. II. 858, Lippomano à la Seigneurie, 22 juin 1499 : II, 864, în colegio, 30 juin 1499.

⁽⁸⁾ Ibid., II, 576, in Propade, 5 avril 1490.

⁽³⁾ Ibid., II, 270 et 273, 28 et 29 décembre 1496; ibid., II, 314, in colegio, 2 janvier 1499. — Latuada est encore un ennei au aujet de Brasca; le 17 avril, il eut à réclamer divers objets destinés à Herasmo Brasca à Trieste qui avaient été sainin par les officiers vénitiens (Marino Sanuto, II, 624, Venise, 17 avril 1499, in colegio). Herasmo Brasca, dans ses foretions de prefet impériul à Trieste, continua à se montrer extrêmement agressif coutre la Seigneurie.

⁽⁴⁾ Marino Saruto. II, 582, 3 avril 1499, 11, 616, 13 avril 1499; II, 859, 28 juin 1499.

souvent troublée par une arrière-pensée d'intérêt personnel : c'est aussi que le déur d'être pourvu de l'abbaye de San Vittorio de Milan l'induisit à mécounaître l'importance du voyage en France de César Borgia.

Aussi perdit-il promptement tonte influence. Des le début des négociations en France, on le laissa a l'écart, ou il s y tint. Des le mois d'août 1498, il venuit moiss souvent aux séances des Pregadi, il arriva que ses demandes furent rejetées et cavalierement remises aux jours suivants, ce qui était contraire à tous les usages (1) ; un mons incident montre en quelle pietre estime on le tenait. le 15 janvier 1499, voulant expédier à Milan, à Ludovic Sforza, quatre barnques de malvouse et des amandes, il ne put obtenir une dispense des droits de sortie. On ne lui accorda même pas une dispense des droits de sortie. On ne lui accorda même pas une dispense des droits d'entrée sur du viu à lui envoyé pour sa consommation, le doge en personne la lui refusa, et y sjouta l'humiliance aumône de lui « faire faire bonne mesure » par les employés d'octroi (?). Aussi Latuada perdit-il toute son assurance, dans les terniers mois de son séjour, il était «pallido » smorto ».

Comme negociateur, il eta t voue a l'insucces par la force des choses, et nous avons montré quelle fut, en effet, son impuissance. Il fut pour Lucovic biorza, ou du moins il essaya d'être, un informateur autant qu'un ambassadeur: il tenta de son mieux de suivre les négociations avec la France, qu'on lui cachait le pius possible. Il envoyant à Milan tous les on-dit, tous les bruits qui lui revenaient, sans cacher que le plus souvent il parlait par out-dire el sans cusaimuler le peu d'autorité de ses sources. Le 5 octobre, par exemple, ce sont des lettres de marchands florentins qu'on lui a montrées (3), le 24 novembre, ce sont des communications de patriciens véritiens qui, n'étant pas des Pregadi, ont assex peu de crédit (4), le 22 décembre, sa curios té est plus excitée que jamais par l'arrivée d'un courrier venu de France avec une vitesse estraordinaire, il n'obtien,



⁽¹⁾ C'est sans doute pour paret aux laconvénients de cette nituation que Lucovic Siorsa envoya à Veuise, comme secrétaire de l'ambamade, Bartoiouseo Romul (Marian Banute, II, 61, 25 octobre 1496), mais celui-el, autant qu'on peut le voir, a eut aucene Influence et ne jous aucus role apparent; Il rentre à Milan à la fin de juin 1499 (Marian Sanuto, II, 844, 30 juin 1499) Il ne faut pas confe idre ce presonnagt avec non homonyme, amuse-sadeur mantouan à Milan.

⁽²⁾ MARING SANUTO, II, 334, Venne, in colegio, 15 januter 1499.

⁽³⁾ Launda à Ludovic Storra, 5 octobre 1498. Louis XII et Luccovic Sforza, Documents, 36.

⁽⁴⁾ Bid., id. Latuada a Ludovic Storza, 2i novembre 1498.

que des informations tout-à-fait contradictoires; il decouvre par une habile induction que le même courrier doit repartir pour la France avec la même rapidité, mais cette observation ne le mène à rien (i). Le 19 janvier, on lui annonce l'arrivée d'un messager du roi, logé secrétement dans la maison du secrétaire Gasparo della Vedoa; pour s'assurer du fait, il a l'ingénieuse rouerie d'envoyer à l'épicerie où la Seigneurie se fournissait de confettià l'usage des diplomates, et y apprend que des confetti. et de la cire out été, le jour même, parordre du gouvernement. envoyés à la maison de Gasparo un messager est donc certainement arrivé; mais faluada ne peut découvrir ni son nom, ni sa qualité, ni le motif le son voyage (2). Il aposte des espious dans le palais ducal pour savoir ce que l'on y dit : il n'en obtient que peu de renseignements ; parfois il semble être, de la part de nouvellistes officieux, l'objet de véritables plaisanteries (3). Pour comble de malheur, la Seigneurie s'émut asses vile de ces espionniges et de ces communications; pour les empêcher ou les rendre plus difficiles, on mit une garde dans sa maison, sous prétexte de l'honorer, en réalité pour surveiller. ses visiteurs (4). Cette brigade de súreté commença, comme de juste, par une bévue: le premier soir, elle faillit arrêter, à titre de suspect, un honnête patricien vénitien qui venait de dinerches l'ambassadeur. Enfin Latuada, qui ne reculait devant aucun moyen, consei la au duc de saisir les courriers vénitiens. pour avoir, par les lettres interreptées, des informations sures: le 27 octobre 1498. Ludovic Sforza fait arrêter deux courners de Zuam Dolce pour se procurer des lettres de France, mais il n ose pas saisir celles de la Seigneurie et n'euvre que les correspondances particulieres [5] Le 18 juillet 1499, Latuada lui signale le retour de Placidio, secrétaire de Trivulce, de Venise à Asti, et le 26 du même mois lui donne l'itinéraire exact qu'il devait suivre : au mépris des garanties diplomatiques, il lui propose de le faire enlever pour apprendre « tout à fond » 6).

- (1) Milan A. d. S. Pot. Est. Venezte, le même au même, 22 décembre 1498-
- (2) Ibid., id., le même su même, 19 junvier 1899. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 72
 - (3) Ibid , id., le même au même. Il mars 1499.
 - (4) Voir ai dessus note 14, lettre de Lutuada du 10 novembre 1496
- (5) Manino Sanuto, 11, 78, 27 octobre 1498. Déjà le 20 juillet 1498, on avait angoncé (mais à tort) l'arrestation du courrier vénities Morgante, qui portait en Prance les Instructions aux ambanadeurs (Marino Sanuto, 1, 1.017, 20 juillet 1498).
 - (6) Ces moyens violents étalent d'ailleurs dans le génie de l'époque.



16. — Le retour à Yenise de l'ambassade vénitienne.

La signature du traité franco-vénition avait naturellement misfin à la mission des embassadeurs. Cependant, et bien que, des le 17 février, on commençăt à annoncer leur départ (1), ila restèrent longtemps avant de recevoir leurs lettres de rappel. Ils assistérent le 25 mars à la publication à Blois du trané, cérémonie célébres sur la place du Château, après une messe solennelle et accompagnée de sonneries de trompettes et de clochos et de four de joie. Le lendemain, il y eut une fête devaut la maison des ambassadeurs vénitiens, un banquet, une distribution d'argent au peuple. Le roi y assista en personne. Les Vénitions commirent la maladresse d'attendre chez eux qu'on wint les chercher pour la publication, et furent oubliés; mais Louis XII se rendit en personne à la maison des ambassadeurs. et Zorai l'y acqueillit avec de grandes marques de joie (2). Le Colegio fut tres mécontent de cette maladresse des ambassadeurs. Le bruit courut vers le même temps à Venise qu'une ambassade française, composée du capitaine Robinet et de Claude de Seyssel, y allait être envoyée: l'orreur fut causée par une lettre de Hieronimo Zorzi à ses frères Francisco et Federigo, mal lue; c'était à l'archiduc qu'était envoyée cette ambassade (3).

L'ambassade vénitienne reçut le 11 avril ses lettres de rappel deux de ses membres devant rentrer à Ventse, Zorsi et Michiel partirent. Dans leur audience de congé, le roi exprima le désir qu'il aurait ou que deux des ambassadeurs restassent à sa cour, mais leur dit cependant d'obéir à la Seigneurie. Il

Latuada ne devait pas s'émouveir d'enlevements et de séquestrations, lui qui, prêtre, admettait l'assassinat politique. A la fin de juillet 1498, le frère mineur Agostine de Luces, du sonseil secret de Milau, très versé dans les questions de haute politique et qui atrignait beaucoup pour le compte de Ludovie Sforse, étant mort aux bains de Lucques, Latuada n'hésite pullement à le dire empoisonné et à accuser la Bespecurie de set empoisonnément (Sanuto, I, 1.924 et 1.009, Su juillet et 18 septembre 1490).

- (1) Louis XII et Ludovie Sforza, Documente, 78.
- (2) Manino daruto, II, 560, 572, les ambassideurs vénitions à la Seignemie, Biole, 15, 25 et 26 mars 1499; Marino Sanato, II, 575; lettres de Nicola Michiel et de Zoral, communiquées aux Progedi par Goast. Priult et 3.-P Stella, un colegée, 4 avril 1499.
 - (3) MARINO SANUTO, II, 583.





ajouta, ce qui était une dernière promesse: «Dites à la Seigneurie que nous avons l'argent et les soldats pour la guerre contre
Milan ». Ils eurent aussi une audience de congé de la reine, qui
se montra très bisuveillante. Louis XII leur fit remettre une
lettre autographe à l'adresse de la Seigneurie, dans laquelle
il confirmait encore l'alliance. Ils partirent comblés de présents; Zorzi avait reçu du roi un épieu de chasse en souvenir
du sangher tué par lui (!).

Le voyage des ambassadeurs ne presenta point d'incidents. Ils arrivèrent à Casal le 16 mai; Nicolò Michiel retourna le premier à Venise en descendant le Pô; Zorzi revint plus lentement; le 23 mai, il arriva à Chioggia, où la Seigneurie envoya pour le recevoir Nicolò Michiel et Marino Sanuto; il rentra à Venisa le soir même, où une foule nombreuse vint à sa rencontre (2).

Le lendemain, 24 mai, Nicolo Michiel et Zorzi firent aux Pregadi la relation de leur ambassade, insistant sur les désagréments matériels qu'ils avaient subis, se louant de leurs secrétaires Roger de Michieli et surtout Hieronimo de la Siega, qui savait le français et avait pu souvent causer avec le maître d'hôtel du roi, Alexandre Malabayla. Comme il restait encore à Venise des opposants à l'ailiance française, Zorzi s'efforça de persuader les Pregadi que cette alliance ne pouvait que réjouir et enchanter tout le monde, ses résultats devaient être excellents : d'abord elle enlevait à Ludovic Sforza toute possibilité d'alliance avec la France, alliance évidemment certaine dans le cas contraire, son exécution était assurée, car il était injuste de reprocher aux Français leur manque de foi, et le roi ne pourrait teair ses promesses mieux qu'i. faisait; il n'y avait pas à craindre que la puissance française s'accrdt au point de dominer toute l'Italie; le caractère français rendait cette crainte illusoire; les Français attaquaient avec furie, mais leur elan était court : Ludovic pourrait aisément leur résister quelque temps, et, pour prévenir une ruine totale, se metirait à la



⁽¹⁾ MARINO SANUTO, II, 623 et 633, les ambassadeurs vénitiens à Blois, il avril 1499, thtd., II, 751, relation des ambassadeurs au Consell des Pregadi, 24 mai 1499; thtd., II, 721, lettre de Jean de Gonzague, Gonzaga, 8 mai 1499; thtd., II 679, les ambassadeurs vénitiens à la Seigneurie, Blois, 2) avril 1499. Le rapporteur Zorzi cite des paroles textuelles du roi dans sa relation du 24 mai Louis XII et Ludovic S/orza, Documents, 123.

⁽²⁾ Mamno Sanuro, II, 741, Lippomano à la Seigneurie, Milan, 18 mai 1499 : relation du 24 mai 1499 ; ibid., II, 745, Venise, 23 mai 1499.

discrétion de Venise: si les Français faisaient quelque acquiaition territoriale dans le Milanais, leur mauvaise administration la leur ferait aisément perdre, — l'expédition dans le royaume de Naples en était la prouve, — et tout le duché retomberait au pouvoir de la Seigneurie. Il n'y avait donc que des bénéfices à retirer de cette alliance (1).

Malgré leur éloquence, les raisonnements de Zorzi ne touchérent qu'assez pen et ne convainquirent pas les Vénitiens(2). Les Pregadi se montrerent mécontents, non pas de l'alliance, mais des conditions de l'alliance et de la conduite trop indépendante de leurs ambassadeurs. Aussi leur montra-t-on peu de reconnaissance; tout au contraire, ayant été proposés pour être nommés, Zorzi membre du conseil des Dix, Michiel capitaine de Chypre, ils échouèrent l'un et l'autre: preuve manifeste du mécontentement de la Seigneurie à leur égard.

Loredam resta seul en France: il survit le roi et la cour dans leurs nombreux déplacements, non sans danger, vu les maladies épidémiques qui sévissaient sur quelques points. Il ne cessa pas de demander son remplacement et son rappel. Le 31 mai il annonça a Louis XII que ses successeurs étaient nommés, mais leur départ de Venise se fit attendre, et il dut prolonger encore son séjour en France (3).

§ 7. — Les relations franco-vénitionnes après la conclusion de l'alliance.

Après la conclusion du traité, les relations entre la France et Venise prirent un caractère de cordialité marquée. Trois questions, impliquées par l'alhance, mais non résolues par le traité, furent d'abord réglées.

D'abord la ratification et la publication du traité. Les ennemis de Venise avaient répandu en France le bruit d'une alliance possible entre la Seigneurie et les autres puissances italiennes ; le grand chancelier exigea qu'avant tout « l'instrument » du



⁽¹⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 123.

⁽²⁾ L'opinion de Zorzi était cependant relle de beaucoup d'Italiens qui regardaient la Se gueurie comme le principal auteur de la guerre, et qui croyalent qu'elle avait excité Louis XII contre Ludovie pour lui prendre plus faciliement son étai (Diario Ferrarese pag 365, 21 juillet 1499).

⁽³⁾ MARING SANUTO, II, 792, 805 et 851, lettres de Loredam à la Seigneurie, 29 et 31 mai, et 17 juin 1499.

traité fût muni en bonne et due forme des signatures des ambassadeurs et de celle du roi. Léchange des instruments du traité cut lieu en France le 4 mars 1499, et la publication de la Ligue, c'est-à-dire des actes du traité, fut fixée au jour de l'Annonciation, le 25 mars 1499 (1). Les ambassadeurs s'empresserent de l'annoncer à Venise, avant même d'en avoir recullordre des Pregadi (2). Les Pregadi réglérent, le 16 mars, la cérémonie et en envoyèrent le programme quelques jours après à leurs ambassadeurs à Paris : la cérémonte devait comprendre une procession solennelle à Venise et dans les villes de terre ferme (3), et une messe dite en grande pompe par le patriarche qui était venu offrir ses compliments à la Seigneurie. La publication fut faite le 25 mars, solenneilement, par le doge, en présence du duc de Ferrare et du corps diplomatique, au milieu des applandissements et de la joie générale. Pour éviter toute querelle de préséance avec le duc de Ferrare, le patriarche fut invité à s'abstenir de figurer à la procession. Il y avant de longues années qu'on n'avait pas vu a Venise une fête aussi belle et aussi joyeuse (4). - Louis XII annonça des le 10 mars que la proclamation du traité aurait lieu au jour dit, dans tous les ports de mer notamment, pour que les vaisseaux vénitiens y fussent désormats aussi en sécurité que les stens propres (5) ; le 15 mars, il envoya par lettres patentes à l'amiral et au gouverneur de Provence, après communication à La Rovere et aux Vénitions, l'ordre de traiter les sujets de la Seigneurle de la même façon que les Français (6) et les vaisseaux vénitions comme ceux des nationaux. - D'autre part, Louis XII, montrant nne grande raideur vis-a-vis des ambassadeurs florentins, refusait de leur communiquer avant la date fixée la teneur du traité, qu'ils connaissaient inexactement depuis quelque temps par des indiscrétions (7). La Ligue fui publiée le 25 mars à Paris,



⁽¹⁾ MARINO SANUTO, Diarri, 11, 514, 515, 4 mars 1499, les ambassadeurs vénitiens à la Seigneurie

⁽¹⁾ Ibid., II, 558, les ambassadeurs vénitlens à la Seigneurie, 24 février 1499

⁽³⁾ Ibid., Il, 528, in colegio, 16 mars 1499. Greulaire du colegio aux provéditeurs. Ibid., Il, 529, le patriar he de Venise à la Se gaeurle, 17 mars 1499.

⁽⁴⁾ Ibid., II, 547, Venise, 25 mars 1499.—Venise, A. d. S., Secreti Senato, XXXVII., fol. 82 v., 26 mars 1499

⁽⁵⁾ Ibid., Il. 533, les ambassadeurs vénitiens on France à la Seigneurie. Blois, 10 mars 1499.

⁽⁶⁾ Had., Il. 559 et 560, les mêmes à la même, 15 mars 1499.

⁽⁷⁾ Ibid., II, 599, les ambassadeurs vén tiens à la Seigneurie, 15 mars 1429. Le secret sur le traité fut beaucoup moins bien gardé en France qu'à Venise.

à Blois et dans toute la France avec beaucoup de pempe et de solennité (i).

Louis XII, des le !! avril, réclama avec insistance des lettres de confirmation du traité (2) Le 20 avril 1409, les Pregadi les voterent et les envoyèrent à leurs ambassadeurs, avec ordre de demander au roi de France un acts équivalent. Il n'y eut, aur 162 votents, qu'une apposition de dix voix : l'alliance française avait fai, des progrès dans l'opinion (3). Le 8 mai, l'ambassadeur communiqua cette lettre au roi en présence du grand chancelier: Louis XII juges la ratification suffisante et l'accepts, mais demanda qu'on insérât dans l'acte une clause indiquant qu'il engageait le doge et ses successeurs (4).

Enfin, le 29 juillet et le 8 acût, on publis en France et à Venise les nome des diverses puissances alliées aux deux hautes parties contractantes (5). C'étaient le pape, i Eglise, l'Empire, les électeurs d'Empire, le roi et la reine d'Espagne, les rois d'Angleterre, d'Ecosec, de Portugal, de Hongrie, de Bohême, de Navarre, l'arch duc d'Autriche, l'ordre de Malte, les ducs de Savoie et de Poméranie, le marquis de Montferrat et Constantin Armii, les anciennes Ligues (Suisses), la Ligue grise, Urhin, Lucques, Ancône, Rimini, Singaglia et les Oreini, Louis XII désignant de plus le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue et la république de Florence; les Vénitiens nommaient Paenia, et leurs condottiers, Pitigliano, Carlo Oreini, Bortolo d'Alviano et la manon de Lodroin. Su dehors de la Ligue ne restatent donc que le roi de Naples, le duc de Milan, Bologne, la comtesse de Forli, Pesaro et les Colonna.

It failait aussi fixer la date de l'expédition. Les Vémitiens, dont les préparatifs militaires étaient prêts depuis longiemps, pressèrent, des la signature du traité, le roi de France de commencer le plus tôt possible son expédition, ou du moins d'envoyer des troupes à Asti et de venir lui-même à Lyon Louis XII se montra peu disposé à fixer trop longiemps d'avance la date des hostilités. Mais il fit entendre, par de nombreuses allusions et indis-

⁽¹⁾ Milan, A. d. H., Carlegg. gener., lettre de Lyon, 23 mars 1490.

⁽³⁾ Maniro Sanuto Diarit, Il, 633, les ambanesdeurs vénitiens à la Sei-gneurie, il avril 1499.

⁽³⁾ Mid., Il, 862, Venise, in pregada, 29 avril 1488.

⁽⁴⁾ Ibid., II, 699, for ambassadeurs vénitions, 16 mai 1499, II, 791, lettre de Lorcéam à la Seigneurie, Biole, 25 mai 1499.

⁽i) Joid II, 992. Liste des milités de la France et de Venise, 29 juillet, 1º noût, et II, 1140, és colegée, 26 noût 1499.

La Beigneurie insistait d'autre part pour que Louis XII vint en personne en Italie, «où sa présence et son autorité rendraient l'expédition sans aucun doute plus facile et en assureraient le prompt schévement,» ce qui était le plus nécessaire. Le 5 juillet, les Savii di conssio firent voter une lettre à l'ambassadeur, conque dans ce seus et fort pressante, le 12 juillet, Louis XII y répondait qu'il irait certainement jusqu'à Gronoble, plus loin si c'était nécessaire, ce qu'it ne pensant pas, car il avait des intelligences dans les places, et son expédition ne durerait pas quarante jours. Cependant les Pregadi renouvelaient leur ordre à leur ambassadeur le 11 juillet. Le cardinal d'Amboise conseillait lui-même au roi de descendre en personne en Lombardie; à la fin du mois les arrestations de courriers le décidérent à suivre la conseil de d'Amboise et le désir de la Seigneurie (2).

Malgré l'article du traité relatif à une action commune contre le Ture, la Seigneurle était fort inquiete de cette menace d'invasion perpétuelle, mais elle voulait, par dignité, dissimuler son inquiétude à la cour de France (3). Elle s'efforça d'obtenir de Louis XII de nouvelles promesses de secours contre l'éventualité de cette agression : Louis XII ne les épargus pas, il déclara à Loredam devant l'ambassadeur de Montferrat que, si le Ture armait contre Venise, non seulement il enverrait, mais qu'il irait lui-même au secours de la Seigneurie ; en France, l'ambassadeur affectait une grande tranquilité (4). Le 16 mai, les Pregadi, tout en remerciant le roi de son promesses générales, lui annoncérent la marche des Turcs contre Rhodes (5) ; le 31 mai, le roi répondit à Loredam que Venise ne devait consentir à aucune restitution ou cession de territoires, en lui prosentir à aucune restitution ou cession de territoires, en lui pro-

⁽¹⁾ La question sere traitée plus longuement dans le chapitre sur les préparatifs militaires de Louis XII. Les principaux textes à citer sont des lettres oux ambassadeurs vénitiens en France, 15 mars, 26 avril ; de Loredam, 31 mai ; de Loredam, Lynn, 11 juillet 1499. (Marino Sanuto, Dras if, II, 560, 679, 805, 931) ; voir aussi un extrait d'une lettre écrite de la cour de France, 2 mars 1499.

⁽²⁾ Venise, Secreti senato, XXXVII, fol. 101. Oratori mostro in Francia. Marino Sanuto, II, 911, Venise, in Prepadi, 11 juillet; lettre de Loredam, 12, 20, 28 juillet, 4 et 5 juillet 1499, ibid., II, 931, 1015 et 1032.

⁽³⁾ Marino Sanuto, II, 715, les ambassadeurs vénitiens à Blois, 6 mai 1899. Louis XII et Ludovic Sjorsa, Documents, 101.

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S. Cartego, gener. Extrait d'une lettre anonyme, 10 mai 1499.

⁽⁵⁾ MARINO SANUTO II, 724, Venise, in collegio, 16 mai 1499.

mettant de mettre son armée d'Italie, quinze cents lances, au service de la Seigneurie i). Quand la guerre fut en effet commencée entre Venise et le sulan, Louis XII renouvelases offres, promitqu'après l'entreprise de Milan ils feralent ensemble la guerre aux Turcs, tonna contre les princes qui s'étaient faits les promoteurs de cette invasion(2). Les Pregadi, à l'unanimité moins neuf voix, dénoncérent à Louis XII les auteurs responsables de la guerre turque, ils le prierent d'en écrire au pape, aux puissances, aux électeurs de l'Empire, d'obtenir un bref « au suje; des nouvelles attaques des Tures contre les chrétiens, et contre les détestables auteurs de cette chose exécrable (2).» Le 12 juillet, Louis XII mit sa flotte à la disposition de la Seigneurie, qui en adressa sos remercicments à M. de Beaumont (4). - La Seigneurie avait eu quelque velléné de profiler des difficultés que lui créa la guerre avec les Turcs pour se soustraire en partie à ses obligations envers la France, ou tout au moins pour tâcher d'en retarder. l'écheance (5 . Blie tenta de faire reculer la date de l'expédition du Milanais, alleguant qu'elle aurait besoin plutôt d'être aidecpar le roi que sollicitée par lui de l'aider, essayant de démontrer que, si elle avait quelque temps pour négocier avec le Turc, il lui sorait ensuite plus facile de tenir ses engagements Mais, comme Louis XII et ses conseillers refusérent de tenir complede ces considérations, elle finit par se résigner à commencer de suite la guerre contre Milan (en demandant seulement qu'elle fut courte, car il lui serait impossible de soutenie longtemps deux guerres importantes), et elle persista à declarer qu'elle remphrait tous ses engagements envers Louis XII (6).

L'accord des deux alliés était ainsi à peu pres complet sur tons les points essentiels. Il n'était pas moindre dans les ques-



⁽¹⁾ Marino Banuto, Dierris, II, 865, Lippomano à la Selgueurie, 31 mai 1898, et II, 850, le même à la même, 17 juin 1899. D'Amboine recomminant ce jour-là que a guerre turque serait un obstacle pour commescer immédialement l'expédition.

⁽²⁾ Bud., II, 931, L promeno à la Seigneurie, Lyon, 12 juillet 1499.

⁽²⁾ Bird., II. 937 et 932, Venue, in pregadi, 19 juillet 1499. Venue, A. d. B. Secreti senato XXXVII, 19 juillet 1499.

⁽⁴⁾ Docum, cité, note 73.

⁽⁵⁾ Milan, A. d. S., Pot. estere, Venezia. Latuada à Ludovic Storza, 3 et 10 juillet 1499. Les jérémiades n'empéchaient pas Venise de mettre en état de guerre une fotte amez importante. Louis XII et Ludovia Sforza, Decuments, 171.

⁽⁶⁾ Milan, A. d. S., Cartegg. gener. Simon Cattaneo à «l'Abbate de San Benedicto, » 17 politet 1499

tions secondaires: Lome XII pronut aux Vénitions de ne jamais les sacrifier aux Florentins, dont les intrigues à la cour preoccupatent la Solgneurio: « Sals agissent contre nous, nous retiendrons tous les Florentins qui résident dans le royeume ». Il fit remettre en liberté tous les sujets venitiens retenus sur la flotte comme galériens. Des sujets français entraient, sur la recommandation royale, au service de la Seigneurie. Les deux étais se communiquérent les actes diplomatiques importants sentence d'arbitrage du duc de Ferrare, traité de paix entre les ducs de Gueldre et de Cleves. Le cardinal d'Amboise et Loredam échangeaient de véritables confidences (f). - En France cependant, la joie de la conclusion de l'a hance se mélangeait d'un peu de mépris pour les «marchands vénitiens». quoiqu'en général on trouvat les Venitiens d'une sagesse et d'une prudence admirables. - A Venise, après les premiers transports de la joie populaire, les gens de sens rassis se prirent à rabattre de leur premier enthousiasme : les conditions de la Ligue paraissaient, après réflexion, moins avantageuses pour Venise que pour la France. Quand il s'agit, au mois d'avril. de trouver l'argent des cent mille ducats, il y eut comme un souffle de mécontentement sur la population : on trouva que l'argent était nécessaire pour les affaires d'Italie et qu'il n'y avait pas lieu d'en dépenser trop largement. Mais ces impressions, populaires ou réfléchies, n'étaient pas assez fortes encore pour modifier l'alliance (2).

Après comme avant a conclusion du traité, diverses difficultés gênerent la régularité des relations des deux puissances aluées: c'étaient la difficulté des communications et l'espionnage à Venise de l'ambassadeur milanais Latuada. — Les communications entre la France et Venise étaient assurces par les postes régulières ou par des courriers spéciaux. Dans les cas tres importants, les courriers voy ageaient en poste. Mais ce mode de circulation avant le double incouvenient de coûter fort cher et d'altirer trop vivement la curiosité des espions et les gouverneurs de villes. Lés courriers ordinaires mettaient environ quinze jours entre Paris et Venise un laps de temps moindre



⁽¹⁾ Pour ces divers faits et d'autres analogues, Marino Sanuto, II, 638-613, 631, 679, 680, 889, tettres des ambassadeurs vénitiens, 11 et 26 avril 1499, Blois, et Ventse, in colegio, 12, 19 et 26 avril, Gjuillet 1499.

⁽²⁾ Voir les lextes atés plus haut, passion, et Louis XII et Ludooic Sforza, Documents, 86.

paralosait estreordinaire et digne de récompense. Mais il fallait compter avec la maladie, -- cause de retard pour un voyage et par suite pour une négociation, (il arriva au courrier Morgante, au début d'avril 1499, d'être retenu deux jours par la maladie à Turia),-avec les arrestations de courriers, tantét par guet-apens, tantôt par ordre déclaré du gouvernement milanais, - parfois avec le meurtre ou la pendaison juridique de ces infertunte agents (1). Pour éviter ces derniers inconvénients, les ambassadeurs français conscillérent de faire prendre aux courriers la route de Suisse : mais ce détour allorgeast besucoup le chemin. - L'espionnage de l'ambassadeur miannis Latuada était réduit à l'impuissance par la sévérité de survetilance de Venise; il n'arriva jamais malgré tous ses efforts à savoir rien de précis. ainsi ce ne lat que le 20 avri, qu'il connut les articles du traité franco-vénit.en(t). Cependant tous les moyens lui étaient bons, et leur variété fait plus honneur à l'ingéniouté de son seprit qu'à sa delicatesse. Il n'hésita pas à entretenir un « explorateur » dans le palais de l'ambassade française ; mals il n'apprit ries par lui. Les audiences au conseil des Pregadi étaient données à hun-clos, avec exclusion de beaucoup de membres de l'assembiée, de tous les secrétaires et du corps diplomatique il lui fut difficile d'en savoir quoi que ce fût. Mais, si peu nuisible qu'elle fût, la présence de l'atuada n'en était pas moins une géne pour la liberté d'action des deux suissances.

Après la conclusion du traité franco-vénitien, le roi et la Seigneurse prirent des mesures pour obvier à ces inconvénients, pour resserrer le suite et la cordialité de leurs relations, et pour être d'une façon constante en communication.

Il y eut un echange d'ambassades entre Venise et Loula XII.

⁽¹⁾ Maurio Sairro, Il 605, Unice à la Seigneurie, 7 avril 1400, 11, 1615, Lipporano à la Seigneurie, Lyon, 19 juillet 1409, 11 842, Venne, in preparti, 21 juillet 1400 Les communications étalent renduce très difficiles par la nématité de traverser le Mi annie. Voir à ce sujet une longue note donn L'Ambassade d'Assures Maynier à Venue, pag. 6, note 1.

⁽²⁾ J'ai déjà cité le cas du mystérieux agent français logé ches Gasparo de la Vedoa Vérification faite, ce personnage nétait qu'un agent du Trivaica venu pour annoncer à conclusion de la Ligne, et Latunda en était pour ses lesse à imagination. Lessis All et Ludovie Sfersa, Dommenta, 72. Letunda eret que l'allinnes franço-vénitienne avait pour principal objet la question de Pise. On trouvers d'autres exemples de ses investigations malbeureuses dans les lettres de Latunda à Ludovie Sforza (Milan, ébid), du 16 avril, du 20 avril, du 3 puillet 1429. — En France, le necret avait éte beaucoup moiss lieu garde (Lettres de Lvos, 18 lévrier, 16 mars 1460).

- Le 17 avril 1499, les Pregadi déciderent de procéder le jour même à l'élection de deux ambassadeurs en France. L'élection serait faite aux conditions survantes : interdiction aux élus de refuser leur charge, sous des pénalités tres graves, ordre immédiat de départ avec les instructions que leur donnerait le Colegio. Les ambassadeurs sergient escortés d'un secrétaire et d'une suite de vingt-six personnes. La proposition fut acceptée par les Pregadi tout entiers, moins sense opposants; au moment de procéder à l'élection, on ne trouva pas les missels nécessaires pour recevoir les serments des élus, et il fallut remettre l'opération au 19 avril; co jour-là Domenico Trevizam et Nicolo Poscarini furent élus, mais, comme le scrutin avait présenté des prrégularités, ce ne fut que le 22 qu'eut lieu l'élection définitive. Cette nouvelle ambassade fut annonces au roi par Lorgdam et par l'ambassadeur de Montferrat, et Louis XII s'en montra très satisfait (l).

Les Vénitiens avaient en même temps « supplié » Louis XII de leur envoyer un ambassadeur dont la présence à Venise fût pour les autres puissances de la péninsule un signe de leur étroite alliance. Louis XII céda volontiers à ces prières : il comprenait trop bien la nécessité d'avoir à Venise un représentant capable de retenir la République dans sa nouvelle direction politique, de suivre les mouvements de l'opinion, de surveiller et au besoin de diriger les préparatifs militaires et les négociations diplomatiques (2). Aussi bien, dés le début de mai, Louis XII avait-il choisi ses ambassadeurs. Le marquis de Trans et M. de Chaumont, neveu du cardinal d'Ambeise, désignés d'abord, refusèrent cette mission l'un et l'autre. Le premier était partisan avoié de l'alliance franco-milanaise et en ce temps même commettant, au profit de Ludovic Sforza, de véritables actes de trabison (3). Le second se croyait sans doute, et à juste

⁽¹⁾ Mario Samuto, II, 628, Venise, in prepadi, 17 avril 1499, ibid., II, 634, 642, Venise, in prepadi, 19 et 22 avril. Milan, A. d. S. Cartey. gener. Latuada à Ludovic Storaz, 20 avril 1499. Marino Sanuto, II, 728, Loredam à la Seignourie, 10 mai 1449. Milan, A. d. S. Cartey. gener. Lettre du 10 mai 1499. Voir L'Ambanade d'Accurse Maynier à Venise, pag. 5, notes i et 2. La lettre du 10 mai 1499 y est publiée en appendice, nº 3.

⁽²⁾ Toutes les nources pour l'histoire de l'ambassade de Beaumont et Maynier sont indiquées dans le travail sité dans le note précédente, et les textes les plus importants y sont cités éans les notes ou les appendices. Je me borne donc à y renvoyer.

⁽³⁾ Voir cans L'Ambassade d'Accurre Maynter, appendice nº 4, une lettre d'un agent secret de Ludovic qui ne peut laisser aueun doute à cet égard.

titre, plus propre à un emploi militaire, et espérait peut-être obtenir le commandement en chef de l'expédition de Milan. Le roi choisit i leur défaut le baron de Beaumont, capitaine de cent lances, plus connu jusqu'alors comme officier que comme diplomate. Le chancelier Rochefort lui fit prudemment adjoindre un jurisconsulte érudit, le juge-mage de Provence. Accurse Maynier (1), qui allait être le personnage important de l'ambassade. Le départ des ambassadeurs s'effectuale 23 mai Ils arrivérent le 13 juin à Asti, où Trivulce leur fit de grandes démonstrations d'honneur, et le 17 à Casal de Montferrat, ils en repartirent le 20, munis d'un sauf-conduit pour la traversée du Milanais, et descendirent le Pô ; le 26 juin, ils faisaient prévenir la Seigneune qu'ils arriveraient le même soir à Chioggia. Aucun incident matériel mémorable ne paraît avoir signalé leur voyage.

Ce voyage eut une réelle importance diplomatique dans l'ensemble des négociations alors engagées par Louis XII avec les divers étits italiens et fut une véritable manifestation politique à l'égard du duc de Milan. D'abord leur passage à Casal de Montferrat out pour résultat la conclusion définitive du traité depuis longiemps négocié entre Louis XII et Constantiu Armiti (2): pais la manière dont l'ambassade traversa la Lombardie, le luxe musité de précautions diplomatiques dont elle s'ensoura, donna à son passage une signification d'hostilité évidente contre le duc de Milan, enfin, à leur dernière etape. Beaumont et Maynière ouvrirent avec le marquis de Mautoue (3) une négociation pour préparer son rapprochement avec Louis XII et la République de Venise,

La Seigneurie avait donné ordre a tous les gouverneurs des places que les ambassadeurs français devaient traverser de leur rendre de grands honneurs; elle ordonna, quand elle apprit leur arrivée à Chioggia, aux employes des Ruson Vecchie de leur préparer leur logement au Palasso Dandolo, à calle da le



⁽¹⁾ L'orthographe Maynter me paratt être préférable à Meynter, pulsque c'est celle que donnent le plus frequemment les documents et contrairement à l'opinion de M. Duhamel, à qui l'on doit presque toutes les informations countes aur la lamille de Maynter. Voir loc. cit pag. 104. La famille et les débuts d'Acurse Maynter. Latinda à Ludovie Sloria, 28 mai 1499 (il se trompe sur le 1 tre qu'il donne à Accurse Maynter). Louis XII et Ludovie Sjorza, Documents, 124

⁽²⁾ Voir même chapitre, § 1.

⁽³⁾ Voir même chapitre, § 3

Rasse, et d'en faire démenager l'ambassadeur florentin qu'on transféra dans un palais sur la Zuecca. Les Pregadi délibérérent aussi sur les détails de leur réception et du traitement à leur réserver ensuite: ils décidérent de leur fournir des gondoles, de leur faire offrir des présents par les villes de Terre ferme, de leur offrir eux-mêmes une somme de cinquante ducats et de payer le diner du jour de leur arrivée. Filippo Trum et Marco Trevixam proposèrent de payer toutes leurs dépenses; cette proposition ne rencontra que vingt-deux opposants, mais le système fut trouvé trop dispendieux, et le 30 juin, après une nouvelle délibération, on décida de fournir aux ambassadeurs un subside de cent vingt ducats par mois, à charge à eux de l'entretenir comme ils l'entendraient.

Les lettres de créance de Louis XII à la Seigneurie pour ses ambassadeurs furent lues le 28 juin au Colegio par Hieronimo Zorzi, qui était en quelque sorte l'introducteur et l'interprète de ses collègues français, et le lendemain 29 juin out lieu l'audience solennelle de réception des ambassadeurs français par la Se gueurie. Ils furent reçus par les Pregadi en séance publique, au miliou d'ane escorte d'houneur de seize gentilshommes. Maynier prononça en latin un discours très éloquent et très long, qui dura plus d'une demi-heure. Il s y félicitait au nom du roi de l'alliance contractée par lu, avec la République, alliance qui avait eu déià pour but d'accroître la cordialité de leurs relations. Il entremèla son discours de beaucoup d'insultes. et de violences à l'égard du duc de Milan, pour qui il fut vraiment injurieux: «En un mot, il parla comme l'ambassadeur d'une puissance parle pour plaire à la puissance alliée devant laquelle son discours est prononcé ». Immédiatement après s'ouvrit une audience secréte; avec elle commençait la période politique de l'ambassade de Maynier et de Beaumont.

Le but principal en était de décider la Seigneurie à une rapture officielle et définitive avec Ludovic S'orza par le renvoi de l'ambassadeur mitauais Christophe de Latuada et le rappel de l'ambassadeur vénitien Lippomano, en second tieu de fixer en communune date pour l'ouverture simultanée des hostilités contre le duc de Milan. Ce fut à cette double tâche que s'employa d'abord, et dés le premier jour, Accurse Mayuier, qui était evidemment dans l'ambassade la tête pensante (!).



⁽¹⁾ Louis XII strachait une grande importance au résultat de cette aubassade, et il vousit absolument attendre de le counsitre avant de laisser L. P., tom. L. 20

Le 29 juin, après que l'audience des Pregati eut été déclarée. secrete, Maynier reprit la parole pour exposer le but réel de la mission francaise, il développa es demandes du roi quant à la rupture diplomatique et militaire entre la Ligue et son alversaire. Le plus profond secret fut gardé sur les demandes très amportantes adressées par Maynier à la Beignei rie ; le moment était venu pour la Beigneurie de toucher aux réalités politiques , il y cut à Venise comme un mouvement d'opinion dont les ambassadeurs français eurent une vague sensation, sinon pour essayer de se soustraire aux obligations de la Ligne, au moias pour les allèger. Avant de répondre aux demandes des diplomates fraucais,la Seigneurie prit le temps de la réflexion. Les journées du 30 juin et du 1º juillet furent consacrées par les Pregadia méditer. leur réponse au discours de Maynier et auss. à rechercher les meilleurs movens financiers a employer pour réunir les fonds nécessaires aux premiers besoins militaires. La curionté publique était surexcitée. Le 2 juillet, dans une nouvelle audience, les ambassadeurs renouvelerent leur demande avec plus d'ingistance. Il faliast d'exécuter. Les Pregads votérent enfin, sur la proposition dos savu de conseis et des savu de terra firma, par 161 vois, le texto de la réponse à adresser aux diplomates frauçais. Cette réponse se composa do deux parties bien distinctes. de ton, sinon de style, dans toutes les affirmations de principes, l'accord était parfait entre les allies; sur les questions pratiques, les Vénitiens faissient d'abondantes réserres et proposaient de nombreux prétextes à l'inaction. Ils exprimaient leur satisfaction d'accueillir a Venuse une ambassade française, approuvalent la liste de puissances alhées que Louis XII leur avait fait présenter, se déclaraient enfin prêts à faire le serment solennel qui leur était demandé; ils se disaient disposés a marcher toujours d'accord avec le roi, mais avant de marcher ils demandaient à «lui faire un exposé fidele de leur situation, pour qu'il décidat ensuite dans sa sagesse ce qu'il voulait de la Seigneurie», les armements des Tures étaient menaçants; déjades attaques partielles avaient prouvé ces armements dirigés contre leur état, ils laissaient Louis XII juge s'ils pouvaient, sous la menace d'un tel danger commeurer une expédition continentale ; enfin ils exprimaient le désir que Louis XII vint lui meme diriger l'espédition. Ils communiquerent leur réponse

commencer in moindre escarmou he. Les ambamadeurs florent un à la Sergueurie, 30 juin 1499, Louis XII et Ludovie Sforsa, Documents, 153,



à leur résident en France, avec charge d'insister tres vivement sur le dernier point.

Cette réponse, assez peu nette en somme, fut suivie d'une période d'inaction. Si franches que fussent en principe ses déclarations, la Seigneurie ne lista pas ses préparatifsmilitaires et ne voulut précipiter aucune décision relative à la rupture diplomatique avec Milan. Ainsi, le 10 juillet, l'élection des provéditeura pour le pays de Brescia, depuis longtemps en question, n'était pas encore faite. La Seigneurie semblait disposée à attendre que Louis XII commençát la guerre, el la commençát heureusement. En ville, on disait tout haut que les Pregadi étaient tres divisés sur la réponse définitive à faire à la France. Ces bruits arrivèrent aux oreilles des ampassadeurs : ils demandérent des explications. Le doge les apassa en leur premettant de leur communiquer promptement «une bonne résolution», en leur assurant, que malgré l'opposition assez viva d'une bruyante minorité. Venise garderait sa foi à Louis XII; mais il se retranchait encore, pour obtenir un sursis, sur les dangers que le Turc faisait courir à la Seigneurie Pour gagner du temps, la République imagina d'obtenir un bref du pape, condamnant les promoteurs de l'invasion turque, et des lettres du pape et de Louis XII aux princes allemands, au comte palatin, au duc de Bavière, a l'archevêque de Mayence, pour les avertir de la politique antichrétienne de Ludovic Sforza, Cette résolution fut communiquée à l'ambassade française, qui l'approuva fort, mais ce n'était qu'une demi-mesure, insuffisante à contenter le roi de France.

Los amboscadours so firont de plus su plus prossants. Un incident imprévu. l'arrestation d'un courrier, fournit un nouveau prétexte à leurs demandes. le 19 juillet, M. de Beaumont domanda qu'ou répondit à cot acts arbitraire par le renvoi de Latuada; le surlendemain Accurse Maynier vient faire constater que cette arrestation équivalant à une déclaration d'état de guerre; le 22, ils renouvellent leur demande; un envoyé de Trivulce vient joindre ses instances aux eurs. D'autre part, une lettre de Louis XII, qui le 19 juillet déclarant à Loredam que le moment d'agir étant venu, arrivant le 23 à Venise et demandait formellement à la Sergasurie le rappel de l'ambassadeur vénitien résidant à Milan Le doge ne pouvait plus repondre, comme it l'avait encore fut le 19 à Beaumont, que le temps d'agir n'étant pas encore venu, et que l'armée n'était pas prête. Le 24 juillet, les Sauri di consete et les Sauri le terra firma, pour complaire



à ce désir du roi, proposerent d'ordonner à l'ambassadeur Lippomano de éemander son audience de congé et de revenir a Venise, en second lieu, de procéder à l'élection de deux provéditeurs généraux, qui devraient être nommés dans les mêmes conditions et munis des mêmes pouvoirs que les provéditeurs envoyés jadis sur le territoire d'Alexandrie au secours de Ludovic Sforsa lui-même, enfin, d'expedier le plus promptement possible dans le territoire de Brescia quinze cents hommes d'armes de la République. Cet ordre du jour fut adopté par sorgante et onse voix contre huit, avec une absteution. L'ordre de départ ce Lippomano lui fut signifié immédiatement et lui arriva le 26 juillet au soir. Cotte grave nouvelle fut en même temps transmise a Loredam pour qu'il en fli part à Louis XII. La Seigneurie développait en guise d'excuses les motifs qu'elle avait eus de différer si longiemps le rappel de son ambassadeur : un rappel trop prompt aurait excité les définaces de Ludovic Sforza et l'aurait determiné à presser davantage l'achèvement de sei mesures défensives ; la présence d'un ambassadeur vénitien était nécessaire pour assurer la liberté de la circulation des courriers entre la France et Vetilise. Cette décision, futtenue aussi secréte que possible.

Le renvoi de Latuada compléta hientôt le rappel de Lippomano. Des e 24 juillet 1499, Francesco Capelo avait demandé. qu'on donnit à Latitada l'ordre de quitter Venise. Filippo Trum, sauto del conseto el procarator, avait conseillé de surscott a cette décision, et, sur sa proposition, on avait delibéré de ne pasle renvoyer avant le retour de Lippomano en terre venitienne. Mais, malgré que Ludovic Sforza l'eût rappelé et que son départ. ne fut qu'ane question de jours, les ambassadeurs français interviorent, déclarerent qu'il était inconvenant qu'un ambassadeur milanais result encore si longtemps à Venise. Le 1º août 1499, les Pregadi décidérent par cent quarante-quatre voix contre trente-trois et neuf abstentions de congédier l'atuada, vule retour de Lappomano, les instances des ambassadours francais et la convenance de cette mesure. On lui donna jusqu'audimanche saivant pour achever ses préparants de départ. Son audience de congé eut lieu le 3 août. La rupture diplomatique était complète desormais entre la Sérémissime République et le due de Milan (1). Les ambassadeurs français, à la patience et a



⁽¹⁾ Sur le rentol des ambamadeurs Lipposiano et Latuada, toir le paragraphe suivant et aussi le chapitre VI, Les préludes de la guerre.

l'habileté desquels ce résultat était du, avaient ainsi atteint le but principal de leur mission.

L'ambassade française avait aussi pour tâche de hâter la rupture militaire effective, de surveiller les préparatifs vénitiens, et Hugues de Beaumont devait, à la requête même des Vénitiens, être attaché à l'armée et en partager le commandement. au moins honoraire, avec les deux provéditeurs généraux, soit pour symboliser l'alliance, soit, plus pratiquement, pour la surveiller. Aussi, les ambassadeurs, en mauere militaire, s'associent-ils étroitement à la politique vénitienne. Le 24 juillet, ils appellent l'attention de la Seigneurie sur l'intention prétée à Maximilien d'envoyer par Trente à Ludovic Sforza un corps auxiliaire de huit cents Suisses et demandent que des mesures soient prises pour lui barrer le chemin. Le lendemain, dans une discussion su sujet de l'artillerie milangise. Beaumont blâme l'emploi des bombardes et préconise celui des canons. Le 24 juillet aussi, ils insistent pour la nomination immédiate des provediteurs. Bien que la contribution effective de Venise a la guerre et l'envoi à l'armée d'un représentant du roi de France fussent choses convenues des longtemps, les ambassadeurs eurent à réclamer a diverses reprises l'accomplissement de ces engagements de Venise, et Louis XII les appuya par deux lettres; dans la premiere, tout en remerciant la Seigneurie du bon accueil fait à l'ambassade let en annonçant l'envoi outremonts d'une armée française de seize cents lances et de dix mille hommes de pied, il demandant le concours effectif de Venise et l'exécution de ses promesses ; dans la seconde, il insistait sur l'intérêt personnel que Venise avait à faire cette campagne, « parce que, disait-il, cette affaire vous regarde ». Cependant, le 25 juillet, Beaumont demandant à être averti du mur où l'armée serait prête à se mettre en marche pour s'entendre avec les provéditeurs, on ne lui fit que des réponses érasives. Ce ne fut que le 28 juillet qu'il fut officiellement autorisé à se joindre à l'armée Maynier, resté seul à Venise, continna ses démarches pour presser les lenteurs de la Seigneurie, mais ce ne fut que le 22 sout qu'il put la décider à la rupture militaire qui completa la rupture diplomatique. Le 24 juillet. les Pregadi avaient ordonné au secrétaire a Turin, Zuam Dolce, de se rendre dans le camp de Trivulce ; la présence de ce Vénitien dans l'armée française, comme celle de Beaumont dans l'armée vénitienne, attestait l'étroite union des deux alliés (1).



⁽¹⁾ MARINO SANUTO, II, 961, La Seigneurie à Doice. 24 juillet 1499.

Cette union n'avait fait que se resserrer, dans les faits tout au moins (1, depuis le jour de la signature du traité : elle aliait entrer maintenant dans sa période d'action (2).

§ 8. — Les relations de Ludovic Sforza et de Venuse après l'alliance Franco-Vénitienne.

La signature, puis la proclamation du traité franco-vénitien, n'avaient pas interrompu les relations de Ludovic B'orza avec Venise. Bien qu'il fût évident, malgré toutes les affirmations de la République, que cette alliance était dingée contre lui, et que, malgré ses illusions ordinaires, il le comprit ; bien que cette alliance fût un projet trop arrêté pour qu'il pût le modifier par des paroles et des propositions en l'air, et qu'il eût l'intime couviction de cette impuissance, il essaya de faire «ce qu'il pourrait » pour empêcher l'inévitable rupture, soit par menaces, soit par promesses.

Il affecta tout d'abord de croire que la ligue franco-vénitienne navait pour but que le maintien de la paix. Il en fit fénerier Lippomano par le général des Humiliait; Latinala, le 20 février, alla en complimenter la Seigneurie; «bien que cette alliance fût une nouveauté, il espératice pendant que Venise, ayant jadis contribué plus qu'aucune autre puissance à l'expulsion des Français d'Italie, n aurait pasaccepté maintenant des conditions de traité de nature à les y faire rentrer; il déclara une fois de plus que Ludovic Sforza etait «le fils» de la Seigneurie. Le doge lui répondit «que cette ligue avait pour but la conservation de leur état, qu'elle n'était pas une nouveauté, attendu que depuis deux cents ans ils avaient entretenu une bonne et amicale altiance avec la France, alliance ou'ils n avaient roupue qu'a la demande des autres puissances italiennes». Ludovic ripoets du tac au tac que son alliance avec l'empereur Maximilien avait pour objet

⁽¹⁾ Non aurons secanion de revenir plus ioin sur ce point. L'enthoustanne diminuait déph un peut peut-être les exigences de M. de Beaumont y étalent-elles pour quelque chose les chiffres de voix aux divers serutins le montrent.

⁽²⁾ Pendant cette courte période de l'histoire de Venise, l'altiance françaine fut le fait principal ; toute la diplomatie de la Seigneurie y fut aubordonnée et ses rela ions avec les autres puissancres d'Europe et d'Italie se régionant sur celles de la France. On en trouvers un bref exposs dans une Note sur la déplomatée rénétienne après le traité franco-odnitien de 1499.

unique la défense de son état et nullement l'orgueil ou l'ambition des conquêtes (1). Le duc de Milan ignorait encore les conditions de l'altiance (2) : avant tout il chargea Latuada de les connaître, surtout de savoir si elle comportant la communauté des ennemis, si elle était offensive ou seulement défensive: il lui ordonna aussi de vérifier si la Seigneurie changeait d'attitude, devenait plus hautaine dans les affaires de Pise, dans ce cas. le duc de Milan voulait faire constater la différence de leurs politiques et la supériorité de son désintéressement. Le l'mars, Latuada félicita officiellement at nom du due la Seigneurie pour la «rénovation» de son alliance avec la France et exprima l'espoir que cet accord serait avantageux à Ludovic Sforza lui-même, Le doge répondit par des paroles non moins banales, « rerba proverbis»(3). Le 19 mars, le duc de Milan donna une nouvelle preuve de son desir de continuer les relations pacifiques en saissesant le prétexte de l'arbitrage du duc de Ferrare pour envoyer à Venise deux ambassadeurs spéciaux, chargés non seulement d'aider Latuada, mais encore de faire un exposé du désir de Ludovic d'honorer Venisc et de ramener le calme en Italie (4). Le 28 avril. jour de la bénédiction de l'étendard et de sa remise au capitaine général de la flotte, Latuada fit une nouvelle déclaration pacifique, approuva Venise de prendre des précautions contre les Turcs, «qui n'étaient pas encore menaçants, mais qui pourraient bientôt le devenir » et fit au capitaine général les compliments tont particuliers de Ludovic Sforsa (5). Latuada saisissait d'autant plus volontiers cette occasion de prôner la paix qu'il avait cru au milieu d'avril surprendre un certain refroidissement, à propos du paiement des ceut mille ducats, entre la France. et Venise (6)

Tout en affectant, même avec platitude, dêtre resté l'ami et l'allie de Venise, Ludovic Sforza ne craignit pas cependant de lui adresser diverses réclamations d'ordre public ou privé, auxquelles la Seigneurie fit rarement droit et répondit le plus



⁽¹⁾ MARINO SANUTO, II, 458 et 459, Venise, 20 et 21 fávrier 1499.

⁽²⁾ Ludovic Siorza à Latuada, Milan, 29 février 1491 Louis XII à Ludovic Sforza, Documents, 86.

⁽³⁾ Marino Sanuto, II, 487. Venise, in pregadi, 1" mars 1498.

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S. Cartegg, gener. Ludovic à Galéas de Baint-Séverin, Milan, 21 avril 1499 (minute autographe).

⁽⁵⁾ Milan, A. d. S. Pot. Est. Venezia, Latuada à Ludovic Slorza, 18 avril 1498.

⁽⁶⁾ Marino Sanuto, II, 652, 27 avril .499.

souvent par des paroles évasives. Le 27 avril, Latuada ayant demandé la restitution de l'artillerie de Brescia, il lui fut répondu, après délibération du conseil, que la Seigneurie ne jugeait pas le moment opportun pour une restitution de ce genre. Un mois plus tard, il renouvela sa réclamation, demandant à retirer du Bergamasque trente-deux pieces d'artillerie; mais les rectoride Bergame étaient avisés du mauvais vouloir de Ludovic pour leurs subordonnés de Valcamonica, et il reçu: la même réponse. Ce ne fut qu'au milieu de juin que la Seigneurie, sur une nouvelle demande presone suppliante, en autorisa la restitution sous certaines conditions (1). Mais le 2 juillet, le conseil des Pregadi lui refusa l'autorisation d'exporter des « armes en fer » hors du territoire vénitien (2). Au mois de juin, il se rend quelque peuridicule en protestant contre l'enlevement par des estradiots d'un convoi de blé dirigé sur l'Allemagne, histoire qui, vérification faite, se trouve fausse (3). Tout ce qu'il peut obtenir de Venise, ce sont des concessions de minime importance. I assurance verbale que tous les Milanais atteints par la faillite d'une banque vénitienne seraient payés (4. la mise en liberté d'un Milanais emprisonné à Venue pour blaspheme et longiemps garde en prison (5).

Le mois de mai fut asses celme: l'annonce que Louis XII rentrant à Paris în supposer à Latuada que la paix était assurée (6) et que le roi de France n'avait pas grande hâte de venir en Italie. La discussion continua entre Venise et Milan sur la responsabilité de l'appel des Français et par suite de la guerre en Italie (7). Le doge, asnonçant une bataille meurirére entre les impériaux et les Susses, dit à Latuada : « C'est votre duc qui en est cause , tout cela est la conséquence de la guerre qu'il a

. 6

⁽¹⁾ Marino Banuto, Il, 852, 752, 820, Venim, in colegio, 27 avril, 24 mai, 17 juin 1490.

il) Ibid., II, 876, Venue, 2 juillet 1490. Le 7 juillet, on s'autorise de ce relus fait à Ladovic pour repouser une demande analogue des Piorenties d'acheter des balotte di ferra à Brescia (Ibid., II, 896, in conseso, 7 juillet).

⁽³⁾ Mid., II, 810, 13 juin 1490, 861, 19 juin 1499.

⁽⁴⁾ Mid., II, 752, Venise, in colegio, 24 ma: 1499.

⁽⁵⁾ Voir note précédents.

⁽⁶⁾ Milan, A. d. G. Pot. Fot. Venezia, Latuada à Ludevia, 12 mai 1499. Non occorre altro di nuevo, senon che di Franza se dice essere venuto aviso chei Re se è invinto verso Paris, che, quande sia vero, non saria za signo de voler molto in frutta renire in Italia.

⁽⁷⁾ Latuada à Ludovic, 1" Juin 1490, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 127.

excitée contre le roi Ferdinand». Latuada protesta, mais n'insista par trop sur le passé, il se borna à faire remarquer que, «si l'appel des Français en Italie avait été une erreur, il fallait éviter d'y retomber», et il rejeta audacieusement la responsabilité de ces tueries de Suisses sur la France et la Seigneurie, qui, pour affaiblir le Milanais, avaient lancé les Suisses contre Maximilien; il aborda le style pathétique et s'écria que la justice aurait son heure; ensuite Latuada essaya d'exciter les défiances de la Seigneurie contre les Français, des craintes eur son avenir après la défaite du duc de Milan, qui, disait-il «voyant sa ruine assurée, ne voudra pas être seul rumé», et en conclusion, il l'engagea à se faire la réorganisatrice de la paix en Italie. Puis la Seigneurie lui ayant fait cette réponse vague, que l'alliance était purement défensive, il la contesta, déclarant savoir que le traité contenait un partage du Milanais : « ou bien si l'alliance ne comportait que la communauté d'amis et d'ennemis, la Seigneurie pouvait nommer le duc de Milan parmi ses amis, d'autant plus que leuralliance subsistait encore : le roi de France devrait l'accepter comme tel, et la pair serait plus que jamais assurée. » Le doge ayant naturellement répondu que cela était impossible. Latuada finit par se facher: «Si le duc mon maltre donne à diner aux Français, c'est Votre Seigneurie qui leur donners à souper, et peut-être n'auendra-t-elle pas longtemps ! . A quoi le doge se borna à répliquer : « Dieu nous aidera ».

Ludovic usa tous les moyens de ramener la Seigneurie à des sentiments pacifiques : i. en vint à dire publiquement que l'invasion turque était « une œuvre de Dieu pour le salut de l'Italie », car elle empéchait Venise de donner suite à ses autres projets belliqueux (1). Il menaçait de s'allier avec les Turcs contre Venise. Sa haine contre la Seigneurie et son désir de la voir battue par les Turcs étaient évidents.

Au début de juillet, une dernière lueur d'espoir égaya la



⁽¹⁾ Plorence, A. d. S. Lettere agli X di Balia, les ambassadeurs floren tims à Milan, 1" juin 1499 : « În discorso di più cose dice questo Signore che il par milianni intendere che il Turco habbi perconso nelle cosse de Venetiani, perché dipoi vuoi shiamare lo oratore veneto, e dimandario al è vero che habbia promesso al Re di Francia siutario e chiesto Cremona e il eremonese, e quel paresal loro che aiutassi i. Turco e chiedessell Bergamo e Brescia, e dica reputa questa mossa del Turco opera de Dio per salute de Italia e nostra particulare, perchè se non havesala questa briga, crede che aenza dubio rimetterebbano la mane la Pisa, et in nomma ai vede che dove può fa segno di haverii in odio e desiderare sieno battuti.

tristesse de Ludovic Sforza; quelques patriciens cherchérent un moyen de reconcilier Venise avec le duc de Milan et les autres puresances staliennes sour faire tous ensemble la guerre aux Turcs, an cas on cetto union ne détournerait pas le sultande son attaque, ce qui était probable : mais les promoteurs du projet avaient peu conflance en Ludovic Sforza, ils craignaient qu'il no preferat s'entendre avec le roi de Naples. Latuada s'efforça de los raseurer sur les intentions et la loyauté du duc de Milan, et, a grand renfort de ses arguments ordinaires sur la connexité des destrus de Venise et de Milau, de les encourager à executer leur programme. Ludovic s'empressa de recommander. à Latuada d'entreteair ces bonnes dispositions (1). Le 5 juillet, le passage a Milan de l'ambassadeur venitien Badoer fournit à Ludovic Sforza l'occasion d'une nouvelle tentative. l'ambassadeur se borna à dire qu'il transmettrait les déclarations du ducde Milan a la Scigneurie, et cotte tentative échous comme les précédentes (2). Le 12 juille , Latuada, en son nom personnel et comme prêtre, it une autre démarche. Il dit dans un fort long discours qu'il voyait un grand incendie menacer l'Italie, et qu'en raison des armements de la flotte turque, on devrait unir toutes les puissances italiennes : le doge, agres avoir consulté à huisclos les Pregadi, lui répondit froidement et nettement que les fauteurs de la guerre turque en seraient les premières victimes, que c'était contratate et forcée que la Seigneurie attirait les Français dans la péninsule(3). Le 15 juillet, sous prétexte de rendre compte aux Pregadi de la réception de Badoer par Ludovic Sforza, le patient fatuada se presenta une fois de plus devant eus, toujours muni des mêmes raisonnements, s'efforçant de plus de disculper Ludovic de la responsabilité de la guerre turque, et essayant d'effrayer Veutse sur sa situation, si Ludovic Sforza était vainqueur des Français et qu'elle se trouvàt prise catre lui et les Tures. Il n'eut pas plus de succes que les autres fois (4).

Déja des actes mantraient l'hostilité grandissante de Venuse : un proposait de réclamer à Ludovic Sforsa le remboursement de



⁽¹⁾ Latuada à Ludove Siorea, Sjuillet 1498, dans L'ambassade d'Accurac Maymier, pag. 36, et un ambassadeure floreutine à Mina à la Seigneurie, 5 juillet 1409. Louis XII et Ludove Sforza, Dommente, 172.

⁽¹⁾ Manino Sanuro, 11, 904, Lippomano à la Seigneurie, 5 juillet 1499.

^{(3) 101}d., 11, 912, 916, 917; Venlue, in colegio, 11 et 12 juillet 1499.

⁽⁴⁾ Latuada à Ludovic Morea, 15 juillet 1400. Louis All et Ludovic Sforza, Documents, 188.

cinquante mille ducate, pour garant, e'desquels il avait déposé à la procuratie quatre dismants, des balais et des perles et dont il payait quatre mille ducate d'intérêt annuel (1); on trouvait indécent que l'argent vénitien servit à faire la guerre à Venise; on voulait priver Ludovic Sforza d'un de ses moyens de défense; cependant on ne donna pas suite à cette proposition. Le 19 juillet, ou refusait à Ludovic livraison des quantités de sel qui lui étaient nécessaires, et malgré plusieurs réclamations, bien que les barques e, les hommes fussent là pour l'emporter, la Seigneurie persistai, dans son refus (2). — Ludovic ne ménageait plus men de son côté : il faisait arrêter des courriers, Latuada lui conseillait l'arrestation d'un secrétaire de Trivulce (3).

A Venise, l'hostilité publique était devenue évidente au point de lui créer une situation souvent pénible. Les ambassadeurs français, qu'il était allé visiter à l'issue deleur première audience, l'avaient reçu avec une politesse glaciale. Sans doute ils avaient consenti à recevoir sa visite, étaient allés au devant de lui jusqu'au milien de l'antichambre, Maynier lui avait cédé la place d'honnour à la droite de M. de Beaumont; ils l'avaient remercié de ses offres personnelles de service, des preuves d'estime que leur avait prodiguées Ludovic Sforza, mais ils avaient borné la leur accueil et leur entretien, et Maynier lui avait parlé de son évêché de Glandêve en Provence, façon indirecte de l'effrayer sur les dangers que son dévouement à Ludovic pourrait faire courir à ses intérêts personnels et sur la confiscation qui en serait pent-être la conséquence (4).

Cette hostilité que les ambassadeurs français déguisaient poliment et ne le laissaient que deviner, les Vénitiens la lui manifestaient tout hauf et d'une façon grossière. Non seulement les jeunes gens, mais les hommes mûrs, les gens des menlleures familles manifestaient bruyaument leurs seutiments de haufe contre le duc de Milan. On insultait Latuada dans la rue: il reconte à Ludovie Sforza quelques scenes violentes, dont il est visiblement affecté, malgré son air de prendre les injurés en riant. On rai-



⁽¹⁾ MARINO SARUTO, II, 996. Venise, in conseto, 9 juillet 1499 Latuada h Ludovic Storza, 8 juillet 1409, Louis XII et Ludovic Storza, Doouments, 171

⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 232, 914, 959, Venue, an colegio, 19 juillet, 23 juillet, 24 juillet 1499.

⁽³⁾ Voir L'ambassade d'Accurse Maynier, pag. 6, note 1.

⁽⁴⁾ Voir ibid., pag. 33, lettre de Latuada du 29 juin 1499.

sonnait en liberté à Venise du jour prochain où le Milanais appartiendrait aux Français d'abord pius, à la mort du roi, aux Vénitiens (1). Les adversaices primitifs de l'alliance française étaient ralliés on muets (2). Latuada n'ignorait pas les dispositions genérales de la Seigneurie, l'ensemble de ses préparatifs, l'imminence d'une rupture. Son rôle d'observateur même était rendu impossible par la surveillance jalouse dont on l'emprisonnait (3). Il reconnaissait que les mauvaises dispositions et les haines de la majorité des conseils vénitiens à l'égard de Ludovic Sforza étaient telles qu'aucune tentative de rapprochement ne pouvait plus avoir de résultat, et que le succès seul du duc de Milan lui raménerait Venise.

Et malgré tout, telles étaient ses illusions qu'au dernier moment il hésitait à croire a la possibilité de son renvoi et d'une rupture. Il singémait à se persuader que l'on en aurait parlé davantage et depuis plus longtemps si elle avait dù se produire (à. Ludovic Sforza partageait ses illusions: le 16 juillet, on écrivait de Milan à Florence, sous son inspiration, que la Seigneurie ne déclarerait la guerre que si elle voyait les Français victorieux (a). On assurait que le doge était hostife à la politique vénitienne et ne voudrait pas laisser « la ruine de l'Italie » se consommer sous son principat.

Aussi le rappel de Lippomano fut-il pour Ludovic Bforza le réveil douloureux d'un songe. Le 27 juillet Lippomano lui demanda une audience pour lui communiquer les ordres qu'il venait de recevoir, la veille, de son gouvernement (6). Le duc lui répondit d'un air triste qu'il connaissant les accusations portées contre lui par les Vénitiens, qu'elles n'étaient pas fondées, que la justice de Dieu prononcerait entre eux et lui, et qu'enfin il allait rappeler son représentant de Venise. Cette réponse verbale ne parut ni suffisante ni assez précise à Ludovic

- (1) Voir L'ambamade d'Accuree Moynier, pag. 34, 35 et suivantes.
- (2) Latuada le reconnaît lu -même. Latuada à Ludovic Morm, 15 juillet 1490. Louis XII et Ludovic Sforms, Documents, 160.
- (3) Latunda a Ludovic biforza, 13 juillet 1499. Il se servait, no pouvant agir jui-même, d'un agent ferrurais, Zoanne Alberto de la Pigna, pour aller idou il n'avait pas accès par jui-même, et pour continuer sa prédication. Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 185.
 - (4) L'ambassade d'Aonures Maynser pag. 38.
- (5) Les ambassadeurs forenties à la fleigneurie, 16 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sferza, Documents, 189.
- (6) Yolr, pour les sources de cet épleode, L'améssende d'Acture Mayaier, pag. 36 et suivantes, et le texte même du mémoire, pag. 39.

Sforza. Il rédigea un long mémoire très développé, en forme de reponse au discours de Lippomano, où il essayait de se justifier. completement. Le brouillon flut, il hesita s'il le conficrant à Lappomano pour être remis à la Seigneurie, ou s'il se bornerais. à lui en donner lecture, et il consulta les ambassadeurs florentins sur ce doute et aussi sur la valeur de son factum qu'ils approuverent naturellement beaucoup. Il se décida à lui remettre par écrit, apres l'avoir lu publiquement le 21 juillet. ce mémoire qui formait un exposé tres net et tres complet de la attuation politique, telle qu'il pouvait l'apprécier. Il y résume ses griefs et ses arguments, il déclare son étonnement que la Seigneurie ne croie ni a son dévouement, ni à sa reconnaissance. li exprime ses plaintes de l'alliance franco-vénimenne, seut-êtretolérable a il s'était simplement agi pour la Seigneurie de renouveler une aucienne auntré, tout-à-fait insontenable puisqu'elle avait pour but avéré de l'attaquer. Il réfute les arguments que Venise apporte pour justifier cette alliance; il l'inquiete sur les chances d'une guerre entre la France et Milan, our l'intervention probable de l'empereur Maximillen; enfin il se défend d'avoir excité le Sultan a commencer une guerre contre Venise. Co mémoire, à la fois défensif et comminatoire, fut envoyé aux principales puissances italiennes, et aux ambamadeurs milanais. en Allemagne et en Savoie. Un autre mémoire complémentaire, adresse le lendemain aux divers gouvernements, exposait au point de vue milanais la politique véntuenne (iont le but secret dans cette guerre était la prise de possession du duché de Milan. qui soit par suite de la mort de Louis XII des lors escomptée. soit par suite de l'expulsion des Français dejà prévue en raison. de leur despotisme, reviendrait bientit a la Seigneume), - et la politique française qui tendait à décrôner le roi de Nanles. apres le duc de Milan, a dommer par la toute l'Italie et à imposer sa loi à tous les princes de l'Europe. Cet appel de la dermere heure à l'opinion européenne demeura sans éche.

Lippomano partit de Milan le 30 juillet et retourna a Venise par Brescia, d'où il écrivit à la Seigneurie une relation plus detaillée de son audience de congé, et où il se fit envoyer par elle de l'argent. Le successeur désigné de Lippomano à l'ambassade de Milan, Domenego l'ixani, dont la mission était terminée avant d'avoir commencé, rendit sa caisse aux Razon Nuove.

Ludovic Sfersa fut atterré par ce départ auquel il n'avait pu s'habituer a croire. Le renvoi de Latuida acheva de l'accabler.



Après la proposition de Capelo du 24 juillet 1499, Filippo Trum avait conseillé de surseoir à cette décision, et l'on avait délibéré de ne pas le renvoyer avant le retour de Lippomano en terre venitionne; on se borna à la surveiller plus étroitement que par le passé. Ce ne fut que le 30 juillet cependant que le duc, comme s'il gaguait quelque chose en laissant son ambassadeur au milieu d'une ville ennemie, ordonna à Latuada de quitter Venise dans la huitaine : et que celui-ci signifia cet ordre aux Pregadi. * Avant son départ, it désirait une nouvelle audience : la Seigueurie était libre maintenant et maîtresse de choisir entre la guerre et la paix ». Le doge répondit que « tous les événements dépendaient de Dicuet qu'il avait confiance dans la justice divine». Laudience qu'il demandait fut accordée à Latuada le 3 août, et il dut partir aussitôt après. L'incapacité de Latuada, malgré son zèle et sa finesse d'observateur, avait été grande, et ses illusions, comme celles de son souverain, plus grandes encore. C'étaient celles-ci autant que celles-la qui avaient empêché le duc de Milan de lutter en temps utile, et avec la netteté de vues nécossaire contre la rencontre quasi fatale de deux puissances ayant des intérêts momentanément analogues et mettant au service de leurs ambitions et de leurs haines jumelles une égale rigueur de methode et de volonté. Indécis et mou, Ludovic Sforza devait être fatalement rejeté par la systématique et dure République de Venise, au profit du volontaire et ferme roi de France.

VI.

L'ALLIANCE DE LOUIS XII AVEC LE SAINT-SIÈGE ET LES BORGIA.

Comme la république de Venisc, la Papauté était encore, à la fin du xv° siècle, un des états italiens pouvant agir d'après leur propre dessein; elle avait un but politique nettement defini, des armes à sa disposition pour le poursuivre, une influence morale et matérielle dont elle pouvait user en favour de ses alliés, enfin une ambition pour la satisfaction de laquelle des altiés lui étaient nécessaires. Elle donnait prise par conséquent à la rivalité des deux princes qui se disputaient la suprématie de l'Italie, mais elle pouvait se faire payer chérement son alliance La politique du Baint-Siège en 1498 se confondait

étroitement avec la politique personnelle du pape, et la politique d'Alexandre VI avait pour programme et pour objet unique le mariage de son fils César Borgia avec une princesse, qui lui apporterant en dot une s ouveraineté territoriale et l'appui d'une grande puissance.

§ 1. — La politique d'Alexandre VI entre Louis XII et Ludovic Sforza.

A l'avenement de Louis XII, en avril 1498, la situation de la France v.s-à-vis du Saint-Siege était assez singulière et mal définie. Apres avoir été étroitement allié à Charles VIII, l'avoir encouragé et favorisé dans sa tentative contre Naples, Alexandre VI s'était, par degrés et assez vite, détaché de lui, et avait fint par adhérer à la Ligue de Venise, qui, sinon officiellement, du moins en fait, était dirigée con le le joune conquérant. Les missions du comte de Saint Pol, de M. de Bresse, de Perron de Baschi pour le ramener à l'alliance française avaient successivement échoné (1). Pendant la guerre de Novare, le pape avait même menacé Charles VIII d'excommunication, si dans les huit jours il ne retirait pas ses troupes de l'Italie. Après le traité de Vercell, par lequel le roi de France reconnaissait l'existence de la Ligue de Venise, les rapports diplomatiques no furent pas repris officiellement entre le Saint-Siège et la France, mais dans les derniers mois du règne de Charles VIII. ils recommencerent sous une forme secrete. Diverses ambassades furent mystérieusement envoyées par le page au roi, probablement pour lui conseiller une nouvelle expédition en Italie, peut-être aussi pour sauvegarder les intérêts personnels que les cardinaux avaient en France et qui étaient précisément compromis par cet état de semi-hostilité. Charles VIII léguait à son successeur le soin difficile de se débrouiller dans cette situation obscure et compliquée.

Autant il y avait en 1498 de froideur entre la France et le Saint-Siege, autant il y avait d'intimité entre le Saint-Siège et Milan. Depuis la Sainte Ligue du 31 mars 1495, et malgré l'abandon de sen conféderés au traité de Verceil, Ludovic Sforza entretennit des rélations diplomatiques amicales et tres suivies



J'al publié tous les documents et pièces justificatives de ce chapitre dans mon mémoire Intorno al alcuni documents sopra le relazione de Alessandro VI e de Lodovico XII (Archivio Storico Romano, 1894-1895).

avec le Saint-Siège Les deux gouvernements avaient une politique commune dans la guerre florentino-pisane. Ludovic Sforsa avait dans le Sacré-Collège un allié naturel, fort habile et souvent influent, son frère le cardinal Ascanio Sforsa, vicechancelier de l'Eglise. Il était en 1498 secondé à Rome par des ambassadeurs habiles, Carazoli et Bartolomeo Saliceti d'abord, l'évêque de Parme, Stefano Taberna ensuite (1) L'entente paraissait entière entre le pape et le duc de Milan.

Ce fut le mariage de César Borgia qui mit aux prises, à la cour de Rome, les deux diplomaties milanaise et française

Dès le mois de février 1498, avant même la renonciation de César Borgia à la digosté cardinalice, Alexandre VI songeait à lui créer une principauté en Italie et à le marier. Cette principauté, il la chercha un instant à Sienne, si nous en croyons l'ambassadeur milanais. Cesare Guaschi : il s'informalt curieusament si Pando!fo Petrucci avait des enfants et des neveus, pour leur offrir des dédommagements convenables et essayait par mille prévenances de les amener à ses vues. L'alliance matrimoniale, Alexandre VI la demandait à Naples : il voulait faire épouser a son fils la princesse Charlotte, fille du roi Prédéric et de la reme née princesse de Savoie, qu'Anne de Bretague élevait à la cour de France et qui devait recevoir en dot. dans les projets pontificaux, les principautés de Tarente et d'Altamura. Elle était conque en France sous le titre (dépourve de caractère officiel) de princesse de Tarente (2). Mais le roi de Naples refusait absolu ment d'entrer dans les vues du pape. Il demandant qu'Alexandre VI modifiat la discipline ecclésiastique et autorisat le mariage des cardinaux : « Il me semble, disant-il. que le fils du pape qui est cardinal n'est pas de telle condition que je lui donne ma fille pour femme, tout fils du pape qu'il est » Il disait encore : « Faites qu'un cardinal puisse se maner en gardant le chapeau, et alors je lui donnersi ma fille. »

Les Sform a entremettaient avez zèle dans ces pégociations



⁽I) Stefano Taberra est ambassadeur à Rome en svrii 1498

⁽²⁾ En même temps avait lieu une autre atliance entre les deux maisons. Alexandra VI avait fait rompre le mariage de sa fille Lucrèce avec Giovanni Storra de Pesaro, qui, pressé par le pape et par Ludovic Storra, s'était laissé arracher une déclaration d'impuissance et Lucrèce, le M juinet 1496, allait épouser Don Alphonse, fils naturel du seu roi de Naples Alphonse II, qui recevait à cette occasion le titre de duc de Bucoglie, avec les villes de Bucoglie et de Quadrato. Cependant en mai on partait encore du mariage de Lucrèce Borgia avec Gravina, de la maison Ordai.

delicates, esperant que l'union de Romo et de Naples assurerait le repos de l'Italie et consoliderait leur propre alliance avec le pape. En avril 1498, le milanais Stanga était envoyé de Naples. à Rome pour presser la conclusion de ces projets. Ludovic Sforza faisait remontrer au roi par son ambassadeur F. Casati le danger auquel l'expossit le maintien de son refus : « C'est, sous prétexte de repousser les périls auxquels sa propre vie, sou fils et son royaume peurraient être exposés, ouvrir la voie à d'autres dangers dont la bienve llance du pape seule peut le préserver. » Peut-être Casati n'était-il pas aussi pénétré que son maltre des bienfaits de l'alliance romaine pour le roi de Naples, au mois de mai, Alexandre VI se p aignait de lui comme ayant déconseillé au roi Fredéric le marrage de sa fille avec le cardinal de Valence. Mais en général, le pape était reconnaissant, ou feiguait de l'être aux Sforza de leurs bons offices. Il remerciait chaleureusement Ascanio, disant qu'il ne pourrait jamais « louer suffisamment la sagesec et l habile é du duc de Milan, et la bonté qu'il emploie pour le hien commun de l'Italie ». Fredéric de Naples résista à toutes les séductions et à tous les avis: il en arriva à un refus formel de continuer de telles négociations. Le 5 juin 1498 l'ambassadeur vénitien écrit de Rome que ce projet de mariage «s'en est allé en fumée». Malgré cetté mauvaise volonté du roi, la question resta ouverte en principe, et les pourpirlers ne s'arrétérent pas absolument. Au mois d'août, Ascanio Sforza devait, par complaisance pour le pape, alier à Naples parlementer au sujet de ce mariage avec le roi Frédéric.

Cependant cet échec avait quelque peu refroidi le pape Aiexandre VI contre le rei de Naples, et, malgré leur concours, peut-être à cause de leur concours malheureux, contre les Sforza. Il eut naturellement l'idée de se rapprocher de la France. Les circonstances étaient favorables. L'avénement d'un nouveau souverait devait amener un échange d'ambassades de félicitations et d'obédience, au moyen desquelles on pouvait amorcer des négociations d'un caractère moins solennel et plus pratique. La haine depuis longtemps déclarée du nouveau roi contre le duc de Milan et le roi de Naples devait le rendre plus désireux d'une alliance avec le pape qui pouvait lui servir. Enfin les projets non dissimulés de divorce de Louis XII allaient lui rendre nécessaire une entente avec le Saint-Siege.

Aussi bien, des qu'il eut reçu les lettres et l'ambassade par lesquelles Louis XII lui notifiait son avenement au trône avec

L. P., tom. I.

jes protestations de dévouement et les offres de service en usage en pareil cas, Alexandre VI s'empressa t-il de lui envoyer des ambassadeurs pour le remercier de sa communication et le feliciter de son avenement: « Sous ce pretexte de felicitations. ils devaiert lui demander de s'abstenir de toute aitaque contre I Italie, l'entretenir des voies et moyens pour le rétablissement de la paix et le maintien de l'ordre politique en Italie.» Il y avait lieu, disait le pape, «d'espérer de bons résultats de cette ambassade, soit à cause des promesses faites par Louis XII dans ses lettres, soit parce que dans le début de son règne, un prince est plus facile a dinouvoir. » Alexandre VI comprit si bien ce que son empressement a entrer en relations avec le roi de France. avait d'insolite et pouvait avoir de surprenant qu'il s'en excusaauprès de Maximilien I". Il donna la même excuse, déjà a léguée par d'autres princes, qu'il imitait l'exemple des puissances étrangeres; il insista sur ce fait, que les Vénitions avaient déjà envoyé une ambassade a Louis XII et qu'il fallait en contrebalancer l'effet, et sur cet autre, que des représentants de presque tous les états italiens allaient se trouver réunis à la cour de France.

Les ambassaieurs désignée par le Pape pour aller en Francé furent l'archevêque de Raguse, le secrétaire Adriano Florés et le « thexaurerie di Perusa », Centelles. Ils surent commission de passer à Sienne et a Florence pour proposer à ces républiques d'adhèrer a une trève devant durer pendant toute l'année jubilaire et de s'arrêter à Turin pour saluer la duchesse de Savoie.

Alexandre VI donnait en même temps une autre preuve de son désir de rapprochement avec Louis XII. Dans la diéte d'Ulm du 15 au 20 mai 1498, Maximilien, sur les instances du duc de Milan et après de longues discussions, jugeant que le meilleur moyen d'assurer la sécurité et la paix de l'Italie était d'attaquer le roi de Frauce, en prenant l'offensive et en portant la guerre chez lui, avait décidé de déclarer la guerre à Louis XII. It avait pris pour trois mois le duc de Saxe à as solde et à la solde de ses confédérés, le pape, le roi de Naples et le duc de Milan. Il demandait à chacun de ceux-ci deux cent mille ducats pour leur part contributive à la paye de ces troupes. Moyennaut quoi, il leur offrait d'attaquer le roi de France en Bourgogne, afin que Louis XII, occupé par cette guerre dans son royaume, fit obligé de laisser l'Italie tranquille.

Le Pape reçut ces nouvelles et ces demandes par l'entremise



de son nonce en Allemagne, Cheregati, les communiqua à l'ambassadeur impérial Filiberto Naturelli, au cardinal Sforza, aux ambassadeurs d'Espagne et de Naples, et ce ne fut qu'apres cette manière de conseil qu'il répondit à Cheregati.

Dans sa réponse, destinée à être montrée ou tout au moins résumée a Maximilien, il félicita le roi des Romains de sa bonté nour les états italiens et du souer qu'il prenaît pour lour repos. Il lui adressa, non sans quelque secrète ironie, des actions de grace de ce que, lors de sa descente en Italie, il ne s'était épargné aucun danger et aucun désagrément, et de ce quaprès son retour il avait constamment veillé à la désense de l'Italie. Quant au projet d'attaque contre la France, il en était en théorie partisan, et se déclarati prêt en principe à payor sa quote part. Mais sa conclusion était nette : il entendait réserver sa liberté. Il pensait que, « vu la puissance de l'adversaire qu'il s'agissait d'attaquer, il y avait lieu de differer la déclaration de guerre jusqu'à un moment plus opportun, et de prendre le temps de connaître les intentions du roi ». Il annonçait l'ambassade qu'il avant envoyée à Louis XII sur le conseil du Sacré Collège pour le féliciter de son avenement et l'inviter à vivre en paix avec tous les états chrétiens, dans l'intention d'organiser une expédition commune contre les Turcs: « Cette ambassade était d'autan, plus opportune que les envoyés de toutes les puissances étaient en ce même moment réunis à la cour de Louis XII. Si Louis XII repoussait ces conseils paciflones, il serait temps alors de lui déclarer la guerre. D'autre part, une attaque contre un roi nouveau et jusqu'alors pacifique ne serait pas justifiée, et les confédérés cesseraient d'avoir pour eux la justice et l'équité. Enfin ce n'était pas en trois mols et avec deux cent mille ducata qu'on pouvait espérer mener à bien une guerre vraisemblablement si longue et si difficile ; il fallait des préparatifs plus considérables si on ne voulait pas qu'elle se terminat honteusement pour le principal confédéré » Pour toutes ces raisons. Alexandre VI proposant de retarder la guerre jusqu'au moment où toutes les querelles des états italians seraient definitivement apaisées. Un tableau très noir du malheureux état de l'Italia corroborait cette proposition. Le pape y insistait surfout aur la question de la restitution de Pise aux Florentina, vaincment réclamée selon lui par tonte l'Italie, et sur la politique particulariste et egoiste de Venise dans cette question. Il conseillait à Maximilien, s'il tensit essentiellement à faire quelque chose au profit de l'Italie, de demander aux Vénitiens le retrait de



la garnison qu'ils entretenaient à Pise «Une fois l'affaire de Pise terminée, les confédérés de Maximilien l'aideraient à leur tour à reconquérir la Bourgogne et les provinces perdues par l'archiduc.»— C était là, on le voit, éluder adroitement la difficulté, et il estaisé de voir que le véritable motif d'Alexandre VI à dissuader Maximilien de la guerre est son désir de connaître les intentions réelles de Louis XII. Quelques jours apres, le 14 juin, Alexandre VI renouvela encore son invitation à Cheregati d'insister auprès de Maximilien pour qu'il amenat Venise à abandonner Pise à sa destinée. Il promettait, si le roi des Romains envoyait une ambassade dans ce but à Venise, d'y mander luimême un nonce on un ambassadeur.

Ces ordres arrivuent à propos pour le malheureux nonce qui se plaignait, en ce moment meme, dêtre laissé depuis cinq mois sans instructions c'Alexandre VI, de ne recevoir des nouvelles utiles à aucune personne de la cour pontificale, et qui gémissait «d'avoir l'air d'un étranger auquel il était défendu par le ciel de rien communiquer verbalement ni par écrit. «Ce fut même indirectement et par des out dire qu'il eut la première nouvelle de l'envoi par le pape d'une ambassade en France. Averti enfinde la nouvelle politique du Saint-Siège, Cheregati n'en fut pasun partisan enthousiaste. Il insistait sur le danger qu'il y aveit pour l'Italie à séparer sa cause de celle de l'Allemagne: « l'Italie : serait laissée en dehors du traité par Louis XII et Maximilien, et elle se trouverait ensuite abandonnée à e le-même ». Il indiqua nettement ces dangers a Alexandre VI, ses observations étaient justes ; elles l'auraient été encore plus si Alexandre VI avait eu-I intention, comme il le la sunit croire, de garder la neutralità dans les luttes qui se préparaient. Mais le pape voulait non pas se decider, mais se reserver de choisir le meilleur parti, en aucun cas il ne voulait êire isolé, il persévéra dans son nouveau systeme d'attente.

Maximilien fut assez inquiet de cette ambassade pontificale, dont l'envoi en France coincidait avec la présence d'une ambassade espagnole, d'une ambassade véntueune et d'un envoyé de sou fils l'archiduc. C'en était assez pour prouver que l'entente anufrançaise de la Sainte Ligie n'existait plus «Nous verrons, dit-il, ce qui va sortir de tant et tant d'ambassades». Les conseils d'Alexandre VI et l'exemple de sa réserve n'empêchèrent-pas Maximilien de déclarer la guerre à Louis XII.

Entretemps l'ambassade postificale s'était mise en route pour la France. Elle ne fit que traverser Sienne, où la proposition



d'une trêve n'obtint aucun succès. Le 14 juin, elle fut honorablement reçue par les Florentins, logée ches un particulier, reçue par le Considio, auquel elle présents un bref du pape et fit ses offres de services en France. La proposition d'un accordavec Sieune, celle même d'un accord himité à la question de Montepulciano, furent également repoussées. Le 16, les ambassadeurs étaient à Bologue; il sannonçaient qu'ils devaient visiter le duc de Milan à leur passage dans ses états; le 18. Ludovic Sforia ordonna à Oldrado de Lampignano de bien recevoir à Parme les ambassadeurs pontificaux à leur entrée en territoire milanais, et il vint lui-même au devant d'eux à Crémone.

Son accueil fut empressé et l'entrevue très correcte. Les ambas-adeurs étaient chargés de lui demander un exposé de ses droits à la souverameté du Milanais pour pouvoir les défendre à la cour de France. Ludovic Sforza leur envoya deux de ses juriscopsultes, avec lesquels ils a'entretiurent longuement de ces questions politico-juridiques. Il charges de diverses missions Adriano Florès, qui devait passer en Angleterre à la fin de l'ambassade. La séparation fut aussi amicale que la réception.

Environ un mois plus tard, le 21 juillet, les envoyés du Pape arrivèrent à Paris. Ils furent reçus sans faste et sans apparat, et les gens de la cour, préoccupés ce jour même par la signature de la paix entre Louis XII et Philippe d'Autriche, ne semblent pas avoir beaucoup remarqué ni commenté leur arrivée. Il n'y out pas d'audience solennelle. Ils furent simplement reçus en audience secrète par le roi, en présence d'un seul secrétairs, le lendemain de leur arrivée, le 22 juillet 1498. Ils demandérent trois choses principales : la conclusion d'une trêve de trois ou quatre ans entre le roi de France et les princes italiens, le séjour à Rome de tous les carcinaux français et de Julien de La Rovere, la restitution de certaines terres du Comtat occupées par le roi, Louis XII répondit que cette restitution était déjà opérée, ce qui était vra, : sur les deux autres points, que «selon la conduite que le Pape suivrait a son égard, ils'efforcerait de lui être agréable à son tour.» Les envoyés pontificaux se déclarérent pleinement satisfaits de leur conversation avec le roi, qui resta ignorée, et dont les détails sont demeurés assez mystérieux. On annonça aussitôt que leur départ pour Rome était fixé au surlendemain, 24 juillet (1). Il fut certaine-



^(!) Le 23 juillet, ils écrivaient au Pape pour lui annoncer les traités de paix tout récemment conclus par Louis XII, le 14 juillet avec le roi d'Au-

ment question dans cette audience d'un rapprochement complet et garanti par traité entre Louis XII et Alexandre VI, et des conditions de ce traité. Au début, Louis XII et ses conscillers, les cardinaux de Saint-Malo, d'Amboise, et autres, ne voulaient pas trop s'engager. Concurremment aux négeciations par l'ambassade, d'autres se poursuivaient par lettres entre la France et le Saint-Siège. Louis XII avait d'abord parlé de donner au cardinal de Valence un revenu de huit mille ducats et une compagnie de cent lances; dans un mémoire de Briconnet arrivé à Rome le 17 juillet, il n'était plus question que de six mille ducats, et la compagnie devait se composer de lances italiennes. Alexandre VI ne dissimula pas son mécontentemen, de ces reductions de promesses. Il était nonmoins faché des demandes de Louis XII sur ce qu'il ferait luimême pour le cardinal et de son intention de réglee la question. du royaume de Naples comme l'avait fait Charles VIII. Le grandcontentement manifesté par l'archevêque de Raguse et ses collegues à l'issue de leur audience, semble indiquer que Louis XII était alors revenu à ses premieres inientions. Peut-être, cependant, vaut-il mieux penser que les idées du gouvernement français ne s'étaient pas encore précisées, et que Louis XII attendait, avant de faire des propositions fermes, qu'Alexandre VI ent fait lui-même des avances plus marquées. On n'en était encore qu'aux premiers échanges de vues.

Alexandre VI était lui-même encore fort hésitant. Officielle ment il était toujours l'allié du duc de Milan et du roi de Napler. Au moment ou il expediant ses ambassadeurs en France, Ludovic Sforta essayant de l'entraîner dans une politique active contre les Venitiens. Le 10 juin, il chargeant le cardinal Sforta de lui mor trer tous les dangers que pouvait présenter pour les états de l'Eglise la trop grante puissance de la sérémissime République et demandant contre elle à Alexandre VI son concours effect. I, moral et matériel. Le pape lui opposa la même réponse négative qu'à Maximillen.

Du reste, il ne considérait nullement encore le duc de Milan en ennemi : le 17 ji illet 1498, il prenait en particulier Ascanio Sforza « dopo le chareze e visitatione facte per Don Alfomo cum Madonna Lucrezia », et lui communiquait diverses lettres

gisterra, la 23, avec l'archiduc et pour lui demander de la part du roi la nomination, à l'archeviché de Besançon, du prevôt de Leyde, François Elbuseden, conseiller et protégé de Philippe le Bess.



de Louis XII, des ministres français, et même le mémoire du cardinal Briconnet qui causait son irritation. Le 25 nout, il chargeait le même cardinal Ascanio Sforza d'alter à Naples pour reprendre les pourparlers matrimoniaux avec le roi Frédéric au sujet de César Borgia. Il travaillait au retour à Rome du cardinal de Naples », il défendait à Julien de La Rovere, ami. et protegé du roi de France, de venir à Avignon. - Un mois avant la célébration du mariage de Lucrèce Borgia avec Alphonse de Bisceglie, il avait fait une tentative pour la marier. au fils de la comtesse d'Impla, Catherine Sforta ; l'évêque de Volterra, autrefois intime ami de Giovanni de Médicis, avait été chargé d'aller sonder les intentions de la comtesse. Mais Atexandre VI voulait, au cas où le mariage se ferait, que lacomtesse abandonnat son état à son fils, ou du moins lui cédat une de ses deux villes. L'affaire n'eut pas de conclusion. - En somme, pendant cet été de 1498, la politique du Saint-Siège est très bésitante et fort contradictoire. Antonio Sassigni en signale la contradiction fondamentale, la négociation simultanée en France et à Naples d'un mariage et d'une alliance.

Ausa les hypothèses les plus contradictoires se faisaieut-elles jour dans les moindres circonstances. L'ambassadeur vénitien, hostile aux Milanais, represente, le 25 août 1498, le départ d'Ascanio Sforza de Rome, comme une preuve de sa complaisance pour le pane. Le résident mantonan a Milan, Brognolo, dit vers le même temps « qu'Ascanto Sforta a quite Rome parce que sa présence y était inutile aux interêts de son frère e. par conséquent à ceux de l'Italie, et parce que sa personne même n'v était plus en sàratés. - Capandant, vers la fin du mois d'août, l'impression générale fut que le pape s'orientait décidément vers une alhance avec la France. On le voyait « remuer toute la France . pour trouver une femme pour son fils : « il laissait voir qu'il s'arrétait à cette idée». On disait que le roi de France comptait plus sur le pape que sur les Yénttiens. Ascanto Sforza montrait dans sa correspondance deux choses certaines, l'une eque le pape était tout français, depuis que la France avait offert une situation à son fils lex-cardinal; l'autre, que le pape était aussi tout vénitien ». Les ambassadeurs milanais à Rome exprimaient plus diplomatiquement le inème avis et n'attendaient de la politique poutificale que des malheurs pour l'Italie.

§ 2. - Le divorce de Louis XII et le voyage de César Borgia,

Cette impression correspondant à la réalité. Tandis qu'officiellement le Saint-Siège restait undifférent dans les intrigues des états italiens. Alexandre VI avait trouvé un terrain d'entente avec Louis XII. En même temps, presque, que l'ambassade officielle, il avait envoyé en France un personnage moins representatif, mais chargé d'une mission beaucoup plus positive. Cet ambassadeur privé était l'évêque de Ceuta, Fernand de Almeida, portuguis d'origine, qui avait étudié pendant quelques années & Sienne. C'était, a en croire le rési ient milanais Cesare Guaschi, « un homme d'une méchante nature et d'un esprit inquiet », Le prétexte de son envoi en France fut le désir exprimé de la part de Louis XII à Alexandre VI d'obtenir la séparation et la dissolution de son mariage avec Jeanne de France, et l'autorisation d'épouser Anne de Bretagne, veuve de son prédecesseur Charles VIII. Cette demande avait été appuyée par le cardinal de Valence et le cardinal de Saint-Denys, et le pape, des le mois de min, avait examiné l'affaire avec ces deux cardinaux et l'ambamadeur français Ceus-ci faisaient valoir quatre motifs de dissolution du mariage : la contrainté imposée au futur maril'abstention absolue de l'epoux, la parenté in tertio consanguisitatu gradu, la stérilité. Le pape avait voulu consulter le Sacré Collège , l'ambassadeur français s'y était refusé et l'affaire était rentée en auspens. - L'ambassadeur français était chargé d'autre part de demander le chapeau pour Georges d'Amboise et de proposer au pape des partis pour César.

Le i juillet, il annonçais à Louis XII l'envoi » pour lui fournir de plus amples explications » de l'évêque de Ceula et de Giu laume, archidiacre de Châlons et protonetaire apostolique, membre de l'ambassade française à Rome. Ce ne fut pas sans difficulté que s'effectua le voyage de l'évêque de Ceuta Comme il avait jad s', au temps de la presence des Français en Toscane et plus tard, intrigué contre la république de Sieune et cherché a y installer la domination de Cesar Borgis, il fut obligé de traverser cette ville incognito, et, beureusement pour lui, il ne fut pas decouvert, car les ci oyens l'auraient pris et pendu. Les Siennois et Pandolfo Petrucci l'altendaient au retour pour sactir ce qu'il avait intergus en France et puis e lui faire faire pénitonce de ses péchés et de ses machinations dans quelque forteresse de ces seigneurs ».

Alexandre VI resta en communication constante avec F. d'Almeida. Au début de juillet, il lui envoya un certain « fra Martino Spagnolo », qui avait été son compagnon d'études à Paris et qui était «homo d'ingegno»; par prudence, cet envoyé n'était porteur d'aucun bref n. d'aucune instruction, mais Ascanio Sforza avait en effet bien raison de craindre qu'il fût envoyé pour traiter avec Louis XII « qualche cosa fora de propoulo ». Un pen plus tard, le 15 juillet, Lampugnano aignalait le passage à Parme de R. Bernardo Brugunzo, docteur en décret, archidiacre de Bayeux, « cubiculaire » du pape, envoyé par le pape en France à son ambassadeur.

Le but de la mission de l'évêque de Ceuta ne tarda pas à être deviné. Les négociations entre le pape et le roi, et les objets précis de ces negociations étalent connus. Ludovic Sforza pouvait, des le début d'août, informer son ambassadeur Jean Cotta de la demande de dissolution de mariage, et des avantages réclames par Alexandre VI pour y consentir. On disait même que le pape joindrait au comté de Valence le vicariat d'Avignon, en faveur de son fils, pour lui former une souveraineté territoriale plus importante, et qu'il le crésrait gonfalonnier de l'Eglise avec une armée de cinq cents lances dont Louis XII aurait le droit de se servir.

Le premier obstacle que rencontrérent les deux gouvernements dans la conclusion d'un accord fut la répugnance de la reine Anne à consentir à se remarter. En juillet et août, elle résidait à Paris-avec autant de luxe et d'honneurs que princesse qui fut au monde, » et le roi avait pour elle les mêmes égards que quand il était duc d'Orléans. Mais elle ne se rendait pas à ses instances. En août, elle voulut retourner dans son duché, elle demanda à Louis XII et obtiut de lui la permission de quitter Paris, mais elle était si loin de donner son consentement au mariage que le roi crut prudent de lui imposer avant tout un serment de fidélité et la promesse de ne se marier dans aucun cas sans sa permission. Le motif qu'Anne donnait de son refus, c'est « qu'elle ne voulsit pas être la concubine du roi et qu'elle savait très bien que, malgré toutes les dispenses du pape, elle ne pourrait jamais être sa femme». Elle faisait répondre à Louis XII que Charles VIII avait été malheureux toute sa vie et n'avait pas conservé d'enfants parce qu'il avait eu deux femmes, et qu'il en serait de même pour lui s'il se mettait dans le



même cas; elle invoquait la proximité d'alliance qui existait entre eus. On allast jusqu'a dire que, de guerre lasse. Louis XII l'avait lassée retourner en Bretagne et l'autorisant à se marier à son gré en se bornant à garder pour lus la forteresse de Nantes, celle de Baint-Malo et toutes les autres cuadelles de Bretagne, et lui donnait une pension annuelle de vingt-cinq mille écus. Déjà on ausouçait qu'on faisant de grands préparatifs en Bretagne pour la réception de la duchesse, qu'ou avait enlevé les armés du roi des lieux publics pour les remplacer par les siennes. Cependant, vers le milieu d'août, les dispositions de la reine veuve changérent, et on annonça son consentement à une seconde union.

Les négociations continuaient activement entre Paris et Rome. Julien de La Rovère, ancien ennemi des Borgia, maintenant réconcilié avec eux, a y employa. On annonça même que Louis XII lui avait confié une mission près Alexandre VI. mission, qui, sous un sauf-conduit royal, lui permettait de rentrer à Rome en parfaite sécurité. Mais Julien de La Royère, malgré le traité de Bracciano et la protection de Louis XII, n'osapas se risquer à Rome. « Il ne consentirait à y aller, disait sogagent Piero Zuam de Forh, que si son frère le préfet de Sintgaglia recevait du pape une solde et des gens d'armes, ou s'il avait Ostia dans sa main comme place de súreté. Il se défiait tant du pape et de son entourage qu'il semblait impossible qu'il retournăt jamais auprès de lui ». Il s'excusa auprès d Alexandre VI par une longue lettre où il insistant sur les difficultés qu'un voyage d'hiver, dont il faisait le table aupathétique. présenterait pour sa faible santé.

Il se borna à envoyer à Rome un autre de ses agents, son a huomo intrinseco », pour presser le départ de César Borgia de Rome pour la cour de France (I); le 11 septembre, il vint en France au devant du fils du pape: au passage il alla visiter Trivulos à Asti. Arniti à Casal de Montferrat, et arriva enfin en Avignon,



⁽¹⁾ Milan, A. d. S. Cartego gener. Latuada, 8 septembra 1498 : « De Petro Zonno e venuto lettere como la San ltà di Nostro Signore ha scripto uno brave a Santo Petro ad Vincula, che se se vada in Prauza; che poi la il dera comunione de quello havera a fare » Quelques jours auparavant, il annoqualt des faits moins exacts » Per lettere de mercadanti de 25 di questo da Roma, a ha la partita dei Signor vicecancellaro per trovarsi cum la Maestà Rea e a Galetta, e che la Santità del postesce ha concluso chei fiolo che fo cardinale toglia per moglio una figiola de Me de Sandeya per havere intelligentia cum il re di Franca, al soldo delquale debe essem ni fiolo » (1~ souti).

dont Alexandre VI venait de le créer légat avec mission spéciale de recevoir César Borgia et de le précèder à la cour de France. Julieu de La Rovère était donc muni en France d'un titre officiel du pape; le roi lui en confèra un équivalent en Italie en le nommant « protecteur de France en cour de Rome». Alors Alexandre VI lui envoya Francesco de Castello pour le décider à venir à Rome, après le mariage de César Borgia, lui promettant Ostia en garantie, et tout ce qu'il pourrait demander. Mais sur ce point La Rovère resta inflexible. On ne peut même pas croire, comme l'ontsupposé les contemporains, suriout en Savoie, qu'il aiteu l'intention de s'embarquer sur la flotte que Louis XII envoyait à Rome pour quérir le fils d Alexandre VI.

Fernand d'Almerda fut à son tour envoyé en poste au pape pour le prévenir que Louis XII faisait partir (le 4 septembre) M. de Trans avec quatre galères de Marseille, entre autres le navire La Louise, pour Rome, Louis XII en même temps envoyait en Provence M. de Sérenon, chargé de recevoir ces personnages et de leur faire un accueil honorable. Pendant ce temps, les ambassadeurs pontificaux resournaient en Italie; ils exprimaient tres haut leur satisfaction des bons procédés du roi et disaient avec quelle impatience César était attendu à la cour.

Le 14 août, en effet, le Sacré Collège avait pour la seconde fois recu la demande du cardinal de Valence d'être relevé des vœux qu'il n'avait proponcés que contraint et force et contre toute vocation Garcilasso de La Vega protesta seul contre cette sécularisation de César, en qui il pressentait un ennemi des rois catholiques. Alexandre VI eut recours à un argument décisit : la vie privée du cardinal de Valence était un objet de scandale: na sécularisation étant le seul moyen de sauver son ame. La promesse de distribuer à des personnages agréables à l'Espagne les bénéfices auxquels il allait renoncer, et qui représentaient trente-cinq mille florins, fut encore plus forte sur l'esprit de Garcilasso. Le Bacré College unanime déclara sen remettre à la sagesse du pape. César Borgia fut délié de ses vœux et autorisé à contracter mariage. Le matin du même jour, l'envoyé spécial de Louis XII, M. de Villeneuve, baron de Trans, était arrive à Ostia, portant les lettres d'investiture du duché de Valence pour César Borgia, il entra dans la journée à Rome et remit à César Borgia les patentes royales. Le traité francopontifical entrait amsi en vois d'exécution.

L'ambassadeur de Louis XII fut reçu le 25 septembre 1498,

par le corps diplomatique. Il fit mille caresses au vénitien Donado, mais il fit remarquer sa froideur pour les représentants de Naples et de Milan. Il dit au premier qu'il était «l'ambassadeur d'un homme qui occupait un royaume appartenant à son maître», à l'autre que «son maitre d'avait pas de domaine, puisque Milanétait au roi de France - -- Entretemps tout s'était préparé pour le vovage du nouveau duc et pour la liquidation de sa situation. de cardinal. Le pape, qui faisait regent de tout pour constituer un trésor à son fils, avait immédiatement essayé de vendre ses bénéfices, il avait offert à Ascamo Sforza, moyennant dix mille ducats payables comptant, la cession de deux abbaves d'un revenu de quatre mille francs. Des confiscations avaient été prononcées constamment contre le vieil évêque de Calaborra, Pedro de Aranda, majordome du pape, des commutations de peines avaient été vendués à des usuriers et à des juifs. On avait ainsi formé un trésor de deux cent mille ducats à César Borgia. Le 28 septembre, Alexandre VI annenca par un bref à Louis XII le prochain départ de son fils, qui eut lieu au début d'octobre, «César Borgia était parti, vêti, d'habits lafques, accompagné de deux cardinaux qui l'escortaient à droite et à gauche, et d'une telle quantité de gens à pied et à cheval que «c'était un spec acle stupéfiant». Mais, d'après le témoin qui a conservé ces récits, il semblerait qu'il ne fût pas encore bien accoutume à son pouveau titre : apres son départ, dans une lettre adressée à Rome, il prit encore le titre de cardinal de Valence. On s'en étonna, et les malins disaient « qu'on verrait quelque jour des cardinaux vouloir prendre femme, puisque dejà ils voulaient vivre en lafques et rester cardinaux. « Apres quelques jours de navigation. César Borgia arriva à Marseille le 19 octobre. M. de Saint Vallier et M. de Monteynard étaient venue il y attendre, par ordre du roi, avec plus de quatre cents chevaux.

Louis XII avait encore complété ses recommandations et multiplis les marques d'honneur. Il avait ordonné à l'archevêque d'Aix et à tous les gentilshommes de Provence d'honorer César Borgia comme le roi lui-même. Le bruit courait même dans le peuple qu'il avait envoyé à sa rencontre le cardinal Briconnet. Les mêmes ordres pour des fêtes de réception avaient été envoyés à Lyon : il fallait lui donner « tout le plaisir possible». Le roit appelait dans ses lettres « son cousin le duc de Valentinois » Le cardinal de La Rovère était à Avigno », où il attendait César pour le fêter, il devait retourner avec lui à

la cour. César Borgia arriva à Avignon le 28 octobre. M. de Trans fut dépêché au roi pour lui demander et rapporter des lettres d'investiture du duché de Valentinois. César attendit son retour à Avignon, ou toute la noblesse de la région était accourue. Mais César Borgia n'était pas dans un état de santé très brillant; on disait tout haut qu'il avait le visage abliné par « il malo di San Lararo ». Il quitta Avignon le 7 novembre; Julien de La Rovère le saivit huit jours après.

Toutes ces fêtes et l'éclat de cette réception ne faissient pas que le bon accord fut complètement établi entre le roi et Cèsar; un observateur attentif, agent du duc de Milan, disait d'après ses propres observations, et se faisant aussi l'éche de l'opinion qu'ilavait vu « dans cette entrée, beaucoup de choses forcées et contrefaites ». César Borgia était plein d'orgueil et laissait voir trop de hauteur à l'égard des Français et même du roi. Il comptait tout obtenir de Louis XII en un jour. Cemi-ci, de son côté, assurant qu'il ferait du pape tout ce qu'il voudrait.

Le voyage de César Borgia continua sans incidents toujours marqué par les prévenances de Louis XII, par les somptueuses réceptions des représentants du roi et des villes. Mais l'insolence de César se donna jour mainte fois. A Lyon, M. de Cléricux lui ayant présenté de la part du roi le cordon de Saint-Michel, il le refusa, disant ne vouloir l'accepter que de la propre main du souverain. Malgré cet affront M. de Clérieux continua à l'accompagner ainsi que M de Sérenon.Le cardinal La Rovere lui offrit pendant huit jours des fêtes à Lyon; puis il partiten avant pour aller annoncer son arrivée à la cour. César Borgia quitta Lyon le 25 novembre. Sa popularité diminuait déja sensiblement : il avait beaucoup de moude dans son escorte, disait-on, mais peu de personnages de marque. » On remarquait que le roi ne le défrayait pas, et qu'il payait lui-même ses dépenses. Les ambassadours vonitions contribunient pour leur part à le diminuer dans l'opinion : ils redoutaient son arrivée, disautequ'il ne venait pas pour le bien de la République de Venise». Il arriva à Chinon le jeudi 21 décembre avec un faste et une solennité inonts « qui dépassaient la magnificence des entrées d'empereurs à Rome ». et qui plongea dans line profonde stupeur tous les seigneurs. Il fut logé dans le château qu'habitait le roi. Le lendemain, il présenta le chapeau au cardinal d'Amboise, et aussitôt après la remise de cet insigne, la cour descendit du château à l'église, où fut célébrée une messe solennelle.

L'opinion publique en Italie s'inquieta naturellement bead-

coup de ces fréquents échanges d'ambassadeurs entre la France et Rome, encore plus du voyage de César Borgia. Les nouvelles les plus contradictoires et les bruits les plus prématurés y étaient chaque jour répandus. À Venise on annonçait à la fin d'août une prétendue mission du cardinal de Pérouse en France, et l'ambassadeur milanais s'en ellrayait benucoup «per la qualité del nome». Quelques jours après, Latuada annonçait de Venise à Ludovic Sforsa le mariage de César avec Miss de Candale, et toutes les conditions à un traité qui n'était pis encore couclu. En Bavois, on publisit la celebration et la consommation d'un mariage secret entre Louis XII et Anne de Bretagne, et la donation d'Avignou par le pape à l'ex-cardinal César Borgia. Pirovani, qui tenait ces nouvelles pour vestes, les considerait comme mauvaises, et demandait que ét mai préparé par quelques-uns rejombét sur ses auteurs».

Ces neuvelles éta ent mélées de vrai et de faux Pendant tonte l'ambassade de l'évêque de Ceuta, jusqu'à l'arrivée de César. Borgia, la aituation respective d'Anne de Bretagne et de Louis XII se changea guere. Le proces en divorce continuait. Anne de Bretagne, revenue à des idées moias sévères, se résigrant ou se décidant à épouser le roi movempant upe dispense. pontificale. Pour sauvegarder les convenances, elle avait quitté la cour, a était retires à Tours d'abord, puis de la en Bretagne, accompaguée par le prince d'Orange et par un grand nombre de seigneurs breions Avant leur séparation, la reine veuve et le roi avaient convenu décidément de s'épouser, à ils le pouvaient lègitimement, mais les choses à étaient pas allées plus loiz, quoi qu'on en dit. Anne de Bretagne s'était en somme conduite avecune parfaite prudence : elle avait refusé de contracter mariage avent le prononcé du divorce, disant « qu'elle était de trop bonne maison pour être p.... de France » ; mais, en dernier lieu, elle avouait qu'elle serait très flattée que le roi la prit pour femme. Louis XII no cachait pas son amour pour elle : il l'aimait autant par raison politique que par affection naturelle. Il laissait croire qu'il I avait aimée du vivant de Charles VIII et que cet amour avait été pour une part cause de la jasouste de son cousin contre lui. Aussi l'évêque de Ceuta, qui dirigeait le procès de divorce, était-il « mofto accarezzato » par le roi et ses familiers. Quant aux intentions du roi à l'égard de César Borgia, elles ne paraissent pas s'être definitivement formulées avant son arrivée. Sauf l'investiture du duché de Valentinois, deja décidee, on ne savait pas encore s'il recevrait cinquante ou cent lances, vingt mille

livres de revenu ou davantage, si son duché de Valentinois serait accru d'Avignon, par une cession de l'Église. Surtout on ignorait encore absolument si son mariage se femit, avec qui et dans quelles conditions: Mile de Candale, Mile d'Albret, la prin cesse de Tarente, étaient tour à tour désignées. En fait, le roi était perplete et ne savait qui choisir.

•§ 3. — Les relations d'Alexandre VI avec Ludovic Sforza pendant ses négociations en France.

Par l'envoi en France d'abord de l'évêque de Ceuta, ensuite du duc de Valentinois, Alexandre VI s'engageait asser avant dans la politique française pour exciter l'inquiétude de ses anciens confédérés, et il dut redoubler d'habileté pour pouvoir continuer, jusqu'à l'issue définitive de ses négociations avec la France, sa politique de bascule et d'équivoques. Il serait presque impossible, et à coup sur peu intéressant, de le suivre pas à pas et jour par jour dans le labyrinthe, chaque jour plus compliqué, de ses intrigues. Il suffira d'indiquer par quelques traits significatifs le caractère qu'eurent pendant cette période ses relations avec les puissances italiennes, surtout avec le duc de Milan et le roi de Naples, plus directement intéresses, l'un à jempêcher le mariage de César, l'autre à contrecarrer l'alliance du Saint-Siège avec la France.

L'importance des négociations franco-pondificales ne semble pas avoir frappé au premier moment les ambassadeurs milanais en résidence à Rome. Il semble que l'attitude, d'abord indifférente, puis bénévole, d'Alexandre VI à l'égard de Venue les ait touchés et effrayés davantage. Ils essayérent de l'entralner dans que action diplomatique commune contre celle-ci à propos de l'interminable guerre de Florence et de Pise. Ludovic Sforza adressa lui-même au pape, dans les premiers jours de septembre, une lettre où il lui montrait les dangers que l'attitude de Veniso faisait courir aux Florentins et l'avantage d'une intervention du Saint-Siège en leur faveur, de concert avec Milan. A. cette lettre les ambassadeurs joignirent tous les arguments possibles. Ils firent surtout valoir les inconvénients qu'aurait pour le pape le succès définitif des Vémitiens dans la guerre pisano-florentine, et leur installation comme souverains à Pise, ville qu'ils ne pourraient conserver qu'en s'étendant en Toscane et vers les états du Saint-Siège : « ils auraient encore plus de prétentions



sur Bologne, qu'ils cherchalent dejà par tous les moyens à mettre sous leur influence ». La conversation fut longue, et, grâce aux nombreuses digressions du pape, la discussion aborda presque tous les points qui divisalent en ce moment le Saint-Siège et les puissances qui représentaient encore l'ancienne Ligue d'Italie.

Alexandre VI no voulait pas rompre ouvertement avec le ducde Milan. Aussi essayait-il de représenter le voyage de César. en France comme n'ayant pas de caractere agressif, et d'autre part, de le justifier comine ayant été rendu obligatoire par la mauvaise volonté des princes italiens. Il avait assuré aux agents milanais avoir donné à César une commission très positive de s'employer de tout son pouvoir à disposer favorablement le ric de France à l'égard de Ludovic Sforsa, du Milanais, et, subsidiairement, de toute l'Italie. Le 14 septembre, il leur déclaraque Cesar « aurait préféré être réduit au pain et au fromage en Italic à jouir ailleurs des plus grands trésors, « et il apputait Dieu le pardonne à qui en est cause, « désignant nommément. le roi Frédéric. Il tenait aussi à bien montrer qu'il n'avait pas renonce définitivement à ses négociations, ou tout au moins à nes espérances, sur Naples. Il s'étonnait d'ailleurs que le roi de Naples fit une se vive opposition au mariage de sa file avec César. Il suggéra qu'il pourrait réserver à Cesar Borgia une autre de ses filles, laquelle était encore toute jeune : « R.en pa-In planait plus que cette alliance : il est bon serviteur du roi et désire le servir en soldat. » Les ambassadeurs n'eurent pas de poine à lui demontrer que cette princesse était infiniment tropjeune, et que César ne consentirait sans doute pas à attendre sa nubih.é : « il est jeune maintenant ; il lui convient plus de se donner du plaisir que d'attendre que cette enfant soit mûre pour le mariage. » Alexandre VI finit par reconnaître que César ne s'allierant du reste avec personne sans le consentement du roi de France.

Le Pape voulait convaincre Ludovic Sforza de ses sentiments particulters d'affection pour lui. Dans cette même conversation it manifesta toute sa reconnamente envers le duc « qu'il avait toujours trouvé tres prompt et très sélé à le servir »; il renouvela l'assurance de son affection cordiale pour le duc de Milan et de son désir de faire toujours pour lui « office de père » ; il assurant que le duc de Valentinois suivrait la même politique en Prance. Il voulait aussi faire croire qu'il n'y avait aucune alliance entre les Vénitiens et lui. Il énuméra les mesures qu'il



avait prises pour se défendre contre une attaque possible de la Ropublique; mais il jugeait ces préparatifs suffisants et les raisonnements des Milanais ne l'en firent pas démordre. Il poussa la duplicite jusqu'à insister sur le refroidissement que l'on constatait, ou que l'on feignait de constater, entre le roi de France et les Vénitiens. — Il prétendit avoir déconseillé aux Venitiens l'altiance avec la France : « La meilleure façon de ne pas courir le risque d'une guerre contre Louis XII, leur aurait-il oit, c'était d'opérer l'union de tous les états italiens : ce qui obligerait le roi de France à les traiter avec ménagement et à penser à autre chose qu'aux affaires d'Italie».

Malgré toute son habileté, Alexandre VI ne réussit pas à dissimuler aux Milanais qu'il ne leur livrait pas tout le fond de sa pensée. Il laissa échapper des contradictions sur les motifs du voyage de Casar Borgia en France, sur les chances plus ou moins probables de son prochain retour, sur la situation qui lui était faite par Louis XII. Les ambassadeurs, montrant qu'ils savaient que les négociations traitées en France n'étaient pas toutes relatives au maringe de César Borgia demandérent à quoi elles s'étendaient. Mais Alexandre VI éluda toute réponse précise et se jeta dans des considérations genérales. Aux ambassadeurs des autres puissances de la Ligue italienne, le Pape tenait vers le même temps les mêmes discours qu'a ceux de Ludovic Sforza. Il affirmait ne vouloir négocier avec Louis XII que pour lui faire conclure un accord général avec toutes les puissances italiennes. Ludovic Sform se laissait cuper par ces vaines assurances. Il croyait à la smeérité du pape parce qu'il le voyait persister dans les mêmes affirmations depuis asser longtemps ueja. Ascagne Sforza, au contratre, avait quitté Rome et commencait a « se refroidir » à l'égard d'Alexandre VI

Cette poli ique pontificale, hésitante et tortueuse, se prolongea tout l'hiver, tant que César Borgia eut quelque chance d'épouser en France la file du roi Frédéric. Alexandre VI exprimant ou laissait exprimer en son nom les intentions les plus contradictoires. Dans unemême dépêche d'Ascanio Sforza, il est dit à la fois que le pape a déclaré son intention d'être bon italien et de déconsciller à Louis XII l'alhance avec Venise, et d'autre part son intention de ne pas secourir Milanau cas d'une expédition française en Italie, de marcher avec le roi contre le duc si le roi dirigeait lui-même son expédition. Il faisait dire cependant que, malgré sis engagements avec Louis XII, il ne combattrait pas contre les Italieus s'ils étaient unis. En même

L. P , tom I.

temps, il cerivait au roi de France, des brefs très pressants, somissimi brevis, pour l'engager à la paix avec le roi des Romaine. Il ne refusa t passes conseils à Ludovic Sforia i interrogé par Ascanio sur « les moye is les plus propres à détourner l'orage qui menaçait le duc de Milans, il lui répondait qu'il devait à tout prix éviter que Maximilion conclut avec le roi de France un accord ou lui-même ne serait pas inclus. Il lui conseillait aussi de s'entourage de Louis XII et l'employer cet ami à disposer le roi à un accord.

Ma gre cette apparente neutralité, ou plutôt cette indécision. du pape, les Sforta se foutaient bien qu'ils ne pouvaient compter. ni sur son appui, ni même sur une in lifférence plus ou moins bienveillante. Els étaient préven is par leurs correspondants de France que Louis XII ne ferait rien en Italie sans le conseil d'Alexandre VI, mais ils n'espéraient pas que celui-ci sacrifiat ses intérêts particuliers au bien géneral de l'Italie, dévouement qui scul pourrait laisser espérer « che ogni cosa havessea auccedere bone. La chance qui leur semblait le plus favorable était que les belles promesses faites et prodiguees à César Borgia. no seraicat pas survicades effetaqual en attendant et se « disaiperaient en fumée », qu'apres que Louis XII surait ob enu du pape toutes les concessions qu'il attendait de lui, il ne fernit plus autant de cas de César Borgia, et qu'Alexandre VI serait alors obligé d'en revenir à sa premiere politique. Ils comptaient aussi beaucoup sur la terrour que Maximilien passait pour inspirer à Louis XII et sur les a flicultés que le roi de France rencontrerait sur ses frontières, lesquelles l'empêcheraient de donner. une suite effective a ses négociations avec le pape. Aussi Ludovic. Sforza, au commencement de décembre, songeaut-il à envoyer Pierre de Trieste à Maximilien pour lui demai der, soit de continuor la guerre contre Louis XII, so t de ne pas traiter avec lui sans comprendre cans le trait? le duché de Milan et la paix universelle de l'Italie. A mesure que la situation se prolongeaix. et que Louis XII tranait mieux César Borgis, les dispositions eucore hieuveillantes du pape duninuerent, et Ascanio Sforsa. homme d'un caractère violent et emporté, le ménagea moins qu'auparavant. Il y eut entre eax des querelles vives et fréquentes : le 9 décembre 3498, i ambassadeur vénitien signale une de ces scenes ou Ascanto reprochait violemment au pape l'envoide César en France, tandis que le pape ripostait en lui rappolant l'appel jamis adressé à Charles VIII par Ludovic Sforza.

Alexandre VI continua dans ses conversations à affecter de rendre le duc de Milan responsable de l'envoi de César en France et de l'alliance de Julien de la Rovere avec Louis XII et Trivulce : « Mieux aurait valu les garder contents en Italie et s'en faire des amis ».

Pendant les derniers mois de 1498, l'exécution du traité entre Louis XII et César Borgia subit un temps d'arrêt: « la brillante entree à Chinon, dit M. Yr.arte, eut un leudemain assez sombre ». Les conditions du traité étaient pour le Pape la concession de la bulle de dissolution du mariage entre Louis XII et Jeanne de France, et la remise du chapeau à l'archevêque de Rouen, Georges d'Amboise; pour le roi, la cession à César du comte de Valence, revendiqué par l'Eglise, et qu'il érigeait en duché en faveur de Cesar, la constitution d'une rente de vingt mille livres et le commandement d'une compagnie, et surtout le mariage de César. De ces diverses clauses, celles qui obligeaient le Pape avaient été exécutees : en arrivant à Chinon, César Borgia apportait le chapeau a Georges d'Amboise, qui le reçut immédiatement. Il apportait aussi la dispense pour le divorce royal, mais il feiguit quelque temps, pour se venger des lenteurs de l'exécution de la dernière clause le concernant, de navoir pas la dispense coire les mains. Cette dissimulation était assex maladroite et pen politique, puisque Louis XII savait par Alexandre VI lui-même que la bulle était expédiée. Dès le 5 octobre, dans une audience aux ambassadeurs vénitiens, il se déclarait sur que « le pape ferait tout ce qu'il youdrait.» Le 15 octobre, il était déjà de notoriété à la cour que le roi avait recula dispense d'épouser « reine blanche de Bretagne ». Aussi passat-il outre à la mauvaise volonté de César, et laissant le tribunal ecclésiastique continuer sa lougue procédure, il s'était, des la fin de novembre, mis en route pour aller rejoindre et épouser à Nautes la reine Anne. Celle-ci avait recommencé a se gerer en duchesse de Bretagne; elle avait en sa puissance toutes les villes bretonnes, excepté la forteresse de Nantes. Elle était en butte aux obsessions des nobles bretons qui vouluent la persua-Jer d'épouser l'un d'entre eux. Mais elle était maintenant décilée a se marier avec, le roi de Franco, et elle lui avait fait répéter par un ambassaceur special « qu'elle n'épouserait jamais un autre que lui ». Louis XII arriva à Names dans les premiers jours do decembre. Le 17 décembre, le cardinal de Luxembourg, les évêques d'Albi et de Ceuta et les commissaires pontificaux prononcerent la sentence de dissolution de mariage dans l'eglise



Sain -Denis à Amboise, I, n'y avait donc plus d'importance a ce que Cesar Borgia retint p us ou moins longtemps la bulle pontificale. Peu de journ après le proponcé de la sentence, le cardinal d'Amboise alla chercher la reine Anne dans le château où elle. s'était retirée a l'arrivée de Louis XII à Nantes, célébra le mariage par procuration et la ramena à Nantes, où celui-cil'attendait. Le 6 janvier, le Roi fit une entrée à Nantes à 3 heures et demie, et le mariage fut célébre le même jour à 6 heures du soir. Les ambassadeurs italiens, observateurs fort curieux et très indiscrets, assurent que la nuit nuptiale fut une vrate fête pour l'épousée, et que «si cette ardeur a pu paraître à la reine une chose inaccoutumie, elle ne lui a pourtant pas déplu » La nouvelle en alla jusqu'en Italie, avec des chiffres ; elle rehaussa sans doute partici lièrement la glore de Louis XII. Ainsi Alexandre VI avait tenu tous les engagements qui, dans cette négociation, devaient précéder la conclusion de l'alliance.

Restait au roi à marier, ainsi qu'il l'avait promis, le duc de Valentinois. C etait la princesse de Tarente que Louis XII, d'accord avec le désir d'Alexandre VI, lui destinait, mais elle refusait absolument d'épouser César Borgia. Après un mois de séjour en France, le jeune duc n'était pas plus avancé que le premier jour : il avait fait cependant toutes sortes de concessions ; il avait, sur le conseil de M. de Trans, remplacé les Espagnols. de sa suite par des Français. On assurait bien sans doute que son mariago se ferait un jour on l'autre, mais on n'osait pas nonimer celle qui pourrait être sa femme. La princesse de Tarente, pour sa part déclarait obstinément qu'elle ne se marierait avec César que si son pere, dont elle connaissat. l'opposition à cette union, le lui commandait. Ce sentiment de répulsion. apontane chez elle, était soigneusement outretenu par les ennemis de César. On avait employé tous les moyens pour modifier. les idées : Louis XII lui-même l'avait inutilement poussée à ce mariage. Le principal appul de la résistance de la jeune priacesso etait M de Clerieux, partisan tres convaincu da roi Frederie son principal consciller : M. le Clérieux fut banni de la coursans resultat. On crot slors qu'il valait aireux la prendre par ladouceur ou rappela M. le Clerieux, celui-ci affichala plus grance confiance an succes final, si on le laissait maltre d'agre. il pionit & Louis XII d'obtenir le consentement de Charlotte si l'ambassadeur du roi de Naples, Antonio Grisoni, recevait l'autorisation de veuir à la cour et de travailler à vaincre la



résistance de la princesse. Bien que ce fût là une nouvelle cause. de retards et de lenteurs, Louis XII, pour en avoir le cieur net, ordonna de faire venir cei ambassadeur à la cour. Julien de la Rovere s'employa avec beaucoup de sele à la conclusion de ce mariage : il n'eut pas plus de succès que les autres. Louis XII était réellement très troublé et tres inquiet de cette « obstination : feminine . , il craignait que, sil ne pouvait tenir cet engagement, sa bonne foi et sa parole vinssent à être suspeciées, nonsculement par le pape, mais par tous les princes italiens. Aussi se preoccupati-il de trouver des remplaçantes à la princesse de Tarente, si elle s'obstinait dans un re'us definitif. Il songeait à lui substituer sa nièce, la fille du comte de Foix et de sa propre sœur, ou une autre de ses parentes, la fille d'Alain d'Albret l'une et l'autre reasent également belles et de haute naissance. Julien de La Rovere, qui, le 18 janvier, exposait la situation à Alexandre VI, disait . « Peut-être est-ce par la volonté de Dieuque le mariage avec la fille du roi de Naples ne peut pas se conclure : c'est afin que le duc de Valentmois puisse en conclure un beaucoup plus avantageux. » Mais le souverain pont, se était plus blesse de l'échec présent que joyeux des espérances du roi pour l'avenir, et il écrivait le 4 février que «le roi l'exposait a la risée de toute l'Italie, car il était de notoriété publique que César était venu en France pour se marier. Le 18 janvier, Louis XII avait renouvelé son engagement de marier le duc de Valentinois, et Julien de La Rovère, pour faire prendre patience au pape. lui decrivait poinpouiement toutes les qualités que la cour aumirait en César, et l'estime et l'affection que tout le monde en France avait sour loi Il n'en était cas moins vrai que. seion la pittoresque expression de Cattaneo, César était « dans un labyrinthe », et qu'il était fort mécontent.

Bien que César Borgia fût en quelque sorte un ambassadeur permanent et omnipotent en France, il n y en eut pas moins pendant son sejour des relations directes entre la France et le Saint-Siège, non seulement dans l'ordre ecclésiastique, mais même en matiere politique. Au commencement de février 1499, Louis XII envoya à Alexandre VI une ambassade solemelle d'obédience. Elle était composée des évêques de Lisieux, de Famagouste et de Tréguier, procureurs du roi en cour de Home, de Girault d'Ancesune, trésorier royal, et d'Antoine Taccard, secrétaire royal. Elle était chargée de remettre au Pape les lettres du Roi, de lui prêter dans les formes habituelles un serment de « vraie, pure et uncere obeissance ». Elle devait



y joindre une déclaration de reconnaissance d'Alexandre VI, comme « vra. re.teur de l'Eglise un iverse le ct vrai vicaire de Dieu en terre », une promesse que le roi imposerait à sous ses états et sujets l'abeissance au Pape, et enfin faire toutes les réserves de style en fave ir des privilèges et des libertés de l'Eglise gallicane (l). Peu de temps après, une autre ambassade analogue fut envoyée à Rome par Anne de Bretagne, comme dichesse de Bretagne, es reçue à ce tière par le pape, malgre la vigoureuse opposition des ambassadeurs français, qui ne cessa que sur l'ordre expres du roi Louis XII.

Ma gré toutes des incertitudes et tous des retards, Alexandre VI persévérait dans la recherche d'une alliance avec la France. Au commencement de février, Cesar Borgia, humilie et irrité des retards indefinis qui semblaient menacer son mariage, songea tres sériousement à quitter la France et envoy. son majordome provenir lo I spe de son intention. A esta idre VI craignant un coup de tête, renvoya aussitôt le majordome a Cesar pour le dissuader d'un pareil projet et lui faire comprendre les dangers qu'il courrait et qu'i, ferait courir au Saint-Siège s'il le mottait à execution. Pour mieus lui exposeles raisons qu'il devait avoir d'être patient, le pape joignit au riajordome de César son camérier Lévêque de Melf chargé spécialement de le chapitrer sur ce point et aussi d'exprimer a Louis XII les plaintes du pape sur la non-conclusion des pourparlers matrimoniaix, de tout faire pour obtenir le mariage. de César avec la princesse de Naixes, ou, si ses efforts en resens demeuraient vains, avec une autre des princesses qu'il avant de à proposees. Malhaureusement, l'évêque de Meift fut arrêté, des le début de es mission, par la maladie , il dut attendre sa guérison a Florence, et le majordo ne regut l'ordre



⁽¹⁾ A la même époque envirot se répasdit le bruit que le cardinal de La Rovère, le cardinal Brigonnet et Giov Giordano allalent ac rendre à Rom, main c'était faux. La fausse nouvelle vient peut-être d'une confusion avec la missande de Louis XII. Voir une lattre de Latuada, 31 tévrier 1490 « No anche die o de la partin del San Petro in Viucula, San Maio et Biggior Jobordano de Franza e depoi de tazoneta loro ad Marsida per ventre ud Roma come ho scripto alla Excellentia Vostra. E mentedoneno intende per lettere vinule da Lione ad mercadanti, non essere vero che esti Ban Petro in Viucula, San Maio, a Jo. Jordano alano anche partiti da la corte e similmente chet Re'non è per ventra di presenta alla volta de Lione, ma essere ben dieto da la Massia sun de volorsi trovare al Ascensa ad Lione. Delcha credo che la Excellentia Vostra ne sia megino certificata pur lo anchera il diso quanto lutendo di queste come. »

de porter à César les instructions dont le malade était chargé pour lui Le pape s'associait de plus en plus à la politique franco-vénitionne; il félicitait les Vénitions d'avoir rompu les negociations commencées avec Florence en vue d'un compromis, il cisait très haut à leur ambassadeur que les Vénipens devraient s'allier à lui et à la France, et que de cette alliance « sortiraient infiniment de bons résultats pour les deux parties »; it poussait avec énergie à la conclusion de l'accord franco-venitien, mais en secret et sans en parler aux cardinaux, il affectait au contraire de leur narrer en détait les tentatives faites par Maximillen pour s'accorder avec la France au sujet des affaires de Milan, et l'espoir que l'empereur avait d'y réussir. Le cardinal de La Rovère l'encouragealt dans cette politique, lui assurant qu'à defaut de la princesse de Tarente, César Borgia serait aisément marié à quelque autre. Le cardinal français de Gurck, Raymond Péraud, diplomate non moins fameux par sa misère que par son habileté, arriva le 13 février 1499 à Rome, sans La Rovère avec qui l'on avait d'abord dit qu'il viendrait, et il annonça que Louis XII ferait certainement une guerre en Italie. Sa présence fut un nouvel appoint à l'influence française. A la cour le pape s'en remettait à Julien de la Rovere de l'heureux succès du mariage. A la fin de février, ou commença à parler de Charlotte d'Albret comme femme possible pour César Borgia, et le 25 février on annonça à Rome la conclusion de la ligue franco-vénitienne. Un messager qui repartit aussitôt en apporta le 25 mars 1499 la nouvelle officialle. Cette nouvelle produisit une profonde impression, toute en faveur de la France, sur le pape et sur le Sacré College. Cette impression fut s. vive et l'émotion qui s'en suivit grandit si vits que, des le 8 mars, l'on se demanda au Vatican ce qu'il convensit de faire de la personne d'Ascanio Sforza.

§ 4. — Les relations des princes italiens avec Alexandre VI pendant ses négociations en France.

Cependant l'arrêt subi en France par la négociation pontificale et le dépit que César Borgia en avait ouvertement exprimé rendirent à Ludovie Sforza l'espoir de ramener Alexandre VI aux alliances italieunes, qui sen blaient au duc de Milan les alliances naturelles pour le souverain pontife. Le 5 février, au moment nême où Alexandre VI recommandait la patience à César



Borgia, le duc de Milan tenait consoil avec les ambassaceurs de Ferrare e. de Mantoue : il conclusit des relards du mariage que Louis XII n avait jamais joué franc jou avec Alexandre VI et que toutes ses belles promesses à avaient eu pour but que de se faire donner une dispense de mariage , ses interlocuteurs luiconsulaient de profiter le la circonstance pour se réconcilier. avec le Pape aux dépons des Vénstiens en fa sant ceder par l'empereur Ravenne et Cervia au pape, moyennant qu'il s'a liataux entres puissances italiennes, la cession de Trevise à l'empereur acheverait de le gagner et de le décider à déclarer la guerre a Venuse. Lucovi: Sforza dépêcha ausaitôt un courrier a Rome pour faire agir Ascanto Sforza sur le pape. Justement l'ambassadeur napolitain Bernardine de Be-nardo faisait de rouvelles ouvertures au cardinal Giovanni Borgiaau sujet du mariage. napol tain : « le roi de Naples n'était pas en éta, de donner un domaine territorial à César Borgia dans le royaume, mais il ne verrait pas d'inconvénient à donner a ce prince la somme d'argent dont il so réservant le payer son propre accord avec la France pourvu que Louis XII consentit de moyen terme, de plus le roi de Nayles s'emploierait a faire avoir a. César Borgia un état en Italie, pourvu qu'une grande guerre ne fui pas nécessure. pour l'acquerir. « Le cardinal Borgia se montra favorable a cette. combination, et Alexandre VI lui-meme la prit en considération. Cent ce qui motive le recommandation faite par les a l'évêque de Melfi de travailler de tout son pouvoir au succèsdu mariage napolitain. Ludovic Sforza faisait en même temps avertir secrètement César Borgia de ne pas accepter les partisqu'on lui proposait en France; il lui choisirait lui-même une femme, qui serait une italienne de son rang. Ascanio Sforza ne selassait pas non plus de recommander su cardinal Borgia et a A exandre VI de ne pas se presser de couc ure le manage. Il leur fajsait valoir, non sans raison, qu'une fois tlesar marié en France, les puissances italiennes n'escraient et ne pourraient plus s'alher en conflance et avec sécurite au Pape; il leur conseillait d'essayer i obtenir de Louis XII des avantages matériels en échange et comme compe seation du mariage manqué, et de continuerà survre les «pratiques» des deux a itres mariages misen avant par le roi , mirtout if leur recommandant d'évi er une rupture immédiate avec la France, « ce qui ne sérait avantageux. ni pour le Saint-Siège lui-même, ni pour l'Italie en générale, et d'attendre, pour en venir, s'i, le fallait,à c-t.e rupture, d'avoir concluune athance définitive avec to is les princes de l'Italie.

Ges intrigues et ces pourparlers aboutirent à la fin de février à une proposition forme d'alliance entre le Saint-Siege et le duché de Milan, que Ludovic fit faire au pape par le cardinal Ascanio. Le 22 février, des lettres patentes, dont le préambule contient l'expression solennelle du desir que le duc a de s'allier avec Alexandre VI nomme ent Ascanio Sforza « procurateur et maissataire genéral pour la conclusion d'une lique entre le pape, le roi de Naplos, la république florentine et le duc de Milan » (I). En meme temps, au nom du roi Frédérie et de Ludovie Sforza, on présenta au pape un projet de traité (2).

Ce traité stipulait pour un nombre indéfini d'années une alliance entre le pape, Naples, Milan et Florence, et la garantie reciproque par ces puissailces de leurs états contre tout état italien ou étranger, ayant des domailles en Italie ou hors d'Italie qui attaquerait directement ou indirectement les états confédéres ou leurs alliés. Le pape s'engageait à entreteuir sur pied pendant tout le temps de la Lique trois ou justre mille chevaux, deux ou trois mille hommes de pied, le roi de Naples et

(2) Mais un observateur judicieux, Cattaneo, disait à ce moment «Succeda che si volta, pocho di ben il à per italia. » — Sur tout ceci, voir Stammondo per Contr di Foligno, Istoria, tom. Il, pag. 200-201 et suivantes.



Cet acte a 416 nutrefois publis par Müller dans le Nots renblatt (Vienne, tom VI, pag. 588), mais l'éditeur n'en a pas connu le préambule, qui est intéremant au point de vue milanais, et comme expression (probablement forcés et exagérée à dessein) des sentiments de joie de Ludovic Blorse. d'airetrouvé l'acta complet dans le Carteggie generale de Milan « Ludovicus Maria Biorga Nullius conjunctio ulto tempore magis cordi notes fuit quam es quepoble summi postificts fortungm communem feelt Nam eum suprema illius dignitas Christianos principes in liberorum locum el faciat, pium est, culper religionem deditos oportet nos esses, cum eccetiam secularem fortunam wile communem habers. Quod al cum amnibus poplificibus semper optandum furt, longe trobis desiderabilism extistit cum Sasietusimo Domino Nustro Domino Alexandro Papa sexto, ennien in ante alica in ipsa prima e us creatione colerant precipio a udio susceptions, nec aliquid gratius unquant. habulmus quant cum contigit ut e un desideria morein gerere et observan im nostres magnitudinem testari possemus. Itaque, cum hos tempore de Ipsius paterno erga rus Italia animo mositi a mus, et quam minime nobli dubinia. esset quod, ubi uccasso se ferret, tienctitas e jui pomas, pre boni parentis officio prestaret, tamen imminent a lia ne pericula effeceruat ut ec nuncio vehementer gav al straus, statuerlinuaque ina la In parte decise quam nos priestare debenmun at ipas Banctimimus Lominas Noster non solum dignos nos rognoscat ques ipaus Sencillas pre aug cariate complexatur verum etiam. ad omnia que cupit et agenda putantur obvica et propessos babeat, ut igs ur pienu facultas, ubi Sanctitas ejus est, habeutur, ori ira efficie ida que serepimitmi Douten Federici regis Nespolitani et excelse Requible a Florenti segimul et nostra cum içan Sanctitate sua conjunctione necessoria ema videantur et opportuna, tenore præsentium, etc.-

le euc de Miain, chacan six ou huit mille chevaux ; la république de Florence, rois ou quatre mille chevaux et deux ou troismille homines de piec. le tout s'entendut en honnes troupes. Les con'élères s'oblignaient à se secourir par les armes réciproquement, en toute province ou tout leu où its seraient attaqués, et dans les conditions suivantes et l'un des quatre confédérés é ait adaqué, les trois antres non attaqués devraient. lui envoyer tout ou partie de leurs forces, soit pour se défendre chez lui soi pour attaquer a son tour le territoire de l'assaillant. Si un secours maritime était nécessaire, il devait être fourni, en déduction du secours de terre. Si plusieurs des contractants etaient attaqués ensemble, les autres ou l'autre non attaqués devaient leur envoyer des secogra dans une juste proportion, par moitié ou par tiers, suivant le nombre des assaillis — L'état attaqué et secours devait pourvoir les troupes de secours de logements et de vivres à un prix raisonnable, mais la solde des trouges de serours restait à la charge de l'état. qui les envo, it. - Le pape proinet ait à ses confédères l'appui des armes spirituelles, et réciproquement les autres états s'engageaient a lui fournir leur appui en matiere temporelle. - La paix ne pouvait être conclue par l'un des confédérés sans le de la Ligue, charun des confédérés était tenu de désigner ses propres alliés ou adherents ; pour plus de súreté, les confédétés s'interdisaient de des gner comme leurs alliés ou adhérents des états superieurs en puissance ou en diglité à l'une des parties contractantes ; ii un état de cette catégorie exceptée était actuellement l'a lié d'une des parties contractantes, il devait. pour que de le alliance continuât, accepter les conditions et les ob igations les cuatre confédérés. En cas d'attaque de l'un des confèderés, les autres s'engagement non seulement à refuser à l'agressour le séjour et les vivres sur son territoire, mais aussi lui interdire le passage, même par la force en cas debesoin. - Le ro, de Naples, le duc de Milan et la république de Florence promettment de fournir au pape (chacun pour une parti cent mille ducats pour l'achat du duché de Suessa, de l'office de grand connétable et de tous les états, lieux, terres et droits actue lement possédés par le jeune duc de Gandie dans le royaume de Naples, ils s'engageaient à faire tous leurs efforis pour obtenir du duc de Gandie et de ses tuteurs la vente à César Borgia de ses étais et dignités. - Si, dans un délai à fixer u terreurement, les trois états n'avaient pu obtenir cette



vente, ils achéteraient pour une valeur égale de cent mille ducats, un autre état au duc de Valentinois. - Les cent mille dutats prévus par les articles précédents ne devaient pas êtic verses au pape avant le retour du duc de Vilentincis en Italie. - En cas de most d'un vicaire ou gouverneur pontifical dans les Romagues, mourant sans langer à héritiers légitmes, et en cas de dévolution de son éast au page, les confédérés anderaient de leurs troupes a l'occupation de cet e.at. cafin qu'il vint au pouvoir du Saint-Siège ou de la personne que le pape designerait ». - En cas de révolte armée d'un vicaire ou gouverneur des Romagnes, révolte de nature a mériler le nom de «rébellion contre le Saint-Siege, et à faire projoncer la devolution de son etat au Saint-Siege, et en cas de désobéissance d'un de ces vicaires au Saint-Siege, de nature à meriter, de l'avis de la majorité des confédérés, la privation de son état, les confedérés promettment d'aidor le pape au châtiment du rebelle et à la sounussion de son état au Saint-Spige ou à un prince désigné par lui. - Le pape et les autres confedérés promettaient de prendre a leur solle Alphonse d'Aragor, duc de Bisceglie, et le prince de Squillace, avec des compagnies de cout hommes d'armes chacun, en se partegeant proportionnellement les frais de solde - Les confédérés renonçaient à entretenir, après la conclusion de la Ligae, aucune alliance ou intelligence avec aucune puissance, sauf du commun consentement des autres parties contractantes, poi rvu qu'une telle allia ice de fut prejudiciable à personne des confédérés, et que les articles de la Lique fussent respectés. - Le droit des autres princes a entrei dans la Ligue était réservé. - Le pape promettait que César Borgia scrait en Italie et à Rome dans les deux mois qui suivraient la conclusion de la Ligue. Il s'engageant à ne pas autoriser son retour en France et son mariage avec une femme non italienne sans le consentement des autres parties. - An cas où une guerre éclaterait avant l'expiration de ce délai de deux mois el avant le retour de César, le pape fournirait la valeur de son contingent en argent.

Alexandre VI approuva dans leur ensemble les articles du traité qu'on au proposait, mais, son pour gagner du temps, son pour obtenir plus de guranties personnelles, il demanda que diverses modifications y fussent introdutes il demanda qu'o attentit la décision formelle des Florentius pour les nommer dans le traite. — Sur l'article 5, il demanda qu'aucun des confedérés ne put, après la conclusion du traite, nommer pour ses

alliés les sujets ou vicaires de l'autre partie , ou bien il désirait qu'ils fassent désignés imirédiatement pour savoir quelle serait la situation politique. Sur l'article 7, il exigenit que les cent mille. durate fussent vereës en or et qu'il fût specifié qu'en entendait. des durats « in ero de camera » et qu'il en fût fait dépôt à Rome. - Dans l'article suivant, il ne voulait pas s'en remettre aux princes confédéres du choix de l'état qui serait acheté au duc de Valenticois , si la cession du duché de Gandie ne souvait s'obtenir. les cent mille ducats serarent versés en or à César. Borgia pour s'en acheter un état - Sur l'article 12, il demandait que les ducs de Bisceglie et de Squillace fussent obligés de demeurer, eux et leurs troupes, sur les territoires du Saint-Siege et ne pussent être lenus au service des confédérés, et que, dans le cas où le pape aurait à envoyer des troupes au secours des confédérés, il put les compter et les faire figurer parmises troupes personnelles. Sur l'article 15, Alexandre VI refusait, Cesar Borgia étant entre les maios de Louis XII, de prendre sucun engagement tendant à le faire revenir dans un délai de deux mois, il offrait de consentir à l'annulation du traité au cas on César prolongerait plus de deux mois son téjour en Prance. 1. demandait la suppression pure et simple. de l'article 16.

Mais tout en s'engagoant ainsi dans un projet de confédération italienne. Alexandre VI «e ménageait dans le traité mê ne, pour le cas sans doute où il aurait été contraint par les circonstances de le subir, un retour vers la France. Il demandant l'introduction d'une clause portant que, si César Borgia ne revenait pas dans les deux mois, le pape ne serait tenu ni a entrer dans la Ligue, ni a respecter aucun article un traité; et que, pendant les deux mois de dél is précédominent stipules, aucun des confédérés n'aurait d'obligations à remplir — Enfin, se fondant sur ce qu'il ne pouvrit pas, sans de grands dangers politiques, abandonner l'amitté de la France sans s'être assuré la protection de l'Empire et celle de l'Espagne, Alexandre VI demandait que les confédérés lui assurassent la protection de ces deuxpuissances pour sa personne et pour les choses spirituelles et temporelles. Faute de l'obtenir en bonne forme, il prétendait n'être lié en rien par la Ligue et h'avoir rien conclu.

Les articles convenus d'abord et les additions d'Alexandre VI furent soumis au roi de Naples, qui les approuva, mais en exprimant l'opinion, très arrêtée ches lui, que le pape ne se résondrait à rien avant de connaître l'issue des négociations en



France, et que le roi de France, de voulant pas s'exposer au risque de voir sa dispense de divorce révoquée pro mais informatione, ferait tout pour retenir en France le duc de Valentinois. Le resultat serait donc que le pape resterait en pleine liberté de ses actions, tan lis que les autres confédérés auraient les mains hées. Fréuéric pensait donc qu'il failait continuer les préparatifs militaires, comme si cette quadruple alliance ne devait jumais être conclue, car il ne fallait pas, dans le cas probable d'un éthec que les puissances italiennes se trouvas-sent «comme enformies» et prises au dépourvu.

Plus optimists que le roi de Naples, le duc de Milan essaya de seduire César Borgia l'il-même en lui proposant de « grandes choses » en Italie, et en lui conscillant de quitter la France secrétement. Mais César Borgia, loin dy consenur, révela les intrigues de Ludovic Sforza à Louis XII. Ce fut même alors qu'il renvoya les derniers Espagnols et Catalans qui se trouvaient encore à son service, et qu'il les remplaça par des Français.

Cependant le papene se décidait a rien : le duc de Milan était très effraye de ses temporisations, Ascanio Sforza dissimulait mal son profond mécontentement sons une feinte gaieté. Le pape disait que le duc de Milan avait «de quoi songer »: Ascanio Sforsa demandait qu'Alexandra VI déclarât ses intentions définitives sur la politique italienne ; le pape lui répondait par des " propos en l'air. Ludovic Sforsa crut ameliorer sa situation en renouvelant son ambassade à Rome : Conradolo Stanga fut transféré de Rone à Naples, et y fut remplacé par le résident à Sienne, Cesare Guaschi. Le duc esperait, en renonçant à se faire représentera Rome par des ecclésiastiques, et en y mettant un latque, avoir une diplomatie moins facile à la séduction des bénéfices, plus indépendante et plus dévouée. Ascanio Sforza employait tous les moyens d'action pour déterminer le pape ; il lui demandai, une audience et lui promettait de lui faire hienyour où étalent ses véritables amis : l'ambassadeur nulanais le suppliait d'entrer dans la Ligue. Le pape iffectait de se lamenter et declarait que, n'était la présence de César Borgia en France. il n'hesiterait pas à s'allier au duc de Milan. Il affirmait encore. le 19 mars ne rien connaître de la conclusion de la Ligue francovénitienne savoir sculement que les ambassadeurs napolitains avaient éte outrageusement renvoyés de France.

Tant de lenteurs fatiguaient les puissances italiennes. Le roi de Naples, moins politique que Ludovic Sforza, voulait, des avant le 20 mars, une rupture définitive avec le pape. Il fallait, selon



lui, chasser les Vénitiens de Piso et la rendre aux Forentius, les expulser aussi des places qu'ilg occupaient dans le royaume. de Naples : lui-même leur restituerait i emprunt dont ces places étaient la garantie; on continuerait à promettre au pape les cent mille ducits et le reste, avec la ferme intention de ce pas tenir ces promesses, mais simplement pour endormir ses défiances ; on l'il ferail ensuite savoir que les confédérés le jugeaient pas à propos, va sa perfidie, de lui donner, soit de l'argent, soit tout autre instrument d'action qu'il n'emploierait qu'a la ruine de 11 alie. Ascapio Sforza désapprouveit ce planqui lui paraissait un « p an de désespérés », et qu'il voulait garder pour la dernière extremile: il ne voulait pas réduire le pape à se jeter dans les bras des Vénitiens ; il ne voulait pas par des perfidies donner le beau rôle au pape. Alexandre VI, sur ces entrefattes, lu. annonça la conclusion de la Ligue franco-vénitienne qu'il connaissait officiellement, et les sérieux pourparlers engagés avec les d'Albret pour le mariage de César; mais il protestait encore de son désir de voir l'Italie unie et padfigi e: «Il était, disait-i , libre de choisir le parti qu'il voudrait; rien ne l'obligeait. I être d'une certaine façon plutôt que d'use autre» avec les princes italiens, mais s. on continuait à lui offrir les mêmes avantages dont il avait été question aniérieurement, «il pe ferait plus qu'un avec eux». Ce fut au tour d'Ascanio Sforia. a lui tenir la dragée haute, a lui dire que son dernier rapprochement avec la France avait découragé et inquiété la honne volonté des princes. Cette réponse était faite pour gagner du temps. Le pape donna trois jours au vice-chancelier pour lui faire connaître le sentiment définitif des italiens, disart que, s'ils ne s'étaient pas décidés à ce moment, il prendrait lui-même sa résolution. Ascanto Sforza eut la naïveté de crotre, même apres cette declaration, à la sincérité et aux bonnes dispositions in pape à l'égard des états italiens.

§ 5. — Le mariage de César Borgia.

Cosar Borgia faisait entretomps contre mauvaise fortune bon cœur. Il se vengeat des refus multipliés de la princesse et du roi le Naples en reprochant à celui-ci de n'être qu'un bâtard du roi Alpionse, tandis que lui était fils du pape et en faisait gloire —Au debut de mars, en effet, le mariage napolitain était denderment abandonse, « evanour en fumee », a la grande joie du

roi de Naples, qui avait été aussi triste et aussi desespère de ce projet de mariage qu'il l'eût été de la perte de son loyaume. Sa joie de le voir deflaitivement abandonné fut telle qu'il sembla ne pas voir qu'en même temps fe roi de France avait assez brutalement congedié ses ambassadeurs. Les Italiens crurent que les autres projets auraient comme celui-là des résultats negatifs. On disait publiquement que c'étaient autant de fourberies « tatti inganni». L'évêque de Pazzi conseillait à Ascamo Sforza de faire savoir à l'évêque de Melfi qu'il ne fallait avoir aucane confiance dans les affaires de France

A défaut de la fille du roi de Naples, Louis XII voulait donner a César Borgia la fille du comte de Poix ou celle du sire d'Albret. On disait en France que Gésar Borgia ne perdait. pas au change, attendu que ces princesses étaient beaucoup plus belles que la princesse de Naples. Mile de Fois fut vite éliminée : elle était réservée à une destinée encore plus éc.atante, Restait Charlotte d'Albret Toute la cour montra la plus grande confiance dans le succes de ce mariage, bien que l'on dit aussi que la jeune fille n'en vouluit pas. Vers la fin de mars César ctait tellement ennuye de voir la situation se prolonger aius., qu'on annonça son procham départ pour la Provence avec M. de Trane : on allast jusqu'à dire que dans son désempeir, César Borgia voulait retourier à Rome et reprendre la pourpre. Louis XII, pour le faire patienter, lui donna un logement à la cour et lui ceda'la moitié de sa garde, lui donna une escorte de france archers et une maison francaise. - Le pape n'était pas moins inquiet que Césarlui-même; cependant i. vou ait ménager à tout prix la France ; malgré ses perplexités, il accueillait fort bien l'évêque de Bourges, confusseur de la reine, qui venait à Rome comme simple particulier et sans mission politique; mais il élait fort mécontent et parfois laissait voir son mécontentement. Le 7 avril, au consistoire, il se plaignit très haut de Louis XII, qui, disait-il, n'aviit pas tenu les promesses qu'il lui avait faites. An commencement d'avril, dans l'entourage même du pape, on croyait le mariage de César et l'alhance fraucaise moins surs que jamnis. Le cardinal Borgia promettait à Ascanio Sforza de lui racopter «bientot, quand le pape serait d'accord avec les puissances italiennes, stoutes les intrigues qui avaient eu pour but l'alliance avec Louis XII et la mine de l'Italie.

Mais à ce moment même les négociations avec les d'Albret allaient abount : le sire d'Albret des grant au roi son consente-



ment, et il n'y avait plus qu'à conclure. Malgré les répugnances de sa fille, Alam d'Albret avait en effet pour de plus grands intéréta politiques, acqueilli les ouvertures que le sieur de La Romagere lui avait transmises de la part de Louis XII; il voulait seulement faire de ce mariage l'alliance la plus avantageuse qu'il se pourrait. Par un acte du 23 mars 1499, il nomma ses procurateurs, Gabriel d'Albret, Regnault de Saint-Chainans et Jean de Calvimont, et le 29 avril, après de longues négociations. il fixa ses concitions ; il demanda « à voir et à teucher » la dispense de mariage accordée à César Borgia, il demandalt que la dot de cent mille livres, garantie à César par le roi, fut fitée à ceut mille ducats, et qu'on fixat des garanties et des époques de patement. Il voulait qu'on spéciflat les biens patrimoniaux de Cesar, pour savoir de quoi sa fille hériterait si elle survivait à son man. Il voulait faire vérifier par ses procurateurs at l'importance des bleus heubles de Cesar en France était bien, ainsi qu'on le lui avait assuré, de cent vingt mille ducats. Il promettant a Charlotte une dot de trente mille livres tournois, payable six in the livres dix-huit mois apiès la célébration du manage et le surplus, quinze cents livres par an jusqu'a complet payement moyennant quoi la mariée renonçait à tous ses droits sur la succession de son pere et sur celle de sa mere, Françoise de Bretigne. Le mariage était contracté cu communauté de meubles et d'acquêts, et le douaire éventuel de Charlotte fixé à quatre mille livres.

Louis XII repoussa, la trouvant excessive, la demande de changement des livres en ducats, mais il consentit à faire garantir par les trésoriers généraux Michol Gaillard, Pierre Briconnet, Thomas Bohier et Jacques de Beaune, la dot de cent mille livres et son payement dans les dix-huit mois.

Les négociations étant ainsi amorcées. Louis XII ne douts plus du succes final et fet rassure entierement sur la conclusion de son alliance avec le pape : aussi, des le 27 avril, adressait-il à Alexandre VI une lettre autographe, lui annonçant qu'avant la fin de mai il serait en Italie, et le 6 mai, on annonçant la conclusion immédiate du mariage Valentiuois-d'Albret. Le cardinal d'Amboise avant eu, en effet, le taleit de gagner Calvimont, le principa l'esprésentant d'Alain d'Albretet le plus opposé a ce mariage, en lui promettant un office de consciller au parlement de Borconux; la promesse du chapeau avant gagné Amanieu d'Albret, la reine Anne de Bretagne avant été appelés à peser sur Alain c'Albret, sou beau-frère, et a lui rappeler «que le mariage proje.e.



était tres agreable à la reine et au roi, parce qu'il pouvait être cause de grands profits à eux et au royame » et parce que le duc de Valentinois était : un très honnête et bon personnage, sage et discret. Le roi louna les garanties demandées. César fit, le 10 mai, une cession de ses biens à sa femme pour le cas de prédécès, et le 10 mai aussi, le contrat fut solennellement signe au château de Blois. La partie la plus importante de cet acte privé, au point de vue qui nous occupe, est le considérant où Louis XII exprimait l'espoir que «le duc de Valentinois, ses parents, amis et alliés lui feraient au temps à venir grands et recommandables services et mesmement touchant la conquête de ses myaume de Naples et duché de Milan. Le mariage, célébre le 10, fut cousommé le 12. De grandes fêtes l'accompagnèrent, entre autres un tournoi où figura César Borgia. Louis XII annonça à Alexandre VI la consommation du mariage : il lui dit que le duc avait « rompuquatre lances » de plus que lui-même, deux avant le diner, six dans la nuit. Cette lettre, quelque peu gauloise, parut singulière, « mais, dit philosophiquement Cattaneo, par le temps, qui court, tout est pris pour bon et honorable »; la jeune duchesse écrivit aussi à Alexandre VI pour lui déclarer ses sentiments et ajoutaen quelques phrases enjouées «qu'elle était consente du duc.» Le roi, à la satisfaction générale, donna le collier de l'ordre à César Borgia; il fit envoyer à Alexandre VI cent barriques de vin de Bourgogne. La reine Anne donna à César un cheval et un anneau d'or, valant quatre cents ducats, qu'el e le pria de porter pour l'amour d'elle. l'annonce de cette gracieuseté fit sourire Alexandre VI.

Ainsi la clause restée jusqu'alors en suspens dans le traité d'aliance franco-pontificale était executée : le pape devenait tout français et tout vénitien. Les cadeaux que lui envoyait Louis XII étaient pour les Italiens autant de preuves que « Sa Sainteté était toute sienne », et Alexandre VI se déclam « très soumis au roi pour l'amour que le roi porte à notre duc ». La passion paternelle que révète ce mot si sobrement énergique est toute la clef de la politique du Saint-Siège pendant le pontificat de ce pape, si bon père de famille.

L. P., tom. I.

§ 6. — Les négociations de Ludevic Sforza après le mariaje de César Borgia.

Ludovic Sforza pe se décourages pas encore. La mort de son ambassadeur a Rome, Taperna, évêque de Parme, et la nécessité de rendre à sou poste de Naples le protonotaire Stanga, qui l'avait supplée quelque temps, lui fournirent l'occasion de remplacer. ses ambassa leurs corlés astriues par un laïque, le juriscousulte Cesaro Guaschi, dont il fait un grand éloge et de qui il semblan attendre beaucoup. Celai-ci était nommé des le premier fevrier 1499; malheureusement, les circonstances I empéchérent de se rendre tout de sinte à son nouveau poste, et il s'écoula deux mois et demi avant qu'il put aller à Rome. Ce fut up malheur pour la ciplomatie milanaise. Ludovic Siorsa eut aussi le tort de ne pas donner assez d'audépendance s Cesare Guaschi al égard de son frere le cardinal, comme le montre son instruction. Guaschi devait, Jes son arrivée, aller visiter Ascanio Sforza et lui dire que « sa principale fonction était de recevoir ses ordres et le sy conformer » Ce n'e ait qu'apres cette visite que Guaschi devait aller presenter au pape ses lettres de creance et faire ses visites officielles.

Ce fut au lendemain de la conclusion de la ligue francovégificane que Cesare Guaschi arriva à Rome, La situation commençait a se tendre entre Alexandre VI et les puissances italiennes : le pape couraissait la publication de la ligue en France, il en attendant communication officielle. On assurant qu'il voulait être membre effecti. de la ligue, mais que, pour y adhérer en public, il attendrat, de recevoir une ambassade française et de voir les troupes de Louis XII en Italie. Ascanio Sforia guettait avec soin ses hésitations et ses perplexites, essayant de trouver un moment favorable pour le décider a s allier aux puissances italiennes. Tantôt il payait d'audace, en lui affirmant que, malgre les apparences, la Seigneurie ne laisserait jamais périr le duc de Milan; tantôt il répandait le bruit de la formation d'une quintuple albance entre l'Empire, l'Espagne, Naples et Milan, alliance naturellement dirigée contre Venise et la France ; quant le pape se plaignait de la lenteur de Louis XII a tenir, ses promesses, il essavait de lui prouver que l'arrangement de la question pisane aurait pour conséquence la rupture de Louis XII avec Venise, et qu'il

pourrait ensuite se passer de la France; bref, il exploitait sous toutes les formes l'irritation très évidente où le retard du mariage de César Borgia mettai: le pape. Il toucha presque au but au mois d'avril; l'attitude ambigué d'Alexandre VI a l'égard de la France dénote alors, ou un grand découragement, ou une profonde perfidie destinée à tromper Ascanto Sforza et Cesare Guaschi le mariage de César Borgia paraissait plus loințain que jamais ; l'accommodement dorentino-vénition sous l'arbitrage da duc de l'errare avait offusqué le pape, qui trouvait qu'on n'avait pas assez tenu compte de lui; c'était un succes pour la politique milanaise; Ascanio Sforia se vantait que son frere le duc de Milan eut par cet arbitrage rétabli la paix en Italie. Alexandre VI en vint à dire qu'il voucrait bien n'avoir pas envoyé son fils en France; le 24 avril, il déclara à Ascanio que, quand même le mariage se ferait, il resterait uni au ducde Milan, au roi de Naples et aux Florentins, « cette alliance devant être le meilleur moyen pour obtenir des Français le retour en Italie du duc de Valentinois.» Il conseilla au cardinal de continuer à entretenir ses négociations avec le roi de Naples et le duc de Milan: Ascamo profita de cette surprenante déclaration pour lui remontrer que, «Ludovic et Frédéric ne lui ayant jamais fait aucun mal, il serait injuste qu'il les attaquat ou qu'il s alliat à leurs ennemis.» Alexandre VI lui communiqua le texte de l'alhance franco-vénitieune : il maista sur la clause relative à une attaque des Turcs comme dispensant les Vénitiens de secourir le roi de France, clause qui n'était pas, selon lui, à l'avantage de Louis XII, et par laquelle la Seigneurie s'était habilement ménage une porte de sortie. Il se disait sur que les Vénit ens tromperaient le roi de France. Ces discours, très différents de ceux que le pape tenait aux ambassadeurs français, étonnérent Ascanio Sforza; avant de croire aux uus ou aux autres il consulta le cardina, de Capoue, Celu,-ci lui répondit que les uns et les autres exprimaient avec que écale Edelite les sentiments du pape. Le vice chanceller en concluait que le pape n'avait pas encere pris son parti , que, selon les nouvelles de chaque jour, il était tantôt italien, tantôt français, et qu'il voulait temporiser, tant qu'il ne saurait pas avec certitude quel serait le plus fort des deux ensemis en présence. Il y eut donc une lutte de finesse et de mensonges entre Alexandre VI et Ascanio Sforza Celui-ci emayait d'effrayer le pape en lui mon trant le duc de Milan en bonne intelligence «vec la république de Venise : 1. feliatait en consistoire la Seigneurie d'avoir con-



senti à la paix avec Fiorence. Alexandre VI affectait de considérer l'arrangemen, vénéto-florentan comme une défaite pour Ludovic: il demandan « » le duc de Milan en était bien ennuvé » : il disait que la Seigneurie voulait avoir un état plus grand que le territoire pisat et qu'elle le trouverait en Lombardie. D'autre part, il essayant d'endormir les vigilantes inquiétudes d'Ascanio Sforza et de Cesare Guaschi ; il disait être assuré que les Français ne feraient nen en Jialie dans le courant de la présente année, qu'ils ne pourraient jamais nen y entreprendre, car rienn clait moins assuré que le versement par Venise à Louis XII des cert mille ducate Il ajoutait enfin que, si l'Ascension passait avant que son fils fût mané, il considérerait l'affaire comme défantivement exterrée. A l'ensendre, c'était la neule présence de Cesar Borgia en France qui l'empêchait de rompre des cemomentavec le 1911. Cesare Guaschi conclusit de tous ces dires que le pape avait « sur le cœur » les affaires de Prance, et qu'il avait perdu à peu pres tout espoir de les voit reussir.

C'est dans ces circonstances qu'on apprit à Rome le mariage de César Borgia, sélébre le 10 mai. La nouvelle mettait fin à toutes les indécisions, réelles ou fein es, d'Alexandre VI Lepape était désormais «lout français» (f). En France, ses agents et César Borgia s'associérent activement aux préparatifs militaires de Louis XII. Des le 11 juin, on annonçait le retour du prince en Italie, son passage par Turis avec cent lances, quatre cen s'chevaux et quatre cents gascons. Entretemps, il fallait de l'argent à César Borgia pour mener un train lusueux. Tout l'argent qu'il avait apporté avec lui était dépensé. Alexandre VI paya pour lui dis-huit mille ducats, lui en envoya vingt-deux mille, puis encore un supplément de dix mille a pour qu'il pôt vivre largement. « On annonçait d'ailleurs que le roi allait lui donner cent cinquante mil e ducats comptant pour payer les domaines qu'il achèterait en France.

Le pape ne déstrait plus neu tant que la descente de Louis XII en Italie Raymond Péraud l'avait « désespéré » en lui faisant craindre que l'expedition n'ent pas heu dans l'année, mais il se rassura hientôt, en apprenant par son fils que le roi de Prance serait au milieu d'aout en Italie. Il affirmait même, dans ses conversations en conflance, qu'avant la fin de juin, ou su plus tard



⁽¹⁾ La joie débordante du Pape est attende par tous les contempors ou. Lattunda dit, le 28 mm 1499 « De Roma per letters de 22, si ha chel l'apa demoastra gran alagreza de la consumatione del matrimoule dei folo.»

à la mi-juillet, le roi de France aurait déclaré la guerre à Milan. L'ambassadeur vénitien Donado, dans son compte rendu général de mission, le représen a comme « étant maintenant tout dévoué à la France, désirant par-dessus tout la venue des Français outre monts et le bouleversement de l'Italie. » Capelo, de son côté, le d sait « enragé » à souhaiter la venue de Louis XII A la fin de juin, celui-ci fut écrivait que « pour l'entreprise de Milan, il y mettrait plus de diligence et plus de puissance que ne pouvait souhaiter Sa Sainteté.» En même temps, le pape ne dissimulait plus ses sentiments contre le due de Milan. Donado décrivait dans sa relation sux Pregadi la haine grandissante d'Alexaudre VI contre Ludovic Sforza, et, quoique à un degré moindre, contre Ascanio. Le pape laissait entendre que le duc de Valentinois recevrait, pour sapart du Milanais, le comté de Pavie. Il étendait sa haine à tous les membres de la famille Sforza. même aux plus innocents. Apprenant une maladie d'yeux dont souffrait le petit prince Francesco: «Il est nécessaire, d.t.il, que toute cette maison soit ruinée et détruite ». Par contre et tout naturellement, il manifestal, de la sympathie à la Seigneurie de Venise. Une inquiétude cependant lui restait : il voulait savoir si la Seigneurie, tenant sa promesse au roi, déclarerait la guerre à Ludovic.

Le pape était ains, devenu membre de la Ligue franco-vénitienne. Au commencement de juillet, Louis XII et César lui envoyerent un majordome de celui-ci et Jean Ferrier, évêque de Melfi, pour lui porter des nouvelles et le tenir ainsi en communication avec les membres agissants del'alliance. Ce majordome, personnage fort bavard qui en passant à Sienne révéla à Agostino Beccaria tout ce qu'il savait des préparatifs de Louis XII, arriva à Rome « tout plein d'idées et de désirs français». Il annonça au pape que Louis XII n'avait pas l'intention de commander luimême son expédition, qu'il se joundrait seulement, on cas de besoin, incognito, à l'armée pour l'activer et l'encourager; qu'il diait déjà à Lyon; que le duc de Valentinois s'était mis en route avec lui et l'avait accompagné jusqu'en Berry, à Issoudun, où il avait été malade et obligé d'attendre sa guérison.

Alexandre VI renvoya sur-le-champ en France Raniero da Lorca par la voie d'Asti, pour presser Louis XII de vemr de sa personne et officiellement en Lalie Ce messager si bien renseigné fut jugé de bonne prise par le duc de Muan Lucio Malvezzi, commissaire ducal d'Alexandrie, l'arrêta au passage. Cette arrestation exc.ta la colere d'Alexandre VI, et il écrivit un brefau cardinal forza, lui demandant d'obter ir la mise en liberté de son messager, sous peine d'excommunication : « cette violation des libertés de l'Égise, les excitations aux Turcs d'attaquer Venise étaient un tout le motif d'être frappé des foudres ecclésiastiques». Le malieureux Guaschi eut a supporter les violents discours du cardinal de Capoue et du pape lui-même, qui rendaient Ludovic Sforza responsable des attaques du sultan contre Venise et contre l'Italie.

En même temps, le pape envoyait par mer et sur deux vaisseaux disserents, pour qu'ils ensaent plus de chance d'eviter la mésaventure de Ramiero da Lorca, deux celégués, l'évêque de Melsi et le sénéchal de Brézé pour renouveler à Louis XII ses instances en vue d'une descente personnelle en Italie. L'évêque de Melsi arriva a Lyon le 6 noût. Le roi en était reparti en estafette pour Romorantin, où i, allait faire ses adieux à Anne de Bretagne et passer une semaine environ avec elle. César Borgia l'avait accompagné, pour faire lui aussi son devoir de bon mari. L'évêque de Meisi alla aussitôt, après avoir confere avec Julian de la Rovère, rejoindre le roi.

Ce voyage vers l'intérieur, qui contrariant Alexandre VI, ne devait pas retarder les derniers preparatifs de l'expedition. Louis XII avait laissé à Lyon le cardinal d'Amboise et toute la cour. Déja les imaginations italiennes devançaient et depassaient la réalité. Des la fin de juillet, on signalait la présence dans le canal de Prombino d'une flotte française de quinze navires et de onze galeres : sur cette flotte était, disait-on, César Borgia, qui venait s'emparer de Pise, d'autres disaient qu'elle venait exiger des Florentins une alliance étroite avec la France, moyennant quoi en les aiderait à s'emparer de Pise. Tout cela était faux : cette flotte, de dix-sept voiles seulement, était armée pour la guerre dans le Levant et allait, selon les traités, secourir Venise contre les Oltomans

§ 7. — Les derniers efforts de Cesare Guaschi et d'Ascanio Sforza.

La célébration du mariage de César Borgia avait mis sin aux intrigues du duc de Milan: la politique milanaise avait définiti-vement échoué. Depuis le milica de ma, jusqu'au début de la campagne de Louis XII, c'est-à-lire pendant environ trois mois, l'ambassadeur milanais et le cardinal Sforsa purent se con-

vaincre que tous leurs efforts pour rompre cette alliance seraient vains, et ne furent en somme que les témoins des événements : la correspondance de Cosare Guaschi est presque tout entière consacrée à noter les progrès que la politique française fait dans l'esprit d'Alexandre VI.

Cependant Cesare Guaschi lutta jusqu'au bout, essayant de prévenir une rupture complète entre son maltre et le Saint-Siege, essayant d'obtenir du pape des concessions qui sussent contraires à l'intérêt de la France, ou de nature à consolider l'alhance de l'empereur Manmiten avec Ludovic Sform. C'est ainsi qu'il essaya d'obtenir pour Mathieu Lang, un des conseillers de Maximilien savorables à Ludovic, la prévôté d'Augsbourg qui était alors aux mains d'un neveu du cardinal Savelli, il s'occupa aussi de faire attribuer par le pape à des personnages agréables à Ludovic Sforza la coadjutorerie du cardinal de Gurck, l'abbaye de San Simpliciane et d'autres bénésices.

Ascanio Sforza et lui se fa.saient encore d'étranges illusions. Le cardinal se laissait prendre à l'attitude réservée d'Alexandre VI après la conclusion du mariage de César: il croyait qu'il ne se déciderait réellement pas avant d'avoir vu les « autes effectifs » du roi de France et de l'empereur. Il croyait aussi que le pape décréterait une trêve universelle entre tous les princes chrétiens pour l'année du jubilé, afin que les pélerins eussent plus de sécurité pour venur à Rome : c'est en ce sens qu'ils interpretent les recherches que faisait faire le pape pour retrouver des bulles analogues de Pie II et de Nicolas V. -Cet extraordinaire avenglement leur faisait mettre en balance les faits qui prouvaient la part de plus en plus grande prise par Alexandre VI a la Ligne franco-vénitienne, et quelques vagues paroles et protestations d'amitié. L'affirmation par exemple donnée par le pape qu'il voulait persévèrer dans « ses bonnes dispositions ordinaires » à l'égard de Ludovic Sforza.

La nouvelle répandue à la fin de mai, que les Tures amnaient une flotte pour attaquer les côtes de l'Admanque fournit à Cesare Guaschi l'occasion de proposer un projet de défense commune de la chrétienté contre les inflédées : c'était la un moyen de surscoir aux discordes actuelles de l'Italie, sinon de les terminer tout-à-fait, on se borna à lui répendre que la Se gneurie de Venise ne se préoccupait pas trop de ces attaques, et qu'il serait heaucoup trop long et trop difficile de rétablir l'accord entre les puissances italiennes.

Bu juin, l'affaire de la succession de l'évêque de Sion en Valais





fut une nouvelle preuve de la maivaise volonté, toujours plus manifeste, d'Alexandre YI contre le duc le Milan. Il s'agissait pour teliu-ci d'obtenir que l'évêque de Sion, Schinner put résigner son évêché en faveur de son neveu Mathieu Schinner, personnage agréable à Ludovic et cornu pour ses sentiments houtiles à la France Alexandre VI se refusa à l'autoriser, alléguant que tette résignation eunifierant le gouvernement frai cais qui de a avait été tres contrarié de la déposition de l'évêque précedent. Cesare Guaschi revenant à la charge, alléguant que le refus de cette résignation serait une injure gratuite à l'évêque de Sion. que l'on ne pouvait refuser à Ludovic Morra une nomination episcopale de nature a assurer a paix du Valais, paix trop souvent troublée autrefois, du fait de quelques évêcues, le parereplique qu'ayant peu de temps auparavant refuse d'accorder à Louis XII la substitution à l'évêque en fonctions d'un neveu cel'ancien évêque Jodocus, i pe pouvait maintenant l'accorder a un autreprince. Cesare Guarchi representa vainement que le casétait fort différent, que Louis XII n'avait pas, dans un pays qui n'était même pas limi rophe à son royaume, d'intérêt réel a obtenir telle ou telle nomination, sauf le plaisir de taquiner le fine de Milan ; le pape n'en démordit pas et conclut en engageast. Ludovic Sferra et Mathieu Schinner a la patience. L'ambassa deur milanais s'efforça de croire et de faire croire que ceue réponse du pape était non pas définitivement négative, mais simplement auspensive ou dilatoire.

Les deux adversaires restaient ainsi en présence. Pariois la patience échappait à Cesare Guaschi , le pape lui ayant us jour annonce qu'au milieu d'acût le roi serait en Italie, Guaschi lui repondit avec vivarités que le duc ne manquerait ni d'hommes, sid'argent, ni d'alliances, autant en Italie que hors de l'Italie, et qu'outre celles qu'on pouvait connaître pour l'heure, on en connaitrait d'autres plus tard ; que le pape pouvait d'ailleurs compterque tonte la chrétienté sera i en armes et toute bouleversée avant que Ludovic eût perda un pouce de sor duché « Il corrigea d'atileurs son emportement en ajoutant « qu'il disait cela moins pour le pape que pour sous ceux qui contribusient à cestroubles. » - Le pape affectait pour sa part de se considérer. comme contraint par les événements ; il se donnait le plaisse ernel de faire chaque jour sentir à Cesare Guaschi, que, c'était, au seul roi de Naples que Ludovic Sforza devait s'en prendre de l'alliance franco-pontificale. N'était-ce pan Predérie qui l'avait ob igé à se jeter dans les bras de Louis XII ? — La situation se tendait de jour en jour. Ludovic Sforza en arrivait à croire un bref special du pape necessaire pour assurer le passage en sécurité, de Bari à Milan, de quarante chevaux qu'il faisait venir de son haras

Un nouvel incident mont-a à quoi s'était réduite la politique. du duc de Milan à l'égard de pape : il ne tentait plus d'obtenir son concours militaire, in même son appui diplomatique on moral, il se contentant de lui faire demander son intervention en faveur de la paix. La guerre turque avait commencé; des armements se preparaient en France dans le but officiel de secourir Rhodes; le bruites répandant en Italia qui ils étaient destinés à l'attaque de Gênes ou du royaume de Naples, ou au transport dans le territoire pontifical d'une armée de huit mille hommes sous le commandement de César Bergia. Ascanio demanda des explications à cesujet au pape, Alexandre VI seborna a mer, d'ane façon genérale, que ces bruits fussent fondés et tint quelques propos conciliania. Ascanio saisit l'occasion de demander au pape son intervention en faveur du rétablissement de la paix disant que les « mouvements du Ture » et l'approche de l'année jubiliaire fourniraient une excellente occasion pour imposer une trève à Louis XII. Il fut appuyé par le Sacré College, Mais a cela Alexandre VI ne répondit que par des généralités vagues qui ne l'engageaient à rien. Ce fut la dermère fois que le cardinal Ascanio fitune tentative directe pour amener un rapprochement entre le pape et le duc le Milan. Cesare Guaschi la renouvela encore le 11 juillet, suppliant le pape d'empecher une descente des Français en Italie, et lui déclarant qua, s'il ne l'empéchait pas, le duc le combattrait de toute mamere. Le pape lui répondit qu'il vou ait rester lié à la France, et que Ludovic Storza pouvait faire ce qu'il voudrait. Une tentative du roi de Naples, demandant que le pane obtint de Louis XII un sursis d'un au, n'eut pas un meilleur succès.

Devant cette hostilité ouverte, Ascamo Sform ne songea plus qu'à sa silreté personnelle Depuis longtemps, il noccupit plus au Vatican les appartements auxquels lui donnait droit son titre de vicé-chanceller. Il ne se cret plus en sireté dans Rome mêmo. Dans la nuit du 13 au 14 juillet, accompagné par quelques arbaletriers et s'étant fait precèder des mujets qui portaient son trésor et son bagage, il gagna la porte San Sebastiano Ottaviano Colonna l'y attendait avec des arbalétriers et emmena ses mulets à Nepi, château de Fabrizio Colonna, où le cardinal avait l'intention de se retirer. Cetui-ci parti, à son tour, de grand



matin, et arriva sain et sauf a Nepi, sans que ni le pape in prisonne n'eût le moindre soupçon de son départ; ses serviteurs partirent apres lui; il pe resta plus a Roma que le personnel de l'ambassade milanaise. De Nepi, le cardinal gagna Generano, pins-Nettuno. Trois galeres napolitaines I'v attendaient et devaient le mener a Gênes. De Genezano, il envoya demander au pape par Cesare Guaschi et le cardinal de San Severino une permission d'aller à Milan «pour l'intéret qu'il pertait a son frère», en promettant de revenir bie itôt. Le p. pe li i repondi, par icte diplomatique de retourner à flome pour les affaires de la vice-chancellerie, et repliqua en lui intimant d'exécuter fans les trois jours la restitu fon du bourg et du château de Nepi comme appartenant a l'Eglise, e sub ixena privationis pire-canceliaris et excommunicationis». Ascanio biorzane fintual comple de cette sommalion, il remit Nepi en garde au secretaire napolitain Bernardo di Nalba, Le 24 pullet à minint, i quitta Netteno avec les galeres napolitames, debarqua à Porte Ercole en territoire siennois, et gigna Génes par terre i il emportait avec lui cont cinquan e millo ducate en or et en joyaux; le neu de son dobarquement avait été tenu très secret. On l'attendait avec impatience à Milan, où il arriva sans encombre quelques jours après.

La guerre était virtuellement declarée, le 17 jui let, le commissaire milanais de Platsance arrea un majordome du dur de Valentmois et l'envoya à Milan. La, Ludovic Sforza le trai a hoi nétement et le fit remettre en liberté. Le majordo ne l'engagea à savoir bon courages et a re pas irriter trop le pape, e attenda qu'avant deux mois celui-ci serait plus son ami qu'il ne l'avant jamais éte »

La futte d'Ascar lo Sforza, l'arrestation de certajordome, mirent en fureur. A exandre VI. Dans sa colore irréfléchie, il prit des mesures si violentes contre les gens de la maison d'Ascanto que plusieurs durent s'enfuir en sautant les murs de Rome et d'autres se cacher chez les cardinaux. Il fit saisir toutes les clefs de son palais et mettre sous scellés la chancellerie. Les Colonna repondirent à ces menaces par une course j isqu'aux portes de Rome. Alexandre VI menaça d'excommunier Ludovic Sforza et le cardinal, de les dénoncer aux électeurs d'empire pour les faire declarer dechus de leurs fiels. Il accablait Ludovic Sforza d'injures, le déclarait sorgueilleux, avare, traître et plein de perfidie «Les Vémitiens l'encourageaient a prononcer les censures contre le dic de Milan, et les ambassadeurs français firent appuyer la demande de la Seigneure par le cardinal de Saint-



Denys. Alexandre VI refusat un sunf-conduit pour Milan au cardinal San Severino Cesare Guaschi nosait se représenter devant lui qu'en compagnie de l'ambassadeur napolitain. L'ambassadeur espagnol Garcilasso de la Vega, qui s'était toujours montré hostile et cruellement mordant contre le pape, quitta Rome à son tour.

Alexandre VI commençait à récompenser ceux qui l'avaient servi dans la conclusion de cette alliance ; l'évêque de Melfi reçut l'archevêché d'Arles, et l'évêché d'Asti, dont le titulaire fut transféré à Melfi, fut donné au protonotaire Trivulce, neveu du maréchal - Ludovic de son côté ne ménageait plus rien : un courrier de César Borgia fut arrêté par le commissaire de Novare, fourlie, fouetté et traire à Milan, et la seulement relàché. Alexandre VI riposta, en faisant saisir pres de Viterbe, par de prétendus brigands affiliés aux Orsini, un courrier de Gesaro Guaschi, qui fut dépouillé et laissé pour mort. Aux plaintes de Guaschi, le pape se borna à repondre que « c'étaient de justes représailless et ajouta «Sache, ambassadeur, que ton duc durera peu, pour ses mérites, et que si tu dois écrire d'ici tes espionnages, nous ne te laisserbus pas faire . A la fin, le pape appelant Ludovic Sforza un tyran. Le duc de M.lan n'espérant plus e qu'en Dieu ». Alexandre VI lui porta un dernier coup e i donnant le titre de légat d'Italie à son neveu, le cardinal Borgia. Bientôt après commençait la guerre, où figurait dans l'armée française la compagnie de César.

Une évolution aussi complete que rapide s'était donc opérée, en ces deux années, dans les relations du Saint-Siège et du duc de Milan L'intéret supérieur de César Borg a, étroitement lié et confondu à celui de la papauté, en fut la cause; l'indécision de Ludovic, l'hostilité du roi de Naples, l'empressement de Louis XII a gagner la cupidité et l'ambition, à flatter l'amour paternel d'Alexandre VI, en déterminérent les progrès; la pression des circonstances en décida les périodes Dans cette lutte, la diplomatie française ne se montra que par des actes, qui entraînaient des événements; la diplomatie milanaise ne su trouver que des paroles, qui ne purent ni les prévenir, ni les enrayer. L'amour paternel avait ougage Alexandre VI dans la voie d'une négociation avec la France, la duplicité et la crainte l'y retinvent, la force des choses l'y précipita.



VII.

L'ALLIANCE DU ROI DE NAPLES AVEC LE DUC DE MILAN.

Les relations de la France avec le roi de Naples, à l'avènement de Louis XII, étaient beaucoup plus nettes qu'avec les autres puissances italiennes. Les événements qui avatent suivi la campagne de Charles VIII, la retraite de l'armée et des garnisons françaises, le rétablissement de la maison d'Aragon, n'avaient pas reçu de conclusion diplomatique. L'état de guerre était encore l'état officiel entre les deux puissances.

Louis XII reprit pour son compte toutes les prétentions de son prédécesseur à la couronne de Naples et ne dissimula pasque ses intentions nétaient pas moins belliqueuses contre le roi Frédéric que contre Ludovie le More. Il prit le titre de roi de Naples commo celui de duc de Milan, notamment dans ses négociations avec le roi de Hougrie. Il usait de ses droits sur Naples comme d'une valeur d'échange on de vente dans ses négociations avec le ducde Lorraine, avec M. de Ligny ou d'autres (1). El refusait aux sou-Térains espagnols de reconnaître Frédéric comme leur altié. Un parti favorable a l'alliance napolitaine, que dirigeait M. de Cléricux, co provençal ami de jeuneuse du roi et qui jadis avail courula gueuse avec lui, o empéchait pas les manifestations fréquentes de cette hostilité contre le roi de Naples (2). Louis XII avait systématiquement exclu Fréderic du nombre des princes auxquels il avaidnot fié son avénement et renvoye Nicolo Alamanni. D'autre part, les Vénitiens occupaient plusieurs places du royaume de Naples sur l'Adriatique et étaient en état d'hostilité. déclarée contre lui. Le pape Alexandre VI, enfin, disenmulant mal son espoir de trouver dans les provinces napolitaines une principauté pour Lésar Borgia, Le danger permanent d'une invasion turque complétant l'isolement du roi Frédéric.

L'étal interieur du royaume, qui se relevait à peine du terrible bou eversement de la conquête française, lui créait une difficulté de plus. Frédéric se débattait dans d'inextricables diffi-



⁽¹⁾ Documenta sur la première année du règne de Louis XII, pag. (3)

⁽²⁾ MARING SANUTO, Diarit, II, 31, 11 octobre 1490.

cultes financières. En avril 1498 (1), il était oblige d'opérer une révolution dans son personnel financier, et de renvoyer son trésorier général, incapable ou infidèle et, bien que les revenus de l'état fussent approximativement de deux cent mille ducats, il avait à prévoir un déficit. La misère était générale : suite et conséquence de la guerre, les disettes des quatre années précédentes avalent nécessité de grandes importations de blé de Sicile : on en avait acheté pour plus de trois cent mille ducats. On avait fait venir de Venise des farines pour la Poulle, fait inoul, il avait fallu accorder à beaucoup de villes, pillées et devastées pendant la guerre, des exemptions d'impôts. - La « dogana delle pecore », dont le revenu annuel ordinaire était estimé, tous frais payes, à quarante-quatre mille ducats, clait cette année très difficile a percevoir, à cause précisément de la discite, qui avait eloigné les acheteurs ordinaires de faines. et les bergers, n'ayant rien vendu, se trouvaient sans argent -Le roi tâchait de son mieux de remédier a tous ces malheurs : il reduisant toutes les dépenses qu'il pouvant, licenciant une partie de ses troupes. - Les brusques changements de régime des années précédentes avaient produit une anarchie véritable : les gentilshommes et le peuple étaient en luttes perpétuelles; un arbitrage du roi, prononcé en juillet 1498, les calma pour un temps, mais le roi avait réservé le jugament de divers conflits, et c'était la cause de troubles nouveaux ou espérait toutefois que le rétablissement de la paix pub ique amenerait penà pen la fin de ces dissensions(?) Il fallait tenir compte aussi des exilés: quatre millo citoyens, tous gens honorables, et quatre cents gentilshommes étaient dispersés en Italie (3) : une entento s'était établie entre eux pour appuyer Louis XII s'il faisait un



⁽¹⁾ Milau, A. d. S., Pet. setere, Napoli, Casat à Ludovic Sforza, 16 avril 1895. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 6. Il repête les memes renseignements dans une autre lettre du 5 mai 1498. « [Le roi de Naples à cassé son trésorier] per rumpere tutti li assignementi et cum questo modo de lare portare tutti il disari in mano del percepture generale, et non pagare quelli che doverano bavere da qui indietro, finche ce sera el modo, et interim non manchare a le cose del stato e de la casa cum haver retirata la apesa secondo la latrata ».

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Carlegg. pener. Francesco de Monti à Ludovic Sforza, 16 juillet 1491. Ce sont les nouvelles qu'il donne à Ludovic Sforza en revenant à Naples après sa mission en Altemagne, d'où il était congédié par Maximilien avec le reste du corps diplomatique

⁽³⁾ Marino Sanuto, I, 972; le prov. vénitien à Brescia a la Seigneurie, 27 mai 1498.

jour «l'impress del reame» ou sinon peur livrer le royaums de Naples aux Vénitiens. Que ques-uns de ces extlés, comme le duc de Catanzaro étaien, réfugies en France. — Frédéric, pour afferint son pouvoir, fit dans le royaume un long voyage pendant l'hiver de 1499 [1].

Ayant les mêmes ennemis, il semble que Frédéric de Naples et Ludovic Sforia eussent dù être des alhés naturels, et que Frédéric aurait dù prèter son appui à son confédéré de la ligue italienne pour repousser le danger qui ne devait l'atteindre luimème qu'après avoir frappé Milan. C'était son intérêt visible de tous les souverains italiens, par sa position géographique it avait le moins à redouter une atlaque subité de Louis XII et pouvait fournir des troupes à Ludovic sans crainte de représsulles immédiates. Ludovic Sforza ne cessait le lui demander de travailler à l'union ce toute l'Italie pour la fortifier contre les attaques de la France et l'ambition « des puissances qui cherchent à s'agrandir par le mal neur des autres (2), et de plus, malgré la pitoyable situation financière du royaume, il insistait aussi, pour que Frédéric contribuât, de son argent et de ses troupes, aux armements de l'Italie (3).

Casati, ambassadeur milanais à Naples, s'efforçait de faire comprendre la situation des finances napolitaines à Ludovic Sforia et de le faire patienter. Frédéric restait indifférent aux menaces de la France, que Ludovic Sforia l'intransmettait pour l'effrayer: on lui rapporta les propos comminatoires tenus par Nicolas Alamanni à Alexandrie; le roi se borna a répondre qu'on ne pouvait gière savoir encors ce que serait l'étai de la France sous le nouveau règne, mais que cepandant il fallait « ouvrir l'œil» et se préparer à tout (i) d'ailleurs il s'excusait de né faire aucun versement « sur sa pauvrete et sur le grand nombre de demandes d'argent qu'il recevait et auxquelles la possessio i d'un second royaume nelui permettrait même pas de suffire (5).

⁽¹⁾ Milan, A. d. S., Carfeyy, gener., Casati à Ludovia Biocan, a Ex terra Capriole, 4 februarii 1499 s.

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Carterg. gener. Ludovic Storza au roi de Naples. 2 avril 1498.

⁽³⁾ Milan, A. d. S., Pol. Est. Nepols, Casati à Ludovic Storan, 5 avri. 1494.

⁽⁴⁾ M fan, A. d. S., Pot. Est. Napoli, Casati à Ludevic Biorza, 11 et 16 mai 1498.

⁽⁵⁾ Ibid., id. Casati à Gudovie Storsa, 17 mai 1498 , a Per la impossibilità e povertate sua, et dum tauti domandatori che non li basteria uno altro regue. »

A la demande d'une contribution de la moitié de la solde promise aux marguis de Mantoue et de Moniferrat et au duc d Urbin 1), il repend par le refus de tout concours pécuniaire, affirmant qu'il lui serait impossible de tenir un tel engagement dans sa situation actuelle, et que, des qu'il serait en état de le prendre, il n'attendrait pas qu'on le lui demandat deux fois. La necessité lui imposait les mêmes réponses a Maximilien qu'à Ludovio Sforza: le 22 acut, Maximilien lui réclamant des subsides promis par lui pour payer les Suisses engagés contre la France, il se declara (i) dans l'ampossibilité de les fournir, vu ses grosses dépenses pour défendre de son royaume contre les Vénitiens, et pour prendre à sa solde personnelle les Orsini». Malgré toutes ses représentations, Casati noblint de lui que la promesse denvoyer à Maximilien Francesco de Monti, pour lui faire un fidele tibleau de la situation Ju royaume et attendre sa décision. Mais en même temps, pour conner une preuve de bonne volon é, Frédéric ordonnait que Casati et ses conseillers fissent ensemble la vérification de l'état de ser dettes a Ludovic Sforza et qu'on hyrát immediatement un acompte de trois mille ducats à l'ambassadeur milanais.

Ces difficultés en matière de finances, qui forment une importante portion de l'histoire des relations de Ludovic Sforsa et de Fredérie d'Aragon, n'empéchaient pas qu'il y eul entre eux une parfaite entente sur la politique générale. Cette intimité entre les deux etats inquiéta même Venise, qui s'efforça de la rompie en representant auroi de Naples Ludovic Sforsa comme l'auteur responsable de tous les maux de l'Italie. Venise s'effrayait surtout de la nouvelle répandue d'une ligue entre le Pape, Milau, les Florentins et le roi de Naples (3).

Ceperdant le roi de Naples comprenant trop bien son isolement et l'incertitude de ses alliances pour ne pas chercher la paix avec toutes les puissances et un traité durable. Il menageait surtout Verise, dangereuse pour lui par les facilités de débarquement qu'elle avait dans le royaume : quand l'ambassadeur venitien lui aunonça i envoi d'une ambassade en France, il adressa ses felicitations à la Seigneurie « étant sûr que cet acte serait utile à toute l'Italie, dont un membre ne pouvait soufrir

⁽¹⁾ Casati à Ludovic Siorza, 16 juin 1498. Louis XII et Ludovic Sforza Documents, 27

⁽²⁾ Le meme au n'ême, 22 août .498. Avia., 42.

⁽³⁾ Le même au meme, 22 juin 1498. Ibra., 31,

sans que tous les autres n'en pâti-sent aussi (i) « Il recommandait la paix entre Venise et Milan. « Il était à désirer, ajouta-t-il, que ces deux pi issances également habiles et sages qui avaient tant fait l'une et l'autre contre les Français. l'une pour les chasser d'Italie, l'autre pour leur en fermer la porte, Trouvassent un biais pour liquider la question de Pise au bénéfice de tous « Pour s'assurer une boune affiance, il comptait sur le mariage de sa fille Charlotte, l'élève d'Anne de Bretagne, et ne dissimulait pas son intention le la marier au commun profit de Ludevic Sforza et de lui-même (2).

Ce fut la restitution de la princesse Charlotte qui fournit au roi de Naples le premier prétexté pour entrer en relations avec Louis XII. Derrière le danger immédiat d'une attaque de Venise était, en effet, le danger beaucoup plus grave d'une invasion française — Frédéric de Naples, éclairé par l'exemple de son prédécesseur Ferdinand comprenait fort bien qu'il ne serait sûr de sa couronne qu'après avoir réglé, a l'amiable ou autrement, son différent avec houis XII: Ludovic Sforsa l'encourages vivement à envoyer en France un ambassadeur.

Le roi de Naples, qui connuissant les dispositions nettement hostiles de Louis XII, ne voulut pass exposer à quelque procedé méprissant ou injurieux de la part du roi de France. Il s'informa d'abord par M. de Clérieux et ses partisans si une ambassade napolitaire serait reçue à la cour (3) : l'influence de M. de Clérieux réussit à vaincre les répugnances de Louis XII, et l'ambassade fut autorisée à se presenter en France (4); toute-fois, avant d'envoyer une mission solentielle, le roi de Naples envoya en France divers agents; le 21 août, un ambassadeur napolitair, mum d'un sauf-conduit qu'il avant reçu de Trivulce, passait à Turin, taudis que vers le même temps un autre, nommé Angeliberto arrivait à Marseille ,5), où il rerevait anssi un sauf-

⁽¹⁾ Mitan, A. d. S., Pot. estere, Napoh. Casab à Ludovic Siorza, 27 juin 1430 (Le roi répond) Che non posseva se non laudare quelle che quella lite Signora taceva, rendendosi certo per le experientie passate che essa la questa andata daria commissione tale alli ambassaturi sul che fazia a conservatione de tata. Italia, quale era in termini che l'uno non poteva patire senza listire.

⁽²⁾ Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 31.

⁽³⁾ Wid., même document.

⁽⁴⁾ Manico Sanuto, II 31, 11 octobre 1498; l'intervention de Nerl dappout contribun au même résultat

⁽⁵⁾ Milan, A. d. S., Pot. estere, Savoid, Maffeo Pirovan, a Ludovic Storza. 21 non. 491.

conduit. Le but de leur mission était de discuter le projet de 🕽 mariage de Charlotte d'Aragon avec César Borgia, mis en avant par Louis XII, et de trouver une base d'entente entre les deux rois de France et de Naples. Les Vénitiens crovaient que, l'influence de Clérieux aidant, cette affaire pourrait être arrangée, attendu que le roi s'occupait beaucorp plus de « l'entreprise de Milan » que de celle de Naples (i) ; en octobre 1498, il y avait en effet à la cour une « pratique » que tout le monde pensait qui aboutirait. On avait proposé plusieurs solutions de la question napolitame, suivant l'une, la princesse de Tarente épousait M. de f Ligny et lui apportait en doi la principanté d'Altamura; le roi de Naples s'engageait à rendre leurs biens aux barons angevins exilés, et Ligny les prenait à sa solde; la parenté entre Ligny et la jeune princesse, qui était sa miece, ne devait pas être un obstacle à ce mariage. La reine était favorable à ce te solution, et les pourparlers étaient de a assez avancés pour que le duc de Lorraine en prit ombrage et cherchât quere le à Ligny Suivant un autre système qui fut propose au mois de novembre, le roi de France renonçait à toutes ses prétentions sur Naples au profit de Frédéric d'Aragon ; et en échange. Fredéric s'engageait alui donner, en cas de guerre en Lalte et particulierement contre Milan, des secours spécifies dans le traité (2). Mais Louis XII tenaît beaucoup plus à s'assurer l'alliance du Saint-Siège qu'à terminer son différend avec Naples: aussi désirait-il marier la princesse de Tarente, avec César Borgia, qui venaît en France pour chercher une femme (3), et les projets de traité avec Naples 🗍 n'aboutirent pas.

La signature de la paix franco-espagnole, « sans inclusion du roi de Naples » vers la fin de septembre, inquiéta encore plus Frédéric d'Aragon (4). Il redoubla d'efforts dans les négociations commencées avec la France. Une ambassade plus solennelle y

(1) MARIND SARUTO, II, 31, 11 octobre 1494.

(3) Voir le chapitre précédent, passum.



⁽²⁾ On ajoutait que Louis XII avait déjà commence à supprimer les pensions d'un certain nombre des barons napolitains exilés et rélugiés en France. On assurait que Frédéric aliait envoyer à Louis XII deux ambassideurs qui ne seraient pas moins bien reçus que les Vénitiens. Ces bruits avaient pris tant de consistance, à Venise notamment, que le prince de Salorne, émigré aspolitain, appels en France par Louis XII, hésitait à s'u rendre, craignant que, réconcilié avec Frédéric d'Aragon, le roi ne l'accueillit mel (Milon, A. d. S., Pot. estere, Venesia, Latuada à Ludovic Sforza, 3 novembre 1498, conversation de Latuada avec l'agent du prince de Salerne)

⁽⁴⁾ Documents sur la première année du régne de Louis XII, pag. 42. L. P., tom. I. 24

fut envoyée ; elle dut attendre longtemps en Savole le contentement de Louis XII à entrer dans son royaume. M. de Clérieux finit par l'obtenir (1). Louis XII, tout entier aux difficultés du mariage de César Borgia, était moins bien disposé maintenant pour les envoyés du roi de Naples. A la fin de novembre, les malheureux étaient encore en Bourg-en-Bresse: ils avaient då envoyer up de leurs hommes pour demander l'autousation d'alter plus loin (2). Louis XII leur fit répondre par ce messager que, s'ils vecaient comme ambassadeurs de « Fréderie, roi de Naples », il leur interdisait l'entrée de son royaume, mais qu'il les autor sait à venir comme ambassadeurs de « Don-Fréderic d'Aragon» et que, «s'ils avaient quelque chose à dire, on leur répondrait » (3). Le 8 décembre, ils n'avaient pas encore reçu, même à ces conditions, leur sauf-conduit, le 13, ils envoyezent un compte rendu de leurs tribulations au rot Frédéric, 4. Fredéric fut horriblement vezé et indigné de la lonque station qu'ils avaient faile en Savoie ; toutefois il se consola na peu, le 14 décembre, en apprenant par Bernardino Bernardi, qui revenait de Rome, que les affaires du pape n'étaient pas, en France, en meilleure situation que les sienues (5)

L'ambassade napolitaine reçut enfin la permission de venir à la cour. L'opinion publique, hien éloignée maintenant des hypothèses de l'automne précédent, croyait qu'elle avait pour mission de bâter la conclusion du mariage de Cesar Borgia avec la princesse de Tarente, dont celle-ci ne voulait pas entendre parler et que ce mariage était la condition préalable d'un accord qui pourrait ensuite s'établir entre les deux souverains. Cette opinion se fondait sur des déclarations du premier envoyé napolitain, Tommaso Regulano (6), qui, sur les conseis de Clérieux et pour se faire bien veuir du roi, peut-être pour mettre le roi Frédéric en présence de faits accomplis, avait promis à Louis XII que, equant au réglement de l'affaire de Naples et au mariage de César Borgia, il en serait ce que le roi de France voudrait.

Ces déclarations et ces engagements étaient précisément en



⁽¹⁾ Milan, A. d. S., Pot. estere, Savoia, Maffeo Pirovani à Ludovic Sforza. 12 novembre 1498

⁽²⁾ Documents sur la première année, nic., pag. 50, 27 povembre 1498.

³⁾ Hed., pag 52; 30 novembre 1498

⁽⁴⁾ Ibid., pag. 53 et 65.

⁽⁵⁾ M lan, A. d. S., Pot. cotere, Napoli. Gasatt & Ludovic Storza, 12 decembre 1498.

⁽⁶⁾ Documents sur la première année du regue de Louis XII, pag 65.

opposition directe avec la mission conflée à l'ambassade Le roi de Naples ne voulait pas, autant par prudence politique que par amour-propre, consentir à ce mariage. La princesse, effrayée et dégoûtée par la réputation et la figure de l'homme auquel on voulait la livrer, appuyée sur la protection d'Anne de Bretagne et sur l'amour chevaleresque d'un gentilhomme breton qu'elle aimait aussi, disait-on, refusait absolument d'épouser César Borgia. L'ambassade nouvelle avait pour but de faire revenir Louis XII de ce projet, ou du moins de le faire exécuter à des conditions avantageuses pour le roi de Naples. Aussi le premier soin de ces diplomates fut-i, de renvoyer « du misus qu'ils purent » Regulano a Naples. Le roi Frédéric, furieux de ses procédés, refusa longiemps de le voir à son tour et déclarait qu'il lui ferant couper la tête, « n'était que cela ferait bavander » (!).

Pendant que cette ambassade étudiait les moyens de décider la princesse de Tarente à épouser le duc de Valentinois et de rapprocher Naples de Louis XII, une intrigue milanaise tentait de détacher le Pape de l'alliance française et de l'associer à Naples et à Milian par un traité. Un projet d'alliance fut dresse par Ludovie et communiqué à Fréderic par Ascanio Sforta. Le rei de Naples en approuval ensemble, mais persista à croire que le pape ne se déciderait jamais à y athèrer avant d'avoir vu défin tivement comment tournéraient les affaires de France, et il continua à se tenir sur la défeusive à l'égard du Saint-Siège (2)

En France, l'ambassade napolitaine n'obtenait aucua résultat unité. Dans une des premières autiences, les ambassadeurs demandèrent, dans l'intérêt commus de César Borgia et de la princesse, si le mariage avant lieu, que le roi s'employât à obtenir de Venise la restitution des places qu'ede occupait dans le royaume de Nagles, et qui formeraient la dot de la princesse. Louis XII s'indigna de ces prétentions et refusa d'écouter plus longtemps les ambassadeurs. Le 24 février, il leur fit défendre par un chambellan de se présenter de nouveau devant lui sans l'ordre écrit du roi de Naples de conflure le mariage de la princesse avec le duc. Les Napolitains s'en tinrent à dire que leur souverain ne voudrait jamais accorder sa fille légitime à « un bâtard de pape», qu'il ne consentiraità ce mariage que par égard |



⁽¹⁾ Documents sur la première année, etc., pag. 56 — fin colère se calma capendant, et su mois de juillet suivant Regulano était le nouveau employé dans les ambassades.

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Cartegg. gener., Frédéric de Naples à V..., lettre non datée. Pour les détails de ce projet de traité, voir ci-dessus.

pour le roi de France, mais à condition d'en profiter pour arranger les difficultés de la politique et de lui donner en doi les places occupées par les Vénitiens (I). Après un séjour asses long, pendant lequel les négociations n avaucèrent pas, le roi ordonna aux ambassadeurs d'avoir à guitter le territoire francais sans délai, sans arrêts en voyage, avec défense de coucher deux nuits au même endroit, de parler ou 4 écrire à qui que ce fût, et sous l'escorte d'un héraut. Il renonçait décidément à donner Charlotte d'Aragon à César, et revenant à ses premiers sentiments de pure hostilité contre Frédéric de Naples : aux ambassaceurs qui lui avaient offert « la personne et le royaume du 101 Frédéric», il résondait «qu'il acceptant l'offre de la personne, mais que celle du roya une était inutile, puisque il lui appartenait à lui-même et que d'ailleurs il l'aurait quand il voudrait (2) L'ambassace napolitaine quitta la France très mécontente ; à son passage à Turin, l'un de ses membres Trojano Betonio exprima tres haut ses plaintes des mauyais procedés qu'ils avaient eu à subir en France 3. Le roi de Naples, convainca de l'inutilité ce ses efforts, recommença à faire grise mine, « comme un homme qui sentirait courir derriere lui un ours . La conclusion de l'alliance franco-venitienne aggrava encore la situation de Frédéric : il essaya de faire bonne contenance, se déclara sûr que « la Seigueurie ne renoncerait jamas à son système de consacrer toute sa positique au repos de l'Italie»; il insinua idroitement que l'expérience du passé devait empêcher les puissances italiennes d'avoir tropde confiance dans les Français (4), au fond, malgré son calme apparent, il fut très troublé de la nouvelle (5).

⁽I) Marino Sanuto, II, 558., Lettre de Zanino d'Annono à C. Arniti, Blois, 21 février 1498.

⁽²⁾ Pod., II, 55°, même lettre — L'ambassadeur de Montierrat à Venise annonce le 3 mars à la Seigneurie le reuvoi de rette ambassade (Marino Sanuto, II, 491, in colegio).

⁽³⁾ ibid., II, 575, Dolce à la Seignaurie, 31 mars 1199 Les ambaseadeure napolitaine partirent le 6 de Turin (Marino Sanuto, II, 604, Turin, 7 avril, Dolce à la Seigneurie), ils armyèrent le 11 à Milar (Mantous, A. Gouzaga, E. XIX, 3, Brognoto, 12 avril 1199 « Heri gionne qui...»), ou ils devaient apprendre de leur roi s'ils iraient or non à Venise

⁽⁴⁾ Milan A. d. S. Pot. estere Napoli, Casati à Ludovic Siorza, à févner 1499 (C'est bien la date donnée dans la lettre, mais elle est évidenment erronée comme :a prouve la texte lui-même. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 74

⁽⁵⁾ Marino Sanuto, 11, 517; ambassadeurs vénitions à Napion à la Seigneurie, 9 mara 1499.

Ainsi, brouillé avec les Vénitiens et le pape, abandonné par l'Espagne menacé dans un avenir plus ou moins lointain par la France, le roi de Naples fut obligé, par la force même des choses, de se jeter décidement dans les bras de Ludovic Sforza et de Maximilien, et de s'associer, lui troisieme, à la fortune des deux grands ennemis de Louis XII — L'ambassadeur Francesco de Monti fut renvoyé en Allemagne avec un secrétaire d'ambassade (f); des précautions minutieuses, même astrologiques, furent prises pour que sa mission commençat sous d'heureux auspices (2). Il promit vingt-cinq mille ducats à Maximilien, et en paya dix mille sur-le-champ (3).

En même temps son rapprochement avec Milan devint tout-àfait intime. Frédéric montra la plus grande complaisance à l'égard de Ludovit Sforza ; et de nombreux faits, notamment diverses concessions financières, montrèrent l'intimité de leurs relations personnelles (4): de nombreuses ambassades entre Milan et Naples resserrèrent ces relations. En avril, Frédéric envoya à Milan deux secrétaires, Trojano Betonio et Gregorio (5), munis en commun d'instructions générales et Gregorio en particulier d'instructions sur la politique à suivre en commun avec le pape dont les intentions, d'une malveillance déclarée, font scandale. en Italie». Ludovic répondit à ces ouvertures en l'engageant à tenir ses troupes prêtes pour agur quand il jugerant le moment venu, si les négociations alors engagées entre le pape et Ascanio n'étaient qu'une fourberie d'Alexandre VI; il l'encourageait même a prendre l'offensive, et lui offrait la solde de mille hommes de pied; il promettait de créer une opposit on nom-

⁽¹⁾ Milan, A. d. S. Pot. estere Napoli, Casati à Ludovic Storza, t Ex-Vasto, die 25 februarii 1499. Dice me lo Signora Re non haver atteso incri ad altro che ad la expeditione de questo cancelliere chel manda a stare appresso M. Francesco de Monti...

⁽²⁾ Ibid., id., même lettre : a Partira dette caucellere poi domani, passato che sia questa combustion de iuna.

⁽³⁾ Quand il fallut complèter la somme promise, Frédéric ne parla plus que de verser 10.000 ducats. Stanga lui fit remarquer que cela ne ferait que 20.000 en tout. Frédéric expliqua que, tandis qu'il partait lui-même de payer 25.000 ducats à Maximilien, son ambassadeur Francesco de Monti ne promettait officiellemen, a l'emperaur que 20.000 ducats, c'est naturellement le chiffre le mouis élevé que préférait le roi de Naples (Milan, A. d. S. Pot estere, Napoli, Stanga à Ludovic Storza, saus date).

⁽⁴⁾ Louis XII et Ludovio Sforsa, Documents 99 et 130.

⁽⁵⁾ Stangt à Ludovis Storte, 15 avril 1499. Louis XII et Ludovis Sforza. Documents, 98

breuse dans le Sacré Collège et de faire adresser au pape des remontrances par Maximilien et les souverains espagnols. En retour de ces promesses. Frédéric en faisait d'analognes à Ludovic (i) en prévision d'une invasion française; il a engageait en pareil cas à lui fournir, quatre cents hommes d'armes et quinte cents hommes de prell, sauf dans l'hypothese où il serait lui-même à ce moment en guerre ou menacé d'une guerre prochaine I entretien de ce contingent lui conterait environ le tiers de ses revenus actuels, «lourd sacrifice, qu'il ferait cependant volontiers pour le duc de Milans Quand le mariage de César. Borgia sut chose accomplie, le roi de Naples et Ludovic considérérent définitivement le pape comme un ennemi (?), et leurs précautions redoublérent. Ils renoncerent à « user des remêdes tenporels et spirituels», -- les « spirituels » n avaient pas de succès comme l'avait demontré l'échec des ambassadeurs espagnols les temporels » étaient dangereux, car ils pouvaient provoquer une démarche de Louis XII ou de Venise en faveur de Rome; ils jugerent préférable que le roi de Naples se tlut sur la défensive : Frédéric promit d'avoir environ douze cents hommes d'armes en bon ordre, dont sept cents sur les froi tières de l'étai pontifical, avec mission de se porter au secours des Baghoni ou de Camerino, si l'armée du pape les attaquait : il conseilla a Ludovic diverses mesures de défense, notamment la prise à sa solde des Baglioni, des Conteschi, des Bentivoglio. L'ambassadeur vénitien à Rome n'avait pas tort, à ne considérer que l'ensemble, de dire que le roi de Naples était « tout mila-

Malheureusement pour ces princes, leur alliance était presque réduite à l'implissance par le manque d'argent. S'agissaitil de ces mesures d'intérêt commun qu'ils se préconisaient l'un à l'autre, ils se dérobaient toujours devant les frais, le roi alléguant la médiocrité bien connue du ses revenus, le duc protestant de l'énormité de ses charges : entretien de



⁽¹⁾ Casati à Ludevic Sforza, 3 mai 1199, Louis XII et Ludouic Sforza, Documenta, 108.

⁽²⁾ Mi.an. A. d 3. Pot est Napeli, Stanga à Ludovic Siurza, neus dete (3) Manico Sanuro, III, 832, 15 juin 1489, L'ambassadeur vântien à Rome, à la Seigneur e Mais il était peut-être un peu pubril de s'étonuer de le voir envoyer des secours à Milan, « bien qu'il fût nous la protection de la Seigneurie. » A cette date, « la protection de la Seigneurie » était une detion un peu forte Marino Sanuto, III, 936. Ambassadeurs vêutiens à Rome à la Seigneurie, 20 juillet 1499)

plus de deux mille hommes d'armes solde du marquie de Mantoue, contribution à la ligue de Souabe, et autres. Frédéric de Naples proposant alors de retarder les dépenses, et par suite les mesures les moins urgentes, et tout ce grand programme aboutissait en fait à l'envoi de sept cent soixante hommes d'armes dans le voisinage de la frontière pontificale.

Quand l'expédition de Louis XII fut imminente. Ludovic Sforza chercha à tirer profit de son alliance avec Prédéric d'Aragon : il s'agissait alors de déterminer les contingents dus' par le roi de Naples, de les réunir, et de fixer pour leur mise en route les dates les p.us prochaines (1). L'activité de l'ambassadeur andanais à Naples, Couradolo Stanga, fut alors surprenante : au début de juillet, au recu de lettres de Ludovic Sforza du 30 juin et du 4 juillet et de nouvelles de France, Stanga et un agent du cardinal Ascanio Sforza, Alberto de Canossa, dont l'unique charge était d'appuyer et de seconder l'ambassadeur, demandérent au roi de Nuples de décider sul enverrait à Ludovic des troupes ou de l'argent, et s'il persistant à ne vouloir envoyer de troupes que si Louis XII vensit en Italia avec des réserves considérables (2). Frédéric répondit qu'il enverrait sa contribution de guerre en hommes d'armes, en ayant de solides et en bonétat, ce qui valait mieux que de laisser à Ludovic, dans cette extrémité le souci den réunir. Il désignait comme chefs de ces soldals Prospero ou Fabrice Colonna, avec cent quatre-vingtdix hommes les frères Savelli avec cinquante. Théodore Trivulce avec soixante-dix hommes; le reste, pour compléter le chiffre de quatre cents, serait pris sur les troupes cantonnées dans les Abruzzes : mais il ne voulait pas faire lui-même un choix entre les deux frères Colonna, vu leur égalité de titres et par crainte de les mécontenter l'un ou l'autre; il pensait que Prospero vaudrait mieux, mais il voulait remettre le choix à la sagesse du cardinal Ascanio Sforza: ces secours ne seraient expediés que si l'armée envoyée contre Ludovic comptait plus de mille lances et de quatre mille hommes d'infanterie, (encore cette condition devait-elle être interprétée largement par Ludovic Sforza . Mais



⁽f) Voir pour ce qui suit mon étude Ludevie Sforza et le contingent napolitain en août 1699 (Revue d'Histoire diplomatique, 1896, janvier), ou sont publiées les principales lettres de Conradolt Stanga, par lesquelles seules nous sont connus ces évênements.

⁽²⁾ Manino Sanuto, II, 958. L'ambassadeur venities à la Seigneurie, Rome, 20 juillet 1499. Il ne parie que de trois cents cuiquante bommes d'armes et cinq cents fantassins.

Frédéric se ménageant une retraite Dans cette même audience, il montra une lettre à lui adressée par Fabrice Colonna, où était armoncé l'envoi contre Naples d'une dotte française portant Cesar. Borgia (2). Peu de temps apres, Lambassadeur espagno. à Rome, Garcilasso de la Yega, lui faisait dire « le garder ses forces pour na propre défense en cas de besoin », et a il, voulait aider le ducde Milan, de le faire « de son argent seulement et en secrei». Stanga s'efforça de détruire l'impression faite par ces paroles de Garcilasso de la Vega. Pour le seconder dans cette lutte de tous les instants, Ascanto Sforza envoy a à Naples le protonotaire Saliceti. - fleaucoup de Napolitains d'importance, Aloysio Garata, Trojano, le duc d'Ariano, déclaraient qu'ils ne conseilleraient jamais au roj de faire sortir ses troupes de sou roy aume. — Commesi ces difficultés o étaleut pas deja assez grandes. Ludovic Sforsaprodujat le 15 juilles une nouvelle axigence: il réclama la partic.pat.on de Fréderic à l'armement de six gros vaisseaux, destisés a faire la course dans l'Adriatique, à bloquer Venise et à aider. au besois Frédéric à reprendre ses postes occupés par la Scigneurie (1).

Le 24 et 25 juillet, sur de nouvelles instances de Stangs, le roi de Naples dressa la liste des hommes d'armes désignés peur l'expédition, les noms de leurs chefs, leurs instructions, et leurordonna à tous de se mettre en état de faire campagne , le 25, le secretaire Guido Ruccitano fui charge du reglement des soldes, de la rédaction des instructions, à Thédore Trivulco et aux autres condettiers ; un ordre de départ fut envoyé à Prospero Colonna, décidément choisi. Le même jour, à l'occasion de lettres de Venise qui parlaient de tentatives faites par Alexandre VI pour détacher le roi de Naples de Ludovic Bforza. Frédéric d'Aragon renouvela toutes ses déclarations d'indissoluble a liance : rien ne somblait plus devoir retarder le départ du contingent nipolitain quand, le soir même. Prédérie dit nettement qu'il voulait savoir, avant d'expédier ses troupes, ce qu'était la fotte de Provence, quelles troupes elle transportait. Un acces de goutte au pied qui retint Stanga au lit pendant quatre jours, une villégiature de pur agrément du roi à Procida, retaiderent la soite des pourpariers. Quand ils furent repris, la guerre avait commencé entre la France et Milan ino dre de depart, ut immédiatement envoyé par le roi à Pros-



⁽¹⁾ Contabili au dun de Forrare, 25 juillet 1490. Louis XII et Ludovia Sforza, Documenta 211.

pero Colonna; les autres troupes le suivraient ensuite, à peu d'intervale.

Frédéric songea même à lever pour son propre compte cinq cents suisses; il ordonna le recrutement de trois mille hommes dans toutes les provinces et les villes de son royaume, pour servir pendant toute la durée des évenements en cours, ain d'avoir toujours en cas de besoin des troupes à sa disposition. Ces préparatifs militaires inquiétèrent la Seigneurie. L'ambassadeur vénitien fit des représentations au roi de Naples, qui y répondit par une fin de non-recevoir assez seche : il avait le droit de défense, il en usait, et cela ne regardait personne. Il renouvels cette réponse sous une forme officielle après s'être concerté avec Stanga.

Ému cependant par ces menaces ou feignant de l'être, il en tira de nouveaux motifs de suspendre l'envei deses troupes. Le 8août, il représenta aux ambassadeurs Stanga et Saliceti que les Vénitiens lui faisaient courir de grands dangers, que leur fotte à son retour du Levant, pourrait laisser dans leurs ports de Pouille huit on dix galeresqui suffiraient a bouleverser tout leroyaume. Aussi, consentait-il à maintenir l'ordre de départ déjà donné à Prospero Colonna, mais, pour le reste des troupes promises, il ne voulait pas les donner en hommes, mais seulement en fournir les soldes à Ludovic Sforza, ne pouvant désorganiser sa propre défense. Stanga lui reprocha d'avoir attendu si longtemps pour le prévenir de ce changement de programine. Frédéric s'excusa et promit un versement immédiat de ses aubsides ; à l'issue de l'audience, le roi fit faire par le trésorier Leonardo une lettre de change de dix mille ducats d'or sur Milan ou sur Génes. Mais Frédéric refusa à Ludovic les cinq cents hommes d'infanterie espagnole et les vaisseaux qu'il lui demandait ; son infanterie était trop réduite de nombre pour lui être un appoint utile, ses vaisseaux ne servitaient à men, et le it armement réprésenterait de vames dépenses — Pendant du jours encoro, ces alternatives ac continuérent : le roi de Naples était partagé entre le désir de secourir Ludovic Sforza et la crainte de rester sans défense dans son royaame. Il retenait Prespero Colonna, qui demandait à se mettre en marche. Ni les instances des ambassadeurs initanais. ni les menaces des Vénitiens ne parvenaient à le décider dans un sens ou un autre. Les Vénitiens lui conscillaient d'abandonner le duc de Milan, d'acheter la paix et l'atliance du pape moyennant quelque cession de territoire. Il se rebiffa contre cette proposition, Bernardino Bernardi demanda ironiquement



aux Vénitiens s'ils voulaient lui en donner l'exemple en donnant au pape Brescia et Bergame; et Frédéric déclara que la
Beigneurie ne dévait pas espérer qu'il se résignât à être moins
roi que ne l'avaitnt été ses ancêtres, et qu'il préférerait perdre
sou royaume et sa vie plutôt que d'être « re titolare o diminuito». Mais ces conseils, les avis analogues du cardinal de
Capoue, n'ébranaient pas la résolution intime de Frédéric de
Naples Le 18 soût, Naldino fut envoyé à Prospero Colonna
pour lui confirmer l'ordre de hâter ses préparaits de départ,
et le roi annonça l'envoi immédiat de lettres de change. Ainsi
Ludovic Sforsa obtenait du roi de Naples un concours militaire
et pécuniaire effectif. Mais les hésitations et les lenteurs de
Frédéric d'Aragen, en retardant trop le jour où il fut fourni,
rendirent de concours mutile.

La lutte diplomatique s'était donc poursuivie, entre le roi de France et le duc de Milan, dans les divers etats de la péninsule comme dans les autres états de l'Europe, et, quinze mois apres l'avenement de Louis XII elle avait pour résultat un groupement nouveau des passances italiennes. Les derniers restes de la sainte ligue de Venise étaient anéantis, et ses membres s'étaient répartis en deux confédérations nouvelles.

Ludovic Sforza, qui depuis quelque temps était prépondérant dans la péninsula, devenuit l'âme de l'une de ces ligues, fondée surtout sur l'appui de Manunilen d'Allemagne, le roi de Naples en étail le partisan le plus résolu. Veuise et le Saint-Siège, dans un interêt de vengeance ou de profit personnel, s'étaient infeodés à Louis XII, et, avec leur alliance, ils leur livraient non sculement l'appoint de leur autorité morale et matérielle, mais encore la direction des destinées politiques de l'Italie qu'ils avaient partagée jusqu'alors avec le duc de Milan.

Non seulement Louis XII s'était assuré par des traités, qui leur coûtaient trop pour qu'ils cussent intérêt à les rompre ou à s'en dédire trop vite, l'alhance de ces leux étais, mais il avait acquis et consolidé par des traités celle des autres étais de second ordre dont le concours lui était nécessaire : le duc de Savoie lui ouvrait les pories et les routes d'Italie ; ainsi que les marquis de Moniferrat et le Saluces, il promettait de combattre dans les raugs de son armée ; la république de Florence, si elle s'attardait dans une neutralité officielle, tendait visiblement a s'unir à lui ; le duc de Ferrare s'abstenait de toute intervention hostile à sa politique



Contre cette action diplomatique, nette, positive, pursante, fondée sur des offres d'avantages sérieux ou des menaces de représailles graves, les intrigues, les équivoques, les vantardises, les promesses monsongères de Ludovic Slorza n'avaient pu prévaloir. Ni ses tentatives de réconciliation avec Venise, à qui il n'offrait rien et ne pouvait men offrir, ni ses projets d'alliance avec le pape, moins profitables et moins surs pour celui-ci que les engagements de Louis XII, n'étaient de nature à réussir. Au duc de Savoie comme à Hercule d'Este, comme à la Seigneurie de Florence, il n'avait pas su faire entendre les paroles opportunes et décisives qui enchaînent les amitiés tièdes ou attiéd es par l'intérêt. Le marquis de Mantone lui-même, qui avait étalé avec cynisme sa politique égoïste, lui manqua au dernier moment.

C'était par la propre indécision, par son manque d'a-propos que Ludovic Sforza avait été vaincu dans ce duel diplomatique; c'était aussi par la netteté des voes de Louis XII, par la rapidité relative de l'exécution du plan royal. Il n'avait pas su profiler des deux occasions qui s'étaient offertes à lui, d'empêcher, en septembre 1498, l'alliance franco-vémitienne; en février 1499, le rapprochement de Louis XII et du Saint-Siege. Il avait eu surtout le tort de croire la politique de ses adversaires aussi raffinée que la sienne, aussi cauteleuse, aussi exclusivement oratoire et ratiocinante ; il ne comprit pas ce qu'elle avait de beital parfois et de violent; il oublia que les conseillers et diplomates de Louis XII, comme ceux de Charles VIII, étaient souvent des gens d'épée habitués à meuer une négociation comme une campagne, qu'ils étaient encore ceux que les Italiens appelaient des « barbari », les armère-neveux de ces grossiers conquérants qui avaient mis leur épée dans les balances de la diplomaile capitoline. Il dut surtout à cette faute ses défaites partielles.

Mais, maigré ces défaites, malgré ces indifférences, ces abandons et ces défections, le duc de Milan restait encore puissant et conservait une notable part d'influence sur les états italiens de second ordre. Florence demourait en somme indécise, Sienne était toute à lui. Les coudotieri de Bologne et des Romagnes, menacés par Venise ou par le Saint-Siege, lui conservaient leur fidélité; la comtesse de Forii, les Bentivoglio, une partie de la famille d'Este lui gardaient une ami lé agissante. L'Italie centrale, les puissances voisines de son duché continuaient à être dans sa main.

La victoire de Louis XII, déjà presque assurée, n'était donc



pas encore définitive: il avait profondément changé la situation diplomatique de son gouvernement en Italie, mais son autorité n'y était pas encore absolue. Encouragé par ces succès, la partie était plus qu'à demi gagnée quand il commença la guerre. La guerre pourtant était nécessaire. Louis XII avait par sa diplomatie replanté l'influence française en terre italienne : pour l'y faire croître, il fallait l'engrais des batailles.

CHAPITRE IV.

LA PRÉPARATION DE LA GUERRE DU NILANAIS (S.111e)...
LA PRÉPARATION NILITAIRE DE LA GUERRE.

La même activité qu'ils avaient mise à la préparation diplomatique de la guerre, Louis XII et Ludovic Sforza l'apporterent aussi, et avec les mêmes différences dans l'effort et dans le succès, à sa préparation militaire. Dès le lendemain, pour ainsi dire, de son avenement, le roi de France se préoccupa d'assurer les éléments de son entreprise future, et les troupes françaises descendaient déja les Alpes, que Ludovic Sforza s'affairait encore à reunir des moyens de résistance. Ces préparatifs, dès long-temps combinés par l'un, fiévreusement multipliés par l'autre, durérent donc autant que les négociations diplomatiques destinées à les corroborer et auxquelles ils se lièrent souvent. Pour les uns comme pour les autres, ce fut Louis XII qui prit l'initiative et se trouva le plus tôt et le plus complètement en état de commencer les hostilités.

ī.

LES PRÉPARATIFS DE LOUIS XII.

Pour entreprendre utilement la campagne qu'il méditait, Louis XII avait tout à reconstituer, son trésor à remplir, ses troupes à réorganiser, une armée à former, la sûreté générale de son royaume à assurer. — Avant même de savoir quand et comment il pourrait commencer cette expédition qui lui tenait tant au cœur, des le début de son regne, et malgré l'opposition d'une partie de sa cour, le roi de France se mit à cette tâche complexe et difficile.

Avant tout il fallait de l'argent. Charles VIII ne laissait pour ainsi dire pas de réserves. Il y avait peu d'argent en France ; la

population était très appauvrie; le Languedoc et la Provence étaient presque seuls, parmi les provinces, à fournir des revenus à l'état. Les frais de l'expédition de Naples d'une part, et de l'autre le gaspillage et le pillage des deniers publics par les grands officiers de la couronne avaient a peu pres ruiné le Trésor [1]. Louis XII prit immédiatement des mesures pour remédier à cet état le choses et committença par rétablir partout l'ordre et l'éconointe, en même temps que l'obéissance. l'eu de temps après son avenement, comme il demandait certains fonds à l'un des trésoriers généraux, colui-ci lui repondit n'en avoir point de disponibles : à quoi Louis XII répliqua . Je sais que vous m'en trouverez, et plus que je n'en demande; et je vous montrera: que je veux être servi, non comme le feu roi Charles, mais comme l'ancien roi Louis» et l'argent lui fut sur-le-champ apporté (2).--Louis XII diminua les dépenses, réduisit les pensions, abelit les dons en argen, aux gentilshonimes (3). Parmi les suppressions de pensions, une fut spécialement caractéristique : elle atteignit la duchesse Bonne de Savoie, veuve du duc de Milan-Galcas, beile-amor de Ludovic Sforza et abandonnée par lui, qui residant à Lyon (4) Julien de La Rovere conseilla au roi d'emprunter de l'argen: «à cenx qui en avaient», c'est-à-dire de ranconner le cardinal Briconnet et Rijenne de Vesc (5). Ca alla jusqu'a assurer que Louis XII diminuerait les pensions de Trivulce. et de son fils, mais il se garda de cette mesure impolitique. Par contre il « cawa » des gentilshommes de sa compagnie de pengionnaires (6). Il diramua toutes les pensions militaires dans de grandes proportions, sauf celles des soldats. Il en donnait pour raison qu'il faut beaucoup d'argent quand on veut faire la guerre, et il ajoutait plaisamment, en parlant des gentilshom-



⁽¹⁾ Manteo Sanuto II, 30, ambanuado vénitlente en França à la Seigneuria, II octobre 1490.

⁽²⁾ Milan, A. d. S. Pot estere, Savoia, Maffeo Pirovani & Ludovic Storza, 6 mai 1496 (cr. scnt des nouveltes apprises par la causi de La Rovère),

⁽³⁾ Documents sur la première année, etc., pag. 66, 3 décembre 1898; pag. 16. Estino Saneto, II, 2.2, simbassadeur vénition à la Seignourie, Lyon 9 décembre 1491.

⁽⁴⁾ Maniso Savuyo, II, 790, 23 mai 1699, ambassadeur vénition à la Seigneure. Cherton VIII fui avait constitué six nille seus de pension, dont trois mille sur les revenus de Bretague et trois mille sur ceux de France.

⁽⁵⁾ Rossist (tom. Ii, pag. 251) cite d'après une lettre de Malvezzi ce mot de Trivuice, que « Louis XII avait entanté trois millions pour la guerre d'Italie ».

⁽⁶⁾ MARIO SANUTO, II, 206 et 207, 20 novembre 1498.

mes mécontents « S'ils n'on, pas assez d'argent pour porter des manches larges, qu'ils les por ent étroites » (1). Il reprit à leurs possesseurs tous les offices qui avaient été distribués gratuitement par Charles VIII et les vendit (2). — Enfin il réunit les états provinciaux pour leur demander deux cent mille ducats pour faire son expédition en Milanais. Ces états furent si exclusivement consacrés aux questions financières que l'ambassadeur vénitien en donna cette définition trop restreinte, mais typique : «Faire les état», ou tenir les états, consiste dans ane séance que le roi ouvre en exposant l'état de ses revenus et de ses depenses et en demandant des subsides » (3)

Grâce a cette sévérité et à ce sang-froid, Louis XII eut bientôt de l'argent en abondance. Des le mois de juillet 1498, on
affirmant que jamais roi n'avait eu un trésor aussi riche (4).
L'assertion était évilemment prématurée. Mais à partir du
mois de mars 1499 etle fut plus exacte; des ce moment, il
avait réuni « tout l'argent nécessaire pour ses dépenses ordinaires e; extraordinaires »; il avait non seulement de quoi
payer sa première expédition, mais encore, en cas d'échec, de
quoi lever une seconde armée 5); au mois d'avril, il déclarait lui-même avoir de l'argent pour deux années de guerre
entières (6), et il eut toujours d'avance de quoi payer comptant
ses levées de troupes et leurs armements. Ses propres denièrs
lui auraient donc suffi à entretenir l'armée d'invasion, la conribution de Venise devait lui permettre de ne point épuiser
ses ressources.

L'état de l'armée, telle que Charles VIII la laissait à son successeur, n'était pas meilleur que celui des finances. Dans sa

- (1) Documents sur la première année, etc., pag. 63, 4 janvier 1499
- (?) Mantoue, Arch. Gonzagu, E xv 3 Aless. del Baese au marquis de Mantoue, 18 mars 1499.
- (3) Marino Sanoto, II, 206, ambassadeurs vénitiens en France à la Seigneurie, 21 novembre 1498. Cet esprit d'économie valu. à Louis XII une réputation bien établie d'avance et de capidité. On l'accusa de vouloir met tre de l'argent de côté. Il s'inquiéta peu de ces accusations. Il ne s'inquiéta pas davantage du malaise commercial qui résulta de son économie; l'argent circulait moins abondamment on fit moins d'affaires; à la foire de Lyon, en 1498, les transactions turent peu nombreuses, les vendeurs perdirent 6 % dans leurs affaires. Marino Sanuto, II, 790, ambassadeur vénitien en France, 23 mai 1499.
 - (4) Documents sur la première année, etc., pag. 16, nº 18.
 - (5) MARINO SANUTO, II, 558, Zanino de Anono, Blois, 9 mars 1499.
 - (6) Id., II, 722, Gonzaga à la Seigneurie, 8 mai 1499.



ruine presque complète, il n'en restait guere que les cadres (i). Une lettre du 18 mai 1498 en donne un témoignage partiel : tout était à réorganiser commandement, distribution, discipline et cadres. La plupart des compagnies étaient commandées par des heutenants : plusieurs étaient cantonnées partie en France, partio sur le territoire d'Asti; celle du marquis de Baluces était presque toute entière dans son état ; la plupart ne se soumettaient pas aux revues réglementaires, notamment celle de Trivulce : plusieurs étaient mai montées et mai armées, notamment celle de Trivulce et de Constantia Arniti ; celles qui étaient bien tenues étaient incomplètes. Dans l'armée il aurait du yavoir, en théorie, quatre compagnies de cent lances, parmilosquelles celle du duc d'Orléans qui venait de l'abandonner à Robinet, celles de Trivulce et de Constantin Arniti, deux de sorrante, dont l'une au marquis de Saluces, cinq de quarante, à Sandricourt, Saint-André, Saint-Priest. Myclans et au grand. écuyer, une de vingt-ci iq au capitaine Esprit. Or, la compagnie que le duc d'Orléans, devenu Louis XII, cédait à Robinet n'avait que soixante lances au neu de cent; cel e de Saint-André, singt-cinq au lieu de quarante, celle don. La Marche était lieutenant, trente au lieu de cinquante Seule la compagnie du capitaine Esprit était complète, bien tenue et bien montée, Une petite portion de la compagnie de M. de Saluces, tenant garnison en France, sous le commandement du capitaine Amband et du cadet de Comminges, était aussi dans un état satisfaisant. Louis XII allait avoir fort à faire pour remettre ces troupes en état de combattre.

La préparation militaire de l'expédition comprit deux périodes; d'abord Louis XII prit des mesures générales pour la réorganisation et le rajeunissement de ses cadres (2); puis il s'occupa spécialement de la formation d'une armée d'invasion et de sa concentration dans le territoire d'Asti.

La réorganisation de l'armée en France fut activement menée:



⁽¹⁾ Louis XII et Ludovic Sforze, Documents, 17.

⁽²⁾ L'auteur de la lettre du 15 mai assure que Louis XII commença par ordonner de payer les arrérages de soldes dus aux troupes jusqu'au pour de non avénement. Cette nouvelle parut extracrdinaire à hemicoup de monde. Ce qui peut la rendre suspecte en effet, c'est que le même nouvelliuse anaonce qu'il avant accru de quinze cents la nombre des lances, fait qui ne peut à cette date être vrai que comme intention du roi, et qui est probablement mai compris de toute taçon. Il faut ementire sans doute que le roi avait manifesté l'intention de porter à quinte cents en tout se nombre de ses lances.

des le mois d'octobre 1438, Louis XII se vantait, non peutêtre sans quelque exagération, d'avoir sous les armes trois mille hommes d'armes, dont cinq cents en Bourgogne, cinq cents sur les frontières d'Espagne et cinq cents en Italie, sous le commandement de Trivulce (1), il disalt, dés le même temps, avoir l'artillerie et les troupes nécessaires pour une expédition sérieuse (2. En février 1499, i. procéda à une refonte complète de l'armée, démembra dix-sept compagnies réduites à des effectifs troprestreints ou formées de cadres trop étroits, et il en versa les hommes dans d'autres, pour les porter loutes au même nombre de cent lances; en même temps, i. renouvelait les cent suisses et les cent archers de sa garde (3). Il fit régner dans cette armée une discipline exacte et rigoureuse; « on lui obeissait comme sil eut régne depuis cent ans paisiblement : (4). - Il assura la defense du royaume en garnissant de troupes les frontières : il mit aur celles de Bourgogne sus cents lances destinées à prévenir on à reponsser les attaques de Maximilien, il y multiplia les précautions, il envoya des troupes à Perpignau (5). Il réorganisa surtout avec soin la garnison française d'Asti, qui devait former le premier noyau de son armée d'invasion ; il le fallait solide et résistant; des son avénement, il en rappela toutes les troupes, qui y tensient garnison depuis trop longtemps, et les remplaça par des troupes moins soumises à l'influence de Trivalce, moins italianisées. Il voulut même augmenter cette garnison de deux cents lances (l'exagération populaire disait même de quare cents), mais Trivulce le fit renoncer à cette idée (6), pour ce motif que la garnison ainsi augmentée, tout en restant insuffisante pour l'attaque, serait trop nombreuse pour vivre sur le comté d'Asti Il donna, en juin 1498, des ordres

Manino Sakuto, II, 30, ambassadeur venitien en Prance à a Seignerrie, 11 octobre 1498.

⁽²⁾ Ibid. id., II, 206, 207, 7, même source, 21 novembre 1498.

³⁾ Ibd., Id., II, 39 et II, 206-207. Il octobre et 2, novembre 1498, l'ambas-sadeur vénition à la Seigneurie. Il ne croît pas au nombre de troupes énoncé par Louis XII. Marino Sanuto, II, 485, le tre de l'amico fedel à la Seigneurie, 8 tévrier 1499; II, 627, lettre de « Burgos » (Bourges sanu doute), 23 mars 1499, mais l'auteur ne croît pas à la nouvelle et « crede sam range ».

⁽⁴⁾ Documents sur la première année du reque de Louis XII, pag. 6.

⁽⁵⁾ MARINO SANUTO, II. 465, L'amico fedel à la 8e gneurie, Lyon, 8 te-

⁽⁶⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. gener. Lettre de Suse, 6 et 17 juin 1498, et avis d'Asti à Turin le 30 soût 1498. Louis XII et Ludovic Storza, Doc., 45.

i. P., tom. I.

sévères pour le maintien du bon ordre dans cette garnison; il interfit d'y donner à cui que ce fit la permission de quiter son cantonnement avant la prochame rèvue fixée au debut d'août à cette date, tous les soldats absents ou en désordre seraient « cassés » et congédiés (1).

Des le début de 1999, Louis XII songra a la constitution de l'armée destinée à « l'entreprise de Milan ». Il voulait avoir e iviron quinze cents lances et vingt mille hommes de pied. C'est toujours ce total approximatif qu'il ii dique, soit qu'il aurait quinxe cents lances françaises, c'est-a-dire un nombre double de celui que lui imposait son traite, soit qu'il informe La Hovere le 15 mars qu'il aurait « à la Saint-Jean », en Lombardie, vingt-einq mille hommes, cavalerre et infinterie, soit qu'il leclare son internou d'envoyer à Asti douze mille hommes de pied, dont trois mille gascous et autant de picards, avec ses deux cents gentilshommes et les cinquante de la reine, et quinze cents lances (2); on peut ione aduieure ces chiffres comme les plus probables, en l'absence de docume its absolument certains (3

- (1) Avis d'Asti, cale note précéda, et Documents sur la première cance etc., pag 39 a tettre d'Antonie del a Croca à Ludovic Storza, 29 août 1498 Bummario de 'avvis, reportat, de Asti a di 7 settembre 1498, Milan, A. d. S. Pot. Est. Savoia, Firovani à Ludovic Storza, 19 juin 1406.
- (2) Les fances françaises, composées de huit hommes chacune, équivalaient à un nombre double de larces italieunes.
- (3) Au mois de juillet 1499, il augments, es chiffres, il pensait qu'il auraidix-hult cents ances et treute mille hommes de pied, saus compter les contingents de Savoie et de Saluces, pour entreprendre la campagne qu'il voulad finir en quarante jours (Marino Saauto, II, 533, 560, 10 et. 25 mars 1400, lambassadeur vontalen à la Bergaeurie ; thid., II, 128, même source 16 mai 1499; abid., II, 728, lettre anonyme de Lyon, 10 mai 1899, qui fixe les évaluntions, à ce noment÷lé, a solet ce de lances). It ave t même étt es mal qu'il aurait et vou ait avoir deux mille lances et vingt mille lantassing pour son expédition le 31 mai, I annonçait eucore à Loredam « quinze cents lances don, la Seigneurie pourcat uner », d'apres Marino Sanuto, II, 722, Gonzaga à la Seigneurie 3 mai 1499 ; II, 805, Loredam à la Seigneurie, 31 mai 1499; II, 931, même source, Lyon, 11 juillet 1499). En France, comme à Asti, on répétait ces chiffres la sour donnaît, le 12 mars, le commandement de l'expédition avec douxe cents lances au duc de Lorenine (Documenta sur la première annoe, pag. 67, 3 mars 1499 ; à Asti, on donnail le chiffre précia de quinze cents lances et de vingt mille hommes de pied (Louis XII et Ludevic Sforen, Decuments, 87). M. de Trans, qui était souvent très au courant des secrets politiques, dennait en mars des gliffres avalogues, quinza centa lances et douze mi le fantasans, dont six mille Allemands et six mille Gascons

Dispersée dans les garnisons de France et d'outre-monts, cette armée n'existant encore qu'en partie, et il fallut d'abord la complêter. Dés le mois de mars, des levées de troupes furent orgamisées dans tout le royaume « On ne parle de rien de nouveau en France, écrit-on de la cour, sanf de guerre »; les lances envoydes en observation en Bourgogne et sont rappelées en mai 1499 ; en juin, le roi fait recruter par M. de Longueville dix mille normands, par le chevalier de Louvain trois mille picards, par le capitaine Odet cinq mille gascons. Le recrutement se poursuivait simultanément à l'étranger en juin, Louis XII prend a sa solie six mille Auglais, un corps d'Ecossais; mais c'est surtout en Suisse qu'il cherchait des auxiliaires; dès le mois de juin il avait à son service cinq ini.le Suisses (I), et en unlet le marquis de Rotaelia est envoye dans le pays de Vaud pour compléter ses contagents (2). Le ro, avait même sougé quelque temps à s assurer le concours des Vitelli (3).

Cette armée se rassembla en partie à Lyon, en partie à Asil. Des le mois de février 1499, les troupes considérables s'achemnérent vers les possessions ultramontaines de Louis XII, tandis que le gros de l'armée se réunissait autour de Lyon et en Dauphiné pour ne franchir les Alpes qu'en juillet. C'est à Lyon et dans le Lyonnais que se réunirent en janvier les quatrecents lances de M. de Ligny; elles y cantonnérent en février, et leur présence est encore signalée autour de Grenoble en avril; c'est à Lyon que furent dirigées vers lu 25 mars les quatre compagnies de cent lances de Robinet, de La Palisse, le Sandrico irt et de Monseigneur de Foix, qui reçurent en même temps que celle de Ligny l'ordre de passer les Alpes, le 6 mai 1499 (1); à Lyon "

⁽⁾ Documents sur la première année, pag 67. Capituium cujusdam amici em curia die 3 martis. Marino Banulo, II, 850, 15-17 jula 1499, ambassadeur venition à la Scignourie, lettre anonyme du 10 mai (ibid., II, 728). Ludovie faissit esplonner les evers de troupes en Guscogne et à leurs heux de réunion. Documents sur la première année, etc., pag. 75, 25 avril 1899).

⁽²⁾ Yoir supra, chap. III, pag. 145.

⁽³⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 97. Ludovic Sforza s'inquiete vivement du retour d'un messager secrétement envoyé en France par les Viteils.

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S. Pot. Est. Sarota Pirovani à Ludovic Storza, 30 janvier 1499. Marino Sanuto, L., 714 et 723, ambassadeurs véni tens à la Seigneurie. France, 6 et 10 mai 1499; II, 656, "13, 728, Dolce à la Seigneurie. Turm, 25 avril et 12 mai 1499; II, 572, ambassadeur ventites à la Seigneurie. Biois, 25 mars 1499. Documents sur la prémière annec, etc., pag. 75 et 76, 28 avril et 6 mai 1493.

aussi, se réunirent les soxante lances de M. de « Zambelia» en avril (1, les tron mille gascons du capitaine Odut, qui y amvérent par Moulins et le Bourbonnais, enfin les deux cents gentilshommes de la manon ou rot et les chaquante de la manon de la reme (2).

L'ingénieux et perspicace observate ir Lucio Malvern, commissaire ducal à Alexandrie, écrivait le 19 mai 1499 qu'on reconnalizant de trois façons différentes. l'imminence de la guerre (3, · les troupes d'Asti recevraient l'ordre de ne tlus mitter leurs logements; des hommes d'armes nouveaux y seraient envoyés; entin l'infanterie y serait concertrée, ce qui serait le signedecisif . Cette observation etalt juste, mais à la prendre au pied de la lettre, c'est des la fin de l'année 1 198 que Ludyuc Sforza aurait pu croire la guerre imminente des le mois de décembre 1998, en effet, la garmisen d'Asti fut renfercée : le 7, Robinet annonçait a Trivulce sa prochaine arrivée (i) mais ce ne fut qu'au mois de févriersuivant que l'expédition systématique. des corps d'armée commença (5, ; le comte de Misocco revint a Asti le X mars pour a irveiller l'arrivée et la distribution des soldata français dans l'Astésau (6). Des lors commença, pour durer junqu'au mois d'août, le passage des troupes, envoyées par petits paquets jour méaager les pays qu'elles traversment, marchant à petites gurnees, obligées de se diffiser pour éviter l'encombrement dans les passages alpostres (7), elles couvritent de leurincessant et confus de lié le Dauphine, la Provence et le Prémiont,

- (1) Manisco Sanuto, II, 656 et 679, Doler à la Seigneurie, 25 et 28 (ver) 1499.
- (2) Documents sur la promière année, etc., pag. 75, 28 avril 1499. Marino. Sanuto, II, 792. Loredam à la Seigneurie, 29 mai 1499.
 - (3) Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 111.
- (4) Mantvo Sanuto. Il, 198, " décembre 1496. La nouvelle était d'artieurs prématurés, comme celle donnée aussi par Bobinet de l'envo, de d'Alègre en Savoie à la mi-carême.
- (5) Par l'envoi à Asti de deux sents ou deux sent soixants-dix lances, chiffre ordinaire de m garnison. (Les contemporains ne sont pas d'accord sur se chiffre ; Cf. Marino Sanuto, II, 465. Lettre de Lyon à la Seigneuxle, 8 fevrier 1439). Blies un recevalent aurun paiement d'avance, mais étaient accompagnées d'un trésorier qui devait les payer à Astl. Cf. aussi Marino Sanuto, II, 423, Doler à la Seigneurie, Turin, 4 février 1499.
- (6) Manino Sanuto, II, 553, Dotos à la Seigneurie, Turiu, 21 mars 1490. Un crut à Turin que se relour auton çait e de sut l'amédiat de l'autreprise.
- (7) L'amhaeandour réuit en Zorsi dit dans at relation aux l'regadt que le roi comptait avoir au 24 juin vingt-cinq mille hommes à As I, nous qu'el ne pouvait les y euroyer que peu à pou, à cause de la deliteu té des apures visionnements et des fourrages Marino Banuto, II, 751, 25 mai 149).

leur dispersion, en empêchant les espions ou les simples témoins 1) de juger exactement de leur nombre, rendit plus aise le travail d'exagération des imaginations populaires, et, en multipliant par la répétition en divers lieux les mêmes nouvelles, elle dut contribuer à accroître le découragement des Milanais, l'ardeur coopérative des Vénitiens et la curiosité respectueuse of effarée de tous, de tous les débouchés des routes des Alpes, en France et en Italie, chaque jour s'échappait vraie ou fausse, la nouvelle de quelque mouvement de troupes vers Asti, c'est l'ambassadeur Zorzi qui, le 18 mars, annouce des envois considérables de soldats à Asti (2); c'est entre le 11 et 22 mai, un Gênois qui rencontre dans les Alges. venant en Italie, douze cents chevaux qu'il pensait être de la garnison d'Asti (3, c'est le résident Somenzi qui annonce la mise en route de la compagnie d'Aubigny (4), c'est Malvezzi qui signale le passage de gens d'armes appartenant aux garnisons voisines de Saluces (5) : ce sont chaque jour mille récits colportés et grossis, et qui déguisaient les véritables mouvements des soldats de Louis XII (6).

La concentration de la veritable armée commença au mois de mai. A la fin d'avril, on lisait à Lyon que, dans le mois de mai, suivant il arriverait à Asti mille lances au complet (7). Les

- (1) Ou imagine alsement que Ludovic Sforza et ses agents ne negligeaient rien pour avoir des renseignements circonstanciés sur les troupes françaises. Lucio Malvezzi avait envoyé quatre espions à demeure aux divers débouchés des routes alpestres, pour avoir des détails sur la circulation de ces troupes (voir sa lettre citée plus lois ; un autre de ses espions assiste à la revue de la compagnie du capitaine A anda Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 118)
 - (2) Marino Sanuto. II, 551, Zorzi à la Seigneurie, .8 mars 1499.
- (3) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents 119 F. Fontana h Ludovic Storza, 22 mai 1490
- (4) Somenzi à Ludovic Sforza 10 puin 1499, Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 138.
 - (5) Ibid., 121 Malvezzi à Ludovic Storza, 24 mai 1499.
- (6) An mois de mars, il y eut un moment d'accaimie dans ce va et vient bruyant; M. de Trans annonçai une suspension des envois de troupes, et, de l'autre côté des Alpes, Zuam Dolce constatait que la circulation militaire avait cessé, que tout se bornait au jeu normal du remplacement des compagnies entre Asti et la France. Jomme M. de Trans donnait en même temps diverses autres nouvelles inexactes, celle-ci nous parantrait suspecte, si alle n'était confirmée par le tempignage du vénitien Dolce (Marino Sanuto, II, 778, Dolce à la Seigneurle, 21 mai 1499)
- (7) Latuada a Ludovic Sforza, 4 mai 1499. Louis X/I et Ludovic Sforza Documents, 109.



compagnies de Robinet, de La Palisse, de Sandricourt, de M. de Foix, recoivent le 6 mai, et cede de Ligny le 10, l'ordre de passer les Alpes; elles se mettent immédiatement en rou e ()... Des le 12 mai, trois cents chevaux de M, de Foix passent à Turin, se rendant à Asti (2); les guarante lances de la Palisse. sont à Suse vers le mêne semps (3); les autres compagnies s'el ranlent plus leutement. Au début de juin, d'Aubigny et Hobinet reviennent de l'aris à Lyon prendre le commandement personnel de leurs effectifs (4); le départ de d'Aubigny était attendu le 13 juin, ainsi que colui de son frere M. d Auson avec sa compagnie (5); la compagnie de César Borgie, commandée par son lieutenant Aubert Rosset, descend en Provence jusqu'a Digne (6) pour passer en Piemont, tandis que le duc de Valentinois, avec la permission de Louis XII, va paiser quelques jours à Rome (7). Le 23 juin 1493, M. de Myolans reçoit a sontour l'ordre de conduire sa compagnie en Italie et, avant de passer les Alpes, va saluer le duc de Savoie dans les étais duquel il possède des terres (8), entretemps ses .coupes traversent les Alpes par petits paquets. Le 14 juin, trois mille arbalétriers. normands et picards, arrivatent en Italie par le mont Genevre et Saluces (9) Le 29 juin, le roi complétait la mise en route de

(1 Voir pag. 387, note 4.

- (2) Marino Banuto, II, 769, Turin, 17 mai 1499. Doice à la Seigneuric, le lieutenant de M de Poix, baron de Berni, était arrivé à Ani le 27 avril 1499. Mais il y a une exagération et une erreur manifeste à dire avec Petroboni que, des la fin de mai, i y avait en Italie environ douse centa lances françaises et que l'on en altendait encore quatre centa dans la semaine. (Petroboni à Ludovic Siorza, 31 mai 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 126).
- (3) Letare de Lucio Maivezzi a Ludovia Siorza du 17 mai 1499, citée plus loin.
 - (4) Louis XII et Ludovic Sforen, Documents, 138
- (5) Marino Sanuto, II, 832, Loredom à la Seigneurle, 3 et 10 juin 1495. Documents sur la première année du règne de Louis XII, etc., pag. 71. Marino Sanuto, II, 588 L'amico fedel à la Seigneurle, 12 juin 1499.
- (6) Documents sur la première année, etc., pag 71. Elle passait en Dauphiné à la fin de juin Marino Sanuto, II, 283, Badoer a la Beigneurie, 30 juin 1490, à Vegiano près Turis.
- (7) Milan, A. d. S., Pot estere, Savoto, la chanceller de Savoie « Episcopus: Montieregolie » A Ludovie Sforza, 6 jul let. 1:99
- (8) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 147 Somenzi & Ludovic Biocas, 29 juin 1499
- ' (9) Ibid., id., 141. Le même as mêne, it juin 1499. Documents sur la première année, etc., pag. 75-28 avril 1499 Marino Sanuto, II 799, Loredam à la Seigneurie. 28 mai 1499; Ibid., II, 960, 15 et 16 juillet 1499

ses quinze cents lances et envoya t er même temps douze mille hommes d'infanterie, le 14 juin, les deux cents archers de la garde et le 16 les deux cents gentilshommes de la maison du roi, commandés par Yves d'Alegre, reçoivent l'ordre de partir pour Asti (1).

Au commencement de juillet, la concentration de l'armée était donc en pleme voie d'exécution (2), il y avait quatre cens lances à Asti formant la garn son ordinaire ; quatre cents autres lances parties du Dauphiné et du Lyonnais étaient venues rejoindre les prétédentes (3); le duc de Savoie en avait deux cents qu'il commençait à metare en ordre ; les cinq autres compagnies étaient en marche. Les leux cents gentilshommes et les archers de la garde du roi n'attendatent plus que la revue du roi pour partir, le capitaine des gentilshommes, Yves c'Alégre avait recu le 13 juin l'ordre expres de quitter Paris et d arriverà Lyon en même temps que Louis XII; il devait recevoir aussi le comman lement de cent soixante pensionuaires du rot qui prenatent part à l'expédition comme volontaires (4). L'infante de levalt compter douze mille hommes, dont trois mille gascons, cinq mil e normands et picards dont on faisait grand cas en France et qu'on appelait « de solides gens de guerre », et quatre mille suisses, que devaient remplacer, si le recrutement en était impossible, un nombre égal de fantassins picards, normands, provençaux et dauphinois, levés déjà et mis en route. Le chevalier de Louvain, capitaine de mille hommes de pied, passant une revue de ses troupes le 20 juin près de Paris; le 3 millet, il était dela arrive en Bourgogne et gagnait en toute hâte l'Italie. Les trois mille gascons commandés par les capitaines Odet et Esprit étaient également en route.

Les préparatifs militaires avaient aussi commencé à Asti: le 12 février 1499, ordre fut dont é à la garnison « sub pæra rebel·lionis » de se temm en bon ordre (5); à la fin d'avril, les capita nes des compagnies d'infaiterre en gamison à Asi y reve-

⁽¹⁾ Marino Sanuto. II, 792. Loredam à la Seigneure, 29 mai et 8 uillet 1499 (?), Ibid., II, 905. Dolce à la Seigneure, Turir, 5 juillet 1499

⁽²⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 226. Lettre anonyme

⁽³⁾ L'auteur du document e lé note précédente se trompe évidemment quand il auppose que ces quatre cents lances étaient encore en Dauphine le 3 jui let 1499.

⁽⁴⁾ Voir les documents publiés dans La Cryptographie de Simon Cattaneo

⁽⁵⁾ Marino Sanuto, II, 447. Dolce à la Seigneurie, Turin, 12 février 1499.

naient tous (1), les troupes du com.é prenaient leurs logements en mai avec defeuse d'en changer (2), les trésoriers royaux étaient envoyés pour les payer; Trivulce mettait sa compagnie en ordre et faisait faire des « zachi » pour lui donner meilleure tournare (3); il faisait remettre la petite artiflerie de la place en bon état, fabriquer deux nouvelles pièces, placer devant le château douze pièces d'artiflerie (4) et en fabriquer encore quatre (5).

De rigoureuses mesures avaient été prises pour assurer les approvisionnements de l'armée pendant sa marche, et pour y faire régner l'ordre (6). Le 23 mars 1499, un héraut fut envoyé en Provence et en Dauphiné pour ordonner de faire des provisions en farine aux étapes. Louis XII fit faire aussi des provisions de vin, de viandes, de pain, eu Dauphiné et en Provence, pour suppleer à la stérible de ces régions des ordres tres precis avaient été donnés pour que les soldats ne manquassent de rien (7). L'exportation des blés fut interdite en Provence, pour éviter le renchérissement ou la disette (8). La même interuiction fut étendue à l'Astésan, même au détrimont desalhés de la France.comme le duc de Savoie (9). - On évitait ainsi, ou l'on était autorisé a punir les désordres qu'aurait pu amener le manque des vivres; on évita de même ceux qui ponvaient naître des défauts dans le paiement des troupes : les payeurs de l'armée reçurent des ordres tres sévères pour être à leurs postes , le trésorier général de Languedoc alla à Lyon organiser et centraliser le tresor de l'armée ; les trois autres trésoriers généraux de France l'y rejoignirent ; ils devaient loujours avoir chacun



⁽¹⁾ Milan, A. d. S. Cartegg gener. G. Rizzi & Laurent Mounnign, 30 avril-

⁽²⁾ Malvezzi à Ludovic Siorza, 14 ma. 1499. Louis XII et Ludovic Sferza, Documents, 117

⁽³⁾ Milan, A. d. 8. Cartegg. gener. Malvezz. è Ludovic Sforza, 19 mai 1499 [rapport d'un espien] : « Dice che M. J.-Jacomo ha facto alcuni exchichel fa fara per abelimento de la sua compagnia, fara la sua monstra, chesara al fine del mesa presente »

⁽⁴⁾ Documents sur la première année, etc., pag. 76, 6 mai 1499

⁽⁵⁾ Milan, A. d. A. Cartegg, gener., 19 mai et 3 juin 1499. Malvezzi à Ludovic Sforza, et Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 118.

⁽⁶⁾ Marino Sancto, 11, 627 et 960, ambanadeur vénities à la Seigneurie, Lyon, 9 avril et 15, 16 juillet 1499, 11, 655, Doice à la Seigneurie, Turis, 25 avril 1499.

⁽⁷⁾ Voir les documents publiés dans La Cryptographie de Simon Cuttoneo

⁽⁸⁾ Marino Sanuto, II, 558, Zanino d'Annono à la Seigneurie, 9 mara 1499.

⁽⁹⁾ Ibid , Il, 536, Dolce à la Seigneurie, 14 mars 1490.

quatre cents ducats disponibles; et en effet, les paiements des soldes furent toujours faits régulierement et completement (1). - Moyennant ces précautions, Louis XII se crut en droit d'exiger d'elles une discipline rigoureuse. Des commissaires spéciaux furent délégués à Salaces, en Montferrat, en Savoie, dans l'Astesan pour surveiller le passage, l'arrivée et l'aus allation des troupes (2). Chaque capitaine de compagnie fut, par ordre du roi, accompagne d'un prevôt de justice pour maintenir le bon ordre par des moyens sommaires; Louis XII voulait que le passage des troupes ne fût accompagné d'aucun désordre, d'aucun dommage pour les habitants; il était même interdit aux soldats de s'ecarter des routes pour atter marauder dans les campagnes. Malgré ces minutieuses précautions, on ne put pas éviter complètement les scenes de désordre, ainsi, Jans un village de Savoie, il y eut une rixe entre les soldats et les habitants, où huit de ceux-ci furent tués (3). D'autre part, la traversée des Alpes ne s'opéra pas sans endommager quelque peu plusieurs des compagnies françaises : celle de d'Aubigny était signalée comme « n'étaut pas trop en ordre »; la compagnie que le milanais Nibbia alla visiter à Vigliana était composée de «beaux hommes, mais mal armés»(4); un autre témoin oculaire fait, le 2 juillet, un tableau assez trisle de l'état de la compagnie de Gésar Borgia arrivant a Suse (5) elle comptait, sur quatre cents chavaux, la moitié environ de chavaux d'archers ou d'arbalétriers et seulement une quarantaine de bons; le reste n étaient que des roussins, hommes et bêtes paraissaient harassés, ne pouvaient plus se trainer, ils ne faiszient pas plus de quatre ou cinq lieues par jour, et prepaient encore deux ou trois jours de repos par semaine; il n'y avait pas quatre vingts hommes ayunt bonne mine, tout le reste, compose pour la majeure partie de recrues nouvelles, paraissait exténue; les soldais étaient assez peu armés, mais la compagnie emportait avec elle des armes supplémentaires dans des caisses.

Ce fut au mois de juillet que s'acheva la réunion de l'armee dans l'Astesan.

- (1) MARINO SARUTO, II, 656, le même à la même, 25 avril 1499.
- (2) Ibid. II, 933, Loredam à la Seigneurie, Lyon, 12 juillet 1499
- (3) Ibid II, \$33, Dolce à la Seigneurie, 16 juillet 1490
- (4) Milan, A. d. S. Pot. estere Savoia, Cornello Nibota & Ludovic Sforza, Turin, 3 noût 1499.
- (5) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 156. Voir aussi La Cryptographie de Simon Cattaneo, Documents.



Les routes des Alpes étaient encombrées de troupes, ce qui n'ajoutait rien à teur sécurité : les courners milanais étaient obligés d'évuer le mont Cenis à cause des Français, le Saint-Bernard à cause des Suisses (1.

L'envoi et la concentration en Lalie de l'artillerie avaient été menés parallelement. Des le mois de février, un convoi d'artillerre de cent trente pièces était arrivé en Savoie et le 4 mars passait de Cegli (en Savoie) a Asti ; le 14 mai, douze voitures d'artillerie, allai t de Paris a Asti, passent à Lyon (2). Le 9 juiliet, douze pieces y arrivaient de Bourgogne par la Saône. En comptant ce qui était déja à Asti, à Ausigli pres de Suse et ce qui è ait en route, il devait y avoir cent trente pièces employées a l'expedition; le 10 juillet environ, partirent, en plusieurs convois, trei te-six charrettes de boulets en fer et quatre chargies de traverses de bois pour paver les routes charretières 3 . le 13 juillet, soixante-treize pieces, étaient dé, à la Saint-Andre, dans les Alpes, il fallan des canestans et des cordes pour les hisser (5), un convoi de charrettes à artiflerie, sous la conduite da capitaine Jean Berton, était à Suzanna en Dauphiné; le 13 juillet, Louis XII passait en revue à Lyon dix-huit certs chevaux d'actillerie, le 17, il y avait deja passé de soisantedix à quatre-vingt charrettes de boulets en fer et autres projectiles, le défili des convois de munitions dura pendant font le mois de juillet (5), le 19, on signale le passage de seize charrettes de poudre et de boulets en pierre e. en fer, le 27, on expedie les chevaux d'aruillerie, soixante canons, six grances couleuvrines, des finconnaux et les pieces necessaires peur compléter le nombre de deux cent soixante bouches à feu (6); par Exilles furent envoyes, au debut d'août, deux convois, l'un



⁽¹⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. gener., Giulio Callaneo à Ludovic Storza, 6 août 1499.

⁽²⁾ Marino Sanuro, II, 545, 4 mars 1499 et II, 778, ambassad-ur vénisient à la Scigneurie, 19 mai 1499

⁽³⁾ Louis XII et Ludevie Sforza, Documente, 226, voir aussi La Cryptographie de Simon Cattaneo, tocuments cites

⁽⁴⁾ Andrea da Capoa à Ladovia, Busana de la Beltinada, 13 juillet 1400. Louis XII et Ludovia Sforza, Documente, 186

⁽b) L'ambassa ieur flore aju Lyon, 17 juillel, 1893. Louis XII et Ludovic Sforza, Incoments, 227. En mone temps, on envoyat de l'artiflerie mix Susses.

⁽⁶⁾ Anvini ac ben loco, fin judiet 1469 Louis XII et Ludavic Sforza. Documents, 23

de quarante pièces d'artillerie, l'autre de quatre vingts (i) : ces convois étaient accompagnes d'escortes de Gascons , le 1^{er} et le 2 aout, vingt-trois pièces arrivèrent à Saluces , quatre cents chevaux faisaient le service des transports de l'artillerie quarrivait par Saluces (2) ; le 23 juillet, trois cents chevaux destinés au même usage passaient à Briançon ; le 12 août, quatre pièces de grosse artillerie arrivaient encore à Suse. Les maîtres de l'artillerie étaient à Asti des le 7 août. Trivulce avait fait construire un pont sur le Tanare ; Malvezzi s'abusait entièrement en se flattant que ce pont n'était des mé qu'à faciliter les transports des foins et des récoltes à Asti. Un autre pont futabli au mois d'août pour être , ete sur le Pô à Pontesturia (3)

Des mesures étaient prises en même temps pour assurer le bon ordre et le bien-être des troupes : elles étaient logées en majeure partie sur l'Astésan, mais, comme le territoire n étaip pas assez grand, Louis XII avait, des la fin de juin, demandé au marquis de Montferrat d'en loger dans ses états ; la même demande fut faite au duc de Savoie, qui la repoussa (4). Trivalce avait reçu des fonds pour payer les Suisses qui arrivaien, directement à Asti par le Piémont Dans la première semaine d'août, un commissaire royal vint distribuer un quartier de solde à toutes les troupes qui étaient en Italie (5). Les du iers destinés au paiement des gens d'armes et des archers, pour trois mois, étaient gaidés à Asti depuis le commencement d'août (6)

Tous ces mouvements de troupes, toutes ces mesures militaires, représentaien, un grand effor, national. Or n'avait laisse en France que le sariet nécessaire en fait de troupes; la maison du roi s'était absolument dégarnie (?). Aussi les unbassaceurs

- (1) Post-scriptum d'une lettre ananyme écrite à Ast. le 7 annt 1499. Ibid. documents, 250.
- (2) Marino Sanuto, II, 1935, Dolce à la Seigneurie, Turin, 30 juillet 1499. Lettre de Cornelio Nibbia, 3 août 1499 citée plus hau...
- (3) Avvisi de bon loco, cités plus haut. Somenzi à Ludovic Storza, Genève 23 justiet 1409. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 209. Lettre de Cornelio Nibbia, 16 août 1499, citée plus baut, ibid., Malvezzi à Ludovic Storza, 3 juin 1499, ibid., Somenzi, 4 noût 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 241.
 - (4) Voir chap. III, 1, § 1 et III a la fin.
- (5) Nibbia à Ludovic Sforza, 31 juillet 1409. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 219.
 - (6) Cattaneo à Ludovic Siorza, 6 août 1499 Bud id., Documents, 244
- (7) Milan, A. d. S., Pot. Est. Savora, Nibbis à Ludovic Sforza, 1 août 1499. Il n'y restai, plus que es deux cents archers ecossais, les vingt-cinq archers.

florentins avaient-ils raison de parler d'une façon générale « des aonvelles et grosses provisions de gens a pied et a chéval » qu'avait faites le rei de France (I). — Les prévisions de Louis XII n'avaient été déçues que sur la date où l'armée serait toute entière réunie à Asti, qu'il croyait qui serait le 8 août , en réalité, et selon les prévisions plus justes des ambassadeurs floreutins cette concentration ne fut achevée que vers le 15 août (2).

Il est difficile de dire exactement a que, chiffre s'élevant cette nombreuse et bril ante armée et de quels éléments elle se composant (3). Louis XII lui-même ne paraît pas avoir jamais été

de la garde du corps et les vingt archers de la garde de la reine , provisofrement, on y avait laimé cent gentilshommes de la garde du roi qui devaient plus tard, sous le commandement du vidame de Chartres, se joindre au reste de l'armie.

(i) Florence, A. d. B., Lettere entere alla Signoria, reg. XXXVII, les ambassadeurs florentina à la Beigneurie, Milan, 74 juillet 1439: «D. Fronzesi non al sente poi altro. Alle frontiere di continuo a finno nuove e grusse provinione di gente apiede ed a cavalio, e sio che fa di binagno».

(2) Les embassadeurs florentias à la Seigneurie, Lyon, 13 juillet 1499. Louis XII et Ludouis Sforza, Documents, 207.

(3) D'après le grand bétard de flavoie, Louis XII lui aurait dit qu'il comptait avoir environ vingt mille hommes de pied (Louis All et Ludpric Sforza, Documents, 242, Cattaneo & Ludovic Sforza, Laoût 1499). D'après den arrezar dia son. Joco dejà citta, dén la An de justet elle comptait sesse cents lances et douze mille hommes de pied , Andrea da Capoa dit que l'intention du rol était d'avoir treize mille homines à armes et seize mille hommes da pied (Voir sa lettre elite, 13 juillet 1400. Bed., Documents, 184); un Bavole on complext à la Sin de juillet seize cents lancés et seize mille hommes de pled (Lettres de Somenzi, 3) publiet et le août déjà citues. La façon de sompter les corps d'élite, c'est-a-dire les gentilshommes et les pensionnaires du roi faisait varier le total entre treixe cent solvance et quinzo cent lances (Hed., Documents, 126). Le nombre des Buisses veritit aussi beaucoup dans les calculs des diplomates italiens et de leurs informateum français. Someszi en compteit ets mille. Cattaneo disalt que Louis XII avait voula en réunir sept mille, mals que les embarres intérieurs des canions n'avaient pas permis de lui en envoyer plus de deux mille (Cattaneo à Ludovic Sform, 7 soût 1899, Bid , Documents, 251) Le 13 juillet. Trivulce a'en avait en effet recu à Asti qu'un millier ; Andrea da Capoa, en complait de quatre a cinq mille (Voir la ettre déja citée - Ou était liten join en tout cas du chiffre de sept cents lances et de sept mille hommes de pied que l'on indiquait à Rome en mars 1499, d'après Marino Sanuto, II, 552). L'évaluation des ambassadeurs florent na est asses erronde : ils comptaient sur deux mille lances d'ordonnance en y comprenant les deux ce its gestifshommes, mais es y ajoutant les compagnies de Trivulce, de Salvees, 4s Constantin Aruiti, du due de Savoie, et les deux cenin pensionnaires, ils n'arrivalent qu'à quinze cents; ils compthient encore six cents arbalétriers à cheval du due de Savoie, deux cents arbalétriers de Mont-



tout-à-fait sur du nombre exact de ses troupes. En s'en tenant aux indications forcement approximatives des coatemporains, on constitue ainsi l'armée royale : six compagnies de cent lances, sous Ligny d'Aubigny, Trivulce, Robinet, le duc de Valentinois et d'Auson, le frere de d'Aubigny ; les deux cents lances lu duc et du bâtard de Savoie; quatre compagnies de cinquante lances, entre autres celles de Chaumont, d'Amboise et de Constantin Arniti; cinq de quarante, entre autres celles du marquis de Saluces, de Myolans et de La Palisse, deux de trente : soit douze cent sorvante lances en tout; les deux cents gentilshommes le la garde du roi commandés par Yvesd'A egre, qui équivalaient pour le nombre à une compagnie de deux cents lances 1). Les pensionnaires du roi, les gentilshommes de la garde de la reine, les arbalétriers a cheval, les archers de la garde commandés par M. de Crussol et les arrhers de la reine commandes par M. de Saint Amador, formant de six à huit cents hommes, survant les différentes évaluations. Quant à l'infanterie, elle comprenzia, outre les cent Allemands de la garde, six mille Suisses, deux mille Picards, deux mille Normands, cing mille Gascons, Provençaux et francs archers, deux nulle Savoisiens. Les chefs es plus connus é aient le chevalier de Louvain M. de La Londe, le capitaine Odet, le capitaine Poquedenare. Les auces et les corps assimilés formaient environ douze mille eing cents nommes. l'infanterie en comptait, comme on le voit, dix-sept mille. Le total est voisin des trente mille qu annongait Louis XII (2).

L'état-major le cette armée s'était trouve réuni en même temps que les soldats et en avait surveillé les mouvements et la concentration. Trivu ce était des le debut à Asii, on son fils était venu le seconder. Dès la fin d'avri, on y amonçait la prochaine arrivée de Ligny: des lettres à son adresse y étaient envoyées des ce temps (3) Son voyage en Picardie avec Robinet retarda sa venue; le 15 mai il annouçait qu'il serait à Lyon à

terrat, deux conts archees de la garde. Quant aux Suisses, ils avouest que l'ou est dans la plus graude adécision sur leur nombre, que l'ou porte de zéro à trois mille. Louis XII et Ludovic Sjorza, Documente, 207.



⁽¹⁾ Ils devaient même être numériquement plus nombreux, ausque, de l'aveu général, c'étaient es troupes les mieux fournies et les mieux organisées.

⁽²⁾ Marino Sanuro donne (II, 1097 et 1098) un tablenu des troupes franquises en Italie qui est sans doute établi sur des données précises.

⁽³⁾ Lettre de G. Rizzi, 30 avril 1490, citée plus haut.

la fin ou mois ; d'Aubigny, fit plusieurs voyages pour présider au passage des troupes , les officiers financiers de l'expédition élajent à lours postes lès le mois de juillet. Dans la seconde quinsame de juillet arrivaient à Lyon le prince d'Orange, Ligny, Cesar Borgia, tandis qu'un des conseillers politiques de Louis XII, le car final de La Rovère, venant d'Avignon, y était annoncé des le 18 (1). - Louis XII voulut enfin surveiller en personne, soit à cause de l'interé, direct qu'il y avait, soit pour encourager ses troupes, sois pour complaire par cette concession aux Vénitiens, qui réclamaient sa présence en Italie, la formation de l'armée. Il fit annoncer des le mois de mars qu'il irait à Lyon après les fêtes de Pâques pour surveiller les affaires d'Italie et aussi celles de Bourgogne et présider au depart des troupes. A la fin d'avril, on commença à preparer l'ornementation d'une réception royale [2]. Le roi ne quitta décidement Paris que le 17 juin ; après une courte visite à la reine Antie à Romomutin 3, il arriva à Lyon le 5 ou le 6 juillet, et le 9, y fit une entrée solennelle. Il s'y occupa activement de son armée (4) « Il no ponezit jour et nuit, dit l'ambassadeur florentin, qu'a mettre en train son entreprise ; il déclarait qu'il ne s arrêterait qu'après avoir repris son bien ; plus on lui parlait des préparatifs de défense faits par le duc, plus il s'enflammait, plus il pressait les siens et se plaignait de la lenteur de



⁽¹⁾ Manino Banczo. Il 77t, l'ambassadeur véaiten a la Soignourie, 10 mai 1499. Ibid., II, 660, Lyon, 15-16 juillet 1499. Le 16 juillet, il était à Lyon à promettant de la re la campagne à l'honneur du roi, a Aux sa de bon loce, fin juillet 1499, cités plus haut.

⁽²⁾ Ibid. II, 558, ambassadeur vénition à la Seigneurie. Blois, 9 mars 1499 et Milan, A. d. S. Cartegg, gener. D'Auton, Chroniques, I, S. Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 88. Milan, A. d. S. Pot. estere, Venezia Latunda à Ludovic Storza, I^{ee} mai 1499. Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 107.

⁽³⁾ Bold, II, 721, Gonzaga & la Bergneurie, 8 mai 1499, Bold, II 814 Doice à la Seigneurie, 14 pain 1499; II 858, I timbro fedel de Lyon a la Belgneurie 12 juin 1499. Documents no la première année, etc., pag 71, 12 juin 1499.

⁽⁴⁾ Bid., II, 850, Lorecann a la Sengueurie, Paris, 17 junn; II, 878 le même Castel Ro Moraul a v (sie), 24 juin , II, 310, le même Moulins, 2 juillet , itavait du faire un crochet pour éviter Bourges, résidence de son ancienne temme Jenne de France (Marino Sanato, II, 889, Loredam, 29 ju a); ilind II, 933, I Americ fest du la Seigen um , Lvon, 6 juillet, Milar, A. d. S. Cartegg, gener. Constantin Arm 1 i Giova im vidorao. 30 juin 169. Les natura sadeurs ficreutius à la Seigneurie, Lyon, 25 juillet, Louis. XII et Ludovic Sforza, Documente, 210.

la marche des troupes (1). Un accident singulier dout it fut victime le 31 juniiet ne diminua pas son ardeur (2). A ce moment il etait décidé a ne pas quitter Lyon avant d'avoir vu la fin de l'entreprise (3). Trivulce lui ayant annoncé que le cardinal Ascanio Sforza était revenu à Milan pour aider le duc de ses conseils, et que Ludovic Sforza se mettrait a la tête de son armée . « Eminence, dit il ad Amboise, c'est à vous de marcher contre le cardinal. — « Volontiers, sire, mais vous, vous marcherez contre Ludovic » - «Tout le royaume combattra». Mais il ne parla pas de lui-même, et les courtisans déclarérent que le roi manquerait a sa digune s'il allait en personne contre le duc de Milan (i). De même, la Seigneurie lui ayaut fait demander de hâter son arrivée à Asti, il ne voulut pas s'engager et répondit seulement qu'il trait jusqu'à Grenoble, et même plus loin si les affaires l'exigeaient (5), le 19 mille, il commençait a dire qu'il frait à petites journées jusqu à Asti (6).

Ce fut pendant ce séjour de Louis XII à Lyon que furent decidés le choix du commandement en chef et le plan géneral ce l'expédition - Le choix du commandant en chef etalt difficile. Trivulce, Ligny, d'Aubigny, avaient des titres égaux ; le ro, fut longtemps indécis entre cur, et depuis longtemps circulaient des hypothèses contradictoires : lout d'abord on annonça que Louis II avait nommé Trivulce heutenant-général en Mila nais et qu'il ne lui enverrait pas de troupes françaises ; ce serait avec des troupes italiennes qu'il opérerait contre Milan une attaque parallèle à celle de Venise (7); ensuite, en mars 1490, on designa comme généralessines e prince d'Orange, puis Ligny, puis le grand écuyer puis d'Aubigny; le cardina d'Am-

(i) Les mêmes, Lyon, 17 publiet 1499, Ibid. Documents, 192,

(2) « S'infermò la nate » (Avvisi de hon loco, fin juillet 1499). — On tit le silence sur cet accident « Della altrimità del Re de Franza non s'e inteso attro » (Lettre de Costabill, 10 nont 1491)

(3) Documents sur la première année etc., pag 71 \o r aussi La Gryptographie de Simon Cattaneo

(4) Marino Santito, II, 960, les ambassadeurs vénitions à la Seigneurie. Lyon, 15 et 16 juillet 1499.

(a) Ibid., II. 931, les mômes, Lyon, 2 juntet 1439.

(6) Bid., II, 938, les mêmes, 19 juille 1499

(7) Milan, A. d. S., Pot. Est., Savora, be a priore di Lombardia e a L. devic Sforza. 17 septembre 198; «Como ci Remon mandara gente di Italia, ma ha constituito Messer do Jacomo suo perotenente generale in lo stato de Mirano, e a fun mandaria dinari per fare gente italiane, adem che enin epse possa antora fui cumpere al stato de Milano per correspondere alla ruptura de Venet ant in medesamo tempo.



boise essaya de faire confier le commandement à son neveu Chaumont (1). Entre toutes ces ambitions rivales Louis XII se décida à donner officiellement la direction générale de l'entreprise à Trivulce sous le spécieux présente qu'il connaissat mieux que 'out autre le théâtre de la guerre. Le commandement des corps fut des le même temps fixé ; l'avant-garde ettpour chef d'Aubigny; e centre, Ligny : les deux ailes, Chaumont d'Amboise et Robinet de Framezelles: l'arrière-garde entin. Trivulce. L'infarterie et l'artiflerie marchaient ensuite. L'armée, depuis les chefs jusqu'aux soldats, devait obéir à Trivulce comme au roi lui même. Mais la croyance intime de biendes gens fut que Trivulte n était qu'un genéralissime d'appara... et que la réalité du pouvoir avais é é conflée à d'Aultigny (2 -Le principe de l'expécition était simple : le roi voulait commencer par une « journée », par une bataille et non par des sièges de places, s'il était vainqueur, il continuerait la guerre, s'il était valucu, il aimait mieux tout perdre a la fois et avoir satisfait son envie que de prolonger médiocrement la campagne (3) D'autre part, il annonçait l'intention de traiter avec la pire, cruauté et de ruiner de fond en comble la première place. qu'il prendrait, pour epouvanter les autres et les exciter à de promptes capitulations (4) Enfin il ne voulait pas laisser trainer son affa re (5). Le plan de la campague fut tenu secret: il consistait a diriger, l'attaque contre Alexandrie et Pavie : les Milanais firent heaucoup de conjectures là dessus : Somensi croyalt que la construction du pont destiné à Pontesturla n'etait qu'une feinte, et que le but des Français, malgré leurs affirmations contraires, restait Novare (6); d'autres, au contraire, assuraient que Novare et Alexandrie avaient bien été le premier but de l'assaulant, mais que les Français, ayant appria que ces places, diament bien fortifiées et occupées par de bonnes garnisons, avaient renoncé a les attaquer (7). La date

⁽¹⁾ Documents our la première année pag. 60 Marino Sanuto, II, 553. Turin, 22 mars 1499 ; ibid., II, 721, 8 mai 1499.

⁽²⁾ Louis XII et Ludovic Sforsa, Doruments, 226.

⁽³⁾ Bid., même document.

⁽⁴⁾ Marino Samuro, II, 721, Genzaga a a Seigneurle, 5 mai 1499 (conversation de Jean de Gonzague avec Louis XII).

⁽⁵⁾ Latuada à Ludovia Storza, Venisa, 8 juillet 1499. Louis XII et Ludonie Sforza, Documenta, 171.

⁽⁶⁾ Lettres de Somenzi, 4 et 29 août, déjà citées.

⁽⁷⁾ Louis XII at Ludovic Sforza, Documents, 226.

de l'entrée en campagne fut enfin fixée. Pendant longtemps les Italiens s'étaient refusés à croire à l'imminence de cette expédition. Latuada pensuit que la crainte de Maximilien, sa défiance a l'égard du duc de Bourbon, reticudraient Louis XII en France. On fixait a des époques assez éloignées, malgré la vigaeur des préparatifs, l'ouverture des hostilités (1). Somenzi 2), qui croyait au fond du cœur la guerre imminents et pensait qu'un obstacle imprévu seul pourrait l'empêcher, disait que, si le roi était venu à Lyon, c'était pour « dar reputacione » a ses affaires et tâcher d'épouvanter le duc de Milan, mais qu'il ne commencerait la guerre que s il était sûr de Venise(3). Manfredo Tormelli supposait qu'en cas de défaite des Suisses, l'expédition serait renvoyée à une autre année (4) Tous ces raisonneurs étaient loin de compte : l'expédition était des longtemps décidée en principe, la conquête du Milanais déja escomptée, et le duché partagé entre ses futurs vainqueurs(5); les conseils de plusieurs personnes et surtout de « quelqu'un qui était à Asti » décidérent Louis XII à ne pas attendre la fin de la guerre des Suisses. Trivulce lui assurait que le Milanais était plein de ses partisans, qu'à peine verrait-on ses troupes aux frontières cinq ou six bonnes places se déclareraient pour lui (6); des le mois de mars, d'Amboise lui conseillait de faire au plus vite l'expédition, ayant l'argent et les troupes prêtes (7). — Le début en fu! fixé au 10 août. Louis XII ne voulai, pas que la campagne durât plus de trois mois, il était sûr de la victoire ; il croyait comme « parole d'évangule », dit Nibbia, « qu'i. aurait l'honneur de l'entreprise » (8).

- (1) Florence, A. d. S., Lettere estere alla Signoria, Ridolfi à la Seigneurie. 25 juin 1499. Quelques jours auparavant, le pape assurait que Louis XII sarait en Italie au milieu d'août Marino Saunio, II, 633, l'ambassadeur vénitien à la Seigneurie, Rome, .5 juin 1499).
- ,2) Somenzi à Ludovic Storza, Geneve, 23 juin 1499. Louis Xil et Ludovic Sforza Documents, 117
- (3) Somenti à Ludovic Sforza, 18 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 193.
 - (4) Magino Sanutto, II, 1006. Dolce à la Seigneurie, 27 julitet 1495. Turin
- (5) Ibid., 11, 721, Goozaga à la Seigneurie, 8 mai 1499. Ligny était désigné comme l'eutensat du rol à Milan avec vingt mille ducats de pension annuelle, Pavie était promise à Robinet, etc.
- (6) Someuzi à Ludovic Storza, 14 juin 1499 Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 141.
- (7) Marino Sanuto, 11, 533, am passadeur vénitien a la Seigneurie, Blois, 10 mars 1499
- 3) Lettre de Nibbia à Ludovic Sforza, 10 août 1499 Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 277

L. P., tom. L.

26

Bien que Louis XII ne dût pas avoir à se servir directement de sa flotte contre le duc de Milan, elle ne devait pas lui être mutile, soit pour intimider les Génois et les décourager de leurs. armements, soit pour assurer les communications entre a France et le Bain. Siège, soit eufin pour aider Venise contre les Tures, ou tout au moins lui montrer le désir de remplir les engagemente du traité de Blois Aussi continue-til les armiments commences dat s les ports de Provence sous Charles VII. une grande activité y regulait lors de son avenement, on travaillait à construire et à appareiller des vaisseaux, notamment le fameux vaisseau la Louise (1); au mois de mai, la Louise, in Louve, avec un actre vaisseau de quatre cents tonneaux, et trois gale, en étaient sortis du port de Marseille et prête à prendre la mei 3. On préparait une grande flotte sur laquelle devait s'embarquer une apprec de dix mille honimes; mais elle était destinée a aller secourir les chevaliers, tandis que les Milanais la croyaient faite pour porter une arme : de quatre cents ances au secours des Florenaus, - supposition d'ailleurs invraisemblable à lous les paints de vue (3). Pendant tou e l'année suivante, les courses et les pirateries des Marseillas furent nonbreuses (4) Un an apres, en juillet 1499, une flotte de vingt vaisseaux fut formee a Marseille, elle circula le long des côtes. ilu golle de Genas, mais sai a faire de descentes in de ravages 5. elle etait destinée, non has a aller compattre sur les côtes du royaume de Naples au profit de César Borgia, comme on aurait ou le croire, mais bien à se joindre à la flotte vénitiente qui allait combattre les Turcs. - La marine ne joua donc presque

⁽I) Mi en. A. d. S. Cartegg gener Pontana à Ludovic Storza, 3 avril 1498. Francesi Iano lavorare molto forte in darmena e mettere in publo le sue nave », et le même au même, 26 avril 1498. « la nave Loysa si prepara ».

⁽²⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. gener. Neapol tano Lomellini à Ludovic Siorza, Virinante, 29 mai 1498. « La nave Aloysia, la Lupa ed una altra nave de quattrocento bote cum le tre gales sono ascite fora de Marsiha », il cerira « como siano in ordine e quando possero essere preste ».

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartegy gener. l'officier de Suse à Ladovic Sforza : Lomo se dice per Francesi che se prepara in l'rovenza una armata de 400 lauze per mandarie la soccorso de Fiorentini, et Mafeo Pirovani i Ludovic Sforza, 19 juin 1496. Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 30

⁽i) Voir passem. (et princip pag. 69-77), Documents sur la première année du règne de Louis XII, et Documents eur l'établimement de la domination française à Genes app 11, sur cette question qui ne touche pas directement mon aujet

⁽⁵⁾ Marino Sanuto, II, 9-2, 924, 933, ambassadeur ventuen à la Sergacurie, Rome, 5, 11 et 13 juille, 1499.

aucun rôle, on le voit, dans la preparation par Louis XII de la guerre de Milan.

Louis XII compléta ces préparatifs l'expédition par quelques mesures de sûreté gérérale; il voulut assurer la sécurité miltaire du royaume avant d'envoyer tou e son amée guerroyer au delà des monts, un corps de ciu peents lances fut laissé en Bourgogne pour veiller à tout événement, ma gré les traites avec le roi d'Espague et l'archique Philippe, les garnisons furent doublées en Gascogne et en Picardie, comme en Bourgogne. Le duc de Bourbon fut investi de la lieutenance du royaume concurremment avec la reine, le cardinal d'Amboise demeura à Lyon chargé de l'administration générale avec Louis XII, La Trémonile et le chancelier Rochefort.

Ainsi sur de la tranquilité extérieure et intérieure du royaume, maître d'un trésorbien garni, chef d'une armée nombranse et bien organisee, Louis XII pouvait sommencer la lutte avec confiance.

.11

LES PRÉPARATIFS DE VENISE.

C'etait surtout un concours pecuniaire que Louis XII avait demandé à Venisc et qu'il attendant d'elle. Elle avait toutefois, on vertu de son traité, une part effective dans l'expédition militaire; elle eu, donc quelques mesures a prendre pour s'assurer l'argent et les hommes nécessaires, mais son organisation interieure était si bien ordonnée que ces disposit ons lui coûterent peu.

L'armée venitienne se composait de troupes levées dans ses états de terre ferme or recrutees en Italie, principalement dans les Romagnes et en Suisse, que commandaient des condottiers, et d'estradiots, troupes irrégulières levées dans ses possessions du levant ou sur l'autre rive de l'Adriatique. Le noyau de son armée était forme par des hommes d'armés : c'élait l'equivalent vent ien des lances françaises.

En novembre 1498 (1), l'armée vénitienne comptait exacte-



⁽I) Ce tanleau, extremeasent complet de l'armes vemillerne en 14 8 (novembre), est dans Mariao Saasto, II, 83

ment douze nu le cent vingt-trois' chevaux d'hommes d'armes . un millier d'hommes etait employé la Pise, quatre cents commandes par Marco Martinengo, le reste réparti par groupes de co it ou de quatre-vingts sois divers chefs, Zuam Dredo, Zacomo Savorguano, Hammbal de Dora, Zuam de la Riva, Lazarim da Rimano, Filippo Albanese, Brazo de Perosa , il y avait de plus des arhalètriers commandes par Zuam Griego, plus eurs compagnies d'estradiots, et de l'infanterie, sous Zacomo de Tarsia. - Dius le Val de Laino ia et contre Forli, étaient les mi le chevaux du due d'Urbau, deux bandes de six cents chevaux chacune a Alviano et à Carlo Orsini, buit cents à Annibal Bentivoglio, deux compagnies de quatre cents à Zuam Paolo de Mamfrom et à Taliam de Carpi, une autre de quatre cents de la condolta d'Astorre Manfredi ; pius deux cents chevaux a Jacomazo de Venena, trois cent vingt sous Colla de Venena, Meleagro Ja-Forli, Alovisio Valaresio, seize à Batista Sagramoro, six cents aux Bigliom; en Romagne ctaient seulement les quatre cents chevaux de Pandolfo de Rimini, en Lombardie et sur l'Ogio cantonnaient les mille c ievaux de Pitigliano, mille de Bernardin. Fortchrazo, quatre centa a Filippo Rossi, quatre bandes de deux cent quarante chac in à Alvixe Avogaco, Taddeo de la Motelia, Alessandro Cajoni et Zuam-Francesco Gambara, cent sortante a Carlo Secho, soixante-huit, a Guerrer et a Marco dil Castelazo, enfin trente-deux a Beneiver ga di Salerno, enfin sur les frentieres sententinonales du Prioul de la marche Trévisaire, du Vicentin, lu Berganiasque, e. en Polesine, ctaient le reste de ces 'roupes sous d'autres condot tert mon s celebres, parmi lesquels il suffit de citer les deux Dell'Anguillara et Carlo Strozzi, et la compagnia Reberiescha. - Des la fin de l'année 1498 (b), l'armée vénitienne etai, assez nombreuse, assez bien organisée. et di ageo par les chefsasses habiles pour n'avoir mon a cra, udre d'une déclaration de guerre immédiate ou imprévue.

La plupart de ces condot.ieri étaient depuis longtemps au service de la Seigneurie. Lour réengagement ne lui fonna, pour



⁽¹⁾ L'engagement des Baghous satant du mois d'août 1429, Milan, A. d. 8. Pot. estere, Venezia, Latiada à Ludovie Storia, 22 août 1429; «Classimeri se firmo la conducta de Balioni, cioè de Hector e Morgante cum lue homini d'arme e ducati quindici millia, volcudo però questa Signoria la ratificatione da loro de quello che ha fatto l'homo auo. « L'engagement d'Annibal Bentivaglio était à peu près contemporain (Mantoue, Archeiro Gonzaga, E, xix I, Brognolo au taurquis, 2 septembre 1428).

la plupart, aucune peine (I). Quelques-uns lui furent disputés par le duc de Milan, surtout le comte de Pitigliane, qui allait être le thef suprême de l'armée venitienne; en septembre 1498, Pitigliano (2), qui avait à Venise un agent en residence, envoya à la Seigneurie un messager extraordinaire, porteur de grandes protestations de dévouement, « pourvu que la Seigneurie, de son côte, tint de ses engagements », et de reclamations. Il réclamait notamment douze mille ducats dont il était créancier et qu'on ne pouvait par conséquent avoir de prétexte a ui refuser. Il demandait, pour marcher, une augmentation d'un tiers de sa pension et de sa solde, selon la teneur de son traité. Comme ce traité touchait à sa fin, et que l'année de beneplacite allait commencer, il manifestait quelque vellente l'abandonner le service de Yenise, «a moins que la Seigneurie tlat autant de compte de lui que de certai is autres, auxquels il n'était certainemei t pas inférieur. » La Seigneurie mit quelque temps à délibérer sur ces propositions et essaya de le contenter par des compliments et des promesses vagues ; on lui offrit une solde que ses secrétaires repousserent comme tout à fait insuffisante. Latuada essaya de profiter de la conjoncture pour le détacher de Venise, qui n'aura i certainement pas trouvé pour le remplacer un homme d'égale valeur, mais il aurait voulu que le roi de Naples contribuit à ectte dépense avec Ludovie Sforza; Fredéric s'y refusant, il estima t qu'il fatlait cependant poursuivre la négociation et risquer quelques dépenses plus fortes pendant peu de temps, pour sussurer une parfaite sécurité. Mais Yenna e, qui eu, vent de ses projets, se hàta de s'assurer, en acceptaut les conditions de son général, les services de Pitigliane pour une nouvelle periode de quatre aus, le 27 octobre 1498 (3). -Enco trage par le succès de Patighano, Bartolo d'Alvianoprésenta aussi, quelques mois plus tard, aver force protestations de dévouement, diverses demandes à la Seigneurie. Ce petit homme « de mediocre taille et sans prestance, mais d'une vivacité extrême », fit aux Pregadi d'excellentes déclarations , le doge lui répondit « avec douceur » et le renvoya aux Savit di Terra Firma. On remarque qu'en quittant la salle il serva la main à chaque



⁽¹⁾ Mantoue, Arch. Gonzaga, E xts 1, Brognolo à François de Gonzague, 6 et 7 janvier, parte des armements de Venise, des engagements d'Alviano et du duc d'Urbin.

⁽²⁾ Venise, A. 4. S., Pot. estere, Venezio. Latuada à Ludovic Siorza, 10 septembro 1499.

⁽³⁾ MARINO SANUTO, II, 69, in Pregadi, 27 octobre 1498.

membre du codege (f. Ce ne fut cependant que le 6 juille, que son engagement fut renoi vele pour une nouvelle année et une année de «rispelo», a la vo outé de la Seigneurie, mais il n'obtint pasde changement aux conditions de la precedente condetta (?).

La bonne organisation de son armée permettait à Venise, des le mois de janvier 1499, de refuser des propositions de coudottieri a commo celle du capitaine bourguignon Jean Augrecourt qui, sans vouloir servir le rei de France directement, désirait cependant combattre à son profit (3); la demande du cardins' de La Rovère a la Seigneurie de prendre comme condottiors son frere le préfet de Sinigaglia fot egalement repoussée (4) Les offres de service de Fracasso San Sevenno le furent aussi, le 22 mars 1499, Fracasso alla déclarer à Lappomano (5) qu'ilétai. l'ami de la Seigne iric, qu'il voulait la servir et abandonner le duc [6], mais Venise se della justement de ces offres, faites tres legerement. -- Non contente de choisir alust ses nouveaux condottieri. Venise sonnettait les anciens à une sévere révision, ameliorant et épi raut sa is cosse ses cadros. Le 1º mai 199. on parlait tout haut a Venise de faire u le nouvelle « réforme » des hommes d'armes. D'après les appréciations à l'ordinaire por ées sur les condottiers, Latuada pensait que la Seigneurie renverrait, ou fout au moins cesseral, d'employer effectivement le due d'Urbin, les Bagliour, Annibal Bentivoglio, le seignour de Facuza, Marco Martine 190 et peut-être G.-G. Bentivoglo, et qu'elle conserverait le comte de Pitigliano, sans être très ratisfaite de ses services, et renouvel crait aussi les condotte de Carlo Orsini, de Bartolo d'Alviano, du comte Bernardino, du comte Filippo Rossi, et des autres cordother, du pays de Breicia; rien n'était certain pour J.-P Manfrono.La.uada croyait aussi, mais a tort, que la Seigneurie prendrait à sa solde Automo-Maria de San Severino, car les Pregadi le jugeaient un « huomo-



⁽¹ MARING SANITO II, 671, in colegio, 5 maj 1499.

⁽²⁾ En même temps que cette de Carlo Ursino, Marino Samuto, 11 890. U ju llet 1499.

⁽³⁾ Marino Saruto, II. 347, in pregode, 23 janvier 1499.

⁽⁴⁾ Bid., Il, 516, le tre de La Revère à la Seigneurie. 4 mars 1499.

⁽⁵⁾ M.d., II, \$50, Lippomano a la Seigneurie, 27 mara 1499.

⁽⁶⁾ On assurait même que Ludovic Siorza avait confisqué le château que possédait Fracassa. Marino Sanuto, II 567, Lippomano à la Seigneurie 1º avril 1499, Le fuit est égale nent donné somme certain par Bragnoin, le 16 mars 1499, qui dit aussi que Fracassa avait passé au service de la Seigneurie (Mantoue, E. xix 3, Brognolo au marquia, 24 mars 1499).

d'in conturan, e, attendaient de lui u moifleur service que de tout autre, en vertu d'un raisonnement specieux : « de tels hommes s'engagent et combattent de meilleure foi et de meilleur cœur que les autres, car ils ne pensent à rien autre chose qu'à acquérir gloire et honneur : au contraire les condottiers chefs d'état, craignant la trop grande puissance de Venise, ne consentiraient jamais à aider la Seigneurse à accroître ses états d'un pouce » (i). Les prévisions de Latuada ne se justifierent pas toutes : plusieurs condottiers furent en effet cassés dans le courant de juin, notamment le die d'Urbin (2), Alphonse d'Este, Annibal Bentivoglio et Baglione (3)

La Seigneurie proceda en même temps a la reconstitution de ses compagnies d'estradiots. Les rectors de Brescia ordonnèrent, des le mois d'avril, à tous les estrahots de quitter le service du duc de Milan, et de retourner a Brescia, sub pæna revellionis » (4). Cette proclamation fit un grand effet. Constantin Scartageri, de Lépante, employé par le More comme condottiere, quitta Pise, où il guerroyalt, revintà Milan avec ses cent souxante-dix hommes, s'excusa au due d'avoir quaté Pise pour obeir à la proclamation vénitienne et demanda à Lippomano la permission de rentrer a Brescia, mais il voulait un sursis d'un mois pour finir de mettre en ordre ses affaires (5) Michiel Mustachi, chef d'estradiots, lepuis huit ans au service ducal, déclara aussi à Lippomano son désir de rentrer sous les ordres de la Seigneurie (6) Le 13 juin 1499, deux savu de terra ferma furent designés pour faire a Mesire une revue de tous les estradiots (7). Quelques chefs de ces estradiots, pour des motifs ignorés, s'enfuirent hors

⁽¹⁾ Marino Sanuto, le vicedomino de Ferrate à la Seigneurie, le avril 1499.

⁽²⁾ Latuada à Ludovic Sierza, 1er mai 1499 Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 197.

⁽³⁾ Marino Sanuto, II, 878, Lambassadeur venitien à la Seigneurie, 24, oin 1499 Castelromora, timo Cepennaut Venise changea d'avis quant au duc d'Urbin, et l'autorise à lever cinq cents hommes d'infanterie. Louis XII inraît èlen être préoccupe, probablement à cause des projets de César Borgia contre Urbino, le 2 jui let. I redemanda s'il avait été décidément cassé par la Beigneurie Loredam lui répondit qu'au contraire, d'après des lettres privées, il était bien accuei li à Venise (Marino Sanuto, II, 953, in pregadi, 23 juillet 1499 ibid., II, 910 et 931, Loredam à la Seigneurie, 2 et (2 juillet 1499)

⁽⁴⁾ Ibra., II, 652, les rectori de Brescia à la Sergreurie, 24 avril 1499.

⁽⁵⁾ Ibia., II, 692, Lippomado à la Seigneurie, Milan, I mai 1499.

⁽⁶⁾ Ibid., II, 804, le même à la même, Milar, 8 juiu 1400.

⁽⁷⁾ Ibid , Il 810, in pregadi, 13 july 1499

di, territoire centier et se refugierent à Milan et aideurs , leur fuite provixtua une grande emodon et beaucoup de confusion. parmi les autres. Pour la punir et pour éviter la contagion le l'exemple, la Seigneurie pul·lia contre eux, à Venisc et dans les villes de terreferme, un décret de muie a print) Quiconque livrerait «dan» les forces de la Seigneurie» un de ces chefs, toucherait pour un vivant, quinse cents livres; pour un mort, la preuve faite de l'avoir tué, mi le livres, à prencre sur les hiens de l'estradio, livre ou tué,ou, a défaut, sur les demers publics, et de plus jouirait d'une « prevision » egale à celle de ce chef. Les biens des chefs fugitifs essués ou existant dans le territoire vénition serment confisqués. Tout estradiot fugitif qui en livrerait un autre mort ou vivant, serait absous ot recevrait les mêmes recompenses que tout autre citoyen , les fugitifs avaient quinze jours pour revenir à Venise sans risquer aucune peine Cette proclamation n'eut pas de résultats importants.

Plus tard, quand le moment fut venu de réamir les élements de l'armée destinée à l'attaque de la Lombarcie, la Beigneurie ajouta à ses housines d'armes de l'infanterie. Le 22 juillet le conseil décida de lever quatre mille hommes Suisses ou Italieus. at d'envoyer chercher les troupes espagnoles qui étatent dissonibles a Rome. La proposition des Savii fui votée par 93 vo.x. une proposition contraire de Filippo Trum n'en reunit, apres une discussion asses confuse, que 84. L'engagement des Espagnols présentant certaines difficultés : « Alviano, consulté, répendit que cependant il le eroyait possible et chargea un le seshommes d'affaires à Rome d'y pousser, la Seigneurie envoyaring cents ducate en especes et deux mille ducats par lettres de change a son ambassadeur à Rome pour recruter et payer saile-champ les soldats espagnols, en prenant des garanties quals partiraient récliement pour Venise (2, , le 29, l'ambassadeur accusa réception de la lettre de change de deux mille ducats atde la lettre de renseignements que lui avait écrite B d'Alviano. et qu'il avait re ivoyée a Nicolas de Santa-Croce, l'un des chefs de la faction Oranni. Il a était immédialement abouché avec plusieum des chefs de ces troupes expagnoles : ceux-ci consen-

(2) Marino Sant to, II, 951 et 952, in colegio, 22 et 23 juillet 1499



⁽¹⁾ Venue, A. d. S. Senate ferra XIII, fol. 81. Décret de la Seigneurie Louis XII et Ludoute Sforsa, Documents, 164 — Marino Sanato, 11,881, en consero, 4 juillet 1939 — Ces condotteri sont désignés dans cette proclamation ; ce sont Thodaro Franci, Zuan Zaffa, Mercurio Bua, Constantiu Strangaguri, Jachemo Promondino, Domenego Grapus, Nicholo Banat

taient a prendre du service de la Beigneurie, mais demandaient pour leurs fanti quatre ducats par tête, déclarant que depuis l'expedition contre Bibiena les hommes étaient plus evigeants. Après discussion cependant, on transigea a trois cents ducats pour cent hommes, et il fut spécifié que le ducat serait de dix carlini seulement et non de treize. L'ambassadeur déboursa aussitôt seize cents ducats et les six condott eri promirent de mener à Venise deux cents hommes chacun, et de se mettre en route saus délai (l). Le 2 aout, mille soldats espagnols partirent sous divers chefs, Medrano, Villasanta, Salazar, Ravenga, Gaspartija et d'autres encore, a vant touché un acompte sur la première paie au départ de Rome, comptant en recevoir à Ravenne le complément, et a leur arrivée au camp un second quartier (2). D'autre part, cent cinquante Suisses étaient attendus de Bâle. Les gouverneurs des places de terre ferme requrent l'ordre de lever des troupes dans leurs circonscriptions. Liom, le 27 juillet, avait réuni à Crema quatre cents arbalétriers de vingt-cinq a trente ans levés sur son territoire [3]; les podestats de Trévise Padoue, Vicence et Verone reçurou. l'ordre de designer deux citoyens •sages et habites» pour surveiller «avectoute la diligence possible». la levée de ces troupes et leur envoi dans le pays de Bresciai4), on davait lever cang made fanta en tout dans ce terratoire et celui de Bergame. Quelques gouverneurs ne reculaient pas devant les movens violents pour trouver les soldats demandés : Liom convoqua, sous prétexte d'une fèle, tous les hommes du pays de Crema, il en fit le dénombrement et en choisit cinq cents bons pour le service ; les administrateurs de leurs villages eurent ordre de les tenir prêts jour et nuit à toute réquisition; dans Crema même, par des procédés analogues, il en recruta initie 51. Le 26 juillet, le duc d'Urbin offrat de fournir la solde de canquents provisionata qu'on lui demandait, au lieu des homines, tout en faisant observer que pas un homme de consentirait à marcher pour une solde



⁽¹⁾ Marino Sanuto. II, 1017, ambassadeur vénitien à la Seigneurie, Rome, 29 judiet 1499.

⁽²⁾ Ibid., id., II, 1019, le même à la même, Rome, 4 et 5 tout 1499.

⁽³⁾ Ibid., id., 11, 977, Liom à la Seigneurie, Crema, 27 juillet, 11, 968-9, 26-27 juillet, in prepudi.

⁽⁴⁾ Venue, A. d. S. Secreta senato, X.X.XVII, fol. 116, 3 août 1499; «Eligere duos pro qualibet civitate productes et practici at, « cum agait dilligentia» sollicitent et impellant gentes amageres ad ca alcandam usque in Brix ensem agrum ».

⁽⁵⁾ Cotta à Ludovic Storza, Lodi, 7 zont 1499 Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 253

de deux durats. Cette proposition fut repeussée, et les troupes du duc l'Urbin, cent hommes d'armes et conquents hommes de pied, durent se réamir à Gesena et à Rimini, d'où elles s'achemenèrent vers Ravenne, le 23 août. Les troupes de Jacomaso et du seigneur de Rimini furent en même temps mobilisées de Ravenne vers la Lombardie (f).

L'infantorie fut placce sous les ordres d'un chef spécial. Les Savu di Conscio et di Torra Ferma demanderent et firest. voter par les Pregedi la nomination de J.B. Carazolo comme général de , infanterie. Il devait avoir sous ses ordres direcs the compagnie de cin pecuts provisionali et de cinquante arbilétriers, et recevoir une solde de cent florins. Ce choix fut agréable au généralissime Pitighane (2). Carazolo rejeignit ses commandemen de 17 acut et demanda qu'on los donnat comme aide de camp M. Lazaro Grasso (3) - Le 24 juillet, les Pregañ nommérent les « contestab li », c'est-à-dire les commandants es Linfanterie : trois compagnies de cent cinquante hommes furent credes es attribueca à Ramazoto de Bologna, Zuam Mato, Bernardino di Ugoni; six de cent, pour Francosco da Meram, Pini da Bergario Hieromino Bariselo de Ravena, Bernardia da Como, Z.-B. Rustezelo, Paulo Basilio ; trois de solvante-dir hommes pour le grec Cola Calamaii le dalmate Paulitza de Cattaro et l'espagnol Mal lonato, une enfin de cinquante pour Mateo da Zara 4) Il y eut une grande discussion dans les Pregadi, au sujet de la paie des contestabili: les provéditeurs destraient qu'eile fut de quarante ducats par mois, la plupait les Pregad, trouvalent cette somme trop élevée , la discussion n'al out t pas, et on laissa es providiteurs agir à leur gre (5).

La partage definitif des pouvoirs s'opéra vers le 20 aout, les provéditeurs, d'accord avec Pitigliano, donnérent à Cararolo le commanderient absolu des farts et des provisionais, avec pouvoir de vie et de mort. — Pitigliano demanda la création d'un commandement special des arbaléssiers et des cavaliers légers, vu leur non bre d'environ douze cents. Sa proposition fut agréee

⁽I) Marino Sanuto, II, 945 la due d'Urbin à la Se goeurie. Urbin, to juillet 1499 Tranchedino à Ludovic Storza, 23 et 26 août 1499, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 296 et 305.

⁽²⁾ Ibra., II, 975 in colegio, 28 jui let 1499

⁽³⁾ Ibid., II 1107, les provéditeurs de Bressia, il août 1499 ; II, 1098, in colegio, il août 1499

⁽⁴⁾ Ibid., II 9 4 in pregadi 24 juillet 1499.

^{(5) /}bid., II, 997, in colegio, 1" sout 1499.

en principe, mais il y out une discussion sur le choix du titulaire; les provonteurs jugerent qu'il fallant à ce poste un homme d'autorité et proposèrent Bartolo d'Alviano. P'tigliano qui avait d'abord mis en avant Zuam Griego et qui emigrait la concurrence ou le parallèle avec l'Alviano, parla alors de Jacomazo de Viniexia ou de Filippo Albanese, « qui, disau-il, serment parfaits » Cependant hartolo d'Alviano fut nomme; on lui conniquatre mestres de camp, le comte Alvice Avogadro, Zuam Francesco de Gambara, Antonio de l'il et Filippo Albanese (1).

Les différents condottieri qui devalent par imper à l'expedition furent désignes, et leurs condutte revues et confirmées dans les derniers jours de juillet Bartolo d'Alviano se présent i au Collegio le 23 juillet, se déclarant pré, a marcher au service de la Seigneurie, mais réclamant une avance de troispaies sur sa solde et des fonds pour acheter des chevaux à trente de ses hommes d'armes, après un vote, on lui accorda cette avacce et deux cents ducats pour compléter sa cavalerie. Il vint presenter ses remerciements a l'audience du soir et partit aussitôt pour le pays de Brescia, où l'armée devait se concentrer (2) Le 18 millet, Filippo Rossi demanda au Collegio quelques modifications a sa condotta. la Seigneurie un assurant deja (3), en casde guerre avec Milan, le droit de commander seul à six cents hommes d'a mes, en cas de conquéte dans le Milanais la restitution des domaines confisqués à sa muson par les Jues de Milansous protexte de rébellion; une pension de douze mille ducats avec quatre cents chevaux ; la dispense de soumettre ses troupes aux revues des contrôleurs vénitiens. On lui promit formellement une augmentation de deux cents chevaux; une augmentation proportionnelle de solde, les le début de la campagne. bien qu'il eût touché deja deux mille ducats d'aco i ptes, ou luipaya sur-le champ un quartier de solle, trois mille ducats et il devitt en recevoir encore inille a Vicence. la Seigneurie, qui venait de fure faire le recensement de ses chavaux et s'en connaissait de dispo rib es, promit de lui fouri te viagt-cinq chevaux de grosse cavalerie qui l'it manquaient, en compte sur son «credito vecchio e et l'autorisa à aller le 19 a Oriago, a mi-route de Padoue, examiner quatre genets ramenes d'Espagne par l'ambas-

MARINO SANUTO, II, 1112 les provéditeurs à la Seigneurie, Brescia 19 août 1499, et 1137, Pontedoglio, 25 août 1499.

⁽²⁾ Ibid., II, 952, in p wgadi, 23 jullet 1499.

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartegg, gener. Rulland Pallavicani & Ludovic Siorza, 5 août 1497.

sadeur Badoer, et, ail les trouvait à son goût, à les acheier au prix d'estimation, également en acompte sur [ses créances. Rossidevait ensuite, sans revenir a Venise, after mettre en orfre sa compagnie, ce qui scrait bien of fait quand il aurait ses chevaux manquants, la conduire dans le pays de Brescia, ou le capitaine. de Brescia lui donnerait de nonvelles instructions. Si la Seigneurie montrait tant de condescendance pour Filippo Rossi, c est qu'elle ménagemt en lui sa double qualité de grand se gneur et de milanais rebelle (). Elle était plus autoritaire avec les sumples capitaines. Jean-Paul Manfrono, condottiere de justrecents chevaux, cantonné a Asola, reçut une avance de deux pares. pour mettre sa compagnie en état de guerre et la mener à Brescia. les mêmes ordres farent donnés a Jean Diedo condottiere de cent hommes, au comte Bernardino lui-même, qui était alors légerement sor ffrant et a qui, comme a Filippo Rossi, on fournit les chevaux qui lui manquaient (2), quolques jours après, la Seigneurie confia des compagnies d'arbalétriers a cheval, de centhommes, à Sonzim Benzom, à Zuam Aldobiandini de Ravenne. de cinquante a Zuam Griego, rappelé de Gradisca el envoyé en pays de Brescia pour remplacer Francesco de Borgo cougédié (3). Alessandro Coion, qui achevait un traitement aux eaux, et touchait à sa guérison, demanda à la Seigneurie de prendre part à l'expédition (4): la Seigneurle ly autorisa; Filippo Albancac, son licutenant, devait le remplacer provisoirement, mais les hommes de la compagnie ne voulurent pasl'accepter pour chef, et envoyèrent un capo di squadra, nomme Ferraiva ou Feraga, a Venise, pour profester contre ce choix, qui fut naturellement maintenu par la Seigne irie (5); en même temps les rectori de Bergame envoyaient à l'armée les condottiera Taddeo della Mote.la et Anzelo Francesco de Santo Anze.o Le 23 juillet, Marco-Antonio Morezini e savio de conseio »



⁽¹⁾ Latunda à Ludovic Sforza, Bjulliet 1490. Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 195.

⁽²⁾ Même document.

⁽³⁾ Manino Sanuto, II, 975, in pregada, 25 juillet (soft) 1499.

⁽⁴⁾ Ibid., 11, 995, les rectors de Bergame à la Seigneurie, 30 juillet 1400. Mais Venise ne voulut pas accepter le remplacement de Piero de Cartagenia, qui était hors d'était de se rendre à l'armée, par son fils. On donns au vieux condettière une pension viagère mensuelle de vingi florius, et sa compagnie, portée à solvante hon mes d'armés, lui donrée à Filippo Albanese (Marino Sanuso, 11, 1020, Pados, 4 sont 1899).

⁽⁵⁾ Ibid., II, 983, lettres de Brescia, 28 jui let, et de Bergamo, et II, 1948, lettre de Bergamo, 6 soût 1499.

demanda l'ongagement de Ludovico Sermoni do Crema et de ses quatre-vingts chevaux (1). Des nouvelles demandes de service parvonnient encore au mois d'août à la Seigneurie: Trivulce et Nay nier lui proposérent d'employer le fils du seigneur de la Mirandole sous Filippo Rossi (2). Le commandant des proupes de la dame de Forli, le comte Albertini, demandait une solde à la Seigneurie pour lui et ses trois fils avec deux cents ho nimes d'armes et deux cents arbaletners à cheval (3). En août furent encore engagés deux condettieri, Piero di Cartagenia et Hierommo Zenoa, et Pantolfo Milatesta (4). Jusqu'au commencement de septembre cette armée ne cessa de grossir.

Le commandement supreme au point de vue technique appartenali au comte de Pitigliano. Pitigliano adressa ses remergements à la Seigneurie pour l'estime qu'elle faisait de lui et dont temoignait cette honorifique commation qu'il déclara accepter de grand cœur, et renouvelant ses serments de fidélité. a la Seigneurie. Il demandait en même temps l'autorisation de venir a Venise se disculper de l'accusation niechante et calommouse, répandue contre lu. (5) : « de ne pas marcher droit», et de s'ètre laissé suborner par Ludovic Sforza. Si la Seigneurie se montrai, si patiente, c'i tait uniquement pour éviter le scandale et les difficultes que son renver aurait soulevés (6) : c'etait pour évitertout éclat qu'elle cedait à toutes ses exigences ; et lui . comprehant la siluation, es multipliant Le premier août il cemanda au collegio pour son fils, alors au service de Sienne. . La tete de quarante hommes d'armes, une compagnie de cent hommes darmes, et, pour divers neveux, des emplois dans cette compagnie, il s'autorisait pour cette demande de la proaresse d'une augmentation de cent hommes d'armes que la Seigneurie hii avait faite pour le jour de la déclaration de la guerre. On lui accorda co qu'il demandait (7). Il commença en même temps à donner des avis à la Seigneurie sur le plan de campagne a suivre ; proposant l'attaquer l'armée milanaise dans le

⁽¹⁾ Marino Sanuto, II, 253, Venise, in pregait, 53 juil et 1439

⁽²⁾ Had. II, 1979, Venuse, in pregada, 13 août 1499

⁽³⁾ Hold., Il 110s, le podestat Venier à la Seigneurie, Ravenne. 18 août 1499.

⁽⁴⁾ Ibid., Il 1146, Zorzi a la Seigneurie, Rumira, 20 août 1499, et Ibid., Il, 1026, in pregadi, 6 août 1499

⁽⁵⁾ Ibia., II, 983, les rectorl de Bergamo à la Seigneume, 28 juillet 1499.

⁽⁶⁾ Chronicon Venetum, pag. 65, août 1490

⁽⁷⁾ MARINO SANUTO, II, 993, 1st août 1499.

Crémonais ou d'envoyer Filippe Rossi et Carazolo la surprendre dans le Parmesan (1).

Les services auxiliaires de l'arame sorganiserent en même temps que l'armée elle-même, peus-être Venise s'en fia-t-elle trop à sa bonne accumistration génerale et recula-t-elle trop le moment de prendre les mesures spéciales nécessaires. Le service des approvisionnements ne fut complètement installé que le 20 août entre Brescia et l'armée : Brescia avait fait entendre des plaintes tres vives sur le surcroit de frais que ful occasionusient la présence de l'armée et les transports, et demandait qu'on fit participer les autres territoires à ces dépenses (2). Dans le territoire où l'armee campat, il avait été d'abord assez difficile, vu la mauvaise volonté des « osti», de trouver des vivres en quai tité suff same (3). — L'artiflerie était généralement en bon etat, e materiel des places frontières était bon a Crema, par exemple, Lione ne signale qu'une bombarde, « la Guardalouzi - en mauvaise condition et hois d'usage, elle ctait soigneusement releguée dans un coin de la citadelle (4) Pour éviter des retards dans la marche de l'artillerie, les rectors de Brescia donnérent les picces qui étarent dans cette ville et les remplacerent ensinte par celles qui arr vaient de Desenzano (5); le 23 toute l'artiflerie avant êté envoyée au camp (6).- Une vigoureuse discipline regnant dans ces troupes : Carazolo, pour faire un exemple, fit pendre devant sa tente un soldat coupable de s'être fait payer par deux contestabili à la fois : cette sévérité terrifla les autres (7) et les fit marcher droit. - Cette sévérité contribua jeut-ĉire a provoquer quelques desertions dans ceste. infanterie levée sur le pays; si bonne garde qu'on fit, une dizame d'hommes le la compagnie le Berna do da Como passal'Oglio et s'enfuit faus le territoire milanais d'Orzinuovi. Les provediteurs jurgrent de les châtier severement s'ils leur reton.paient dans les mains (6). - Le service financier de l'armée fonctionnait admirablement bien, le payeur géneral avait, à son-



Marino Santiro, II, 964, le capitaine de Breschi & la Seigneune, 23 jui let 189.

^{,2)} Bad. L., 1112, les provéditeurs à la Sugneurie, il août 1490

⁽³⁾ Bid., II, B. di Como campe aux. Oca, avec de l'infanterie demandant que les « ost. » lui donnasse et as moias de quoi manger.

⁽⁴⁾ Bid., II, 1162, Liom à la Seigneurie 17 août 1499.

⁽⁵⁾ Ibid., II, 1112, les rectori du Brescio à la Belgueurie, 19 aoû - 1499.

⁽⁶⁾ Ibid., II, 1139. les memes a la Sergnourie, 23 août 1499.

⁽⁷⁾ Bid., II, 1149, les proveditors es campo à la Seigneurie, 25 aout 1499

⁽⁸⁾ Bed., H. 11.2, les proyechteurs à la Seigneurie Breacia 19 aout 1499.

départ pour l'armée, reçu dix mille ducats moins de quinze jours après son arrivée, il ne lui en restait plus que trois mille trois cents (1). Le 20 aout, les Pregadi lui en firent expédier de nouveau dix mille (2). L'office des Camerlinghi, à Venise, dont les titulaires étaien, alors ser Marco Querim et ser Marco Zeno de Biri était fort occupé parce maniement insolite de fon is (3). Mais les instincts commerciaux de Venise ne se taisaient jamais completement : le 1" aout, les Pregadi transmirent aux gouverneurs de Vérone et de Brescia l'ordre d'interdire aux citoyens de prêter des armés aux hommes d'armés, afin que ceux-ci fussent contraints d'en acheter à Brescia même, et aussi pour en garder en réserve (4).

La Seigneurie de Venise prit quelques précautions pour garantir ses frontières pendant que l'armée, qui réunissant l'élite de ses troupes, serait occupée en Milanais. Des troupes étaient envoyées dans le Frioul contre les Turcs et donnaient même quelques inquiétides à Somenzi, qui, de Turin, consensait à Ludovic de s'informer de leur vraie destination (5). L'ingénieur J Gavardo alla inspecter les fortifications de la Valcamonica (6). Des troupes furent envoyées contre Cottignola et coutre la comtesse de Forti (7). Pour défendre Brescia et son territoire les provéditeurs laisserent entre Quinzano et Gl. Orzi trois cents chevaux et cinq cents hommes d'infanterie (8).

Vers le 20 juillet, la Seigneurie faisait auroncer au pape par son ambassadeur qu'elle avait une armée et îne flotte considérables et toutes prêtes, et qu'elle commencerait bien ôt la guerre (9). Accurse Maynier ecuvait un peu plus tard que l'armée vent ienne comptait buit cen s'hommes d'armés et six mille hommes de pied (10) La Seigneurie étai, tres flère de cette

⁽I) Marino Sanuto, II, 1112, mome lettre des provediteurs, 19 août 1490.

⁽²⁾ Ibid., II, 1162, les memes à la Seigneurie au camp, 23 août 1495.

⁽³⁾ Ibid., II, 1110, Venise, 20 août 1499.

⁽⁴⁾ Ibid , II, 997, Vense, in colegia, 1st août (409,

⁽⁵⁾ Somenzi a Ludovic Siorza, 18 juillet 1499. Leuta XII et Ludou e Sforza, Documente, 193.

^{6,} MARINO SANI TO, II, 977. Le tre de Brescia, 27 , a Del 1499

⁽⁷⁾ C'était contre elle, dissit-on, qu'a une note leves les Espagnots (M) un A d. S., Por estere., Bologies, Trancheures à Lindovic, 23 août 1499 .

⁸⁾ Marino Sanuto, II, 1112, les provéditeurs, 19 août 1499

^{(9,} thid, II, 958, l'ambassadeur vénitien à la Seigneurie, Bame, 19-20 juillet 1499.

⁽¹⁰⁾ Cattauen a Ludov e Storza, Genève Gaunt 1498 Louis XII et Ludovii Sforza, Documents, 244.

armee qu'elle trouvait supérieure à celle de Louis XII (f) — Le 22 millet la Sengueurie prit les dispositions générales pour la concentration et la mise en mouvement de cette belle armée. Depuis plusieurs jours les aribassadeurs français lui en demaidaient la misc our le pied de guerre et lui communiquaient que l'intertion du roi était de déclarer la guerre le 1º août (2) -Des le 27 juillet, le comte de Pitigliano déclarait le moment venu de songer au passage de l'Adda et a l'attaque du Crémonais (s). La Seigneurie commença a operer la réumon de joutes. ses troupes on Bresciana et nomma les provéditeurs généraix de l'expection. Le 24 juillet, le conseil des Pregadi elut comme provéditeurs Marco Trevixam et Marco Autonio Moreami (4), il fut decide qu'ils nautaient pas d'honoraires fixes, mais que toutes leurs dépenses seraient défrayées par la Seigneurie. Bien qu'une amende de cent ducats eut été préalablement voice. contre le citoven elu qui refuserati la fonction, les deux elus demanderent jusqu'au lendemain pour accepter. Trev.xam vinten effet le lendemain signifier son acceptation qu'il donnait tres volontiers. Morexim y mit moins d'empressement, le bruit s était répandu qu'il refuserait; Latuada admettait menie la possibilité que son excuse serait acceptée et qu'il serait remplace on murmurant deja de ce relard. Il ne se décida que le 26 juillet au soir. Le lendemain, on nomme les secrétaires des provediteurs. Trevixam prit Zorai Negro, et Morexini choisit Nicolo Aurelio (5). - Le 28 juillet, les Pregadi déciderent que Trevitam, qui avait deja fait savoir qu'il était pré, à parur, devrait en effet partir le 31 juillet pour Brescia ou Vérone et y installer un bureau de recrutement pour cinq ou six inile. provisionati; on lui remit vingt mille ducats pour payer sea Ils déciderent aussi la 20 de proceder le lendemain a la nomination d'un payeur de l'armée. Ce payeur aurait





⁽I) Marino Sanuro, II, 1914, Relation de Cixaro, 4 septembre 1409.

⁽²⁾ Mid., II, \$12. Venue, in conseis, Il juitlet 1499.

⁽³⁾ Ibid. II, 876, Rectori de Brencia à la Seigneurie, 27 juit et 1499.

^{&#}x27;4) Jord., II, 831, Venice, se propedi, 26 juillet 1690. Milan, A. d. S. Pof. estere, Venezia, Latiada à Ludovie Bloria, 27 juil et 1899. Marino Sanato, II 958, in propadi, 26 juillet, et II, 966, 26 juillet, in consele. — Il avait éte question, entre sutres personnages, pour rempir les fonctions de provédieur géneral, de l'urce Sanuto, homme très hou le a Ludovie Sigras, Le Sanuto avait même très sérieusement espèré être nommé.

⁽⁵⁾ Inid., II, 966, 27 juillet 1499. Latuada à Ludovic Sforca, Venise. 27 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforca, Documenta, 215

⁽⁶⁾ Bid., II, 276, in colegio, 21 juillet 1499.

une suite de six hommes et six chevaux et un traitement mensuel de soixante ducats, de l'emploi desquels il n'aurait pas à justifier, mais qu'il ne pourrait pas dépasser; il serait tenu d'avoir, aux frais de la Seigneurie, un caissier ou comptable, accompagne d un valet; il ne pourrait paver aucun compte non présenté au Colegio et non muni de la signature des deux provéditeurs (1). Le 30 juillet, Vido Morosini, fils de Nicolo, fut nommé payeur de l'armée (2). On autorisa les deux provéditeurs à emporter chacun quatre cents ducats, le im août, les Pregadi rédigérent les lettres de commission de V. Morosini, qui partit pour l'armée le 3 au soir Le 3 août on fixa, par un vote, la date du départ de Marco Antonio Morexini au 7 août, à petne de cinq cents ducais d'amende en cas de retard (3). Trevixam prit Brescia pour centre de ses opérations et pour quartier général (4); c'est de là qu'il prépara toute l'armée; c'est là qu'il attendit l'arrivée de son collègue Morexini, de l'ambassadeur français Beaumont avec qui devait être concerté le plan définitif de la campagne et la date de l'ouverture des hostilités 5).

Les préparatifs militaires de la république de Venise, moins importants que ceux de Louis XII, n'en étaient pas moins fort sérieux, et le concours de l'armée vénitienne ne devait pas être mutito à l'armée française. Mais ils eurent le grave tort d'êtro commencés beaucoup trop tard et menés beaucoup trop lentement. L'armée vénitienne ne se trouva prête qu'à l'heure où la campagne était en quelque sorte finie, tout au moine quand l'issue probable s'en était dessinée. Que la Seigneurie de Venise alt en l'intention de manquer aux conditions de son traité et de soustraire son concours militaire à Louis XII, ses propres déclarations, sans cesse répétées et avec une croiss inte énergie, la présence et le contrôle des ambassadeurs français, le dauger même que cette perfidie lui eût fait courir e, que les sucres des Français aggravaient chaque jour, — ces diverses raisons empêchent de le supposer. Mais on peut croire que son arrière-pensée fut, en formant et en organisant cette belle armée, de la ména-

⁽¹⁾ Marino Sanuto, II, 962, in colegio, 30 juillet 1489.

⁽¹⁾ Ibid., 11, 978 et 1027, in colegio, 29 juillet et 6 août 1499.

⁽³⁾ Ibid , II, 1009, in colegio, 3 audt 1499.

⁽⁴⁾ Ibid., 11 1069, Trevixam, Brescia, 16 sout 1499.

⁽⁵⁾ Malgré les mauvoises nouvelles qu'elle recevant de la flotte contre les Turcs. Venues était décidés à suivre les conseils des ambassadeurs français c'est-à-dure à agir vivement pour finir la guerre d'un coup au lieu de la jaisser trainer.

L. P., tom. I.

ger autant que possible pour s'en servir ensuite contre l'ennemi, beaucoup plus redoutable, qui la menaçait de l'Orient. Au reste, l'invasion française fut trop soulains et trop foudroyante pour permettre à Ludovic Sforza de tirer avantage de la lenteur des Vénitiens. Et, par une singulière erreur de perspective les aimements de la Seigneurie, par leur méthole, par leur lenteur peut-être, par la facilité même qu'il eut de les connaître, lui firent croise que ce serait de l'Est que lui viendrait sou principal adversaire.

Venuse completa son organisation militaire et diplomatique par un système d'espionnage que l'on pourrait mettre en paral le e avec celui de Ludovic Sforza: tous les Vénitieus y collaboraient suivant leurs forces et selon les circonstances : le cardinal Grimani faisait intercepter pour le compte de la Seigneurie les courriers d'Ascanio Sforza, qui partaient de Rome avec des nouvelles importantes; la Lombardie fut sillonnée d'agents secrets qui apportaient à Venise des nouvelles d'Asti, du Montferrat, de Milan, et surtout des informations sur les mouvements militaires et les préparatifs de la guerre (1).

Quant à des unspositions financieres spéciales et, vue de cetteguerre, on peu, a peine dire que la Seignei rie en ait combiné, tant sos ressources étaient grandes et ses réserver luen mênagées Dès le londemain de la mort de Charles VIII, une taxe extraordinaire de deux dixientes, imposée en vue de la guerre de Pine, mais pent-être annsi destinée à d'autres éventualités, fut payée avec beaucour d'entrain par les Vélittiens, et eu un mois lit rentrer cent cinquante mi le ducats au trésor. Ludovic-Sforza fut stupef, it de la facilité avec lagi elle cet impôt arrivait. dans les caisses vénitiennes (2). La liquidation des Lippomano et la faillite des Garzoni, arrivées coupear coup en 1499, no nuisirent pas serieusemer ta son crédit. Le bruit que les Lippomano allaient faire faillite avait au même jusqu'à Lyon, un énorm) retentissement : mais l'opiniqui se calma vite quand on sut que tous les créanciers servient payés et qu'il resterait encore un actif de cent quatre-vingt mille ducats (3).

En jaulet 1490, pour reunir, plus vite que par les perceptions



⁽i) Chronicon Venetum, pag. 166. Voir un exemple entre autres Marino Sanuto, II, 1096, Grema, Liom, 15 août 1499.

⁽²⁾ Mi au, A. d. S. Pot. estere Venezia, Latuada à Ludovic Storza, 10 avril 1498, et ibid. Cartegg. gener., Ludovic Storza a Latuada, 24 avril 1498.

⁽⁴⁾ Marino Sanuru, II, 859, l'amico fedel à la Seignourie, 12 juin 1499.

ordinaires d'impôts l'argent nécessaire à l'expédition, on fit un emprunt considerable à l'une des procuraties de saint Marc, et on saisit les créances de la banque Garzoni, on miten vente les boucheries de la Seigneurie, qui précedemment se louaient comme les boutiques du Rialto (1. Ces diverses mesures et le jeu naturel des revenus de Venise lui mirent entre les muins, à la flu de juillet, d'imposantes disponibilités environ cinq cents mille ducats (2).

III.

LES PREPARATIFS DE LUDOVIC SEURZA.

Les intentions hostiles du roi de France, la jalousie de Venise n'étaient pas ignorées du duc de Milan; un habile et vaste système d'espionuage lui fit connaître presque jour par jour les préparatifs militaires des ceux puissances. Il ne pouvait pas douter qu'ils fussent dirigés contre lui. Et cependant il ne paraît pas avoir jamais compris ni la gravité, ni l'imminence du danger. Il compta tout d'abord sur ses ressources ordinaires, tant militaires que financières, bien aprést'avenement de Louis XII, il comptait encore, loin d'avoir à résister chez lui à une invasion, pouvoir disposer de ses forces pour secourir ses aliés, ce n'était d'aitleurs ni de Trivulce ni de Louis XII qu'il pensait avoir à attendre la première attaque, c'était de Venise, et il ne craignait pas sa puissance militaire: ce fut donc contre ce danger hypothétique et hypothétiquement médiocre, selon lui, qu'il orienta d'abord tout l'effort de sa résistance.

L'année 1498 int. pour la dans une trompeuse sécurité; son armée était théoriquement nombreuse et en bon état, commandée par quelques-uns des meilleurs condottiers italiens, et par divers capitaines milanais le son entourage ou de sa famille. Elle était occupée sur tous les poin s de la péninsule où lon guerroyait, et ce l'étaient pus les champs de bataille qui manquaient à l'Italie de 1498. Ludovic Sforza comptait, au cas où les Vénitiens enverraient contre Florence le luc d'Urbin, Carlo Orsini



^(!) Milan A. d S. Pot. Est., Venezia, Latuada à Ludovic Sforza, 19 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 195.

⁽²⁾ Marino Sanoto, II, 958. Rome, l'ambassadeur ventuen à la Seigneus rie, 19, 20 juillet 1499.

et Bartolo d'Alviano, leur y opposer quatre cent trente-cit ; hommes d'armes commandes par le seigneur de Piombino, es comte Renuzio et J. P. Baglioul, et cinquante arbaietriera da même Baghoui. En Romagne, si les frontières forencies ou les étata de la comtesse d'Imola étasent menacés, i, pouvait envoys r Gaspar de San Severino avec cent hommes d'armes et cinquante. de cavalerie légère, choisie dans les compagnies du marquie : e Mantoue, du prince Alphonse d'Este et dans celle qui porta t son hom. Dans l'incertitude des projets des Vénitiens, poi r prévenir toute agression par la frontiere du Bolonais, il place t sur le Tanaro le reste de la compagnie d'Alphonse d'Este, poi r le commandement de laquelle il hesitait entre le même Gasti r. de San Severino ou le comte de Caiasso. En Parmesana, il cas tonnait deux centa autres hommes d'armes, commandés aussipar Caiazzo, qui devatent rester toujours prêts à se lancer, soit on Romagne, soi vors Florence, et en tout can tenir en respect. Bologne et l'empêcher d'attaquer, soit les Florentins, soit la comtesse d'Imois. Enfin pour répondre aux groupements de troupes que faisalent les Vénitiens aux conflus de l'Oglio, avec le comte de Piugliano, le comte Bernardino de Moltono et F.lippo Rossi, Ludovic demandait au marquis de Mantoue. de repartir toutes ses troupes, hommes d'armes et cavalerie légère, dans les localités voisines de la frontière vén tienne. Il voulait y envoyer en meme temps sur l'Oglio et dans le Cremonais des troupes asses nombreuses avec le marguis Ermete Sforza, le comte Francesco Sforza, F.-B. Visconti et Scaramuzza. Ruflu tous les autres hommes 1 armes du duché étaient « en ordre », et Ludovic croyait pouvoir s'en servir, soit contreles Venitions, soit contre tout autre cancui (I).

Ces troupes étatent moins imposantes sur le terrain que sur les rôles du gouvernement milanais ; elles étaient mal payées, mal fournies de chevaux et d'armes, incomplètes i?, les places fortes, les fortifications des villes étaient mal entretenues ; les garnisons y étaient nulles on médiocres ; l'artiflèrie était médiocre de qualité et de quantité , en septembre 1498, il n'y avait guère que les places frontières entre le Milanais et Venise qui fussent à peu pres convenablement parmies de troupes ; trois





⁽¹⁾ Milan, A. A. B. Cartepp, gener. Provisioni facte per le cone che varno in cerche. Pièce saus nom d'auteur e, sans dote.

⁽²⁾ Milan, A. d. A. Cortegg. gener. A.-M. de San Severino à Ludovic. Blorza, 16 avril 1486.

cents hommes d'armes y étalent dispersés en petits paquets (f. Le commandement n'était pas moins divisé : il était partagé entre cinq chefs, Scaramuza Visconti, F.-B. Visconti, le marquis et Francesco Sforza et un Pallavicini ; aussi ces garnisons et ce système de défense paraissaient-ils insuffisants, vu la proximité des places véniuennes de l'autre côté de l'Ogho (2). Sur tous les autres points, pour les autres questions, la nature même des mesures prises prouve que les défauts à corriger étaient grands : sur la frontière occidentale, la Rocca d'Arazzo, Annonan'avaient que des fortifications à demi rumees ; Arazzo était mal gardée par le condottiere Jacomo Albanese : il n'y avait que soixante-dix lanil à Annona, garnison insuffisante dans l'état de la place; le commissaire ducal de l'Oltra Pomanquait de fonds pour les réparations nécessaires ; l'artillerie milanaise était mal entretenue (3), - Les dépenses militaires faites pendant l'année 1498 et les premiers mois de 1499 ne présentent aucun caractère d'ensemble : ce sont des mesures toutes locales, prises pour des motifs particuliers, et à la suite de circonstances sans lien entre elles. Si l'on peut attribuer, par exception, a l'initiative de l'inquiete et haineuse sollicitude de Malvessi les quelques améliorations introduites en juin à Rocca d'Arazzo et à Annono (4), heaucoup de ces mesures isolées, prises à longs intervades et différentes de caractère, sont plus semblables à des caprices qu'aux actes raisonnés d'une politique suivie (5). ... La seule idée politique qui ait inspiré alors

- (I Vingt-cinq hommes d'armes à Caiso et à Priminengo, à peu pris autant à Anivolta et Zanello, le double à Sonciso et à Robero, quarante à Bordolano, quinze seulement à Caste-vesconte, vingt à Corte de Cortesi et à La Bina; mais il n'y avait que vingt-cinq fantassine à Torre de San-Tristano, et seulement quelques hommes de cavalerie légère à Monistrolo.
- (?) Mantoue, Arch Gonzaga, E xix, 3. Brognolo au marquis de Mantoue, 2 septembre 1498. Estes n'ou étalent sépartes que par des distances de quatre, trois, deux milles, partois même un mille et demi.
- (3) Milan, A. d. S. Cartegg, gener. Malvessi & Ludovic Sforsa, 17 jula 1498.
- (4) Malvezzi k Ludovic Sforza, 24 juillet 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documento, 37.
- (5) Teiles sont la nomination de Searamuzas Visconti, comme gouverneur de Novare, (Le nomination est motivée parce que « suspectiones belit que circumvolitant nos admonent nestrum esse judicemus virum rel militaris scientia præditum urbi nostræ Novariæ prædiceres Milan, Cartegy, gener, Ludovic à la Seigneurie, Venise, 16 juin 1881), le creusement d'un souterain sous le château de Milan pour y créer une issue secréte et une voie de secours (Marino Banuto, II, 25) Lippomano à la Seigneurie. 20 décembre 1496), l'inspection de la citadelle et de la porte de Parme (Milan, A. d. S.



quolques actes de ce genre est la définice et la crainte de Venise c'est pour lui faire pièce que Latuada accueille favorablement la demande d'entrer au service du Milanais que lui adresse Henri Porro (i), capi aine de quatre-vingts chevaux au service de Venise, ancien officier de la compagnie de Roberto di San-Severino; c'est pour répondre à l'engagement par Venise de Carlo Orsini et de Barrolo d'Alviano, dirigé contre les Florentins, que le duc engage, de compte à cemi avec cetta-ci, le seigneur de Pirinbino et Jean-Paul Baghieni (2). On pourrait citer un très grand nombre de faits analognes. Une mesure d'un caractère p us general montre nettement quelle était pour l'heurs l'orientation de la politique défensive de Ludovic Sforsa : il promulgua le 26 février i 100 un édit interdisant aux Milanais « sub pæna rebellionis » de se mettre a la solde de la République de Venise (3).

La conclusion de l'alliance france-vénit, enne et le caractère agréssif du traité entre les deux états, la menace mai dissimilée d'une invasion combinée, commencerent a ouvrir les yeux de Ludovic Sforza, sinon sur la foyer principal, au moins sur la gravité du danger qui le menaçait ; quelques mesures de défense générale furent le résultat de cette vision plus same des circonstances à la fia de février 1499, il installa une police

(Vicende communi, Parme, Instruction de Ludovie Siorza à Filippino Flinco, 13 octobre 1438), une evée de mille provisionats et une revue de deux cents hommes d'armes à l'ave (Marino Saputo, II, 78, 28 octobre 1438).

- Milan, A. d. S. Pot. Est. Venesia, Laluada & Ludovic, 15 novembre 1496.
- (2) Beognolo se marquisde Nantone, 2 septembre 1498. Louis XII et Ludone. Sforza Documente, 49. Ce un fut pas saus difficultés que le seigneur de Piembine consentit à entrer au service de Ludovia Storsa. Co principique prétendit que l'étendand que fudovie lui déstinent et qui portait des colombes. n'stait pas asses honorable. Taddeo Vimereati dui l'écrère à Ladovie (Milan, A. d. B. Pot Est. Fivenze, 10 octobre 1499) «Ad in parte del stendardo ini ha lacto respondere che el 7 agretia la Excellentia Vostra che se ne ricorda, e pensa che la facia depingere le colombe per honorario più e crede che nel dominio de Vostra Excel·entra le colombe steno de più honori, ma per essere da le bande di qua più conosciuta la bassa ; quando per questo non se alterame la mente de la Excellentia Vestra, desideraria più la biasa cha le colombe, e me ha facto pregare chio ne seriva alla Excellentia Voetra i Ludovie lut obligé de discuter, de lui faire dire que « la biasa é arma e nondivisa, lequal arma non el é consucta a donar in stendardi; ma chel atja de ho na vogha che questo da le colombine sara moltr bello (lènd , Carteg, pener , Ludovio à Taddeo Vimercati, 5 octobre), et App ano linit par s'en contestes (Taddeo Vimercati à Ludovic Sforza, 19 octobre 1498).
 - (3) MARINO SANUTO, II, 488, Liou à la Seigneurie, 26 tévrier 1499.



sévère pour la garde de ses citadelles ; les châtelains eurent ordre d'y résider continuellement. Ludovic ne les autorisa à en sortir qu'aux jours de fête d'obligation « pour outr la messe et prendre quelque récréation », à condition que cette permission même serait suspendue en temps suspect, que ces sorties seraient toujours terminées avant aux heures du soir, et que pendant leur durée les châtetains se feraient suppléer par des lieutenants surs (i), en avril, Galeazio di San Severino fit une inapection des frontières occidentales du duché, il s'agissait de visiter les places, forteresses, territo res où le duc avait décidé de mettre des troupes pour prévenir ou repousser une attaque inopinée venant d'Asti, il ada ce Milan à Novare (2), et à son retour on commença à exécuter les travaux qu'il avait recondus nécessaires, tandis qu'il passait des revues d'hommes d'armes destinés aux places de l'ouest. Le mois suivant, il retourna à Novare pour présider aux opérations que le duc avait ordonnées il fit démolir la moitié d'un faubourg, construire plusieurs bastions et raser des châteaux inutiles à la desense (3). Mais cot élan s'artêta ou se ralentit, au cours même de ces travaux Ludovic Sforza crut sans doute à ce moment que les dispositions menacantes des Tares, les difficultés entre Venise et la France au sujet des cent mille ducats que la Seigneume avait à verser, l'a titude bostile de Maximilien, retiendraient Louis XII et le feraient renoncer à ses projets. Aussi fit il bientôt arrêter ou suspendre tous les travaux en cours , il écrivait à Galeazzo di San Sevenno que « ces réparations ne devantpeut-être pas avoir : dutilité immédiate, et les matériaux qu'on y employait se dégradant vite, il était plus convenab e d'y surseoir et d'attendre

(1) Milan, A. d. S., Carteg. gener. Ludovic Siorza à Raffagnino Donati, samis Valentiæ castellarus » Il est autorisé à sorter per o dire messa e per tus recreatione, tuile le teste quale sono da commandamento, purche non sia tempo di suspecto, e cum questo che alle 23 hora te retrovi dentro de la fortezia. » — H en que cette settre sit un caractère privé, il est probable que des lattres analogues ont été adressées à besucoup de castellani es qu'elle est le résultat d'une mesure générale

(2) Marino Sanuto, II. 649, Lippomano à la Seigneurie, la avril 1499. Mantoue, Arch. Gonzaga, E xix 3. Brogiolo, 2 avril 1499: « Questa matina el signor messer Galcazzo è partito e andato alla volta di Novara per rivedere quelli loci e passi deve questo illustrissimo signor ha deliberato provedere de zentedarme et fantarie, talmente che venendo Franzost siano meglio formiti che l'altra volta ». (Allusion à l'altaque dirigée par Trivulce contre le Milanaia lors de « desdicta della tregua »)

(3) Ibid., 11, 737, Lippomano à l'ambassade vénitienne, 16 mai 1499.

pour les reprendre le demier moment, en calculant exactement le temps qu'il faudrait y employer » (1).

Ce re fut qu', a mois de juillet alors que les préparatifs militaires de ses adversa, res étaient depu en bonne voie d'achèven ent que le due de M lan songea seriousement à commencer les sieus, que sa future suuation d'attaqué et probablement d'envahi rendatent plus complexes et plus difficiles a opèrer. Il faliait terminer la defense le ces places sur deux frontières, achever et coordonner le recrutement de ses troupes, les distribuer sur les deux frontières attaquées, en donner le commandement a l'un des capitaines qui se le dispulaient, faire un plan définitif de résistance aux deux armées envahissantes. Ludovic Sforza. attardé, comme acculé dans un délai trop court par un impitoyable adversaire, montra alors une activité fébrie et les ressources d'un incontestable savoir-faire. Mais, malgré les qualités qu'il déploya, il n'obtint que des résultats incomplets il fut desservi par des circonstances malheureuses, par des dissentiments d'une extrême gravité entre ses collaborateurs, par la maladie, et enfin par ce qu'il y avait de chimérique dans ses tentaliyes mēmas.

L'achèvement des fortifications le préoccupa d'abord Il fit fortifier ou détraire au ras du sol les villas qu'il possédait entre Vercelli et Novara pour donner moins de ressources à l'ennemi it). Dans le Castelleto de Génes, précédemment inspecté par le comte de Caiazzo et déjà muni d'artilleris, il fit réparer un bastion, « la bastia de Rest », a demi détruit, inhabitable et menaçant ruine; il ordonna presque en même temps la fortification des bastions d'Alexandrie, la construction d'un pont sur le Pô entre Valence et Bisignana, l'envoi de l'ingérieur Morgante à Alexandrie, pour y réparer le Castellazzo (3). Le commissaire Malveizi le seconda avec zèle et clairvoyance, il fit fortifier Borgolio, un des points que les Français pouvaient



Ludovie Bloria à Galcamo de Sau Saverino, 21 avril 1899. Louis XII et Ludorie Sforza, Documents, 103.

⁽²⁾ Manino Sanuro, II, SR, Doloc à la Seigneurte, Turin, il juin 1499.

⁽³⁾ Hid., II, 759, Lippomano à la Seigneurie, 23 mai 1499. Il y avait envoyé deux hombardes grosses, sis ecostaldis, quatre passevo ants et cinquante eschopetteris. Milau, A. d. S. Pot Est. Genora, Gaspar de Crupello à Ludovie Sforza, Gènes, 2 juillet 1499. Mauro Sanuto, II, 957, Urbain, ambanadeur de Montferrat à la Seigneurie, Casal, 20 juillet 1499. Milan, A. d. S., Cartegg. pener., Malvesal à Ludovie Sforza, 9 juillet 1499.

prendre pour but de leur at aque (1); il y fit établir des casemates, nettoyer et creuser des fossés, entre autres ceux d'Alexandrie et d'Annona, qui en avaient grandement besoin, il demanda à Ludovic de ne pas recruter de « guastadori » dons le pays entre Stradelia et Alexandrie, pour qu'on ne lui enlevât pas ses manouvriers, et il en réclamait six ceuts de plus : Ludovic lui en envoya six cents pris sur le territoire de Pavie; Matvetai en eut à sa disposition jusqu'à mille et davantage (2). — Une nouvelle inspection fut faite à partir du le juillet par Galeazzo di San Severino (3).

L'armée se complétait en même temps. Ludovic Sforza ordonna une levée en masse de tous les sujets ducaux pouvant servir dans l'infanteris (il. Une imposante garrason fut envoyée à Alexandrie (5), une autre à Novi, deux mille fantassins et quaire cents chevaux au Castelletto de Génes, (6), la compagnie d'Alphonse d'Este, composée de deux cents hommes d'armés et d'un nombre égal de gens de sa « famiglia », fut destince à occuper le Nova-

(i) Milan, A. d. B. Cartegg. gener., Malvezzi à Ludevic Blorza, 6 juillet 1899 – « e intendo lo nemico far gran disegno sopra questa cittade : ho nuimo di fargli tre o quattro cascinatte et cavarli le sue losse.

- (3) Milan, A. d. S. Cartego, gener., Lucio Malvezzi à Ludovic Slorza, 3 juillet 1493 a Supp teo a Celsitudine Vostra vogila far tore de li guastadori che stano da la Stradella in qua, adelo non se ritornasse a commandare a quelli medesimi a .i quali ho facto commandare 10 per non metter confusione 2 et 151d., Ludovic Slorza à Lucio Malvezzi. Il juillet 1499. « De li guastatori noi havemo mandato a levar li 500 in le terre de Pavene; voi ne haveti havere de quelle terre 701 et altri 400 ».
- (3) Marino Saruto, II, 786, Lippomano è la Selgueurie, Milan, 1^{ee} jutilet 1499. Ibid., 921, Rectori de Brescia à la Seigneurie, 12 juillet 1498.
- (4) Ludovie Storm voulait passer une revue générale de ses troupes. M.d., II, 814, Dolce à la Seigneurie, II juin 1499. Cette dée persiste Lippomano, le juitlet 1499, en reparte (ibid., II, 746) Brognoto au Marquis de Mantoue, à juitlet 1499. Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 158
- (5) Your note précèdente et Marino Sanuto, II, 957, Urbain à la Seigneurie. 28 juillet '499 (d'agrès ce dernier témoignage, II y avait encore à cette date peu de monde à Alexandrie). Cette garaison se composait, outre les guantadors en très grand nombre, d'intanterie et de cavalerle légère, de quatre ceuts hommes d'armes et de la sanuglisa, c'ent-à dire de la garde personnelle du duc.
- (6) Marino Santito, II, 882, Lippomano à a Scigneurie, imjuillet 1499, Cest Caiqueo qui conduit les garnisons à Alexandrie et à Novi. Marino Sanuto, II 921 Rectori di Brescia a la Seigneurie, 12 jui let 1499, et Florence, A. d. S., Lettere catere alla Signora reg. XXXVII, ambassadeur fiscentin à la Seigneurie, Milan, 10 juillet 1499. « Non manea questo Signore di mandare tutte le gente sue verso Alexandria et Annono et Novara, e questa matina è laviatosi in a M. Galear ».



rese et le pays d'Alexandrie, avec de la cavalerie légère et de l'infanterie, pour sy tenir en observation et « far vergogna » à qui voudrait attaquer le duché (I).

C'est de la même façon hâtive et precipitée que Ludovic Sforza organire son artillerie, îl la compose, au commencement de juillet 199, de pieces d'arullerie, erlevées aux diverses citadelles, que le maître bombaidier Burati de Basgapede, est chargé de distribuer aux maîtres de l'arullerie (2). Tout en dégarnissant ainsi la frontière de l'Oglio ul comprenait la nécessité d'y remplacer l'artillerie enlevée : il promettait au châteiam de Santa-Croce de Crémone de lui fourrir des canoni et des apungarde en même temps que les munitions necessaires (3). Les approvisionnements ne sont pas préparés plus vite : c'est le 20 juille, seulement qu'il fait fournir de ble les forteresses de Vigevano, Mortara et Saltmara : i). Il organisait d'une façon

- (I) Ambasadeur flerentis à Rilan, 3 justet 1409. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 162.
- (8) C'est ainsi qu'il emmunte à la citadelle de Pavie un passevolant et quarante spingorde avec leurs fourniments, au château de Pizleone un fauconneau de fer, à la citadelle de Crémone deux passevolants, dix a spisgarde e, deux centa arqueleuses avec leura accessoires, au chôteau d'Arona un passevolant de bronze, un apingardone, sept capingardes, il falt remettre par le chatelant de Banta Croce au comte de Canazzo, vingt-cinq arquebuses, et vangt-diag excopettes avec leurs munitions ; il ordot ne aux chatelains de Casanno et de Caravaggio de résnir et de tenir disponibles toutes les munitions contenues dans leurs forteresses (Milan, A. d. S. Letters missive, reg 52, for 208, Carectaire de Ludovia Blocca, 6 juillet 1499, aux chatelains de Pavie, de Pizleone, Sourino, Gremine, Arigonia et Aroau). Il nemontamême vivement un de seu officiers, qui lui avait probablement fast des observations sur l'exécution de cet ordre; (Ellan, A. d. S. Lettere missive, reg. LXII, (ol. 199 v-) « Capitano Postegnis » : « Tu hat persuaders che ha biamo a memoria del fornimento de artelarie, el qual al trova in questa fortesa, e the sapemo multo bes quel o che facento, e pero asche tu haiexequito quello le scrivemo como volemo, consignando a Burati, etc. » Mais li ne fut pas facile partout d'exécuter cet ordre. Conradus de Laudo lui répondit par exemple : ilo me ritrovo molto mal formito de sim le monitione e maxime de artelarie grosse », et lui demanda, pour éviter toute responsabilité, de faire chonurcette artiflérie par un officier désigné par lut Conradus. de Laudo & Ludovie Sforza, 12 juille 1499 Milan, Cartegg. gen.), Mlan, A. d. S., ibid., fot. 202, Castellano Areis Sancte: Grucis Gremonie. Louisa XII et Ludovic Sforza, Documents, H. Milan A. d. S., ibid., fol. 201.
- (3) Milan, A. d. S., Hild., fol. 200. Caste inno Arcis Sancis Crucis Crumone (tennament a del pisogno de il nomeci e bolzoni quanto de le spingarde, mandando qui la misura i numero de la canoni quali sono necessari; alle dicte spingarde ».
 - (4) Marino Saruto, II, 216, Liom a la Seigneuric, Grema, 26 juillet 1439.



rudimentaire une surveillance des ports et passages du l'essin, de l'Oglio et du Pô. En prevision d'une attaque des Français, qui pourrait être aussi bien secrete qu'ouverte, il voulait interdire la circulation par les ports du territoire milanais à tout individu d'identité douteuse et d'intentions suspectes ou ayant des projets nuisibles à la sécurité générale

Il chargea, le 3 juillet, le camérier Spadacino d'une inspection permanente des ports du Tessin (1, et de ceux du Pô(2). Spadacino devai, être toujours en tournée le long du fleuve, s'arrêtant aux ports indiqués et y surveillant les gardiens des passages. Il était interdit à ces gardieus de laisser pénétreren Milanais aucun individu non munt d'un sauf condut, des officiers commandant les passages. Spadacino devait recommander aux capitaines des ports la vigilance, la présence constante à leurs postes, le sérieux interrogatoire des passants, l'examen de leurs bulletins de circulation et des visas de cos bulletins pour s'assurer qu'ils n étaient pas falsifiés. Il devait l'in-même, autant que possible, s'assurer si ces voyageurs étaient des envoyés de princes amis ou feudataires de la France s'ils étaient porteurs d'instructions ou de lettres dirigées contre les intérêts ducaux, s'assurer de leur destination. Il devait a l'êter tout in fivilu suspect a intentions ou de pratiques hosales au duc, saisir ses lettres et les envoyer à Ludovie Sforza, et tentr sous bonne garde l'indiviau arrêté jusqu'à réception d'une réponse du duc de Milan. Exception n'était faite que pour les courners officiels des princes italiens, de l'Empire, de l'Espagne, de la France, qui devagent toujours avoir libre circulation, pourvu qu'ils fussent porteurs d'un insigne officiel. Il devait se borner à interroger ces courriers, tacher de savoir par eux des nouvelles de leurs pays de provenance, et les transmettre au due quand elles seraient intéressantes. Les ambassadeurs et autres personnages d'importance non suspects devaient être aussi admis a circuler. librement Ludovic Sforza s'en remeltait d'ailleurs, pour les cas qui ne pouvaient être prévus à la sagesse de Spadacino (3). --Dautres camériers furent chargés de missions analogues,

(3) La Napola, San Giacomo, Portalha, Sarenna, Parpanese

^(!) Romentino, Turbigo, Olexa, Somma, Caste eto

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. gener... Instructio Spadacini, 3 juillet 1489. Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 161. — Les officiers du pont de Lodi sur l'Adda demandent au duc, le 24 juillet, un gardien qui soit « de continuo residente per attendere a chi passava.» Le gouverneur J.-P. Burro y natalia provisoirement un des dix contestabili du revelino oltra Adda.

Gaspar Panigarola eut la serveillance d'une autre partie du Pô, des ports de Panchavara, Dost et la Gerola, avec mission d'empêcher la circulation autrement que par les ports et sous la sauvegarde de passeports réguliers. Il s'acquitta de sa mission avec une grande sévérité ,l). Il fullait, d'après Brognolo, attacher une grande importance à ses mesures prohibitives (2), en ne voit pas capendant ce que Ludovic Sforza, étant donné les restrictions en faveur des personnages officiels qu'il faisait au-même, pouvait en espérer de vraiment utile.

Les fortifications dans le Crémonais, partiellement commencées des 1498, ne furent poussées avec énergie que vers le milieu de juillet. Le 20 juillet, i ambassadeur florentin écrivait : «i on s'occupe activement de pourvoir aux frontières des Venitiens, bien que l'on ne dise pas qu'il y sit un mouvement à craindre de leur part». Le comte de l'anazzo y fut chargé d'une inspection analogue à celle que Galeazzo di San Severino avant faite dans la partie occidentale du duche ; il visita Robeccho, place du Milanais, voisine de Pontevico, Crémone, Bordolano : il ordonna des constructions de remparts à Soncino, fit approvisionner de ble les forteresses et passa une revue des homnies d'armes en Soresma, une autre de provisionait à Sonzino et a Ban Daniele (3). Ludovic Sforza avait pris des ingénieurs à sa solde pour ces travaux d'art (4). Il rassemblait en même temps

⁽¹⁾ Panigareta à Ludovic Bierza, Pavis, 26 juillet 1490. Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 214

⁽²⁾ Mantoue, Arch Gonzaga, E-x x, 3, Brognolo au marquis de Mantous, 8 juillet 1898, Mid., Documents, 176.

⁽³⁾ Plorence, A. d. S. Lettere entere alla Signoria, reg. XXXVII, ambinnadeur florentin à Milan, 20, millet 1449 : «Attendent con difigentia a provedere
le lemitere di Venetiani, di quali pero non a mitende movimente da temere e
Manisso flatiuro, II, 934 et 944, P. Valaresso à la Belgineurie, Pontevico,
17 et 18 juillet 1499. Milan, A. I. S., Cartegg. gener. J. B. Cotti, commisnatre de Souclaio, à Ludovic Sforza, 29 juillet 1499, r Clie facemento li ripari
la dove mancheva il muro, e coal scripue alli homenia. Ces réparations
devalent être terminées en trois ou quatre jours. Maniso flatiuro, II, 976,
les rectori de Brescia à la Reigneurie, d'après Hieronimo de Gavardo 27
juillet 1499. Red. II, 946, P. Valaresso à la Seigneurie, Pontevico, 29 juillet
1499, et II, 976, rectori de Brescia, 29 juillet 1499.

⁽⁴⁾ Il fit construire den hantions aur les frontieres, polammest à Pand no. (Marino Saunto, II, 986, Liom à la Sergneurie, Crems, 26 juillet 1486; Hurro, commissaire de Lods, insistait sur l'importance a ratégique de Léredo, placé voluin de la frontière et autourie de « padull »; il demandait l'entration de ces marais et l'envoi d'un capitaine apecial (Milas, A. d. S. Cartegg gener, J.-F. Burro à Ludovic Morza, 26 juillet 1479). Le duc ordonne la communique

des troupes dans le Crémonais (1). B.-Francesco V.sconti réunissait dans son château de Brignano, voisin de Crema, des hommes d'armes et des arbalétriers, auxquels il donnait de hautes paies; il avait publié un avis de recrutement ainsi conçu: « qui veut de l'argent, vienne s'enrôler »; aussi, malgré les prohibitions de Venise, des Crémasques se rendirent à Brignano (2). Pour faciliter la résistance, F.-B. Visconti faisait couper les arbres à Caravazzo et à Mozaniga (3). Le duc envoyait des troupes à Brivio, à Lecce, à l'abbaye de Ceredo, à Vayla e, cent nommes à Lampugnano, gouverneur de Parme, une compagnie avec Scaramuzza Visconti a Robeccho, F.-B. Visconti lui-même avec huit cents hommes à Soncino Caiazzo restait comme gouverneur du Crémonais et généralissime de l'armée de l'Est; la correspondance du duc avec ses commissaires de la Ghiara d'Adda et F.-B. Visconti était incessante (4).

Des le milieu de juillet. Ludovic Sforza croyait avoir achevé ses préparatifs de défense; il annonçait l'intention de faire une inspection générale des places fortes du duché, au moins de celles de la partie occidentale, laissant au comte de Caiazzo, le soin de faire la même inspection sur les frontières venitiennes. Il fut empêché par la goutte de mettre son projet à exécution comme il l'aurait voulu (5). Il se fl. suppléer, ne voulant pas attendre son rétablissement pour procéder à cette visite, par le collateral Simonetta, qui fut chargé de l'inspection spéciale et technique des forteresses (6), et par Galeazzo de San Severino, qui

d'un pout sur l'Adda à Cassano. (Marino Sanuto, II, 916, les rectori de Bergamo à la Seigneurie 20 juillet 1499). - La construction de ce pont tut jusqu'aux derniers jours une des questions qui préoccuperent le plus les délenseurs du Crémonnis.

- (1) Marino Sanuto, II, 146, même document cité note précédente.
- (2) Ibid, II, 1 3, Lion à la Seigneurie, Crema, 25 juillet 1489. F.-B. Visconti offrait quarante ducats (à quatre francs le ducat) aux hommes d'armes et douze ducats aux fantassins.
- (3) Ibid., II, 973, même document, et II, 988, Liom à la Seigneurie, Crema, 29 juillet 1499.
- (1) Milan, A. d. S. Cartegy gener. Ludovic Slorza à Lampugoano, Panne, 28 juillet 1439, Marino Saluto, II, 395, Liour à la Selgneurie, 30 juillet 1499, et ibid. II, 395 et 376, rectori de Brescia à la Seigneurie, 27 et 29 juillet 1499, d'après Hieronimo de Gavardo. Il avait donné musit à Carlo Angelo Squadrerio, nommé commissaire résident à Caravaggio, le titre et les fonctions de commissaire dans toute la Ghiaradadda et l'alait chargé d'organiser un service d'espionnage du coté de Brescia (Documenta, 71).
 - (5) Voir les documents cités plus loin.
 - (6) Milan, A. d. S. Letters musice, reg LXII, fol 200, Ludovic aux

la fit plus rapidement: du 20 au 16 pui, let, celui-ci parcourut, avec sa legereté ordinaire, les chiteaux de Galiate, Berona, Tortone, la citadelle de Tortone, Voltasio, Novare, le Bosco : les forteresses des Porte nuove, de Saint-Alexis, de Bergulo, a Alexandrie. Bassignano, Annono, Arazzo et le Castellazzo d'Alexandria (1. Galeazzo di San Severino revint enclante du bor état dans legue. i, venait de mettre toutes les frontières (2). Ludovic Sforza ne s'en remit pas à son trop superficiel remplaçant ; aussitôt guéri, il partit le 31 juillet pour faire en sept ou hui; jours une dernière et plus sérieuse inspection des frontières menacées de 1Ouest (3); il voulut faire un voyage exclusivement militaire et pratique, aussi la ssa-t-il à Milan toute sa cour et le corps diplomatique. Le 6 avril, il déjeuns à Biagrasso et coucha a Gazano, le 7, déjeuna à Chiaravalle, et le soir à Melignano, ou il devait rencontrer Ascanic Sforza, et où la rencontre eut lieu. en effet, le 8, à deux tiers de mille hors de la ville sur le consul des astrologies des deux princes. Il rentra le 9 à Milan. Le but du voyage était de visiter les fortifications, de voir ce qui avait été réparé, ce qui pouvait avoir à l'être encore ; en particulter Ludovic Sforza tenait à remplacer le commandant de Fontaneto, très bonne place du Novarese qui apparienait au gendre de Trivulce, moins par déflance contre cet officier que pour ôter a Trivilce la tentation d'essaver une perfidie. Le ducdevait en même terres nommer les gouverneurs de ces places el préciser le nombre des garnisons. Novare, Arcumariano, Vercelli, Robio pres de la Sesia, avaient été fortifiées par un ingépieur (cheque sans pareil lam son ar. (4). Le duc laissa

commandants de places, Milan, le puillet 1499. Ordre de faire bou accueil a «Alexandro nobile Simonetta de li nostri collaterali ».

⁽i) Milan, A. d. S. Lettere museuve, reg. LXII, fol. 201. Ludovic aux commandants de places pordre de bien recevoi: Galassio chargé de mettre des fanti dans ces places « per la presenta tumulti dé Franzesi ». Milan, 20 juillet 1490

⁽²⁾ Florence, A. d. B. Lettere estere alla Signeria, reg. XII, icl. 21. nubescadeur florentiu à Milan, 28 juillet 1499.

⁽³⁾ Rosmini, Storia di Milane, IV, pag 256. Lettre de Ludovic Storza na protonotaire Stanga, P nont 1439, cette lettre donne un récit complet du voyage. — Ambassadeur florentin à M lan, 21 juillet 1499. Contabili au duc di Perrare, i juillet et 7 noût 1499 Hroquolo au marquis de Mantoue, Milan 14 noût 1499, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 255 et 258.

⁽⁴⁾ Lu lovie Storza lit à Con abit un éloge pompeux de cet ingémeur qu'ens nomme pas, et offrit même de le «passer» au duc de Ferrare. Contabili au duc Brenie, 7 août 1199. Louis XII et Ludouc Sforza, Dooumante, 249.

à Novare son camerlingue avec cinquents hommes d'infanterie choisis, à Arcumariano cent homnies, à Roblio trois cents sous le commandement d'Andrea Cotta. Au delà ce la Sesia, Sartirana, malgré sa tres forte citadelle, fut munio de nouvelles défenses, Mortara, place autrefois tres fable, « fut fortifiée d'une façon incroyable »; Ludovic Sforza y laissa des garnisons de cent et deux cents hommes ; Vigevane, gros bourg très populeux, mais prosque ouvert, sur la route de Milan avait été aussi fortifié par l'ingénieur tchèque : le auc avait une entière confiance dans son gouverneur, homme d'une grande expérience. Ludovic Sforza n'alla pas visiter les forteresses situées au-delà du Pô, vers les frontières d'Asti et de Montferrat, mais elles étaient toutes bien fortifiées et bien défendues; Valence, Bassignano qui gardaient les confins du Pô et du Tanaro: Alexandrie, qui fassait face au cœur du Moniferrat et « qui méritait plus que toute autre place en Italie d'etre nommée ville forte : la Rocca d'Arazzo et Annono, faisant pointe dans le territoire astésan, séparces d'Asti par le fleuve, a quatre milles seulement de cette ville, les deux « serrures » de la route d'Asti, étaient en état de soutenir victorieusement les attaques de toute la France. Plus au sud le Castellazzo, le Bosco, Nov., avaient de fortes catadelles et étaient solidement fortaliées. Un pont avait été étable à Bassignano pour pouvoir transporter à voionté les troupes le défense sur l'une ou l'autre rive du Pô. La défense générale de cette zone était corfiée à Galeazzo di San Severino avec uno armée de douze cente hommes d'armes. autant de cavalerie lègere, et einq mille hommes d'infanterie qui devaient se porter sur les divers points attaqués. Le Lodesan. le Crémonais et la Ghiara d'Adda, que Ludevie n'alla pas non plus visiter, n'étaient pas moins fortifiés. At 31 juillet, deux mille six cents fantassins se trouvaient, dans la province d'Oltra Po (1); il y avait encore à reunir cinq cents 'anti pour le Cré-

(1) Milan, a die ultimojulii. Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 224. Au 31 juillet, 2.600 fantassins se trouvaient dans la province d'Oltra Po, 1.775 étaient distribués dans diverses places, moins Alexandrie. A A exandrie restaient 928 hommes. Le 25 juillet, le duc envoie à Alexandrie le commissaire Gropello pour passer une minutieus inspection des troupes et payer la solle seulement aux hommes presents et en état de servir (Ibrd., Documents, 61). Ils devaient entrer dans l'armée de Galeazzo d'San Severino qui devait comprendre aussi deux cont emquante Suissos, trois cente Premontais, immé hatement disponibles, emq cents Valaisans attendus de Domodossola, six cents Génois, payés d'avance, qu'envoyait Zuam Adorno.





monais, à les partager entre les garnisons de Parme, de Lodi et l'armée du comte de Caiazzo. Il semblait donc à ce moment que la défense était presque complètement organisée. On étaient cent hommes manquant en Novarais ou quelques centaines de fantassins non encore rendus à leur poste, en regard de cesmervenles de fortification accomplies par les ingénieurs de Ludovic Sforza et qui faisment penser qu'« à moina de quelque chose dinouis le duc de Mhan pourrait résister victorieusement à toute attaque des Français. «») furieuse qu'elle pût être»? Ludovic Sforza revint de son inspection aussi content que Galeazzo di San Severino était quelques jours plus tôt revenu de la menne [1]. Il disait aux ambassadeurs que toutes ses places et ses forterosses étaiont réparées, bien fournites d'hommies et de munitions, hien approvisionnées. Les progrès incontestables accomplis en que ques mois lut faisaient oublier la profondeur du mai qu'il y aurait ou à guérir. Au contraire du héros antique, il croyait n'avoir plus rien à faire parce qu'il avait fait quelque chose.

Le duc de Milan était cependant bien loin d'être sérieusement en état de résistance. En juillet 1499, il s'en fallait qu'il ent le nombre de troupes nécessaires pour former ses deux armées et constituer ses garnisons. I n'en avait encore recruté pendant l'année précédente qu'un peut nombre, sans plan d'ensemble, sans même veiller à l'entière exécution des ordres qu'il donnait ; la mollesse générale et le laisser-alter de son administration s'accommodaient de ce manque de methode et de cette absence de programme. — Le Milanais lui fournissait de l'infanterie, mais les hommes d'armes y étaient rares et de mauvaise qualité, il devait les recruter hors de ses états; et la meilleure partie

et trois sents autres fantassins qu'il fai sit encore recruter dans la Parmesana. Il v ava t donc la 2900 hommes caviron dont Gatemzo de San Severino pourrait bientot se servir. Bur mille hommes qu'i devalent se trouver en Novarais et dans la Lomellina, \$36 env.ron y étment déjà arrivés. Il n'en manquait que 164, r étalent, aux yeux de Galeazzo, les plus urgents a recruter et à expedier. Le cardinal Assanio avait donc à recruter dans les plus breis délats possibles 360 fants pour i Ultrape et 164 pour le Novarese. Il failait les recruter autant que possible à Casalmagiore et dans la Parmesana.

() Costabil nu due de Ferrare. 7 soit 1999. Dès son départ pour son inspection, il disnit qu'il pouvait rémater à toutes les attaques : «Di Frances» e di attri le voria offendere, lui fara ogni opportuna difesa e non manchera de provisione ne di animo, e apera che Dio lo febba alutare a Florence, A. d. S. Lettere estere alla Signaria, reg. XXXII. Soderiul et Pepi al a Signaria, 31 juillet 1499.



et la plus considérable de ses trouves était, tant pour les capitaines que pour les soldats, d'origine étrangere (f). Aussi le 14 jurilet, public-t-il un décret ordonnam à tous ses sujets d'abandonner le service tant comme cavaliers que comme fantassins, des puissances étrangeres et de revenir en Milanais (2). Le 19 juillet, en plus des troupes déja passées en revue, il ordonne une nouvelle levée de quinze mille fanti sur le territoire entre l'Adda et le Tessin (3). Ces levées de soldats n ailment pas sans protestations : le 20 juillet, un Trotti, de Pavie, demande, avec mainte protestation de dévouement au duc, à etre dispensé de fournir à ses frais trente-trois fautassins, à raison d'un ducat par homme et par mois, dépense qu'il trouve excessive pour lui et ses fils (4) - De Gênes, Ludovic Sforza complait recevoir une nombreuse et solide infanterie : Adorni devait lui amener au nom de la commune de Gênes deux mille hommes (5), le 14 août,1, en demandait d'autres a Jean-Louis Fieschi. Le Crémonais et les provinces voisines de Lodi et de Parme étaient les centres les plus importants de recrutement (6); mais ils furent bientôt épuisés, et le manque d'argent empêrhait les agents ducaux d'en tirer tout ce qu'ils pouvaient donner (7). Ludovic

- (1, Au mois d'octobre 1498, il avait ordonné une levée de dix mille hommes de pied dans le l'armesan. Il carolait les estradiotstugités de Vicence, de Legnano et d'ailleurs, sans rechercher leur provenance. Marino Sanuto, II, 48, Crema, 18 octobre 1498; II, 817, Lippomano à la Seigneurie de Milan, 12 juin 1499.
- (%) Miten, A. d. S. Gridario generale, crida du 14 juillet 1499; «trida che tottisubdit, che portano arme a cavallo e a pede, quali se retrovano a servillo d'altri debeano ritornare a casa.»
 - (3: Marino Sanuto, II, 933, Bergame a la Seigneurie, 9 juillet 1499
- (4) Milan Ad.S., Cartego gener Autonio Trotti à Bart Chalco 20 juillet 1499.
- (i) Voir mes Documents pour servir à l'histoire de la domination française à Génes, passim, et Ludovic Sforza à J. L. Frechi, 14 soût 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 271.
- (6) Le 7 août, Rolland Pallavienni écrit à Ludovic Sforza que ses depenses à Crémone même, augmentant sans cesse absorbeut toules ses reasources et qu'il n'a plus d'argent à employer au recrutement, le 25 août seu ement, il annonce qu'il n pu réunir environ quatre cents hommes. (Milan, A. d. S. Cartegg pener Pallaviciai à Ludovic Sforza, 7 août 1499). Le 10 août, le duc envoie demander à Galeazzo Pallavician d'activer le recrutement de cinquante hommes d'armes dont il était chargé, et ensuite de les mener en Crémonais au comte de Calazzo, et d'en garder le commandement (lbid., Documents, 63).
- (7) Hid., id., Le même au même, 26 août 199. Il envoys à quelques capitaines des ambassadeurs particuliers pour les inviter à veuir a son service (lbid., Documents, 309).

L. P., tom. I.

Sforza envoyait recruter des estradiots jusqu'en Tyrol; il y avait mandé deux des leurs, déguisés et munis de neuf mille ducats, pour débaucher leurs camarades venitiens à son profit. L un d eux, Franzi, alla opérer dans la région de l'ineste, a San-Zuam (i). Il s'y heurta à la surveillance rigoureuse et jalouse des Venitiens; le provéditeur Zancham essaya de s'emparer des deux agents milanais, cont l'un était reconnaissable à une » perla » qu'il avait dans l'œil et au bandesu qui recouvrait cet œil malade. S'il ne put les saisir, même dans une embuscade préparée expres, il réprima séverement tout ce qui pouvait faciliter le recrutement des troupes de Ludovic Sforza : ainsi, quelques estradiois étant allès « Cormons et l'un d'eux ayant dit la, « pour causer », que le duc de Milan donnaita tous ceuxqui a enrôlaient aix durais et une casaque, le provéditeur Zanchani le fit saisir et jeter dans le cul d'une tour. Le recrutement des troupes mila laises ne fut donc pas aisé 2)

Le restutement des condottien no le fet pas davantage : le 9 mai, Ludovie Sforia etait en negociation avec Jean Paul Manfroni, qui n'accepta pas ses offres (3), le 9 juillet, il demandant sais plus de succes à Paolo Vitelli, de mettre à son service cimpetit s'hommes de ses bandes avec un bin chef, «attendu les menaces des Français et son desir de faire gaillarde résistance » (4). — Il fut plus heureux avec Marco Martinengo, le condottière congédié par Venise, avec qui le mit en relations l'agent ducal à Lucques, Francesco Litta : Marco Martinengo, longtemps traité avec bienveulance par la Seigneurie en considération des services de sa famille et de sa propre valeur, et qui avait commandé un corps de quatre cents cavaliers pour le compte de Venise, entra a son service moyennant le commandement d'une compagnie de cent hommes, une pension annuelle le mille ducats et l'entretien de quarante chevaux (5). Lat indu, le 22 juillet, commença



^{1.3} Marino Savuto, 11, 1806, Trevixem à la Seigneurie, Padoue, 2 acut 1819.

⁽²⁾ Ibid., II, 1024, Zanchani & la Beigneurie, Gradisca, I mont 1499.

⁽¹⁾ Bud., II, 708, Lappomano à la Seigneurie, Milan, 9 mai 1439.

⁽i) Milan, Carteg. gener. Ludovic Sforsa à P. Vitelli, 9 mai 1499 : « Accadendo queste minaccie del Frances» per l'quali intendemo de provedens ner difeaderne gagliardamento ».

⁽i) Marino Sanuro, II, S.4, Pasqual go à la Seigneurie, Brescia, 30 juillet 1499, II, 946, Liom à la Seigneurie, Grema, 20 juillet 1499. La conduite de Martineago avait été très louche pendant la guerre de Pisc, et il avait montré tant d'organil qu'il fut rappolé attraduit par-devant la conseil des Dix, et que son engagement fut causé, ée fut un quement par àgard pour sa fami le

des pourparlers avec un antre condottiere mérentent de Venise. le comte filippo Rossi, émigré milanais, qui se serait volontiers arrangé avec le duc : il lui fit entendre que le meilleur moyen de retrouver sa situation en Milanais était de s'en remettre à la discrét on du duc et de compter sur sa clémence. Mais les exigences le Rossi firent durer ces negociations, et. avant qu'elles eussett abouti, il avait obtenu de la République de Veruse les concessions qu'il lui demandait (1). Le 31 juillet, Laluada engageait un autre nécontent, Ugolino d'Ancona, «contes abile de fanti : ancien soldat de Venise dans la campagne de Bibbiena, et de Ludovic Sforza lors du siège de Novare, «auhastion de Li Carmeni», qu'il jugeait «capable de bien servir dans toute entreprise > (2, lequel se brouillait avec Venise pour une affaire d'argent et « ne voulait plus servir de républiques, mais seulement des seignaurs. « L'ambassadeur lui promit un tres bon accueil de Ludovic Sforza, et il fut convenu que Ugoline accompagnerait Latuada à Milan avec ses meilleurs compagnons d'armes. Le 10 août, Latuada réussit à engager Raimondo della Zafetta avec cent arbalétriers à cheval, mais c'était movement une pension personnelle de quatre cents ducats par au (3). Ces quelques exemples montrent quelles difficultés le duc de Milan trouva à former un personnel d'officiers : ses relards en furent cause: il netrouva de disponibles que les médiocrités dont Venise ne voulait plus ; les condottien réputés lui refusérent leur concours soit par crainte de n'être pas payés, solt par prudence, et pour n'être pas entraînés dans la défaite que, des ce temps, ils prévoyaient pour lui.

Ludovic Sforza ne fut pas plus heureux avec les alliés dont il attendant et escomptait les contingents. Il n'en obtint que des secours beaucoup trop faitles comme nombre pour être utiles,

qu'on ne lui infligen pas un traitement plus sévere (Chronicon Venetum, pag 86). Il qui ta Gir Oczi, le 18 juillet, avec sent chevaux, après avoir rendu toutes ses possessions de Bresciana et alla à Milar par Soncino (Marino Hanuto, II, 942, Liom à la Seigneurle, Crema, 18 juillet 1499)



¹⁾ Mitan, A. d. S., Pot. estere Veneria, Latuada à Ludovic Storza, 22 puillet 1499 [Le meilleur moyen] « ad volere v noere la B. V. et assettare le come sus era meillersi ad discretione di quella, laquale era elementissima [Le comte su contentaria di tornam ad vivere e morire como fidele servitore de la E. V. »

²⁾ Latuada à Ludovic Slorza, 31 juillet 1409. Dépôshe chilirée. Louis XII et Ludovic Slorza, Decuments, 220.

³⁾ Lostab I nu due de Ferrare, 10 nout 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 250.

et surtout il ne les obtint pas au moment où, si faibles fussentils, ils auraient pir lui rendre des services. — Depuis l'avénément de Louis XII, Lucovic Sform se flattait de pouvoir engager, quand il le voudrait, les fils de J.-J Bentivoglio et suriout le meilleur soldat d'entre eux. Annibal ; or Annibal passa au service de Venise (l), et ce fat seulement en juillet, quand la Seignourie eut, à la requête de Louis XII, licencié presque tous ses condo tieri chefs d'états, que les Bentivoglinse retrouverent disponibles, euxet leurs troupes, mais toujours résolus à se vendre cher. Ludovic-Sforsa ayant demande à lui emprunter cent hommes d'armes à vingt-cinq ducats par homme, Bent, voglio répondit qu'il trouvait la solde offerte trop faible, et demanda une solde double par tête; il ne répondit rien à la proposition de Ludovic Sforza de prendre à sa solle Annibal Bentivoglio avec une compagnie de centvingt hommes. Les ambassadeurs forentins croyatent qu'il nevoi drait donner au duc que son autre fils Alessandro et que luimême préférerai une solde des Florentins. Ludavic continuales négociations pendant tout le mois d'aout (2). A la fin de juillet, il n'avait su recruter à Bologne par son ambassadeur Tornielli que des arbalétriers : encore Tornielli le prévenant-ilqui ils consentiraient difficilement a sortir de la Parmesana sans avoir recu de paie (3). La commune de Bologne ne se montra. pas plus accueillante que Bentivogho; à la fin le juillet, Ludoviclui avant demanié e ng cents provisionati payés pour deux mois. Bologne les lui refusa, disant n'être pas accoutumée a detelles dépenses, et le renvoya à Bentivoglio, qui, « disait elle, movement de l'argent, lui donnersit des troupes • (4). - De même, le due de Ferrare, soucieux de maintenir aussi parfaite que possible sa neutralité, refusa à plusieurs reprises des troupes et de l'art. Herie a son gendre Ludovie Sforza accepta d'abord, sans trop de protestations, le refus du duc de Ferrare, mais a



⁽i) Машно Вакито, 1, 1447, Bologne, fir août i498, le réaident vénitien à la Seigneurie

⁽²⁾ L'ambassadeur florentin à la Seigneurie, Milan, 19 juliet 1400. Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 195. Voir les documents cités, chap. III, et notamment les correspondances de Tranched no. Cependant l'ambassadeur florent o dit le 26 juillet 1490 e M. Hanbal Hentivoglio pare accepti essere con questo signore, e le grote del padre enche doverno cavaleure.

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. gener., Tomielli a Ludovic Sforza, Bologne, 25 juillet 1499. «Ricordando che sera difficillimo tirarli de Parmesana miando li non trovassino che il fusse data la paga ».

⁽⁴⁾ MARINO SAMUTO II, 398, Autonic Vindverra & Venise, I* août 1430.

mesure que le danger approchait, il revintà la charge. Le 29 juin 1499, il renouvela ses demandes à Costabili . 1 desirait du duc de Ferrare l'autorisation de choisir pour son service cinquante hommes dans les cent qui formaient autrefois la compagnie de Don Ferranto, un peu de cavalerie légère et une aide pécuniaire pour remettre en état diverses compagnies ; de plus il demandait a lai emprunter de quarante à cinquante pièces d'artiflerie, des falchoni et des falchonetti, pour suppléer à celle qu'il avait achetée ou fait fabriquer en Bresciana et dont à présent les Vénitions refusaient de lui laisser prendre possession . il s engageait à lui en rendre le prix par petits versements (f). Tout ce qu'il obtint, ce fut, le 24 juillet, la mise en route du capitaine Giulio Taxom de Ferrare pour Milan avec quinze hommes d'armes, avant-garde vraie ou prétendue d'un corps de cent quatrevingts hommes d'armes et de cent cavaliers légers « encore assez peu en ordre (2). Le duc n obunt pas davantage que la compagnie du prince Alphonse de Ferrare, qu'il payait de ses demers, fût mise à sa disposition, avec ou sans son chef (3): Alphonse de Ferrare, aur les conseils de son père et de Costabili, prit tous les prétextes possibles pour retarder son départ; il y mit comme condition que Ludoviclui envoyât de l'argent pour payer ses hommes avant leur départ ; et le 2 soût, il annonçait au duc que sa compagme ne serait prête que dans une dizame de jours (4). - Ludovic Sforza attendait aussi des troupes napolitaines promises par Frédéric d'Aragon; ces troupes étatent sous le commandement de l'illustre condottiere Prospero Colonna, dont la présence dans l'armée mulanaise cut été sans doute d'une grande utilité à Ludovic Sforza, mais le roi de Naples, menacé par le pape, ne voulait pas se compromettre ni dégarnir son état de troupes (5): Prospero Colonna n'avait pu d'ailleurs recruter à Romel'infanterie espagnola; elle avait été toute engagée par la Seigneurie de Venise ou par Alexandre VI avec de fortes paies (6). Les pre-



⁽¹⁾ Modene, A. d. S., Cano. ducale, B, 13, Costabili au das de Perreri, 25 juin 1499. — Il lui demandait peu à peu de vouloir bien expedier rapidement ses troupes en Regiana (Modène, B, 14, Costabili au duc, 5 juillet 1499).

⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 975, Donado 4 la Seigneurie, 25 juillet 1499.

⁽³⁾ Brognolo au marques de Muntous, 4 juillet 1499. Leuis XII et Ludovic Sforza, Documents, 158.

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S., Pot extere, Ferrare, Alphones d'Este à Ludovic, 2 noût 1499.

⁽⁵⁾ Voir Ludovic Sforsa et le contingent napolitain.

⁽⁶⁾ Prospero Colonna à Ludovic Storza, 11 août 1499. Louis XII et Ludovie Sforza, Decuments, 281.

mières places du Milanais, étaient de ja prises, que Ludovic en était réduit encore à demander à Plospero Colonna de venir « avecles troupes qu'il pouvait avoir », et au roi de Naples d'envoyer des subsides promis « rolando» (1). — Ludovie Sforza n'obtint de concours effectif que de sa mêce, la généreuse comtesse de Forly Dévouée à son oncle, elle envoya, des le 19 juillet, cinq cents «provisionati» a Milan avec son propre fils Ottaviano (2), elle autorisait le duc a lever des hommes d'armes sur son territoire, et l'ambassadeur Giovanni Casali put expédier a Milandeux cents arbalétriers. La comtesse exprimait aux ambassadeurs milanaiset à Ludovic ses regrets de ne pouvoir faire mieux ni plus vite, comme elle en avait le désir, et sen excusait sur l'épuisement de son trésor, du aux depenses subies au profit des Florentins, et à l'impossibilité où elle étuit de jouir d'une somme de plusieurs milliers de ducats en dépôt dans la banque de Laurent de Médicis (3).

Ces appels aux princes italiens, ces levées de troupes en Italie, ne suffisaient pas au duc de Milan, qui, comme tous les souverains de l'époque, leur préférant les Suisses et les Atlemands, soldats beaucoup plus robustes, plus solides et moins accessibles aux intrigues. Aussi Ludovic tint-il marché ouvert en Suisse, depuis la fin de 1498, quand la guerre de Bourgogne fut finne et les armées licenciées, un agent milanais embaucha une grando quantité des hommes qui avaient servi Louis XII (4); toutefois, ce ne fut guere qu'au mois de juillet 1499 que Lu lovic se soucia de s'assurer des troupes suisses; il arrivait bien tard, car Louis XII s'était assuré par traité un droit exclusif à leur engagement. Ludovic fit tous ses efforts pour rompre ce pacte et quelquefoisils furent heureux des Suisses en grand nombre,



⁽¹⁾ Modène, A. d. S., Cano. d'accole, B 13, Contabill au duc de Ferrare, 17 août 1499

⁽²⁾ Manino Banuto, II, 347, Venier à la Seigneurie, Ravenne, 19 juillet 1499

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Pot. Est. Forli, Giovanni Casattà Ludovie Sforza, 29 juillet 1499 [On prépare ces troupes] « ma lectamente per la pessuria del denuro, senza liquali non credo che la Signoria Vostra li possa far gran fundamento».

⁽⁴⁾ Marino Sanuto, II, pag. 189, Lettre de Lyon à la Seigneurie, 14 novembre 1493. M: an, A. d. S. Cartegy gener., Angelo de Lavelio à Ludovic Storza, Maran, 27 juillet 1499. Marino Sanuto, II, 963, Pexaro à la Seigneurie, Rovere, 23 juillet 1499. — Detail caractéristique : le duc de Milan envoyait à ce Petraplana, en cadeau du fromage lumbard (strachino ou gorgonisola*): « forme di formazo,»

«a cent la botte», descendirent par la Valteline, allant a Milan (1). Les Allemands déserteurs du camp imperial allaient volontiers à Milantoù ils étaient sûrs d'un bon accueil. Dans les dermers jours de juillet, des soldats suisses arrivaient isolément, mais en assez bon nombre, à Milan (2). Une démarche officielle, analogue à celle jadis faite par Louis XII, fut tentée à l'égard des Suisses par Ludovic Sforza; il envoya a la diete l'édérale Galeazzo Visconti pour demander aux cantons des hommes d'armes et de l'infanterie (3); des son arrives à Constance, Visconti répandit dans la ville ses domestiques de langue allemande, chargés de vanter le bon accueil qui attendait les soldats à Milan: beaucoup de braves gens se laisserent séduire par ces brillantes perspectives. Un recruteur spécial et officiel, F.ancesco de Sacho, fut adjoint à cet ambassadeur, mais par prudence ou par jalousie, celui-ci ne voulut pas le laisser séjourner à Constance. Malheureusement pour le duc, les résultats de la tardive mission de Galeazzo Visconti n'appararent que vers la fin du mois d'août : ce ne fat qu'a ce moment-là que des troupes saisses commencerent à affluer à Milan. — Le Valais, resté réfractaire à l'influence francaise, fournit ses meilleures troupes à Ludovic Sforza, notamment le condottiere Soprasasso, qui fut pour lui un agent modele de recrutement au début d'août, par exemple, Soprasasso réussit a débaucher le capitaine suisse Conrad Losner. depuis plusieurs années au service de la France, et à l'engager au service de Milan (4). Ladovic Sforza lui écrivit d'enrôler sur-le-champ, outre Losner, tous les capitaines qu'il voudrait, aux conditions que lui indiquerait le commissaire de Domodossola, Enea Crivelli, et de lui procurer aussi des capitaines d'infanterie (5) Comme, à la suite des negociations de Louis XII et des intrigues de ses ambassadeurs en Suisse, les cantons venaient d'interdire à leurs citoyens de prendre du service

⁽¹⁾ Marino Sanuto, II, 976, les rectori de Brescia à la Seigneurie, Brescia, 27 millet 1499

⁽²⁾ Ibid., II, 984, N de Pexaro à la Seigneurie. Rovere, 28 juillet 1499 : Alnai, le 28 juillet, trente Allemanda étaient avrivés à Rovere voulant aller prendre du service vénitien à Brescia. Le podestat vénitien les ret.ent à Rovere et les empéche de passer à Brescia avant d'avoir des ordres de la Seigneurle.

⁽³⁾ Gatearzo Visconti à Ludovic Sforza, im noût 1499 Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 231.

⁽⁴⁾ Soprasasso a Ludovic Storza, 3 aout 1499. Ibid., Doc., 236.

⁽⁵⁾ Ludovic Sforza à Soprasso, 12 août 1499. Ibid., Doc., 269.

sons les journes étrangers i), le duc lui demander a Soprasaiso de lièter le départ des troupes qu'il avait engagées luimême avant la promulgation de cette défense, il le supplia de lui envoyer le plus de troupes possible, et de lui adresser surtout les suisses qui desertaient d'Asti, il lui promettait de les isoler soigneusement des Imperiaux a la solde de Milan, et de les traiter aussi bien que possible ,2. Enca Crivelli, enfin, eut lui-même une mission officielle dans le Valair, au mois d'août, pour y recruter des troupes et des capitaines. Ce ne fut pas sans peines et sans déboires qu'il arriva à conclure un assex grand nombre de petits engagements partiels et individuels, presque tous aux mêmes conditions, assex oncreuses pour le trésor ducal [3].

- (1) Lettre de Sopranamo, I noût 1490 « Hac bora minerant Helvetil latterns quibus ammonent ne alieni principi, rebus sie se habentibus, pedites mattantur... Dum autem illæ litterse publicabuntur, erit hac ien generalie».
 - (2) Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 260.
- (3) M.lan, A. d. B. Pot. Est. Successe: Crivelli lexte du traité, 9 nout 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 256. li n'est pas lautile de citer les conditions du traité de Barrolomen Lapi de Bion, le capitaine recevait vingtcinq ficerna par mois, les lantassins devaient être inspectis et agréés par un communicalire ducul et recevaient une solde de quatre florius et deixi par mois, le capitaine devait gagner tiomodomoja avec nes hommens sen frain et n'étrepayé quaprès la premiere revue , le duc donne quatorze doubles paies à la compagnie, a titre de gratification , li a le droit de causer et de remplacer les mauvais officiers (ucapables ou insoumis, le duc fast, un dou de quatre grosson: à chaque homme, mais seulement si la compagnic était décidément engages par lui. I a le droit de refuser à la premiere ravue les bommes qui nembleraient Incapables dun hon service, la compagnie est payés directement par les trésoriers et commissaires duesux et nos par le capitaine. Le capitaine a eugage à présenter des hommes munio de jeurs armes, qu'ils les aiest des leur arrivée ou qu'ils les achètent à Milan, à ne rieu réclamer en plus de leurs soides et de leurs doubles pales. Le capitaine a le droit, al un homme de se compagnie tombe malade, de la faire resouduire dans non para par un autre noldat, lequel doit être revenu dans les quinte journ; sur la maladie, on s'en réponte au serment du capitaine ; le capitaine et la compagnie nont autoriséna retourner a bion en cas de rappel par l'évêque ou la communauté, mais seulement à use échéance de mois ; les hommes ont individuellement le droit de quitter la compagnia à l'expiration de leur paie, mais aous serment de n'aller servir ni le roi de France, al les autres. enocinii du duc... les Valaissis seraiest tenus ir parès des Allemands, exceptà. dans use bataille étant suppose chez tous un égal désir de combatire les ensema du duc; les Valaisans ont le même traitement financier que les Allemands. Entre le capitaine a'engage à une fidelité et à une obbissance absolues. — Malheurausement, ces angagements étaient faits henucoup trop. turd Ladovic Biorce engages enfin, e 21 noôt. Mopresseo lui-même avec mille hommes, et en lui promettant e commandement de tous œux que

Ludovic Sforza attendait aussi, en vertu de son traité avec Maximilien, des troupes allemandes : elles arrivèrent, elles aussi, beaucoup trop tard. Il en envoya recruter, en son nom personnel, par Ludovic de Rossano, dans le comté de Bourgogne : celui-ci eut mission de ramener autant d'hommes d'armes et de bombardiers qu'il pourrait en trouver disponibles (ces solides jurassiens devant être un élément robuste dans l'armée milanaise), et des chevaux de trait pour les charrettes et les fourgons (1). Rossano, qui passa le 18 juillet à Genève et se fit donner comme escorte un cavallaro du cuc de Savoie, resta environ un mois dans le comté (2) : sa mission eut de bous resultata, puisqu'il put recruter d'excellents bombardiers et douze cents hommes d'armes bourguignons; mais ce ne fut que le 18 août environ qu'il revint à Milan, ne ramenant qu'une faible partie des troupes enrôlées(3), Galeazzo Visconti put aussi enrôler des hommes d'armes et des capitaines bourguignons (4) et individuellement des hommes d'armes célèbres par leur valeur (5).

Ce n'est donc pas le zèle, l'activité, ni l'habileté, ou l'art de faire les sacrifices d'argent ou les concessions honorifiques necessaires, qui manquérent au duc de Milan dans l'organisation de son armée: ce fut uniquement la conviction que Louis XII

Crivelli pourrait recruter encore, il déclarait avoir le plus grand besoin de lui. Ludovie Siorza à Soprasasso, 21 août 1499. Louis XII et Ludovie Siorza, Documente, 289.

- (1) Brognolo au marquis, 8 juillet 1499, Ibid., Documents, 170.
- (2) Milan, A. d. S. Pot. Estere, Savoia, Somenzi à Ludovic Sforza, 18 juillet 1499 « Per non essere el camino troppo hen securo, ha menato seco uno cavallaro de questo illustrissimo signore ».
 - (3) Mautone, Arch Gonzaga, R-xix, 3, Brognolo au marquis, 18 noût 1499.
- (4) Un capitaine de valeur qui, dans la dernière guerre, avait été lieutenant de M. de Vergy en Bourgogne M. de Beaucourt, accepta de ventr au service du duc de Milan avec cent hommes d'armes et trois chevaux par homme d'armes, moyennant use pension mensuelle de trente-six florins et une paie de dix-huit florins pour chacun de ses hommes; il promit d'arriver à Milan au plus tard à la fin d'août; l'empereur lui avait promis de demander pour lui le libre passage au duc de Savoie.
- (5) Tela buit bourguignous qui avalent servi autrefois en Allemagne, les frères Philibert et Marc de Herié, Antoine de Boigne, Jacques Férut, G. de Beltegarde, Jean de Baume, Nicolas de Mandrot et Jean d'Orgye ils devaient recevoir six florius par cheval et par mois, touchaient vingt-cinq florius pour teurs frais de route, en avance sur leur première pale et devaient être rendus dans la semaine à Bormio, où G. Visconti prévensit Giov Angelo Blado et le commissaire de Como de préparer des logements pour eux. Galeazzo Visconti à Ludovic Siorza. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 231.



serau prêt à la date fixée par lui : comptant que son adversaire lui ferant la guerre à . italienne, en trainant les hostilités et en les éparpillant, il pensa qu'il aurait le loisir, tandia que ses forces milanaises couvriraient le front du duché et soutien-draient le choc des premières bandes ennemies, de constituer une véritable armée qui pourrait ensuite vaincre aisément les troupes deja fatiguées de l'envalusseur : mais ce calcul, comme auraient du l'en avertir les rapports mêmes de ses espions, se trouva faux, et tous tant qu'ils furent, appelés à grand bruit et non sans quelque ostentation du nord et du inidi, Bourguignons de Rossano et Napolitains de Colonna, Romagnols et Valaisans, c'est laiss le hourvari le l'invasion qu'on les recruta, c'est dans l'aube triste de la défaite que ceux qui partirent, et ce fut le petit nombre, atteignirent Milan.

La précipitation avec laquelle durent être prises des mesures défensives qu'il auroit fallu longuement mediter, ajouta a la désorganisation go érale, et nuisit plus qu'elle a aida au succes de la défense. A la fin du mois de juillet, ci nout, sous l'œil même de l'ennemi. Ludo vic Sforza bouleversait le personnel de ses forteresses, renouvelait ses gouverneurs de provinces, ses capitaines, sei podestats, pour avoir partout deshommes surs , le 20 pullet, il envoyant le cardinal de San Severino & Plaisance et le comte de Carazzo à Parme, mais pour rappeler bientot le premier a Milan et envoyer l'autre dans le Cremonais. F.-B.Visconti fut mandé successivement en Lomelline, sur l'Ogho et a Parme, Galeazzo de San Severino fit plusieurs voyages en hâte a Novare et a Alexandrie, ces mutations de la dernière heure ne firent que désorganiser l'administration du duché, dans les comman lements particuliers, le duc agit avec la même légereté ,1). - Ce personnel nouveau, qui avait a se metire au con-

(t) Maxino Sanuro II 645. Liona à la Seigneurie, Lierna, 20 juillet 1489 Mantoue, Arch. Gonzago. B. xix 3. Brognolo au marquis de Mantoue, (8 juin 1499. Milan, A. d. S. Lettere miserce, reg. LXII fol. 205 vs. Magistris intratarum ordinariarum vicethesaurario et colluteralibus generalibus banoi stipetidiatorum. Arcioche con ogni celleria se possi mettere ad ordine de le coso necessario e transferirse a l'impresa. » Reg. LXIV (1 filsi, 1498-1499), pag. 106. Aux mêmen. « Visia e) us qualitatibus et presertim in his que superioribus annia adversus nis Gallorum insidus et insult bus neclederunt,» il remplace un Teodoro Spisola « qui illic privest et presistumis erat usque ad calendas januarit anni 1501». Reg. LXIV, fol, 110». Exigunt presentium rerum condiciones ut in unaquaemque ditionis nostres parte its animum adhibeamus, ne cujusquam malignitas nos incautos nveniat et diligenter rebus nostris turbationem afferat.



rant de son service dans des circonstances difficiles, il l'accable de recommandations banales et oisouses, de lettres parfois maladroites (1). Les mesures genérales qu'il prend en même temps présentent toutes le même caractère : bonnes en soi, elles deviennent inutiles par la date où elles sont décidées : ce n'est qu'au milieu de juillet qu'il songe à réquisitionner, à Milan, les chevaux de trait que jusqu'alors il avait envoyé chercher en Suisse ou ailleurs (2); il interdit l'exportation des armes hors du territoire milanais, mais la Seigneurie lui répond par un refus péremptoire de le laisser acheter des munitions d'artilterie à Brescia, et Liom, podestat de Crema, répond à l'interdiction de Ludovic Sforza par une mesure analogue (3). Enfin, ce fut sculement le 31 juillet qu'il nomma un commissaire général de son armée (i . Il confia ce poste éminent à Baldassare Pusteria, homme d'une profonde expérience, d'une grande puissance de travail et d'une loyauté éprouvée. Ce n était pas une sinécure : Ludovic Sforza, dans le préambule de l'acte de nomination, dit qu'attaqué, saus injure ni provocation de sa part, par les troupes de Louis XII, illui faut, non seulement réunir une nombreuse et solide armée, mais en même temps, « veiller a y maintenir la bonne harmonie, et la cousolider par l'abondance des approvisionnements », et pour cela mettre a sa tête un homme prudent et habile. Le commissaire général était une sorte de généralissime civil : il avait le pouvoir d'assister et de présider, au nom de Ludovic Sforza, a toutes les conférences qui pourraient avoir lieu dans les camps et a l'armée, entre le commandant en chef, le capitaine général

(2) MARINO SANUTO, II, 927. Lippomano a la Seignourie, 14 juillet (499



⁽¹⁾ Milan, A. d. S., Letters missive, reg. LXII fol 99 (Castellano Valentis— « andando intorno questa vociferatione da Franceal...» Il apport da cette lettre que ce chatelain » était offusque de l'avertimement en question, à lui transmus par Bernardino de Veschi et Augelo de la Villa. — Ibid. reg. LXII. fol. 207 v. « Castellano nreix Leuci » Perche par che Venetiani facino qualche disegno sopra quelta nostra terra ce è parso de novo advertire éd stare vigilante e provederii de tutte le cosa quali sei obligato tenere per vigore de li ordini nostri. Mortarii, 5 augusti. 1499. — Ibid., reg. LXII, fol 208. « Laxaro Serapto da Pontremulo, castellano arcia Pontremulia. août 99. Il est vrai que la précaution est poliment déguisée « per modo che per questa tua absentia non possi intervanire scandalo alcuno»

⁽³⁾ Ibid., 11, 942, 896, 942. Liom à la Seigneurie, Crema, 18 juillet 99. Venue, la conseio, 7 juillet 1499. Liom à la Seigneurie, Crema, 18 juillet 1499.

⁽⁴⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 222. Lettere missice, 3t Juillet 1499.

et les autres chefs de l'armée milanaise ; de faire des propositions sur la conduite à survre, d'approuver ou repousser les opinions proposées par les membres de ces conseils, de faire des demandes et de présenter des conclusions. Il avait toute la juridiction, tant criminelle que civile, de l'armée, celle de tous les hommes de pied, soldats et provision att, celle des condottieri de troupes légères ou pesantes, à cheval ou à pied ; il avait le droit de procéder contre eux par voies de justice, selon les formes de la justice militaire, d'absoudre et de condumner, «jusques et y compris le dernier supplices. Il avait enfin dans sa charge toute l'intendance, avec le soin de veiller à la régularité et à l'abondance des approvisionnements. Ordre était simultanément donné à tous les officiers de reconnaître et de respecter. les pouvoirs de Baldassare Pusterla, et à tous les podestats, en particulier à ceux d'Alexandrie, de Novare, de Pavie et de Tortone, de se mettre à la disposition du commissaire général, de lui faciliter son service et d'obéir à ses réquisitions comme à celles du duc lui-même.

Le danger était sans doute bien moindre du côté de la mer ; mais si improbable que fût une démonstration d'une flotte française à Génes ou sur tout autre point de la Riviera (1), ce ne futqu'au mois de juillet que Ludovic Sforza songes à cette éven tualité et aux moyens d'y remédier, et ce fut pour s'en remettre presque entièrement là dessus aux Génois eux-mêmes. Il ordonna toutefois lui même l'armemont d'une flotte: il fit mettre huit vaisseaux en réserve à Génes contre les vingt vaisseaux marseillais, qui, disait-on, allaient prendre la mer, et ordonna la formation d'un corps de deux mille hommes d'infanterie et de quatre cents. de cavalerie pour la garde de Génes (2), puis il consigna, jusqu'à nouvel ordre, tous les vaisseaux génois, vaisseaux de guerre ou navires marchands qui rentraient à leur port d'attache pour avoir toujours une finte prête en cas de besoin, et il fit armer quatre grosses galères pour la défense de ce port (3) ; les huit vaisseaux armés antérieurement y furent ausai retebus, en expectative (4).



⁽¹⁾ Voir mes Documents pour l'histoire de la domination française à Génes.

⁽²⁾ MARINO SANUTO, II, 933, l'ambassadour vénitien à Rome, 13 juillet.

^{(3) 261}d., II, 1095, rectori di Bergamo à la Beigneurie, 15 soût 1499.

⁽⁴⁾ Aid , Il. 1151 Dolce à la Seigneurle, Turin, 17 août 1469. D'ailleurs, il affecta bientôt la plus grande tranquillité au sujet de la flotte de Provence

Chose plus étrange encore, tout en paraissant croire que la principale attaque lui viendrait de l'armée vénitienne, le duc de Milan n'avait pas hâté ses préparatifs dans le Crémonais plus qu'ailleurs. A la fin de juillet, malgré la présence et l'inspection du comte de Carazzo, malgré la satisfaction manifestee par Ludovic lui-même, il y restait encore beaucoup à faire. Les troupes n'étaient qu'à demi prêtes, fort peu completes, livrées à toutes les incertitudes d'une direction variable et de cautonnements souvent changés. Après beaucoup de péripéties, le commandement fut donné au comte de Caiaszo, pour Crémone; pour la Chiara d'Adda à Francesco Bernardino Visconti et à Francesco Triulzi, et pour le territoire de Soncino à Scaramussa. Visconti et à Marco de Martinengo (1). Le 6 août, Ludovic Sforza n'avait pas encore réglé le nombre et le genre de troupes qu'il aurait dans le Crémonais; il comptait y laisser deux cents cavahers lègers: mais il n'y en avait encore d'arrivés que cent, cinquante des siens et conquante à la comtesse de Forle; cent autres devaient arriver bientôt, fournis moitié par la comtesse de Forli, moitié par Bentivoglio : il reconnaissait que la Seigneurie aurait une armée plus nombreuse en hommes d'armes que la sienne, mais il comptait avoir la supériorité pour les gens de pied (2), les garnisons se formèrent et s'installerent lentement (3) , les quatre gén maux avaient séparé leurs petits corps d'armée (4). Comme ces troupes paraissaient cependant insuffi-

- Dell' armata de Provenza mostra non sia da dubitare ne per le cosa di Genova ne per la cosa de Pisa (Florence, A. d. S. Lettere esterne alla Signoria, reg. XXXVII. Soderini et Pepi à la Seigneurle, 31 juillet 1499).
 - (1) MARINO SANUTO, II, 1985 Liom & la Seigneurle, Crema, 13 août 1499.
- (2) Bud., II, 1069. Lettre de Ludovic Siorza au comte de Calazzo, 6 août 1429, interceptée par Venise.
- (3) Dix hommes d'armes à l'abbaye de Ceredo, à Vallata (Marino Sanuto, II, 995, Llom à la Seigneurie, Crema, 30 juillet 1499). Cinquante provisionati à Lodi avec les connetables Pauleto Albanese et Cottino. (Marino Banuto, II, 1637, Llom à la Seigneurie, Crema, 6 août 1499; ibid., II, 1061, rectori de Breacia à la Seigneurie, 9 août 1499). Cinquante hommes d'armes à Voltaseccha avec Prancesco Triulzi, vingt-cinq hommes d'armes et deux cents fantassins à Rivoltasecca et à Garavazzo (Marino Sanuto, II, 1069, Ludovie Storza à Casazzo, 6 août 1499, et ibid. II, 1071, Liom à la Seigneurie, Grema, 9 et 10 août 1499). A Rebecco, vingt-cinq arbatétriers, et à crémone, trois cents a provisionati et deux cents cavatiers lègers », Marino Sanuto, II, 1118, rectori de Bergame à la Seigneurie, 20 août 1499.
- (4) Marino Samuro, II, 1907 et 1114, Liom à la Seigneurle, Crems, 1º et 20 noût 1495.



sautes, Marlicengo leva encore cent hommes d'armes (1), et Ludovic Sforza dut envoyer des troupes supplémentaires (2).

Vingt jours s'écoulèrent entre la rupture officielle de Venise avec le duc de Milan et le commencement des hostilités. Ils furent pleins, non seulement de la formation des troupes, mais encore de manœuvres confuses et d'opérations mal combinées. 3) et parmi lesquelles on oublis parfois l'essentiel : on négligea par exemple de fortifier Castrone, bonne place pres de Lodi et qui pouvait servir à la défense (i). Le caractère même du comte de Caiazzo, broudion et impétueux ne l'aissait pas d'ajouter quelque chose à la confusion générale il commettait parfois des bravades imprudentes, telles qu'une course a Ceredo par le territoire vénitien de Crema, à trois milles de la ville, à travers des marais ou il pouvait être pris par les Vénitiens (5).

On peut citer, comme exemple frappant du désordre de ces préparatifs, les faits suivants: le 7 août, le nouveau gouverneur de Lodi, Cottino Cotta, avait encore à se plaindre au duc de Milan, que la porte de la ville sur l'Adda était tres faible, qu'il y fallait un pont levis et un fossé, qu'il fallait réparer une breche de trente brasses au mur pres la Porta Regale dans la direction de Milan, et fortifler le revelino de l'autre rive de

⁽t) Ibid., II, 1007, Liom à la Beigneurie, Crema, 18 août 1499.

⁽²⁾ F B. Viscouti menara Ludovic Storza, de quitter l'armée a'il n'envoyait pas de troupes suffisantes dans la Ghisradadda et réclamait mille hommes d'infanterle allemande. (Marino Sanuto, II, 1118, rectori de Bergame à la Beigneurie 20 sout 1499). Le due y envoya les provisionati da Lodi, promit d'y mettre cent provisionati qu'il attendait de Foril et de Nuples: y envoys des estradiots. (Marino Sanuto, I), 1003, 1001, 1005, Liom à la Beigneurie, 13 noût 1499) Il comptait sur l'autorité personnelle de Marcode Martinengo pour debaucher les troupes vénitiennes, (Maring Sanuto, II, 1069, Ludovic Storza à Carazzo, 6 août 1499). De assurait le 12 août à Milan, que tant pour Novare et Alexandeie que pour la Ghiara d'Adda, il avait éte expédié douze mille fanti. (Marino Banuto, 11, 1083-1085, Liom à la Seigneurie, 13 sout 1499). Et le podestat de Grema, Liora, donnant à peu près à la même «poque la liste des places fortes occupées par les Milanais, évaluait. à douze mille ou quatorze in ille personnes le sombre de leurs troupes. Les chiffres étaient l'un et l'autre bien exagerés. Liom à Crema s'inquiétait outes mesure de ces préparatus (Manno Sanuta, II, 1024 et 1030, Liont & la Seigneurie, 3 et 4 août 1499)

⁽³⁾ Voir suriout Marino Sanuto, II 1030, Liom à la Beigneucle, Crema, New Accost 1490

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S. Cartegg, Gener Cottmo Cotta & Ludovic Storia, Lodi, 7 août 1499.

⁽a) Marino Sant to, II, 1030, Lioma ig Seigneurie, Crema, 3 et 4 soût 1490

l'Adda (1) ; le 4 août, Ludovic Sforza envoyait un ingénieur à Cassano vérifier quelles seraient les ressources du château et de la ville, si jamais l'on avait à y bâtir un pont (2); le 7 août, Carazzo soumettait au duc tout un plan de nouvelles mesures de défense à prendre à Crémone : Ludovic lui répondait que les circonstances rendaient ce plan inexécutable, qu'elles l'empêchaient même de lui envoyer pour commander à Cremone l'homme qu'il desirait « de grand talent militaire et de grande autorité ., et qu'il avait besoin ailleurs de tous ses capitaines; il se borna à y envoyer pour commander sous les ordres de Caiazzo lui-même Giov. Hieronimo Visconti (3). Réduit a ses propres moyens, le commissaire ducal à Crémone, Roland Pallavicini, fit fortifler la place de son mieux, et essaya de maintenir l'ordre et l'obéissance à Rezenoldi et à San Secondo. où l'effervescence était grande depuis le commencement d'août, et où des gens armés venaient la nuit faire du tapage (4) et insulter l'écusson ducal. - Et cette fébrile ardeur, qui ne reculait plus devant les mesures extrêmes de salut public, telles que la destruction au ras du sol de Rebecco et de Bordelano (5), n'aboutissait qu'à faire dire à un espion vénition, qui, du 21 juillet au 14 août, avait parcouru tout le Milanais, «que la Seigneurie n'aurait pas une lance à rompre pour s'emparer de la Ghiara d'Adda > (6)

Ludovic Sforza, il faut le reconnaître, se heurta à toutes sortes de difficultés pendant cette dernière période de préparation; ses condottieri et ses officiers supérieurs eux-mêmes montraient peu de bonne volonte c'était le refus de service de tel condottiere, comme Baldo de Codogno qu'il fallait menacer de prison et de mort pour le contraindre à l'obéissance, à qui

⁽¹⁾ Cottino Cotta à Laidovic Slorza, Lodi, 7 août 1499. Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 248

⁽²⁾ Ludovic Slorza à Carazzo, 10 août 1499. La construction du pont de Cassano lut réellement commencée, mais on n'en bâtit qu'un tiers. *Ibid*, Documents, 259 et Marino Sanuto, II, 1071, Crema, Llom à la Seigneurie, 9 et 10 août 1490.

⁽³⁾ Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 259

⁽⁴⁾ Pallavicini à Ludovic Sforza, 5 et 28 aon. 1499 Ibid., Documents,

⁽⁵⁾ Marino Banuto, 11, 1022. Sciptore de Proval à la Seigneurie, Brescia, 11 août 1499. — Marineugo faisait arrêter et interroger fous les gens d'armes qui passaient par Soncino pour re,oindre l'armée vénitienne (M. S. II, 1139, rectori de Brescia, 22 août 1499). Calazzo ordonne des approvisionnements de ble (M. S. II, 1072, lettre citée).

⁽⁶⁾ Ibid., II, 4087, les rectori de Brescia à la Seigneurie, 14 août 1499.

il fallait promettre de laisser sa compagnie dans le Crémopais (1): c'était une révolte des soldats de La Rocca d'Arazzo et d'Annona. qui n'étaient pas payés et voulaient quitter le service, sous l'influence de trois ou quatre «mauvais garçone»(?) ; c'étaient les menues exigences des meilleurs serviteurs eux-mêmes de Ludovic, comme Malverzi (3); c'était la défiance constante qu'il fallait avoir des troupes étrangeres, sans cesse ravivée par la nouvelle, fausse ou vraie, de leurs débandades et de leurs trahisons, comme celle des estradiots déserteurs de Venise, que l'onannonça le 20 juillet avoir passé dans l'Astesan (4). Une difficulté plus sérieuse encore était la rébellion de Fracasso de San Severino, qui se brouilla avec le duc de Milas pour des motifs futiles. et voulut passer au service de la Sérénissime Seigneurie : Ludovic commença le 26 mars 1499 par confisquer tous ses biens (5). mais cette révolte le privait d'un bon capitaine ; aussi le ducse montra-t-il disposé, quand Fracasso repentant tenta vers le milieu de juillet une réconciliation, a le reprendre en grâce. Mais il demandait des garanties : Galeazzo de San Severino et le comte de Caiazzo s'offrirent comme répondants de leur frère. mais la défiance de Ludovic Sforza, comme non indignation, était bien grande, à bon droit, contre Fracasso (6); aussi la paix fut-elle difficile à rétablir entre eux. Bien que Fracassolui-même ne fût pas une quantité negligeable, malgré toute l'autorité et tout le crédit de ses frères, surtout de Galeazso. favori du duc (7), sur qui reposait tout le poids de la défense, il

⁽¹⁾ Brognolo au marquis, 12 juillet 1499. Louis XII et Ludouic Sforsa, Documents, 180.

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Cartegg. gener., Maivessi à Eudovic, 9 juliet 1499.

« Gredo siano tre e quatro cattivi de loro chi porgiano li s tri a fare questo»

— [li les châtiera aévèrement] socioche una altra volta non mettano la compagnia in disordine.

⁽³⁾ Mi au, A. d. S., Cartegg. gener. Valvezzi a Ludovic Sforza, autre lettre du 9 julitet 1499. Il demande que Ladovic lui fournisse un cheval pour remplacer le sien qui est mort.

⁽⁴⁾ Manivo Sanuvo, 11, 946 Grema Liom à la Seigneurle, 20 juillet 1499.

⁽⁵⁾ Mantoue, Archive Gousaga, E xix, 3, Brognolo au marquis de Mautoue, 26 mars 1499.

⁽⁶⁾ Ambamadeur florentin à Milan, 16 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Doouments, 189.

⁽⁷⁾ Cette prétérence du dut se manifestait dans les petites comme dans les grandes choses. N'est-il pas algutficatif de voir, au milieu de toutes les préoccupations qui le travaillaient alors, Ludovic Siorza demander à Galeazzo de San Severino comment il se porte, sin che modo andate per questi caldis (Ntian A. d. S., Cartegg. gener. Ludovic Siorza à Galeazzo San Severino, 15 juillet 1499).

fallut la médiation du cardinal San Severino pour apaiser le ressentiment de Ludovic Sforza (1), et l'abandon par Fracasso au duc, en garantie de sa fidélité, du château de Piadena, pour sceller la reconciliation (2). — Le désordre de l'administration élait une source permanente de dangers parfois graves; non sculement on faisait attendre longtemps leur solde aux gainisons (3), mais le patement leur en étaft fait souvent en monnaie de mauvais alor. le 3 août, Malvezzi se plaint que les payeurs ont donne aux garnisons d'Arazzo et d'Annona des ducats troplegers de poids, « une vrate collection, qui semblat le resultat d'un choix fait exprése, et le desordre était devenu prés sérieux Malvezzi demandait instamment que le duc y veillat 4). - Pour comble de malheur, la moisson était en retard, les paysans etant accables par les corvées et les travaux de fortification qu'on leur faisait exécuter, démoralisés d'ailleurs par les craintes de guerre : on ne pouvait obtenir de leur découragement le transport des récoltes dans les forteresses (5) ; les plus malheureux fuyaient le territoire, à l'est, des bandes se réfugiaient au delà de l'Oglio, et Malvezzi signale une émigration assez sérieuse. vers Asti (6). - Enfin, en juillet, moins d'un mois avant l'ouverture des hostilités, Ludovic Sforza fut arrêté dans ses preparatifs par la maladie : le 8 juillet, au moment d'aller a Novare faire une inspection générale de la regiou occidentale du duché, et s'assurer par lui-même que tout y était « en ordre », son départ fut rotardé par une recrudescence de ses douleurs de goutte, « ou qu'on nommait amsi », après deux lègeres enses promptement calmées, une troisième, le 10, l'obligea a garder. le lit (7); elle fut courte (8), mais il ne put pas circuler pen lant

- (1) Melan, 22 juille 99. Ambassadeur florentin à la Seigneurie Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 207.
 - (2) Marino Sanuto, II, 976, rectori de Brescia à la Seagacurie 29 juillet 1499
- (3) Milan, A. d. S., Cartegg. Gener., Ludovic Sforza à Lucio Malvezzi «De R dinari de li fanti di Annoua e di La Rocha se provede e li saranno mandati in ogni modo.»
- (4) Malvezzi à Ludovic Storza, 3 août 1409. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 237.
 - (5) Ibid, même document.
 - (6) Milas. A. d. S., Carlegg. Gener. Le môme au même, 6 aont 1499
- (7) Ambassadeura florentina, à Milan, à la Seigneurie, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents. 176 Mantone, Arch. Gonzaga, E xix, 3, Brogacio au marquis, 10 juillet 1499 « per una doglia che ha havuto in uno pede già due volte, laquate se baptegia per gotta»
- (8) Ambassadeurs florentius a Milan à la Seigneurie 14 juillet 1499, Ibid. Documents, 186

L P., tom. I.

29



plusieurs jours Bienqu'il annonçât, des le 15 juillet, sa guérison à Galrazzo de San Severino, qui devait être son compagnon dans ce voyage (i), ce ne fut que le 19 juillet qu'il put recommencer à se promener à cheval « di bous toglis », et il ne put définitivement partir que le 31 (?). Les circonstances se réunirent donc presque toutes, on le voit, pour compliquer sa tâche.

Ludovic Sforza no fut pas mieux servi par les hommes que par les événements. Tandis que Louis XII réunissait un étatmajor remarquable de brillants capitaines, que la Seigneurie do Veniso groupait dans un même dévouement de solides condotticri, et que l'une et l'autre avaient des conseillers aussi prudents qu'habiles. Ludovic Sforsa se trouva réduit presque à ses soules lumières pour preparer la guerre. Le seul homme qu'il ait trouvé, dont le dévouement fut éclairé et dont la clairvoyance. ne fut pas égoiste, ce fut son frere le cardinal Ascanio. Ascanio Sforza, vice chancelier de l'Eglise, venait de faire ses prouves de diplomate, maiheureusement il est vrai, en luttant avec C. Guaschi contre l'alliance du Saint-Siège avec la France 31. Dès le 19 millet, on annonçait a Venise le prochain retour d'Ascamo Sforza à Milan, et l'on s'y effrayait de l'idée qu'il serait chargé par le duc de l'administration du duché Al. On sait que. menacé dans sa sécurité personnelle, apres la conclusion de cette alliance, il quitta Rome procipitamment (5). Des son

⁽¹⁾ Mitan, A d B Cartegg, gener., Ludovir à Galenzzo San di Severino, 15 juillet 1499, «Fra tre o quattro di andare a rivedere quello sara stato ordinato per voi insieme ».

⁽²⁾ Florence, A. d. S., Lettere esterne alla Signoria, XXXVII, ambassadeur ilorentia à Milan à la Seigneurie, 19 juniet 1499. «Questa Excellentia questa mane ha cavalcato di buona voglia, benche de piè non ma ancora molto ben fermo».

⁽³⁾ Voir Intorno ad alcuni documents, etc.

⁽⁴⁾ Latuada à Ludovic Storza, 19 juillet 1199., Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 195.

⁽⁵⁾ Le 15 juillet on l'attendalt à Milan, Ludovie ordonna, le 31 juillet, croyant qu'il reviendrait par la voie de terre, aux commissaires de Plaisance et de l'arme de leuir troite cinq chevaux prêts pour lut et son escorte, et, a'its n'en avaient point de disponibles, d'en emprunter à des particuliers (Milan, A. d. S., Cartegg. gener., Ludovie aux susdits, 31 juillet 1499 e Trentacinque cavalcaturs per la persona e comitiva sua. Le pigüarete in prestito a questi cittadini »), mais l'arrivée d'Ascanio par mer rendit cette prévenance inutile. Ascanio Siorza débarqua à Gênes le 3 août (Márino Banuto, II, 1025, Liona à la Sergueurie, Crema, 3 août 1499, II, 1026, Luppomano à la Sergueurie, Beescia, 3 août 1499, arriva à Milan, où it visita F.-B. Visconti et le comte de Cuiazzo, mais en repartit aussitot pour aller

rctour en effet, Ascanio Slorza fut charge de l'administration de Milan par le duc, qui, ne s'en réservant que la haute surveillance, alla faire une sorte de retraite pieuse a Santa-Maria-dell-Grazie (1) Dans ses fonctions improvisées, le cardinal fut admirable de devouement. Costabili dit qu'il y employant tout son geme et qu'il était le mei leur instrument de son frère (2) On prétendit même qu'il alla incognito le le septembre a Mantoue pour essayer de décider le marquis à s'allier avec Ludovic Sforza. - Les cardinaux de San Severno et d'Este étaient lom de le valoir. Le premier avait obienn du pape l'autorisation. de revenir à Milan, sons prétexte de réconcilier ses frères avec Venise et le roi de France (3). Il y fut appelé au conseil par Ladovic Sforza et chargé de négocier la reconclifation de Fracasso avec lui (4), puis investi de diverses missions d'interêt militaire auprès de son frére Galeazzo pour le décider à se replier d'Alexandrie sur Pavis (5), mais il échoua dans celles-ci; il fit preuve de dévouement, mais manqua d'habilete. Quant au jeune Hippolyte d'Este, simple élourneau sous sa pourpre, i, ne

rejoindre son frère en passant par son abbave de Chiaravalle (Marmo Sanuto, II, 1077, lettre de Bergame à la Seigneurie, IV août 1499, II, 1502, Llom à la Seigneurie, Grema, 17 août 1499). Le duc, qui revenaît de son inspection, le rencontra à Melegnano (Costabili au duc de Ferrare, 7 août 1499. Louis XII et Ludoric Sforsa, Documents, 249) Quolque retardée d'un jour par des raisons astrologiques, l'entrevue fut très touchante, veaiment fraternelle. Du point de leur reticontre ils revinrent à chevat, de compagnie et très fami térement, jusqu'à Melegnano, où le duc lui fit escorte jusqu'à sa chambre. Ils dinèrent sans céremonic autour d'une table à l'allemande (carrèe), le duc au milieu, les drux cardinaux (Ascamo et le cardinat d'Este) à sa droite, et à sa ganche les ambassadeurs de Ferrare et de Napies. Ils firent le soir même une entrée solennelle à Muan, ou ils furent reçus par le corps diplomatique et les autoriés (Modèt e, le même au même, 8 août 1499, Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 255).

- (1) MARINO SANUTO, II, 1113, Romano à la Seigneurie, 19 août 1499.
- Modène A. d. S., B 13, Costabili su duc de Perrare, 18 auût 1499 Liont aftrine cependant (20 août, Marino Sanu.o, II, 1115) que le duc était mecontent du gouvernement d'Ascanio Sforza.
- (3) Marino Sanuto II, 1049, ambassadeur vénitam à la Seigneurie, Rome, 4 et 5 noût 1499.
- (4) L'ambassadeur florentin à la Seigneurie, 27 juillet 1499. Louis X/I et Ludovie Sforza, Documents, 207. Marino Sanuto, 11, 1138, Lion à la Seigneurie, Crema, 22 noût 1499. et, 101d., II, 1102, le même à la Seigneurie, 17 aout 1499.
- (5) Modene, A. d. S., Cancell, ducale, B 13. Costabil, au duc de Ferrare, 18 et 23 août 1499. Le cardinal rapporta toujours des impressions pessionistes de ces voyages.

songea qu'a combattre en personne contre les Français, ne rèva qu'armes de luxe et harnais de guerre et s'attira à ce propos, comme on la vii, les reprimai des de son pere. Les voyages qu'il ilt à Lodi, à Pavie, a la Rochetta de Génes, pour le duc, n claient pas des missions, c'élaient de simples commissions (i) - Parmi ses généraux, Ludonc Sforza ne trouva point l'homme de grand talent on tout au moins de grande autorité, qu'eugeaient les circonstances. Galeasso de Sau Severino, brillant courtisan, beau cavaiter, brave soldat, officier de parade et d'entichambre, n avait aucune partie d'un général, encore moins d'un stratégiste son incapacité, sa legereté, avaient apparu dans la preparation de la défense ; elles devaient éclater dans la conduité de la guerre. Le comte de Casazzo, moins brillant, mais plus sérieux, était violent et brutal : il ne pardonnait pas à Ludovic la preférence manifestée à l'égard de son frère et surtout la dermere preuve qu'il venant d'en donner en le reléguant luimême dans un commandement inférieur, il songeait déja à trahir le duc de Milan. Pendant tout le mois d'août, il se livra, à l'egard des Vénitiens, a des démonstrations plus insultantes qui offensives et propres à alièner a Lucovie Sforza la sympathie des populations, qui lui était plus que jamais nécessaire : il vexait les moines de San Agostino de Crémone, séquestrait le prieur, occupait militairement le couvent, faisait detruire des villages, enlever des récoltes, in épargnait aux paysaus aucune des rigueurs de la guerre. Pais, rappelé par le duc, qui avait besoin de lui contre les Français, il partit sans douner a ses troupes de chef ni de programme, et ce qu'il laissait de troupes dans la Ghiara acheva I être démoralisé par son départ précipité. Il ne sut pas user des pleins pouvoirs que lui avait donnés Ludovic Sforza, et l'on ne retrouve guere dai sees actes « la prudence et la sagesse « dont le duc loue sa conduite. - Les autres chefs militaires no cherchalent que la satisfaction d'une vengeance ou d'une ambition, on la garautie de leurs intérêts. Marco de Martinengo ne songeait qu'a se venger de la Seigneurie qui Lavait remercié , des la fin de juillet, sans tenir compte du plangénéral des opérations, il commençant des mourmons une le territoire vénitien de l'Oglio. Il se plaignait amerement de l'ingratitude de Venise. Aussi celle-ci s empressa-t-elle de mettre sa tête a prix : trois in lle ducats a qui le hyrerait vivant, deux



⁽I) Manino Sanuto, II, 1637, Liore à la Seigneurie, Grema, 5 août, 1400. Il ciait dans la Rocchetta de Génes, le 25 juillet 1496.

mille si on le livrait mort, et une promesse de commandement ou de pension à celui qui le livrerait (I). Francesco Bernardino Visconti voulait avant tout sauvegarder sa situation personnelle, avant que Ludovic Slorza eut quitté le pouvoir, en pleine guerre, il demandait aux provéditeurs venitiens, par l'intermédiaire de J. Secho, l'autorisation de prendre vingt-cinq hommes dans sa terre de Brignano en Ghlara d'Adda pour garder as maison de Milan (?). D'autres, comme Alessandro Sforsa, resterent à Milan jusqu'à la fin de juillet, saus soucid'aller prendre leur place dans l'armée. L'exemple leur était donné à tous par leur généralissime Galeazzo de San Severino (3). Parmi ce personnel égoïste ou incapable (4), l'enthousiasme est nul, la confiance médiocré, le sentiment d'une solidarité natiopale entre le duc et ses serviteurs n'existe pas. Le seul mobile qui semble, en dehors de l'intérêt personnel, avoir inspiré quelques -uns de ces soldats d'aventure, c'est la haine du nom francais. Le cas du connétable Ugo Ruggiers de Reggio est typique en co genre (5) ; banni de Perrare pour homicide depuis cinq ans, il

- (1) Manuo Banuro, II, 1027-1031, in colegio, 6 et 7 noût 1499 L'édit devait être proclamé dans la hultaine. Les frères de Marco, restés au service de la Beigneurie altérent protester devant les rectors de Brescia contre cette mine à prix, en assurant qu'lls teraient tous leurs efforis pour le ramaner, mais l'édit fut maintenu (Marino Banuto, II, 1068, rectori de Brescia à la Seigneurie 18 août 1499).
 - (2) Ibid., II, 1186. Lettre de Caravazo, 30 noût 1499.
- (3) Les ambassadeurs florenties à la Beigneurle, reg. XII, 24 juillet 1499 Louis XII et Ludouis Sforsa, Documents, 209.
- (4) Que dire du personnel intérieur, de cet Antonio Trotti, qui, gouverneur de Pavie, demande au début de juillet à être relevé de sea francions, pour cause de dysentorie? « In excusatione mia per questa benedetta infirmitade che non me abandona e questa nocte sono audato a la cadergha vente volta i (Milan, A. d. S. Carfegg, gener., Trotti à Ludovia Blorza, 3 juillet 1499), il demande en même temps un congé de quiuxe jours pour son dis François, pour faire nes récoltes, et, sur le reius de Ludovic, réstère au demande pour son suire fils Baptiste. Etsti-ce simple lâcheté (car. la collque n'est pas un argument), était-ce trahison préméditée et crainte de se compromettre? Ludovic Storza paratt avoir adopté la seconde Interprétation et le remplaça immédiatement par Conrado Vimercati en fatuant retenir Antonio Trotti dans le château de Pavie , plus tuid, il se le fit expédier à Milan comme suspect (Milan, A. d. N. Cartegg, gener. C. Vinnercati & Eudovic, 4 juillet 1499). « M. Antonio è restato la castello mai volunt era n mai contento, tutavolta intera la commissione me haveva dato la Excejlentia Yostra se pacifico » — L'opération avait été délicate et Antonio Carazolo avait dû, comme il le dit à Ludovic Riores, prêter main forte à Vimercate,
- (5) Milne, A. d. B. Cartegg. gener. Ugo de' Ruggieri à Ludovic Siorza, 7 août 1499.

offic ses services a Ludovic Sforza, lui communique une consultation astrologique, ou il est declare cue Ludovic resistera a toutes les attaques, mais qu'il doit craindre de tomber malade de melancolie, et il joint au tableau enthousiaste de ses sentiments a l'egard du dec les plus violentes invectives contre Louis XII et les Français.

Daus le désarroi ou, maigré ses illusions et ses fanfaronnades. il avan conscience de rester. Ludovic Sforza ne fit qu'un planextrêmement rudimenture d'opérations militaires. Atlaqué a la fors par la France et par Venise, il fit deux armées, l'une dans la Ghiara d'Adla, l'autro vers les frontières de l'Astesan : audebut. l'experience de la procedente campagne lui ilt croire que Linvasion française servit dirigee contre Novare, et co fut lagn il voulut porter le principal effort de la resistance, puis de nouvelles informations l'ayant detrompé, ce fut d'Alexandrie qu'il fit le centre de sa défense (I) Ne laissant à Novare que cinquante lances et quatre cents fantassins, il maisa le gros de son armee. a Alexandrie (2), et renonça a l'idée qu'il paraît avoir éue, mais pendant assez peu de temps, d'avoir deux armées opérant chacque. appres de l'une de ces villes (2) - Les conseils les plus contradictoires lui furent donnes au sujet de son plan de campagne, on lui conseilla de prendre l'offensive contre Venise, d'attaquer et de détruire l'armée vénitienne avant que les troupes de Louis XII eussent franchi les Alpes ; un avis plus général futqu'il devait rester sur la defensive et se borner a soutenir le plus longismos possible le choc de l'armée française, on calculait en effet que Louis XII voulait faire une expédition vigoureuse, mais rapide, et « terminer en deux mois co qu'en d'autres etrconstances il aurait mis un an à faire »; ou pensait que son avarice l'empérherait de garder plus de trois mois ses troupes sur le pieu de guerre (d), on raisonnait d'autre part que, les Suisses luiavant refuse leur infanterie et lui-méme ayant fait peu de fraisnour lever des Gascons, il aurai, peu de troupes; qu'il en enver-

⁽¹⁾ Mars it (1ait frompé par des informations contradictoires, set agents en Savue à avert souent et core le 4 aout que, bien que les Francais cussent manifesté tinten om d'att épace le Milanais par le Sud, ils voulaiem au contraire se diriger contre Novare et y porter tous leurs efforts (Milan, A. d. S. Pot. est. Savora, Nibbia à Ludovie Sforza, 4 août 1499).

⁽²⁾ Brognolo au marquis de Mantone, 29 juillet 1499. Louis XII et Ludor te Sforsa, Documents, 217.

⁽³⁾ Voir les documents publiés dans La Cryptographic de Simon Cattanco.

rait d'autant moins en Italie que leur logement serait plus difficile. le duc de Savoie lui ayant refusé pour elles des cantonnements dans ses états : et que par conséquent il ne pourrait ai entretenir longtemps la guerre ni la faire trop sérieuse. Ces illusions, ces fausses appréciations réussirent a decider Ludovic Sforza à attendre l'attaque des Français, à renfermer ses troupes dans ses places fortes, à éviter toute bataille rangée, dans l'espoir que l'ennemi s'userait sur le pays même (1). Cette politique à la Charles V devait lui faire eprouver de cruels déboires. - Il avait manifesté l'intention, au debut de juisfet, de se metire lui-même en personne à la tête de l'armée de l'ouest , il aurait abandonné la régence et l'administration de Milan à Ascanio Slorza et serait resté dans son camp (2). Mais on le persuada qu'il aurait plus d autorité en demeurant dans sa capitale , que si, par un malheur possible, ses troppes avaient a reculer devant l'envahisseur, sa présence à l'armée aggraverait l'effet moral de cette retraite et le compromettrait personnellement (3) Cet argument décida Ludovic Sforza à rester à Milan et à confler le commandement de sa principale armée a son gendre Galeazzo di San Severino.

La sécurité contre l'ennemi du Gehors n'était pas la seule que Ludovic Sforza dot se soucier d'assurer. Non moins necessaires, plus difficiles peut être a obtenir, étaient la tranquillité intérieure, la paix entre les divers partis, une assurance scrieuse contre leur hostilité. Des que des bruits de guerre commencèrent à circuler, Ludovic Sforza obligea tous les chefs de familles, dans les diverses villes du duche, a jurer entre les mains des gouverneurs et des commandants de ne livrer et remettre ses villes, places et forteresses qu'à lai-même ou, a son défaut, à ses enfants par ordre de primogéniture (4). Puis il se fit livrer par diverses villes soit des ôtages, soit des suspects; le 17 octobre 1498, il mande à Milan « per dublo della fede loro » six citoyens de Lodi (5); en juin 1493, il ordonne a quelques membres de l'Université de Pavie, dont un prêtre, de comparaître devant lai, 6),

⁽i) Costabili au due de Ferrare [cite un discours de Ludovie]. Louis XII et Ludovie Sforza, l'accuments, 221.

⁽²⁾ Mantoue, Arch. Gonzaga, E. XIX, 3. Brog tolo au marquis, 8 publict 1199

⁽³⁾ Voit Cryptographie de Simon Cattaneo.

⁽⁴⁾ MARINO SANUTO, I. 995, 18 juillet 1498.

⁽⁵⁾ Ihid , II, Lippoinano it la Seigneurie Milan, 17 octobre 1498.

⁽⁶⁾ Milao, A. d. S., Cartegg. gener. · Equili Vicecomiti Papise · Milan, 25 juin 1499. Ces persounages sont Don Xenofonte, D. Aluysius, Magister Nicolaus, Magister Marsilius, Magister Dionysius presbyler.

ot, cotte premiere convocation étant demeurée sans effet, il la renouvelle sous une forme plus imperative : « ordre d'arriver a Milai dans les quarante-huit heures et de ne pas en partir avant d'avoir vu le duc », le 2 juillet, il fait venir à Milai, pour s'assurer d'eux, les Trotti d'Alexandrie (i); au début de juillet, Malvezzi interne à Alexandrie divers personnages influents d'Annona, hostiles à Ludovic Sforza (2); le 15 juillet, Ludovic se fait envoyer par le gouverneur de Parme, dans les trois jours, une liste de citoyens « pour parler avec eux des moyens d'assurer le repos de la ville » (i), le 24 juillet, Malvezzi fait emprisonner ou envoyer à Alexandrie et à Milai divers individus du Bosco et de Tortone, soupçonnés, sur les dénonciations d'Augustello Pozzo, d'avoir voulu livrer le Bosco à Trivulce (4).

Contre des individus nommément connus par leur hostilité ou réputes dangereux, le gouvernement milanais procèda par l'exil ou l'intimidation : Francesco Trivulzi fut exilé le 27 juillet et se retira à Crema 5]; Ludovic Sforza réclama de la famille Trivulzi des subsides et des contributions exagérées des le 2 juillet il lui demanda de quoi payer mille hommes de pied par mois , les Trivulzi refusérent net, exprimant leur étonnement que cette demande leur fût adressée par mesure spéciale, attendu qu'ils n'étaient pas responsables de la conduite de Gian Giacomo Trivulnia, et ils déclarerent refuser, a pour ne pas donner à leurs concitoyens un mauvais exemple ». Ludovic

⁽¹⁾ Mantoue, Arch. Ganzaga, B. xix 3; Brognolo au marquis de Mantoue, 2 juillet 1499

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Cartegg. gener., Maivezzi à Ludovic, 9 juillet 1499.

-Ho fatto venire Parmero Girano, frate Michaele de Unio e Gloschino Perlino de Anono; tiquali ho sempre trovati recisi a le cose de V. B., e gono quelli che guidano li altri di quella terra como vogliano. Sa Philippo non viene ad habitare in questa città, lo levaro anchora luis.

⁽³⁾ Prid., id., Ludovic au gouverneur de Parme, 15 juillet 1499: a...per conferire alcune cone per certi boni respecti concernenti il quieto e pacifico vivere di quella nostra città.» Le fait que cette lettre et d'autres analogues ne se trouvent pas dans les registres de Lettere missive est un exempte entre mille du désordre qui régnant alors à la chancetierie milanaise, et par suite dans les archives de Milan.

⁽⁴⁾ Bid., id., Malvezzi à Ludovic Slorza, 24 juillet 1499. — Personnages emprisonnés au Bosco : Bernardino Guazo, Bernardino Bricosa, Giov. Steffano Stanco (fratello de M. Bernardino), Giov. Baptista Acabaldo, M. Otto Schiffo, Giov. Augusto Bellonno; personnages envoyés à Milau : Giacomo dal Boscho, Giov. Antonio da Punzano, Castellino Braghero, Federico Pascalacqua, Zopo, Tortonesi.

⁽⁵⁾ Marino Sanuto, II, 977, Liom à la Seigneurie, Cremn, 27 juillet 1489.

Sforza revint à la charge et, le 9 juillet, leur donna vingt-quatre heures pour lui verser un premier acompte de trois mille ducate (1); ils se résignérent alors à le payer. L'opinion publique l'encourageait d'ailleurs, on s'étonnait beaucoup à Milan, le 3 août, qu'il n'eût pas encore exilé les enfants de feu Gio.-Francesco Triulzi (2).

Une surveillance rigoureuse fut exercée dans tout le Milanais: la circulation y fut hérissée de difficultés; on multiplia les arrestations préventives (3): les routes près des froutières vénitiennes furent coupées pour rendre le transis matériellement plus malaisé ; le pont de Lodi reçut un gardien à demeure. Les courriers furent particulièrement surveillés et gênés (4): Ordre fut donné le 15 juillet à Oldrado Lampugnano de leur interdire le passage aux ports du Taro, de Lenza, de Torresella et au port du Pô sous Colornio (5), ordre fut donné à T. Vimercato de saisir tous les individus porteurs de lettres de France qui passeraient sans sauf-conduit (6); ordre fut enfin donné à Hieronimo Carcano, commissaire à Plaisance, d'empêcher le transport, par les courriers des marchands circulant sur la via Romea, des correspondances politiques. Pour s'assurer que cette défense était respectée, les courriers devaient être arrêtés et fouillés; on devait exiger d'eux la déclaration de ce qu'ils portaient et les menacer de la corde, en cas de fausse déclaration : les courriers en faute devaient être retenus. Seuls les courriers florentins restaient a l'abri de cette perquisition (7).

- (1) Brognolo au marquis, 2, 4 et 8 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 158.
 - (2) MARINO SARUTO, II, 1025, Liom à la Seigneurle, Crema, 27 juillet 1499.
- (3) Milan, A. d. S., Cartegg. gener., le gouverneur de Lodi à Ludovic Sforza, 11 juliet 1499. Manino Sanutto, II, 946 Bernardino da Martinengo aux rectori de Brescia, 19 juillet 1499. Milan, A. d. S. Cartegg. gener., J.-F. Burro à Ludovic Sforza, 24 juillet 1499.
- (4) MARINO SANUTO, II, 938, Lippontano à la Seigneurie, 17 juillet 1499. Un courrier porteur de lettres est enfermé dans le chateau de Torione, d'autres porteurs de lettres fermées nont arrêtés à Milan.
- (5) Milas, A. d. S. Cartegg, gener. Oldrado Lampugnano a « Li portenari del Taro », etc., 15 juillet 1499, *ibid.*, Ludovic Piat. (Turbigo, 12 juillet 1499) demande à Ludovic Storza s'il faut arrêter des gens de Trivuice allant d'Asti à Misocco.
 - (6) Ibid., id. Ludovic Storza a T. Vimercati, 28 juillet 1499.
- (7) Ibid., id. Ludovic Sforza à Carcano, 2d juliet 1499, « Advisando voi questi tali che si, ve dirano hosta che non habiano altre leltere che quelle voluntariamente monatrarono e dapoi gli ne slino trovate de le altre, che li farete impiccare ».

Tota les migena furent employés pour apprendre des nouveilles aux les dispositions et les préparatifs de la France, de Venise et de Trivulie La sautie des courriers et l'ouverture des correspondances ne fut que le moindre, Ludovic avant, jusqu'à la fin, infa des seropules, par intérêt politique, à l'ouverture des lettres de la République de Venise ou de Louis XII (f) L'enpionnage par coutre fut la gen ent pranque, des agents secrets sillonnerent la France et trouverent à Paris et à Lyon deux fovers d'informations souvent precises et présque toujoura sures d'. Les moindres nouvelles de France furent guetiées,

(1) Voir les faits du même genre cites plus haut L arrestation d'un courner français revenant de Bulme au début de juin, provoque une vive indignation de Louis XII (Marino Banno II, BJ: Loredam à la Bergaeurie, 10 juin 1695, et II, 633, Bommaire des lettres de Trivulce, 14 juin 1496)

(2) Je renvoie divers articles que j'al publiés sur cette question et les documenta y lundrés, et notamment : Nouvellistes italiens à Paris, Nouvellistes Hillieran Lyon Maffeo I irocans agent a informations de Ludous Moras. Ce système d'informations et d'explonnage se complète à mesure que la situation ne tendit distattage. Ainsi Melvezzi conselblatt au due le 20 avril d'envoyer quatre individus, soit en Gascogne, soit aux points de réunion des troupes, pour avoir sur leur nombre des renseignements sûrs; Jean Guisoard, le 6 mai, lui demanda una entravua pour lui communiquar diverses. particularites Importantes, Un certain Domonico da Montiglio était employé en Brance aux mêmes fonctions (Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag 75-77). A la fiu de juillet, un espion, sous les apparences d'un marchand, s'installe dans la vallée savoisseuse d'Ivrée, à Bard, pour surveiller les opérations françaines, avec le consentement de la cour de Savoie (Milan, A. d. S., Pot. estere, Savoia, Somenzi à Ludovie, 26 juillet 1499). «Qua è venuto uno officiale de Barda, loco de questo signoreduca, presuo a Inureia XII migim, quale ha dicto a questo signori del governo come jiu quello loce è di morato, gia dolleci gio rai passato, uno cavallaro della Excellentia Vostra, quale finge essere uno mercadante, e che del continuo gli sia quasi como uno spione, domandando epoc officiale como in questo caso el si haveses a governare. Gli à stato risposto chel lamistare et andare dicto cuvaduro, e qualunche altro di Vostra Excellentia a sua posta, e como a loro pare. » A la fin, Ludovic était informé minutieucement de tout ce qui se passant en France et de ce qu'y faisaient le roi et les aminusadeurs. In de sen principaux agente était d'après les diploncales forenços le unifanam Pierantonio da Fossino. Antrelois gened ennema de Ludovic, et qui, cru te sucore en France, avait beaucoup de facilités d'action pour ses manteuvres : « Noy judichiemo essere a proposito che le Excellenție Voetre autendino questo : il duca de Milazo havere minutamente ogni advino etiam secretisamo e dice... de quanto si faria in Francia, e per Il Rele per li oratori tucti; e ritratamo sua uno Pierantonio da Possano, muanese, già inimico di questo Signore e per tale tanuto hora la, et ha in questi maneggi mezzi grandintimi. » (Florence, A. d. S. Lettere enterne alla Signoria, reg. XXXVII. ambamadeur forentiu & la Beignourie, Milan-\$0 juillet 1499).

las officiers et les diplomates milanais. Pirovani et Cattaneo en Savore, Malvezzi a Alexandrie, Fontana a Génes, faisaient une véritable chasse aux lettres, aux acvisi, aux sommari di lettere venant d'outre-monts (1). Les moindres demarches de Trivulce étaient épiées minutieusement : un jour, une visite qu'il fit au couvent de Sant'Agostino près d'Asti excita au plus haut degréin curiosité milabalse : d'abord, un frère avait det à l'écuyer de Trivulce d'emmener sa mule nour qu'on ignorât sa présence; puis un arbaletrier a cheval avait accompagné jusqu'à Lisola. en Astesan un stravestito allant vers la France; enfin ce stravestuo avait donné a son guide quatre ecua de pourboire et refuse de lui dire son pom, que l'autre lui demandait apparemment « pour avoir souvenir de lai dans ses prières » Ces mystères, qui touchent à la houffonnerie, étaient gravement recueillis et transmis au duc de Milan (2). - Et quand on ne pouvait obtenir de renseignements et, sur les points qui paraissaient obscurs, d'explications de bonne grace, des bommes comme Malvezzi in hesitaient pas à employer la violence qui avait un double résultat : délier la langue de l'interrogé, et effrayer les autres prisonaiers. « Ayant en prison cet azo boydo du Castellazo, dit Malvezzi, je l'ai fait examiner en le menaçant; ce sour, je no lui ai rien fait donner à manger; je l'ai fuit présenter à la corde, en feignant de vouloir l'y faire accrocher; et malgré cela on n'a rien pu en tarer d'important (3) ». Quand les informateurs no venaient pas alui, Malvezzi aliait a eux, par des moyens brusques : le commissaire de Novi avait de frequentes relations avec Asti par l'intermediaire des juifs.

⁽f) Ainsi une lettre d'Alessandro Malabavia, majordome du roi, à l'Astesan Benedicto Pelieta, lui annonçant le 17 julu que la roi pressuit vivement ses préparatifs, est communiques dans sa teneur le 29 juin à Fontana et aussitôt par celui-ci à Ludovic Slorza, Gônes, 29 juin 1499. Louis XII et Ludovic Slorza, Documents 151.

⁽²⁾ Ibid., même document 151.

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartegg gener., Malvezzi à Ludovic Siorza, 9 juillet 1199. Ibid., Documents, 175. A Novi, le 3 août, un serviteur du châtelain du « Un jour, il viendra tant de Français qu'il faudra que tout le monde devienne Français comme eux ». Malvezzi chercha lengtemps à comprendre le seus caché et le mont de ces paroles probablement dites saus intention, et, bien que le châtelain fût un homme sur que les sentiments francopuiles de son domestique ne pouvaient pas influencer, il se fit livrer ce domestique pour le soumettre à une enquête, et plaça dans la citadel e de Novi un capitaine avec une vingtaine d'hommes pour s'assurer de la fidétité du châtelain, à tout hasard. Milan, A.d. S. Cartegg. gener. Malvezzi à Ludovic, 3 août 1499. Ibid., Documents, 237.

Il ordonne d'en saisir un pour savoir par lui ce qui se tramas. à Asti (1),

Des mesures prohibitives furent prises pour assurer au duché de Milau la pleine jouissance de toutes ses ressources. Un décret du début d'octobre 1498, renouvelé presque aussitôt, interdit l'exportation hors du Milanais de tout bétail « du carne, seu da mazare », sans son autorination formelle et sous peine de saisie. Une circulaire annexe enjoignit à tous les commissaires des villes et des provinces, à tous les officiers des ports de l'Adda. de mettre le plus grand sele à empêcher les contraventions à cet édit, et de punir sans rémission ni exception les contrevenants (2). En juillet 1499, il interdit de même la vente des chevaux de selle et de trait dans les provinces de Parme, Plaisance Lodi, Crémone et Pavie pour s'en assurer une réserve en cas de besoin : il en ordour a le recensement et l'estimation par les maréchaux experts, et s'en fit envoyer des états avec leurs qualités, leur valeur et leur prix (h. Il ordonna des approvisionnements de blés dans trois forteresses, à Vigerano, à Mortara et à Sartirana.

Les finances de l'état milanais étaient obérées et es grand désorère depuis plusieurs années; les frais de la guerre de Novare, de l'expédition de Mammilien, les subventions fournies àjMaximilien et aux princes d'Empire, avaient lourdement grevé le trésor. Il fallait cependant de l'argest a Ludovic Sforsa pour payer non seulement ses préparatifs et ses nouveaux armements, mais aussi les nouveiles et plus fortes contributions promises à Maximilien en retour de son alliance. Ludovic Sforza ne négligea aucun moyen, licite ou illicite, pour se procurer des ressources. Des le mois d'octobre 1498, l'ambassadeur venities le montrait, ramassant de l'argent « a furia » pour lever des troupes (4). Le 2 janvier 1499, il réunit au Castello tous ses créanciers, et leur déclara que, s'ils pouvaient lui indiquer des moyens pratiques d'augmenter les impôts, il consentirait volontiers à employer les excédents à étendre ses dettes, mais, les créan-

⁽¹⁾ Le 12 noûl, Ludovic Biorza charges le chanceller de M. de Mestrano, en Savole, de lu procurer des nouvelles. Ibid. Documents, 238 et 264

⁽²⁾ Ludovic Siorza « officialibus portis Leuci», 13 octobre 1493. Mid., Documento, 50.

⁽³⁾ Ludovic Storza nus Commissaires de Parme, etc., 3 juillet 1490 « Votendo noi intendere il cavalli da parsona e da carro annato quali se ritrovano in quella città.»

⁽⁴⁾ MARINO BANDTO, II, 43, 23 octobre 1498.

ciers du trésor ne furent nullement enchantés de ces propositions (1). Ludovic Sforza eut recours aux augmentations générales d'impôts et aux contributions forcées : le 5 juillet, les impôts ordinaires du Milanais étaient accrus d'un cinquième ; le « cinquième » sur les gabelles à Milan fut rétabli et produisit seize mille ducats (?). Le 9 juillet, il saisit la moitre des revenus ca tous les bénéfices ecclesiastiques, en donnant l'ordre aux titulaires d'en verser le montant dans la huitaine (3); il était résolu à n'épargner personue, pas même les prélats et les cardinaux possesseurs d'abbayes dans le Milanais (4). Des le 2 juillet, il demanda des contributions à tous les feudataires, qu'il convoqua à Milan pour négocier plus commodément avec eux. S'il commenca par réclamer aux Trivulce, comme on l'a vu, de quoi entretenir mille hommes par mois, et plus précisément, quelques jours après, une somme de trois mille ducats (5), cette demande ne leur resta pas spéciale, et Ludovic Sforza généralisa. bientôt cette mesure; le 11 juillet, une commission composée du trésorier, de F. B. Visconti, et de divers conseillers, fut chargée de régler le nombre de gens de pied que chaque feudataire aurait à payer. F. B. Visconti refusa nettement de faire partie de cette commission, et, en présence du duc, reprochavivement cette mesure au trésorier Landriano, lui déclara qu'il serait la cause de la rume du Milanais, et ajouta « beaucoup d'autres paroles de mauvaise nature » (6). La vivacité de F. B. Visconti fut cause de l'appel de Baldassare de Pusterla dans cette commission, pour y faire contre-poids a Landriano Ludovic. Sforza ne se contenta pas de cette contribution, deja lourde : bientôt après, il réclama a tous les possesseurs de tiefs l'abandon

(1) Mammo Sanuto, II, 310, Lippomano a la Seigneucie, 2 janvier 1499.

⁽²⁾ Ibid., II, 905, le même à la même, Milan, 5 juillet 1499 ; et ambassadeur floreatin à la Seigneurie, Milan, 13 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 182.

⁽³⁾ Bid., II. 914. Lippomano à la Seigneurie, Milan, 9 juillet 1499. Modène, A. d. S. Cancell. ducale, B. 14. Costabili à Ludovic Sforza, 13 juillet 1499. On évaluait à seize cent mille ducats les revenus ecclésias-liques du Milanais.

⁽⁴⁾ Leitre citée note précédente. Ascanio Sforza donns spontanément l'exemple, s'il est vrai qu'il ait rapporté de Rome et mis à la disposition de son frère son trésor, évalué à deux cent inflite dutais au minimum (Mantoue, Arch. Gonzaga, B, xix, 3, Brognolo au marquis, 29 juillet 1499).

⁽⁵⁾ Brognolo au marquis de Mantoue, 2, 4 et 8 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 159

⁽⁶⁾ Le même au même, 12 juillet 1499, Ibid., documente, (80

de leurs annates les revenus de tous les fiels laigues formaient un total annuel de six cent mille ducats. Le comte Alessandro Sforza et l'évêque de Lodi, fre e du comte de Melzi, furent désignés pour conférer sur la question avec les feudataires, tandis qu'Ambrosio de Corte en conféra avec les ecclésiastiques. Aux feudataires, le trésorier et la commission demaudérent un tres prompt versement des sommes à verser et ces sommes étaient employées, le trésor les leur rendrait peu a peu ; si l'étatn'en avait pas besoin, ils pourraient les retirer des la conclusion. de la paix (1) -- Une demande analogue du versement de leur revenu semestriel fut adressée par le duc aux hourgeois de Milan. L'on estimait que, si les trois classes repondaient à son appel, comme il le souhaitait, Ludovic Sforza aurait « un piritsd'or > (2); mais la bourgeoisie restait inquiete, ne sachant on l'on allait et voyait dans ces mesures le signe que la guerre contre la France était imminente (3). Le 15 pullet, Ludovic s'adressa en personne aux gentilshommes et aux marchands; illes convoqua, et, dans un beau discours, les pria de l'aider de leurs subsides autant que de leur persévérance et de leur fidélite : le lendemniu, un accord intervint entre le duc, et la population milanaise des trois ordres ; ils consentirent à contribuer. chacun proportionnellement à l'entretien de l'infanterie et apayer, d'apres les évaluations, la dépense nécessaire pour entretenir amaze mille hommes de pied pendant trois mois : Fr. Bern., Visconti par exemple, fut tasé a deux cent cinquante ducats par mois; la famille Trivulce, malgre ses plaintes et ses protestations de ne jamais en payer un denier, à neuf mille ducats pour trois mois (4) Personne ne fut épargné les princesses même de la famille Sforsa furent comprises dans cette imposition extraordinaire, une circulaire les prévint que « les exigences du péril imminent de la guerre rendaient nécessaire le concours de tous », en vertu de quoi, Camilla Morza d'Aragon, dame de Torresella, fut, par exemple, taxee à la fourniture de la

⁽¹⁾ Costabili au duc de Ferrare, 13 juillet 1499. Ibid., Documents, 183.

⁽²⁾ Lettre de Brognoto, 12 juillet 1499.

⁽³⁾ Marino Samuto, II, 337, Lippomano à la Scigneurie, 17 juliet 1499. Milan

⁽⁴⁾ Mantone, Arch Gonzaga, E, xix, 3, Brognolo au marquia. 16 juillet 1499 : «Questi fendatari), zentilhomini e cittadini particolari, nono restati daecordo, cum quelto lliustrissimo signore de contribuire ogniuno pro resta alla spesa de fami gli sono tichiesti, e fasi conto che per tre mest farano la spesa de XV- fanti (811).

solde et entretien de treute-trois fantassins ; le premier tiers de la solde de ces hommes dovait être payé au début d'noût entre les mains du receveur Jean de Beolcho, la circulaire fut même adoucie dans ses termes avant d'être expédiée ; sous sa forme primittive, elle contenait un avertissement menagant que, si la princesse se montrait refractaire, il serait procédé contre elle cum omne viva e gagliarde exequatione i, mais cet avertissement fut sans doute, à la réflexion, jugé inopportun et on le supprima dans la rédaction definitive (1) Le 10 août, l'évêque de Lodi, Melzi, reçut l'avis d'avoir à lever et entretenir deux cents provisionati (2); de nouvelles demandes furent adressées à Fr. Bern. Viscouti, et a Francesco Viscont, qui refusérent de nayer de nouveaux subsides. Le caractère de ces mesures financières fut naturellement exagéré par la voix publique. le 12 juillet, on prétendait qu'il exigeait mille ducats de cinquante citoyens; le 15 juillet, qu'il voulait se procurer neuf millions de ducats, plus tard, qu'il exigean des prélats riches l'abandon total d'une année de leur revenu (3). - Toutes ces mesures resterent insuffisantes pour combler le gouffre que les évènements creusaient dans les finances de Ludovic Sforza, et dans le courant du mois d'août, pendant l'invasion même, i. dut multiplier et aggraver encore ces mesures pécuniaires de salut public. La pénurie financière où se trouva le duc de Milanpendant toute la durée de ses préparatifs explique, pour une part, les retards apportés à certains enrôlements de troupes et de condettieri, la mauvaise volonté des condettieri et des soldats etrangers à venir a son service, et l'obligation où il fut, en matière de fortifications, à se borner au strict nécessaire.

Les bases mêmes de la résistance a l'invasion, — de l'argent, la sécurité interieure, une armée, — manquerent donc à Ludovic Sforza, malgré ses efforts et son activité Ce qui lui manqua plus encore, ce fut une appréciation juste de ses forces. Il ne sut jamais distinguer entre ses projets et la réalité; il lui semblait qu'il avait sons ses ordres une armée, parce qu'il désirait l'avoir. Avant d'avoir, pour ainsi dire, commencé des prépa-

⁽¹⁾ Ludovic à Cam Ila Sforza. Is millet 1493. Lones XII et Ladovic Sforza, Documents, 194.

⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 1077, Lettre de Bergame, 10 août 1499.

⁽³⁾ Ibid., II, 921, Lettre de Brescia, .2 juillet .499; II, 976, rectora de Brescia, 29 juillet 1490, Diario Perrareso (Maratori, XXIV, pag. 367), 25 juillet 1499.

ratife, il affectait dejà la plus grande confiance, un parfait mépris pour les Français : il se disait « fort en hommes d'armes, en argent et en forteresses » (f). Le 20 juillet, il faisait a Costabili le dénombrement d'une armée qui n'existait encore que dans son esprit : il pouvait compter sur vingt-quatre mille hommes de pied huit mille que lui donnerait Milan, six mille que las fourniraient les feudataires, deux mille qui étaient déjà engagés, deux mille que lui donnerait le roi de Naples, six mille qui viendraient de Suisse et d'Allemagne; il avait déja treixe cents hommes d'armes : il en recevrait deux cent cinquante des Florentins et autant du roi de Naples ; - déja il les distribuait huit cents dans le Crémonais, mille entre Alexandrie et Novare (2). Il comptant avoir autant de fantassins à lui seul que ses deux adversaires réunis (3). — Mais tandis qu'il se livrait à ces comptes imaginaires, des témoins disent qu'il a avait que six mille chevaux et douze mille hommes de nied, les uns et les autres de qualité médiocre et dispersés sur tout son territoire (4), et, quant aux fortifications qu'il considerait comme inexpugnables, un Alexandrin, nomme Il Malalesta, disait, à la fin de juillet, que « sans doute Alexandrie était forte, mais qu'elle ne tiendrait pas un mois contre le roi de France » (5).

- (1) Costabill au duc de Perrare, 29 juin 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 152.
 - (2) Manino Sanuto, II, 945, Liom à la Seigneurie, Crema, 30 juillet 1490.
- (3) Costabili au duc de Ferrare, 7 noût 1499 Mid., documents, 240. La 7 noût, na confiance demeuralt imperturbable; il repétait et précisait neu chiffres, quatorze cents cavaliers légers et dix-huit cents hommes d'armes (troix cents ampessades, deux cents hommes d'armes d'armes de la simiglia » ducale et de relie d'Alphouse d'Este, deux cent cinquante de Galeano San Severino, deux cents du comte de Calazzo, autant au moins de Jean, et d'Annibal Bentivogho, et de la comtesse de Forii, cent de Malvezzi et du marquis d'Incisa, et sinquante de Zuam Adorni), quant à la cavalerie légère, il en avait dejà douze cents hommes et en attendait d'autres de Jean Bentivogilo, de la comtesse de Forii, et du cardinal de San Severino, qui lui en amenait de Rome, de Bienne, et d'ailleura, enfin il comptait, après la capitulation de Pine, qui ne pouvait tarder, engager tous les soldats qui étaient dans lit ville.
- (4) Maxino Sazuro. II, 998, Pier di Bonomi à la Beigneurie, 30 juillet 1499. Roumlai compte neixe centa hommen d'armen, quinza cents cavaliers lègers, vingt mille fantamins italiens et cinq cents allemands.
- (5) Milan, A. d. S. Pot. Est. Venezia, Latuada à Ludovic Storas, 31 juillet 1499: « Qui se ritrova uno alexandrino chiamato el Malatesta, quale pare soldato e frequesta molto el palazo et essendoli demandato da qualche applilhoment e da li boul como Alexandria è forte, ha riposto che ogni modo.



Ainsi se trouverent en présence les trois armées qui, dans un duel inégal, allaient se disputer la possession de la Lombardie: l'une, principal instrumen, de la conquête, avait été fortement organisée, longuement préparée; elle était entièrement prête bien avan, le jour où son maître aurait à s'en servir : l'autre. auxiliaire de celle-ci, avait été aussi préparée longtemps à l'avance, mais ne sut utilisable qu'au jour même de l'invasion ; la troisième, adversaire des deux autres, se constituait à peine quand les autres envalussaient déja le territoire qu'elle avait à défendre ; chez les unes, des masses compactes, bien commandées, agissant selon un plan commun, obéissant à une volonté unique et souveraine; dans l'autre, des garnisons éparpillées. deux masses sans lien entre elles, sous une direction incertaine, avec un plan hâtivement concu et chaque jour modifié, soumises à toutes les incertitudes d'une volonté molle et ployante : dans toutes les trois, sans doute, la même absence de patriotisme et de sentiment national, mais chez les envahisseurs, un loyalisme aveugle, un dévouement absolu au souverain, chez l'envalu, a paine l'obéissance, et cette obéissance presque sans respect; dans l'armée française et dans l'armée vénittenne, la supériorité de l'offensive : dans les troupes inilanaises, le sentiment encore confus, mais dejà naissant, de l'inutilité de la résistance, de la certitude de la defaite.

e forte, ma pur sel Re di Franza la strenzoe, non poteva durare uno mese. Il Liom, de Grema, a donné un état tres complet des troupes de Ludovic Siorza dans le Milanais occidental cent provisionali à Mondercelo, trois cent quatre-vingt-dix à Arazzo (rocha et rocheta), cinq cents à Annona, cinq cents et trois cents de cavalerie légère à Ancisa, autant des deux sortes à Casteliazzo, soixante-quinze hommes d'armes au Bosco, autant à Novi avec deux cents hommes de pied, deux cents hommes d'armes à Torlone, quatre cents provisionali à Valence. A Alexandrie, il y avait deux cents estradiots albanais, cent iombards, cinquante arbalé riers, deux cent soixante-quinze hommes d'armes, trois cents soldats Italiens, sept cents Alleinands. It y avait en tout dans la région quatre cent vingt-cinq hommes d'armes, neuf cent cinquante hommes de cavalerie et trois mille deux cent cinquante hommes de pied.

CHAPITRE V.

LES TENIATIVES DE RAPPROCHEMENT ENTRE LOUIS X,I ET LUBOVIC SFORZA.

Amsi, dans leur politique extérieure comme dans leurs affaires intérieures, c'est en rivaux que se rencontraient Louis XII et Ludovic Sforza, c'est en raison de leur inimité qu'ils délibéraient. Entre le mois d'avril 1498 et le mois d'août 1499, leurs relations, presque toujours indirectes, furent purement hostiles; pendant tout ce temps, aux trop rares erromstances où la politique les mit directement en présence, leur attitude fut celle de deux ennemis : paroles, insultes, actes, rien ne manqua de ce qui pouvait faire présager la guerre. Tous les ressorts de leur diplomatie, de leur activité politique, de leur intelligence, semblaient tendus vers une solution violente de la querelle que des motifs politiques, dynastiques, personnels, avaient fait éclater entre eux.

Sils y tendirent et aboutirent en effet, ce ne fut pas du moins sans que le duc de Milan ait, sous l'impulsion de la nécessité, tenté de trouver à cette querelle une conclusion pacifique. Il multiplia au contraire les démarches niême basses, les tentatives même occultes, les procédes les plus étranges pour arriver à une réconciliation avec Louis XII. S'il y mit un tel acharnement, son intérêt seul en fut le motif : la partie n'était pas égale entre les deux adversaires; le roi de France, à une guerre malheureuse, ne risquait qu'une armée ; heureuse, il y gagnait une province riche et puissante ; pour lui au contraire, l'enjeuétait, en cas de perie, son duché même, trésor, puissance et couronne. La partie, de plus, se présentant mal pour lui on l'attaquait, il ne pouvait que se défendre ; il avait le rôle difficile et désavantageux, et aucun moyen d'en sortir Toute solution pacifique devait au fond lui paraître préférable aux chances d'une guerre, mais cette conviction ne s'imposa que peu a peu a son esprit, et Ludovic Sforza üt preuve d'une grande maladresse

dans son attitude à l'égard de Louis XII. Il ne comprit pas la situation nouvelle, et si dangereuse pour lui, que créaient la mort de Charles VIII et l'avénement du duc d'Orléans. Ce double évenement produisit à Mil in et dans toute l'Italie des impressions et des sentiments contradictoires, et l'on ne s'y rendit pas compte des dispositions du nouveau roi. La mort de Charles VIII fut annoncée a Milan par Cottino Cotta de la part de Trivulce, puis par Maffeo Pirovani; Ludovic Sforza la communiqua lui-même, le 12 avril 1498, au corps diplomatique (1). Officiellement, il affecta une grande réserve et prit un ton très modéré pour en parler: « C'est la, dit-il, une de ces choses qui sont les œuvres de Dieu, et l'esprit humain n'est pas capable de prévoir ce que la majesté divine a ordonné qui arrivera par suite de cet événement (2). Puis, causant de Louis XII avec les ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Venise et de Ferrare, il s'exprima sur son compte honorablement, disant « qu'il avait toujours pensé qu'il deviendrait roi et qu'il le tenaît pour un homme de bien ; que d'ailleurs, ils étaient apparentés l'an à l'autre; qu'il pensait que ce serait un bon roi; que, quant à la présente année tout au moins, il aurait suffisamment à faire pour régler les affaires de son royaume, et qu'il ne pourrait pas se preoccuper de celles d'Italie ». Mais ce langage, ienu aux ambassadeurs pour leur faire croire que l'avenement de Louis XII ne lui causait pas l'inquiétude qu'ils pouvaient croire. était affectation tonte pure, il apprit la mort de Charles VIII avec beaucoup d'amertume et de regrets, « car il s'était, disait-il aussi, réconcilié avec le feu roi et s'était arrangé avec tout sou conseil », il avait même commencé à faire prendre par ce conseil des mesures pour conserver et protéger sa propre puissance et nour faire nunir et éloigner du gouvernement ses ennemis, et surtout Trivulce e. le due d'Orléans lui-même (3). Mais, d'autre



⁽¹⁾ Modène, A. d. S., B 13, Costabili au duc de Ferrare, il avril 1498. — On sut tout de suite avec beaucoup de précision la cause de cette mort en Italie (Mantoue, Arch. Gonzaga, Donato Preti, M lau. E. xix 3, et Milau, Cart. gener., Pivovam, 14 avril 1498).

⁽²⁾ Costabili au duc de Ferrare, 10 avril 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 3

⁽³⁾ Milan, Bibl. Ambrosienne A 114 inf. Arluno, Storia de Milano (Mors Carolt VIII quam Ludovicus amarisalme molestissimeque tulit, quippe cum il o reconciliatus, omnique pœne suo senatu promobito, multa ad coaservendam defendendamque rem suam amandandosque el ablegandos losgius minicos, procepueque Jacobum Trivult um Aureneusemque ducem Ludovicum.

part, il semblait croire que le nouveau roi aurait des intentions plus pacifiques que Charles VIII, il faisant dire à Génes que le changement de règne rendait inutiles les armements en préparation (1) Son commissaire d'Oltra Po, Malvezzi, appelait la nouvelle de la mort de Charles VIII « une grande boane nouvelle », car il croyatt, d'après une récente conversation avec un capitaine français, que la guerre aurait éclaté. Charles VIII vivant, dans les trois ou quatre mois (2). A. Naples on croyait qu'une détente se produirait dans la situation, grâce à la survivance supposée de l'amitié manifestée lors du siège de Novare par le duc d'Orléans a Ludovic Sforza; que d'ailleurs, pour pouvoir rétablir ses relations avec l'Espagne, avec l'Augleterre et avec l'Empire, et pouvoir penser aux affaires d'Italie, Louis XII aurait besoin d'au moins deux ans (3). Cette incertitude, dans laquelle parut se complaire le duc de Milan, paralysa sa politique, il ne voulut pas traiter le roi de France e i ami, et n osa pas, trop ouvertement au moins, le traiter en ennemi. Ses premiers actes furent cependant ceux d'un adversaire et ne purent que confirmer Louis. XII dans ses dispositions hostiles : il ne voulut pas envoyer d'ambassadeur au nouveau roi, avant de savoir ce que ferment le pape et les autres membres de la Ligne d Italie, (à l'existence de laquelle, si purement théorique qu'elle fût, il affectait de croire encore officiellement) ; puis il parla de lui envoyer Lorenzo di Orfeo et finit par n'en plus parler (4).

(1) De même il autorise le marquis de Final e attess la morte del re a à ne plus tenir sous les armes que vingt-cinq hommes au lieu de soisante-des, tout en réservant les besoins éventuels : « Cum questo pero che accadendo el bisogno, provideria non solum de fanti settanta, ma di quanto tosse expediente ». Le marquis le remercie le 2 mai 1496 (Milan, A. d. S. Cartegg, gener.) Il n'y avait vraiment pas de quoi, car, après le désarmement du marquis, le due n'empressa d'occuper, fort indûment, Calizano, ce qui privait le marquis de tout passage à travers les montagues, et ce qui motiva des plaintes de sa part.

(2) Milan, A. d. S. Cartegg. gener., Maivezzi au duc de Milan, 12 avril 1499. Il est à remarquer toutefois que la mort de Charles VIII modifiq les sentiments de Ludovic Storza sur la question de la guerre de Pine, dans laquelle II se montra désormain beaucoup moins désireux d'intervenir (Ci Costabili, 13 et 15 avril 1499). Il motivait cette réserve par ce lait. « Bisognera ora unic tutta l'Italia » (Marino Sanuto, I, 137, 16 avril 1499).

(3) Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag. 11. A Turn, c'était sur la question même de la succession au trube de France que portaient les discussions. Pirovani en donne une iéée dans une lettre du 13 avril 1498. Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 4.

(4) Modéne, loc cit , B 3, Contabill au duc de Ferrare, 20 avril 1499,



D'autre part, il essaya de suscitor des embarras a l'intériour. à Louis XII en suggérant au duc de Bourbon l'idée de revendiquer la couronne (I) : l'existence d'amicales relations entre les Bourbons et Ludovic Sforsa est incontestable a co moment, amsi que la froideur de ces princes vis-a-vis de la Seigneurie de Venuse (2) ; il est moins sur que des lettres aient eté adressees par Ludovic Sforza au duc de Bourbon pour l'encourager a ne pas perdre l'occasion de s'emparer de la couronne et pour lui promettre des secours de troupes et d'argent en vue de cette entreprise; on assurant cependant à Venise, en jui let 1498 que de telles lettres avaient été saisses par Louis XII et qu'elles avaient été une nouvelle pâture pour sa haine contre le More (3) ; Ludovic Sforza semblait lui-même autoriser ces rumeurs en disant en public que le roi de France « aurait plus à faire qu'il ne croyait », et que « pendant six mois et même pendant un an, il en aurait encore davantage : (4), mais cette menace resta toujours asses obscure. A Turin d'ailleurs, il faisait démentir ces nouvelles comme fausses, et il demandait à la duchesse et au trésorier de Savote, s'ils étaient questionnés à ce sujet, de tout nier sous serment (5). Il n'était donc pas, - le soin qu'il mit à se disculper le prouve, - à l'abri de tout soupçon à cet égard,

Tant que la politique de Louis XII ne se dessina pas au dehors, et qu'on put le croire aux prises avec des difficultés intérieures, tant qu'il put esperer que la Ligue italienne maintiendrait son union et qu'il y trouverait toujours une place prépondérante, le duc de Milan ne dissimula pas son hostilité contre le roi de France. Mais quand il vit Louis XII établir rapidement des relations cordiales on tout au moins pacifiques avec les divers princes de l'Europe, reprendre des relations diplomatiques avec presque tous les états italiens, ébaucher des négociations avec quelques-uns, qui autrefois avaient été les alliés du Mila-

Marino Baouto, I, 950, 36 avril 1488. Douato de Preti, 12 mai 1498, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 12.

- (1) Milan, A. d. S., Pot. catere, Savois, Maffeo Pirovani, 19 mai 1498.
- (2) Marino Samuro, II, 751, l'ambassadeur vénitieu à la Seigneurie, 24 mai 1495. Les ambassadeurs étant altès visiter le duc de Bourbon et le trouvant occupé à jouer à taola, il ne se déranges pas de son jeu pour les recevoir.
- (3) Milan, ibid., Pot. estere Venuse Latuada au duc de Milan, 7 juillet 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 34.
- (4) De Preti au marquis de Gomague, 22 mai 1499 Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 18.
 - (5) Milan, A. d. B. Cartegg, gener., lettres de Pirovani, passim.



nair, ludovie Sforza, craignant de resteribolé devant son amient, essaya fort serieusement de se suppricher de Louis XII. Du mois d'aout 1496 au mois de juillet suivant, il tenta une longue suite de négociations avec le roi de France, que, soit displicité, soit virtuosité, soit peut-être sagesse, il ne craignait pas d'amalgamer ou de mener de front avec les négociations d'alliances et les mesures militaires dirigées contre lui.

Ludovic bforza aunonça, à diverses reprises et non sans exagération, son dessein de se reconcilier avec Loins XII. Au début d août 1498, il dit au corps diplomatique assemble . Je vois que le roi de France a fait la paix avec l'Espagne, qu'il s'est arrangé pour les affaires de Bourgogne avec le roi des Romains. et l'archiduc. Je vois comment il fait les affaires Je lui feraiprésent de Génes et d'ine partie de mes états. Et si je vois qu'il desire être roi d'Italie et que je ne puisse pas m'en tirer autrement, je l'aiderai, de mon argent et autrement encore, a le devenir + (1). Adoriii répétait vers le même temps au seciétaire vénition Bevaram cette parole de Ludovie « qu'il voulai, marier. Louis XII avec Genes et lui donner l'Italie pour dot » (2), (Adoruiblàmait d'ailieurs les paroles de Ludovic Sforza et disait que le moment était mal choisi pour attirer sur les choses italiennes. l'attention du roi deja suffisamment éreillee.) - Dautre part. Ludovic Sforia s'efforçait de faire croire a son abstention parfaite en tout ce qui touchait les ennem a de Louis XII : celui-cil'avant accuse d'avoir encouragé et aide Maximilien a jui faire. la guerre en Bourgogne (ce qui d'ailleurs était la vérité), le ducde Milan s'efforça de repousser et de démentir l'accusation. Il adressa à Pirovani (3), en le chargeant de la répandre à la courde bavoie et en France, une protestation indignée contro une imputation « éloignée de toute vérite » . « Il croyait, disait-il, devoir assurer nettement devant les princes qui étaient ses amis et qui avaient les moyens de penetrer jusqu'au roi de France, que cette accusation etait fausse et mensongere; non seulement il n'avait pas poussé Maximilien a cette guerre, mais au contraire il avait tont fait pour l'en détonrner : il avait reçu, de la part de Maximilien. Hans de Consech pour lui donner son avis, il avait déconseille la rupture, Hans de Consech étais répartiavec cet avis, mais la guerre avait été déclarée avant qu'il fût



⁽I) MARINO SAMUTO, I, 1938, 12 août 1498

⁽²⁾ Mind., I, 1055, 25 mont 1498.

⁽³⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. gener., Ludovic Storan à Maffeo Pirovani, 17 août 1690. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 4...

de retour en Alle nagne. Ce qu'apprenant, Ludovic Sforza s'était. cru tenu par son devoir de vassal de faire des offres générales de service et de concours militaire à Maximilien, estimant que le manquement à cette obligation pourrait lui attirer de grandes difficultés.» Mais c'était a cela que s'était borné son rôle, et Ludovic Sforza de pensant pas qu'on put indui reprocher la guerre franco-impériale in l'en rendre responsable. Le duc de Milan donnait encore comme une preuve de ses dispositions pacifiques envers la France l'insistance qu'il avait mise a demander la confirmation de la trêve avec Trivulce, tandis qu'il aurait pu profiter. d'une rupture pour faire que diversion en Italie et faciliter par là le succes de l'attaque de Maximilien en Bourgogne. Il féclinait donc toute responsabilité dans la réceute attaque dirigée contre la France par l'empereur et demandait qu'on le fit savoir à Louis XII. - Personne d'ailleurs n'avait de doute sur les motifs de cette attitude de Ludovic Sforza : la « crainte juste et raisonnable - que la France lui inspirait n'était un secret pour personne, et le corps diplomatique attribuait volonuers son inaction à ce salutaire effroi, « sans quoi l'on aurait vu une grande rupture », disait Brognolo, faisant allusion à la guerre probable entre Ludovic Sforza et Venise (1).

L'opinion publique ainsi préparée, Ludovic Sforzamultipliales tentatives pour so faire autoriser par Louis XII à entrer en négociations avec lui, il le lui fit demander d'abord par le marquis de Saluces (2); celui-ci se heurta a un refus formel, dont on donna cette traduction pittoresque: « Que le duc de Milan se garde de m'envoyer des ambassadeurs, je les ferais jeter à l'eau». Après le marquis de Saluces, Ludovic ent recours a l'intermédiaire de l'envoyé ferrarais Borso da Corregio pour demander l'envoi d'une ambassade en France. Louis XII, tout en dementant le propos brutal qu'on lui attribuait, persista dans son refus: mais il fit dire au duc de Ferrare de s'abstenir désormais de toute intervention en faveur de son gendre (3). Enfin l'ambassade pontificale reçut de lui la même commission, et échoua de même(4).



⁽¹⁾ Manieue, Arch. Gonzaga, B. xix. 3, Brognolo au marquis de Manieue, 28 août 1498, « Se non che la Excellentia sua teme pur assar de le core de Franza, como è justo et rasonevole, son certo che presto presto si vederia una gran rottura, ma questa sol cosa fa che la Excellentia sua va alquanto retenuta.

⁽²⁾ Voir plus haut, chap III, II, § 2, pag 183

⁽³⁾ Voir plus haut chap. III, III, § 1, pag 192 et Avisi di Parigi, 30 Juli 1498

⁽⁴⁾ Voic plus haut, chap. III, VI, & 1, pag. 325

Apres l'échec de ces tentatives de négociations officielles, Ludovic Sforta essaya d'arriver au roi par les grands personnages de sa cour ou de son entourage. Un Milanais s'offrit à alleren France pour commencer des négociations avec le capitaine Robinet, le duc agréa cette offre mais son agent revint de France. apres un échec complet, sans avoir pu parler a Robinet; tous ses interiornteurs s'étaient accordés à déclarer qu'il fallait, avant tout, éclaireir quelle pert le duc avait pu avoir à la déclaration. de guerre de Maximilien a Louis XII. Cet agent fut renvoyé une seconde fois en France, muni d'explications sur ce point chargé de nier les encouragements donnés par le duc de Milan à l'empereur d'Allemagne, et porteur d'une note explicative des droits de Ludovic Sforza au duché de Milan destinée a être commeniquée au gouvernement français. Il avait en même temps mussion de dire « qu'il serait juste et raisonnable que Louis XII n'attaquat pas sans motif le duc de Milan, et voulut bien jutabandonner la jouissance tranquille de ses états, le doc étant d ailleurs tout disposé à rendre à Louis XII les mêmes services. que ses prédécesseurs avaient rendus aux rois de France ». Sily avait matiere à contestation dans ses titres juridiques, Ludovic Sforza etait tout prêt a soume,tre le différend a un juge agréé par les deux partien; il offeait enfin de tenir Genes en fief du roi de France et d'accomplir toutes les obligations d'un bonvassal. Mais cette seconde mission de cet agent occulte ne paraît. pas avoir abouti plus que la première. — Dans les premiers jours de septembre 1498, Ludovic Sforza tenta une nouvelle epreuve par Constantin Armiti, que d'autre part il essayait de prendre a sa solde (1) Hieronimo Pensono, étant a Vigerano, recut commission du duc de Milan de transmettre a Constantin Arniti, pour être répétées au roi de France, diverses déclarations de Ludovic-Sforsa « le duc, pour plus de repos et de tranquillité, serait tres heureux que Louis XII voulut bien l'avoir pour ami, desir d'autant plus facile à satisfaire que celui-ci ne pouvait avoir aucune raison légitime de le traiter et ennemi, du reste il renouvelait ses offres et ses déclarations, autérieures, il niait avoir donné à Maximilien aucun encouragement; i. avouait seulement luiavoir offert, en tant que son vassal, une contribution de cinquante mille ducata, dont Maniachen ne lui avait d'ailleurs même. pas réclamé le versement, il offrait de nouveau de faire examiner. ses titres de possession par le Parlement de Paris, et de tenir





⁽¹⁾ Kilan, A. A. S. Cartegg, gener., Instructio Secundent.

Gênes par investiture de Louis XII, il ajoutait même que si, pour aplanir la difficulté relative à Gênes, il lui fallait payer quelque chose au roi de France, il ne négligerait rien pour le contenter. « Constantin Armiti, qui négociait alors les termes de sa condotta avec Ludovic Sforza, ne pouvant lui refuser ce service. Il se montra donc tres disposé en principe a accepter la misaion dont le chargeait le duc de Milan , mais, connaissant l'existence et l'insucces des démarches antérieures analogues, il demanda avant tout a savoir quelspersonnages, et munis de quels mandats, avaient été envoyés en France, quel accueil leur avait fait Louis XII et enfin quelles conditions Ludovic Sforza mettait à son rapprochement. Constantin Arniti pensait en effet justement que la connaissance des faits passés lus rendrait plus facile sa démarche actuelle; et il expruna aussitôt à Ludovic Sforza son espoir de trouver des intermédiaires qui rendraient le succes plus probable. Constantin Armiti s'acquitta de cette mission, et, sans qu'elle ait eu de résultats positifs, c'est sans doute à son jutervention que l'on peut attribuer « l'adoucissement ». aignalé par le marquis de Saluces au début de septembre, dans les dispositions de Louis XII à l'égard de Ludovic Sforza (1). Aussi s'attendit-on, en France, a une insistance plus grande dans les propositions d'alliance de Ludovic Sforza à Louis XII (2). Un · secrétaire du roi » fit même savoir au duc que, s'il envoyait un sien agent en France, il pourrait résulter de cette mission « quelque chose de bon ». Ludovic Sforza s'émut de cet avis, envoyaimmédiatement un agent a ce secrétaire, (cu qui il faut sans doute supposer M. de Trans), mais cet agent revint bientôt après en Italie, il rapporta que cet informateur s'etait, de son propre aveu, trop avancé, qu'il ne voyait aucune mantère de négocier une réconcination avec le rot, et affirmait que les dispositions de celui-ci envers Ludovic ne pouvaient être pires que ce qu'elles étaient 3. La nouvelle de cet échec diplomatique de Ludovic Sforza arriva sans retard à Venise, et y fut enregistrée non-



⁽¹⁾ Mantoue, Arch. Gonzaga, B, x1x, 3, Brognoto au mampis de Mantone, 3 septembre 1426 ff udovir Storza) ha aviso dal marchese di Salucio che la Maestà dil Re di Franza è alquanto mitigata verso la Excellentia Sua, inquale ha deliberato non lassure cosa a fare per corrumpere tutti quelli che hanno auctorità cum la Maestà sua, per potere consequire l'intento suo contra Venetiani in questa impresa de Pisa

⁽²⁾ Marino Sancto, I, 1095, l'ambassadeur vénitien à la Seigneurie, 18 septembre 1406.

⁽³⁾ Costabili au duc de Ferrare, 10 septembre 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 52.

sans exagération : on sesura que, loin d'accepter aucune propoaition. Louis XII avait demandé à Ludovic Sforta la cession de Milan, « qui lui appartenait à lui même » (1) La duplicite de Ludovic redoubla après cet échec: il songea plus que jamais à exciter l'empereur contre la France, ne voulant pas, comme il le déclarait a Costabili, « attendre impassiblement sa ruige et se laisser réduire au point ou il ne tronverait plus d'alhées; mais, en même temps, il demanda au duc de Ferrare d'envoyer en France un nouvel ambassadeur, chargé eu premier lieu de justifler Ludovic Sforza du grief fondamental qu'avait contre lui le roi de France, et ensuite d'employer toute sou industrie et tous les movens qui lui sembleraient convenables, à produire une reconciliation. Cet ambassadeur, si l'ou rendait Ludovic Sforza. responsable de la prolongation de la guerre franco-allemande. pourrait l'excuser en insistant sur les nombreuses tentatives faites par le duc de Milan pour nontrer ses bonnes dispositions, tentativos toujours repoussees par le roi cette mauvaise volonté. royale autorisaa laidovic Sforia a prendre désormais ses precautions contre la Prance. Il ne parait pas que le duc de Ferrare se soit prêté à ce désir de Ludovic (2).

Au mois d'octobre, Ludovic Sforia tenta d'arriver à Louis XII par l'intermédiaire de son mortel ennemi, Trivulce : la démarche dut coûter autant à son amour-propre qu'à sa rancune (d). Il essaya d'abord de le détacher du service de la France pour le tapprocher de lui-même. Il proposa ensuite de verser deux cent mule florius en échange d'une renouciation de Louis XII à ses projets de guerre. On fit courir divers bruits, tantôt qu'il avait proposé de céder le Milanais a la France deux ans après sa mort, tantôt qu'il avait offert une somme une fois payée de deux cent mille livres et un tribut annue, de trente mille livres, en témoignage de vassalité. Il est certain du moins que, dans le courant

⁽¹⁾ MARINO SANUTO, I, 1902, 21 septembre 1498

⁽²⁾ Document cité note 11.

⁽³⁾ Milan, Bablioth, Ambrosienne, eed A 114 inf., Arluno, Storie de Milane; a Primum omnium J.-J. Trivultium, multie lachonis multique popularitation virum, ad sese a Galto averlere, ci aux summam ingentem ducenta flavorum milliu, si rex armis interquiesceret spopoudiuse; quidam addiderunt vivo se ac biennio post esse conventum, mos at rex protein susceplisset, truc demum ut test evano imperio res Mediolana subjeccetur annaisse. Bgo quidem, abbis qui ducalium arcana secretorum participabant altier accept ducenta quippe, millia statim inito feedere prieroganda erant, singulos debine in annon trigenta millia velut ad superioritatis recognitionem impraestabantur. Que p. iane eredibiliora sunt.

de ce mois. Trivalce recevait de France l'ordre de travailler à un arrangement entre le roi et Ludovic Sforza, et l'avis que « le roi verrait cet arrangement avec satisfaction et désirait savoir les conditions de son adversaire » (1). Ludovic Sforza avait hâté sa réponse à ces ouvertures, déclaré que les services de Trivulce ne lui seraient pas désagréables, aunoncé l'envoi d'un agent milauais en France, et communiqué a Trivulce la commission donnée à cet agent, s'en remettant à la bonne foi de son uncien adversaire pour transmettre au rot la teneur exacte de ses déclarations. Un personnage fort obscur et dont l'identité même, les fonctions et le caractère restent pour nous mal definis, le comte Roux de Samt-Martin (nomme aussi Zuam Rosso ou San Martino), fut charge de ces négociations occultes. It so trouvaiten France en octobre, et le 22 du même mois, de retour de son ambassade, il eut une entrevue avec Ludovic Sforza dans les environs de Milan (2) Louis XII demandait, pour continuer a vivre en paixavec le duc, un tribut anunel de cent mille francs et la possession du duché apres la mort de Ludovic (3) Cette prétention paraissait exorbitante au duc; il est même vraisemblable que Louis XII n'esperant pas qu'elle fût acceptée ni même prise en serieuse considération, et qu'elle avait suriont pour but indirect de reveiller les Venitiens, avec qui les négociations se prolongement saus aboutir. Le duc de Milau repoussa en effet les propositions de Louis XII, on prétendit qu'il avait offert un tribut annuel de cinquante mille ducats et une somme une fois payée de quatre cent mille, ducats en echange de toutes les prétentions du roi sur le duché; d'autres prétendirent qu'il avait offert un tribut de cinquante mille ducats, qu'il consentait à tenir Milan en fief de Louis XII et à le lui léguer après sa mort (i). Cet échec fut surtout l'œuvre des adversaires imbanais d un rapprochement entre le roi de France et Ludovic Sforza : les principaux étaient le trésorier Landriane, chef des Gibelins, Galcazzo di San Severino, redoutant un partage éventuel du

⁽¹⁾ Ludovic Sforza à Herssmo Brasca, 20 octobre 1498. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 60 D'après Ariuno capendant, les offres auraient été faites directement par Ludovic Biorza à Trivalce, qui ensuite les aurait transmises en France (Storza de Milano, fol. 107).

⁽²⁾ Masino Samuro, II, 59 Lippomano à Ventse, Milan, 72 octobre 1498.

⁽³⁾ Ibra., II, 59. Le même à la même, Milan, 22 octobre 1498.

⁽⁴⁾ Voir le texte d'Arluno ei-dessus cité, et Marino Sanuto, II, 144, 21 novembre 1498 — Mar Sanuto cité le fait comme l'ayant enteudu dire à Venise.

gouvernement avec Trivulce, et sans donte aussi Maximilien, aux droits impériaux de qui ces projets portaient atteinte (1).

Cependant des négociations toujours secrètes et officieuses continuérent. Le parti milanais recommença à s'agiter à la courde France : « le duc de Milan, disaient les ambassadeurs vénitions, avait à la cour des défenseurs et des intrigues avec les grande, car les Français sont aussi svides d'argent que le diable d'Ames » (?) Le comite de Saint-Martin et d'autres agents du même genre, mais subalternes, l'un entre autres nommé Pietrasanta, sejournérent en France dans la première quinzaine de novembre. Saint-Martin continuait à pousser le roi à une entente avec Ludovic Sforza, mais le roi s'y montrait de nouveau peu décidé (3). Saint Martin eut des entrevues avec d'Amboise et Gié ; il fit plusieurs fois mandé devant le conseil du roi, mais le gouverneur d'Orléans, son ami, lui conseillade ne pas s'y rendre et même de se tenir éloigné de la cour, jusqu'au moment où il aurait des nouvelles de Milan plus conformes aux déurs du roi. Un autre agent, qui recevait des instructions de Saint-Martin, résida pendant le mois de novembre à Loches, à Tours et à Montrichard, suivant la cour et le roi, que d'ailteurs il ne put voir , son arrivée à Montrichard, où était Saint-Martin fut immédiatement signalée, et comme le courrier attendu n'arrivait pas, Louis XII se décida à rempre avec cesagents ducaux tous pourparlers, et il annonça aux ambassadeurs vénitiens, surveillants inquiets et jaloux de leurs confreres. milanais, le congé de ceux-ci. Ce congé leur fut signifié sans solennité, « sur un bout de papier », en termes tres secs : « Comtede Saint-Martin, le roi entend et veut que vous et les deux personnes que vous avez appelées, vous retourniez là dou vous étes venus, et as veut pas vous accorder d'audience. » Les Milanais demandèrent des explications sur leur renvoi, comme fait et comme procédé : le gouverneur d'Orléans leur expliqua que c'était une répugue de la cour au rétard de l'arrivée du courrier. et ils partirent, ce courrier arriva pendant leur voyage : ils envoyerent au gouvernement français la teneur de ses lettres





⁽¹⁾ Arluno dit que «Maximilianus Lenar Introveriebatur enim jure aun, si Biortia pro Carace Gallum recognosceret, nam quiam jua Medicianique potestas ab imperio pendeat ablaqueari distrabique per indignum esse Videbatur» (op. csf.).

⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 189 et 151, ambamadeur vénitieu à la Seigneurie, Lyon, 15, 16 et 17 novembre 1498.

 ⁽³⁾ Mad., II, 141; lettre d'Asti à la Beigneurie, 17 novembre 1496.

et continuérent leur voyage à petites journées, dans l'espoir, qui ne fut pas réalisé, d'être rappelés. Saint-Martin et ses agents attribuérent leuréchec aux jalousies qui divisaient la cour éleurs négociations auraient réussi, divaient-ils, s'ils étaient adressés au marechal de Gié et à d'Amboise; mais le reste de la cour tenait en suspicion ces pratiques, ne leur croyant pas d'autre but que de faire gagner du temps nu duc de Milan; on n'admettait pas, étant donné les étroites relations financières et politiques de l'empereur Maximilien et de Ludovic Sforza, la sincérité de ce dernier quand il parlait d'une réconcibation. « Du reste, les dispositions pacifiques du roi avaient changé, avant même l'arrivée du comte de Saint-Martin; en sorte qu'ett-il apporté lui-même les propositions envoyées seulement par le courrier rotardataire, les concessions de Ludovic Sforza seraient tout de même arrivées trop tard (1).

Vers la mi-novembre, les ambassadeurs vénitiens croyaient que l'on pouvait considérer la ligue franco-vénitienne comme conclue et qu'on n'attendait plus que la répouse de la Seigneurie. Le congé des ambassadeurs milanais fut définitif au début de décembre; le roi aurait même donné ordre de reconduire le comte de Saint-Martin a la frontière entre deux archèrs, et menacé de pendaison quiconque se présenterait à la cour au nom du duc de Milan (2). Il ordonna de congédier aussi un autre personnage qui devait arriver à Chinon, vers la même époque (3); il retira au comte de Saint-Martin et lui fit retirer par Constantin Armeti les pensions dont il jouissait sur les revenus d'Asti et du Montferrat. le motif de cette suppression,





⁽¹⁾ Documents sur la première année du regne de Louis XII, pag. 58 et suiv. Lettre anonyme d'un agent secret milauais à Lufo-le Sforza. 29 novembre 1498. — Une très grande obscurité regne d'ailleurs sur les allées et venues de ses personnages, elle set due en partie aux erreurs de nome que sommettent les contemporains quand il s'agit de les désigner. Aloss le comte de Saint-Martin est représenté dans des lettres de Lyon du 21 novembre 1498, comme u'nyant pas encore quetté la gour à cette date (Marino Sanuto, II, 207), et en même temps comme ayant ce jour-là même une conférence avec Ludovic Storza, et une seconde à Vigevano quelques jours après (Marino Sanuto, II, 207 et 168, ambassadeur vénities à Milau, 21 et 25 novembre). Lependant un personnage appele Zu am Rosso, nom que porte suast le comte de Saint-Martin, est signale passant à Lyon le 25 novembre 1498 pour retourner à Milau. Tous ces menus détails, du reste sans grande importance, sont incohérents.

⁽²⁾ Manino Sanuto, II, 196, lettre à la Seigneurie, 7 décembre 1498

⁽³ Ibid., 11, 235, ambassadeur venitien a la Seigneuria, Chinon, 7 décembre ,498.

donné dans l'édit royal, était « qu'il avait voulu se méler de choses qui ne le regardaient pas »(1). Le comte rentra définitivement à Milan vers le 20 décembre sans avoir pu rien conclure. Le roi voulait une renonciation pure et entière de Ludovic Sforza à son duché, et le duc refusait, comme de juste, de priver son successeur de sa couronne, sans même essayer de la lui conserver (2).

Tandis que les négociations de Saint-Martin échouaient ainsi, une autre « pratica » a engageait dans ce même mois de decembre 1498 entre la France et Milan par l'intermédiaire de cette charmante et légère comtesse de Monspensier. Claire de Gouzague, et d'un officier de sa maison, « Simforiano», autrefois marchaud à Milan et qui avait quitte Milan par suite de mauvaises affaires (3). Cet agent de Claire arriva le 26 décembre à Milan, porteur d'un sauf-conduit pour d'autres diplomates, entre autres M. de fagona, chargés aussi de prendre part à cette négociation, et fut reçu par le secrétaire Paolo Biasso, d'après lui, le roi demandait maintenant l'abandon de Génes par Ludovic. Sforza (4), tandis que le duc n'offrait qu'un tributannuel de vingt. mille ducate, mais il promit au marchand Simforiano, si parses poins la négociation aboutissait, « monts et merveilles » et, plus positivement, le paiement de ses dettes (5). - D'autres intrigues étaient menées paralièlement, dont on n'aperçoit que quelques traces dispersées, et dont on ne connaît ni les agents, m la teneur, ni les conséquences. D'apres Constantin Armiti, Ludovic Sforza officait de nouveau à la fin de décembre à Louis XII la cession de Génes et de son territoire, l'envoi de son fils comme ôtage a Ast ou en Savoie, la formation d'une alliance



⁽¹⁾ MARINO SANUTO, II, 282, lettre de Casal à la Seigneurie, Casal, 15 décembre 1498.

⁽²⁾ Hod., II, 255, l'ambanudeur vouition à la Seigneurie, Milan, 21 décembre 1498.

⁽³⁾ Nod., II, 255, Lippomano à la Salguaurie Milan, 21 décembre 1498. — Mantone, E, xix, 3, Brognolo au marquis de Mantone, 19 décembre 1498. La Excellentia Vistra havra inteso du Ludovico de le cose de Franca per la praticha introducta per la illustrissima madona Chines et como questo illustrissimo signore insudo questi di uno secretario cum salvo conducto ad alcuni che dovesno capitare a Chivasso.

⁽⁴⁾ Mantoue, Arch. Gonzaga, E, xix, 3, Brognolo au marquis de Mantoue, 26 décembre 1418. Les Français, qui arrivèrent en effet à Chivanno, en repartirent presque aussitet : « [Le duc de Manu] tuttavia è in praticha di amettare quelle cosez.

⁽a) Marino Saxuto, II, 255, ambasiadeuryemmen a Milan, 21 decemb.1498.

entre la France, l'empire et le duché de Milan pour attaquer Venuse ensemble (I). En Savoie, le grand chancelier et le trésorier, le grand hâtard à Turin, en France d'Amboise et M. de Myolans s'intéressaient à ces negociations (2). A la fin de décembre, on signale de nouveau en France l'agent Pietrasanta, qui offrait d'acheter la paix à prix d'argent au roi, mais il reviot à Milan sans aucui, résultat; ce nouvel échec désespéra tellement Ludovic Sforza que, le 1º janvier 1499, il ne voulut entendre la messe in au Duomo in à Santa Maria delle Grazie (3). D'autres agents, mais d'un ordre inférieur, étaient encore en France pour lui Ainsi le 4 janvier 1499, deux agents, demi espions, demi courtiers d'alliances, Michele Resta et Bonaventura di Parma, sont signalés à Lyon, projetant de se rendre à la cour et de se servir encoro de l'influence de Claire de Gonzague, mais génés par les mauvaises conditions pécuniaires on ils étaient reduits (4). - Neri Capponi s'employait aussi au service de Ludovic Sforza; il avait même, devant le roi et avec l'assentiment de d'Amboise et de M. de Clérieux, abordé la question de l'entents avec le duc de Milan ; Louis XII l'en blama vivement et lui ordonna de ne plus s'en mêler, mais d'Amboise, Clérieux et le maréchal de Gié semblaient toujours favorables à cette façon de voir. Capponi promit de la part du duc cent mille ducate à Clérieux et à Gié s'ils menaient l'affaire a hou terme (5). Un instant, au mois de janvier, on crut qu'un accord allait se faire entre les deux princes, zous l'influence de deux personnages, aniquement désignés dans la dépêche qui nous révele ces détails par les lettres A et Ab (6, lesquels avaient gagné d'Ambo se et d'autres grands personnages : Ludovic Sforta cédait au roi Gênes et son territoire, plus une somme d'argent; même, si ces propositions n'agreaient pas a Louis XII, il promettati de lui laisser apres sa mort le duché de Milan (7). A la fin de janvier, un courrier

⁽¹⁾ MAR. SANUTO, II, 284, Const. Aruiti à la Seigneurie, 27 décembre 1498.

^{(2) 161}d., II, 307, Dolce à la Scigneurie, 30 décembre 1498

⁽³⁾ Ibid., II, 310, Lippomano à la Seignourie, Milan, 2 janvier 1499.

⁽⁴⁾ Documents sur la première année du regne de Louis XII, pag. 61, ettre de Bouaventura de Parma à Ludovic Storza, Lyon, 4 janvier 1499.

⁽⁵⁾ Ibid. et id., Louis XII, pag. 65. « Sommare du rapport fait par Neri Cappont à Turin, 12 janvier 1499 ».

⁽⁶⁾ Mantone, Arch Gonzaga, E. XIX, 3. Brognolo au marquis de Mantone, 24 janvier 1499. « Roan e molto inclinate alle cose di sua Excellentia, laquale ha cercato de tirare lui od alcum ortri alla voginasua, mediante A vet Alan.

⁽⁷⁾ Mar no Sanuto, II, 325, lettre de Genes, 9 junvier 1499. Voir Rosmini, Storia de Trioulsio, I, 309, et II, 65-86. Ibid., II, 317, l'ambassadeur voin-

passant à Turin annonce comme un fait accompli la conclusion de cet accord (!). Ludovic lui-même semblait compter sur ce traité : sa confiance dans la possibilité d'une entente avec la France se fondait sur l'espoir que le mariage de César Borgia en France ne réassirait pas, que les Vénitiens s'accorderaient avec lui-même par peur du pape, que le pape, soit par crainte, soit par lionte, ne s'allierait pas avec le roi de France, et qu'enfin l'état intérieur du royaume ferait craindre à Louis XII une rupture avec M.lan (2). Il escomptait dé,à l'avenir : « Si le duc était en sécurite du côté de la France, ecrivait Brognolo, je ne dis pas qu'il enverrait des troupes à Pise pour arrêter l'entre-prise des Venitiens, mais il ferait de telles actions en Lombardie qu'il les obligerait à s'en détourner » (3).

La conclusion de l'alliance franco-vénitienne, tellement retardée que l'on commençait en Italie a ne plus y croire, fut un coup d'autant plus rude pour les illusions et les espérances de Ludovic Sforza. Il essaya encore de payer d'audace : ainsi, il écrivait à la république de Lucques, au début de mars, de ne pas s'effrayer de l'alliance qui venait de se conclure, car l'on y réservait une place honorable pour lui-même. It aunonçait qu'il allait envoyer un ambassadeur en France, on se tramait a son profit une autre Ligue. Mais, en même temps, il demandait aux Lucquois des logements pour les troupes qu'il armait « pour la conservation de l'Italie » (4). Les tentaitres directes et personnelles de Ludovic Sforza vers ¡Louis XII cesserent cependant alors pour quelque temps. "

Le duc de Milau se borna à afficher les sentiments les plus courtois du monde, a l'égard de la France et de son roi. Il montra les plus grands égards aux diplomates français qui traversaient ses élats, allant à Rome ou en revenant : Ascanio Sforza suivit la même politique. Il donna une leure de recommandation pour Milau à l'ambassade de la reine Anne, retour-

tien à la Seigneurie, Turin, 15 janvier 1499. Il déclara à Adorno qu'il voulait livrer au roi de France Génes et la riviera, c'est-à-dire de cheval et le fourniment »; Constantin Amits offrait déja à Zuam Adorno Phospitalité à Casal quand le roi de France le chasserait de Génes.

⁽¹⁾ Manico Saxuro , 11, 398 Dolce à la Seigneurie, Turia, 28 janvier 1499

^{(2) (}lattaneo au marquis de Mantone, 7 février 1499, Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 75.

⁽³⁾ Brognolo au marquis, 2 levrier 1499, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 72.

⁽⁴⁾ Mamno Sanuto, II, 512, Viuciverra à la Seigneurie, Bologne 9 mars 1499.

naut en France en mars 1499, a bien que cette recommandation fat inutile et qu'ils pussent attendre le meilleur accueil de Ludovic » (1). Ludovic lu.-même exprima, en effet, quelques jours après, à ces ambassadeurs son étonnement qu'ils eussent cru un sauf-conduit a travers ses états nécessaire, « car il mettait tous les sujets du roi très chrétien à la place d'amour particulière qui leur était due ». Il leur envoya, en même temps, un chambellan pour les escorter à travers le Milanais (2) Démarches de pure politesse à la portée desquelles personne ne pouvait se méprendre, blen que les envoyes français eussent manifesté à Trivulce leur satisfaction de cet accueil (3).

Une nouvelle et dernière tentative de rapprochement entlieu au mois de mai 1499. Le comte de Saint-Martin envoya en France un homme à lui. Ludovic Sforza (4), dans un supplément d'instructions adressées à un personnage anonyme qu'il appelle -son tres cher ami », en arrive aux moyens désespérés de conserver ou tout moins de prolonger la paix (5). Il précise les procédés à employer à l'égard de divers grands personnages, tels que d'Amboise, Ligay, M. de Tournon, pour s'assurer leur amitié. Il déclare que, si ces divers personnages lui promettent leur fidele appur et obtienneat que Louis XII ne lui fasse pas la guerre, il s'engage à payer, pour chaque année où la paix durera, des pensions de trois mille écus a d'Amboise et à Ligny. et une de deux mille à M. de Tournon; que les pensions de l'année courante 1499 leur seraient versées, dès qu'il verrait avec certitude Louis XII renoncer pour l'année à lui faire la guerre Mais, découragé et humilié de tant d'échecs, Ludovic Sforza ne voulait plus agir en personne ni consentir que ses amis fissent des démarches en son nom auprès du roi : ils devaient agir spontanément et comme d'eux-mêmes, et, en employant d'ailleurs les voies et moyens qui leur conviendraient, obtenir que Louis XII renonçat à ses idées belliqueuses. — Un agent du cardinal La Rovère, Pierre Zuam de Forli, alla deux fois a Milan par ordre du roi, et y eut des entretiens tres secrets avec Ludovic Sforza. Ludovic s'informa avec

31

⁽¹⁾ Documents sur la première année du régne de Louis XII., pag. 70 Lettre du cardinal Ascanjo Storza à Ludovic Storza, Rome, 27 mars 1499,

⁽⁷⁾ Rid., pag. 71 Lettre de Ludovic Sforza à l'évêque de Tréguier et à Jean de Bosquet, Pavle, 6 avril 1499.

⁽³⁾ Rid , pag. 75, Lettre de Matversi à Ludovic, Annons, 20 avril 1460.

⁽⁴⁾ Ibid., Lettre de Jean Guisoard à Ludovic Blorza, 6 mai 1499.

⁽⁵⁾ Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 115 L. P., tom. I.

heaucoup d'utérêt se d'Amboise était aussi puissant auprès de Louis XII que le cardinal de Baint-Malo l'avait été auprès de Charles VIII I). Il essayait, dermère et faible ressource, de broudler Louis XII avec Venise en leur inspirant des doutes réciproques sur la valour de leur alliance, il disait que Venise menacée par le Turc ne fournitait aucun appui au roi, il prétendait savoir par des gens de la cour que le roi ne ferait pas d'expedition coutre lui pendant l'année courante (2).

Cependant, apres la signature de l'alhance franco-vénitienne, la conclusion du mariage de Gésar Borgia et de l'alliance francopontificale rumant définitivement tout espoir d'une solution pacifique entre Louis XII et le duc de Milan. Le parti milanais était decidement vaincu. Scul. M de Trans, « homme qui, disent les Vénitiens, faisait tout pour de l'a-gent », essayait encore d'opérer un accord entre les deux princes. Au début de juillet enfin 31, Ludovic Sforia eut encore un instant la velleité de faire une dermicre tentative aupres de son ennemi maintenant déclaré: il von ut lui envoyer en ambassade Maffeo Pirovani; les lettres de créance nécessaires furent même rédigées par le secrétaire Paolo-Balbiant, mais il ne mit pas cette idee a exécusion (4). Ascanio conseillait encore à son frere, dans les premiers jours de juillet, de traitor avec la France et Venise, en lui remontrant que l'attitude du pape était un veritable danger pour lui. Ludovic Bioria repondit qu'il ne voulait prendre aucune décision où interviendrait le pape, ni le laisser décider lui même, et déclara en même temps « qu'il était en de meilleures couditions pour commencer. la guerre que Louis XII », et qu'il ne craignait pas Venise (5). Toute peusée pacifique avait donc disparu : aucune des propoaitions de paix ou des tentatives d'accommodement de Endovir-Sforsa n'avait été agréce, aucune ne pouvait l'être, car toutes repositent sur des transactions et des concessions provisoires, qui ue liaient que fort imparfaitement le due de Milan, qui ne donnaient aucune amise solide à l'influence française non

⁽¹⁾ Marino Sanuto, 11, 720, ambianadeur vénitien à la Seignourie, Biois, 10 mai 1400. Co autre espico, Airsandro da Bologne, est aignaie vera temême temps comme allant fréquemment de France à Milan.

⁽²⁾ Bid., II, 715, lettre de Blois à la Seigneurie, 12 mai 1490.

⁽³⁾ And., 11, 770 ambasesdeur vontien à la fleigneurie, Lyon, 13 mai 1499

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S. Cartegg. y mer., Ludovic Sloran & Paolo Balbiani, Vigevano, 3 juillet 1496.

⁽⁵⁾ Lausbamadeur florentin à la Seigneurie, Milau, 6 juillet 1699 Louis XII et Ludovic Sforsa, Documenta, 168.

seulement en Milanais, mais en Italic. Se fût-il agi d'une de ces questions de détail qui mettaient volontiers aux prises les états italiens du xv° siècle, des demi-mesures pouvaient terminer la querelle. Mais deux cent mille ducats ne pouvaient vraiment pas faire dévier toute la tradition nationale et dynastique qui poussait la France vers la domination de l'Italie et la conquête d'un point d'appui pour cette domination.

La constitution de deux groupes meganx d'états ennemis, la formation de trois grandes armées destinées à lutter entre elles, — la preuve répétée que la diplomatie était impuissante à résoudre le débat, — l'œuvre entière, en un mot, de ces quinze mois, luttes diplomatiques quotidiennes, intrigues savantes et ingénieuses, travaux militaires vigoureux — tout aboutissait à la guerre entre Louis XII et Ludovic Sforza, et la guerre devait être décisive.

CHAPITRE VI.

LES PRÉLUDES DE LA GUERRE.

Cette guerre entre la ligue franco-vénitienne et Ludovic Sforza, plusieurs faits d'importance inégale, mais également caractéristiques l'annoncerent des l'hiver de 1499; ils se multiplièrent et s'aggravèrent a mesure que les positions des deux adversaires se dessinaient mieux, et, par leur succession de plus en plus fréquente, ils accélérerent le jour de la rupture décisive. Ces actes d'hostilité significative furent les uns des faits diplomatiques ou administratifs, les autres purement des faits de guerre.

§ 1. - L'expulsion des Milanais hors de France.

Au mois de mars 1499, Louis XII manifesta son hostilité contre le duc de Milan, par une mesure dirigée contre la • nation milanaise • toute entière. Bien plus qu'un acte de protestation économique, l'édit du 12 mars fut un acte de securité générale et un acte de menace à l'égard de Ludovic Sforza (1) Par cet

(1) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 89. Marino Sanuto, II 560. Ambassadeur vénitica à la Seigneurie, Blois, 15 mars 1499. D'autres édits, rendus en même temps, avaient eu un caractère plus marqué de prohíbition économique, le 8 tévrier, un édit interdit l'introduction par voie de terre des étoffes d'or et de soie, et cette mesure, qu'un vénitien établi à Lyon crut hostile à la Seigneurie, était probablement dirigée contre les Milanais (Marino Sanuto, II, 465, l'amico fedel à la Seigneurie, Lyon, 8 tévrier 1499); le 6 avril, Beccaria annonce l'interdiction de l'importation des soies et des pelleteries. « Ho inteso como qui é venuto aviso de Branza che quello Christianissimo Re ha facto bandire le sete e pelletarie quale vano de Italia in quello reame ; adeio non li ne posse esser più mandato, dilche mi è parso darne aviso a la Execlientia Vostra ; 6 aprilis 1499. Augustus Maria de Becharia. » — Au mois de janvier 1499, l'importation des draps étraugers avait eté constituée en monopole au profit du mari d'une



édit, tous les Milanais et les Génois établis dans le royaume étaient frappés de bannissement et d'expulsion, sous peine de confiscation de leurs biens et d'emprisonnement. Les citoyens de ces nations, munis de saufs-conduits et de permis de séjour, auraient, pour qu'on ne pût pas accuser le roi de trop grande précipitation, un délai de quatre mois, et les autres, un délai de six semaines après la publication de cet édit pour liquider leurs. établissements; un ou deux membres de leurs maisons pourraient recouvrer, retirer et transporter leurs biens, créances et marchandises et en faire ce qu'ils voudraient; mais il était interdit à tous de commencer ou de faire aucune nouvelle opération de commerce ou de banque. Les étrangers mariés et fixés en France, et y ayant réside les dix dernières années, n'étaient pas compris dans ce décret, mais il leur était interdit d'écrire ou de faire savoir quoi que ce fût sur les affaires politiques de France, à Milan, à Génes ou aux autres états ennemis de la France; il leur était interdit aussi de faire des affaires de commerce pour le comptede ces ennomis, et en un mot de nuire d'aucune facon aux intérêts français. Ordre était donné dans le même écit de sévir avec une violence impitoyable, malgré toutes autorisations de séjour et tous saufs-conduits, contre les contrevenants à ces demières clauses (1). Comme corollaire à cet édit de hannissement général, fut rendu un autre édit interdisant aux Allemands et aux Milanais d'assister à la foire qui se tenait à Lyon en mai 1499 (2). L'édit du 12 mars fut crié et proclamé dans tout le royaume à son de trompe; il le fut notamment à Lyon, où l'agglomération des marchands milanais et génois était importante, le 17 mars(3). On pensait qu'un décret analogue atteindrait en même temps les Florentins; aussi se livrerent-ils, surtout ceux qui fréquentaient la cour, à de grandes intrigues pour s'y soustraire, et ils y

des femmes de la reine, Becondino d'Asti, qui avait su l'autorisation d'en faire entrer de cinquante à solvante-dix ballois (Documents sur la première année, etc., pag. 65, 12 janvier).

(1) Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 95. Coaradus de Valle à Ludovic Storza, Casal, 4 avril 1499.

(2) Documents sur la première année du règne de Louis XII, pag. 76, 8 mai 1499 A en croire ce document, la foire de Lyon n'aurait pas été moins brillante, malgré i absence de ces marchands. D'après un autre texte (ròid, pag. 151), elle eut au contraire moins d'importance cette année-là.

(3) Marino Sanutto, II, 572, ambassadeur vénitieu à Biois à la Seigneurie, 25 mars 1499, ibid., II, 576, lettre de Lyon à la Seigneurie, 26 mars 1499 Extracto de capituli di lettere venute du Lione, 72 mars 1495. Louis XII et Ludous Sforse, Documents, 92,

réussirent (1). Les marchands milanais et génois, d'autres sujets de Ludovic Sforza, — entre autres le mineur conventuel Protasio de Porn, qui avait passé le carnaval à Lyon, comme prédicateur et confesseur des marchands italiens, — commencèrent aussitôt leur exode (2), ils se retirérent notamment en grand nombre par Montmélian en Savoie; leur émigration devint extrêmement nombreuse vers le 12 mai, et le 6 juillet elle était complètement achevée (3). Louis XII s'était ainsi délivré de la présence de ces gens qui n'étaient pasmoins espions que marchands. Cette mesure de sécurité eut un grand retentissement dans toute l'Italie et émut beaucoup Ludovic Sforza et ses partisans.

§ 2. - L'attitude de Trivulce à l'égard du duché de Milan.

Un autre propostic de guerre fut l'attitude de Trivulce dans tous les conflits qui existaient entre les Astésans et leurs voisins, sujets ou allies du duc de Milan, ou dans ceux qu'il sut provoquer ou développer entre eux. A la fin de février, il prépara une petite expédition pour reprendre une petite place du Montferrat, Calisano, et un autre château, que Ludovic Sforza avait donnés au marquis de Final ou qu'il lui avait laissé occuper; le duc se plaignit à ce propos non seulement de l'attaque même de Trivulce, mais de la duplicité de Constantin Arniti, qui, tout en se disant son ami, appelait à son secours les armes de la France (4). Trivulce saisit cette occasion de demander à Anna del Carreto. codame de Zuccarello, si elle lui accorderait le libre passage pour aller attaquer Gênes. Fontana, commissaire ducal milanais à Gênes, pensaitque Trivulce s'agitait ainsi, non pas dans le but d'une rupture immédiate, mais en vue de préparer de longue main l'avenir. Ludovic Sforza et le gouvernement de Génes, chacun de son côté, mais après entente par l'intermédiaire de Fontana, consculèrent au marquis de Final de céder, ne croyant



⁽¹⁾ Lettre de Lyon, 13 mars 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 90.

⁽²⁾ Voir Notes d'histoire italienne, VI. Rapport de Protasio de Porri sur l'étal de la France en 1499 (dans Le Moyen age, octobre 1893).

⁽³⁾ Marino Sanuto, II, 750, 23 mai 499, et II, 922, 8 juillet 1499.

⁽⁴⁾ Bid., II, 493, Dolce à la Seigneurie, Turin, 27, et 28 février 1499; Lippomano à la Seigneurie, Milan, 1er mars 1499.

pas le moment opportun pour une rupture avec Trivulce, vu ses conséquences possibles (1).

Trivulce intervint aussi pour l'envenimer dans une interminable quorelle que les Astésans avaient alors contre les Génois au sujet de diverses affaires financières, et des créances d'Astià l'égard de la banque de Saint-Georges (2). Dès le mois de février, Fontana exprimait déja à Ludovic Sforza son désir de voir l'affaire se terminer au plus vite, craignant que la rupture avec la France ne fit perdre à la république de Gênes toute chance de paiement, et que trop de lenteurs n'amenassent en effet une rupture. Au début de mars, Trivulce signifia au gouvernement génois qu'il lui laissait la responsabilité du mauvais succes de cette affaire, si l'on donnait tort aux Astésans, et monaça de faire altre provisione. Le gouverneur Adorno lui répondit que les Astésans se plaignaient sans motif et que les Génois repousseraient la force par la force ; qu'on pouvait bien leur faire du mal sur la Riviera, mais que ce serait contraire à toute justice, et que Gènes se défendrait de son mieux. Trivulco rappela son messager. Fontana charges celus-ci de dire à son maître que la banque de Saint-Georges avait fait son devoir. que Trivulce lui-même l'avait reconnu; que, pour sa part, il s'était employé autant qu'il avait pu en faveur des Astésans, Cette raideur des Astésans et de Trivulce étonnait et inquiétait beaucoup Fontana et Adorno. Le procès s'engagea enfla le I février : les Génois se montrérent très courtois envers leurs adversaires; toutes les fois que l'avocat des Astésans, Agostino Pangarola ou celui de Trivulce demandérent audience. ils l'obtingent sans difficulté : l'office de Saint-Georges se réunit même plusieurs fois pour eux seuls ; plusieurs des juges et le prieur dudit office, qui pouvaient, par leurs relations de famille

⁽¹⁾ Voir Documents pour l'histoire del établissement de la domination française à Gênes (198-1500), pag. 33, doc. VIII.

⁽²⁾ La note sulvante, retrouvée dans le Carteggio generale de Milas, et classée dans les linames de mai et juin 1500, résume toute l'affaire « Causa promossa da Signori Astesani intorno diversi luoghi da essi posseduti nel banco di S. Giorgio di Genova, ed interessamento del governatore di Asti. Gian Giacomo Trivulzi, in nome del re di Francia, con minasta di rappresaglie nel caso che non si prestino quelli del banco a somministrar giustizia; Interessamento del Signor Ludovico in detta causa spedizione del aignor Prancesco Fontana, poi del Giulio Cattaseo a Genova; successiva intimazione di guerra per parte del detto Re al Genoveni. Il credito degli Astesani sui detti banchi era de ducati undeci milia et cogli interessi ammontavano a ducati tredeci milia ».

ou d'amitié, paraltre suspects de partialité, avaient offert de ne pas sieger. Au mois de mars, deux envoyés des Astésans, dont l un était docteur en éroit, vincent à Gênes pour souteair leurs prétentions devant la justice génoise , l'un et l'autre possédaient une part de ces créances sur la banque de Saint-Georges qu'il s'agussait pour Asti de recouvrer : Trivulce leur avait interdit, sous perne d'une amende de cinq cents ducats, de chercher a los veudre, disant que, si les riches créanciers se dégagonient, les pauvres, restant seuls, ne seraient plus en état de soutenir l'affaire, Le 14 mars, l'office de Saint Georges semblait sur le point de terminer le procès : il décidait de teuir séance sans désemparer pendant deux jours et de se faire porter à boire et à manger dans la salle de ses délibérations. Mais, sur la demande du juriste astésan ,ou renvoya le prononcé du jugement jusqu'au milieu du mois d'avril, « terme dernier et péremptoire ». Le même docteur demanda qu'en lui remit une note écrite des points litigieux . l'office de Saint-Georges rofusa, alléguant que ce procédé serait contratre à son usage; l'Astèsan se récria . Pontaua et Adorno. toujours prudents, insisterent aupres des Huit pour qu'on lui donnét satisfaction : si la senienco était ensuite rendue contre eux, les Astésans n'auraiont plus aucun motif de se plaiadre. Les Hust consentirent a recommercer leur desibération, ma a arrivérent encore a la même conclusion, ce refus décisif et la depart de ce juriste meliculeux interrompirent les négociations. Le 5 avril, Trivulca, intervenant en personne, envoya aignifier au gouvernement génois la dénouciation des représailles : elle devait être proclamée le 12 avril, et l'état de représailles et de guerre. existerait des le lendemain . Fontans transmit sans retard cette grave nouvelle a Ludovic Sforsa. En même temps, de la part du due et pour éviter que la rupture ne devint effective, il priales officiers de Saint-Georges de communiquer par écrit aux Astésans la note écrité dont la concession était l'objet de ce nouveau litige. Les Génois a étomèrent beaucoup de cette détermination de Trivulce, prise tandis que le proces était encore pendant et alors qu'ils croyaient avoir fait l'impossible pour donner satisfaction aux Astesans, et leur avoir fourni toutes facilités pour prouvez leur droit ils envoyerent une protestation très ligne au lieutenant roya, et ils se preparerent à la guerre, Le 6 avril, la nouvelle de l'approche des troupes françaises se répandit à Génes, les Adorni envoyerent pour y répondre Bernardino Adorni a Albenga avec vingt-cinq hommes de pied, ils demanderent des renforts pour les autres places de la Riviera a



Ludovic Sforza et l'autorisation de mettre garnison dans le château de la dame de Zuccarello. L'attitude hostile ou ambigue de leurs voisins augmentait leurs craintes, le marquis de Montferrat altait livrer passage aux Astésaus, le marquis de Final ne se prononçait pas, attendant les demandes de Trivuice, les Savonais seuls étaient sûrs. Fontana proposa aux Adorni de faire supporter une partie des frais de cette guerre à la banque de Saint-Georges, qui en était la cause. Les Adorni repoussement cette proposition, en faisant prévoir un refus absolu et motivé de la banque. Mais ils consentirem à en parler à la commune.

Les Génois ne croyaient pas encore cependant que la denuncia di represalle provint du roi de France; ils l'attribuaient à Trivulce, agustant, de son propre mouvement, dans l'intérêt particulier des Astesans. Les Adorni étaient particulierement blessés du sans façon avec lequel Trivulce avait envoyé déclarer. la guerre a Génes, « qu'il avatt traitée comme une bourgade » . ils pensaient que Louis XII y aurait mis plus de cérémonie. L'incertifude so prolongea dans la ville et les officiers municipaux furent convoqués plusieurs fois. On voyait dans ces troubles la main du cardinal de La Royère, et les préparatifs de défense continuaient. Les Génois envoyerent à Trivulce leur réponse à la denuncia di guerra. Celui-ci ne répondit à ce messager qu'en annonçant qu'il allait commencer les hostilités. Il avait réclamé le droit de passage des seigneurs del Carreto et de Zuccare.lo, gui le lui avaient refusé et qui demandaient du secours à Gênes : les Génois en demandaient eux-mêmes a Ludovic Sforza, tout en essayant de trouver une solution pacifique de l'affaire d'Asti Le Cousilie Grande fut réum pour nommer huit commissaires chargés de la régler, le 13 avril, Agostino Adorni et le conseil des Anciens s'adresserent directement à Trivulce pour lui représenter que les Astesans les accusaient à tort, et en même temps, pour l'avertir qu'ils lui feraient voir que « la paix est également utile à tous les peuples » et qu'ils repousseraient la force par la force Les Astésans répondirent aux Génois par des protestations genérales de dévouement, mais maintinrant toutes lears réclamations precédentes, et Trivulce annouga son intervention inditaire infininente (1).



⁽¹⁾ Voir pour les sources de tout ce récit, Documents pour... la domination française à Génes, pag. 35-52 (IX), où sont données les références aux documents et où les principaux textes sont cités in extenso.

Il signifia en effet au marquis de Final, comme ayant l'intention de l'attaquer, la denuncia di querra (1) et sur une demande d'explications du marquis, déclara agir amsi par ordre du roi, et n'avoir ni la puissance ni la volonté d'y manquer ; il donnait du reste, pour unique motif de cet acte, l'état de représailles existant entre Gênes et Asti. Le marquis de Final fit aussitôt queiques préparatifs de défense et demanda des secours aux Adorni et au duc de M.lan (2). Ces dispositions belliqueuses de Trivulce n'aboutirent pas ; ce n'était qu'une fausse alerte, qui des la fin du mois était calmée. Le 28 mai 1499, les Génois étaient assez rassurés et assez surs d'une solution pacifique pour renvoyer à Milan de l'infanterie que leur avait récemment expedice Ludovic Sforza. Cependant la situation générale ne se détendait pas, la defiance contre les Français continuait les Adorni persistaient à faire bonne garde sur les places de la Riviera et surtout à Albenga, qui, maigre son importance, n'avait point de forteresse, et où l'on n'avait puimproviser que quelques fortifications (3). Ludovic Sform, pour en finir et désarmer complètement Trivulce, envoys à Gênes un de pes camériers, Giov. Ant. Preda, pour décider les Génois à traiter avec les Astésaus (4). Preda réussit dans sa mission à Gênes. et peu de jours après, le 31 mai, en annonçait l'heureux resultatà Trivulce au nom du duc : les Génois, reconnaissant la créance des Astésans, offraient de leur payer une composition de dix mille ducata, en priant Trivulce de surseoir a ses projets belliqueux et a toute autre «nouveauté». Invulce le remercia de sa mission, le félicita d'être venu « faire des miracles » et « ressusciter les mortas. Le lendemain, il convoqua les bourgeois d'Asti ceux cucommencerent par refuser la composition offerte, mais les représentations de l'envoyé milanais et de Trivulce les firent revenir. aur ce refus; on envoys à Gênes Ludovico Lunero, chancelter de Trivulce, avec le mandat de toucher l'argent et d'en donner quittance : les Astésans avaient fait la-dessus une nouvelle difficulté en domandant que l'argent leur fet envoyé à Asti même Trivulce fit aussitôt arrêter tous les préparatifs de guerre et suspendre les hostilités qui commençaient : on avait déja saist

⁽¹⁾ Manuso Saxurto, II, 627, lettre de Doles arrivés le 17 avril 1499 à Venice.

⁽²⁾ La macquia de Final aux Adoroi, 7 mai 1499. Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 111.

⁽³⁾ Fontana à Ludovic Storza, 28 mai 1499. Sid., Documente, 123

⁽⁴⁾ Ludovic Bioran à Malvezzi, 29 mai 1499. Nucl., Documenta, 125.

une quinzaine de muletiers de Savone, avec une cargaison de futaines et de châtaignes': on préparait l'enlèvement d'un village voisin de Génes où se tenait un marché. On n'avait houreusement pas permis aux Astésans l'attaque d'aucune place. malgré les intelligences qu'ils avaient dans quelques-uns, car il aurait été difficile d'en obtenir d'eux la restitution : la restitution de diverses choses saisies sur les Génoisparles gens d'armes d'Asti, demandée par Giov. Antonio Preda, lui fut refusée. après d'interminables pourparlers. Comme Ludovic Sforza avait à payer une portion de ces dix mille ducats, Trivulce consentit qu'il remit une promesse de paiement entre les mains d'Agostino Triulzi, et lui accorda, pour effectuer le paiement même, un délai courant jusqu'au commencement du mois d'août suivant. Preda recommanda à Ludovic Sforza d'éviter et de conseiller à Gênes d'éviter tout retard - le moindre retard devant avoir pour conséquence de détruire tous les résultats obteaus, et. Trivulce s'étant employé avec ardeur au réglement de cette affaire, de le rendre plus hostile que jamais à Ludovic Sforza (1). - Les choses s'arrangérent pourtant à la mi-jum, les Astésans consentirent à attendre pendant deux mois le paiement des deux tiers de la somme promise, moyennant le versement immédiat de mille ducats par les Adorni. De plus, ils consentirent que les garanties que les Génois leur avaient offertes pour ce paiement à Asti ou a Casal leur fussent données à Gênes même (2). Malgré son dénocement pacifique, cette longue querelle avait mis en lumière la politique agressive, rude et autoritaire de Trivulce.

Les sentiments de Trivulce éclatèrent encore dans une autre tentative d'expédition militaire. Avant le reglement définitif de la querelle d'Astret de Génes, vers la fin de mar, Trivulce annonça qu'il avait reçu l'ordre du roi d'attaquer quelque château du Milanais et de dénoncer le délai de vingt jours qui devait précéder le commencement des hostilités (3). On ne croyait pas,

⁽¹⁾ Giov. Antonio Preda & Ludovic Sforza, 1º juin 1499 Ibid., Documenta, 128.

⁽²⁾ Milan, A. d. S., Pot. Est. Genova, F. Fontana à Ludovic Slorza, 16 juin 1439. [Trivuice obtient des citoyens d'Asti de] estere contenti de aspectare el pagamento de li duoi terzi de li deci mila ducati, finalia duoi mesi, cum condicione che le mille ducati dovevano deponere epsi magnifici in bancho siano exhursati de presente, et le segurta se sono offerte dare in Monferrato et in Asti sono contenti pigliarle in Genus.

⁽³⁾ Costabili au due de Ferrare, 26 mai 1499. Louis XII et Ludovic Sforza. Documents, 122. La même nouvelle est donnée par Brognolo au marquis de

les Suisses etant en Jesaccord avec le roi de France, à cause de l'interdiction significe a tous les Allemands de venir a la foire de Lyon, que l'armée française put rien faire d'important, et Ludovic Storza affecta le plus grand calme, se disant sur que, pour l'année 1499. Louis XII ne tenterait aucune expédition : il attrihuait cette manœuvre de Trivulce a son désir de complaire aux Suisses, ses confederés pour le château de Misocco, voisin de leurs frontieres. Il pretendan même savoir que dans Asti les troupes seraient plus probablement Jiminuées qu'augmentées, que le roi manquatt d'argent, et que d'ailleure il avait en têle d autres préoccupations que les affaires d Italie (1) ; aussi, tout en commençant à garnir de troupes les frontières d'Asii, de Prémont et de Montferrat, tout en y envoyant huit cents chevaux, à Milan il semblait tout occupé de joutes et de fêtes. Par contre, cette declaration de Trivulce parut aux diplomates italiers assez grave pour être releves et rapportée au duc de Milan, et ils jugerent utile de le pousser a prendre quelques mesures defensives speciales. Ludovic se montrait beaucoup plus incrédule que son corps diplomatique, il croyait même que ces prepos étaient de l'invention de Trivulce et destinés seulement à l'effraver. L'attaque annoncée eut heu rependant au début de juin contre le marquis Oddone d'Incisa, partisan décide de Ludevic Sforra (2), elle ne fut pas diriges ostensiblement par Trivulce, qui put ensuite en desavouer les auteurs. Le 6 juin, condutta par de ix chefs (mal designés sous les nome de «el barone». et de « M. Bastrachino»), les Français marchérent contre Incisa, ou ils avaient des intelligences ,31, et commirent quelques désordres sur le territoire, le lendemain, au point du jour, quatre cents. chevaux et trois cents hommes de pied français, avec des gens du « dominio marchionale» de Moniferrat, poursuivirent le macquis O idone jusqu'aux portes de sa ville , alors se produisit une sortie des habitants, joints au peu de troupes qu'avait ce seignem , beaucoup des assaillants furent tués ou blesses, et le rente

Mantone, le 10 juin, mais sans aucun commentaire. « J.-J. Trivulai ha mandato ad intimare que la desdicta de la tregua.» (Mantone Arch. Gonzaga, E. xix, 3). — De Ferrare elle revient à Venue, le 15 juin 1499 (Marino Sanuto, II, 323, Perrare, à le vicedomino à la Seigneurie, 15 juin).

L'ambanadeur florentin à la Seigneune, Milan, 8 juin 1499, Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 135.

⁽²⁾ Oddone d'Ineisa à Ludovie Sforza, Bid., Documents, 134.

⁽³⁾ L'ambassadeur florentin à la Seigneurie, Milan, 10 juin 1499. Ibid., Documents, 137.

fut mis en fuite , deux gentilshommes furent blesses et moururent des suites de leurs blessures (t). Le marquis Oddone, annoncant ce succès à Ludovic Sforza, lui dit orgueilleusement, eque si jamais le duc voulait faire des embuscades ou des courses sur le territoire ennemi, il trouverait dans la ville d'Incisa des hommes capables d'un coup de main ». Malvezzi, Immédiatement prévenu par Oddone, exprima ses plaintes à Trivulce (2). Celui-ci répondit, dans les vingt-quatre heures, e que les désordres que lui signalait Malvezzi lui avaient grandement déplu » (3), manda el barone, chef d'expédition, et en public, et en présence du trompette milanais, lui manifesta son mécontentement « par des rebuffades impérieuses » (4). Trivulce eut beaucoup de peine ensuite à rétablir le calme. Les frontières du marquisat furent garnies de troupes, et, après avoir pris ces précautions, le marquis affecta la plus grande sécurité, mais il n'etait nen moins que sur de la paix, et réclams de Maivessi des troupes pour se défendre contre une attaque nouvelle des Français. Malveizi, qui n'en avait point de trop, se borna a des promesses vagues, à l'assurance que Ludovic Sforza était très bien disposé pour lui, et insista sur les déclarations pacifiques rassurantes de Trivulce Oddone renouvela avec insistance sa demande, disant savoir par ses espions que le baron voulait à toute force l'attaquer et donner l'escalade à sa ville, qui, vu sa faiblesse, ne pourrait certainement pas lui résister, et il envoya-Giulio Guasco demander cinquante fantassins a Malvezzi Mal-

- (1) Majvezzi demanda même à Ludovic Siorza, à la requête de Trivulce, le rappet pour quelques jours d'Antonio da Momberserio « essendo venuto a questo disordine cam quelli Guasconi, come hebe maie per pacificare cum loro, maxime cum questi dui gentifiomini feriti morissero ». Majvezzi demanda en même temps d'augmenter la gaenison du château (Milan, A. d. B., Cartegg. gener., Majvezzi à Ludovic Siorza, 8 juin 1499).
- (2) Milan, A. d. S. Cartegg gener. Malvezzi à Ludovic Sforza, 7 juin 1499.

 M. Oddone me notifica Francesi essere andati ad Incisa et essere stati a qualche desordine cum loro, como Vostra Excellentia vedera per la qui alligata. Io ho subito mandato uno mio trombetta da messer Glov. Giacomo per questo. » On trouvera cette « lettera qui alligata » dans Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 134
- (3) Milan, A. d. S., Cartego gener., Malvezzi à Ludovic Sforza, 8 juin 1499, « Questi desordent glu sono spincinti grandemente e col tronsbetta se e dotuto assai del barone, e de Baldrachino e che gin ha mandato per lo barone per reprehenderlo di questo».
- (4) Milan, A. d. S., Carlegg. gener., Malvezzi à Ludovic Storza, 10 join 1490 : « Gian Giacorno molto Imperiosamente in publico ha rebudato lo barone, demostrando che questo atto h sia molto spinetato.»



vezzi répondit encore qu'il n'avait pas ce nombre d'hommes disponible, qu'il avait demandé de l'infanterie à Ludovic Sforza, et
que, des qu'il en aurait reçu, il lui enverrait des troupes; il promettait d'aller à Incisa encourager le marquis et voir comment
on pourrait fortifier la place; il voulait aussi fortifier Monbercello et demander aussi pour Alexandrie même des renforts à
Ludovic Sforza (1) Cependaut les Français se retirérent complétement du marquisat dans l'Astésan (2). La joie fut grande en
Milapais, où l'on grossit quelque peu l'événement pour rendre
cette retraite plus glorieuse pour les armes ducales; on félicita
Ludovic de cet incident, où l'on affecta de voir un heureux
présage de la future guerre. Giovani Casati lui écrivit de Forli
qu'il espérait que « cet heureux début aurait une excellente
suite et une fin encore meilleure » (3).

13. — Le voyage des ambassadeurs français en Italie.

Levoyage à travers la Lombardie de l'ambassade que Louis XII envoya au mois de juin à la Seigneurie de Venise prit, grâce au luxe inusité de précautions diplomatiques dont Accurse Maynier et M. de Beaumont s'entourèrent, une signification d'hostilité évidente contre le duc de Milan (4). Malgré l'absence de relations diplomatiques officielles entre le roi de France et

(1) Naivezzi à Ludovic Siorza, 15 juin 1499 Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 147 A Turin, on réduisait toute cette affaire aux proportions plus modestes d'une escarmouche (Marino Sanuto, II, 829, Dolce, 14 juin 1499). D'autre part, on faitait courir le bruit qu'une attaque serait prochainement dirigée contre Alexandrie par les Gascons et les gens du marquis de Moutferrat [Milan, A. d. S. Carlogg gener., Malvezzi à Ludovic Storza, 11 juin 1499]. Bid., Documents, 139.

(2) Mais, au commencement de juillet, on annonçait de nouveau, à tort d'ailleurs, que Trivuice avait pris Anches et que Constantio Arniti avait occupé un château situé en Lunesana à quatre milles de Casal (Marino Sanuto, II, 905, Lippomano à la Seigneurie, 5 juillet 1499)

con l'animo e desiderio.»

(4) Toutes les sources et les indications bibliographiques pour ce paragraphe sont indiquées, et les principaux textes cités intégralement dans mon étude sur L'Ambassade d'Accurse Maynter à Ventse, quin-novembre 1499), pag. 10-19, à laquelle je me borne à renvoyer ici.



Ludovic Sforza, les Français, simples particuliers ou agents du roi, n'en circulaient pas moins jusque-là librement en Milanais: plusieurs ambassades, depuis l'avenement de Louis XII, l'avaient traversé en parlaite sécurité et sans avoir jamais rencontré de difficultés administratives de la part du gouvernement milanais. Mais Accurse Maynier et M. de Beaumont, comme pour marquer qu'ils considéraient dé, a le Milanais comme un pays ennemi et qu'ils ne s'y croyaient pas en sûreté, firent demander un sauf-conduit au duc de Milan. Par une suprême ironie, ce fut l'ambassadeur vénitien à Milan, représentant d'une puissance amie, qu'ils chargerent de l'obtenir, en même temps que J.-J. Trivulce demandait pour eux un sauf-conduit au gouverneur d'Oltra Po, Lucio Malvezzi.

Ce fut le 12 juin que Marco Lippomano s'acquitta de cette commission délicate. Elle provoqua un échange de propos assex vifs entre le duc et lui. Ludovic Sforza manifesta un grand étonnement d'une telle demande. Dans la conversation il s'emporta : « Vous autres Véottiens, vous avez promis au roi de France de l'aider à m'enlever mon état.» Il demanda à Lippomano s'il pouvait le démentir; et il s'étonnait de l'attitude de Venise; · Son etat n'avant rien à démêter avec le roi ni avec la Seigneurie; il se crovait sous la protection de Dieu. Dieu mettrait a la Seigneurie les Turcs sur les bras et occuperait le roi de France par les Allemands. Quant à lui, son état était si bien fortifié qu'il ne craignait rien.» Il ajouta : « Vous rappelez-vous que je vous al autrefois proiais de vous faire lâcher Pise et de vous balaver par toute l'Italie? Je vous ai tenu parole, je crois? Eh bien! je vous dis maintenant autre chose, et notez le jour et l'endroit nour vous en souvenir : au premier signe que je verrai d'être enunyé par vous, je vous ferai courtr par toute l'Italie, sans vous laisser tourner la tête en arrière, comme je l'ai fait à d'autres ». Lippomano se borna à lui répliquer : « Si j'étais un aussi grand seigneur que vous, je vous répondrais ». Et le duc reprit assez sechement : « Je ne vous le dis pas pour que vous me répondiez, mais pour que vous l'écriviez à la Seigneurie ».

Ludovic se calma cependant et promit le sauf-conduit. Mais, pour que les ambassadeurs ne crussent pas le devoir aux soins de Lippomano, il l'envoya directement au gouverneur d'Oltra Po, Lucio Malvessi, avec mission de leur faire parvenir. Il le chargea en même temps d'inviter les ambassadeurs à ventr à Milan pour qu'il pût les honorer et les « caresser » dignement. Il fit même plus : il envoya au devant des ambassadeurs



français deux personnages de la cour, chargés de leur réception à Alexandrie et d'une invitation officielle à se rendre à Milan, où il déstrait les voir Ces delégués etaient deux fervents Gibelins, Ambrosio del Mayno et Ugo della Somaglia, qui jouèrent plus tard un rôle dans la révolution milanaise.

Lucio Malvezzi, apres avoir reçu de Trivulce la Jemande msolite d'un sauf-conduit, en avait informé le duc, et avait envoyé à Asti un chancelier pour avoir à ce sujet quelques explications de Trivulce sur les motif de cette demande.Des qu'il ent recu la lettre de Ludovic Sforta, il s'empressa d'envoyer à Trivulce le sauf conduit réclamé et de lui-demander quel itinéraire comptaient suivre les ambassadeurs, pour faire savoir aux delegues de Ludovic où ils pourraient rencontrer les Français Trivilce lui répondit que Maymer et Beaumont devaient, par ordre du roi, aller a Casal parier au marquis de Montferrat. Les delégues nulinais demanderent alors directement à Constantin Armiti la date de l'arrivée des diplomates français, au-devant de qui ils désiraient aller, hors même des frontières du duché-Arnili leur répondit le 16 juin qu'il n'avait pas encore avis de la mise en route des ambassadeurs d'Asti pour Casal, mais qu'il les en préviendrait le plus tôt possible. L'avertissement ne se fit pas attendre, les ambassadeurs français étant arrives à Casal le 17 juin. Les Milanais y entréreut le lendemain, non sans que la traversée du Pô leur cut présenté quelques difficultés a cause de la grosseur insolite de ses eaux. Le marquis de Montferrat ne voulant pas, malgré son récent traité avec la France, se brouiller ouvertement avec Ludovic Sforza. alla a leur rencontre hors de la ville jusqu'a Santa Maria de li Angeh.

Le soir même, ils allerent visiter officiellement Maynier et son compagnon. Ceux-ci affectérent de les traiter avec la plus grande courtoisie, ils allerent recevoir leurs visiteurs jusque sur le palier du premier étage de leur maison, mais se montrérent décides à repousser toutes les avances du duc de Milan Aux invitations de venir à Milan, d'y avoir une entrevue avec Ludovic Sforta, les Français répondirent parelles remerciments genéraix, assurant que « bien que leurs instructions ne leur prescrivissent rien au sujet de cette visite, ils l'auraient faite sils l'avaient crue en quoi que ce fût utile au duc. « Ils explaquèrent leur deminde de sauf-couduit, non par la peur d'être maltraites par Ludovic Sforza ou ses officiers, « attende, direntits non saus quelque cytisme, que leur venue en Italie in était

pas de nature à pouvoir lui déplaire ni dans le présent ni dans l avenir », mais par la crainte des nombreux groupes de soldats. et d'hommes d'armes de toutes nations, et surtout Albanais, qui guerroyaient sur les frontières du Milanais. Les Milanais insistérent sur le vif désir qu'avait le duc de les recevoir avec de grands honneurs: les Français redoublèrent leurs remerciments et maintinrent leur refus, prétextant soit leurs instructions, zoit la faugue du voyage. Ces excuses dissimulaient à peine leur affectation d'hostilité et de défiance. Interrogés sur leur itinéraire, ils déclarérent ne pas savoir encore s'ils voyageraient par terre ou par eau, expliquant qu'ils préféreraient peut-être ce second mode de locomotion, à cause de la claudication dont souffrait M. de Beaumont. Constantin Arniti, avant même qu'ils se fussent formellement décidés, avait fait préparer pour eux des barques et des bateaux de transport. Ils partirent en effet par eau, mais ils ne se résolurent à finir leur voyage par le fleuve qu'apres avoir été éclairés et rassurés par l'ambassadeur vénitien. Lippomano, sur les dispositions du marquis de Mantoue et du duc de Ferrare. Les délégués milanais durent se contenter de leurs réponses évasives et négatives, qu'ils transmirent aussitôt à Ludovic Sforza.

Le duc de Milan ne se tint pas pour battu; il ordonna de défrayer le voyage des ambassadeurs et de leur rendre partout les plus grands honneurs; il eut même quelque temps l'idée d'aller à leur rencontre pour avoir avec eux l'entretien qu'il désirait tant. Les ambassadeurs, par contre, évitérent le plus possible d'être ses obligés: ils surent se soustraire à la réception que leur avait préparée à Crémone, par ordre du dre, le commissaire ducal Girolamo Visconti. Ce dédain fut encore souligné, et le contraste rendu plus frappant, par l'empressement qu'ils mirent à recevoir, à Mortara, la visite de Impomane, duquel ils obtineent, pour la suite de leur voyage, d'utiles informations.— Le passage, à travers la Lombardie, des diplomates français fut donc un symptôme tres significatif de l'hostilité, nou encore officiellement declaree mais déja indubitable, de la ligue franco-vénitienne contre le duc de Milan.

§ 4. - La dénonciation de la trêre.

Le 9 juillet 1499, Trivulce avisa officiellement le duc de Milan de la dénonciation de la trêve : c'était la un fait beaucoup plus grave que tous les précedents, car il équivalait a une déclaration de guerre. Trivulce lui donna même cet avis d'une façon qui montrait peu de respect et de consideration pour Ludovic Sforza (1). Ludovic Sforza répondit a ce manyais procédé par une mesure de rigueur coatre la famille Trivulce, qu'il somma de lui fournir de quoi payer et entretenir mille hommes de pied (2 ; et il annonça i intention, si Trivulce continualt ses agressions, d'expulser de Milan tous ses parents et peut-être de confisquer. leurs biena, mais il ne repondit pas à l'acte officiel, de la denonciation de la trève. - Le 12 juillet, Trivulce lui fit exprimer son étonnement d'un parcil silonce : « il trouvait étrange que le duc n'eût pas cherché à savoir les causes de cetacte (3). comme il l'avait fait les autres fois »; il promettait, si le due voulait envoyer à Asti un délégué, de lui dire « des choses qui ne lui deplairaient pas ». Malgré cette promesse assex équivoque. Trivulco commença de nonveau les hostilités, en manifestant l'intention d'occuper, au nom du roi de France, Felizzano. Un agent milanais d'Alexandrie, Bernardino Cotti, avertit aussitôt le duc en lui montrant la gravité d'un pareil fait d'armes, car l'occupation de Felizzano entralnerait celle de tous les passages. et ponts existant sur le Tanaro et rendrait impossible, par lamême, le ravitaillement d'Annona et de la Rocca d'Arazzo (4). Trivilce occupa Feliziano et y mit garnison avant que le ducde M.lan oùt pu secourir la place (5).

Le gouvernement français laissait ou faisait annoncer, en même temps, à Lyon, qu'aussitôt qu'expirerait le délai de

⁽¹⁾ Costabili su due de Ferrare, 10 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 177.

⁽²⁾ Your plus haut, chap. IV, § III

⁽³⁾ Soderini et Pepi & la Seigneurie, 14 ju llet 1499, Louis XII et Ludo-vie Slorza, Documents, 186.

⁽⁴⁾ Muan, A. 4. S. Carteyg, gener., Bernardino Lotti a Ludovic Siorza, 10 juillet 1499. «Di quanto pregiudicio e periculo sarebbe, perche essa non portia soccorrer. Novi ne la Rocha, perche in uno poco tempo prenderano tutti li passa e porti che sono sopra el Tanoro ».

⁽⁵⁾ Ambassadeur florent u à la Sergueurie, Mago, 10 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documente, 170.

denuncia entre le roi et le due, cinq cents lances du roi se présenteraient sur la frontière milanaise, comme pour attester la cessation de la trêve et le commencement de l'état de guerre elfectif (1). — A Milan, on commença à parler, comme d'un fait prochain, d'une attaque simultanée du due de Milan par le roi et la Seigneurie. Ludovic Sforza s'en expliqua « il n'ignorait pas combien il était grave pour lui d'avoir sur les bras deux cinem s'aussi puissants en même temps; mais sa conflance en Dieu et dans sajustice le consolait un peu; il était bien décidé a n'épargner ni la dépense m'es personne pour se défendre; il faisait appel d'ailleurs au concours de l'empereur, du roi de Naples, des Florentins et du duc de Ferrare» (2). Mais il n'était rien moins que rassuré

Le premier signal de la guerre fut un coup de main tenté par Trivulce contre Alexandrie (3). -- Il s'y était ménagé des intelligences avec divers individus, les Beccaria, Georgio et Sebastiano Mautello, Cazavillan ; c'était chez Sebastiano Mantello que s'était, vers le 15 juin, noné le complot entre lui et deux émissaires de Trivulce qui, déguisés en paysaus, étaient venus le voir, avaient causé longuement et diné avec lui ; Sebastiano leur avait fait de grands frais et leur avait rendu de grands honneurs. pendant ce diner (4). Le « ponte Bergoho » a Alexandrie devait être encloué et chargé de terrains et de barres de fer de facon qu'il ne pourrait être relevé rapidement devant une attaque a i improviste; les partisans de la France devaient se trouver sur les lieux pour empêcher qu'on ne tentât de le relever et pour assurer aux troupes françaises un acces facile dans Alexandrie (5); un d'eux. Cazavillan, attendit cing jours en armes dans sa maison l'approche des Français, pour être en temps utile a la garde du pont (6). Trivulce devan, pour que l'opération réussit plus facilement. se présenter avant le jour devant le pont en question (7).

Avant de marcher sur Alexandrie, Trivulco s'assura de quel-



⁽¹⁾ Le même à la même, 25 juillet 1499. Ibid. Documents, 210.

⁽²⁾ Costabili au duc de Ferrare, in judlet 1499. Ibid., Documente, 183.

⁽³⁾ Marino Sanuto, II, 961, Trivulce aux ambassadeurs français à Venise, 18 juillet 1499

⁽⁴⁾ Dionisio Contalonieri à Ludovie Siorza, Alexandrie, 3 sont 1493. Louis XII et Ludovie Sforza, Documents, 270.

⁽⁵⁾ Marino Sanuto, II, 1189, Gabriel de Pordenone à la Seigneurie, 27 noût 1499

⁽⁶⁾ Ibid., 11, 1102, Liom à la Seigneurie, Crama, 17 aoû. 1499.

⁽⁷⁾ Costabili au duc de Ferrare, 7 août 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 249.

ques petites places et bourgades ouvertes, Cornero, Solero, Quatordexe. Cornero, ville ouverte, était défendue par Biasino Crivelli, commandant des arbalétriers de la garde ducale, et une centaine de ces arbalétriers. Trivulce partit d'Asti dans la nuit, et, tandis qu'il se dirigeait lui-même vers Alexandrie avec environ deux mille chevaux, il envoya le reste, c'est-à-dire sept ou huit cents, contre Cornero. Crivelli fut surpris par leur attaque, réunit à la hâte ses hommes, et se retira avec eux dans des défenses improvisées, la résistance fut «gaillarde» et se prolonges pendant plusieurs heures : les Français perdirent seixe hommes, Crivelli finit par capituler, avec sauvegarde des personnes et des biens et liberté aux soldats de s'en aller où ils voudraient, ils se retirerent à Alexandrie, et Cornero fut occupée par les Français (1).

Pendant ce temps, Trivulce marchait contre Alexandrie avec une petite armée de deux mille cinq centa hommes, tout compris, hommes d'armes, cavalerre légere et fantassins (2). Sa marche fut retardée par un épais broudlard qui fit perdre leur route à une partie de ses hommes : les cavaliers égarés parcoururent le pays en criant pour se reconnaître et rester en masse. Galeazzo San Severino disait plus tard que, a'il y avait eu. cinq cents chevaux à Alexandrie cette nuit-là, les Français auraient été facilement détruits en détail, grâce à leur dispersion (3). - Dana leur marche, ils toucherent Solero, dont la garnison composée d'estradiote prit la fuite ; ils s'attardérent à lui donner la chasse. Ils attaquerent vers quatre heures du matin. le faubourg de Bergolio a Alexandrie et essa yérent de s'emparer. de la porte d'Alexio. Mais déjà il commençait à faire grand jour. ils furent aperçus; on cria « Asx armes » dans la ville. Le réferendaire Inuocenzo de Stampi, réveillé par ces cris, mit en hâte son zupono, santa à cheval et courut sur la place; 1, y rencontra Baulino Cotta, Nicolas Inviciati, quelques autres hom-



⁽¹⁾ Costabill as due de Ferrare, 20 juillet 1499. L'ambassadeur florentin & la Seigneurie, Milan, 20 juillet 1499, Louis All et Ludovic Sforza, Documents, 202.

⁽²⁾ Marino Sanuto, II, 967, ambassadeur venitien a la Seigneurie, Milan, 27 juliet 1499.

⁽³⁾ Florence, A. d. S., Lettere alla Signoria, reg. XII, ambamadeur florent n à Milan à la Sergaeurie, 26 juillet 1499. « M. Galeaz è tornato e dice havere ben munito quelle frontere, e che, ae la mocte che vennero Franzesi, se trovava pure la claquecento cavalli, si rompevano facilmente, perche haveano perduta la via e tueta nocte amarriti andorno gridando per quel paese.»

mes d'armes, qui en chemise, qui en supono comme lui, armés les uns de rudele, les autres d'autres armes, tous ensemble coururent au pont Bergolio, qu'ils trouverent encombré des fuyards de Solero, venus à la débandade, ignorant ou étaient leurs chefs, ne pouvant fournir aucun renseignement. Ils pousserent jusqu'a la porte devant laquelle étaient les Français et où l'on se battait. Un individu, des partisaus de la France, empéchait les défenseurs de la place de relever le pont; quelques arbalétriers milanais furent enlevés par les assaillants, il y eut une mêlée assez meurtrière entre les Suisses et les Allemands; un escadron de cavalerie s'avança jusqu'aux maisons situées auprès et en dehors de la porte : les Milanais se hâtérent de a'abriter derrière les mura de la ville, mais, quand its voulurent relever le pont derrière eux, les cordes et les chaînes cedérent sous le poids des barres de fer dont ou l'avait chargé. Le coup n'en était pas moins manqué ; les Français ne pouvaient plus s'introdutre dans la place par surprise et ne se sentaient pas en nombre auffisant pour livrer bataille : « grâce à Dieu et à la fortune, » ils n'essayerent pas de pénétrer dans Alexandrie. Ils se bornerent a rester campés deux jours dans le voisinage [1]: il n'y out d'ailleurs aucun autre incident. Les auits suivantes, Innocenzo de Stampi et quelques autres gardèrent le pont tandis que Baulino Cotta, Nicolas Inviciati et autres faisaient des rondes très sérieuses dans l'enceinte (2).

Cette attaque, qui permit aux Français de s'assurer qu'il n'y avait qu'un petit nombre de soldats milanais à Alexandrie, démontra à Malvezzi l'insuffisance de la défense de la place (3); d'une part, le manque de fortifications au pont Bergolio avait permis aux Français de s'approcher tout pres de la ville, d'autre part le châtelain de la citade, le de la porte d'Alexio avait été tellement bouleversé par la soudaineté de cette attaque (4), qu'il n'avait pas songé a faire tirer le canon contre les assaillants, et cet ahuris-

⁽¹⁾ C'était en somme un échec pour Trivulce (Marino Sanuto, II, 1898, les rectori de Bergame à la Seigneurie, 16 noût 1499).

⁽²⁾ Marino Sanutto, 11, 945, Lippomano à la Seigneurie, Milan, 19 juillet 1499, 181d, 11, 984, Donado à la Seigneurie, Ferrare, 27 juillet 1499, Innocenzo di Stampi à Ludovic Storza, Alexandrie, 20 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 205.

⁽³⁾ Ibid., II, 962, Doice à la Seigneurle, Turin, 20 juillet 1499. Matvezzi à Ludovic Slorza, 20 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 203.

⁽⁴⁾ Ibid., II, 967, ambassadeur vénitien à la Selgneurie, Milan, 27 juillet 1499.

sement du châtelain leur avait laissé le chemin tout ouvert: En y pensant, sescheveux, écrivai -il, se he issaient sur sa tête. « Il demanda à Ludovic Sforza, comme une chose absolument necessaire, l'envoi d'une bonne quantité de troupes et d'artillere, sans cette précaution, le projet de l'enneun pourrait bien reussir une autre fois. — It alla en personne à Bergolio pour y organiser quelques fortifications et y prendre des mesures défensives, en vue d'une nouvelle attaque possible. M. is les citoyens d'Alexandrie l'accuserent d'abandonner la cité pour aller garder le faubourg, et il dut protester devant Ludovic Sforza contre ces accusations, disant que son devoir était de se rendre au lieu du plus grand danger, c'est-à-dire, en l'espèce, a bergolio (1).

L'attaque contre Alexandrie avait été la suite d'un complot. Apres l'insucces de la tentative, les traitres, qui n'avaient eugarde de se découvrir, se voyant compromis par l'échec de Trivulce essaverent de se soustraire aux represailles inflanaises. Sebastiano Mantello, principal auteur de i immobilisation du pont, put s'enfuir imm diatement avec les Français (2), un des Beccaria s'échappa aussi, l'autre lut pris (d. le frère de Sebastiano Mantello, Georgio, fut arrêté après la retraite de Trivulce ; Dionino Confinonerio vaisit un tresor qu'il avait cache a San-Salvatore pour assurer sa fuite et demanda meme a Ludovic Sform de le lui aban lonner pour s'acheter un bon cheval (4). Caravillan réussit a fuir sur le territoire milanais jusqu'à Caravaggio, mais trahi par sa femme, il fut decouvert, arrète, ramené à Milau sous la garde d'arbalètriers ; i. fut condamue a l'écartélement, et subit cet affreux supplice le 20 juillet ,5). La même peine fut proponcée par defaut contre tous les complices de cette trahison. Quant a Trivulce, Ludovic Sforia se vengea de



⁽¹⁾ Milan, A. 4. S. Cartegg, pener Maivezzi à Ludovic Biorza, 20 justice 1499 a Para che alcuni cittadini haveano scripto a V. E., doicodosi di une che haveana abandonato la cita per guardate Bergolio; sono in grande errore pero chel debito inio era de frinarral use cognosceva ensere il maggiora pericolo, essendo Bergolio fra iulmici ed li Tanero.»

⁽²⁾ Mantone, Arch. Gonzaga, E., xix, 3, lirognolo su marquis de Mantone, 1º août 1498. « La punta che lecero Francesi la per tractato che havevano in Alexandria, deve era inchiodatu ei poste Bergulio per uno Bastisno Mantello, citadico Alexandrino, fugito dopoi, a ne a Francesi bastava lantmo de fairare, la obtenevano ».

⁽³⁾ Manino Sanuto, II, 1.89. G. de Pordenose à la Selgreurie, 27 noût 1499.

⁽⁴⁾ Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 270

⁽⁵⁾ Manisco Sanuro, II, 1102 et 1115, Lions à la Seigneurle, Gremn, 17 et 20 noût 1499 Med., II, 1107, rectori de Brescia a la Seigneurle, 18 noût 1499,

son attaque en confisquant les liens de ses neveux, qu'il attribua au comte. Alessandro, Sforza (1).

Au relour de leur expédition, les Français se divisérent de nouveau, la compagnie de M. de Guise alla rejoindre un coros de quatre mille hommes, partis d'Asti le 18 juillet, pour attaquer Solero, dont ils s'emparerent, et Trivulce arriva luimême avec le reste des troupes à Quatordexe (2). - Solero et Quatordexe, situées l'une et l'autre a proximité d'Alexandrie, étaient riches en approvisionnements de blé, de vin et de bétail(3) Trivulce en annonça l'occupation aux ambassadeurs français résidant à Venise par une lettre écrite le 18 juillet de Quatordexe même (i). Le même jour, Trivulce et d'Aubigny, avec six cents lances et quinze cents hommes de pied, marchérent contre quelques châteaux peu importants du Milanais qu'ils prirent, entre autres Quargiento; mais leur manque d'artillerie les empêcha d'y faire grand mal, et ils ne ramassérent que peu de butin (5). Ils restérent le 19 campés à Solero et Quatordexe, à cause de l'abondance des vivres (6). Un officier. nomme Zuam Antonio, fit entretemps la course sur le territoire voisin du Montferrat et en rapporta pour quinze cents ducats de prises (7) Trivulce voulut mettre garnison à Felizzano ; il en fut empêché par les habitants, sous prétexte que Constantin Armitin'en avait pas donné l'autorisation, mais Trivulce l'obtint du marouis de Montferrat (8). Lucio Malvezzi s'en émut beaucoup : l'occupation de Felizzano par les Français leur permettrait de

- (1) Modène, A. d. S. Cancell, ducale, B. 14, Costabili au duc de Ferrare, 7 août 1499 : « Ha operato questo che fara squarture questi che havevano intelligentia cum Franceso; a soi nepoti ha incto levare la roba laquate S. Ex. ha facto donaro al conte Asessandro Sforza. »
- (2) Milan, A. d. S. Cartegg, gener. Malvezzi à Ludovic Storza, 19 Juillet 1499. Quatordexa appartenait aux seigneurs de Tolentino (lettre de Costabiti au duc de Ferrare, 20 juillet 1490).
- (3) Soderini et Pepi à la Seigneurie, Milan, 20 juillet 1499, et Brognolo au marquia de Mantoue; même jour, Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 199 et 201 Marino Sanuto, II, 957, Lippomano à la Seigneurie, Milan, 20 juillet 1499.
 - (4) Marino Sanuto, II, 961, lettre de Trivulce du 18 juiliet.
- (5) *Hold.*, 11, 957, Urbano (ambassadeur de Montferrat) à la Seigneurie, 20 juillet 1499
- (6) Milan, A. d. S. Cartego, gener., Malvezzi à Ludovic Sforza, 13 juillet 1499, « Solerio e Quatordexe, loci abundanti de victualie. »
 - (7) Ibid , II, 1000.
- (8) Même lettre de Malverzi à Ludovie, 19 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documents, 198.

bâtir un pout sur le Tanaro, et leur livrerait l'entrée du Milanais (1). Aussi Malvezzi pressait-il ses fortifications, et, des le 19, il demandant l'envoi de deux cents hommes d'armes et d'autant d'infanterie. Les Français campaient à Solero et devaient y recevoir des renforts et de l'artillerie. Malvezzi, pour les en faire partir, eut l'ingénieuse idee de leur envoyer un émissaire chargé, sous un prefexte quelconque, de leur faire savoir que les troupes milanaises grossissaient chaque jour à Alexandrie, et qu'il y avait déja, campés entre Alexandrie et Borgollo, douze cents hommes d'armes, mille hommes de cavalene légère et trois mille d'infantene (2). Sa ruse reussit : le 20 juillet, les Français quitterent Solero, se dirigeant vers Cormento et ayant fait suspendre la marche de l'artillerie qu'on leur destinait. On ignorait sils retournerment à Asti, iraient à Valence, ou passernient le Tanaro à Masi. Malvezzi les faisait suivre par de la cavalerie légere, et avait garni la ligne du Tanaro d'une cinquantaine d'autres cavaliers pour leur en interdire le passage (3). Les Français n'avaient pas eu l'intention de garder définitivement ces places; ils ne voulaient pas non plus continuer leur expédition; ils se retirérent tranquillement à Asti (4), mais en se retirant ils annoncérent qu'ils reviendraient quinze jours plus tard et en si grand nombre qu'ils atteindraient vite l'Oglio (5).

Cette campagne avait ou un caractère très particulier; Trivuice semblait avoir voulu montrer qu'il ne faisait la guerre qu'à Ludovic Storza: « Il avait ordre de Louis XII, disait-il, de ne faire de tort à personne et de laisser feur liberté à toutes les places qu'il prendrait » (6) L'armée campait tranquillement et paisiblement, les troupes ne faisaient de mal nulle part, « comme





⁽i) Même lettre de Malverzi: « Come fornendoni Petizano porriano prehendere el passo di Tanaro e fargli uno ponte e per questo accelera la provisione».

⁽²⁾ Malvezzi à Ludovie Siorze, 20 juillet 1499. Louis XII et Ludovie Siorza, Documenta, 203.

⁽³⁾ Même lettre citée note précèd. et Costabili au duc de Ferrare, 21 juillet. 1499. Ibid., Documents, 206.

⁽⁴⁾ A. d. S., B 14. Contabili au due de Ferrare, 20 julilet 1499 a L. inimici minacciano dandaral a campare in Buroglio, che e una parte de Alexandria, ovvero al Castelmo, e monstra epuo M. Lucio nel suo acrivere timor e tuttavia e. alguor duca non mi ha dicio altro a. Boderini et Pepi à la Scigueurle, Milan, 22 juillet 1499. Louis XII et Ludovic Sforza, Documenta, 208.

⁽⁵⁾ Modène, A. d. S. B 14. Costabili au duc de Ferrare, 21 juillet 1499.

⁽⁶⁾ Mantone, Arch. Gonzaga, E xix 3, Brognelo au marquis, 1º août 1499,

si elles avaient affaire à des amis» (1). Trivulce traitait les habitants en sujets avec toute la justice d'une administration régulière. Il fit pendre un Français qui avait eu l'audace d'emmener avec lui une « damisella ». — Cette façon pacifique de faire la guerre était, selon la judicieuse observation de Brognolo, plus dangereuse que les violences des gens d'armes (2).

L'attaque de Trivulce contre Alexandrie stupéfia Ludovic Sforza, qui avait ignoré le rassemblement de ces troupes et leurs préparatifs de guerre (3). Leur retraite le « ragaillardit » lui et toute la noblesse milanaise; Costabili pensa que cette alerte serait pour le duc et les Milanais un «risceglialore» qui les empécherait à l'avenir de se laisser surprendre de la même facon (4). Ludovic Sforza écrivit en effet à Malvezzi de «se tenir plus que jamais sur ses gardes». On craignit de nouveau, à la finde juillet, une marche des Français contre Sezzè et Spigno, et le duc recommanda a Malvezzi de faire espionner leurs mouvements et de l'en avertir aussi vue que possible (5). Mais Ludovic Sforza se méprit sur le motif de la retraite de Trivulce: il l'attribua à la crainte d'avoir c sur les épaules » la furia des tronpes ducales chaque jour accrues. Il estimait que cet échec était particulièrement humiliant pour les Français, qui, à supposer qu'ils eussent eu un plan, n'avaient pu le faire réuseir, et il pensait que, par cette équipée, Trivulce avait compromis sa réputation en France. Il en conclusit que cette première affaire devait augmenter le courage de ses soldats et de ses sujets, et qu'elle diminuerait sans doute les dispositions belliqueuses des Vénitiens (6).

Du reste, cette attaque, inattendue et improvisée, de Trivulce

- (t) Florence, A. d. S. Lettere esterne alla Signoria, XXXII, l'ambassa-deur florentin à la Seigneurie, Milan, 20 juillet 1499 « Intendesi Franzeni esser fermi in quelle dite vide, e dicesi non fauno danno a persona, come se fusaino amici, e questo signore di continuo attende u provedere dove si mostra el bisognio » Marino Sanuto, II, 984, Donato à la Seigneurie, Ferrare, 27 juillet 1490.
- (?) Brognolo au marquis, l™ août 1499. Louis XII et Ludovic Sforsa, Documents, 230.
- (3) Soderini et Pepi à la Seigneurie, Milan, 19 juillet 1499. Ibid Documente, 196.
 - (4) Lettre de Costabiil du 21 juillet 1499, citée pag. 504, note 3.
- (5) Milan, A. d S., Cartegg. gener. Ludovic Sforza à Maivezzi, Cavagnate, 2 noût 1499.
- (6) Soderini et Pepi à la Seigneurie. Milau, 22 juillet tiss, Louis XII et Ludonie Sforza, Documents, 208.



fut considerée a Milan comme destinée à décider à l'action commune les Venitiens, dont les conversations avec les ambassadeurs français attestaient un certain refroidissement et qui demandaientà voir quelque « démonstration » de la France contre le Milanais (I). On ent la même impression à Venise : on crut que cette tentative avait pour but d'encourager la république « paresseuse et éponyantée : Mais l'opinion cependant fut sévère pour l'expédition en elle-même comme inconsidérée, peupréméditée et ayant en pour résultat de hâter la rupture entre Venise et Milan (2). En Savoie, on ne laissa paraltre qu'une impression officielle , ce fut avec un vif déplaisir que l'on affecta d'apprendre l'attanue di igée par Trivulce contre les places milanaises, mais ou affecta en même temps de ne pas douter que Ludovic Sforza trouverait dans sa sagesse et dans ses préparatifs le moyen de les reconquérir aisément (3). En quoi l'opinion fut unamme, à Venise comme à Milan, ce fut a considérer la rupture. de Trivulce comme une pure et simple déclaration de guerre, et Trivulce déclara lui-même plus tard que, si son coup de main avait réussi, la guerre était finie du même coup (4).

En représailles de cette expédition, les Milanais tentérent, a la fin de juillet et au commeucement d'août, une série de courses sur le territoire astésan, et il y cut même que ques escarmouches: mais Trivulce ne remua pas, se réservant pour la vrate campagne (5).

§ 5. — La rapture des relations diplomatiques entre Venise et Ludovic Sforza.

La rupture diplomatique entre Ludovic Sforza et Venise fule dernier de ces signes avaut-courcurs de la guerre. Prévue des le 20 juillet et des lors imminente, on l'annonça ouvertement depuis ce jour dans les territoires des deux états. Beaucoup de sujets milanais s'étaient réfugiés à Bergame, y portant leurs

- (1) Brognolo su marquis de Mantoue, 20 juillet 1499. Ib.d., Documents, 199
- (2) Chronicon Venetum (Muratori, XXV, pag. 85).
- (5) Somensi & Ludovic Slorza, 23 juillet 1499. Ibid., Documenta, 209.
- (4) Marino Sanuto, II, 1070, l'ambassadeur français à Venise, in colegio.

 13 août 1499
- (5) Ibrel., II, 1025. Liom à la Sergueurie, Crema, 3 août 1499. Croirait-on que le duc pût penser que cette impassibilité de Trivulce dissimulait peut-être de sa part un projet de trahison en faveur du duché : « Tel est aujour-d'hui contre moi, qui sera bientôt avec moi».





récoltes pour les mettre en surete et y avaient élé reçus a brasouverts. Mille petits faits prouvaient l'aigreur croissante des rapports des deux états : ni l'un ni l'autre cenendant ne voulait prendre l'imitative de la rupture (1). - Ce furent l'intervention et les conseils de la France qui y décidérent la République (2). Le 19 pullet. Louis XII déclarait à l'ambassadeur Loredam qu'il voulait enfin commencer la guerre ; de leur côte les ambassadeurs françus a Venise sollicitérent plusieurs fois la Seigneurie de rompre les relations diplomatiques avec Milan «l'arrestation d'un courrier français en territoire ducal équivalant a une déclaration de guerre, il fallatt y repondre, et l'anattenda de cette rupture frapperant Ludovic Sforza de stupeur.» Un envoye de Trivulce vint jonadre ses instances à celles des ambassadeurs. Enfin une lettre du roi, recue le 23 millet à Venise, demanda formellement à la Scignearie le rappel de l'ambassadeur vénitien résidant à Milan. Le 24 jundet, les Savis de Conseio e, de Terra Ferma, pour complaire à ce désir du roi, proposerent de mander à l'ambassadeur Lippomano l'ordre de reclamer du duc de Milan son audience de conge et de revenir à Veinse, proposition qui fut adoptee par 123 voix; Filippo Tron, savio dil Conseio, ajouta un amendement tendant a « donner, dans la forme qui platrait au doge, son audience de congé à l'ambassadeur milanais résidant a Venise». Cet amendement reutitt 71 voix (3). La nouvelle fut immédiatement transmise a Loredam pour être communiquée à Louis XII. La lettre expliquait les motifs qu'avait cus Venise de différer si longtemps le rappel de son ambassadeur (4). L'ordre de départ de Lippomano lui arriva le 26 juillet au soir. Il avait été tenu fort secret, si secret que, le 27. Latuada, non seulement ne le savait pas encore expedié, mais pensait au contraire, sur certains dires, qu'il ne scrait par envoyé si vite, que les Venitiens voudraient d'abord s'assurer comment les Français se tireraient d'affaire (5). - Le 27 juillet, Lapponiano alla communiquer a Ludovic Sforza les ordres de songouvernement. Le due lai repondit « d'un air triste « qu'i. con-

(1) Marino Samuro, II, les rectori de Bergame, 20 juillet 1499.



⁽²⁾ Voir la dernière partie du chapitre sur les relations de Veniscel de Louis XII pour les indications complementaires de références.

⁽³⁾ Venise, A. d. S. Secreti Senato, XXXVII, fol. 103, 24 juillet. Imprimé dans l'Ambassade d'Accurse Mayaier à Venise, pag. 30

⁽⁴⁾ Venue, A. d. S. Secreti Senato, XXXVII, 96 juillet. Imprimé d'ed., pag. 31 et suiv.

⁽⁵⁾ Milan, A. d. S., Cartegg, gener, Latuada à Veniue, 27 juillet 1498.

paissait dépuis longtemps les accusations portées contre lui par les Venitiens; qu'il ne les méritait pas; que Dieu, juge bon et équitable, prononcerait entre eux, et qu'a son tour il rappellerait son représentant (I). Il le chargea de transmettre a la Seigueurie un mémoire justificatif, ou il résumait ses griefs et ses justifications contre Venise; e était une réponse au discours long et développe que lui avait adressé l'ambassadeur vénitien (2-Ludovic, revenant sur de précédentes déclarations, y déclarait que la mesure prise par les Venitiens, sans le surprendre, l'étonnait, prévoyant à quoi elle tendait et ayant conscience de n'avoirrien fait pour mériter un tel traitement, il déclarait aussi qu'il était dévoué a la Seigneurie, qu'il se tennit pour son fils, qu'il avait toujours déclaré et proclame la recounaissance qu'il devait a Venise, qu'il croyait leurs états réuniscomme en un seul par lous les beinqu'ils avaient entre eux, aussi n'étonnait-il de voir la Seigneurie professer une opinion contraite, il s'en était étonne depuis le jour que la Seigneurie avait fait altiance avec le roide France, malgré la ligue existant entre elle et le duc de Milan. Cette ligue avec la France, quoique toujours regrettable, aurait pu se tolèrer si son seul but avait été de renouveler les bonnes. relations qui avaient existé jadis entre Venise et la maison de Prance; mais ce n'était pas le cas; son but avoué était une attaque à forces communes contre le duc de Milan , il avait donc une cause legitime de se plaindre de cette singuliere attitude. prise, sans motif, à l'encontre de son amitié. On ne pouvait en donner comme prétexte la positique ducale dans l'affaire de Pise, car il ny agissait pas contre Veiuse et soulait seulement remettre les affaires d'Italie dans leur état ordinaire, i écessaire au rétablissement de la paix universelle de la péninsule : il p'était d'ailleurs nuhément question de Pise dans les articles de l'alhance entre Ludovic et Venise, et la sureté de son état l'avait. contraint à agre comme il avait fait, et il déplorait que Venise. eut manque a ses devoirs et se promeitait de faire cette protestation devant tous les confédérés -- Ludovic Sforza essayait ensuite d'injuiéter Venise sur la solulité de son alliance avecla France, et sur les chances d'une guerre entre la France et



⁽¹⁾ Manino Sanuto, II, 978 et 1007. Lippomano à la Selgueurie, Mitan, 27 juillet 1499, et Bergame, 1ºº noêt 1499.

⁽²⁾ Florence, A d S. Lettere alla Signoria XII, I 22 Soderni 28 juil et 1499 Milan, Ludovic Sforza à Lippomano. 29 juillet 1499 imprimé dans L'Ambassade d'Accurse Mayrier à Venise, pag. 20 et suivantes.

Milan. A supposer que l'état de Milan fut entre les mains de Louis XII, celui-ci ne pouvant l'administrer en personne, c'était à lui-même, à cause des liens du sang, qu'il penserait d'abord à en lauser le gouvernement ; Louis XII n'avant aucun motif raisonnable d'attaquer Ludovic Sforza; pour mériter son nom de très chrétien, il devait s'abstenir de toute guerre injuste; s'il cédait à de mauvais conscils plutôt qu'à la vois de la justice et voulait lui faire la guerre, Dieu, qui n'avait jamais abandonné le Milanais, ne cesserait pas de le protéger, et l'empereur et le Saint-Empire donneraient à cette guerre une issue peu honorable pour ceux qui l'auraient entreprise. Rofin il répondait aux bruits répandus à Venise et à Rome sur la part qu'il avait dans l'attaque des Turcs contre la Seigneurie, il protestait avec énergie là contre, disant que se fonder sur cette rumeur pour lui faire la guerre serait choisir un fondement ruineux ; en protestant de son horreur invêtérée pour le mensonge, il jurait sur son âme que ce n'était pas a sa requête que « les mouvements du Turc » avaient commencé. Il reconnaissant uniquement avoir, apres la formation de l'alliance franco-vénitienne et vu son caractere particulierement menaçant pour lui, averti le Sultan de cette alliance et lui avoir demandé son intervention diplomatique à l'égard de la Seigneurie, acte parfaitement licite et avouable. Seulement, par la volonté de D.eu, il était arrivé que, avant que l'homme de Ludovic fût au tiers de la route, le Turc avait commencé la guerre contre Venise, en sorte que la Seigneurie s'était aperçue que, tandis qu'elle voulait susciter a Ludovic un ennemi puissant, elle en avait ellemême un beaucoup plus redoutable encore. Et il serait plus facile à Ludovic Sforza, soit de traiter avec la France, soit de lui résister par la force, qu'à Venise de résister aux Turcs. Comme conclusion, Ludovic chargeait Lippomano de dire à Venise qu'elle avait en grand tort de manquer à sa foi et a son alliance avec lui et de la menacer d'une attaque simultanée de l'empereur d'Allemagne et des Tures. Le duc remit ce mémoire le 29 juillet a Lippomano. Il en fit expedier des copies à Rome, à Naples, à Florence et a Génes, aux ambassadeurs milanais en Allemagne et en Savoie, a Bologne, à Sienne, à Forli, à Ferrare et en Espagne (1). Un autre mémoire adressé le lendemain aux divers gouvernements exposait au point de vue mila-





⁽¹⁾ La lettre écrite au Sacré collège est dans Marino Saunto, II, 1089, 30 juillet 1499

nais la politique vénitienne. Son but indirect, dans cette guerre était de s'emparer du Milanais, qui reviendrait à la Seigneurie, soit par la mort du roi, soit par l'expulsion des Français de la Lombardie, à cause de leur despotisme. Ludovic y exposait aussi sous le même angle, la politique française qui tendait à détrôner le roi de Naples après le duc de Milan, à dominer par la toutul'Italie et à imposer sa loi à tous les princes de l'Europe (i). — Lippomano partit de Milan le 30 juillet et reviut à Venise par Brescia, où il avait demandé qu'on lui envoyêt de l'argent et d'ou il ecrivit à la Seigneurie un récit plus détaillé de son audience de congé (2). Le successeur désigné de Lippomano a l'ambassade de Milan, Domenego Pixani, ne songea plus au départ (3)

Dans la séance des Pregadi du 2i juillet 1499, Francesco Capelo avant demandé qu'au rappel de Lippomano on joignit le renvoi de l'ambassadeur vénitien résidant à Milan (4), Filippo Trum, savio di conscio et procurator demanda qu'on ne lui donnât pas encore son congé, et sa proposition fut adoptée par 78 voix; on decida de ne le renvoyer qu'après avoir appris le retour de Lippomano. Mais on le fit surveiller 5) sa maison fut gardée jour et nuit, et toutes ses courses furent espionnées, ce qui lui rendit tres difficile l'exercice de ses fonctions diplomatiques. Le 3t juillet, il vint notifier aux Pregadi que Ludovic Sforia lui avait donné ordre de quitter Venise dans une semaine environ, qu'il demanderait préalablement au doge une audience de congé, mais que la Seigneurie était encore maîtresse de se décider pour la paix ou pour la guerre (6).

Le doge répondit que «tous ces événements dépendaient de Dieu», et qu'il avait confiance en sa justice. Après le départ de Latuada, il y eut une vive discussion dans les Prégati sur les rétards de Latuada à s'en aller, les ambassadeurs français, en ayant eu vent, envoyèrent dire qu'il n'était pas bien que Latuada restat ai longiemps encore à Venise. Le 1^{es} août 1499 les Prégadi votérent, par 144 voix contre 33 et 9 abstentions, «vu

⁽I) Milan, A. d. S. Cartegg. gener. Ludovic Siorza an rol d'Espagne, 30 juillet 1499. Imprimé dons L'Ambassade d'Accurse Maynier à Venisc, appendice VII, pag. 94

⁽²⁾ Maniko Sanuto, II, 978, Lippomano à Milan, 27 juillet 1499.

⁽³⁾ Hed., 11, 978, in colegio, 29 juillet 1499 (4) Hed., 11, 961, in pregadi, 24 juillet 1499.

⁽⁵⁾ Milan, A. d. S. Pot. Est. Venezia, Latuada à Ludovie Storia, 30 juillet 1499.

⁽⁶⁾ MARINO SANUTO, II, 982, 30 juillet 1499.

le retour de Lippomano, la convenance de cette mesure et les instances des ambassadeurs français», de congédier Latuada (!). On lui donna jusqu'au dimanche pour achever les préparatifs de son départ qu'il avait dejà commencés. Le secrétaire Bernardino de Ambrosiis fut chargé d'alter lui signifier, à domicile, cette résolution des Pregadi. L'audience de congé de Latuada cut lieu le 3 noût (2). La défiance qui avait entouré les derniers jours de son sejour poursuivit les gens de sa maison : un malheureux prêtre, habitue à San Zaccaria, qu'il employait comme chapelain, fut accusé de lui avoir révèlé des secrets et, avec quelques prétendus complices, arrêté par ordre du conseil des Dix; le colegio se réunit : il fut ons a la torture, mais on ne put rien prouver contre lui, et on dut le remettre en liberté (3).

Ainsi se trouvait consommée la rupture entre Venise et Milan. On crut, des lors, que la guerre commencerait vers le 10 août ,4). Mais Ludovic Sforza persistant à ne pas vouloir commencer les hostilités. Cependant, bien que dans une dernière lettre à Latuada, il se dit encore le flis devoué de la Seigneurie, quoiquit s'annonçàt comme toujours disposé à voir volontières les gentilshommes vémitiens, hommes publics ou simples particulièrs, qui voudraient venir à Milan (5), quoi qu'il répétât qu'il n'attaquerait jamais la Seigneurie, si la Seigneurie ne l'attaquait pas (6), il était visible que ce double départ d'ambassadeurs, en égard à la prudence et à la longanimité réciproques des deux états, était le prodrome le plus significatif de la guerre.

Le retour du duc de Savoie de Geneve en Piémont, la fuite d'Ascanio Sforza de Rome, l'envoi du cardinal Borgia comme legat dans l'Italie septentrionale, le groupement des troupes françaises et venitiennes sur les frontières du Milanais, la venue du roi de France à Lyon et le bruit, chaque jour plus consistant de son arrivée prochaine à Asti: tous ces faits étaient encore autant de symptômes de la rupture imminente de la confédération avec Ludovic Sforza. Le duc de Milan, après avoir épuise

Venise, Secreta Senato, XXXVII, Iol. 108, v. fr. août 1499, împrimê dans L'Ambassade d'Accurse Maynier à Venise, pag. 45, 994, 102 août 99.

^{,2)} MARINO SANUTO, II, 1003, 3 août 1499.

⁽³⁾ Mad., II, 1025, an convers, 5 nout 1499

⁽⁴⁾ Milan, A. d. S. Pot. Est. Venezio, 27 juillet 1499 Latanda à Ludovic Sforza - Marino Sanuto, II, 1179, donne la liste des membres du colegio, en nont 499.

⁽⁵⁾ MARINO SANUTO, 11, 932.

⁽⁶⁾ Bird., H., 1025. Lioux à la Sergiourie, Crema, 3 août 1499.

tes ressources directes et indirectes de sa diplomatie pour empécher la formation de cette ligue, et pour en neutraliser l'action, en occupant chez elles les puissances liguées; après avoir fait tous les préparatifs militaires que lui permettaient l'état de ses finances et sa prévoyance, ne pouvait plus opposer à cette ligue, ainsi qu'il le disait aux ambassadeurs résidant à Milan, «que la ferme résolution de ne pas laisser consommer sa ruine sans s'être vigoureusement défendus.

MONTPELLIER. - IMPRIMERIE CHARLES BOERN

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

	Pages
Avant-propos	I
INTRODUCTION DE L'IMPORTANCE DE LA GUERRE DU MILANAIS DANS L'HISTOIRE D'ITALIE	1
LIVRE PREMIER - Les causes et la préparation de l'expédition du milanais	23
CHAPITRE PREMIER — Les causes de l'expédition du Mila-	23
nais	
 Causes politiques de l'expédition	
II. Causes dynastiques de l'expédition	80
III. Causes personnelles de l'expédition	95
Снарітке II. — La préparation de la guerre du Milanais: la luite diplomatique en Europe	10:2
I. Les puissances occidentales	104
§ 1. L'alliance tranco-anglaise, 104. — § 2. Lea négocla- tions des rois catholiques avec la France et le duché de Milan, 107.	
 F1. Les états de l'Empire § 1. L'alliance de Maximilien et de Ludovic Sforza, 114. — § 2. Le rapprochement de Louis XII et de l'archiduc Pizitippe d'Autriche, 138. — § 3. L'ambassade française en Hongrie, 144 — § 4. La lutte pour l'alliance avec la Ligue ausse, 145. 	:
III. Le Turc	161
CHAPITRE III. — La préparation de la guerre du Mila- nais (suite) : la lutte diplomatique en Italie	
I. L'ambassade de Nicolo Alamangi,	. 167

514

TABLE DES NATIERES.	
Il. Les négociations de la France et de Milan avec les états subaipins	173
 § 1. La lutte pour l'alhance avec le duc de Savoie, 173 — § 2 L'hommage du marquis de Saluces à la France, 182 — § 3 Les intrigues de Constantin Armiti, 184. 	
III. La politique des princes apparentés à Ludovic Siorza	190
 L'effacement du due de Ferrace, 191. — § 2 Les variations diplomatiques du marquis de Mantoue, 196. — S. L'alliance militaire de Catherine Storza avec Ludovie Blorza, 216. 	
IV Les négociations de la France et de Milan avec les républiques toscaues et Bologne	219
§ 1. L'alliance de la république de Florence avec Louis XII. 220. — § 2. La neutralité de la république de Sienne. 232. — § 3. L'alliance de Bentivoglio avec Ludovic Storza, 234.	
V. La politique de Venise et son alliance avec la France	238
§ 1. Les relations de Venise et de Milan à l'avenement de Louis XII, 238. — § 2. La première ambassade vémienne à la cour de France, 243. — § 3 Latinude de Ludovic Siorza au début des négociations franco-vénitiennes, 255 — § 4 L'ambassade vénitienne en France et les premières négociations, 261. — § 5. L opposition de Ludovic Siorza à la igue franco-vénitienne, 284. — § 6. Le retour à Venise de l'ambassade vén tienne, 291. — § 7. Les relations franco-vénitiennes après la conclusion de l'alliance 296. — § 8. Les relations de Ludovic Siorza et de Venise après l'alliance franco-vénitienne, 310.	
VI L'alliance de Louis XII avec le Saint-Siège et les Borgia.	318
§ 1 La politique d'Alexandre VI entre Louis XII et Ludovic Sforza, 319. — § 2. Le divorce de Louis XII et le voyage de César Borgia, 328. — § 3. Les relations d'Alexandre VI avec Ludovic Sforza pendant les négociations en France, 335. — § 4 Les relations des princes italiens avec Alexandre VI pendant ses négociations en France, 343. — § 5. Le mariage de César Borgia, 350 — § 6. Les négociations de Ludovic Sforza avec Alexandre VI après le mariage de César, 354. — § 7 Les der-piers efforts de Cesare Guaschi et d'Ascanio Sforza, 358.	
VII L'athance du roi de Naples avec le duc de Milan	366
CHAPITRE IV. — La préparation de la guerre du Mila- nais (suite) : la préparation militaire de la guerre	381
I. Les préparatifs de Louis XII.	381
II To a mind and the day Norman	449

TABLE DES MATIÈRES.

III Les préparatifs de Ludovic Sforza	419
Chapitre V. — Les tentatives de rapprochement entre Louis XII et Ludovie Sforza	466
CHAPITRE VI. — Les préludes de la guerre	484
TABLE DES MATIERES DU TOME PREMIER	513

BEST La centra de Casten de Poetra de Proces por S. Manetes Academ possible de
under the horse-see on an indicated-out or an Tolling up a Joseph up have dues to
JEROSALEN A MALTE, per M. DELAVILLE LE ROCLE
\$1600 Processes no excess non because a Academous, per Il Georges Largest and
S planches)
BBC T Transcript Face of house torois per II il do La Blazendine (gree dines sent-
fortes et cinq planches dessinées par l'auteur)
BERT. PRANCESCO DA BARGURINO ET LA LITTÉRATURE PROPERÇALE DE PRALEE AS MOYER ALE.
DIT M. Antoine Thomas
BREVIL LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES DE L'ITALIE SOUS LOS EMPROPLES POMAIRS (43 EV.
1C130 apr. JC.), per M. C. Jerrian
BERTHER, LA VIR MUNICIPALE EN ATTIQUE, per M. B. HAUSSOULIMBE,
EXECUTE Life encounter described while a new next, a new enters were used to a new conditions.
per B A Vannes 9 fr 11
EL Las annual examples attituents, per Am. Hauvette Besnath,
MLE. Lies Stratiges athenisms, per Am. Hauvette Besnault,
BLD. EYEME BUR L'INSPORRE DES RANCOPHADES CHHEVIENE, par M. René GROUDERT - 3 Sy 54
Built La marca per reren a tracer y he locar on he temperate un estamper
M Maurice Factor Voir free L. Toute I
Sten Sie a parate an content of Section and the property of desired and the section of the secti
per M Delayillele Rocen & beaux vommes
Charles I'm (1365-
**** ca N. Paul Benniyu Your fase, Ll. Tours l
HLVH Lin Cavaliers achérent, par M. Albert Harrie. 4 très fort volume 18 fr.
BLYSH. LA MIRAOTERQUE DE VATIGAR AU QUIRENIME MÈGLE. CONTRIBUTION DESCRIPTION DE
'histoire de l'hamananne, par MM Engène Müyrz et Paul Fame
Mill Les Angrevas de l'invenant e sagnée à Délou (\$55-166 semi JC.), por M. Thés- phile Romolle, membre de l'Institut (que un plan en hélograp)
L. La Lmeare a are earen s'Armon, Sa fermation, sa composition, sea conseques (1316-
1420), per M. Maerica Faucent Voic fasc. XLIII. Teme II 7 fr.
Les Anchives aforvires de Napine. Etede per les régultes de rei Charles ?" (1266-
12×6) par M. Paul Bonney, Tome II et dernier (ente eine plenches en beliograu,) 16 fr.
Lie La Steat aspect, depos Dougaties, a Riggs of a Constitutionaria, per H. Ch. Li-
E N 48
AMI ETERRI SUR L'ARMINISTRATION SYZANTINE DANS L'EXANCHAY ON RAVINSE (500-75).
par f. B. Banes, no one manufactor for the first of f. b. binner spaces. Not. 15 f. Left Lighteness was the not the new Armenia on page 10. Namely agreed moneton for
l'Ecole de Rome (avec une pr pienche en kéliogravum) 7 le.
AV. ET CHES IS ANOMOLOGIC BYZANTING. L EGLISE ET LES MOSASQUES DU COUVENT DE SAINT-
Luc, es Puogras, per Ch. Diene, antien membre des Rosles françaises de Nome et
C'Athènes (avec sopt ésés interculés diens le texte, et une planche hars texte) 3 fe 54
LVI. LES MANUS REST DE DANNE ET DE SEE COMMENTATIONE, TRADUCTEURE MOGRAPHIE, EVG.
remaints care or his minutes to brushe Roam if an entangled francisco per la december
(aver feux planckes en helfogravure)
de l'Ecole française d'Athènes.
The content to make to be well to be to find by if I have the being the first
l'Ecole feaucaise de Rome.
WIT ESSAU BUT L'ADMINISTRATION DU ROYALING DE SUINCE BOUG CHARLES IV DY CHARLES III
n'Angor, par Léon (Assert ancien mesibre de l'Ecole françaine de Rome
AE. ELATÉR - LA VILLE LE TEMPUE D'ATHÈNA GRARAIA, por Pierro Paris, sucion me se
bed to freely francisco of his west over some comes figures dance in those of garage peer to
hors (cxie)
LES, POCLEMENTS ENSURED POCH SERVIN A CHIPPOING BE LA BORESATION VENEZUREN EN CHIPP
na 1980 a 1409, hrés des archives de Venine, publiés et analysés par II. Nomey, archi-
membre de l'Ecule de Rome avec une carte en éculeur de l'éle de Créte) 18 fr.
CAH ETCHE SOR IN LINEA CENSI UM DE L'EDIME ROMAINE, per M. Paul Fanon, aucieu
membre de l'École française de Rome
ARREL LA LYDIG BY LE MOROIS DOUG AN YEARS LINE MERINGAROS (607 846), per III. Georges
Banet preum minder in treit frangen d'a seues avec per provide derte de conseil
Never services
LATE. Lan Mireles de armanismos flands que la condition tégale et la comercia horale le rela
par a g de se upue des et ange u doupe dept à hittore, par II Bichel adec deret
membre de l'Ecole Stançaise d'Athènes
A and America



LET. Ennet orn an above on a transporter Bogresso, par II. Refebent Gotta, ancies mombre \$2.00 for the Control and Control and the Control of the Control o novoments encede, par M. André Bacanicaner, nucleu membre de l'École française de Airesta antien membre de i Ecole française d'Athènes jour à planches en Arlingreunre et 13 deute. Lux-cur de Carintale, par II, file Bosses, ancies mondre de Chrois LEE: Les Onsaves del refleres Lunges montres Restons un Lordin de Echors Avant Leur et Santares, par M. Roman Bolland, annes membre de Leuis fembraise de Rome (uver få pienches de musique).

LERO Les tirds nomeran en la Tenune, per M. J. Toctam, ancien membre de l'Erole française de Rome (ever deux certes en contenus).

LERO L'Exat describes as armés la mason museum Étade de géographic políticos par Il J. Gumach, ancien monibre de l'Écolo française de Nome (evoc trots curtes en couleuro) ARRIV. CATAL NOTE 1100 INCOMES THE CONTROL & ACROPOLE D'ATRÊMES, par III. A. se Ressen, ancien membre du l'Exole française d'Albènes, maltre de conferences à la Faculté d'Ait (aves deux sont die figures intercalies dans le iurie). Premère parles N. B. — Cot auvrage formers en base volume divisé en trais parties. — La describue est mean proces LURY LOUIS All by Cranter Seouse per M. L. Pterstein, meinen member de l'Ecole française de Bome, professeur à la Faculté des lettres de Montpellor. Toma I]

BIBLIOTARQUE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME

EDELJE BERG GERBE (FORMAT GRAND IN-1º RAISIN). DUVRAGES SE COURS DE PUBLICATION

1° LES REGISTRES D'INVOCENT IV (1242-1254), d'après les manuscrits originais de Vatican et de la Hibitothèque nationale de chiris, par M. Line Hancan Grand in 4° sur deux colonnes. — N. S. Ce grand sevenge paraît par fascicules de dix à quinze feuilles environ. Il ne composera de 270 à 300 femilles, devant former quatre beaux volumes. — La prix de la souscription est étable à raison de composate continées par feuille. Les neuf premières fascicules composant les deux primières à clames et le commissionent du missème ent paru. Prix de ces neuf fascicules : 90 fr. 25, — Le 10° fascicule est nous premie. Ou reage sequel. Académie des introptions et bules-lettes e décarné is 1° prix Cobert.

2° LE REGISTE DE BESOIT XI (1303-1304), Liscurit destation de assistation de près les manuscrits et general des archives du Valies par M Charles Grantoures, — Cet outrage formers un besu volume grand in 6° ratum, à deux colondes. Il est publié en fancientes de 15 à 70 feuil en environ de 8 pages charenne avec touvert tre impérieux 4 è prix est fixé à seszante cestimat par chaque feuille, et à un franc par planche de fac-sim lé. Aucun finacique in est vendu separchemit. L'ouvrage complet se composera de 80 à 100 feuilles. — Les quatra premiera fasciques aont en venie Prix ; 43 fr. 40 c. — Le 3° et dernier finacique est aous presses.

4° LES REGISTRES DE BONIFACE VIII (1293-1303), literacif des pape, publices ou analyseen per MN Georges Disagn. Maurice Faccus et Antoine Isomas. — Cet ouvrage formers trois volumes grand In-1° à deux colonnes, et sera publid en 200 feu des environ. — Les prix de chaque leuille est à se à soureme centimes. — Aucus faccicule n'est vendu apparement. — Les trois premiers facciques, le 3° et la 6° mont en vente. Prix z 54 fr.









